



**HAL**  
open science

**”Travayè an larila - Les travailleurs sont dans la rue” :  
syndicalisme et protestation en Guadeloupe et en  
Martinique**

Pierre Odin

► **To cite this version:**

Pierre Odin. ”Travayè an larila - Les travailleurs sont dans la rue” : syndicalisme et protestation en Guadeloupe et en Martinique. Science politique. Institut d’études politiques de paris - Sciences Po, 2017. Français. NNT : 2017IEPP0027 . tel-03436405

**HAL Id: tel-03436405**

**<https://theses.hal.science/tel-03436405>**

Submitted on 19 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Institut d'études politiques de Paris**  
**ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO**  
**Centre de recherches internationales**  
**Doctorat en Science politique**

« *Travayè an larila - Les travailleurs sont dans la rue* »  
*Syndicalisme et protestation en Guadeloupe et en Martinique*

Pierre Odin

*Thèse dirigée par Lilian Mathieu, Directeur de recherche au CNRS  
et Justin Daniel, Professeur des universités à l'Université des Antilles*



soutenu le 8 décembre 2017

Jury :

Mme Sophie BÉROUD, Maîtresse de conférences, HDR, à l'Université Lumière Lyon 2 (rapporteure)

M. Justin DANIEL, Professeur des universités à l'Université des Antilles (codirecteur)

M. Lilian MATHIEU, Directeur de recherche au CNRS – Centre Max Weber / ENS Lyon (codirecteur)

Mme Frédérique MATONTI, Professeure des universités à l'Université Sorbonne – Paris

Mme Sandrine REVET, Directrice de recherche FNSP, CERI - Sciences Po

M. Laurent WILLEMEZ, Professeur des universités à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (rapporteur)



## REMERCIEMENTS

Un grand merci à Lilian Mathieu, qui a suivi cette recherche depuis plus de six ans avec tant d'attention et de sérieux. Merci à lui de s'être montré aussi disponible et bienveillant : ses commentaires, critiques et suggestions m'ont permis de mener ce travail à bien.

Un grand merci à Justin Daniel qui a également suivi ce travail avec attention, et dont le concours s'est avéré extrêmement précieux pour mener à bien mes différents terrains antillais, en m'ouvrant les portes du CRPLC et en me fournissant nombre d'indications indispensables pour m'orienter dans le champ syndical martiniquais.

Mes remerciements chaleureux à Frédérique Matonti, Sophie Bérout, Sandrine Revet et Laurent Willemez pour avoir accepté de faire partie du jury.

Merci aussi à la Région Martinique qui m'a permis de réaliser ce travail en m'octroyant une bourse doctorale d'intérêt régional. Je remercie d'ailleurs tous les membres du CRPLC et du CAGI pour leur accueil en Martinique et en Guadeloupe, en particulier Aurélie Roger à qui ce travail doit beaucoup.

Merci à Annie Marcilloux qui a pris en charge les aspects administratifs du suivi de mon mémoire puis de ma thèse.

Ce manuscrit n'aurait pas pu exister sans les relectures attentives et les précieux conseils de Doris Buu-Sao, Rachel Renault, Marie Bellot, Pierre Jean, Rémi Godichaud, Laurie Rousseville, François Alfandari, Lucie Modde et Marion Schum. Qu'ils soient toutes et tous chaleureusement remerciés !

Parce que la recherche est avant tout une aventure collective, ce travail de thèse sur le syndicalisme doit beaucoup à Sophie Bérout et à toute l'équipe du séminaire Symett du laboratoire Triangle : François Alfandari, Benjamin Pabion, Romain Vila, Jörg Franke, Isil Erdiņ et Thomas Posado. Merci à eux et à toutes les personnes venues exposer leurs recherches dans ce cadre. Une pensée pour Nam Le Si qui a accompagné nos premiers échanges avant de rejoindre les alpages.

Il doit également beaucoup à toutes les personnes qui se sont donné la peine de lire et de discuter les communications et les articles issus de cette recherche, en particulier Sophie Bérout, Karel Yon, Baptiste Giraud, Héloïse Nez, Christine Guionnet, Frédérique Matonti et Julian Mischi. Merci aussi à tous les enseignants qui ont éveillé en moi le goût de la recherche en sciences sociales et qui m'ont encouragé à persévérer dans cette voie, en particulier Laurent Willemez, Hélène Combes, Razmig Keucheyan, et Alexandre Jaunait. Je garde aussi en mémoire les échanges amicaux et stimulants avec Ugo Palheta, Aurélie Roger, Audrey Célestine, Dimitri Behacq, Nathalie Ethuin, Michelle Zancarini-Fournel, Florence Johsua, Samuel Hayat et Lionel Arnaud.

Un salut à tous les collègues titulaires et vacataires avec qui j'ai eu le plaisir d'enseigner à Lyon, Dijon et Poitiers, aux étudiants au contact desquels j'ai pris autant de plaisir à enseigner qu'à apprendre, et à tous les personnels qui œuvrent au quotidien à l'Université.

Merci à mes proches d'avoir su m'écouter et m'épauler tout au long de ce travail. Tout particulièrement, merci à mes parents, Annie-France et Jacques, pour leur soutien indéfectible et pour leur affection quotidienne, qui m'ont permis de garder confiance en moi dans les moments de doute. Merci aussi à toute la famille Bercier : mon grand-père Michel, mon oncle Dominique et ma tante Jacqueline Marchive, leurs enfants Brice et Lola qui sont pour moi plus qu'un frère et une sœur, mes grandes cousines Frédérique et Chantal (et toute la famille Serre !). Un grand bonjour à ma famille limousine qui m'a souvent accueilli : ma tante Isabelle Desport et mon oncle Pascal, leurs enfants Antoine et Simon, et leur grand-mère Colette.

A celles et ceux du théâtre, de la Compagnie des Halles et du Foyer des jeunes et d'éducation populaire de Rouillé qui ont bercé mon enfance et que j'ai toujours autant de plaisir à retrouver les soirs de représentation. Merci d'avoir été là dans les moments difficiles. Une pensée toute particulière pour mon grand ami Samuel Bougrier, instituteur génial et incorrigible humaniste : « c'est un joli nom, camarade ».

On ne pense jamais tout seul, surtout lorsque l'on a la chance d'être entouré d'amis dont l'intelligence force autant le respect. Parmi eux, je remercie du fond du cœur Pierre Jean pour notre complicité intellectuelle durant toutes ces années et pour son amitié sans faille. J'ai aussi une pensée émue pour Laurie Rousseville et Rémi Godichaud avec qui j'ai pris tant de plaisir à échanger et qui ont si souvent pris soin de moi.

Cette thèse doit beaucoup aux amis des différentes villes où j'ai vécu pendant mes années d'étudiant. Merci d'abord à mes colocataires de m'avoir toujours soutenu (et supporté) en partageant mes joies et mes peines pendant nos années de vie commune à Paris et à Lyon : Manou Cousin, Alex Devaud et leurs familles.

Mes remerciements vont aussi à mes amis poitevins qui ont toujours été là pour moi, et à Laure-Ma en particulier. A mes « blédards » : Elric, Alex, Jonas, Maxime, Jean-Mi, Boris, ainsi qu'à Sinda, Madjid, Mathilde, Jacques M., Manue, Elie, Félix R., Elodie R., Sarah L., Djé et tous les fêtards réguliers ou occasionnels de la Place du Marché et du 13 juillet ! Une pensée affectueuse pour Samuel et Cinthia qui m'ont fait l'honneur d'être le témoin de leur heureuse union, et un salut amical à tous les poitevins en vadrouille, notamment Anna à Nantes, Adrien O. à Bordeaux et Yollo qui nous revient juste de Mayotte !

A celles et ceux que j'ai rencontré à Paris, ou avec qui j'ai partagé des moments joyeux dans la capitale : Pierre J., Manou, Matias, Doris, Maud, les « Bim-Bam-Boum » Adrien G., Pierre L. et Dimitri – et toute l'équipe de Sainte-Orse-en-Gamaches ! – ainsi qu'à Julien, Ugo, Kahina, Sophie, Vincent, Alexandra J., Salomé et Lucie E. Merci à Flavia pour son énergie bondissante et son grain de folie si cher à mon cœur ! Et merci à Clarisse d'avoir été la plus géniale des voisines !

Ma vie lyonnaise n'aurait pas été la même sans le précieux entourage amical de Laurie, Rémi, Nam, Francky, Vaness, Marie, Lucie M., Odile, Fédé, Giulia, Colin, Lucie B., Jean, Raphaël, Marie-Aimée, Louis, et Elodie. Merci encore pour tous ces beaux moments passés à vos côtés. Une embrassade à tous les copains et copines de la Croix-Rousse jusqu'à la

Guillotièrre : merci pour ces belles rencontres, Matthieu, Sarah, Xavier, Louis, Léa... ! Et merci Benoît pour les parties de pêche !

Un salut amical à tous les collègues de promotion qui se reconnaîtront, et à tous les militants qui sont restés des amis et auprès de qui j'ai tant appris.

Mon premier séjour en Guadeloupe n'aurait pas été possible sans l'accueil de mon grand-oncle Gérard et de mon cousin Olivier. Qu'ils soient chaleureusement remerciés pour m'avoir logé, nourri et conduit là où m'appelait mon enquête.

Mes remerciements vont aussi à Bertrand pour son accueil et le prêt de sa voiture : j'espère que les chats de Sophie se portent bien !

Un grand merci aussi à mes amis de Martinique : Aurélie, Henri et Camille (Yessai !). Une pensée pour Stéphanie O'Brien qui m'a souvent accompagné au cours de mon premier terrain martiniquais.

Je souhaite remercier tous les syndicalistes et tous les militants guadeloupéens et martiniquais qui ont accepté de répondre à mes questions, et qui ont apporté, d'une façon ou d'une autre, leur concours à mon enquête. Sans eux, rien n'aurait été possible. Un salut fraternel à René, Delphine et toute l'équipe du journal *Rebelle !* et un grand bonjour à Fred Gircour. A toutes et tous : «*Tchimbé rèd, pa moli !* ».

Enfin, ce travail doit énormément à Rachel, qui m'a entouré de sa tendresse et de son affection durant toutes ces années, quelles que soient les difficultés ou les distances à parcourir. Merci pour tout.

*Ce travail de recherche est entièrement dédié à la mémoire de ma mère Annie-France, qui m'a transmis son goût pour l'histoire et la politique : puisse-t-elle être fière de moi.*



## Sommaire

Sommaire.....	7
<b>Glossaire des organisations .....</b>	<b>10</b>
<b><i>Introduction.....</i></b>	<b><i>13</i></b>
Prologue.....	14
« Se défaire de l'extraordinaire » .....	16
Itinéraire de la problématique.....	18
Terrains et sources .....	26
Annonce du plan.....	50
<b><i>Première partie. Genèse du syndicalisme contemporain aux Antilles.....</i></b>	<b><i>53</i></b>
<b>Introduction .....</b>	<b>54</b>
<b>Chapitre I. Un Mai 68 antillais ?.....</b>	<b>59</b>
Introduction .....	59
A - Un espace de l'anticolonialisme ?.....	60
B - Le « moment 68 » : une influence organisationnelle de l'extrême gauche hexagonale ?.....	73
C - Le retour au pays des enfants terribles .....	84
Conclusion.....	98
<b>Chapitre II. De la lutte politique à la lutte syndicale : topographie d'une reconversion .....</b>	<b>101</b>
Introduction .....	101
A - Le tournant des années 1973 - 1974.....	104
B - Reflux militant et migration vers les organisations syndicales : la formation d'un syndicalisme de lutte .....	130
Conclusion.....	146
<b>Conclusion de la partie.....</b>	<b>149</b>
<b><i>Deuxième partie. La politique des syndicats antillais.....</i></b>	<b><i>153</i></b>
<b>Introduction .....</b>	<b>154</b>
<b>Chapitre III. Les logiques syndicales de la « marche vers l'indépendance » : l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe.....</b>	<b>163</b>
Introduction .....	163
A - « Ka yo vlé ka yo vlé pa, travayè en laria ! » : une manifestation avec l'UGTG à Goyave le 14.02.2012.....	167
B - « (Ré)Inventer le peuple guadeloupéen ».....	173
C - Une réception différenciée de la culture UGTG .....	188
D - La politique de l'UGTG en actes : entre politisation antiraciste et « patriotisme pragmatique » .....	203
Conclusion.....	212

<b>Chapitre IV. « Se syndiquer pour la lutte des classes » : la CGT Guadeloupe et la CGT Martinique.....</b>	<b>213</b>
Introduction .....	213
A - Diriger un syndicat « en révolutionnaire » ? .....	216
B - La formation à la CGT : la fabrique d'un syndicat « lutte de classes » ?.....	233
C - Les ambivalences du rapport au communisme révolutionnaire au sein des syndicats CGT .....	242
D - La CGTG et la grève du port : entre défection tactique et rappel des frontières .....	254
Conclusion.....	260
<b>Chapitre V. « Un syndicat en mouvement (s) » ? La Confédération Démocratique Martiniquaise des Travailleurs .....</b>	<b>263</b>
Introduction .....	263
A - L'influence organisationnelle du GRS : rémanences et réminiscences .....	271
B - Les « marges majoritaires » de la CDMT, ou la fabrique d'un consensus organisationnel .....	287
C - La lutte des Domavi .....	298
Conclusion.....	314
<b>Conclusion de la partie.....</b>	<b>317</b>
<b><i>Troisième partie. La grève générale de 2009 aux Antilles : sociologie comparée d'un conflit généralisé .....</i></b>	<b><i>325</i></b>
<b>Introduction .....</b>	<b>327</b>
<b>Chapitre VI. Lutter contre la <i>pwofitasyon</i> : la construction d'une radicalité unitaire .....</b>	<b>331</b>
Introduction .....	331
A- La lutte contre la <i>pwofitasyon</i> : la construction d'un cadre de mobilisation .....	334
B- Une analyse comparée des organisations syndicales dans les coalitions protestataires.....	348
C- Une division spécifique du travail contestataire dictée par les principales organisations syndicales .....	363
Conclusion.....	382
<b>Chapitre VII. La généralisation de la contestation .....</b>	<b>385</b>
Introduction .....	385
A - La montée en puissance de la mobilisation .....	387
B - Pour une approche compréhensive des négociations dans la politique du conflit ...	395
C - La radicalisation du conflit, ou les effets d'escalade de l'interaction conflictuelle .	410
<b>Conclusion de la partie.....</b>	<b>433</b>
<b><i>Conclusion générale. « Après la colonie », de l'anticolonialisme au postcolonial ?</i></b>	<b><i>437</i></b>
L'anticolonialisme en partage .....	442
Quand vient la crise .....	444
Epilogue : pour une histoire connectée de la protestation Outre-Mer.....	447
<b><i>Annexes et bibliographie .....</i></b>	<b><i>451</i></b>

<b>Annexes.....</b>	<b>452</b>
<b>Bibliographie thématique .....</b>	<b>497</b>

## **Glossaire des organisations**

---

**AGEC** : Association Générale des Etudiants Caribéens

**AGEG** : Association Générale des Etudiants Guadeloupéens / Guyanais

**AGEM** : Association Générale des Etudiants Martiniquais

**ARC** : Alliance Révolutionnaire de la Caraïbe

**CDMT** : Confédération Démocratique des Travailleurs Martiniquais

**CFDT** : Confédération Française Des Travailleurs

**CGT** : Confédération Générale du Travail

**CGTG** : Confédération Générale du Travail de la Guadeloupe

**CGTM** : Confédération Générale des Travail de la Martinique

**CGT – FSM** : Confédération Générale du Travail – Fédération Syndicale Mondiale

**CO** : Combat Ouvrier

**CSTM** : Centrale Syndicale des Travailleurs Martiniquais

**CTU** : Centrale des Travailleurs Unis

**FKNG** : *Fos Pou Konstuwi Nasyon Gwadeloup* (Force Pour la Construction de la Nation Guadeloupéenne)

**FO** : Force Ouvrière

**FSU** : Fédération Syndicale Unitaire

**GAP** : Groupes d'Action Prolétariens

**GONG** : Groupement des Organisations Nationales Guadeloupéennes

**GRS** : Groupe Révolution Socialiste

**JAG** : Jeunesse d'Avant-Garde

**JOC** : Jeunesses Ouvrières Chrétiennes

**K5F** : *Kolectif 5 Févrié*

**LC** : Ligue Communiste

**LCR** : Ligue Communiste Révolutionnaire

**LKP** : *Liyannaj Kont Pwofitasyon*

**LO** : Lutte Ouvrière

**MIM** : Mouvement Indépendantiste Martiniquais

**MPGI** : Mouvement Pour une Guadeloupe Indépendante

**OJAM** : organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise

**PCF** : Parti Communiste Français

**PCG** : Parti Communiste Guadeloupéen

**PCM** : Parti Communiste Martiniquais

**PPM** : Parti Progressiste Martiniquais

**PS** : Parti Socialiste

**PSU** : Parti Socialiste Unifié

**UCI** : Union Communiste Internationaliste

**UFM** : Union des Femmes Martiniquaises

**UGTG** : Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe

**UGTM** : Union Générale des Travailleurs Martiniquais

**UMP** : Union pour un Mouvement Populaire

**UNSA** : Union National des Syndicats Autonomes

**UPG** : Union des Paysans pauvres de la Guadeloupe

**UPLG** : Union Pour la Libération de la Guadeloupe

**UTA** : Unions des Travailleurs Agricoles



# **Introduction**

## *Prologue*

« Mourir de faim avec tous les documents du monde, contrat de travail assurances, fiches de paye. Mourir de faim pour le “modèle exportateur” et les rentrées de devises. À mesure que je recueillais témoignages et données, la faim m’apparaissait avec une terrible netteté comme la matière et le produit d’un dispositif compliqué jusqu’au raffinement. La faim n’était pas une simple absence spectaculaire, presque accidentelle, d’aliments disponibles. Ce n’était pas une faim simple, une faim primitive. C’était une faim élaborée, une faim perfectionnée, une faim en plein essor, en un mot, une faim moderne. Je la voyais progresser par vagues, appelées plans économiques, projets de développement, pôle industriels, mesures d’incitation à l’investissement, mécanisation et modernisation de l’agriculture. Il fallait beaucoup de travail pour produire cette faim-là. De fait, un grand nombre de gens y travaillaient d’arrache-pied. On s’y affairait dans des buildings, des bureaux, des palais et toutes sortes de postes de commandement et de contrôle. Cette faim bourdonnait d’ordres d’achat passés par télex, de lignes de crédit en dollars, marks, francs, yens, d’opérations fiévreuses sur les *commodities markets* (les Bourses de matières premières, où les spéculateurs vendent, revendent, achètent, rachètent dix, quinze, trente fois le même lot de sucre, de cacao ou de coton avant même qu’il ne soit récolté, faisant chuter ou s’envoler les cours, toujours de façon à concentrer les bénéfices et à déposséder le petit producteur direct), de transactions foncières, d’anticipations, d’astuces et de bons coups. On n’en avait jamais fini d’entrer dans le détail de la production de cette faim. Des commerçants, des banquiers, des armateurs, des chefs d’entreprise, des experts, des hommes d’affaires y avaient leur part, et une armée d’intermédiaires, de courtiers et de négociants. Et des bureaux d’études, des instituts de planification. Et des généraux, des hommes politiques, des policiers, des administrations entières. Et tous ces gens parvenaient à faire jaillir de cette faim commissions, bénéfices, profits, rentes, loyers, dividendes... Oui, vraiment, l’organisation minutieuse du développement de cette faim m’apparaissait comme une chose prodigieuse. »

- Robert LINHART, *Le sucre et la faim*, Paris : Editions de Minuit, 2003, p.53-54.

Dans son étude consacrée à l’exploitation que subissent les populations noires des plantations sucrières du *Nordeste* brésilien, Robert Linhart, ancien militant de la Gauche prolétarienne, détaille avec acuité et minutie l’articulation qui lie le mécanisme de l’échange marchand inégal avec la production d’une faim de masse. Avec lui, nous progressons au travers des méandres de ce marché « hanté », de sa perfection logistique et de son ordonnancement politique. Hanté puisque, plus encore que l’exploitation capitaliste, c’est le fantôme de l’oppression coloniale qui transparaît derrière les appareils « modernes » de la faim. Comme au centre d’une ingénieuse machine, ce sont mille et une vies qui s’agitent pour assurer les opérations nécessaires à l’accumulation du capital et à la prospérité nationale. Tant et si bien que l’on pourrait croire, l’espace d’un instant, que cet ensemble complexe repose sur l’agrégation des bonnes volontés et le consentement docile. Pourtant, parce qu’il a probablement conservé de son militantisme maoïste une passion têtue pour les faits, Linhart

nous rappelle – preuves à l'appui – que c'est au prix des vies des paysans broyées que tiennent ensemble l'économie et la politique. Sans sucre, pas de faim. Sans faim, pas de sucre. Au-delà du sentiment de familiarité que nous a inspiré ce témoignage, au-delà des ressemblances entre les plantations sucrières des Antilles et celles du Pernambouc, le parcours de Robert Linhart fait également écho aux récits de vie que nous avons recueillis durant notre enquête. A l'instar de nombreux responsables syndicaux, militants anticolonialistes, il a fait partie de cette jeunesse qui s'est enthousiasmée pour les soulèvements révolutionnaires et la lutte contre l'impérialisme aux quatre coins du monde. Comme lui, c'est dans la circulation d'un territoire à un autre, d'un monde à un autre, que les militantes et les militants que nous avons rencontrés se sont forgé une conscience politique adossée à leur désir d'émancipation : sautant de la ville aux campagnes, de la porte de l'usine ou de l'habitation à celle de l'université, au gré des expériences individuelles et collectives. Puis, une fois retombé le souffle révolutionnaire qui avait porté leur jeunesse, sont revenus sur leurs pas sans abandonner le combat. Certains ont été tentés de prendre les armes. D'autres se sont mués en marranes, en stratèges patients<sup>1</sup>, s'évertuant à préserver des recoins de révolution, à tel point que même la fin de l'histoire ne put les emporter avec elle.

Lorsque survinrent, au cours de l'hiver 2009, de vastes mouvements de grève générale contre la vie chère en Guadeloupe et en Martinique, nombreuses furent les réactions d'étonnement face à la radicalité, l'ampleur et la durée de ces deux mobilisations. Que pouvait-il donc y avoir de si intolérable dans la cherté de la vie pour que, par milliers, les Antillais cessent le travail, descendent dans la rue et occupent les places ? Peu comprenaient, de l'extérieur, la volonté farouche de quelques organisations de travailleurs venues dénoncer l'exploitation, exhiber publiquement les rouages les plus secrets de la machine qui semblait s'être alors enrayée.

Ce travail entend raconter l'histoire de celles et ceux qui, vaincus sur le terrain du sucre, ont déclaré la guerre à la faim.

---

<sup>1</sup> Nous empruntons l'expression au philosophe Daniel Bensaïd, qui utilisait fréquemment la métaphore du marranisme juif pour désigner sa fidélité « clandestine » aux idéaux du marxisme révolutionnaire durant les années 1980, dans une période où ceux-ci étaient particulièrement stigmatisés dans l'espace public par les discours néolibéraux. Lire notamment : Bensaïd, Daniel. *Une lente impatience*, Paris : Stock, 2004, 478 p.

## « *Se défaire de l'extraordinaire* »

Il y a près de dix ans maintenant, une grève générale qui allait s'étendre durant 44 jours était déclenchée en Guadeloupe à l'appel de la coalition LKP (*Liyannaj Kont Pwofitasyon*), « Unité contre l'exploitation ». Ce collectif de 48 organisations, créé le 5 décembre 2008, se donnait pour but de mobiliser la population guadeloupéenne contre la « vie chère », en désignant le système d'échange économique entre la métropole et la Guadeloupe comme responsable d'une hausse des prix ressentie d'autant plus durement par la population que l'île subissait les conséquences de la crise économique. À ce constat d'iniquité était adossée une dénonciation de la mainmise des élites économiques (les « *pwofitans* ») sur les ressources insulaires, élites dont la richesse contraste avec les difficultés d'une population particulièrement exposée à la pauvreté et au chômage. A partir du 5 février 2009, en Martinique, le K5F (*Kolectif 5 Fèvrié* - « Collectif 5 février ») prit le relais de la vague de contestation guadeloupéenne, à l'appel des responsables syndicalistes martiniquais et en synergie avec la population descendue dans la rue. Alors qu'aucun mouvement de contestation d'ampleur n'était survenu depuis les années 1970, plusieurs dizaines de milliers de personnes se mirent en grève et défilèrent dans les rues. Si, jusqu'alors, les populations des Antilles françaises semblaient subir la vie chère et le chômage sans adresser de critiques à l'encontre des pouvoirs publics, il semble que le LKP et le K5F, en publicisant la lutte contre la *pwofitasyon*, aient ouvert une brèche dans le paysage politique. A mesure que la dénonciation de la *pwofitasyon* prenait son essor, les attentes envers les autorités et les élus se muèrent en une critique virulente des autorités. La population guadeloupéenne et la population martiniquaise mobilisées investirent l'arène politique, en même temps qu'elles occupaient les places publiques, les routes, les entreprises.

### **Des syndicats au centre des coalitions protestataires**

Le LKP comme le K5F ont regroupé des associations culturelles, écologistes, des associations de consommateurs, d'agriculteurs, de petites mutuelles<sup>2</sup>, mais la mobilisation n'aurait pu connaître une telle ampleur ni duré aussi longtemps sans la présence des principaux syndicats des deux îles. En effet, comparativement aux autres organisations membres du LKP ou du K5F, les syndicats possèdent davantage de ressources à leur disposition. Qu'il s'agisse de forces militantes mobilisables, d'implantation parmi les salariés

---

<sup>2</sup> VERDOL, Philippe. *LKP, Ce que nous sommes !* Menaibuc Editions, Pointe-à-Pitre, 2010, « Un mouvement sous direction syndicale », p.23-24.

et la population<sup>3</sup>, de capacité logistique, d'expérience de luttes ou de négociation avec les autorités, les syndicats représentent un acteur forcément décisif<sup>4</sup>. De ce fait, on retrouvait les organisations dominantes du champ syndical guadeloupéen<sup>5</sup> et martiniquais<sup>6</sup> aux avant-postes de la contestation déclenchée par le LKP – telles que l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe (UGTG), la Confédération générale du travail Guadeloupe (CGTG), la Centrale des travailleurs unis (CTU) et, dans une moindre mesure, Force ouvrière (FO). En Martinique, le même phénomène caractérisait le *Kolectif 5 Février*, principalement impulsé par la CGT Martinique, la Confédération démocratique des travailleurs martiniquais, la Confédération syndicale des travailleurs martiniquais et la CGT-FSM<sup>7</sup>.

En outre, les principaux entrepreneurs de mobilisations à l'origine du LKP et du K5F sont avant tout issus du syndicalisme et s'en réclament explicitement. Ce sont, en effet, des dirigeants syndicaux qui ont été les principaux porte-parole du LKP et du K5F, avant d'être mandatés pour négocier avec les pouvoirs publics et le patronat : c'est à ce double titre qu'ils ont été l'objet d'une forte médiatisation et ont acquis une grande popularité au fil de la lutte.

---

<sup>3</sup> L'enquête de la Direction pour l'Animation de la Recherche et des Statistiques (DARES) de Mai 2016 précise que 24 % de l'ensemble des salariés des DOM hors Mayotte (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion) sont syndiqués. Le rapport souligne aussi que « [...] Ce taux très supérieur à celui observé en métropole s'explique partiellement par une présence proportionnellement plus importante des salariés de la fonction publique (37 % de l'ensemble des salariés contre 23 % en moyenne nationale), dont la propension à se syndiquer est plus élevée. Cependant, le taux de syndicalisation est aussi deux fois plus élevé dans le secteur marchand et associatif (18 %) en dépit du fait que le secteur industriel, traditionnellement plus syndiqué, est relativement moins présent qu'en métropole (10 % des salariés des DOM contre 20 % en métropole). Il est aussi supérieur de 14 points à la moyenne nationale dans les trois fonctions publiques (34 %), et les femmes y sont aussi syndiquées que les hommes. ». *Rapport annuel du DARES sur la syndicalisation en France*, Encadré n°3, p. 3. Disponible à : [https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/statistiques/Hors\\_collection/Dares-2016-025.pdf](https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/statistiques/Hors_collection/Dares-2016-025.pdf)

<sup>4</sup> « Aux origines du Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP) ». Entretien avec Patrice Ganot, *Imprecor*, n°547-548, mars-avril 2009.

<sup>5</sup> Voir l'article concernant les élections prudhommales : « L'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe obtient 51,67% des suffrages. » L'UGTG progresse de 5 points par rapport à 2002. L'UGTG demeure ainsi le premier syndicat sollicité par les salariés. En deuxième position, on retrouve la CGTG avec 19,83%, puis la CTU avec 8,57%, FO avec 7,24% et la CFDT avec 5,35%. Les autres syndicats obtiennent un pourcentage inférieur à 5% : la CFTC 3,61%, l'UNSA 2,16%, la FSU 1,41% et la CGC 0,15%. »- Krystian Julin, article publié dans le journal *Dom actu*, 5/12/2008.

<sup>6</sup> Le résultat des élections prud'homales en Martinique du 5 décembre 2008 : 15 sièges pour la CGTM (48%). 6 pour le CDMT (19%). 5 pour la CSTM-UGTM (16%). 3 pour la CGTM-FSM (9%). 1 pour FO (5%) et 1 pour la CGC (3%). « Résultats des élections prud'homales : succès de la CGTM ». Brève du journal *Combat Ouvrier*, n°999, 20 décembre 2008.

<sup>7</sup> Pour « Fédération Syndicale Mondiale », scission minoritaire de la CGT Martinique survenue en 1990 à l'initiative de militants proches du Parti Communiste Martiniquais. Voir le chapitre 2.

Ce sont également eux qui ont organisé les relais avec les organisations syndicales et politiques métropolitaines. On peut notamment penser à des personnalités telles qu'Elie Domota ou Raymond Gauthiérot, dirigeants de l'UGTG, mais également à Jean-Marie Nomertin (CGTG) et Alain Plaisir (CTU), ou encore Max Evariste (FO) en Guadeloupe, ou à Michel Monroe (UNSA), Ghislaine Joachim-Arnaud et Louis Maugée (CGTM), Philippe Pierre-Charles (CDMT) ou Bertrand Cambusy (CSTM) en Martinique.

Enfin, le syndicalisme guadeloupéen et le syndicalisme martiniquais apparaissent singuliers du fait de leur dimension politique. Ils ont en commun de présenter un haut degré d'encadrement politique sur des bases anticolonialistes et anticapitalistes, qu'il s'agisse d'organisations revendiquant l'indépendance – c'est notamment le cas de l'UGTG en Guadeloupe – ou de syndicats affichant une proximité idéologique avec l'extrême gauche (comme la CGT) en Guadeloupe et en Martinique, la CDMT en Martinique ou la CTU en Guadeloupe). De façon générale, les organisations dominantes du champ syndical aux Antilles revendiquent leur indépendance vis-à-vis des structures syndicales françaises, qui sont assez marginalisées sur les deux territoires. Les grandes confédérations syndicales « françaises » (même si elles ont participé au LKP ou au K5F) ne possèdent qu'un poids limité en Guadeloupe ou en Martinique, en termes de force militante, d'implantation et de représentativité, qu'il s'agisse par exemple de la CFDT, de la FSU de l'UNSA ou de Sud-Solidaires.

### *Itinéraire de la problématique*

À rebours de certaines visions médiatiques qui n'ont cessé de désigner la grève générale de 2009 comme une simple réaction à la dégradation des conditions de vie aux Antilles, nous souhaitons comprendre les causes véritables qui lui confèrent son exceptionnalité. Un mouvement aussi extraordinaire (au sens où il rompt avec le cours ordinaire des choses de manière durable) n'est pourtant pas miraculeux ; il peut et doit s'expliquer par l'histoire des organisations et la sociologie du conflit, et c'est à cela que nous allons nous employer, tant en ce qui concerne la « radicalité » du mouvement que son « unité ». L'ensemble des éléments évoqués n'ayant pas fait l'objet d'un travail sociologique, nous avons souhaité procéder à l'examen des hypothèses de recherche suivantes.

D'abord, nous suggérons qu'une analyse de la matrice anticolonialiste du syndicalisme aux Antilles est nécessaire pour comprendre les similitudes et les différences observables au sein du champ syndical en Guadeloupe et en Martinique. Cet examen socio-historique des origines

anticolonialistes des syndicats contemporains doit permettre de poser la question des orientations des organisations syndicales – orientations entendues comme l’ensemble des doctrines, des pratiques et des relations entre syndicats depuis les années 1970. Il doit également permettre de prendre de la distance avec la période actuelle en confrontant la réalité du syndicalisme d’aujourd’hui avec une analyse historique du rapport qu’entretiennent les syndicats avec les organisations politiques, les institutions mais également en prenant en compte les modalités de recrutement et l’inscription sociale des organisations syndicales.

Pour ce faire, notre travail s’appuiera principalement sur une analyse des trajectoires des responsables syndicaux en tant qu’entrepreneurs de mobilisation, en questionnant les origines de leur engagement, leur activité syndicale quotidienne et en évoquant avec eux les périodes de mobilisations sociales qui ont jalonné leur parcours. Nous entendons notamment montrer que la sociographie particulière de ces militants et les circulations vers l’hexagone dans le cadre de leurs études ont favorisé des logiques d’engagement et des formes de politisation qui sont concomitantes à celle observées suite aux mobilisations de Mai 68 dans l’hexagone. Ce travail de reconstitution des trajectoires est d’autant plus nécessaire qu’il permet de mettre en perspective l’évolution des organisations qui a favorisé l’émergence du LKP et du K5F en tant que collectifs, en nous permettant de saisir les configurations organisationnelles qui ont amené les responsables syndicaux à prendre la place qu’ils occupent aujourd’hui dans leurs syndicats respectifs et au sein des coalitions protestataires.

Le second objectif de ce travail est de questionner les frontières sociologiques du syndicalisme, en adoptant un angle d’analyse particulier : l’encadrement politique dans les organisations syndicales. Pour ce faire, notre travail portera spécifiquement sur les quatre organisations dominantes dans le champ syndical en Guadeloupe et en Martinique : l’Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe, la CGT-Guadeloupe, la CGT Martinique et la Confédération Démocratique des Travailleurs Martiniquais. Ici réside probablement le point de jonction entre les différents domaines de recherche et les différents niveaux d’analyse que l’on retrouvera au cours de cette étude. En effet, c’est cette articulation fondamentale qui doit permettre la convergence (que nous espérons féconde) entre une sociologie du syndicalisme tournée vers les mobilisations et une sociologie des mobilisations réceptives aux enjeux des relations professionnelles et des environnements de travail comme lieux de la conflictualité.

Cette perspective, dont Sophie Bérout délivre une définition minimale – considérer les syndicats comme des « appareils de mobilisation dans le champ des luttes sociales ou, en d’autres termes, comme appareil de mobilisation susceptible de contribuer à l’unification du

champ des luttes de travail<sup>8</sup> » – ne saurait cependant se résumer à la superposition ou à l’intersection de catégories d’analyse. Elle pose une question politique : celle de la place du syndicalisme aux Antilles au regard de son histoire et de celle du mouvement ouvrier, sans céder à la tentation d’une projection militante qui laisserait de côté la description minutieuse et le travail d’interprétation qui sous-tendent le projet scientifique de la sociologie<sup>9</sup>. Au contraire, ce décloisonnement entre sociologie du syndicalisme et sociologie des mobilisations possède d’autant plus importance à nos yeux qu’il a constitué à la fois le point de fixation nécessaire pour que notre curiosité se mue durablement en démarche intellectuelle et qu’il a suscité nombre d’échanges stimulants avec les différents chercheurs que nous avons eu l’occasion de croiser durant notre thèse<sup>10</sup>.

Ce qui constitue l’essentiel de notre travail de thèse porte donc sur l’articulation entre syndicalisme et mouvements sociaux dans les Antilles françaises contemporaines, que nous problématisons de la façon suivante :

En quoi les coalitions protestataires contre la vie chère surgies à la faveur de la grève générale de 2009 sont-elles à la fois le produit de la matrice anticolonialiste du syndicalisme et le révélateur du travail d’encadrement politique réalisé au sein des principaux syndicats ? Au-delà, comment le travail de défense et de représentation des salariés porté par les syndicats antillais façonne-t-il une critique originale de l’ordre social – désigné comme « colonial » – que ces mouvements entendent remettre en cause par l’action collective et les mobilisations ?

---

<sup>8</sup> BEROU, Sophie. Un renouveau de la critique syndicale ? *Mouvements*, 2002, vol. 24, n° 5, p 42.

<sup>9</sup> Nous pensons notamment à l’assertion selon laquelle la baisse des effectifs syndicaux serait due à leur trop forte politisation ou à leur appétence contestataire – une thèse que l’on retrouve notamment dans les travaux de Dominique Andolfatto et Dominique Labbé. LABBE, Dominique, ANDOLFATTO, Dominique. *Toujours moins !: Déclin du syndicalisme à la française*. Paris : Gallimard, 2009, 224 p. Pour une généalogie critique de la notion de dialogue social dans les analyses du syndicalisme, on lira avec intérêt la contribution d’Etienne Penissat : PENISSAT, Étienne. « A l’ombre du dialogue social », *Revue Agone*, 2013, n° 50, p.9-20.

<sup>10</sup> Nous pensons notamment à Baptiste Giraud, dont le travail sur la CGT a constitué pour nous une référence quant à la compréhension du recours à la grève, et qui insiste notamment sur la façon dont le syndicalisme se trouve précisément à l’intersection de l’espace des relations professionnelles et de l’espace des mobilisations, tout en invitant à un décloisonnement nécessaire entre sociologie des mobilisations et sociologie de l’action collective. GIRAUD, Baptiste. Des conflits du travail à la sociologie des mobilisations : les apports d’un décloisonnement empirique et théorique. *Politix*. 2009, vol. 86, p. 13.

## Histoire du mouvement ouvrier aux Antilles

Enquêtant sur le militantisme anticolonialiste aux Antilles, nous avons été frappé par le faible nombre de travaux de recherche portant sur l'histoire récente de ces mouvements. Ce constat nous semblait d'autant plus paradoxal que nous nous sommes aperçu au fil de notre travail de terrain de la forte proportion d'historiens parmi les militants anticolonialistes rencontrés, comme de l'importance accordée à l'histoire par nombre de responsables politiques et syndicaux – y compris dans le cadre de la formation syndicale. Il nous a donc semblé nécessaire de revenir conjointement sur la constitution du champ de la recherche en histoire aux Antilles francophones et réaliser l'inventaire, aussi exhaustif que possible, des ouvrages et des articles venant enrichir la perspective historique qui imprègne la première partie de ce travail de thèse.

On aurait pu penser que ce qui a constitué le soubassement culturel et social des *subaltern studies* puis des études postcoloniales au sein des aires géographiques anciennement dominées par la Grande-Bretagne se trouvait également en gestation parmi les intellectuels antillais francophones. Une part importante des entreprises intellectuelles en provenance des Antilles au sortir de la Seconde Guerre mondiale partage le geste critique de dévoilement de la colonialité du pouvoir et des savoirs, caractéristique de l'émergence d'une pensée postcoloniale. Elles présentent, en outre, des signes de convergence avec la critique postcoloniale de l'ethnocentrisme des productions scientifiques, académiques et littéraires, la volonté de refondation de la théorie marxiste à partir de postulats empiriques locaux, et le souci affiché de promouvoir et diffuser l'ensemble des productions intellectuelles « indigènes » pour accéder ou concourir à l'indépendance<sup>11</sup>. Il ne semble pas inutile de rappeler, à ce titre, la postérité particulièrement importante des œuvres d'Aimé Césaire ou de Frantz Fanon<sup>12</sup> dans le développement des études postcoloniales de par le monde.

Et pourtant, ce geste critique envers le pouvoir colonial français semble avoir emprunté une toute autre trajectoire, et ce pour plusieurs raisons. Sans doute la perpétuation d'un régime de « semi-colonialité », par l'absorption des anciennes colonies dans le processus de départementalisation de 1947, a contribué à restreindre numériquement une élite intellectuelle

---

<sup>11</sup> LAZARUS, Neil. *The Postcolonial Unconscious*, Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 2011, 310 p.

<sup>12</sup> On lira à ce sujet l'ouvrage de Matthieu Renault consacrée à l'influence de Franz Fanon sur le champ des études postcoloniales. Voir RENAULT, Matthieu. *Frantz Fanon : De l'anticolonialisme à la critique postcoloniale*, Paris : Editions Amsterdam, 2011, 224 p.

et universitaire. Pour ce qui concerne les années 1950 et 1960, on assiste bien à l'essor d'une démarche intellectuelle et scientifique critique à l'égard de la domination coloniale française, mais elle semble se cantonner à une sorte de pré carré politique et institutionnel délimité par l'horizon de la coopération entre la France et les Antilles. Il faut également noter les ambivalences d'un Parti communiste français qui, s'il exerce une certaine attraction auprès des jeunes intellectuels, semble plus enclin au compromis autonomiste qu'à la lutte pour la libération nationale, et participe à cette relative inhibition intellectuelle dans laquelle semble baigner l'histoire antillaise jusque dans les années 1970. Cette entre-deux caractéristique du développement des sciences sociales aux Antilles francophones va exercer une influence certaine sur le choix des objets et des méthodes d'enquête, particulièrement chez les historiens qui, tout en étant souvent liés au mouvement ouvrier (par leur appartenance au Parti communiste ou leur proximité avec celui-ci) ou aux divers courants indépendantistes, vont connaître de sérieuses difficultés à produire une histoire critique de la Guadeloupe ou de la Martinique.

Le regain d'intérêt pour l'histoire, en particulier pour la genèse de la question nationale, ressurgit donc à la faveur des mobilisations anticolonialistes des années 1970. Ce renouveau se traduit par un fait significatif : la quasi-intégralité des travaux académiques d'historiens « militants » qui seront cités ici portent sur la période d'affranchissement de l'esclavage, les luttes qui ont précédé l'abolition, et la formation des communautés insulaires entre la fin de la Révolution française et le début du XX<sup>e</sup> siècle (période dont ces auteurs se sont fait une spécialité)<sup>13</sup>. À propos de ce rapport à l'histoire de la colonisation chez les historiens antillais, l'historienne du colonialisme Catherine Coquery-Vidrovitch souligne d'ailleurs le fait que :

« [...] Jusqu'aux années 1990, la colonisation française esclavagiste n'était abordée (de façon d'ailleurs limitée) que dans une seule université : celle des Antilles-Guyane, et un peu à la Réunion. Un facteur très simple le révèle : il n'y avait en France métropolitaine aucun directeur de recherche spécialisé. Les étudiants antillais (c'était les seuls qui s'intéressaient à la question) qui venaient en France continentale dans les années 1970 avaient du mal à trouver un directeur de thèse qui connaissait bien la question. [...] En outre, c'était la grande période du courant indépendantiste et le sujet qui intéressait les

---

<sup>13</sup> DE LEPINE, Édouard. *Questions sur l'histoire antillaise. Trois essais sur l'abolition, l'assimilation, l'autonomie*, Paris : Éditions Désormeaux. Thèses et textes, 1978, 282 p. ; et plus récemment les ouvrages de Gilbert Pago : PAGO, Gilbert. *Les femmes et la liquidation du système esclavagiste à la Martinique 1848 à 1852*, Ibis Rouge, 1998, 228 p., et *L'insurrection de Martinique 1870-1871*, Paris : Éditions Syllepse, 2011, 154 p. ; ceux de Jean-Pierre Sainton : SAINTON, Jean-Pierre. *Couleur et société en contexte post-esclavagiste : La Guadeloupe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle - Contribution à l'anthropologie historique de l'aire afro-caribé*, Pointe-à-Pitre, Jator, 2009.

étudiants n'était pas l'esclavage des temps passés mais le nationalisme antillais, ce qu'on appellerait aujourd'hui l'"idée nationale"<sup>14</sup>. »

C'est seulement à la fin des années 1970 que s'organise, autour d'historiens militants comme Jacques Adélaïde-Merlande<sup>15</sup>, un véritable pôle de recherche et de vulgarisation en histoire de la Caraïbe francophone. La parution de l'*Historial antillais*, ouvrage généraliste au sein duquel de nombreuses contributions sont consacrées à l'histoire du mouvement ouvrier et du parti Communiste, dont Adélaïde-Merlande dirige les tomes 3 et 4, donne un nouvel élan aux études historiques antillaises en langue française. Aujourd'hui encore, nombreux sont les historiens et historiennes qui revendiquent le caractère politique de ce travail de vulgarisation, animés par la volonté de faire connaître l'histoire de l'esclavage et de la colonisation aux Antilles – sujets particulièrement polémiques du point de vue politique et mémoriel – voire, dans certains cas, revendiquent d'écrire une contre-histoire de leur pays, tout à la fois anticolonialiste et émancipatrice. Cette volonté est d'abord le fait de la sociographie générationnelle de ces historiens mais elle traduit une préoccupation forte : l'importance d'écrire une histoire patrimoniale occultée par la colonisation et, par là-même, de poser les bases d'un récit « national » alternatif à celui proposé par la domination française.

L'histoire contemporaine du mouvement ouvrier et des luttes anticolonialistes en Guadeloupe et en Martinique ne constitue donc pas un objet privilégié d'investigation et d'analyse de la part des historiens, même si ces derniers sont généralement des militants. On trouve, jusque dans les années 1970, plusieurs tentatives de dresser des monographies concernant le mouvement ouvrier aux Antilles. Les débuts du mouvement socialiste en particulier sont l'objet d'une étude approfondie de la part des historiens locaux : pour la Martinique, ceux de Jacques Adélaïde-Merlande<sup>16</sup> et, pour la Guadeloupe, ceux d'Emmanuel Terree<sup>17</sup>. L'histoire du Parti Communiste Guadeloupéen fait l'objet de quelques rares travaux issus de ses

---

<sup>14</sup> COQUERY-VIDROVITCH, Catherine. *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*, Marseille : Agone, 2009 : p 69-70.

<sup>15</sup> Agrégé d'histoire, maître de conférences à l'Université des Antilles et de la Guyane, dont il sera président de 1972 à 1977.

<sup>16</sup> Voir notamment : ADELAÏDE-MERLANDE, Jacques. *Les Origines du mouvement ouvrier en Martinique : 1870-1900*, Paris : Karthala, 2000, 240 p. Cet ouvrage de Jacques Adélaïde-Merlande étant, par ailleurs, tiré de son travail de maîtrise sous la direction de Charles-André Julien, historien et militant anticolonialiste proche du Parti communiste puis des secteurs révolutionnaires de la SFIO.

<sup>17</sup> TERREE, Emmanuel. *Les débuts du mouvement socialiste à la Guadeloupe, 1890-1910: (contribution à l'histoire du mouvement ouvrier antillais)*, 289 p. Cette référence ne semble plus éditée.

responsables les plus éminents (comme Henri Bangou<sup>18</sup>) ou de travaux biographiques portant sur ses responsables<sup>19</sup>. Dans le même ordre d'idée, on trouvait jusqu'à présent assez peu de choses concernant l'histoire du Parti Communiste en Martinique, sinon quelques biographies de ses dirigeants<sup>20</sup>. Quelques travaux plus récents, notamment ceux de David Alliot sur les rapports entre Aimé Césaire et le PCF<sup>21</sup> ou la thèse récente de Rolande Bosphore-Pérou sur le militantisme communiste<sup>22</sup> sont autant de contributions stimulantes qui viennent relativiser le faible intérêt des historiens pour le communisme martiniquais.

Les ouvrages les plus stimulants sont principalement issus des récits et des analyses militantes par les « opposants de gauche » à la ligne du Parti Communiste, notamment l'ouvrage de Robert Sae (ancien militant de la Jeunesse Communiste, des Groupes d'Action Proletariens et aujourd'hui animateur du Conseil national des Comités Populaires)<sup>23</sup> ou encore le travail d'Edouard De Lépine (ancien militant du Groupe de Révolution Socialiste puis du Parti du Progrès Martiniquais) à propos des grèves de février 1935 en Martinique<sup>24</sup> et celui de Louis-Georges Placide à propos des émeutes populaires de décembre 1959 en Martinique<sup>25</sup>. Dans la

---

<sup>18</sup> La contribution de l'ancien maire communiste de Pointe-à-Pitre Henri Bangou, bien que portant sur le Parti Socialiste et son rapport à la Guadeloupe recèle quelques informations intéressantes sur les débats qui amenèrent à la création d'une fédération guadeloupéenne du Parti Communiste Français. Voir BANGOU, Henri. *Le Parti Socialiste Français Face à la Décolonisation*, Paris : L'Harmattan, 2004, 287 p.

<sup>19</sup> Jean-Pierre Sainton consacre ainsi un ouvrage au député communiste guadeloupéen Rosan Girard : SAINTON, Jean-Pierre. *Rosan Girard : Chronique d'une vie politique en Guadeloupe*, Pointe-à-Pitre Guadeloupe : Paris : Karthala, 1993, 456 p.

<sup>20</sup> A signaler un portrait d'André Alier (dirigeant communiste martiniquais né en 1894 et assassiné en 1935) sous forme de brochure par Armand Nicolas : NICOLAS, Armand. *Le combat d'André ALIER*. 1.Ed., 1974, 108 p., et la biographie de Philibert Duféal (dirigeant du Parti Communiste et de la CGT Martiniquaise) par Juliette Sméralda - voir SMERALADA, Juliette. *Philibert Duféal, militant communiste et syndicaliste Martiniquais*, Paris : Editions L'Harmattan, 2012, 388 p.

<sup>21</sup> ALLIOT, David. *Le communisme est à l'ordre du jour : Aimé Césaire et le PCF, de l'engagement à la rupture*. Paris : Pierre-Guillaume de Roux Editions, 2013, 382 p.

<sup>22</sup> BOSPHORE-PEROU, Rolande. « Militants et militantisme communiste à la Martinique, 1920-1970 : identification, formes et implication », Thèse d'Histoire Contemporaine sous la direction de Danielle Bégot, Sylvie Guillaume et Jean-Pierre Sainton, Ecole pluridisciplinaire de l'Université des Antilles, 2014.

<sup>23</sup> L'ouvrage de Robert Sae propose ainsi une critique marxiste-léniniste des évolutions de celui-ci dans un ouvrage de 1977 intitulé *Notes sur les luttes de la classe ouvrière et le développement du mouvement communiste en Martinique*. Cet ouvrage n'est plus édité depuis.

<sup>24</sup> DE LEPINE, Edouard. *La Crise de Février 1935 à la Martinique: Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier en Martinique*, Paris : L'Harmattan, 2004, 256 p.

<sup>25</sup> DE LEPINE, Edouard. *Chalvet, Février 1974*, suivi de : *102 documents pour servir à l'histoire des luttes ouvrières de janvier-février 1974 à la Martinique*, Fort-de-France : K-Libris, 2014, 528p.

même veine, on trouve également de riches compilations d'archives militantes particulièrement exhaustives, parmi lesquelles on trouve la contribution importante d'Édouard De Lépine, à propos notamment de la grève du Chalvet de 1974<sup>26</sup>. Les travaux de l'historien Paul Tomiche, ancien militant trotskiste du groupe « La Vérité » en Guadeloupe, empruntent peu ou prou le même chemin dans les deux tomes de son ouvrage intitulé *Luttes syndicales et politiques en Guadeloupe*<sup>27</sup>.

On ne trouve guère plus d'ouvrages portant sur les organisations de la jeunesse anticolonialiste en Martinique ou en Guadeloupe. À propos de « l'affaire de l'OJAM <sup>28</sup> » qui secoua la Martinique en 1962, seul le livre de Gesner Mence fait référence<sup>29</sup>. Pour ce qui est du GONG (Groupement des Organisations Nationalistes de la Guadeloupe), on trouve divers articles de l'historien états-unien Andrew Daily<sup>30</sup> qui évoquent le GONG et le procès qui s'abattit sur ses membres suite aux trois jours d'émeutes et de répression qui composent le « Mai 67 » guadeloupéen. À propos des événements de mai 1967, on trouve également les deux tomes publiés par Jean-Pierre Sinton, historien indépendantiste, et Raymond Gama<sup>31</sup>, proche de l'organisation indépendantiste *Mouvman Nonm* et, plus récemment, l'ouvrage des journalistes Xavier-Marie Bonnot et François-Xavier Guillerme intitulé *Le sang des nègres*<sup>32</sup> ou le chapitre consacré à Mai 67 dans l'ouvrage *Des luttes et des rêves : une histoire populaire de la France* de l'historienne Michelle Zancarini-Fournel<sup>33</sup>.

---

<sup>26</sup> PLACIDE, Louis-Georges. *Les émeutes de décembre 1959 en Martinique: un repère historique*, Paris : L'Harmattan, 2009, 259 p.

<sup>27</sup> TOMICHE, Paul. *Luttes syndicales et politiques en Guadeloupe : Tome 2, Mai 67, La Répression*. Paris : L'Harmattan, 2008, 280 p.

<sup>28</sup> Pour « Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste de la Martinique ». Il en sera davantage question dans notre premier chapitre.

<sup>29</sup> MENCE, Gesner. *L'affaire de l'O.J.A.M. (Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste de la Martinique) ou « le complot du Mardi-gras »*, Paris : Désormeaux, 2001, 256 p.

<sup>30</sup> Voir notamment les articles : DAILY, Andrew. « Maoism in the French Caribbean: the 1968 GONG Trial », Chicago American Historical Association, Panel Organizer: Transnational Activism in the Long 1960s : A Global Perspective , 2012 ; « Race, Citizenship, and Antillean Student Activism in Postwar France, 1946–1968 », *French Historical Studies*, Vol.37-2 : spring 2014, p. 331-335.

<sup>31</sup> GAMA, Raymond, SAINTON, Jean-Pierre. *Mai 67 : Mémoire d'un événement*. Pointe-à-Pitre : Société guadeloupéenne d'édition et de diffusion, 1985, 263 p.

<sup>32</sup> BONNOT, Xavier-Marie, GUILLERME, François-Xavier. *Le sang des nègres : Mai 1967 à la Guadeloupe, le dernier massacre de la V<sup>e</sup> République*, Paris, Éditions Galaade, 2015, 160 p.

<sup>33</sup> ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. *Les luttes et les rêves*, Paris : Zones, 2016, p.785-787.

## ***Terrains et sources***

Ce travail de thèse s'appuie principalement sur 60 entretiens biographiques réalisés entre janvier 2012 et juillet 2015, principalement avec des syndicalistes guadeloupéens et martiniquais, ainsi qu'avec différents militants politiques et des acteurs des mobilisations d'ampleur survenues en 2009 aux Antilles. Ces entretiens ont été majoritairement réalisés auprès des principales organisations syndicales des deux îles : 13 avec des membres de l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe, 8 avec des membres de la CGT Guadeloupe (CGTG) et 12 avec des membres de la CGT Martinique (CGTM), 10 avec des membres de la Confédération Démocratique des Travailleurs Martiniquais (CDMT), 4 avec des membres de la Centrale des Travailleurs Unis (CTU), 2 avec des membres de la Fédération Syndicale Unitaire (FSU Guadeloupe et Martinique), 1 avec un membre de la Centrale Syndicale des Travailleurs Martiniquais (CSTM), 2 avec des membres de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA Guadeloupe et Martinique), 2 avec des membres de l'Union Générale des Travailleurs de la Martinique (CDMT), 1 avec un membre de la Confédération Démocratique Des Travailleurs (CDFT Guadeloupe).

Au niveau de la distribution des préférences politiques des enquêtés, on trouve 12 militants de l'organisation Combat Ouvrier (6 en Guadeloupe et 6 en Martinique, tous actifs, dont 10 syndiqués à la CGT), 14 membres du Groupe Révolution Socialiste (dont 7 actifs et 4 anciens ou sympathisants en Martinique, et 4 anciens militants en Guadeloupe), 2 membres de la Coordination Nationale des Comités Populaires (CNCP) en Martinique<sup>34</sup>.

### **A propos de la Centrale Syndicale des Travailleurs Martiniquais**

L'analyse de cette organisation fait défaut à notre travail, dans la mesure où son positionnement particulier nous aurait probablement permis de progresser davantage dans la compréhension des interactions entre champ syndical et champ politique en Martinique – en particulier au vu de la proximité de cette organisation avec une partie de la gauche « indépendantiste » incarnée par le Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM).

La trajectoire de ce syndicat n'est pas sans rappeler le mouvement d'autonomisation vis-à-vis des syndicats métropolitains qui affecte l'ensemble du syndicalisme martiniquais au cours

---

<sup>34</sup> Nous verrons dans les deux premières parties comment les interactions entre ces organisations politiques et les organisations syndicales ont influencé la genèse du champ syndical et l'encadrement politique des syndicats.

des années 1970. En effet, si le syndicat voit officiellement le jour en 1974 à la suite de la grève du Chalvet et de la répression qui s'ensuit, la CSTM est au départ le produit d'une scission majoritaire de l'Union départementale Force Ouvrière qui s'est radicalisé sur des positions indépendantistes. Son premier secrétaire général, Marc Pulvar (1936-2008), avait d'ailleurs été membre de l'Organisation de la jeunesse anticolonialiste de la Martinique (OJAM), puis proche des leaders autonomistes Alfred Marie-Jeanne et Garcin Malsa. C'est à ce titre que la CSTM a pu être longtemps désignée comme le « bras syndical » du MIM, après que celui-ci ait succédé à l'organisation « La Parole au Peuple » en 1978.

Le seul témoin de cette période avec qui nous avons pu nous entretenir, Jocelyne Arnoux (ancienne militante syndicale CSTM puis CDMT), nous a fourni de précieux éléments pour commencer cette investigation, sans que nous puissions malheureusement mener ce travail à son terme.

En effet, nous avons cherché à contacter le secrétaire général actuel de la CSTM (Bertrand

compléments documentaires sont utiles, en ce qui concerne les acteurs contestataires, car ils permettent de reconstituer la cartographie des acteurs et la temporalité des événements. Pour ce qui est des dirigeants des organisations politiques, comme des élites économiques et politiques, un grand nombre de leurs déclarations et de leurs actions ont fait l'objet d'une couverture médiatique au moment de la grève générale de 2009 et on en trouve encore assez aisément des mentions dans la presse.

Concernant la partie historique de notre travail, nous avons cherché à récolter des archives militantes (des documents de même nature que ceux cités précédemment). Cependant, cette démarche archivistique ne s'est pas révélée particulièrement fructueuse, notamment du fait du faible nombre d'articles portant sur le syndicalisme et la politique des organisations indépendantistes ou de l'extrême gauche que nous avons pu trouver aux archives départementales locales. La plupart des archives reproduites et mobilisées dans le cadre de ce travail de thèse proviennent du fond personnel d'Edouard De Lépine<sup>35</sup> et portent de ce fait sur la Martinique.

### **Cheminement du travail de thèse**

Ce travail de thèse a débuté en 2012, lorsque nous avons commencé à travailler sur la coalition LKP dans le cadre du mémoire de Master 2 en politique comparée à l'IEP de Paris. N'ayant pas pu effectuer de « pré-terrain » au cours de l'année de Master 1, il nous paraissait important de disposer de suffisamment de temps pour pouvoir nous déplacer et rencontrer un maximum d'interlocuteurs. Par conséquent, nous avons décidé de placer la focale sur un type d'acteur collectif central pour comprendre la mobilisation survenue en 2009 et saisir cette coalition qu'est le LKP : le mouvement syndical guadeloupéen. En outre, le LKP regroupant 48 organisations, il nous était apparu difficile, pour des raisons pratiques, de nous livrer à un examen exhaustif de l'ensemble de ces organisations<sup>36</sup>. Nous avons donc retenu l'hypothèse que la singularité du paysage syndical guadeloupéen, notamment à travers les trois centrales principales centrales syndicales de l'île (l'Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens, la

---

<sup>35</sup> Voir indice biographique.

<sup>36</sup> Nous nous sommes donc tournés, en premier lieu, vers des contacts militants et des responsables d'organisation dont les coordonnées nous étaient accessibles, et dont les noms sont répertoriés dans l'ouvrage de Frédéric Gircour et Nicolas Rey sur le collectif LKP. - GIRCOUR, Frédéric, REY, Nicolas. *LKP Guadeloupe : le mouvement des 44 jours*. Paris : Editions Syllepse, 2010, 187 p.

CGT Guadeloupe et la Centrale des Travailleurs Unis) avait participé à conférer au mouvement plusieurs de ses traits particuliers, et qu'une part importante de l'identité politique du LKP (y compris ses divergences internes et ses contradictions) se trouvait en gestation au cœur de la matrice syndicale guadeloupéenne. Au final, nous avons réussi à nous entretenir avec 16 syndicalistes (ou anciens syndicalistes) issus de 6 organisations différentes : l'UGTG, la CGTG, la CTU, Force Ouvrière, la FSU, l'UNSA et la CFDT. Fortement influencé par le travail de Lilian Mathieu, il nous semblait alors que le LKP avait constitué un mouvement d'une telle ampleur pour une île de la taille de la Guadeloupe que le collectif LKP englobait la quasi-totalité de l'espace des mouvements sociaux : à savoir que toutes les luttes de définition, de catégories, au sein du mouvement social se donnaient à voir dans le LKP ou dans la relation au LKP.

Notre projet de thèse s'inscrivait dans la continuité du mémoire réalisé en deuxième année de master. L'hypothèse centrale qui sous-tendait notre investigation était que l'espace de mouvement social au sein duquel ont émergé le LKP en Guadeloupe et le K5F en Martinique durant la grève de 2009, en tant que coalitions contre l'exploitation, correspondait à un « univers de pratiques et de sens<sup>37</sup> » similaire, et que cet espace s'était façonné *principalement* sous l'impulsion et au contact des organisations syndicales et de leurs militants. Pour saisir comment avaient été produites ces références et à quoi renvoyaient ces pratiques, il fallait donc revenir sur la structure de ces champs syndicaux particuliers, prendre en compte leurs évolutions organisationnelles et analyser les trajectoires militantes qui nous semblaient représentatives de ces évolutions.

Les six à huit premiers mois de la première année de thèse ont été dédiés à un approfondissement de la littérature portant sur l'histoire des luttes syndicales et politiques en Guadeloupe et en Martinique, sur l'action collective, l'histoire des luttes sociales et des luttes de libération nationale dans les deux îles. Ils nous ont également permis de nous livrer à une revue de presse extensive portant sur les collectifs LKP et K5F qui nous a permis de nous familiariser plus spécifiquement avec certains événements marquants (tels que la grève du Chalvet de février 1974<sup>38</sup>), de discerner les acteurs centraux et leurs relations dans le cas de la Martinique. Nous avons également mis à profit cette année pour nouer des contacts avec des militants en Martinique à partir de nos contacts guadeloupéens et en prospectant via les différentes organisations politiques et syndicales, tout en continuant à enrichir notre

---

<sup>37</sup> Pour parler comme Lilian Mathieu : MATHIEU, Lilian. L'espace des mouvements sociaux. *Politix*. 2007, vol. n°77, p133.

<sup>38</sup> Voir le chapitre 2.

appareillage théorique en discutant de nos travaux avec des chercheurs qui abordent la thématique du syndicalisme en métropole et aux Antilles. À la fin de cette première année, un premier terrain a été effectué en Martinique au sein du Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe (CRPLC). D'une durée d'environ six semaines, il a été dédié au travail ethnographique, à des entretiens exploratoires avec des militants syndicaux (CGTM, CDMT, CSTM et UGTM) et politiques (Combat Ouvrier et GRS). Il nous a aussi permis de nous consacrer à la collecte et à l'analyse des archives, notamment militantes, auxquelles nous avons eu accès par l'intermédiaire d'Edouard de Lépine, ancien militant de l'organisation trotskiste « Groupe Révolution Socialiste ».

Par la suite, la fin de la seconde année de thèse a été consacrée à un terrain d'une durée de trois mois en Guadeloupe, au sein du Centre d'Analyse Géopolitique et Internationale (UAG, faculté de droit et de science politique, Guadeloupe). Au cours de ce second terrain, nous avons pu réaliser d'une vingtaine d'entretiens et consolider ou formaliser les contacts sur place. Concernant l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe, nous avons axé nos entretiens sur la répression dont les cadres de l'organisation sont la cible. Nous avons pu voir que les procès, qui concernent une grande partie des cadres de l'organisation indépendantiste, constituent un moyen de maintenir un degré de conflictualité, au moins symbolique, face à l'Etat français et au patronat, et que le syndicat utilise ces conflits comme un ressort de mobilisation et de visibilisation de la cause indépendantiste. Du côté de la CGT-Guadeloupe, nous avons cherché à mettre en lumière le rôle de l'organisation Combat Ouvrier, notamment en assistant à des moments de sociabilité militante (comme la fête de l'organisation), des réunions politiques et des tournées syndicales avec les principaux animateurs du syndicat.

Nous avons également mis à profit ce second terrain guadeloupéen pour nous entretenir avec de jeunes syndicalistes de l'UGTG et de la CGTG récemment intégrés aux organisations (ils ont pour la plupart adhéré après la grève générale menée par le collectif LKP en 2009). Ces entretiens se sont révélés particulièrement intéressants pour saisir la façon dont la mobilisation de 2009 a modifié leur perception quant à la situation et comment cette perception nouvelle s'articule ou non avec des dispositions à l'engagement (mouvements culturels, mouvements chrétiens, milieu familial indépendantiste, etc.). Ces entretiens révélaient aussi une adhésion plus « distendue » aux thèses indépendantistes ou d'extrême gauche, différente de celle manifestée par des responsables syndicaux, et certaines difficultés face à la densité du corpus idéologique et de l'encadrement politique proposé au sein de l'UGTG ou de la CGT.

Enfin, ce terrain nous a permis d'observer *in situ* une séquence de mobilisation des syndicats, avec la mobilisation de l'UGTG en soutien à Jocelyn Pinard contre la société Total suite à la fermeture de la station-service de Valkaners<sup>39</sup> et, d'autre part, avec la mobilisation de la CGTG en soutien aux dockers licenciés par la direction de la société AREMA-CGMA sur le port autonome de Jarry<sup>40</sup>. Ces deux mobilisations nous ont permis de mieux comprendre les logiques concurrentielles du recours à l'action collective au sein du champ syndical guadeloupéen, en dehors des mobilisations unitaires telles que celles du LKP en 2009, et d'affiner notre vision des principes de différenciation qui caractérisent les orientations des organisations syndicales. Cela nous a également permis d'avancer sur la caractérisation de la politique des syndicats guadeloupéens engagés dans les luttes sociales, telle que celle-ci se donne à voir dans les répertoires d'action déployés ou le profil public de ces mobilisations. En outre, cette démarche nous a permis de montrer comment la politique des syndicats s'articule avec les stratégies de recrutement et la formation propres à ces deux organisations dans le cadre de la gestion des relations professionnelles (puisque nous avons aussi assisté à nombre de permanences syndicales, à des « tournées syndicales » avec les secrétaires généraux et à des formations - à la CGTG notamment).

La fin de la troisième année de thèse a été consacrée à un terrain d'une durée de deux mois en Martinique, au sein du Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe. Là encore, ce séjour martiniquais a été principalement dédié au travail ethnographique, avec la réalisation d'une quinzaine d'entretiens. Les éléments recueillis durant ce séjour nous ont permis de progresser d'obtenir une description plus approfondie des interactions entre responsables syndicaux et militants de base – notamment au sein de la CGTM et de la CDMT. De nouveau, c'est en nous nous entretenant avec des militants plus récemment arrivés au sein des organisations que nous nous sommes aperçu que ceux-ci, parce qu'ils sont plus soucieux des apprentissages techniques et pragmatiques de l'activité syndicale, ou parce qu'ils n'ont pas reçu des dispositions à des formes d'adhésion et d'identification politique de par leur socialisation, sont moins familiers des débats idéologiques que les responsables syndicaux. Concernant la CGT martiniquaise, nous avons profité d'un terrain ethnographique mené auprès de la section CGTM de l'EDF pour retracer le parcours de plusieurs responsables syndicaux, qui les a amenés à fréquenter les divers groupes anticolonialistes actifs durant les années 1970 sans effectuer leurs études dans l'hexagone. Là encore, il apparaît que ces

---

<sup>39</sup> Cette mobilisation sera étudiée dans le troisième chapitre consacré à l'UGTG.

<sup>40</sup> Cette mobilisation sera étudiée dans le quatrième chapitre consacré à la CGT.

entretiens révèlent une adhésion plus « distendue » aux thèses marxistes que celle manifestée par des responsables syndicaux issus de Combat Ouvrier, et permettent d'identifier certaines difficultés à s'approprier complètement le style et la méthode du syndicat CGT en Martinique, y compris dans un secteur qui s'apparente à un bastion syndical du secteur public.

Nous avons également pu observer une séquence de mobilisation syndicale auprès des salariées CDMT de Domavi (entreprise d'aide à domicile) et des employées du Foyer départemental de l'enfance. Ces deux mobilisations nous ont permis de considérer « au concret » les logiques de formation syndicale et leurs incidences dans le recours à l'action collective au sein du champ syndical martiniquais, et d'affiner notre vision des principes de différenciation qui caractérisent les orientations des organisations syndicales. Cela nous a également permis d'avancer sur la caractérisation de la politique de la CDMT, telle que celle-ci se donne à voir dans les répertoires d'action déployés ou le profil public de ces mobilisations, et de montrer, là encore, comment cette politique des syndicats s'articule avec les stratégies de recrutement et la formation propres à ces deux organisations dans le cadre de la gestion des relations professionnelles dans un secteur émergent<sup>41</sup>.

### **Pratiques de l'enquête**

Une observation, même superficielle, du champ syndical conduit à un constat assez simple : la lutte contre le colonialisme sert de point cardinal aux organisations syndicales parce qu'elle permet de remettre en question l'ordre social. Ici, c'est bien l'objectif de la lutte en finalité – le projet politique d'un territoire « indépendant et souverain » et/ou « socialiste » – qui confère la légitimité d'une orientation par rapport à une autre, voire d'un groupe social par rapport à un autre. Pour cette raison, les différents syndicats cherchent sans relâche à imposer leur vocabulaire, leurs représentations et leurs pratiques. C'est-à-dire, en dernière instance, à préparer leur hégémonie politique : un calcul qui revient à placer la stratégie politique au-dessus du reste, et à assujettir l'ensemble des considérations à la réussite de cet objectif. Il ne s'agit pas non plus d'un hasard si c'est au niveau d'une organisation syndicale que se chevauchent les significations de différents principes de division du monde social – notamment les appartenances de classe et de race – en Guadeloupe ou en Martinique. Comme l'a rappelé Karel Yon à la suite de Claus Offe<sup>42</sup>, les syndicats ne se mobilisent pas

---

<sup>41</sup> Pour ce qui est de ce travail de thèse, nous mobiliserons les observations concernant la grève des salariées de Domavi, dans le cinquième chapitre consacré à la CDMT.

<sup>42</sup> YON, Karel. Offe, la démocratie dialogique et la lutte des classes : une critique participationniste du mouvement ouvrier. *Participations*. 22 mai 2014, vol. 8, n° 1, p. 127-146.

uniquement en tant que groupements économiques autour d'enjeux redistributifs liés au travail, mais sont également des organisations de mobilisations communautaires interdépendantes des institutions représentatives et des mouvements sociaux. Dans le cas guadeloupéen comme dans le cas martiniquais, les traits caractéristiques de la structure historique propre à la formation sociale guadeloupéenne ou martiniquaise concourent au positionnement particulier des différents syndicats.

À ce titre, la démarche ethnographique permet de stabiliser ce qui se donne à voir comme un phénomène de saturation idéologique d'autant plus complexe à appréhender que les cultures politiques antillaises sont mal ou peu connues en dehors des territoires dont elles sont issues et des organisations qui les portent. En faisant apparaître les ressorts de ce qui constitue la mise en scène – entendue non pas au sens d'un travestissement, mais d'une direction d'acteurs – de la politique au sein des différents syndicats, l'observation ethnographique nous est apparue comme la condition de possibilité d'un décryptage de la culture organisationnelle des organisations syndicales, à partir des pratiques concrètes qui sont mises en jeu dans le quotidien syndical ou dans les activités protestataires. Cœur de la stratégie politique des organisations syndicales, l'encadrement mis en place par les différents syndicats se présente sous des dehors déroutants. Cette partie méthodologique reviendra sur plusieurs aspects du dispositif d'enquête qui se révèlent essentiels pour saisir ce en quoi consiste le syndicalisme en Guadeloupe et en Martinique : l'entretien, l'observation ethnographique et participante.

### **L'usage de l'entretien**

D'un point de vue méthodologique, l'entretien ethnographique est souvent présenté comme ce qui permet de saisir le « décalage » entre les aspirations, le ressenti, la diversité des situations telles qu'elles sont vécues et racontées par les enquêtés, pour mieux approcher leur rôle dans le cours des événements et le rapport qu'ils entretiennent au syndicalisme et à la politique. Il s'agit également de rendre compte d'un discours sans se limiter à son contenu. À travers le dispositif de l'entretien, le but était de favoriser une réflexivité qui permette de situer assez précisément le parcours des acteurs syndicaux et de faire émerger les incidences biographiques de l'engagement, ainsi que d'évoquer le quotidien syndical et les périodes de mobilisation. Il s'agissait également de montrer que les trajectoires militantes à l'échelle individuelle et collective étaient loin d'être linéaires, mais plutôt marquées par des hésitations et des bifurcations. De ce fait, il était important que la parole énoncée tant sur le militantisme que sur la condition insulaire ou sur le rapport à la politique puisse rendre compte

différemment des situations vécues<sup>43</sup> sans céder aux formes de rationalisation fréquente dans les discours militants. Nous gardions à l'esprit les recommandations de Gérard Mauger :

« Aussi longtemps qu'il se perçoit comme le porte-parole d'un groupe, explicitement ou implicitement mandaté pour délivrer la parole du groupe sur lui-même, l'informateur est enclin à proposer un discours où alternent la présentation de soi plus ou moins stéréotypée que le groupe étudié développe à l'égard de lui-même et *a fortiori* à l'égard des étrangers et sa propre sociologie du groupe.<sup>44</sup> »

D'où la nécessité de l'observation directe qui permet de mettre en perspective la parole des enquêtés avec les faits observés (manifestations, réunions, etc.). Etant donné que nous nous trouvions souvent en présence de militants particulièrement investis du fait de leurs responsabilités, leur récit syndical tendait souvent à passer sous silence les discontinuités de leur carrière militante et les éventuelles formes de désengagement. Cette façon de « raconter leur militantisme » tient également à leurs dispositions militantes, et notamment au fait qu'ils sont, pour la plupart, coutumiers de ce genre de récit. De ce fait, ils présentent leur militantisme de façon cohérente. Comme le souligne Olivier Fillieule :

« [...] Le récit de vie constitue un instrument primordial pour rendre compte du réseau continu d'interprétations subjectives qui guident la conduite des individus, pour autant que les raisons d'agir sont d'abord analysées en tant qu'elles nous renseignent sur le travail d'ajustement, à chaque étape de la carrière, entre une décision subjective et les contraintes objectives ; deuxièmement, que la manière dont les motifs sont formulés dans le cadre et au moment de l'entretien est aussi le produit des règles du jeu en vigueur dans le contexte où ils s'expriment. Autrement dit, toutes les raisons ne sont pas invocables également selon le contexte de leur énonciation.<sup>45</sup> »

Le niveau de directivité que nous avons appliqué à nos entretiens dépendait de plusieurs paramètres que nous n'avons pu évaluer qu'en situation d'entretien (contexte de l'interaction, familiarité avec la langue française, dispositions à exprimer des opinions politiques, tendance plus ou moins prononcée à la répétition). Le modèle de semi-directivité s'est révélé le plus approprié pour commencer, même s'il a nécessité de revoir les grilles d'entretien au fur et à mesure de notre progression en nous appuyant sur les récurrences observées dans le discours, ou au contraire sur des controverses qui nous semblaient intéressantes à exploiter. Pour ce qui

---

<sup>43</sup> En nous inspirant de la perspective défendue par Stéphane Beaud. - BEAUD, Stéphane. L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'« entretien ethnographique », *Politix*. 1996, vol. 9, n° 35, p. 226 – 257.

<sup>44</sup> MAUGER, Gérard. Enquêter en milieu populaire. *Genèses*. 1991, vol. 6, n° 1, p.138.

<sup>45</sup> FILLIEULE, Olivier. Post scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, n° 1, p. 205.

concerne l’anonymisation des enquêtés, les noms et prénoms des responsables syndicaux ont été conservés. Nous attribuons un prénom modifié aux enquêtés lorsque ceux-ci n’occupent pas de fonction décisionnelle officielle dans les syndicats (secrétaires généraux, membres des bureaux confédéraux) ou n’occupent pas de fonction de porte-parole.

## **Enquêter sur le syndicalisme aux Antilles : de l'observation participante à l'observation « embarquée »**

Pour appréhender les différentes dimensions de la politisation syndicale aux Antilles, nous avons choisi de travailler, dans une perspective interactionniste<sup>46</sup>. Nous souhaitons ici, à partir de données de terrain « brutes » issues du matériau ethnographique, convoquer des exemples qui nous semblent illustrer l'effort de réflexivité que nous avons été amené à fournir pour saisir les spécificités du syndicalisme aux Antilles.

Il faut d'abord souligner que la visée hégémonique des syndicats antillais possède une influence notable sur la façon d'enquêter auprès des syndicats, dans la mesure où la politique des organisations est le produit d'une culture tout à fait singulière qui possède ses propres normes. Le respect de la hiérarchie ou de la discipline militante, la connaissance plus ou moins érudite des mouvements d'émancipation antillais et de leurs différentes histoires, la compréhension des vues des différentes organisations sur l'indépendance, la lutte des classes ou le racisme sont autant d'éléments exigibles de la part de l'organisation non seulement envers ses adhérents mais également envers le chercheur étranger à la Guadeloupe ou à la Martinique. C'est en effet en acceptant de donner des gages de bonne intelligence et de compréhension réciproque que nous avons été progressivement accepté par les responsables et les membres des différentes organisations – au point d'avoir parfois le sentiment d'être symboliquement « enrôlé » plus qu'intégré en leur sein.

C'est cette logique d'enrôlement qui nous a contraint à un effort de réflexivité, en composant avec une identité statutaire d'étudiant possédant des origines guadeloupéennes que nous n'avions jamais envisagée sous cet angle au cours de notre vie dans l'hexagone. Comme nous allons le voir à partir de deux cas particuliers (le militantisme indépendantiste et le militantisme des trotskistes de Combat Ouvrier), cette situation nous a conféré une position décalée mais privilégiée pour apprécier la façon dont les différents syndicats ordonnent leur activité au quotidien ou au cours de mobilisations. En effet, la participation aux activités mises en place par les militants syndicaux ou politiques permet également de se livrer à des décodages de sens quant à la perception de notre présence par le groupe des syndicalistes et,

---

<sup>46</sup> Nous inspirant notamment de la démarche interactionniste préconisée par Camille Hamidi dans l'article programmatique qu'elle a rédigé au sujet de la politisation des associations – démarche inspirée notamment par les travaux de Gamson ou Eliasoph, qui préconise un repérage ethnographique des processus de rationalisation discursive propres aux acteurs associatifs (des « effets de cadrage »), notamment autour du caractère agonistique des faits sociaux et des possibilités de montée en généralité. - HAMIDI, Camille. Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. *Revue française de science politique*, 2006, vol. 56, n° 1, p. 5-25.

par extension, quant à la perception que le syndicat possède de lui-même et des rapports sociaux dans la société guadeloupéenne ou la société martiniquaise.

### **Prendre part aux activités : une tentative de réflexivité interactionniste**

Dans un premier temps, la participation à des activités militantes permet de comprendre les pratiques vers lesquelles s'orientent les acteurs en fonction du degré de familiarité qu'ils éprouvent envers ces pratiques, et en fonction de l'efficacité qu'ils escomptent d'une action routinisée (manifestation, rassemblement, occupation, distribution de tracts, réunion, etc.). Par la suite, analyser ce type d'action permet de confronter les représentations des acteurs contestataires aux effets hétéronomes d'un public souvent circonspect face au projet indépendantiste ou au positionnement de l'extrême-gauche. C'est cette « tension interactionnelle » au cours de l'observation ethnographique qui permet de saisir l'écart qui peut exister entre le syndicalisme hexagonal et le syndicalisme antillais, non pas tant dans le choix des actions que dans la façon de pratiquer ces actions. Et c'est dans la saisie de ces variations de sens que le statut d'enquêteur et d'« intérimaire » du militantisme confère un double avantage : parce que l'enquêteur s'étonne du déroulement d'une activité militante mise en perspective avec d'autres formes d'action dont il a pu être le témoin mais, également, parce que notre présence modifie potentiellement le déroulement de cette action ordinaire et permet d'en faire apparaître certains ressorts - comme nous y invitent les travaux les plus tardifs de Goffman à propos du *footing* (le « recadrage » ou réajustement des comportements au fil de la scène d'interaction).<sup>47</sup>

### **Méfiance(s) syndicale(s)**

Il faut d'abord souligner l'importance de la méfiance et de la discipline organisationnelle – l'*ethos* syndical – qui découlent parfois de la vocation hégémonique des différents syndicats et doivent être rapportées au faible nombre de responsables syndicaux et de militants actifs dans les équipes d'animation des syndicats, ce qui constitue une autre difficulté majeure de

---

<sup>47</sup> Le *footing* désignant pour Goffman « [...] une reconfiguration du champ perceptif et pratique des participants, mais aussi d'une redistribution des relations d'interaction et des jeux de rôles, d'une réattribution de capacités, de vertus, de droits et de devoirs aux protagonistes, et d'une redéfinition des identités des objets, des règles du jeu et des enjeux de la situation. ». Pour une restitution plus exhaustive de la notion de *footing* chez Goffman, se reporter à l'article de Daniel Céfai et Edouard Gardella : CÉFAÏ, Daniel, GARDELLA Édouard. « Comment analyser une situation selon le dernier Goffman? De Frame Analysis à Forms of Talk », Perreau L., Céfai D. (eds), *Erving Goffman et l'ordre de l'interaction*, Paris, PUF, 2012, p. 230-263.

l'accès au terrain. Nous avons pu nous en rendre compte dès notre première rencontre avec des militants du LKP en métropole, lors d'un meeting organisé contre la répression du syndicalisme en Guadeloupe à la Bourse du Travail en juin 2011, où nous nous étions rendus dans l'espoir de faire la connaissance de militants en lien avec le LKP. Lors de cette première prise de contact, il nous a été clairement signifié qu'il pouvait être difficile de se mettre en relation avec le LKP lorsque l'on n'est « *ni guadeloupéen ni militant politique* ». Ce n'est qu'après avoir mis en avant nos origines guadeloupéennes et en évoquant notre sympathie à l'égard du mouvement que la suspicion de nos premiers interlocuteurs a commencé à se dissiper.

Affairés aux activités quotidiennes, les syndicalistes ne gaspillent pas un temps qu'ils estiment précieux pour le bon fonctionnement de leur organisation. Dans le pire des cas, les militants perçoivent même l'enquêteur comme un gêneur, qui risque de parasiter le bon déroulement d'un certain nombre d'opérations pour une activité chronophage et inutile. Par ailleurs, la fonction d'enquêteur en sociologie ou en science politique ne s'inscrit pas spontanément dans un schéma qui paraît familier aux syndicalistes. Elle ne rentre ni dans les canaux du journalisme – une activité dont les militants se représentent les contours et connaissent le bénéfice potentiel pour l'organisation en terme de visibilité –, ni dans celui d'historien – pour lesquels beaucoup de militants possèdent une certaine considération (probablement à cause des travaux de plusieurs militants historiens qui participent à leur manière à faire connaître l'organisation, ses combats, voire à légitimer l'héroïsme de certaines figures militantes<sup>48</sup>).

Ensuite, le caractère restreint et extrêmement concurrentiel de l'écosystème syndical insulaire vient redoubler les difficultés liées à la faiblesse des effectifs militants. Dans la mesure où la Guadeloupe et la Martinique représentent des territoires relativement restreints par leur superficie où, comme on l'entend souvent, « tout le monde se connaît » (*a fortiori* dans le milieu militant), il est souvent tentant d'approcher les réseaux militants « de fil en aiguille », en accumulant au fur et à mesure des entretiens ou des manifestations une sorte de carnet d'adresse de personnalités auprès de qui mener l'enquête. Or, la promiscuité entre ces micro-milieus syndicaux particulièrement politisés renforce constamment la compétition entre

---

<sup>48</sup> Comme nous le verrons notamment dans le troisième chapitre consacré à l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe.

organisations dans le monde syndical<sup>49</sup>. Là encore, des effets de suspicion devaient être contournés. Le degré élevé d'interconnaissance soulève notamment l'épineux problème des relations entre les figures plus ou moins connues du militantisme, des rivalités, ainsi que des conflits politiques et personnels ayant cours entre les organisations et à l'intérieur de celles-ci. Pour qui désire travailler sur le milieu militant antillais, situer un certain nombre de dirigeants d'organisations les uns par rapport aux autres se révèle crucial, puisque cet examen permet de se positionner en conséquence et d'observer le déploiement de la politique du ou des syndicats étudiés. L'un des enjeux de notre enquête a été de nous montrer attentif à cet aspect de l'entrée sur le terrain afin de ne pas susciter l'inimitié des syndicalistes en nous montrant « trop proche » de certaines fractions rivales, et en ménageant autant que faire se peut la réputation des interlocuteurs (même si la mise en évidence de ces conflits et rivalités constitue un des aspects fondamentaux de notre travail).

### **Être un « blanc » parmi les syndicalistes indépendantistes**

Pour ce faire, l'un des fils conducteurs de ce retour méthodologique consiste à situer notre démarche d'enquête en objectivant certaines propriétés sociales et ethno-raciales, que nous avons cherché à confronter avec les vues politiques de l'organisation et les représentations majoritaires en leur sein. Bien que possédant des origines guadeloupéennes par notre grand-père paternel (qui lui était noir), nous arborons un phénotype blanc. N'étant pas particulièrement typé, nous sommes par conséquent génériquement assimilé aux blancs. À plusieurs égards, notre blancheur<sup>50</sup> a pu constituer un obstacle : d'abord, parce que certains syndicats affichent un ouvriérisme rigide où la négritude est présentée comme une condition intrinsèque de l'appartenance aux classes laborieuses que le syndicat entend représenter,

---

<sup>49</sup> On peut notamment penser aux travaux de W.F. Whyte dans son ouvrage *Street Corner Society*, et à la façon dont la mise en contact avec différents groupes aux activités illégales nourrit une compréhension heuristique des relations de concurrence entre les groupes rivaux comme des hiérarchies qui les structurent en interne. Voir à ce sujet : WHYTE, William Foote. *Street Corner Society*, Paris : La Découverte, 2007, 406 p.

<sup>50</sup> Comme le souligne Maxime Cervulle dans l'introduction de l'ouvrage qu'il a consacré aux études critiques de la blancheur, le courant des *critical whiteness studies* « conceptualise la blancheur comme une institution politique oppressive, [...] mot d'ordre qui sonne comme une réponse à la prolifération textuelle autour de la blancheur qui, aux États-Unis, a pris la forme d'un impressionnant flot d'analyses sémiologiques et discursives s'appuyant sur la déconstruction et, plus généralement, sur le tournant linguistique. Ces analyses, qui ont fait l'essentiel du champ jusqu'au début des années 2000, portent sur des thèmes aussi variés que la performativité de l'"énonciation blanche", l'inscription de la blancheur dans l'histoire littéraire américaine, ou le surgissement de la culpabilité blanche au cœur du langage. » - CERVULLE, Maxime. *Dans le blanc des yeux : Diversité, racisme et médias*, Paris : Éditions Amsterdam, 2013, 192 p.

défendre et encadrer. Ensuite, notre phénotype a pu devenir synonyme d'intrusion ou faire l'objet de suspicion parce que l'UGTG constitue le lieu où dire le racisme et les discriminations ethniques dans une société où ces discriminations sont niées. C'est donc en confrontant cette étrange identité de « blanc possédant des origines guadeloupéennes » avec les réactions des militants de l'UGTG que nous avons pu saisir, dans une perspective intersectionnelle<sup>51</sup>, les différents ordres normatifs qui concourent à fluidifier ou à rigidifier les frontières ethno- raciales, en fonction des différents contextes au sein desquels nous avons été amené à observer le syndicat – et à interagir avec ou aux côtés de ses membres.

Par la suite, nous nous sommes rendu compte que l'évocation de nos origines guadeloupéennes permettait de dépasser la suspicion et les appréhensions qui se faisaient sentir en milieu indépendantiste – et ce *malgré* notre blancheur. Elles étaient d'abord sujettes à étonnement de la part des militants de l'UGTG dès qu'elles étaient évoquées en situation d'entretien ou d'observation – et ce d'autant plus que nous avons un bon niveau de compréhension du *kreyol* oral mais que nous ne le parlons pas. Passé cet effet de surprise, nos origines guadeloupéennes ont globalement facilité la mise en contact et la communication en devenant automatiquement, aux yeux des enquêtés, la raison unique de l'intérêt que nous portions au syndicalisme en Guadeloupe – alors même que nous avons grandi en France hexagonale. Il fallait alors dérouler le fil d'une généalogie quelque peu complexe (puisque mal connue de notre part), de réseaux d'interconnaissance qui ont souvent conduit nos enquêtés à questionner l'origine de notre patronyme et à essayer de situer notre famille sur l'île de Guadeloupe. Cette centralité « des origines » chez les indépendantistes, dont l'un des symptômes était de rabattre systématiquement notre démarche d'enquête sur le discours que l'organisation construit à propos d'elle-même, nous a permis d'entrevoir la structure au sein d'un monde de pensée qui confère une forte légitimité à l'inscription locale de l'engagement et aux espaces de socialisation de proximité.

Il faut aussi comprendre que l'appartenance possède également des inconvénients, en façonnant des connivences intuitives ou en nous faisant porter une responsabilité au titre de

---

<sup>51</sup> Elaboré par la juriste états-unienne Kimberlé W. Crenshaw à la fin des années 1980 dans la lignée du *Black feminism*, le terme d'intersectionnalité aspire à nommer les dilemmes stratégiques et les lignes de tension identitaires telles qu'elles peuvent être éprouvées par certaines catégories de personnes exposées à des formes combinées de domination (notamment les femmes noires) sans traiter l'intersection des propriétés sociales sous un angle uniquement cumulatif. - CRENSHAW, Kimberlé W. « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex : A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », in *University of Chicago Legal Forum*, 1989, p. 139-167.

nos origines. Il fallait, en quelque sorte, « savoir comment les choses se passent avant même d'avoir pu les observer ou les évoquer », et répondre avec plus ou moins d'habileté à un certain nombre d'attendus en termes de compréhension de la situation sociale et économique de l'île, des rapports sociaux de classe et de race, de l'histoire de la Guadeloupe et des luttes sociales, ou encore de la culture guadeloupéenne.

### **« Tenir le rond-point » avec l'UGTG**

« Faire le rond-point » ne constitue pas, en soi, une activité militante typiquement guadeloupéenne ou martiniquaise. Elle est également utilisée par les militants syndicaux ou les militants politiques en France hexagonale pour permettre d'atteindre un maximum de personnes en un minimum de temps. En revanche, elle revêt un intérêt particulier au cœur de la configuration locale propre aux Antilles françaises, dans la mesure où près d'une personne sur deux possède un véhicule motorisé et se déplace quotidiennement avec, et où la taille des routes, relativement réduite, permet de quadriller efficacement les axes de circulation et d'établir un maillage particulièrement dense sur le territoire. Le principe est simple : il s'agit pour les militants de se positionner aux entrées des ronds-points afin de profiter du ralentissement du trafic pour distribuer des tracts aux automobilistes. Le premier objectif de cette tenue des ronds-points est donc essentiellement propagandiste, puisqu'il s'agit de faire passer du matériel syndical et de montrer que les équipes syndicales sont mobilisées et présentes. S'appuyant généralement sur des militants aguerris possédant un ancrage local, la tenue de rond-point s'effectue sous le patronage des équipes d'animation syndicales et de la direction des organisations, qui s'assurent de la bonne marche logistique des opérations et veillent à la cohérence « politique » de l'apparition publique via un certain ordonnancement des actions.

Mais la pratique du rond-point possède également un autre objectif plus implicite : il s'agit également de déceler dans les réactions des automobilistes les signes d'une adhésion ou, au contraire, de rejet quant au fait que le syndicat manifeste publiquement sa présence et son activité hors du lieu de travail. En effet, si elle ne constitue pas en soi une pratique protestataire particulièrement radicale, cette tenue du rond-point renvoie symboliquement au barrage routier qui, lui, constitue un élément important du répertoire d'action des syndicalistes antillais, notamment dans les conflits d'ampleur. Tenir le rond-point permet à la fois de montrer que le syndicat se « met en mouvement », s'affiche avec des objectifs et des revendications et, éventuellement, fait montre de sa capacité à bloquer les routes. C'est donc le sens attribué aux pratiques autant que les pratiques elles-mêmes qui permettent de saisir ce

qui fait la particularité de la tenue de rond-point comme activité militante. Le rond-point « occupé » devient le lieu d'une production symbolique qui rappelle que la présence syndicale aux Antilles se rend visible auprès du public par le caractère potentiellement ou ouvertement conflictuel de son intervention.

### **La labilité des assignations en situation d'interaction : marqueurs « intersectionnels » ?**

L'exemple de la tenue du rond-point illustre très concrètement la labilité des assignations mobilisées par l'UGTG. Lorsque la méfiance qui entoure notre présence au sein de groupes militants restreints s'efface petit à petit, surgit alors une certaine curiosité. Dans un premier temps, cette pratique de la tenue du rond-point s'inscrit dans les fils conducteurs classiques de l'analyse en terme de répertoire, puisqu'elle permet de comprendre les pratiques vers lesquelles s'orientent les acteurs en fonction du degré de familiarité qu'ils éprouvent envers ces pratiques, et en fonction de l'efficacité qu'ils escomptent d'une action routinisée. Analyser ce type d'action permet également de se livrer à un décodage de sens, c'est-à-dire de confronter les représentations des acteurs contestataires aux effets d'un public d'automobilistes. Notre participation, au travers des réactions qu'elle suscite chez les automobilistes, nous renseigne vis-à-vis du dispositif : l'étonnement des automobilistes à voir un blanc tracter avec le syndicat indépendantiste de la Guadeloupe, nos difficultés à répondre lors des conversations en créole, le simple fait de se trouver en porte-à-faux pour des questions d'agenda ou de revendications créent de notre côté un sentiment diffus d'illégitimité – voire d'imposture – en même temps qu'elle rassure le groupe militant qui s'amuse de ces difficultés.

Nous l'avons dit, participer aux activités de l'organisation permet d'être introduit auprès des militants qui ne nous connaissent pas encore. Le plus souvent, on nous présente de façon simplifiée comme un « sympathisant », parfois même comme une « nouvelle recrue » (ce qui est évidemment faux, et donne lieu à des plaisanteries). Ceci étant, cette façon de nous introduire auprès des autres adhérents, notamment parce qu'elle émane de syndicalistes possédant plus d'expérience et dont la place au sein de l'organisation leur confère un statut important dans la hiérarchie militante, participe à nous octroyer une sorte de légitimité militante. Souvent, les dirigeants du syndicat indépendantiste nous ont présenté en indiquant que nous « travaillons *sur l'UGTG* » : ce qui n'est ni vrai ni faux (nous travaillons sur l'UGTG comme sur d'autres organisations), mais qui rappelle la vocation hégémonique du syndicat, à la fois dans le champ syndical comme dans l'espace des luttes sociales. Encore une

fois, ces façons de « tirer la couverture à soi » en notre présence constituent des indicateurs de l'orientation indépendantiste et de ce qui la sépare symboliquement des autres cultures syndicales<sup>52</sup>.

Par la suite, parvenir à improviser en situation d'interaction, en sur-jouant parfois le registre du patriotisme organisationnel – c'est-à-dire en endossant la posture d'un militant qui possède le point de vue de l'organisation, qui manie les références et le capital symbolique auprès d'un public d'automobilistes – permet de se faire bien voir parmi les militants, puis de dépasser les appréhensions initiales. Ce qui suscitait la méfiance et qui se trouvait être à l'origine de nos difficultés (notre origine hexagonale, notre phénotype, notre non-appartenance à l'organisation) devient l'argument d'une sociabilité voire d'une solidarité : les difficultés que nous avons éprouvées deviennent pour un moment celles du syndicat, c'est-à-dire celles de parvenir à convaincre les automobilistes de s'intéresser au fait syndical ou aux conflits en cours. L'observation participante permet également de désamorcer certains réflexes de méfiance à partir du moment où notre statut de chercheur est incorporé au collectif militant : dès que notre place est spécifiée, et où notre présence ne menace plus ni la cohérence du groupe ni l'ordre symbolique qui y est adossé, il n'y a plus forcément de raison de nous mettre à l'épreuve au nom du fait que nous soyons étudiant et blanc. Outre cette question de la labilité des assignations (entre l'identité d'étudiant blanc ou de syndicaliste noir que tout oppose symboliquement), on perçoit ici comment il peut y avoir une fluidité temporaire des frontières de classe et de race.

Enfin, la façon de nous intégrer au centre d'une interaction où se joue l'apparition publique de l'organisation fait l'objet d'une projection stratégique : rigide et restrictif avec ses adversaires, extensif et labile avec ceux qu'elle désigne comme ses alliés, le cadrage identitaire de l'UGTG (avec ses déclinaisons nationales et ethno- raciales) se révèle souvent complexe à saisir en dehors des situations d'interaction. Au final, ce cadrage peut être analysé comme une réaction à l'invisibilisation de la question raciale dans la société guadeloupéenne,

---

<sup>52</sup> Une observation qui fait ici écho aux remarques Hélène Combes au sujet des meetings partisans au Mexique : « [...] observer et analyser comment les militants et sympathisants donnent à voir leur lien partisan (signes d'appui, attitudes, formes d'action, etc.), permet de comprendre comment s'affirment des *ethos* militants caractérisant les différents partis. [...] Et surtout, [l'observation] permet d'appréhender de manière précise comment les différents partis mobilisent en pratique : quels sont les référents symboliques utilisés (notamment à travers l'inscription du meeting dans l'espace urbain) ? Qui sont les « entrepreneurs de mobilisations » et la nature des réseaux en action ? Quelle « économie morale » sous-tend la mobilisation ? » - COMBES, Hélène. Meetings de fin de campagne au Mexique et ethnographie des milieux partisans. *Politix*. 30 mars 2009, n° 85 : p 149.

invisibilisation sur laquelle s'appuie l'UGTG pour dénoncer le caractère discriminatoire de l'ordre social. Cependant, quand bien même l'UGTG revendique la négritude (parfois en faisant preuve de méfiance ou d'hostilité envers des Blancs), sa défense intransigeante laisse des marges d'interprétation ouvertes en fonction des contextes d'interaction où la question raciale est en jeu, avec des conditions d'expérience et de participation qui demandent chaque fois à être réfléchies – voire élucidées. Toute la question est alors d'identifier dans quelle mesure l'intersection objectivable des propriétés sociales et raciales profite à la stratégie indépendantiste de façon intersectionnelle ; c'est-à-dire, de tenter d'accéder à la façon dont la mise en avant de notre présence participe à maintenir l'homogénéité de la communauté mobilisée d'un point de vue symbolique et, *in fine*, permet à l'UGTG de conserver une certaine spécificité au sein du champ syndical, et une certaine autonomie politique au sein des arènes normatives de l'espace public.

### **Être un « entrant » chez les « entristes » : accéder aux militants trotskistes antillais**

Le travail politique d'implantation des militants trotskistes à l'intérieur des syndicats ouvriers renvoie à une tradition ancienne, souvent désignée par le terme d'« entrisme ». Désignant au départ un effort volontariste d'implantation et de structuration dans les organisations politiques ou syndicales réformistes dans le but de convertir ces dernières à la cause du parti révolutionnaire, la tactique de l'entrisme a été développée par Léon Trotski selon le schéma pensé par Lénine – celui de la construction par l'avant-garde d'une direction politique à vocation hégémonique<sup>53</sup>. Dans l'idée de Trotski, l'entrisme ouvre donc la possibilité de rallier les masses à la cause du communisme par un effet de conscientisation, mais propose également de détourner ces dernières des déviations bureaucratiques du stalinisme qui auraient dévoyé le bolchévisme originel. Une fois la victoire du stalinisme acquise au sein de l'internationale communiste, Trotski et ses partisans furent voués aux gémonies, et la pratique de l'entrisme stigmatisée par les appareils communistes traditionnels, qui la dénoncèrent abondamment comme une pratique « fractionnelle », « gauchiste » ou

---

<sup>53</sup> Le terme d'entrisme possède par ailleurs une réalité historique fluctuante et contestable, qui est d'abord le produit des appareils politiques socialistes ou communistes cherchant à disqualifier l'extrême gauche trotskiste en leur sein. De nombreux exemples contredisent son caractère dissimulé ou clandestin, comme lorsque les trotskistes rallient les courants pivertistes de la SFIO de manière ouverte. Voir notamment : BOUCHENOT, Mathias. *Tenir la rue : L'autodéfense socialiste 1929-1938*, Paris : Editions Libertalia, 2014, 304 p., CRAIPEAU, Yvan. *Memoires d'un dinosaure trotskyste*. Paris : Editions L'Harmattan, 1999, 366 p. et GUERIN, Daniel. *Front populaire, révolution manquée : Un témoignage militant*, Édition revue et augmentée, Marseille : Agone, 2013, 493 p.

« provocatrice »<sup>54</sup>. Au-delà de sa sémantique péjorative et de sa postérité conflictuelle, l'entrisme pèse lourdement dans l'imaginaire adossé à la politique des organisations trotskistes : une politique marquée du sceau du secret et souvent présentée comme intrinsèquement conspirative. Dans le même mouvement, le spectre de l'entrisme laisse la porte ouverte à nombre de fantasmes journalistiques en même temps qu'il réifie un certain nombre des pratiques et des représentations souvent éloignées de la réalité organisationnelle du trotskisme.

Force est d'abord de constater que malgré la présence continue des diverses organisations se réclamant du trotskisme au sein de l'espace des mouvements sociaux ou lors de diverses élections, peu de cas semble fait du mouvement trotskiste en général<sup>55</sup>, au-delà de quelques publications généralistes sur les trotskistes ou l'extrême gauche<sup>56</sup> qui se bornent le plus souvent à une description des doctrines, à des commentaires sur les évolutions des effectifs des différentes formations, ou à des analyses sur les raisons de leur infortune électorale<sup>57</sup>. Pour ce qui nous intéresse, différents travaux historiques et sociohistoriques portant sur l'histoire du mouvement trotskiste en France hexagonale ont tout de même fait état, pour différents courants, et à différentes périodes, de ses tentatives d'implantation dans le monde syndical. Il en va ainsi du tournant ouvrier de la Ligue communiste dans les années

---

<sup>54</sup> Voir le chapitre « L'entrisme, ou comment en sortir » dans l'ouvrage de Daniel Bensaïd. Bensaïd, Daniel. *Les trotskysmes*, Paris : PUF Que sais-je ?, 2002, p. 87-95.

<sup>55</sup> Florence Johsua dresse, dans son travail de thèse, une liste assez exhaustif des mémoires de maîtrise portant sur la LCR après les années 1980, tout en précisant que « [...] Les mémoires universitaires sont beaucoup plus nombreux concernant les périodes antérieures aux années 2000 et notamment couvrant la période faste pour l'extrême gauche des années 1968-1981 », au sujet desquels elle renvoie à la liste établie par la revue *Dissidences* accessible en ligne : [http://www.dissidences.net/documents/complement\\_vol6\\_biblio.pdf](http://www.dissidences.net/documents/complement_vol6_biblio.pdf).

<sup>56</sup> Bensaïd, Daniel. *Les Trotskysmes*, *op.cit.* ; COSSERON, Serge. *Dictionnaire de l'extrême gauche*. Larousse, Paris : 2007, 286 p ; et PIOT, Olivier. *L'extrême-gauche*. Editions Le Cavalier Bleu, Paris : 2008, 191 p.

<sup>57</sup> Parmi les rares entreprises académiques divergentes de ces travaux de vulgarisation, on notera tout de même l'organisation d'une journée d'études intitulée « L'histoire de l'extrême gauche française : le cas du trotskisme. Une histoire impossible ? » organisée par l'IHC-UMR CNRS 5605 de l'Université de Bourgogne en 2002 sous l'égide de Georges Ubbiali et Jean Vigreux, respectivement maître de conférences en sociologie et maître de conférences en histoire contemporaine. Elle a donné lieu à une publication accueillie au sein des *Cahiers Léon Trotsky*, n° 79, décembre 2002. Par la suite, une seconde journée d'études sera organisée dans le même cadre en 2004, intitulée « Pour une histoire de l'extrême gauche : histoire du Trotskisme. La sociologie des acteurs ». Elle a donné lieu à une publication accueillie au sein des *Cahiers Léon Trotsky*, n° 79, décembre 2004.

Url : [http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/manifestations/04\\_05/04\\_11\\_10.html](http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/manifestations/04_05/04_11_10.html)

1970 et 1980<sup>58</sup> et de son implantation locale dans quelques bastions ouvriers<sup>59</sup>, de l'investissement des militants de la LCR dans la tendance « école émancipée » du SNES<sup>60</sup> puis au moment de la création de l'Union Syndicale Solidaires<sup>61</sup> et, enfin, de l'importance des militants trotskistes lambertistes dans la structuration et le développement des syndicats CGT-Force Ouvrière<sup>62</sup>. À l'inverse, le courant qui s'est cristallisé dans l'Union Communiste Internationaliste n'a pas encore fait l'objet d'une étude sociologique approfondie qui permette de comprendre les logiques d'investissement des organisations syndicales par les militants de ce courant.

### **Le cas de Combat Ouvrier**

Plus que tous les autres, le courant de l'Union Communiste Internationaliste (UCI) illustre bien les difficultés à mener des recherches sur l'histoire du trotskisme. Si le maintien du caractère secret du militantisme à Lutte Ouvrière (principale organisation de l'UCI en France) constitue un principe revendiqué par ses dirigeants et ses militants, on peut aisément voir que ce « culte du secret » charrie, là encore, sa part de fantasme. On pourrait, à titre d'exemple, revenir sur les diverses investigations journalistiques à propos du fonctionnement de l'organisation, les biographies à controversées à propos de ses leaders<sup>63</sup> ou les accusations proférées à l'encontre de certains syndicalistes d'être « manipulés » par Lutte Ouvrière au cours de conflits sociaux particulièrement médiatisés<sup>64</sup>. Si la migration des militants de

---

<sup>58</sup> SALLES, Jean-Paul. *La Ligue communiste révolutionnaire*. Rennes : PU Rennes, 2005, pp.145-182.

<sup>59</sup> On notera notamment le travail de l'historienne Fanny Gallot concernant les militants de Lutte Ouvrière et de la LCR à l'usine Renault Cléon dans l'agglomération rouennaise : GALLOT, Fanny. « La conflictualité à Renault Cléon en Mai-juin 68. », in. VIGNA, Xavier, VIGREUX, Jean (dir.). *Mai-juin 1968 : Huit semaines qui ébranlèrent la France*. Dijon : Editions Universitaires de Dijon, 2010, p. 23-35.

<sup>60</sup> JOHSUA, Florence. « De la LCR au NPA (1966-2009), sociologie politique des métamorphoses de l'engagement anticapitaliste », Thèse de doctorat en sociologie politique de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Sciences Po – CEVIPOF, 2011 : p. 170-171

<sup>61</sup> RENOU, Gildas. « Dynamogénie de l'action collective contestataire. Logique d'institutions et arts de composition dans une organisation syndicale contemporaine. », Thèse de doctorat en science politique de l'Université de Rennes I, CRAPE- IEP de Rennes, juin 2012.

<sup>62</sup> YON, Karel. « Retour sur les rapports entre syndicalisme et politique : le cas de la CGT-FO. Éléments pour la sociologie d'un « monde de pensée », Thèse de doctorat en science politique, Université Paris 1 – Sorbonne, 2009, 852 p.

<sup>63</sup> LAURENT Samuel. La très discrète disparition du fondateur de Lutte ouvrière. *Le Monde.fr*, 16 septembre 2010, Politique.

<sup>64</sup> Que l'appartenance à l'organisation soit avérée, comme dans le cas de Jean-Pierre Mercier, syndicaliste CGT et porte-parole de la contestation à PSA Aulnay à l'automne 2012, ou qu'il s'agisse

Combat Ouvrier vers le monde syndical constitue un fait avéré, celui-ci n'est pas forcément aisé à mettre en lumière. D'abord, en raison du relatif secret qui entoure la politique organisationnelle de Combat Ouvrier, dont les membres sont assez peu enclins à s'étendre sur le mécanisme de prise de décision. Sans extrapoler sur cette apparente opacité, il semble néanmoins important de rappeler que la politique de Combat Ouvrier relève d'une élaboration collective interne à l'organisation, élaboration dont les contradictions se donnent difficilement à voir. Il demeure, pour une personne extérieure à l'organisation, quasiment impossible d'accéder à des documents internes, dont la lecture est interdite aux non-militants. C'est donc avec cet arrière-plan culturel qu'il nous a fallu composer afin de nous pencher sur les trajectoires des militants du groupe Combat Ouvrier en milieu syndical, pour comprendre les logiques stratégiques d'investissement de ces derniers au sein de la CGT Guadeloupe et de la CGT Martinique.

### **Anatomie ethnographique du révolutionnaire professionnel**

Le modèle du militant de Combat Ouvrier demeure celui du « révolutionnaire professionnel » cher à Lénine dans son ouvrage *Que faire*, ouvrage dont Fabien Granjon résume bien la visée organisationnelle :

«[...] notamment, quant à son mode de structuration et d'organisation qui devait reposer sur l'homogénéité de ses membres (militants professionnels dévoués à la cause), le centralisme démocratique et s'opposer de la sorte au "dilettantisme artisanal" dont [Lénine] estimait qu'il caractérisait, hélas, la social-démocratie russe de cette époque<sup>65</sup>».

Il ne faut pas sous-estimer la façon dont cette conception de la direction du parti autour d'une « avant-garde éclairée, organisée, centralisée, composée de révolutionnaires professionnels parmi les plus conscients (Lénine préconise sur ce point, "la plus grande centralisation possible"), dont la vocation n'est pas de provoquer la révolution de toute pièce, mais de s'appuyer sur les ferments présents de cette dernière pour la faire advenir : « Avant de nous unir et pour nous unir, il faut d'abord nous délimiter résolument et délibérément »<sup>66</sup>.

---

d'allégations à propos de témoignages de sympathie envers l'organisation, comme ce fut le cas pour Xavier Mathieu, porte-parole des ouvriers de l'usine Continental à Clairoux en 2009-2010.

<sup>65</sup> GRANJON, Fabien. Vladimir Ilitch Lénine : parti, presse, culture & révolution – Contretemps. Disponible à : <https://www.contretemps.eu/vladimir-ilitch-lenine-parti-presse-culture-revolution/>

<sup>66</sup> MARIE, Jean-Jacques. *Lénine. La révolution permanente*. Paris : Payot, 2011, p. 64.

Même s'il est difficile d'inférer des schèmes organisationnels concrets – qu'ils soient pratiques ou discursifs – d'une telle entreprise idéologique, il ne faut jamais bien longtemps pour que la sélectivité militante, la prétention à l'homogénéité et le volontarisme de l'organisation ne se rappellent au chercheur au contact de Combat Ouvrier. Notamment, lorsque nous avons eu l'occasion d'approcher l'organisation en acceptant de participer à des activités du parti (tractages, meetings, manifestations, moments festifs), nous avons été enjoint à « pratiquer l'organisation » dans ses règles. Car même une activité ponctuelle auprès de Combat Ouvrier fait toujours l'objet d'une forme d'évaluation organisationnelle resserrée, fusse-t-elle bienveillante voire amicale, qui nous renseigne sur les projections quant au bon fonctionnement de l'organisation ou quant au bien-fondé de son action politique. Pour être accepté auprès de CO, il est souvent nécessaire d'accepter de jouer temporairement le jeu de la politique de recrutement – jeu dans lequel nous avons accepté de nous laisser entraîner dans le cadre de l'observation participante.

Cette position intermédiaire, quelque part entre chercheur immergé et sympathisant – donc, par extension, possible recrue – nous a permis d'éprouver la discipline militante au cours des interactions sur le terrain. Une discipline que nous étions d'autant plus contraint d'accepter que nous étions mis devant le fait accompli et que nous étions, par ailleurs, ignorant du fonctionnement interne de Combat Ouvrier. Ce sont principalement ces épisodes d'« enrôlement volontaire » qui nous ont permis d'entrevoir à quel point la capacité de remise de soi à l'organisation est perçue comme une condition essentielle pour militer à Combat Ouvrier. Souvent, ce sont également des échanges informels nous ont renseignés à propos des attentes de l'organisation, de ses modalités de recrutement et de fonctionnement quotidien. Une militante nous a, par exemple, félicité à sa façon pour la bonne volonté dont elle estimait que nous avions fait preuve au cours d'un tractage, précisant au détour d'une conversation que « nous [à Combat Ouvrier] nous voulons des militants révolutionnaires, pas des tocards, on n'est pas là pour régler les problèmes de Tartempion. On ne recherche pas des jeunes qui ne s'intéressent pas à la politique ou des jeunes qui ne font rien, ou qui font n'importe quoi ! ».

Au-delà du caractère anecdotique de cette confirmation militante, on sent poindre une forme d'autolégitimation avant-gardiste qui emprunte ici, quoique de façon détournée, un registre stigmatisant vis-à-vis d'une jeunesse antillaise qui serait non-seulement apolitique, mais même potentiellement déviante. On peut également déceler dans ce type de remarque les qualités recherchées chez un aspirant militant : des qualités à la fois incarnatives (une

---

apparence de « normalité » voire de « probité ») et distinctives (si l'on fait objectivement référence à notre statut d'étudiant et à notre connaissance du mouvement ouvrier). Ces qualités sont symboliquement rabattues sur le modèle léniniste, où le militant révolutionnaire est tout à la fois censé se fondre dans la masse et s'en distinguer.

## *Annonce du plan*

La première partie de ce travail entend exposer la genèse anticolonialiste du syndicalisme contemporain aux Antilles françaises. Il s'agit moins de retracer l'histoire de ces organisations anticolonialistes que de rendre compte des positions occupées par les responsables syndicaux qui se sont d'abord trouvés être à la tête des syndicats dominants, avant de devenir des entrepreneurs de mobilisation. Le premier chapitre est consacré à l'influence des événements de Mai 1968 en France sur le militantisme et la conflictualité sociale en Guadeloupe et en Martinique : d'abord, en caractérisant un collectif militant particulier – que nous désignons comme une « génération » ; ensuite, en repérant les effets socialisateurs de l'événement soixante-huitard pour montrer en quoi cette séquence se révèle structurante pour les développements ultérieurs de la conflictualité politique et sociale au cours des années 1970 et au-delà. Le deuxième chapitre, quant à lui, porte sur le phénomène de rémanence qui amène les militants politiques anticolonialistes vers le syndicalisme. Après avoir participé activement à des conflits d'ampleur – notamment pour dénoncer les conditions de travail dans le monde agricole et les fermetures d'usine sucrières –, les militants politiques indépendantistes ou d'extrême gauche ont investi et structuré des organisations syndicales. Observées sur le long terme, ces positions semblent suffisamment représentatives des spécificités qui caractérisent les organisations syndicales pour expliciter les rapports de force existant entre elles et à l'intérieur de chacune d'elles.

La deuxième partie de ce travail de thèse est consacrée à l'encadrement politique au sein des syndicats guadeloupéens et martiniquais, notamment au travers des différentes cultures syndicales qui se manifestent au sein du champ syndical en Guadeloupe et en Martinique. Pour ce faire, chacun des trois chapitres qui composent cette seconde partie est consacré à l'analyse d'une organisation particulière : le troisième chapitre porte sur l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe, le quatrième sur la Confédération Générale du Travail en Guadeloupe et en Martinique (CGTG et CGTM) et le cinquième sur la Confédération Démocratique des Travailleurs Martinique (CDMT). En recueillant le discours des syndicalistes à différents échelons de la hiérarchie ainsi qu'en observant les pratiques syndicales au concret (les mobilisations mais aussi le recrutement et la formation), nous entendons restituer les logiques de bornage et de différenciation à l'œuvre dans l'espace concurrentiel que constitue le champ syndical aux Antilles. Plus spécifiquement, il sera ici

question de la façon dont l'indépendantisme politique et les différents courants d'extrême gauche parviennent à imprimer et à maintenir leurs orientations politiques en composant avec la diversité des publics auprès desquels interviennent les syndicalistes les plus politisés.

Notre troisième partie revient sur la grève générale de l'hiver 2009, que nous avons choisi d'analyser comme un conflit social généralisé. Le sixième chapitre interroge les conditions d'émergence de la lutte contre la *pwofitasyon*. En premier lieu, la *pwofitasyon* renvoie à un ensemble de questions (notamment la vie chère et le chômage) qui sont objectivées du point de vue statistique et érigées en « problèmes publics ». Mais nous cherchons également à souligner l'importance de la logique de concurrence entre les organisations syndicales comme principe structurant de la division spécifique du travail contestataire – montrant, notamment, que celle-ci emprunte un chemin différent dans le cas du *Liyannaj Kont Pwofitasyon* guadeloupéen et du *Kolectif 5 Fèvrié* martiniquais. Enfin, nous tentons de rendre compte des innovations tactiques et organisationnelles relatives aux modalités de prise de décision au sein des deux coalitions. Ces différents ordres organisationnels, bien qu'ils soient étroitement contrôlés par les principales organisations syndicales, affichent un fonctionnement collégial et des types particuliers de leadership inclusif. Enfin, le septième chapitre porte sur la dynamique du conflit. En premier lieu, nous souhaitons rendre compte du fait que la « grève des 44 jours » a constitué une situation de conflit social généralisé marquée par une extension de la mobilisation du point de vue numérique et une situation d'incertitude quant à sa trajectoire et son issue. Nous verrons notamment comment les syndicalistes se sont appuyés sur les négociations, dont ils ont subverti le caractère ritualisé en jouant sur la maîtrise symbolique de l'expertise, pour discréditer publiquement les élites et profiter de la division parmi leurs adversaires. Enfin, nous verrons comment la radicalisation du conflit – marquée par l'installation des barrages et des affrontements avec les forces de l'ordre – contraint les calculs et les anticipations des acteurs syndicaux, met à l'épreuve les alliances protestataires et accentue parfois la compétition entre les organisations.

L'ensemble permettra, nous l'espérons, de porter un nouveau regard sur le syndicalisme et les conflits sociaux à partir du cas des organisations antillaises abordées, ainsi que de contribuer à l'histoire de la contestation anticolonialiste et aux débats contemporains autour de la « postcolonialité » des sociétés guadeloupéenne et martiniquaise.



**Première partie.**  
**Genèse du syndicalisme contemporain aux Antilles**

## Introduction

---

Cette première partie se propose de décrire la genèse du champ syndical en Guadeloupe et en Martinique depuis la fin des années 1960, en fondant notre analyse sur les trajectoires des militants politiques et syndicaux de cette période<sup>67</sup>. Pour nombre de militants qui, parmi nos enquêtés, sont devenus des responsables syndicaux ou politiques - et que l'on retrouvera par la suite lors du mouvement *Liyannaj Kont Pwofitasyon* ou du *Kolectif 5 Fèvrié*, les années 1970 ont constitué une époque déterminante de leur socialisation politique à l'extrême gauche, et les années 1980 une période de construction syndicale. Le premier chapitre porte sur l'influence des événements de Mai 1968, qui marquent le point de départ chronologique de notre analyse, sur le développement des organisations révolutionnaires et anticolonialistes et sur la sociographie des militants issus de cette génération<sup>68</sup> ; le second chapitre porte quant à lui sur le déplacement collectif du militantisme depuis la sphère politique vers la sphère syndicale et sur les évolutions du champ syndical en Guadeloupe et en Martinique, à partir de mobilisations caractéristiques de cette période (la grève du Nord Basse-Terre en Guadeloupe et la grève du Chalvet en Martinique de 1974).

---

<sup>67</sup> Nous pensons ici aux travaux portant spécifiquement sur les incidences biographiques de l'engagement et la dimension socialisatrice des « événements mobilisateurs », parmi lesquels l'ouvrage de Doug Mc Adam sur les activistes du *Freedom Summer* états-unien aura une influence considérable – voir : MCADAM, Doug. *Freedom Summer : Mississippi 1964*, New York : Oxford University Press, 1988, 333p. Concernant les travaux francophones portant sur les incidences biographiques de l'engagement soixante-huitard, ceux de Julie Pagis et Florence Johsua font également référence parmi les plus récents : LECLERCQ, Catherine et PAGIS Julie. Les incidences biographiques de l'engagement, *Sociétés contemporaines*, 1 décembre 2011, vol. 84, n° 4, pp. 5-23 ; JOHSUA, Florence. *Anticapitalistes*. Paris : La Découverte, 2015, 281p.

<sup>68</sup> Nous renvoyons ici à la perspective avancée par Boris Gobille pour qui « l'analyse des facteurs présidant à la déssectorisation et à la resectorisation de la conjoncture en mai-juin 1968 fait apparaître combien l'objet crise politique, l'événement au sens fort, permet de revisiter des enjeux méthodologiques déterminants des sciences sociales en mettant celles-ci à l'épreuve de ces situations où leurs modes routiniers d'analyse sont mis au défi de saisir ensemble la singularité historique et le travail continué des facteurs structurels. Autrement dit, l'événement est ce qui leur impose de penser à la fois les logiques complexes par lesquelles, comme en temps ordinaire, « le mort saisit le vif » – les institutions saisissant les individus et prédéterminant les contextes d'action –, et les logiques critiques au travers desquelles, au contraire, les acteurs et leurs actions contribuent à faire et défaire les institutions, au travers desquelles, donc, le vif saisit le mort. » - GOBILLE, Boris. L'événement Mai 68, pour une sociohistoire du temps court. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 1 mai 2008, 63e année, n° 2, p. 348.

## Questionner l'herméticité historiographique des mouvements contestataires

Encore peu étudiés en dehors de l'historiographie militante<sup>69</sup>, la fin des années soixante et le début des années soixante-dix aux Antilles constituent en effet un tournant dans la vie politique de la Guadeloupe et de la Martinique, au cœur d'une période marquée par une forte conflictualité et une certaine autonomisation de « l'espace des mouvements sociaux »<sup>70</sup>. Par conséquent, les questionnements d'ordre socio-historique qui sous-tendront ces deux premiers chapitres porteront principalement sur les catégories mobilisables pour décrire et analyser les mobilisations sociales antillaises. Notamment, nous entendons partir des continuités et des discontinuités présentées par les formes de militantisme et les registres d'action collective déployés simultanément dans l'hexagone et aux Antilles durant les années 1970 pour attester l'influence du Mai français sur les conflits sociaux en Guadeloupe et en Martinique. De ce fait, ces chapitres n'ont pas seulement été pensés comme une analyse complémentaire à celles portant déjà sur les événements de Mai 1968 en France ou sur les mouvements sociaux de la décennie 1970<sup>71</sup>, mais proposent d'interroger les distinctions érigées entre deux aires géographiques qui produiraient mécaniquement des univers contestataires hermétiquement cloisonnés, tant du point de vue empirique que du point de vue de l'analyse.

Premièrement, nous entendons interroger l'affirmation problématique selon laquelle les mobilisations étudiantes auraient mécaniquement échu au « premier monde ». Ces mobilisations étudiantes, largement décrites comme caractéristiques de la naissance de la « *New Left* », seraient le signe le plus visible d'une certaine autonomisation du mouvement social vis-à-vis du jeu politique et des partis communistes occidentaux. En somme, elles illustreraient une nouvelle gauche inscrite dans les coordonnées de la décennie, en phase avec l'air agité de la contestation : témoignant à la fois de la diversification des acteurs et des enjeux de lutte et d'une certaine radicalisation des mouvements contestataires. De la même façon, si les luttes de libération nationale et les mouvements anti-impérialistes irriguent

---

<sup>69</sup> Voir introduction.

<sup>70</sup> Pour reprendre le concept de Lilian Mathieu, et souligner le caractère symétrique de cette autonomisation de l'espace des mouvements sociaux en France hexagonale et aux Antilles françaises durant les années 1970. Voir MATHIEU, Lilian. *Les années 70, un âge d'or des luttes ?* Paris : Textuel, 2010, 141 p.

<sup>71</sup> Nous pensons en premier lieu à : ARTIÈRES, Philippe, ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. *68, une histoire collective: 1962-1981*, Paris : La Découverte, 2008, 847 p; PAGIS Julie, *Mai 68, un pavé dans leur histoire : Événements et socialisation politique*, Paris : Les Presses de Sciences Po, 2014, 339 p. ; ROSS, Kristin. *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Marseille : Agone, 2010. ; VIGNA Xavier. *L'insubordination ouvrière dans les années 68: essai d'histoire politique des usines*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008, 384 p.

l'imaginaire militant de la deuxième gauche et des organisations « gauchistes », ces mobilisations de solidarité internationaliste qui fleurissent en soutien aux mouvements anti-impérialistes et aux peuples colonisés prennent, une fois la guerre d'Algérie terminée, une forme essentiellement proclamatoire – s'agissant notamment du soutien au Vietnam ou à la résistance palestinienne – qui va évoluer, par certains aspects, vers un militantisme de type « humanitaire » en solidarité avec les peuples anciennement colonisés<sup>72</sup>. Comme le souligne d'ailleurs l'historien allemand Cristoph Kalter :

« [...] Pendant une bonne décennie, la gauche radicale s'empare du tiers monde pour critiquer les systèmes de référence établis, jugés périmés : l'universalisme occidental, le capitalisme mondial, la bipolarité de la guerre froide, la domination néocoloniale, ainsi que les institutions spécifiques de la société française. L'idée du tiers monde permet également de prendre ses distances avec le PCF et la SFIO et de renouveler le marxisme qu'une partie croissante de ses adeptes estime déformé par la gauche traditionnelle. Le tiers monde concourt ainsi à l'émergence de la gauche radicale française, qui, en retour, impulse une relecture théorique et un renouveau des pratiques contestataires.<sup>73</sup> »

Symétriquement, mais sans jamais croiser la trajectoire de ces mouvements contestataires occidentaux des années 70, des luttes de libération nationale militarisées seraient venues, par vagues successives, imposer un mouvement global de décolonisation aux puissances occidentales, et exprimer des velléités anti-impérialistes face à l'hégémonie économique et militaire des Etats-Unis, en concluant des alliances circonstanciées avec l'Union Soviétique via le soutien apporté par les partis communistes locaux. Or, outre le flou entourant les définitions politique ou idéologique de l'ensemble politique « tiers-mondiste<sup>74</sup> », on ne trouve que peu de traces de ces interactions politiques entre premier monde et anciennes colonies, sauf au travers des références aux leaders de la décolonisation formés dans les universités des anciennes puissances coloniales : intellectuels, militants révolutionnaires ou futurs chefs d'Etat<sup>75</sup>. Il faut également noter que ce cloisonnement apparent n'est pas uniquement le fruit

---

<sup>72</sup> A ce sujet, on lira l'ouvrage coordonné par Annie Collovald : COLLOVALD, Annie, LECHIEN, Marie-Hélène, ROZIER, Sabine, et al. *L'humanitaire ou le management des dévouements. : Enquête sur un militantisme de*. Rennes : PU Rennes, 2002, 233 p.

<sup>73</sup> KALTER, Christoph. « 33. Tiers monde et gauche radicale », *Histoire des mouvements sociaux en France*, Paris, La Découverte, « Poche/Sciences humaines et sociales », 2014, p. 378-389.

<sup>74</sup> SZCZEPANSKI-HUILLERY Maxime. « "L'idéologie tiers-mondiste". Constructions et usages d'une catégorie intellectuelle en "crise" », *Raisons politiques*, vol. 18, n° 2, 2005, p. 27-48 ; BERGER Mark T. « After the Third World ? History, Destiny and the Fate of Third Worldism », *Third World Quarterly*, vol. 25, n° 1, 2004, p. 9-39.

<sup>75</sup> Les circulations rapportées (et les sociabilités plus ou moins conspiratives qui les accompagnent) s'inscrivent manifestement dans la continuité des observations rassemblées par l'historien Michael

d'un oubli de l'histoire ou une question de focale. Il est d'emblée introduit par le projet séparatiste des intellectuels se revendiquant du tiers-mondisme, dont le Martiniquais Frantz Fanon explique qu'il ambitionne de « recommencer une histoire de l'homme » émancipée des scories de la domination coloniale<sup>76</sup>. Jean-Paul Sartre, dans sa préface aux *Damnés de la Terre*, prend parti avec virulence pour ce séparatisme radical qui ne semble rien avoir à attendre du « Vieux Monde » colonial, lorsqu'il interpelle les « Européens » d'une voix intimidante :

« [...] Européens, ouvrez ce livre, entrez-y. Après quelques pas dans la nuit vous verrez des étrangers réunis autour d'un feu, approchez, écoutez : ils discutent du sort qu'ils réservent à vos comptoirs, aux mercenaires qui les défendent. Ils vous verront peut-être, mais ils continueront de parler entre eux, sans même baisser la voix. Cette indifférence frappe au cœur : les pères, créatures de l'ombre, vos créatures, c'étaient des âmes mortes, vous leur dispensiez la lumière, ils ne s'adressaient qu'à vous, et vous ne preniez pas la peine de répondre à ces zombies. Les fils vous ignorent : un feu les éclaire et les réchauffe, qui n'est pas le vôtre. Vous, à distance respectueuse, vous vous sentirez furtifs, nocturnes, transis : chacun son tour ; dans ces ténèbres d'où va surgir une autre aurore, les zombies, c'est vous. <sup>77</sup>»

Pourtant, des interactions politiques entre les différents mondes dont il est ici question – et dont Fanon lui-même pourrait bien être le produit – ont bien eu lieu, et le projet de révolution anticoloniale aux Antilles n'a pas surgi brusquement d'un complot ourdi au près du feu. Au contraire, depuis les cercles étudiants antillais implantés en France hexagonale dans les années 1960, véritables « écoles du nationalisme » (pour reprendre les termes de l'historien états-unien Andrew Daily<sup>78</sup>), jusqu'à la stabilisation du champ syndical en Guadeloupe et en Martinique à la fin des années 1980, la question de l'autonomie des organisations anticolonialistes va faire l'objet de projections idéologiques originales et souvent concurrentes de la part des différents mouvements politiques et syndicaux en Guadeloupe et en Martinique.

---

Goebel dans le livre de portrait qu'il a consacré aux futurs leaders de la décolonisation - GOEBEL, Michael. *Paris, capitale du tiers monde*. Paris : La Découverte, 2017, 450 p.

<sup>76</sup> Il faut également observer les accents avant-gardistes de l'écriture de Fanon pour prendre la mesure de l'ampleur de ce geste séparatiste et rassembler les colonisés derrière la bannière du Tiers-Mondisme : « [...] Non nous ne voulons rattraper personne. Mais nous voulons marcher tout le temps, la nuit et le jour, en compagnie de l'homme, de tous les hommes. Il s'agit de ne pas étirer la caravane, car alors, chaque rang perçoit à peine celui qui le précède, et les hommes qui ne se reconnaissent plus, se rencontrent de moins en moins, se parlent de moins en moins. » - FANON, Frantz. *Les Damnés de la Terre*. Paris : Maspéro, 1961.

<sup>77</sup> SARTRE, Jean-Paul (préface), in. *Les Damnés de la Terre*. Paris : La découverte : p 13.

<sup>78</sup> DAILY, Andrew. « Race, Citizenship, and Antillean Student Activism in Postwar France, 1946–1968 », *French Historical Studies*, Vol.37-2 : printemps 2014, pp. 331-335.

Par conséquent, notre travail entend également souligner, du point de vue sociologique, le degré d'imbrication des phénomènes contestataires hexagonaux et antillais au regard des circulations militantes, des formes d'hybridations théoriques et idéologiques rencontrées, en choisissant les Antilles françaises comme un point d'intersection entre des mondes contestataires qui permet d'observer les effets de ces circulations et de ces influences sur l'apparition d'un univers original. Il s'agira donc également de prendre en compte les effets de ces mobilités sur les interactions entre militants anticolonialistes et révolutionnaires et les populations insulaires, et de poser la question de la remise en cause l'ordre colonial parmi certaines franges de la population, au-delà des organisations qui se réclament de l'anticolonialisme. Plus particulièrement, nous entendons réfléchir à la façon dont les représentations dominantes du monde social et les hiérarchies de l'espace politique local ont pu être ébranlées par cette intervention des militants anticolonialistes revenus au pays en revendiquant l'indépendance de la Guadeloupe et de la Martinique au cours de la décennie 1970.

## Chapitre I. Un Mai 68 antillais ?

---

### *Introduction*

Ce chapitre propose d'étudier l'impact des événements de Mai 1968 en France sur le militantisme et les conflits sociaux aux Antilles françaises des années 1970 à nos jours, en s'appuyant sur une analyse des trajectoires et des circulations des militants politiques et syndicaux antillais qui ont pu séjourner en France métropolitaine entre 1965 et 1975. Notre réflexion poursuit deux objectifs fondamentaux : le premier, classique dans la sociologie des mobilisations et de l'action collective, est de caractériser un collectif militant particulier – que nous désignerons, par commodité, comme appartenant à un même « ensemble générationnel »<sup>79</sup> et souligner le fait que « [...] *la rupture générationnelle n'est pas un fait biologique : ce n'est que dans des conditions sociales déterminées que se produit un écart ou même un abîme entre les générations* »<sup>80</sup>. Recouvrant la conception « circulaire »<sup>81</sup> de la discontinuité des âges évoquée par Anne Muxel, cet effort de caractérisation s'appuiera sur un examen portant à la fois sur l'histoire des organisations en présence, leur sociographie, ainsi que les trajectoires et les circulations de leurs membres durant la période étudiée. Le second objectif consiste à repérer les effets socialisateurs de l'événement soixante-huitard pour

---

<sup>79</sup> Pour reprendre l'expression de Karl Mannheim mobilisée par Florence Johsua. - JOHSUA, Florence. « Chapitre 10 / Renouveau générationnel et métamorphose militante de la LCR au NPA. », in. MUXEL, Anne. *La politique au fil de l'âge*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2011, p. 229-248.

<sup>80</sup> MANNHEIM, Karl, (trad. MAUGER, Gérard.). *Le problème des générations*. Paris : Mille Neuf Cent, 1992, p.165-186. In. JOHSUA, Florence, article cité.

<sup>81</sup> « [...] Dans une logique de discontinuité des âges (conception circulaire), dès lors que l'on ne se situe plus dans une logique linéaire du continuum des âges de la vie et que l'on raisonne davantage en termes d'opportunités reliées aux circonstances biographiques des individus, l'enjeu est alors de repérer des moments charnières, des phases de remise en cause, des points de cristallisation ou des points de bifurcation pouvant expliquer les amplitudes et les formes de la politisation. Cette grille de lecture privilégie le repérage des facteurs de continuité ou de rupture qui orientent les trajectoires politiques. L'ordre des temporalités peut être bousculé, invitant par là même à revisiter des âges de la vie passée et leurs tropismes spécifiques. » - MUXEL, Anne. *Introduction / Qu'est-ce que l'âge en politique ?*, in. MUXEL, Anne. *La politique au fil de l'âge*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2011, p. 21.

montrer en quoi cette séquence - ou, tout au moins, le rapport à cet événement<sup>82</sup> - se révèle structurante pour les développements ultérieurs de la conflictualité politique et sociale.

En particulier, cette entrée par l'événement doit nous permettre de restituer les contextes politiques tels qu'ils nous ont été décrits par les acteurs issus de cette matrice politique et, ainsi, de penser la concomitance entre des espaces militants généralement séparés par l'historiographie de la contestation en France – s'agissant notamment des luttes de libération nationale et des gauches dites « révolutionnaires » – en lien avec les particularismes locaux de la conflictualité aux Antilles. Il s'agira notamment d'envisager les effets du mai français sur le parcours des militants antillais dans leur dimension « processuelle<sup>83</sup> ». Pour ce faire, nous partirons des différentes étapes de la trajectoire scolaire des enquêtés : nous verrons d'abord les lycées comme des lieux sous tension, censés remplir une fonction de sélection sociale élitaine et méritocratique, mais agissant aussi comme des lieux de politisation particuliers. Puis nous envisagerons la mobilité vers la métropole comme un facteur de socialisation politique et de radicalisation pour une part importante des étudiants antillais, notamment au travers des cercles d'étudiants caribéens, qui deviennent des lieux d'apprentissage militants et suscitent des formes différenciées d'engagement auprès de la cause indépendantiste et de l'extrême-gauche. Enfin, nous souhaitons retranscrire l'audience dont a pu bénéficier cette génération militante, à partir de témoignages de jeunes « restés au pays » – souvent en raison d'une situation scolaire plus difficile – qui ont assisté au retour des militants étant passés par l'hexagone.

### ***A - Un espace de l'anticolonialisme ?***

D'où provient le dynamisme des luttes sociales qui vont agiter la Guadeloupe et la Martinique à l'orée des années 1970 ? S'il ne s'agit pas de minimiser le poids de mouvements contestataires endogènes, il nous semble également nécessaire de revenir sur la place des

---

<sup>82</sup> Comme le souligne Boris Gobille lorsqu'il prend position pour une sociohistoire du temps court, prenant notamment le contrepied des théories d'Hirchmann concernant la frustration relative : « [...] Qui plus est, ce qui est passé sous silence [...], c'est la *dynamique même de l'événement*, son irréductibilité relative à ses « causes », les logiques de déssectorisation qui étendent la crise de l'univers étudiant au monde ouvrier, à des pans entiers du salariat et à l'arène politique institutionnelle, ainsi que les subjectivations dissidentes qui se font jour pendant et par l'événement. » - GOBILLE, Boris. *L'événement Mai 68, article cité*, p. 324.

<sup>83</sup> En référence à l'article programmatique d'Olivier Fillieule : FILLIEULE, Olivier. Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. *Revue française de science politique*. 2001, vol. 51, n° 1, p. 199-215.

événements de mai 1968 en France, qui seront suivis d'un important développement des organisations d'extrême-gauche aux Antilles françaises – notamment du fait du retour au pays de nombreux jeunes militants profondément marqués par la contestation étudiante de 68 et socialisés à l'action collective dans la foulée du Mai français. Dès lors, il s'agit de comprendre comment les logiques qui sous-tendent l'existence d'un espace de l'anticolonialisme rencontrent celles portées par des collectifs qui se donnent pour but la transformation de la société et sont acteurs d'autres conflits – des logiques propres au mouvement anticolonialiste qui se déclinent dans des activités telles que le syndicalisme, la production théorique et la critique sociale, mais aussi dans le caractère composite des identités socio-culturelles des entités « postcoloniales » que sont la société guadeloupéenne et la société martiniquaise. En somme : de concevoir les relations dialectiques entre l'espace de l'anticolonialisme et celui des luttes sociales, au-delà de la revendication d'une politique anticolonialiste<sup>84</sup>.

La seconde moitié du vingtième siècle, marquée par l'accession formelle des « indigènes » antillais à la citoyenneté française<sup>85</sup>, a également vu se développer différentes vagues de mouvements anticolonialistes, qui n'ont eu de cesse de produire une critique systémique de la domination française en lien avec la perspective d'émancipation nationale. Jusqu'à la fin des années soixante-dix, la conception de l'anticolonialisme qui prévaut dans le mouvement ouvrier aux Antilles est celle d'un anticolonialisme révolutionnaire. D'abord porté par le mouvement de la gauche communiste, puis par des mouvements d'extrême gauche et des mouvements indépendantistes, cet anticolonialisme identifie dès la fin de la Seconde Guerre mondiale le colonialisme à la répression contre les militants ouvriers, associant étroitement lutte contre le colonialisme et lutte révolutionnaire.

Pour autant, nous avons écarté les années 1945 à 1965 à notre étude, préférant désigner ces années comme des périodes de « politisation » des responsables syndicaux actuels, quoique nombre d'enjeux politiques et syndicaux propres à cette période émaillent encore la perspective adoptée par les militants syndicaux. Il nous paraît plus judicieux d'esquisser un arrière-plan politique et culturel qui présente les événements marquants de ces deux décennies politiques, en partant du principe que ces événements reviennent de façon suffisamment

---

<sup>84</sup> Ces considérations concernant l'espace de l'anticolonialisme s'inspirent de l'ouvrage de « 1934-1936, un moment antifasciste » des historiens Vincent Chamberlac et Thierry Hohl : CHAMBARLAC, Vincent, HOHL, Thierry. *1934-1936 un moment antifasciste*. Montreuil : La Ville Brûle, 2014, 144 p.

<sup>85</sup> Avec la départementalisation de 1947.

récurrente dans le discours des enquêtés pour être jugés signifiants, notamment lorsqu'il s'agit d'évoquer ou de justifier les formes d'organisation ultérieures. Il faut d'abord rappeler les nombreux épisodes de grèves et d'affrontements au sortir de la seconde guerre mondiale et durant la période de la départementalisation qui ponctuent la vie des organisations ouvrières antillaises gravitant autour du Parti Communiste<sup>86</sup> durant toutes les années 1950, notamment pour faire appliquer aux Antilles les mesures sociales adoptées par le gouvernement issu du Conseil National de la Résistance : salaire minimum, sécurité sociale, allocations familiales, droits à la retraites ou même congés payés. Malgré cette forte dimension contestataire, l'action syndicale demeure largement inféodée aux directives du Parti Communiste et ne présage pas des caractéristiques qui feront sa spécificité par la suite – à savoir une politique d'insubordination anticoloniale qui se superpose aux luttes syndicales visant à l'augmentation des salaires ou à l'amélioration des conditions de travail.

Aux Antilles, en somme, la décolonisation reste à faire. Les membres du Groupement des Organisations Nationalistes de la Guadeloupe (GONG) et de l'Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise (OJAM) entrent donc en confrontation directe avec la ligne défendue à l'époque par le Parti Communiste, opposé à une insurrection armée contre l'Etat français, et partisan d'une forme de soutien distant aux mouvements de libération nationale. Le Parti Communiste, encore hégémonique en Guadeloupe sur le plan politique et syndical via la CGT, se retrouve dans une position particulièrement délicate. En effet, il défend une ligne d'« autonomie associée » avec la France métropolitaine, en s'appuyant principalement sur son ancrage électoral et son implantation parmi la population salariée. Outre les « bastions communistes » guadeloupéens où le Parti Communiste chaperonne les réseaux de sociabilité selon un modèle similaire à sa gestion municipale en métropole, plusieurs députés Guadeloupéens siègent sur les bancs de l'Assemblée<sup>87</sup>.

### 1) De « L'affaire de l'OJAM » au « Mé 67 »

En se penchant sur la singularité de la situation antillaise et les trajectoires militantes des ressortissants guadeloupéens ou martiniquais, on peut éclairer, au-delà des trajectoires militantes, toute la configuration sociétale dans laquelle se succèdent les événements de mai

---

<sup>86</sup> Anciennes fédérations du PCF jusqu'à la départementalisation de 1947, le Parti communiste Guadeloupéen et le Parti Communiste Martiniquais nés étaient jusque-là hégémoniques sur le plan électoral, et jouaient un rôle central dans l'encadrement et le développement des luttes ouvrières dans les deux îles.

<sup>87</sup> Sont par exemple élus aux élections législatives de 1946 trois candidats communistes en Guadeloupe : Gerty Archimède, Rosan Girard et Paul Lacavé.

1967 en Guadeloupe et de mai 1968 en France. A plusieurs égards, les mouvements de contestation anticolonialistes qui secouent les deux îles entre la fin des années 1960 et le début des années 1970 sont les révélateurs d'un triple effet de seuil politique, socio-économique et culturel illustrant le fait que la « solution gaulliste » issue de la guerre d'indépendance algérienne ne peut plus se maintenir au pouvoir et qu'elle va bientôt entrer en crise généralisée. Deux décennies de départementalisation incomplètes ont façonné un entre-deux aux contours flous et instables : ni indigènes ni citoyens, ni Premier-Monde ni « Tiers-Monde », Noirs majoritaires mais politiquement minorés, les Antillais sont les habitants de la zone de relégation périphérique par excellence. Pour les jeunes militants engagés dans les luttes anticolonialistes, la Guadeloupe et la Martinique se présentent sous les traits de territoires où le pouvoir s'est empêtré dans une politique coloniale qui ne tient plus debout que par la superposition d'attributs matériels et symboliques anachroniques, et qui n'a cessé de reproduire de violents décalages. Le Manifeste de l'O.J.A.M (l'Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste de la Martinique) qui fut placardé sur les murs de Martinique les 23 et 24 décembre 1962 par un groupe de jeunes militants anticolonialistes – et que nous reproduisons ci-dessous – se fait l'écho des préoccupations de la jeunesse antillaise en butte aux legs du pouvoir colonial français.

### **Manifeste de l'OJAM, décembre 1962**

En décembre 1959, 3 fils de la Martinique, BETZI, MARAJO, ROSILE, tombaient victimes des coups du colonialisme français. Ce sacrifice montra à la jeunesse de notre pays la voie de l'émancipation, de la fierté, de la dignité. Depuis, notre peuple, si longtemps plongé dans les ténèbres de l'histoire, offre une résistance de plus en plus grande à l'oppression coloniale. Mais le colonialisme français, suivant ses intérêts, accentue chaque jour son potentiel répressif, voulant ainsi maintenir notre peuple sous le joug colonial. Aujourd'hui l'Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste de la Martinique déclare:

Que la Martinique est une colonie, sous le masque hypocrite de département français, comme l'était l'Algérie, parce que dominée par la France, sur le plan économique, social, culturel et politique. Ce qui se traduit par:

- 1) Une économie uniquement agricole, à caractère féodal.
- 2) La prépondérance d'une minorité béké, liée au colonialisme français, monopolisant la terre, les usines, le commerce et les banques.
- 3) Un déficit permanent de la balance commerciale.
- 4) Un revenu individuel moyen les plus bas du monde.

- 5) Le chômage et la misère.
- 6) L'insuffisance d'écoles, de bibliothèques, de stades, d'installations sportives.
- 7) La déformation de l'histoire martiniquaise à des fins assimilationnistes.
- 8) L'étouffement de tout effort pour développer une culture martiniquaise populaire et authentique.- L'aggravation de la répression (Décembre 59, Mars 61), l'augmentation des forces policières, le renforcement constant de l'appareil administratif français, et l'immigration de plus en plus considérable de civils et militaires français.
- 9) La révocation de fonctionnaires martiniquais ayant résisté aux arbitraires tentatives d'exil.
- 10) Les condamnations de patriotes martiniquais.

Condamne définitivement le statut de département français comme contraire aux intérêts du peuple et de la jeunesse de la Martinique, et rendant impossible tout développement.

Proclame la nécessité de la collectivisation des terres et des usines. – le droit de notre peuple d'exploiter ses richesses et ses ressources et d'industrialiser le pays. – le droit de tous au travail et à un salaire décent. – La nécessité inéluctable de l'entrée de la Martinique dans le vaste mouvement de décolonisation totale. En conséquence l'O.J.A.M. (l'Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste de la Martinique) affirme que le malaise économique et social qui sévit à la Martinique ne pourra disparaître que grâce à un programme martiniquais au profit des Martiniquais. Proclame le droit des martiniquais de diriger leurs propres affaires.

Demande aux Guadeloupéens, aux Guyanais de conjuguer plus que jamais leurs efforts dans libération de leur pays pour un avenir commun. Soutien que la Martinique fait partie du monde antillais.

Appelle les jeunes de la Martinique, quelles que soient leurs croyances et leurs convictions, à s'unir pour l'écrasement définitif du colonialisme dans la lutte de libération de la Martinique.

**LA MARTINIQUE AUX MARTINQUAIS !**



Caricature parue dans « Libération Antilles-Guyane », journal du Groupe Révolution Socialiste en métropole, de Sina Ray

Archives personnelles d'Edouard De Lépine.

Cette situation d'entre-deux accroît, d'un point de vue davantage subjectif, la dissonance existant entre les besoins de la population et le cours réel de la vie publique, qui prend ici la forme d'un triple désajustement : désajustement de l'encadrement politique et militaire, d'abord, au moment où l'Etat français fait le constat qu'il devient impossible de réprimer et d'encadrer des populations de la

même façon qu'elle l'a fait dans les territoires colonisés, à Madagascar, en Indochine ou en Algérie. Désajustement socio-économique, ensuite, puisqu'il devient impossible d'échapper à une situation de développement inégal entre l'hexagone et ses territoires ultramarins autrement qu'en paupérisant le salariat sur place ou en l'incitant à la mobilité – avec accentuation de toutes les logiques de subordination qui seront remises en cause par les ouvriers français en 1968, et par les mouvements de travailleurs immigrés par la suite<sup>88</sup>. Désajustement culturel et scolaire, enfin, au moment même où la négritude<sup>89</sup> conquiert ses lettres de noblesse académique sous la férule d'Aimé Césaire, mais où le système éducatif est incapable de proposer un autre horizon que l'assimilation autoritaire, sans histoire propre et sans culture – avec une myopie, sinon une dénégation, des aspects raciaux de la stigmatisation culturelle qui frappe la population créole. Dans un tel contexte de développement d'organisations « indépendantistes » et « gauchistes » au détriment des partis communistes locaux prolifèrent alors des groupes politiques qui rivalisent de radicalité et de virulence contre le pouvoir colonial : agitation auprès des secteurs ouvriers, grèves, manifestations, actions de sabotage, contestation du BUMIDOM<sup>90</sup>, etc.

<sup>88</sup> PITTI, Laure. « Une matrice algérienne ? Trajectoires et recompositions militantes en terrain ouvrier, de la cause de l'indépendance aux grèves d'OS des années 1968-1975 », *Politix*, 4/2006 (n° 76), p. 143-166.

<sup>89</sup> Pour reprendre le vocable spécifique forgé par Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor ou encore Frantz Fanon pour désigner à la fois la condition afro-descendante et le projet d'émancipation politique des Noirs porté par ces intellectuels dans le champ littéraire et dans le champ politique.

<sup>90</sup> Voir encadré.

## Le BUMIDOM

Au début des années 1960, la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion sont en crise : le chômage plonge toute une partie de la population dans la misère, la démographie galopante menace les îles de surpopulation, les mouvements indépendantistes se développent. Pour tenter de mettre un terme à l'agitation, Michel Debré, alors ministre de l'Intérieur, crée le Bureau des Migration des Départements d'Outre-mer en 1963, une société d'Etat qui offre gratuitement aux Antillais et Réunionnais un aller sans retour vers la métropole, un logement et une promesse d'emploi. Selon l'historien Sylvain Pattieu<sup>91</sup>, ce sont près de 200000 retrouvissants des DOM qui émigrent vers la métropole à la faveur de ce dispositif.

Cette proposition a deux objectifs : éloigner les contestataires de leur île natale et combler le manque de main d'œuvre en France métropolitaine. Rapporté à la population des départements d'outre-mer concernant, ce chiffre est extrêmement important – dans la mesure où le recensement effectué en 1961 indique seulement 283 000 habitants en Guadeloupe, 292 200 en Martinique et environ 350 000 à la Réunion. On estime, en outre, que le nombre de départs volontaires « hors-BUMIDOM » est proche du nombre de migrations enregistrées.

Véritable incarnation institutionnelle des politiques d'encadrement à destination du prolétariat des départements d'Outre-Mer, le BUMIDOM illustre pour l'historien Sylvain Pattieu la « double ambiguïté » du rapport entre la métropole et les DOM : « [...] : Tout d'abord, ces derniers vestiges de l'empire français, vieilles colonies ainsi qu'on les désigne, sont inscrits dans une relation de dépendance et de subordination par rapport à la France hexagonale, héritée de l'ère coloniale. D'autre part, l'égalité civile et le statut de citoyen, acquis dès le XIX<sup>e</sup> siècle, inscrivent ces territoires dans une égalité formelle qui participe de l'universalisme républicain et de la prétendue *color-blindness* française. Le BUMIDOM est caractéristique de cette double ambiguïté : il correspond en effet au « traitement public spécialisé des migrants d'outre-mer » mis en place par les pouvoirs publics, au nom pourtant de leur qualité de citoyens et de l'universalisme républicain.<sup>92</sup>»

---

<sup>91</sup> PATTIEU, Sylvain. « Un traitement spécifique des migrations d'outre-mer : le BUMIDOM (1963-1982) et ses ambiguïtés », *Politix*, 4/2016 (n° 116), p. 81-113.

<sup>92</sup> Idem, p. 86.



**Manifestation des membres de l'OJAM à Fort-de-France, (Crédit Photo : Camille Mauduech)**

En parallèle, la guerre d'indépendance d'Algérie et la révolution cubaine vont constituer des « modèles » pour l'expression de revendications indépendantistes parmi la jeunesse radicalisée, comme en témoignent les tentatives d'organisation de l'Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise (OJAM) en Martinique ou du Groupement des Organisations Nationalistes Guadeloupéennes (GONG) en Guadeloupe. Inspirés par la récente victoire du Front de Libération Nationale algérien<sup>93</sup>, les militants du GONG redoublent d'effort pour populariser la lutte indépendantiste, avec une activité propre « *d'endoctrinement de la jeunesse sur la base de l'engagement anti-impérialiste* », et ainsi marginaliser le PC local :

« - *D'où venait le GONG ?*

- Le GONG, dans le grand moment des années 62-63, ce sont les étudiants de l'Association des étudiants de Guadeloupe (AGEC), suite à une rencontre Antilles-Guyane qui avait eu lieu à Paris en 1961. Là, c'était les Guadeloupéens qui posaient les questions franches sur l'évolution de la Guadeloupe : « Restera-t-on

---

<sup>93</sup> Là encore, la lutte armée fut notamment théorisé par le martiniquais Franz Fanon dans *Les Damnés de la Terre*. La portée de cet ouvrage publié en 1961 auprès des militants anticolonialistes antillais en rupture avec le Parti Communiste sera considérable. En effet le geste de retournement de violence du colonisé vers le colon – tout comme les références aux soulèvements anticolonialistes en Algérie, à Cuba ou en Indonésie – tient lieu de « mythe fondateur » de la prise de conscience et de l'organisation collective, même si les actions de lutte armée a concerné un nombre assez réduit de militants.

dans le giron français ? Comment en sortir ?''. C'était l'époque de la période révolutionnaire à Cuba, Castro venait de prendre le pouvoir en 59. Donc en 60 les étudiants revenant en vacances en Guadeloupe en juin-juillet 60 ont organisé les premières manifestations avec les jeunes de Guadeloupe sur place, en posant les vrais problèmes de la Guadeloupe en termes de libération nationale et de choix de société. C'est dans ce bouillonnement qu'est né le GONG, après que l'Etat français a dissout l'AGEC. [...] C'est à cette époque que les Guadeloupéens ont décidé de créer le Groupe d'Organisations Nationales Guadeloupéennes. Il y a eu création à Paris mais tout de suite dans la foulée, on a installé le GONG en Guadeloupe. Avec les premiers militants dont j'ai fait partie. »<sup>94</sup>

Après seulement quelques années d'existence, encore peu implanté parmi les salariés, le GONG envisage pourtant de passer à l'action. C'est alors qu'en mai 1967, les ouvriers du bâtiment de Pointe-à-Pitre tentent une grève générale pour demander une hausse des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Cette grève qui s'annonce massive est perçue par les militants anticolonialistes les plus radicaux comme une opportunité pour déclencher un soulèvement indépendantiste. Face aux réticences du PC et de la CGT, des militants de l'extrême-gauche guadeloupéenne organisés autour du journal *La Vérité*<sup>95</sup> ainsi que le GONG appellent les travailleurs à se révolter<sup>96</sup>. Après deux jours d'émeutes qui secouent le centre-ville de Pointe-à-Pitre, la répression qui s'abat sur les insurgés fait près de quarante morts, et de nombreux militants indépendantistes sont emprisonnés. L'épisode du « Mé 67 » guadeloupéen consomme la rupture avec le Parti Communiste et marque l'échec de la stratégie insurrectionnelle prônée par les membres du GONG dissous :

« Vous dites que les choses étaient différentes après mai 1967 ?

- Avec le mouvement de *mé 67*, les événements du 16 et 17 mai à Pointe-à-Pitre, on a eu l'impression d'un nouveau mouvement. Il y a eu une répression terrible, avec les

---

<sup>94</sup> Entretien avec Carlomane Bassette, historien, ancien militant du GONG et actuellement membre du mouvement *Nomn* – organisation patriotique guadeloupéenne.

<sup>95</sup> Le groupe *La Vérité* (et le journal du même nom) a été fondé au début de l'année 1967 par des militants trotskystes et tiers-mondistes guadeloupéens en réaction au soutien du PC à la candidature de Mitterrand à la présidence de la République, aux alliances du Parti Communiste guadeloupéen avec la SFIO aux législatives de 1967 et à cause des désaccords concernant la stratégie de libération nationale de la Guadeloupe. Voir à ce sujet l'ouvrage de Paul Tomiche, fondateur du groupe *La Vérité*, ancien militant trotskyste et historien du mouvement ouvrier guadeloupéen. - TOMICHE, Paul. *Luttes syndicales et politiques en Guadeloupe, op.cit.*

<sup>96</sup> Sur les événements de mai 1967 en Guadeloupe, se référer à l'ouvrage de Paul Tomiche : TOMICHE, Paul. *Luttes syndicales et politiques en Guadeloupe : Tome 2, op.cit.*, et à l'ouvrage de Raymon Gama et Jean-Pierre Sainton : GAMA, Raymond, SAINTON, Jean-Pierre. *Mé 67 : Mémoire d'un événement, op.cit.*

dix-huit arrestations en plus des morts. Il y a eu dix-huit emprisonnés, et le procès des « dix-huit » de Fresnes<sup>97</sup> à Paris.

*Comment expliquez-vous le passage d'un mouvement principalement organisé par des étudiants à la grève ouvrière de 67 ?*

La grève de 67 part dans le bâtiment. On sentait qu'il y avait une crise même de la société. Il y avait une forte demande et pas de boulot. C'était vrai pour la jeunesse scolarisée, comme pour la jeunesse ouvrière qui partait travailler en France dans le cadre du BUMIDOM. Alors les ouvriers qui, au départ, n'étaient pas forcément mobilisés pour l'indépendance, ont été de plus en plus réceptifs aux arguments des militants nationalistes.

Pour les groupes rassemblant les jeunes militants antillais, la crise de mai 67 en Guadeloupe va préciser la définition initiale de l'anticolonialisme : face aux insuffisances de la départementalisation, le colonialisme et ses legs apparaissent comme une étape dans le processus de décomposition de la démocratie « bourgeoise ». Il s'agit donc, pour l'aile la plus radicale du mouvement anticolonialiste, de poursuivre la ligne de démarcation politique amorcée, en particulier vis-à-vis du Parti Communiste en tant que relai local du PCF. Dans le cas martiniquais, la rupture d'Aimé Césaire avec le Parti communiste en 1956 (qui débouchera sur la fondation du Parti du Progrès Martiniquais en 1958)<sup>98</sup> et la mise à l'écart de plusieurs dirigeants de la jeunesse communiste martiniquaise suite à leur participation à la conférence Tricontinentale en 1966 à Cuba – notamment Edouard De Lépine, qui était alors secrétaire général de la JC martiniquaise – déstabilisent durablement l'appareil communiste martiniquais dans les années 1967-1969<sup>99</sup>.

---

<sup>97</sup> Incarcération qui donnera lieu à un procès retentissant de par l'écho que lui en ont donné les intellectuels antillais et africains comme Aimé Césaire, même si le soutien aux inculpés se limite essentiellement aux cercles intellectuels anticolonialistes parisiens, avec l'appui de plusieurs sections de la gauche anticolonialiste, notamment le Parti Socialiste Unifié et les Jeunesses Communistes Révolutionnaires. Voir SALLES, Jean Paul. *La Ligue Communiste Révolutionnaire, instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2005, 840 p.

<sup>98</sup> Cette rupture d'Aimé Césaire avec le Parti Communiste local est d'autant plus complexe à gérer pour le PC martiniquais que celui-ci ne dispose pas d'un système aussi élaboré de formation et de sélection des cadres qu'en France hexagonale. Par ailleurs, le nombre moins important d'intellectuels organiques acquis à la cause communiste en Martinique ou en Guadeloupe empêche une canalisation aussi efficace des débats intellectuels sur la situation internationale, et rend difficile la stigmatisation des velléités contestataires d'intellectuels tels qu'Aimé Césaire – malgré les vives polémiques auxquelles ce dernier prend part à propos de l'intervention de Budapest et de la place de l'art dans l'écosystème communiste, positions qui le marginalisent temporairement en l'éloignant des amitiés tissées avec Louis Aragon, alors chef de file officiel des écrivains communistes. Voir à ce sujet : ALLIOT, David. *Le communisme est à l'ordre du jour : Aimé Césaire et le PCF, de l'engagement à la rupture*. Paris : Pierre-Guillaume de Roux Editions, 2013, 382 p.

<sup>99</sup> Ces tensions internes à la jeunesse communiste martiniquaise sont largement relatées dans la contribution d'Edouard De Lépine à l'édition de 1981 consacrée au parti Communiste : « Le parti

## 2) Origine sociale et circulation des militants antillais

C'est d'abord à l'aune d'une sociographie militante particulière que nous souhaitons rendre compte de la place des événements de mai 68 dans les trajectoires de nombreux militants antillais. Nombre de militants interrogés s'auto-décrivent d'ailleurs comme étant issus ou comme faisant partie de la « petite bourgeoisie ». De cette caractérisation sociale, nous souhaitons faire ressortir ce qui, du point de vue des dispositions ou des constructions idéologiques, a pu créer un réceptacle favorable – une caisse de résonance – pour l'explosion contestataire de Mai 68 et, par la suite, montrer comment les différentes réactions à ce que les militants antillais désignent comme « le Mai français » vont se traduire par des formes d'engagement anticolonialistes et révolutionnaires.

### a) Les lycées antillais, des « lieux sous tension »

Un premier trait important de la caractérisation des militants révolutionnaires de la période 1960-1970 tient à l'homogénéité de la composition sociologique du corps militant que l'on va retrouver à l'avant-garde de l'extrême-gauche et de la contestation indépendantiste aux Antilles. D'abord, parce que la part de la jeunesse qui parvient jusqu'aux études supérieures s'accroît considérablement au cours des années 1950-1960. C'est dans ces fractions estudiantines et radicalisées de la jeunesse, souvent issues de la petite bourgeoisie intellectuelle et scolarisée en France métropolitaine, que surgissent les premières velléités d'organisation d'un mouvement antillais de libération nationale. Dans le cas martiniquais comme dans le cas guadeloupéen, le nombre de responsables politiques puis syndicaux issus de la petite bourgeoisie intellectuelle et des classes moyennes ayant connu une forme d'ascension sociale au travers des études supérieures se révèle extrêmement important, d'autant plus si l'on ramène ce nombre à la faible part d'individus ayant pu accéder à ce niveau d'éducation à la même époque aux Antilles françaises.

Durant les années 1960-1970, les deux principaux lycées antillais qui préparent au baccalauréat (le lycée Carnot à Pointe-à-Pitre et le lycée Schoelcher à Fort-de-France) deviennent de véritables foyers d'agitation contestataire et de politisation : de nombreux lycéens s'intéressent aux idées marxistes et débattent de la situation aux Antilles. C'est d'abord dans les lycées que nombre de militants prennent conscience de leur place particulière dans la société antillaise – celle d'une élite intellectuelle mise en avant par les pouvoirs

---

Communiste et le mouvement ouvrier à la Martinique de 1945 à nos jours », in *Historial Antillais*, t. 6, Fort-de-France, 1981.

publics pour attester des potentialités d'ascension sociale par la voie méritocratique – et, par extension, d'intégration ou d'assimilation. Une position qui suscite, dans un contexte de tensions sociales liées à l'épuisement du marché du travail et à la cherté de la vie, des réflexions critiques à l'encontre des inégalités et une appétence particulière pour les idées révolutionnaires, notamment pour le marxisme<sup>100</sup> :

Dans un contexte colonial, quand vous accédez à ce niveau de compréhension des choses, que tu accèdes aux études, nous ne pouvez pas ne pas vous engager politiquement. A l'époque il était quasiment obligatoire de prendre position politiquement au lycée Schoelcher, ceux qui n'étaient pas marxistes-léninistes étaient l'objet de moqueries. Si vous n'étiez pas marxiste, c'est que quelque chose ne tournait pas rond, que vous étiez un peu demeuré !<sup>101</sup>

Pour ces militants ou ces futurs militants des gauches révolutionnaires et indépendantistes, le fait de partir pour la métropole afin de poursuivre des études supérieures une fois le baccalauréat obtenu prend la forme d'une obligation. Cette mobilité vers la métropole, souvent conditionnée par des accessits et des bourses au mérite ouvrant la porte des internats d'excellence et des écoles normales, est l'objet d'une attention particulière de l'administration scolaire et du rectorat, qui usent d'arguments disciplinaires pour faire pression sur les militants les plus actifs, considérés comme des meneurs de l'agitation lycéenne. Ce qu'explique Gilbert Pago, militant historique du Groupe Révolution socialiste passé par la jeunesse communiste :

Du fait de mon implication politique, de mon appartenance à la jeunesse communiste et de la part active que nous avons prise aux côtés des ouvriers du bâtiment en 1959<sup>102</sup>, j'étais visé et mis à l'index. On m'a d'abord refusé d'aller étudier en France, et ce malgré mes résultats. Il a fallu que mes professeurs insistent, qu'une nouvelle vague de protestations se fasse entendre dans le lycée pour que je puisse partir étudier.<sup>103</sup>

---

<sup>100</sup> On verra plus tard dans ce chapitre comment ces réflexions critiques imprègnent également la jeunesse des milieux populaires restée en Martinique et en Guadeloupe au cours des années 1970.

<sup>101</sup> Propos de Daniel Marie-Sainte, ancien responsable de l'organisation maoïste « Groupe Septembre 70 », aujourd'hui membre du Mouvement Indépendantiste Martiniquais, tiré du documentaire « Nous irons voir Pelé sans payer », de Gilles Elie-Dit-Cosaque », *La Maison Garage productions*, 2014.

<sup>102</sup> En décembre 1959, une vague d'agitation ouvrière gagne la région de Fort-de-France suite à un banal accident de circulation, donnant lieu à une mobilisation importante de certains secteurs ouvriers, dont ceux du bâtiment. La mobilisation, en partie impulsée par des militants communistes oppositionnels face à la ligne départementaliste, débouchera sur des affrontements très durs durant trois jours et se soldera par la mort de trois manifestants, abattus par la police. A propos de ces événements, on lira avec intérêt l'ouvrage de Louis-Georges Placide : PLACIDE, Louis-Georges. *Les émeutes de décembre 1959 en Martinique : Un repère historique*. Paris : L'Harmattan, 2009, 256 p.

<sup>103</sup> Entretien avec Gilbert Pago, historien et dirigeant du Groupe Révolution Socialiste, juin 2013.

Cet espace de l'anticolonialisme, récemment émergé, fait donc écho aux préoccupations des populations insulaires et aux vellétés contestataires parmi la jeunesse antillaise. Censés être des lieux de promotion de l'ascension sociale par le biais de la sélection méritocratique, les lycées antillais sont des lieux « surveillés » où se constitue les formes embryonnaires de contestation indépendantistes ; des vellétés que l'administration tente d'apaiser ou de détourner en offrant aux plus brillants l'opportunité de partir étudier en France. La dynamique de protestation et d'agitation qui agite les lycées antillais est donc partie intégrante de la matrice contestataire dont sont issus les militants et les militantes de cette période. Elle doit cependant être complétée par un autre élément important de la socialisation militante des jeunes antillais, qui s'opère au moment du départ pour l'hexagone : les cercles d'étudiants caribéens.

#### **b) Les cercles d'étudiants caribéens (AGEC, AGEM, AGEG)**

Nous l'avons vu, nombre de militants antillais « exilés » en France avaient préalablement marqué un vif intérêt pour la mouvance anticolonialiste et les luttes de libération nationale et, parfois, un rapport de défiance vis-à-vis du PC. Ce rapport apparaît clairement dans la mise en récit de l'engagement juvénile telle qu'elle est opérée par des responsables syndicaux et politiques. Ces récits, qui passent généralement par le détour d'un discours rétrospectif de mise en contexte, nous permettent de saisir certaines récurrences dans les trajectoires des futurs leaders politiques et syndicaux, comme la participation aux assemblées générales des étudiants caribéens. Ces cercles d'étudiants, généralement regroupés sous l'égide de l'AGEC (Association Générale des Etudiants Caribéens) sont présents dans de nombreuses villes de France : on en trouve des traces dans les différentes facultés parisiennes (notamment les plus marquées à gauche : à la Sorbonne, Nanterre, Vincennes, etc.) mais également dans de nombreuses villes de province : Toulouse, Grenoble, Bordeaux, Lille ou Limoges<sup>104</sup>.

Pour les Antillais qui étaient déjà engagés dans des organisations politiques en tant que militants ou en tant que dirigeants avant de se rendre en France métropolitaine pour leurs études, l'engagement anticolonialiste dans les cercles d'étudiants caribéens est présenté comme découlant logiquement de leur appréciation de la situation sociale et économique aux

---

<sup>104</sup> Cette énumération ne rend pas compte de façon exhaustive du maillage géographique de l'AGEC mais se limite, pour l'instant, à la restitution des principaux foyers au sein desquels les enquêtés ont pu militer à un moment de leur itinéraire militant.

Antilles françaises. C'est « *tout naturellement* » qu'ils se tournent vers les cercles d'étudiants caribéens, qu'ils décrivent comme le support organisationnel principal destiné à devenir des organes de politisation et d'agitation étudiante sur la base de leur engagement anticolonialiste. Outre cette fonction de rassemblement des étudiants antillais, dans les années 1960, les assemblées d'étudiants caribéens sont perçues par les militants les plus impliqués comme des instances de formation de cadres préparant l'indépendance, au carrefour de différentes aires géographiques colonisées ou récemment indépendantes. Les Assemblées Générales d'Etudiants Caribéens deviennent à ce moment les structures principales de l'agitation nationaliste, où une grande partie des débats et de la production intellectuelle sont clairement destinés à une prise de conscience nationale et à une territorialisation des enjeux politiques<sup>105</sup> :

« Avant nous, c'était de grands intellectuels comme Senghor, comme Fanon. En intégrant la classe préparatoire en lettres à Henri IV, on était au contact de tous les jeunes intellectuels, des gens brillants, qui venaient de toute l'Afrique francophone. Nous avons le sentiment de marcher dans les traces de cette génération de la décolonisation. »<sup>106</sup>

On y retrouve, dans un premier temps, les étudiants antillais, africains et asiatiques soucieux de discuter des implications politiques du processus de décolonisation et du rôle du Parti Communiste. Les militants de la fin des années soixante expriment leur attachement aux figures tutélaires que pouvaient représenter, à leurs yeux, les intellectuels et militants qui les avaient précédés sur le chemin de l'exil étudiant vers la métropole, ici désignés comme la « *génération de la décolonisation* ».

### ***B - Le « moment 68 » : une influence organisationnelle de l'extrême gauche hexagonale ?***

Contre toute attente, c'est au cœur de la métropole impérialiste que le pouvoir va vaciller. L'année 1968 voit en effet l'explosion sociale de Mai, caractérisée par les mobilisations étudiantes et ouvrières de masse, la prolifération des organisations politiques à la gauche du Parti Communiste et le développement d'une humeur farouchement critique et anti-institutionnelle au sein de la jeunesse hexagonale. Comme nous le verrons dans cette sous-partie, les cercles d'étudiants caribéens, jusque-là dominés par le nationalisme noir et

---

<sup>105</sup> DAILY, Andrew. « Race, Citizenship... », *article cité*.

<sup>106</sup> Entretien avec Edouard De Lépine, historien, ancien dirigeant de la Jeunesse Communiste puis du Groupe Révolution Socialiste, juin 2013.

relativement hermétiques à l'extrême-gauche étudiante, vont être le lieu de vifs débats internes, qui sont autant stimulés par les vues concurrentes sur la situation politique antillaise que par le développement des organisations françaises d'extrême gauche. Cette phase de politisation des cercles d'étudiants caribéens, conflictuelle et contradictoire à bien des égards, est d'autant plus importante pour le développement ultérieur des organisations révolutionnaires qu'elle va s'articuler aux formes organisationnelles qui la précèdent et se greffer sur les débats stratégiques concernant la lutte de libération nationale.

### **1) L'entrée en lice de l'extrême gauche**

En parallèle des évolutions des cercles d'étudiants caribéens, il est donc nécessaire de tenir compte du rôle propre des événements de mai 68 en France, qui seront suivis d'un développement important des organisations d'extrême-gauche dans le monde étudiant et de tentatives d'implantation dans le monde ouvrier. Pour comprendre cette influence, on peut postuler une certaine continuité organisationnelle entre l'extrême gauche en France métropolitaine et aux Antilles, plus ou moins patronnée par des organisations d'extrême-gauche françaises – notamment trotskystes, guévaristes et maoïstes. En conséquence de ce développement, des organisations gauchistes gagnent en audience et en visibilité dans le monde étudiant : les cercles d'étudiants caribéens qui s'étaient constitués autour des premiers militants anticolonialistes et qui disposaient déjà de relais dans certains services publics vers lesquels les jeunes antillais, diplômés ou non, s'orientaient en priorité (à savoir les hôpitaux, les postes ou encore les douanes) vont devenir des viviers de recrutement privilégiés pour les organisations d'extrême-gauche françaises.

Nous allons le voir, le ralliement des militants anticolonialistes antillais – parfois en désaccord avec le Parti Communiste depuis plusieurs années – aux organisations trotskystes et maoïstes prend une forme particulière : il se présente à la fois comme un processus d'acculturation et, dans le même temps, comme une démarche volontariste animée par l'envie de former des organisations autonomes, dans l'optique d'investir au plus vite le champ des luttes sociales sur le terrain antillais afin d'y développer une politique révolutionnaire. Il répond également à la « démonétisation symbolique de la radicalité du PCF » – pour reprendre l'expression que Vanessa Condaccioni emprunte à Boris Gobille<sup>107</sup>.

---

<sup>107</sup> Notamment, pour mettre en parallèle la perte de militants et d'audience du PCF durant la guerre d'indépendance d'Algérie et au moment de Mai 68 : « [...] Car ce n'est pas l'absence de répression anticommuniste à proprement parler qui crée les conditions du désengagement de nombreux militants du PCF pendant le conflit algérien, mais l'abandon des pratiques et des discours du militant « révolutionnaire » cycliquement réprimé : la défense de causes marginales, l'activisme en marge ou

En retour, il apparaît que les organisations françaises vont apporter, outre une formation théorique et idéologique, un soutien logistique et militant décisif à la création et l'implantation d'organisations « sœurs » aux Antilles. En témoignent la création des organisations politiques trotskystes antillaises, tels que le Groupe Révolution Socialiste (1970) – en solidarité avec la Ligue Communiste française – ou Combat Ouvrier (1971) issu de l'organisation Voie Ouvrière, auxquelles s'ajoutent plusieurs organisations maoïstes : les Groupes d'Action Proletariens et le Groupe « Septembre 70 » notamment<sup>108</sup>.

### a) Un militantisme de substitution ?

Pour les militants éloignés du giron communiste, en tension avec le PC local ou en difficulté avec le PC hexagonal, les AG d'étudiants antillais et guyanais agissent de prime abord comme des lieux de militantisme par défaut, ou par substitution. C'est ce processus de substitution qu'évoque Max Céleste, qui sera par la suite l'un des fondateurs du groupe Combat Ouvrier, lorsqu'il décrit son enthousiasme à l'égard du Black Panther Party états-unien et son engagement dans l'AGEC, alors dominée par les étudiants « nationalistes » :

Alors le groupe qui a donné Combat Ouvrier s'est créé en novembre 1965. Ça ne s'appelait pas Combat Ouvrier mais Voie Ouvrière. En fait c'était la Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes. On éditait un petit journal, qui sortait tous les mois, et qui s'appelait « Lutte ouvrière ». [...]. Donc nous étions des groupes d'étudiants issus de l'Association Générale des Etudiants Caribéens, l'AGEC. Et, le groupe initial venait du nationalisme. Moi j'ai été, j'étais euh... un Black Panther ! Je prônais le « black power » ! D'autres camarades étaient nationalistes. Avec des contacts quand ils étaient jeunes avec le PC. Mais nous étions anticolonialistes surtout. C'est-à-dire qu'on était révoltés par la situation qui existait en Guadeloupe et en Martinique, qui était vraiment une situation de misère et de sous-développement.<sup>109</sup>

---

en transgression de la loi, la conflictualité avec les agents de l'État ou encore la croyance en la possibilité d'instaurer la dictature du prolétariat. On assiste dès lors à un dérèglement du système de rétributions de ses franges les plus radicalisées qui, dès le milieu des années soixante, intègrent des organisations concurrentes du PCF, notamment dans ses prétentions à faire la « révolution », comme la Jeunesse Communiste Révolutionnaire créée par Alain Krivine, l'Union des Jeunesses Communistes marxistes-léninistes ou, après mai 68, la Gauche Proletarienne. Ainsi, ce dont témoigne plus généralement le *hiatus* entre le groupe dirigeant du PCF et ses jeunes les plus radicaux pendant la guerre d'Algérie, c'est la manière dont le légalisme du PCF participe à la dépréciation de l'activisme communiste ou, pour le dire comme Boris Gobille à propos de mai 1968, à une « démonétisation brusque et massive du PCF à la bourse des valeurs de la radicalité ». » - CODACCIONI, Vanessa. Expériences répressives et (dé)radicalisation militante. *Cultures & Conflits*. 15 juin 2013, n° 89, p. 51.

<sup>108</sup> On trouvera quelques exemples de publications maoïstes de cette époque en Annexe 13.

<sup>109</sup> Entretien avec Max Céleste, membre de Combat Ouvrier, février 2012.

En outre, en faisant se rencontrer ou se regrouper des militants déjà conscientisés aux problématiques de la décolonisation, le dispositif des AGECE favorise une prise de recul critique vis-à-vis du Parti Communiste et motive un engagement à l'extrême-gauche, même lorsque l'engagement au PC ne suscitait pas de remise en question particulière avant le départ pour la métropole. C'est notamment le cas de Louis Maugée, militant martiniquais aujourd'hui responsable de la CGT éducation et militant à Combat Ouvrier :

Moi j'avais déjà pris une part active dans le soutien aux mobilisations ouvrières dans la région du Lamentin, j'étais membre de la jeunesse communiste depuis mes quatorze ans. J'étais déjà un militant communiste aguerrri en arrivant en France pour mes études. Mais je ne retrouvais pas la combativité que j'avais pu connaître en Martinique, une combativité à la hauteur de la misère et de l'exploitation que nous subissions ici. A mon arrivée en France, j'ai continué à m'investir dans le PC mais, petit à petit, et notamment du fait de ma participation aux AGECE, je suis rentré en contact avec Voie Ouvrière.<sup>110</sup>

Cette rencontre avec les organisations d'extrême gauche, si elle témoigne avant tout de l'essor organisationnel des gauches radicales suite à Mai 68 dans le monde étudiant, participe à l'élargissement des horizons sociaux et culturels des jeunes Antillais à Paris. Nombre de militants, déjà engagés sur le terrain politique et syndical, accueillent le Mai français avec curiosité, faisant parfois montre de scepticisme, ou au contraire, d'enthousiasme envers la flambée de contestation étudiante. Pour les plus politisés, comme Max Céleste, celle-ci est déjà envisagée sous l'angle des possibilités de recrutement et de développement d'une activité militante, tiraillée entre les besoins des organisations « révolutionnaires » et la nécessité d'un acte d'organisation *spécifiquement*<sup>111</sup> antillais :

Bon, bien sûr, comme j'étais militant dans le quartier de la Sorbonne, j'étais là en 68. Mais je voyais ça comme quelque chose d'un peu étranger. J'étais déjà militant à Voie Ouvrière, et je me méfiais du côté « petit-bourgeois » de la contestation étudiante, même s'il y avait des aspects enthousiasmants. Plus sérieusement, l'organisation voyait surtout l'occasion de s'adresser à nombre de jeunes Antillais qui étaient curieux de ce qui se déroulait, mais qui ne se sentaient pas tout à fait à leur place. Parce qu'on venait d'ailleurs, que malgré tout, c'était des blancs. Alors oui, la contestation de soixante-huit a joué un rôle dans le militantisme. Mais moi je militais surtout en direction des travailleurs antillais, des prolétaires. On cherchait à organiser la classe ouvrière antillaise à Paris.<sup>112</sup>

---

<sup>110</sup> Entretien avec Louis Maugée, dirigeant CGTM et membre de Combat Ouvrier, juin 2013.

<sup>111</sup> Nous soulignons.

<sup>112</sup> Entretien avec Max Céleste, membre de Combat Ouvrier, février 2012

Ce sentiment de décalage social et ethno-racial induit par le militantisme dans des structures hexagonales est révélateur d'un double-mouvement. D'abord, parce que l'arrivée dans l'hexagone aiguise la perception du racisme et du fait colonial, qui se traduit par une certaine méfiance envers des organisations aux prétentions révolutionnaires mais « composées de blancs ». Ensuite, parce qu'il suscite également une forme de réexamen qui se traduit par une prise de position clairement ouvriériste : il s'agit de se lier, par l'activité militante, aux prolétaires déplacés par le BUMIDOM. D'autres militants, comme le Martiniquais Robert Saé, évoquent également leur sentiment de décalage avec les débats militants qui secouent l'AGEM bordelaise à la fin des années 1960. Des débats dont il s'éloigne, déçu par leur caractère « *intellectualiste* » et les « *postures* » adoptées par les militants présents, et ce d'autant plus vite, qu'il supporte mal l'atmosphère enfumée à laquelle il n'est pas habitué <sup>113</sup> :

Je me souviens d'une des premières réunions des AGEM, pour moi qui y était venu sans trop d'a priori, c'était... Comment dire ? Rester pendant trois heures, quatre heures avec des gens dans un local exigu. Un endroit où les gens débattent, débattent sans discontinuer de la situation en Martinique dans des termes qui me paraissaient tellement abstraits. Qui n'avaient rien à voir avec ce que j'avais connu ici, avec la situation comme je la comprenais. Et puis, la cigarette, une fumée de cigarette parce qu'ils étaient plusieurs à fumer là-dedans. J'ai dit : « C'est bon, j'en ai assez, faites votre truc moi je m'en vais ». Et là je me suis fait traiter de « petit-bourgeois », ça me fait bien rire maintenant. [...] C'est vrai, c'était très à la mode ce genre de débats étudiants où... où tout le monde parle des heures et fume mais moi ça ne me parlait pas. Mais d'une certaine façon, ça m'a aussi fait réfléchir, je ne pouvais pas rester là à étudier sagement et à discuter sur la situation, quand il était urgent de faire quelque chose pour préparer la révolution. <sup>114</sup>

Ces types de décalage expliquent en partie la différenciation politique qui va s'opérer dans les milieux anticolonialistes étudiants entre la fin des années 1960 et 1970. Nous allons le voir, les événements de Mai 68 modifient également la nature des cercles rassemblant les étudiants anticolonialistes antillais. En effet, c'est après Mai 68 que les cercles d'étudiants caribéens tendent à s'autonomiser pour devenir véritablement le lieu structuré de débats organisationnels entre militants des différentes factions de l'extrême-gauche et du mouvement

---

<sup>113</sup> Il faut ici préciser que fumer du tabac demeure, encore aujourd'hui, une activité relativement rare en Guadeloupe et en Martinique au regard du nombre de fumeurs dans l'Hexagone. Le fait de fumer est donc un signe, sinon d'acculturation, tout du moins ostensiblement distinctif des Antillais émigrés en métropole.

<sup>114</sup> Entretien avec Robert Saé, ancien militant des Groupes d'action prolétariens, mai 2015.

indépendantiste, du fait de l'accroissement de l'offre organisationnelle et des conflits sur la stratégie à adopter pour mener à bien la révolution en Guadeloupe et en Martinique.

## 2) Le développement de logiques concurrentielles

Le développement des organisations gauchistes françaises et les liens tissés avec des militants antillais influent de façon assez significative sur la teneur des débats au sein des assemblées d'étudiants caribéens, en laissant progressivement le jeu ouvert à des appropriations concurrentielles entre les différentes organisations d'extrême-gauche qui s'affrontent pour essayer d'en définir les orientations – là où la période précédente avait vu se succéder des militants d'obédience communiste et les premières tensions avec les militants indépendantistes « non-alignés ». Les débats qui traversent les AGEC sont, par exemple, le lieu d'une confrontation permanente entre militants « nationalistes » et militants communistes révolutionnaires, d'obédience trotskiste ou maoïste. Comme le décrit Max Dorléans, militant du Groupe Révolution Socialiste depuis le début des années 1970 :

Un des grands débats qui structurait le mouvement étudiant, c'était de savoir s'il fallait créer des Assemblées Générales spécifiques pour chaque territoire : des AGEM pour les Martiniquais, etc. Du point de vue des militants du GRS, il s'agissait avant tout de rassembler les militants antillais, mais aussi des Guyanais, des Haïtiens. Il n'y avait pas lieu de construire des boutiques. A Grenoble, où le GRS était majoritaire, nous nous sommes toujours battus pour le maintien des AGEAG, qui rassemblait les Antillais et les Guyanais. D'abord parce que nous n'étions pas nombreux, mais aussi parce qu'il fallait construire une solidarité entre étudiants des Antilles et de la Guyane. Ce qui n'était pas forcément le cas ailleurs, où les militants nationalistes bataillaient pour des AGEG (guadeloupéennes) ou des AGEM (martiniquaises). Il fallait des cercles internationalistes !<sup>115</sup>

Comme on le voit dans cet entretien, les orientations des cercles d'étudiants caribéens se ressentent fortement des jeux de concurrence qui voient s'affronter les différents courants politiques d'obédience anticolonialiste. Le débat entre « nationalistes » et « internationalistes », typique des lignes de fracture politique de cette période, en est l'illustration. Un certain nombre de questions théoriques et leurs déclinaisons pratiques (se lier à la « bourgeoisie nationale » pour créer une situation révolutionnaire ou consolider l'« autonomie du prolétariat », privilégier l'objectif de l'indépendance ou celui de la révolution sociale, fomenteur depuis les campagnes une guérilla encerclant les villes ou déclencher la grève générale insurrectionnelle) sont l'objet de débats permanents et

---

<sup>115</sup> Entretien avec Max Dorléans, militant du GRS et ancien responsable de la CGT martiniquaise, avril 2015.

participent à rigidifier les frontières idéologiques et organisationnelles. Si ces débats qui traversent les AGECE ne percutent évidemment pas tous les participants antillais, et si les clivages présentés comme politiques (ici, le clivage entre *nationalistes* et *internationalistes*) résultent également d'une réévaluation *a posteriori* de contextes pratiques (la faiblesse des effectifs militants, entre autres), on peut voir que la participation aux AGECE contribue à structurer le rapport à la cause anticolonialiste et à se familiariser avec les différentes nuances idéologiques qui précisent les objectifs et les modalités organisationnelles de ce combat. Par ailleurs, les AGECE constitueront par la suite des structures de rémanence<sup>116</sup> du militantisme expatrié, mais se videront pour partie de leur substance politique au fur et à mesure du reflux politique et du départ des militants les plus actifs sur le front de la contestation anticolonialiste<sup>117</sup>. En effet, durant les années 80, les AGECE vont principalement perdurer sous la forme d'associations culturelles étudiantes sans lien organique avec les mouvements contestataires – quoique ce propos puisse être nuancé par certaines survivances indépendantistes, notamment chez les étudiants guadeloupéens.

### 3) L'exploration de nouveaux horizons sociaux et culturels

Par ailleurs, la solidarité organisationnelle s'explique aussi par des aspects purement pratiques, et s'insère dans des dispositifs de sociabilité suivis et resserrés qui facilitent la mobilité vers la métropole. Les cercles d'étudiants caribéens, comme les organisations gauchistes, participent à prendre en charge la venue d'étudiants antillais qui se retrouvent, de ce fait, en contact avec les mouvements politiques révolutionnaires et indépendantistes. Pour les étudiants antillais dont le passage en France a constitué une étape marquante de leur engagement, c'est souvent cet esprit de solidarité qui est mis en avant comme un facteur explicatif de leur intérêt pour le militantisme, voire de leur entrée dans la carrière militante<sup>118</sup> :

---

<sup>116</sup> Pour reprendre l'expression de Verta Taylor et faire référence à son travail séminal concernant les mouvements féministes états-uniens. Voir TAYLOR, Verta. « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in. FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005 [1989] (traduction française par O. Fillieule). La notion fera l'objet d'un examen plus approfondi dans l'introduction du chapitre 2.

<sup>117</sup> Nous rejoignons ici les conclusions présentées dans le travail de thèse d'Audrey Célestine à propos des associations antillaises en région parisienne. Voir CELESTINE, Audrey. « Mobilisations collectives et construction identitaire. Le cas des Antillais en France et des Portoricains aux Etats-Unis. ». Thèse de science politique soutenue le 27 novembre 2009 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

<sup>118</sup> On notera, par ailleurs, que la restitution des contextes d'entrée dans la carrière militante laisse présager un biais de genre. Il semble, en effet, que les femmes interrogées fassent davantage prévaloir

Oui, bien sûr, j'étais au courant des affaires de l'OJAM, quand j'arrivais à Paris, je n'avais nulle part où aller. Une amie sur place m'a orienté vers une camarade à elle qui militait à la Ligue Communiste, et qui se trouvait être la compagne de Gérard Filoche, un dirigeant de la Ligue Communiste à l'époque. C'est comme ça que j'ai passé plusieurs semaines chez eux. De fil en aiguille, j'ai commencé à vraiment militer au GRS comme ça.<sup>119</sup>

Pour certains de nos enquêtés, la rencontre avec le militantisme hexagonal à la faveur des événements de mai se traduit par un phénomène d'adhésion. Ainsi, Alain Plaisir<sup>120</sup>, douanier guadeloupéen, franchit le pas de la syndicalisation à la suite de sa rencontre avec les militants de la région parisienne. Une fois passé son étonnement premier lorsqu'il rencontre des militants trotskistes d'origine antillaise dans une « *manifestation de blancs* », il se syndique, au début de sa vie professionnelle, à la CGT. Là encore, sa trajectoire militante l'éloigne progressivement de la mouvance indépendantiste, malgré sa sympathie initiale pour le mouvement de libération nationale :

J'ai commencé à militer dans un syndicat, c'était la CGT des douanes. En 67, après ma scolarité, je suis arrivé en France. Et je suis monté à Paris une semaine avant mai 68, le 24 avril. Donc, tout de suite je suis rentré dans le bain. Moi à cette époque j'étais célibataire, j'étais jeune quoi, j'avais 22 ans. Et donc, je me suis mis à regarder les manifestations. Et un jour, j'aperçois de jeunes Antillais. Alors je me demande dans ma tête : « Mais que font-ils dans ce truc de blancs ? ». Parce que j'étais quand même un peu nationaliste à l'époque. Sans militer vraiment avec les nationalistes. Et ces gens-là passent à côté de moi, ils me disent : « Viens avec nous ! ». Alors je me suis laissé tenter, et c'était des militants de Combat Ouvrier. Et « comme tout le monde », j'ai adhéré à la CGT. Parce que la CGT était majoritaire, à l'époque j'ignorais tout du syndicalisme. Mais j'avais compris qu'il fallait se syndiquer. Tout le monde se syndiquait, et c'était presque obligatoire. Donc c'est comme ça que je suis devenu adhérent.<sup>121</sup>

La focalisation de notre enquête sur le phénotype des participants aux manifestations est révélatrice de la dissonance ressentie entre sa socialisation politique « juvénile » en

---

les contextes pratiques que les éléments d'ordre politique tenant, par exemple, à une socialisation politique antérieure au départ pour l'hexagone.

<sup>119</sup> Entretien avec Violette, militante CDMT et sympathisante du Groupe Révolution Socialiste, juin 2013.

<sup>120</sup> Ancien secrétaire général du syndicat CTU et dirigeant du LKP au moment de la grève de 2009, qui a transité par Combat Ouvrier et la CGT avant de rejoindre le Groupe Révolution Socialiste et la CFDT.

<sup>121</sup> Entretien avec Alain Plaisir, ancien secrétaire général de la Centrale des Travailleurs Unis et ancien membre du Groupe Révolution socialiste en Guadeloupe, février 2012.

Guadeloupe – au cours de laquelle il a été sensibilisé à la question de la libération nationale sur la base d'un sentiment communautaire qui possède une forte dimension ethno-raciale – et sa découverte des militants d'extrême gauche antillais à Paris. Le passage d'un engagement critique envers la domination coloniale et raciale vers un engagement à l'extrême gauche s'accompagne d'un élargissement des horizons politiques et d'un changement de repères sociaux, dans la mesure où lutte de libération nationale et émancipation des Noirs ne sont plus strictement identiques, et ne produisent plus les mêmes identifications. Comme nous allons le voir, le fait de manifester avec des Blancs est également permis par l'accès à un nouveau statut social (celui de « *jeune travailleur* » voire d'« *étudiant* ») qui modifie son regard sur la domination raciale des Blancs et permet d'envisager des solidarités que notre enquêté ne s'était pas représentées.

Dans le même ordre d'idée, le militantisme organisé se singularise par la possibilité d'une exploration d'un monde social jusque-là inconnu, à la fois au contact du monde étudiant et des militants métropolitains. Ainsi, pour Alain Plaisir, le militantisme « gauchiste » s'est progressivement mué en « style de vie », style de vie qu'il associe au monde étudiant pour lequel il éprouve une attirance malgré son statut de jeune salarié et son militantisme sur son lieu de travail. Cet *ethos* étudiant, qui constituait initialement un univers de référence plus que d'appartenance, est fortement marqué par les figures iconiques et les lieux fréquentés par l'extrême-gauche étudiante (Angela Davis ou Rudy Dutschke par exemple, ou le quartier Saint-Michel et la librairie Maspero à Paris) et illustre le rapport plutôt instrumental et contre-culturel d'Alain Plaisir à la question de l'indépendance guadeloupéenne<sup>122</sup>. Cette affinité avec le militantisme « gauchiste » a précipité par la suite sa rupture avec la CGT et son engagement à la CFDT – engagement qui continuera à son retour en Guadeloupe –, un syndicat qu'il décrit comme plus proche de ses positions politiques :

Et en plus il se trouve que les gens la CFDT, c'était des anciens gauchistes. Pas forcément des trotskistes, ils étaient un peu maoïstes, tout ça... Et je me sens plus proche d'eux parce qu'ils avaient des cheveux longs, alors que les douaniers... Enfin ils faisaient plus "étudiants" que "douaniers", et moi j'aimais bien. Parce que quand je suis arrivé à Paris, je fréquentais Saint-Michel, c'était le Quartier latin, mon quartier quoi ! La librairie Maspero, tout ça, j'allais traîner dans les cafés. Je n'avais pas du tout

---

<sup>122</sup> Une intéressante logique d'acculturation qui marque bien la frontière existant entre les deux *hexis* gauchistes opposées : celle faisant prévaloir la distinction contre-culturelle (« cheveux longs », « baba-cools » ou « blousons noirs ») et celle cherchant à s'afficher comme faisant partie de la classe ouvrière. On retrouve ces deux formes idéal-typiques dans les façons qu'ont les différentes organisations trotskistes de se disqualifier. Voir à ce sujet l'article de Karel Yon sur le militantisme de jeunesse parmi les trotskistes lambertistes. YON, Karel. Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. *Politix*. 1 juin 2005, vol. 70, n° 2, p. 137-167.

le « style douanier » ! (*rire*) Parce qu'à cette époque, c'était le Black Panther ! Moi j'avais la coupe afro, j'avais les cheveux longs comme ça et tout ! (*montre avec les mains*). D'ailleurs, plusieurs fois je me suis pris des réflexions : « Quand même, M. Plaisir, il faudrait voir à couper tout ça ! ». Moi je disais : « Eh bien tant pis ! ». J'avais, dans mon vestiaire, les photos d'Angela Davis, de tous les leaders étudiants, du tiers-monde, des noirs ou des Black Panthers. Il y avait aussi Tariq Ali, un Indien<sup>123</sup>, enfin il y avait tous ces gens-là, il y avait Rudy Dutschke, le leader étudiant allemand ! Donc il y avait ça là où je travaillais et je ne fréquentais jamais les douaniers je fréquentais les étudiants, les gauchistes.<sup>124</sup>

Dans d'autres cas, le militantisme auprès des groupes gauchistes au cours des études vient se superposer plus clairement à des dispositions à l'engagement préexistantes, tout en permettant une démarcation avec la socialisation politique familiale. C'est ainsi que Jocelaine Chipotel, qui se définit avant tout comme militante « communiste et chrétienne », évoque le souvenir marquant de sa fréquentation des étudiants des Jeunesses Socialistes Unifiées (les jeunesses du PSU), alors investies dans le soutien à la lutte d'occupation du plateau du Larzac :

« [...] Je n'ai pas de mérite à être devenue militante, par rapport à certaines personnes qui vont chercher l'information. Je suis née dans une famille *cégétégiste* et communiste. Alors, le problème, si vous voulez, dans cette situation-là, c'est qu'à un moment, il faut braver le père, braver les interdits et dire le contraire de ce que disent les parents ! Donc j'ai eu un parcours où j'ai fréquenté des gens qui n'étaient pas communistes, mais d'extrême-gauche.

*En France ?*

Oui, pendant mes études en France, ça n'a duré qu'un court moment mais à ce moment-là, j'ai fréquenté des gens qui étaient membres du PSU. Je me sentais communiste et chrétienne, alors je me suis retrouvée avec des militants du PSU. Certes, je m'identifiais à leur côté « catholique de gauche », qui me plaisait. Mais c'était des gens d'extrême-gauche, pas des communistes ! J'ai participé au mouvement de solidarité avec le Larzac. C'était des militants gauchistes qui organisaient ça : le Larzac, la vie en communauté. C'est plus tard que je suis retournée, enfin, que j'ai pris conscience j'étais d'accord avec les idées prônées par mes parents, d'abord de la CGTG, mais aussi du Parti Communiste Guadeloupéen et du Parti Communiste Français. Que j'ai pris conscience que le militantisme de mes parents me correspondait. »<sup>125</sup>

Si Jocelaine est par la suite retournée vers le Parti Communiste lors de son « appel aux chrétiens » en 1980, l'évocation de son militantisme de jeunesse laisse entrevoir l'importance

---

<sup>123</sup> Tariq Ali est en réalité pakistanais.

<sup>124</sup> Idem

<sup>125</sup> Entretien avec Jocelaine Chipotel, membre de la direction de la CGT guadeloupéenne et militante du Parti Communiste Guadeloupéen, février 2012.

de ce dernier dans son investissement militant ultérieur. Ici, c'est à la fois un jeu subtil de démarcation vis-à-vis de la tradition familiale communiste et la découverte d'une cohabitation théologique et politique jusque-là inconnue – celle du catholicisme social et de l'extrême-gauche – qui suscite chez elle une volonté de militer aux côtés du PSU de façon occasionnelle.

#### **4) Une politique volontariste de retour aux Antilles**

Qu'il s'agisse de la Guadeloupe ou de la Martinique, c'est à partir de la métropole que s'opère la réorganisation de l'extrême-gauche antillaise. L'acte le plus significatif de ce côté-là est probablement à chercher du côté de l'Union Communiste Internationaliste, dont les militants, désormais nombreux dans la région parisienne, prennent la décision du retour au pays, dans le but d'y développer une activité spécifiquement révolutionnaire. Cette décision des militants antillais, encore entourée d'un certain mystère, ne fait pas consensus au sein de l'organisation. De nombreux dirigeants considèrent l'organisation comme trop groupusculaire dans de nombreuses villes françaises pour se passer des quelques dizaines de militants antillais. Pour certains militants interrogés – que l'on pourrait qualifier de légitimistes –, la décision du retour aux Antilles est présentée comme découlant d'une consigne de l'organisation, soucieuse de respecter le principe de droit à l'auto-détermination et d'appuyer la lutte des travailleurs antillais contre le colonialisme français. D'autres militants se conforment à la consigne du retour et demandent leur mutation aux Antilles en profitant des dispositifs de retour au pays :

Je suis revenu en Martinique en 1972, juste avant les épisodes de la grève du Chalvet<sup>126</sup>, et c'est là que s'est implanté, par la même occasion, Combat Ouvrier. Avec la première feuille publiée et distribuée sur la région du Lamentin. Je me suis présenté aux élections en 1971, et je me rappelle on avait fait « 3% ». [...] J'étais revenu, si je puis dire, avec Combat Ouvrier dans ma besace. Je n'étais pas revenu pour vivre une vie quelconque, j'étais revenu pour militer. Parce que c'était une décision centrale, prise en France. On avait considéré qu'il fallait revenir en Guadeloupe et en Martinique, parce que nous avions suffisamment de militants.<sup>127</sup>

Pourtant, et malgré les efforts de discipline et de cohésion de Voie Ouvrière, des tensions apparaissent ponctuellement entre militants hexagonaux et antillais, ces derniers défendant une ligne anticolonialiste particulièrement offensive et cherchant à profiter de l'humeur contestataire pour s'en prendre directement aux symboles du colonialisme français en

---

<sup>126</sup> Il sera davantage question de la grève du Chalvet dans le second chapitre.

<sup>127</sup> Entretien avec Louis Maugée, dirigeant CGTM et membre de Combat Ouvrier, juin 2013.

métropole. Des militants de Combat Ouvrier seraient ainsi à l'initiative de l'envahissement et du saccage du bureau du BUMIDOM, situé boulevard Voltaire à Paris, à l'automne 1969 – une attaque apparemment critiquée en interne par la direction de l'UCI comme « aventuriste ».

### ***C - Le retour au pays des enfants terribles***

A partir des années 1970-1971, les mouvements s'appliquent à importer le répertoire d'action des différentes factions étudiantes, et les choix des militants antillais convergent autour d'un mot d'ordre d'insubordination qui tend à se superposer aux revendications syndicales traditionnelles. Maoïstes et trotskistes se lancent à l'assaut de la classe ouvrière, prenant le contrepied du Parti Communiste sur la question du travail journalier, encore extrêmement répandu parmi les travailleurs agricoles. En Guadeloupe, mais surtout en Martinique (dont il sera d'avantage question ici), s'organise une politique d'insubordination<sup>128</sup>, marquée par des tentatives de soulèvement contre un pouvoir décrit comme colonial. Le trotskisme, jusque-là circonscrit à quelques cercles de militants oppositionnels autour du journal « La Vérité », bien qu'il ait possédé une certaine aura auprès de jeunes cadres du Parti oppositionnels à la voie autonomiste, avait quasiment disparu depuis les événements de Mai 1967 en Guadeloupe. La Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes, née en 1965 mais peu active depuis, se trouve peu ou prou dans la même situation. En Martinique, où les oppositionnels de gauche se concentraient principalement dans la jeunesse communiste, on ne trouve pas de trace du trotskisme organisé avant le début des années 1970.

#### **1) L'agitation comme mot d'ordre**

Particulièrement en Martinique, le retour au pays des militants ne passe pas inaperçu. L'île est, au début de l'année 1969, le théâtre d'une agitation lycéenne d'ampleur qui voit

---

<sup>128</sup> Nous reprenons ici le terme « insubordination » tel qu'il a été utilisé par Xavier Vigna au sujet des luttes ouvrières dans la France de l'après-68, car le terme signale que celle-ci touche aux fondements des rapports salariaux de domination. A travers la remise en cause de « l'ordre usinier » au cours des années 68, Xavier Vigna entend montrer comment l'action revendicative des syndicats concourt à l'amélioration des conditions de travail, mais pose également la question du contrôle dans l'entreprise et, de façon plus générale, de la mise en œuvre d'un tel contrôle sans céder à la logique de cogestion capitaliste. VIGNA Xavier. *L'insubordination ouvrière dans les années 68: essai d'histoire politique des usines*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 37.

descendre plusieurs milliers de militants martiniquais dans la rue contre la venue du ministre de l'Education nationale, Edgar Faure, le 10 janvier. Cette manifestation est le point de départ du mouvement du 10 janvier, au sein duquel se retrouvent différentes mouvances anticolonialistes protestant à la fois contre les insuffisances du système éducatif, l'absence d'autonomie décisionnelle, le manque de renouvellement du personnel enseignant, les pressions répétées du rectorat à l'encontre des militants et le contenu des programmes scolaires (dont les militants critiquent le manque de prise en compte des spécificités culturelles et historiques de la vie en Martinique).

On retrouve mêlés dans ce mouvement des lycéens et des enseignants anticolonialistes, des « anciens » de l'OJAM, nombre de militants révolutionnaires ayant séjourné en métropole dans le cadre de leurs études, et les militants de l'Union de la Jeunesse Communiste Martiniquaise. Cette manifestation, outre le fait qu'elle constitue une démonstration de force de la jeunesse martiniquaise hors des bastions traditionnellement communistes de l'île, marque également une prise de distance avec le PC local, dont le congrès vient d'entériner la mise en minorité des indépendantistes et d'exclure plusieurs responsables de la Jeunesse Communiste. C'est notamment à la suite de cette mobilisation que s'organise « Jeunesse d'Avant-Garde », une organisation dissidente de la Jeunesse Communiste qui rassemble les oppositionnels exclus ou mis en minorité et constituera la forme embryonnaire du Groupe Révolution Socialiste :

Je militais dans l'AGEM, une association anticolonialiste avec une lutte de tendances entre les nationalistes assez influencés par l'Algérie et tout ça, et les marxistes, bon... Un peu plus attentifs à ne pas trop se couper du Parti Communiste martiniquais, qui était majoritaire dans le mouvement ouvrier et populaire. Avant ça, moi j'ai fait trois ans d'études à l'institut de Fort-de-France en fac de droit. La quatrième année j'étais à la Sorbonne. J'étais à Assas en droit et en histoire à la Sorbonne. Avant ça j'avais fait du militantisme culturel dans les associations, mais pas politique, pas de militantisme organisé... Et quand je suis rentré ici je me suis impliqué dans le mouvement du 10 janvier, qui regroupait essentiellement des lycéens mais avec quelques enseignants, un mouvement qui s'est créée le 10 janvier 1969, une manifestation à l'occasion de la venue d'un ministre en Martinique. En 70, quand le mouvement a commencé à être marqué par les divisions entre les indépendantistes et les différents groupes marxistes, on a créé Jeunesses d'Avant-Garde, qui était en liaison avec les camarades discutant d'une nouvelle organisation. C'est à partir de là que l'on va rentrer dans une phase de discussion autour de la création du GRS, qui aboutira en 71/72.<sup>129</sup>

---

<sup>129</sup> Entretien avec Philippe Pierre-Charles, secrétaire général de la CDMT et dirigeant du GRS, juin 2013.

Les membres du Groupe Révolution Socialiste, trotskistes et guévaristes, prennent la résolution de s'investir sur le terrain des luttes agraires. Théoriquement plus éclectiques que leurs cousins de Combat Ouvrier et inspirés par la révolution cubaine, ils s'identifient symboliquement à la figure du guérillero cubain, militant discipliné, et s'improvisent éducateurs des « masses paysannes » :

A l'époque je déclamais des discours de Fidel Castro monté sur un tonneau devant les ouvriers de la canne. Personne n'hésitait à faire ça, l'agitation était permanente, elle *devait* être permanente. Je ne sais pas bien si cela fonctionnait. Enfin, dans quelle mesure cela prenait. Nous, nous y croyions vraiment, mais il y avait quelque chose d'un peu surréaliste. Bien sûr, j'avais été élevé sur une plantation, au contact de ces gens, mais c'était quand même surréaliste comme posture. Tu te rends compte, je déclamais des discours en espagnol à des ouvriers agricoles dont certains parlaient à peine français ?! Et quand la police essayait de nous en empêcher, ou quand les staliniens ou d'autres nous tombaient dessus, il y avait toujours des ouvriers pour nous défendre. Pas tous, mais en y réfléchissant, oui, c'était une époque folle !<sup>130</sup>

Quant aux maoïstes martiniquais, globalement hostiles à l'entrisme au sein des syndicats et « résolument tournés vers l'agitation de masse », ils réalisent leur premier coup d'éclat en 1971, organisant un vaste mouvement de contestation à l'occasion d'un match organisé entre l'équipe brésilienne du Santos, alors emmenée par son joueur-phare Pelé et une sélection de joueurs amateurs martiniquais. La Fédération Martiniquaise de football, soucieuse de rentabiliser l'événement, applique un tarif de 100 francs au placement tribune, le rendant inaccessible aux classes populaires<sup>131</sup>. Les jeunes militants des Groupes d'Action Proletariens, dont certains sont fraîchement débarqués de l'hexagone, se font alors connaître en popularisant le slogan « Nous irons voir Pelé sans payer ! », abondamment taggué sur les murs de l'agglomération de Fort-de-France. Plus intéressés par la possibilité d'un affrontement ouvert opposant « *les masses ouvrières et les jeunes des quartiers populaires* » au pouvoir colonial et aux forces de l'ordre que par l'enjeu footballistique, les membres du GAP organisent un événement permettant de polariser l'activité politique en prenant de court les autres organisations présentes en Martinique.

---

<sup>130</sup> Entretien avec Edouard De Lépine, historien, ancien dirigeant de la Jeunesse Communiste puis du Groupe Révolution Socialiste, juin 2013.

<sup>131</sup> Voir à ce sujet l'excellent film documentaire du Martiniquais Gilles Elie-Dit-Cosaque : « Nous irons voir Pelé sans payer », *La Maison Garage productions*, 2014.

## 2) Heurs et malheurs de l'insubordination

Il n'est pas exclu que le surcroît de capital culturel, outre le fait qu'il ait suscité des tensions avec l'orthodoxie du PC et des affinités électives particulières avec l'extrême-gauche, ait conféré un crédit extrêmement important aux jeunes militants revenus aux Antilles pour y mener une politique révolutionnaire<sup>132</sup>. Notamment si l'on compare l'audience très large dont ont pu bénéficier ces militants auprès de secteurs ouvriers particulièrement pauvres en Guadeloupe comme en Martinique – dans des régions où l'illettrisme était encore très répandu – avec la fortune très diverse de l'implantation en usine des étudiants « gauchistes » en France<sup>133</sup>. Ce qui expliquerait, pour une part, la difficulté du PC à soustraire les secteurs ouvriers les plus combattifs à l'influence des groupes radicaux – ou, du moins à les stigmatiser aussi efficacement que ne le fit le PCF en métropole – et, d'autre part, la tendance de ces militants à « exacerber » à outrance les conflits sociaux dans le but d'effacer la distance symbolique qui les sépare du monde ouvrier. Il est également possible que, dans un contexte d'exacerbation des tensions sociales et raciales, la capacité de ces militants à s'adresser à de larges franges de la population en jouant sur cette « autorité » symbolique et sur ces attributs charismatiques ait pu jouer d'autant plus efficacement qu'eux-mêmes se percevaient comme des avant-gardes et s'appuyaient, plus ou moins consciemment, sur des hiérarchies et des croyances existantes, même si ces attributs de classe font parfois l'objet d'un examen critique de la part des militants rentrés au pays, lorsqu'ils se confrontent à la réalité des conditions de vie de la classe ouvrière vis-à-vis de laquelle ils déploient leur activité :

J'ai réellement pris conscience de ce que signifiait l'exploitation au contact des travailleurs du monde agricole. Un jour, nous arrivons sur une exploitation avec des camarades du GAP, sur la commune du Robert. Nous faisons des enquêtes et de la propagande. Tous les jours de l'année. Ce jour-là, on avait décidé de se mobiliser contre l'expulsion de travailleurs qui étaient menacés d'être chassés de leur logement par le propriétaire de l'habitation, et de déclencher l'agitation à partir de ce conflit-là. Donc nous arrivons sur les lieux et nous nous adressons aux travailleurs. Cela dure une demi-heure, où on fait le discours habituel, on dénonce l'exploitation du béké<sup>134</sup> qui

---

<sup>132</sup> Une analyse qui fait largement écho aux controverses sur la sociographie des militants soixante-huitards métropolitains, illustrée notamment par les interrogations de Gérard Mauger dans son article sur les possibilités de reconversion du gauchisme politique en gauchisme contre-culturel. Voir MAUGER, Gérard. « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme. Pour une histoire de la génération de mai 68 », in CURAPP, *L'identité politique*, PUF, Paris : 1994, p. 206-226.

<sup>133</sup> On évoquera le témoignage du jeune dirigeant maoïste Robert Linhart dans son ouvrage « L'Établi » comme emblématique de ces difficultés. Voir : LINHART, Robert. *L'Établi*. Paris : Éditions de Minuit, 1981.

<sup>134</sup> Terme désignant au départ les propriétaires terriens blancs descendants des anciens colons et, dans une acception plus générale, le patronat.

tient l'usine. On le fait en créole, dans un souci d'être entendus. Et on s'étonne de ne recevoir qu'une oreille distraite. Puis, une femme qui était présente et nous écoutait vient nous voir et s'adresse à nous, elle nous dit : « Vous vous rendez bien compte que personne ne vous écoute vraiment. C'est bien beau ce que vous nous dites à propos du béké, de nous autres, mais vous ne savez pas ce que c'est que le problème. Le problème c'est la faim : tous les jours nous travaillons, souvent sans manger avant le soir venu. Quand on a eu la pièce et qu'on a gagné de quoi acheter un bout de morue. Nous avons besoin de manger, et vous vous venez déguisés pour nous parler du peuple. *Fo zot maché épi pèp la !* – Il faut que vous marchiez avec le peuple ! ». Et, quand j'y repense, c'est vrai qu'on était déguisés, on était habillés avec un boubou et une coupe afro. On était des parfaits Black Panthers, mais personne ne s'habillait comme ça en Martinique. C'est sûr qu'on était à la mode pour des jeunes Antillais, des jeunes contestataires. Mais pour des travailleurs on était déguisés, on était des extra-terrestres, donc à partir de là on s'est mis « normaux », enfin, on a arrêté de copier les révolutionnaires et on s'est habillés normalement, sans suivre de mode particulière. Et ça allait de pair avec la méthode. Dans la voiture on en a discuté, j'ai dit : « On a fait une bêtise, en faisant ça, il faut qu'on apprenne des travailleurs et pas l'inverse ». Je crois sincèrement que c'est depuis ce jour que j'ai compris que la solution ne viendrait pas de nous, que la solution n'était pas de dire au peuple ce qui se passe, mais qu'on était partie prenante d'une synthèse, d'une synthèse forcément collective.<sup>135</sup>

Ce désir d'aller vers le peuple, dans un geste caractéristique de celui des établis hexagonaux, rappelle le « style gauchiste » évoqué par Gérard Mauger<sup>136</sup>. Ce type d'implantation volontariste semble trouver une résonance particulière dans les propos de notre enquêté. Dans le même temps, il faut sûrement nuancer l'explication par le déclassement et l'homologie de positions évoquée par Gérard Mauger, qui se révèle en partie insuffisante dans le cas antillais : si les militants investissent les luttes sociales, matériellement et symboliquement, en liant leur destinée à celle du prolétariat – c'est-à-dire en rabattant leur statut sur celui des dominés, il est difficile de considérer qu'ils se défaussent complètement de leur domination. D'un côté, un certain nombre de couplages tels que « ouvriérisme et élitisme », « gauchisme et anticommunisme » « dogmatisme et anti-intellectualisme », caractéristiques de l'apesanteur sociale des étudiants soixante-huitards, sont empiriquement observables dans les espaces de prises de position investis<sup>137</sup>. D'un autre, ces prises de

---

<sup>135</sup> Entretien avec Robert Saé, ancien militant des Groupes d'action prolétariens, Mai 2015.

<sup>136</sup> MAUGER, Gérard. *Article cité* : p. 219.

<sup>137</sup> Des couplages qui reprennent en grande partie les catégories idéal-typiques proposées par Jean-Claude Passeron et Pierre Bourdieu afin de décrire les jeux de distinction opérés par les étudiants lorsqu'ils se prévalent d'avant-gardisme politique. Voir PASSERON, Jean-Claude, BOURDIEU, Pierre. *Les héritiers : Les étudiants et la culture*. Paris : Les Editions de Minuit, 1964 : p. 69.

positions importées s'articulent avec des spécificités locales, et la rencontre avec le peuple suscite des remises en question ainsi que des efforts d'adaptation qui se révèlent plus ou moins difficiles ou coûteux.

### 3) « Celles et ceux qui restent »

L'approche de l'impact de Mai 68 aux Antilles présentée précédemment demande à être nuancée au regard de la diversité des parcours scolaires et socioprofessionnels que nous avons pu recueillir et des entretiens réalisés en Guadeloupe et en Martinique. Si les militants ayant séjourné dans l'Hexagone ont été directement en contact avec l'agitation étudiante post-68 et ont souvent accepté de se lier à des organisations surgies de la contestation étudiante en métropole, pour une part de la jeunesse d'origine populaire ou connaissant davantage de difficultés vis-à-vis de la carrière scolaire, les velléités contestataires vont s'exprimer de façon différente et adopter une forme organisationnelle plus lâche. En effet, pour une autre partie de la jeunesse antillaise, celle « restée au pays », l'entrée dans la carrière militante, si elle est également marquée par le climat d'agitation politique entretenu par les jeunes militants anticolonialistes, s'opère généralement de façon plus tardive et plus aléatoire. S'il apparaît clairement que les événements de mai 68 ont eu un impact sur les trajectoires militantes des futurs dirigeants syndicaux, il faut également prendre en compte les trajectoires de militants qui n'ont pas connu de mobilité vers la France hexagonale durant cette même période et dont le processus d'engagement – et, par extension, de politisation – n'a pas forcément emprunté la même voie.

Le témoignage d'Alex Lollia en constitue un bon exemple : issu d'une famille communiste guadeloupéenne, aujourd'hui responsable de la Centrale des Travailleurs Unifiés après avoir fréquenté des organisations à la gauche du Parti Communiste. C'est avant tout son parcours scolaire et la fréquentation de ces groupes qui ont engendré une défiance progressive envers le PC, dans une période qu'il décrit comme « tumultueuse » :

Moi, je venais d'une famille d'ouvriers communistes. Le quartier où nous habitons à Pointe-à-Pitre était un quartier populaire sous coupe réglée d'un responsable CGT membre du PC, qui s'appelait Génès. C'était un stalinien, mais un stalinien de première. En même temps, il faut s'imaginer que le PC régissait toute la vie du quartier, le travail. C'est là-dedans que j'ai grandi : dire que j'ai appris à écrire en rédigeant des tracts, ce serait beaucoup dire. Mais comme j'étais bon élève, et que peu de gens savaient lire, je m'appliquais au service des ouvriers du coin, quand il y avait un appel à la grève, à la manifestation et qu'il fallait écrire quelque chose. [...] Et puis, quand je suis parvenu au lycée, c'était les années d'après 68, il y avait un milieu particulièrement contestataire. Avec toutes sortes de courants possibles et

imaginables : des « maos », des trotskystes, des bordiguistes, des conseillistes, des anarchistes, enfin tout quoi. Moi je me suis tourné vers les militants trotskystes de Combat Ouvrier, dans un premier temps. Mais le cadre ne me plaisait pas, c'était trop rigide, trop sectaire, quelque part<sup>138</sup>.

Nous l'avons également dit, seule une part infime de la jeunesse scolarisée dans les lycées antillais pouvait, au cours des années 1970, accéder à des études supérieures en France hexagonale. En revanche, la relative massification de l'accès à l'enseignement secondaire se traduit par une augmentation importante des effectifs dans les lycées techniques. Ces derniers, plus populaires, rassemblent une grande part de la jeunesse scolarisée qui se destine notamment à des concours dans la fonction publique (dans les postes et les hôpitaux notamment) ou à des postes administratifs d'exécutants (secrétariat, sténographie, etc.). Or, une part importante des militants qui sont rentrés dans les syndicats entre la fin des années 1970 et le début des années 1980 se sont retrouvés au contact de militants d'extrême gauche du fait de l'activité politique déployée par les organisations contestataires, sans forcément prendre une part active à l'insubordination en cours.

#### **a) Les lycées professionnels : cible privilégiée de l'agitation anticolonialiste**

Notre travail sur la section CGT de l'EDF à Fort-de-France nous a permis d'affiner cette approche de l'extrême-gauche aux Antilles dans les années 1970. Parmi les quatre entretiens réalisés avec des syndicalistes dans cette section particulière, on dénombrait, durant la décennie 1970, trois lycéens au profil social relativement homogène et à la trajectoire similaire : d'extraction populaire, ils ont été élèves de l'enseignement professionnel, puis ont suivi des cours du soir et passé des concours de la fonction publique pour rentrer à l'EDF. Cette sondée dans un univers professionnel particulier marqué par sa forte stabilité et sa forte syndicalisation permet d'identifier la récurrence de l'évocation des groupes d'extrême gauche, attestant du fait que les anciens élèves des lycées professionnels avaient non seulement connaissance de ces groupes, mais que le militantisme au sein de ceux-ci pouvaient faire l'objet d'un investissement intermittent ou épisodique, notamment lors de manifestations. C'est le cas de Thierry, aujourd'hui cadre membre de la CGT de l'EDF en Martinique, qui raconte sa découverte de l'extrême-gauche durant ses années lycéennes :

---

<sup>138</sup> Entretien avec Alex Lollia, secrétaire général de la Centrale des Travailleurs Unis et ancien membre du Groupe Révolution socialiste en Guadeloupe, février 2012.

Depuis mes années lycée, à l'époque il y avait des partis un petit peu... un petit peu d'extrême-gauche, qui venaient au lycée pour pouvoir échanger avec des étudiants. Depuis cette époque, j'ai échangé avec certains partis. Enfin, ils élevaient la conscience de cette époque-là, quoi ! C'était le travail de conscientisation. C'était un travail idéologique.

*Tu étais au lycée à Fort-de-France ?*

Oui j'étais au lycée à Fort-de-France. J'ai fait le lycée professionnel à Pointe des nègres, à Fort-de-France.

*En quelle année as-tu obtenu le bac, enfin...*

Non non ! Le BEP ! Moi j'ai eu le BEP en 1980 à peu près.

*Et tu parles de groupes politiques ? C'était quels groupes ?*

C'était Combat Ouvrier, enfin c'était Lutte Ouvrière.

*Et tu participais déjà... ?*

Oui je participais, j'avais déjà une idéologie... On avait conscience que les choses n'étaient pas justes mais après avec l'éclairage de l'idéologie on comprenait mieux.

*Et dans ton entourage familial ou amical, il y avait déjà des militants syndicaux politiques ?*

Je suis issu d'un quartier, un quartier populaire, où le parti communiste avait pignon sur rue. J'avais un oncle qui diffusait *Justice*, le journal du parti communiste local. C'était un quartier où la population était de gauche et, déjà, je baignais dans une atmosphère un peu... enfin ouvrière quoi.

*Si ce n'est pas indiscret, tes parents faisaient quoi ?*

Mon père travaillait à l'usine [*sucrière*] du Marin, ensuite il est parti travailler dans le bâtiment, c'était quelqu'un dans le bâtiment. Il était chef de chantier à la fin de sa carrière. Il commence par le début... Ouvrier, puis chef d'équipe, il avait connu l'ascension normale à cette époque-là. À l'époque on pouvait travailler puis évoluer. Ma mère était employée municipale. Elle était cuisinière quoi.

*Ils étaient membres du parti communiste ?*

Non, lui [*le père de l'enquêté*] il était proche mais mes parents n'appartenaient pas au Parti Communiste. On peut dire qu'ils étaient sympathisants d'une certaine façon. Tout le quartier baignait dans cette ambiance. Dans mon jeune âge, on avait le sentiment d'habiter un quartier, enfin d'être un peu délaissés par l'*establishment*. On était des intouchables, si l'on peut dire ! Alors oui les gens étaient de gauche ! <sup>139</sup>».

On le voit clairement à la lecture de cet entretien, l'existence de groupes d'extrême gauche tels que Combat Ouvrier fait partie du paysage au sein duquel évoluent les lycéens professionnels.

---

<sup>139</sup> Entretien avec Dominique, syndicaliste de la CGT énergie, juin 2015.

Dans le cas de Thierry, cette rencontre avec les militants communistes révolutionnaires de Combat Ouvrier vient se superposer à une socialisation ouvrière dans un milieu socialement stigmatisé, socialisation marquée par un environnement idéologiquement ancré à gauche et partiellement chaperonné par le parti communiste martiniquais. Pour toute « improbable » qu'elle soit du point de vue social ou culturel (pour reprendre les termes de Michel Zancarini-Fournel et Xavier Vigna<sup>140</sup>), cette rencontre est également inscrite dans les coordonnées politiques de cette période, marquée par une forme d'essoufflement de la contestation anticolonialiste et par les balbutiements d'une réorientation stratégique, à la fois vers le monde du travail mais également à destination des secteurs les plus prolétarisés de l'enseignement secondaire.

On constate par ailleurs que Thierry porte une appréciation particulièrement valorisante sur l'offre de formation idéologique proposée par les « *militants professionnels* » d'extrême gauche, dans la mesure où cette formation permet une forme de décryptage du monde social à travers une grille de lecture marxiste, qui entre en résonance avec le vécu et l'expérience d'une socialisation antérieure. Cette « prise de conscience » marxiste, permise par la rencontre avec les militants trotskistes, n'est pas seulement importante par la transmission de connaissances et d'intentions critiques. Elle se caractérise également par la valorisation d'une identité ouvrière désorientée par les injonctions contradictoires de la méritocratie scolaire – se conformer aux attentes des dominants comme condition de l'ascension sociale, sans réelle garantie que cette progression advienne. Là où l'école organise la sélection élitiste, émet des rappels à l'ordre et semble favoriser les mécanismes d'auto-assignation statutaire – voire d'auto-exclusion – on remarque au contraire que les organisations gauchistes s'emploient à saper les fondements légitimes de l'institution en fournissant un espace de prise de position alternatif à l'ordre scolaire, au sein duquel les enfants d'ouvriers noirs ne se sentent plus obligés de renier leur milieu d'origine. Sans pouvoir véritablement attester de l'influence de cette grille de lecture idéologique dans les choix d'engagement ultérieurs de Thierry – notamment sa syndicalisation à la CGT une fois son entrée dans le monde du travail accomplie – on peut parler d'une forme de confirmation des intuitions sociales qui va favoriser l'engagement et qui préfigure sa sympathie à l'égard des militants de Combat

---

<sup>140</sup> VIGNA, Xavier, ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. Les rencontres improbables dans « les années 68 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. 22 décembre 2008, n° 101, p. 163-177.

Ouvrier investis au sein du syndicat CGT, lorsque ceux-ci vont en constituer l'équipe dirigeante<sup>141</sup>.

### **b) La transmission d'une vision critique de la société**

On retrouve ce type de profil, marqué par une forme d'ascension sociale d'un milieu extrêmement populaire vers la petite fonction publique, chez d'autres travailleurs de la CGT de l'EDF avec qui nous avons pu nous entretenir. Ainsi, Tanya, qui vivait avec sa mère ouvrière dans un quartier populaire de Fort-de-France, va connaître une forme d'ascension sociale – même si celle-ci se verra freinée par les difficultés rencontrées au cours de sa scolarité. Tanya est issue d'une famille ouvrière urbaine, de tradition politique communiste à la campagne puis « césairiste<sup>142</sup> » à la ville. Lorsqu'on l'interroge sur le rôle de l'extrême-gauche dans la formation de ses opinions politiques, elle met d'abord en avant son rapport ouvrier à la connaissance médié par l'écosystème politique du Parti Progressiste Martiniquais qui, sous la houlette d'Aimé Césaire, imprègne son quartier dans ses souvenirs d'enfance :

*« Tu dis que tu étais fille de prolétaires ? Tu avais quand même une certaine familiarité avec les organisations ouvrières ? Lorsque tu voyais des militants d'extrême-gauche, tu percevais quelque chose de différent ou tu voyais plutôt une continuité ?*

Non, non je ne sais pas trop si c'est moi qui étais plus réceptive, mais il faut savoir que moi je suis originaire de Rive droite, j'habitais là jusqu'à 23 ans. Jusqu'à ce que je sois embauchée à EDF. J'habitais la Rive droite, et Rive droite c'est... (*silence*) et à l'époque à Rive droite, on avait une seule personne. C'était notre maire, *notre député, notre conseiller général, et c'était M. Césaire*<sup>143</sup>. Il venait tous les samedis, il venait tous les samedis à Rive Droite, il parlait, il parlait, parlait. Il nous expliquait notamment, que même si il y avait des problèmes, même si la Martinique n'avait pas d'argent, pas de fortune, même si nous n'étions pas des nantis, une chose qui n'avait pas de limites, c'était la connaissance intellectuelle. Et qu'il fallait absolument qu'on travaille. Moi ce que j'ai toujours apprécié avec M. Césaire, c'est que lorsqu'il venait nous parler, il ne nous a jamais traité comme des cons. Il parlait toujours avec un langage très châtié, très français. Et lorsqu'on allait écouter M. Césaire, c'était quelque chose d'important, il fallait absolument écouter M. Césaire. À l'époque il avait une Citroën DS, dès que la DS passait le pont de l'abattoir et qu'elle avait pris la droite, on savait que M. Césaire venait. Et toutes les mamans envoyaient leurs enfants écouter M. Césaire. Et moi lorsqu'on rentrait, ma mère nous demandait ce qu'on avait retenu,

---

<sup>141</sup> Ce que nous verrons dans le second chapitre, et dans le quatrième consacré à la CGT.

<sup>142</sup> Terme employé par l'enquêtée pour désigner les partisans d'Aimé Césaire et du Parti Progressiste Martiniquais.

<sup>143</sup> Nous soulignons.

quels nouveaux mots nous avons appris. Oui je te dis que ma maman était au Parti Progressiste. On allait aux meetings à la mairie de Fort-de-France. On allait aux fêtes organisées par le SERMAC<sup>144</sup>, enfin tout ça. C'est comme ça que j'ai grandi.

On perçoit dans cet entretien à quel point la figure d'Aimé Césaire est symboliquement associée à l'idée de méritocratie républicaine et à l'espoir d'une trajectoire ascendante grâce à l'institution scolaire. Pourtant, cette bonne volonté va se retrouver rapidement en butte à la violence symbolique de la sélection scolaire. D'abord élève du prestigieux Lycée de jeunes filles de Fort-de-France, Tanya se réoriente vers un lycée technique, manifestement affectée par la domination sociale et raciale qu'elle avait pu rencontrer dans les filières plus élitistes :

À mon époque le lycée de filles ce n'était que la petite bourgeoisie. Les enfants de prolétaires, comme moi, il fallait vraiment être bon élève. De toute façon, moi j'ai connu ça, quand tu arrives à Bellevue et que tu n'étais pas de leur classe ils te le faisaient voir. Moi je me souviens très bien hein, les filles de prolétaires, nous étions trois. Une enfant de la DDASS - mon Dieu, comme elle était traitée avec mépris ! Moi et une fille de pêcheur. (*Rires*). Ah ils te la faisaient voir la différence de classe ! En plus c'était nous qui avions la peau la plus noire. C'est pour ça que je suis partie au lycée technique. C'était... (*Silence*) Et pour te donner un exemple, quand j'ai demandé ma mutation au lycée technique on ne l'a pas fait. Alors j'ai dû retourner au lycée de Bellevue pour leur dire que je voulais être mutée au lycée technique. Et la proviseure m'a convoqué m'a demandé : « Mais qu'est-ce que tu vas faire dans ce lycée de prolétaires ? ». Et je lui ai répondu : « Parce que je suis prolétaire moi-même.

Cet extrait nous ramène vers l'assertion de Doug Mc Adam, qui rappelle que « [...] La plupart des individus agissent de manière routinière pour sauvegarder et soutenir les sources centrales de signification et d'identité dont leurs vies se composent. [...] Les individus cherchent à se conformer aux injonctions de ceux dont l'approbation et le soutien émotionnel sont particulièrement importants pour nos vies et nos identités.<sup>145</sup> ». Cette citation importante nous permet d'entrevoir deux choses. D'abord, il s'agit de considérer que si les structures agissent, c'est parce qu'elles constituent des environnements ou des écosystèmes dans lesquels s'enracine l'engagement. Ces sources centrales de justification – qui sont autant de

---

<sup>144</sup> Pour « Service Municipal d'Action Culturelle » de Fort-de-France, organisme mis en place par la municipalité foyalaise au service de la promotion et du développement des initiatives artistiques et culturelles locales auprès des populations les plus dévalorisées de l'agglomération. Le projet du SERMAC, proche de l'éducation populaire défendue par le Parti Communiste, s'est toujours fortement ressenti de l'investissement des membres et sympathisants du PPM. La première édition du festival du SERMAC, en 1975, s'est par exemple tenue en l'honneur de la victoire du peuple vietnamien, soulignant symboliquement le profil internationaliste et anti-impérialiste de l'équipe municipale.

<sup>145</sup> MCADAM, DOUG. « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant. » In: FILLIEULE, Olivier (Ed.), *Le désengagement militant*, Paris: Belin, 2005, p. 49–73.

« ressources » dans le maintien de l'engagement, si elles sont susceptibles de se déplacer au cours de l'existence, participent de la signification première de l'entrée dans une carrière militante. Dans le cas de Thierry comme dans celui de Tanya, on perçoit clairement l'importance du militantisme autonomiste ou communiste, ainsi que le poids des sociabilités de quartiers stigmatisés du fait de leur composition populaire. En revanche, l'injonction qui émane de ces sociabilités populaires peut également se révéler particulièrement contraignante, potentiellement davantage pour des jeunes locaux que pour ceux partis vers l'hexagone – comme le soulignent par exemple Frédéric Sawicki et Johanna Siméant :

« [...] L'ajustement ou au contraire le désajustement entre sphère familiale, amicale, professionnelle et militante conditionnent les chances de rester ou pas engagé, voire d'augmenter l'intensité de son engagement. Tensions identitaires, conflits de rôles et impossibilités pratiques entre les attentes et les valeurs propres à chacune de ces sphères peuvent ainsi conduire à remettre en cause un engagement militant. Au contraire, la valorisation (ou simplement l'acceptation) du militantisme dans l'univers familial et affectif, sa compatibilité, voire son articulation avec la carrière professionnelle, a toute chance de renforcer l'investissement militant. »<sup>146</sup>.

On peut formuler l'hypothèse que la rencontre de jeunes issus des milieux populaires avec l'extrême gauche, à la différence de ceux issus de la petite bourgeoisie intellectuelle, fait l'objet d'une évaluation resserrée parce qu'ils demeurent sur place, au contact d'un environnement familial qui valorise souvent la méritocratie scolaire. Par la suite, la rencontre avec des militants du Groupe Révolution Socialiste crée les conditions d'une entrée en résonance avec des dispositions plus personnelles à l'engagement – notamment, dans le cas de Tanya, une situation de transfuge de classe, vécue d'autant plus difficilement qu'elle a subi de plein fouet la domination de classe et de race. Cette rencontre avec le GRS s'accompagne également d'une « découverte » des conditions de vie et de travail dans le secteur cannier – Tanya y exprime sa méconnaissance du monde des ouvriers agricoles, alors même qu'une grande partie de la population active se concentre toujours dans les plantations sucrières et bananières durant cette période :

*Dans le lycée il y avait une agitation un peu politique ?*

Oui.

*Il s'agissait de militants politiques ?*

---

<sup>146</sup> SAWICKI, Frédéric ; SIMEANT, Johanna., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. », *Sociologie du travail*, Paris 2009, p. 10.

Oui, je pense que c'était le GRS. Je pense que c'était des militants politiques du GRS. Je suis rentrée au lycée en 1975, c'est-à-dire un an après les événements de février 74 au Chalvet. Et je me rappelle que les ouvriers agricoles étaient venus au lycée. Il y avait beaucoup d'agitation dans les secteurs agricoles et ils étaient même venus au lycée. Parce qu'il faut s'imaginer qu'à cette époque la vie sur les habitations ressemblait à la période de l'esclavage. Ils étaient venus avec la tenue, le chapeau, le coutelas, c'était vraiment très impressionnant oui ! Pour nous qui étions des gamins des villes, enfin moi j'étais une enfant de la ville... Ah oui c'était vraiment impressionnant !

*Et ça se passait dans quel cadre, cette venue des ouvriers agricoles ?*

Ils étaient venus au lycée ! Ils étaient venus avec des militants pour parler de leurs conditions de vie et de leurs conditions de travail. Ah oui oui oui je me souviens de ça ! Je me souviens que je suis rentrée au lycée technique hein, parce que le lycée de filles ce n'était pas pareil, au lycée de filles c'étaient beaucoup de petits mulâtres, c'était très soft. Mais au lycée technique c'était plus militant.

Comme on peut le voir dans cet extrait d'entretien, certaines rencontres se sont opérées entre le militantisme d'extrême-gauche, les mondes populaires issus du mouvement ouvrier agricole et la jeunesse scolarisée de l'agglomération foyalaïse. Ces rencontres témoignent une nouvelle fois de convergences avérées entre différents univers contestataires, qui tantôt se superposent et tantôt s'imbriquent. Cette condensation de l'activité militante, en faisant se rencontrer des mondes sociaux jusque-là séparés, participe également à la dynamique protestataire des années 1970 aux Antilles. En outre, c'est une fois arrivée au lycée technique que l'activité contestataire resurgit sous la forme de conflits récurrents qui ponctuent la vie de l'établissement :

Mais c'est vrai que le lycée technique c'était pas pareil, c'est vraiment des enfants de prolétaires qui étaient là je me sentais bien. Et puis j'ai rencontré un professeur d'anglais dont le nom me fait défaut aujourd'hui. J'ai oublié son nom mais je le revois très bien. Je pense que qu'il devait être militant politique. Maman maman maman ! Ah ça, il n'avait pas fait long feu, il avait été muté !

*Il a été muté ? Il y a eu des protestations ?*

Oui ! Je me souviens de ce qu'il avait fait, il y avait un élève qui avait atteint l'âge du service militaire et qui ne s'était pas présenté, et les gendarmes étaient venus le chercher au lycée. Les gendarmes faisaient ça, il faut se rendre compte. Alors le professeur s'était mis debout et tout ça, mais ils sont partis avec le garçon quand même. Ils venaient chercher les enfants ! Il avait essayé de s'opposer mais ils l'avaient pris quand même. [...] Donc j'avais ce professeur d'anglais, qui était un très bon professeur d'anglais là ! Mais qui était comment dire, il nous éveillait à la conscience politique. Il nous parlait du peuple noir, de la race noire, de *pourquoi il fallait être fier*

*d'être noir*<sup>147</sup>. Il nous ouvrait sur les Antilles, nous incitait à nous tourner vers l'Amérique. Mais j'ai eu la chance d'avoir des professeurs comme ça, une professeure d'économie... Ah... Jusqu'à maintenant c'est une personne qui milite, je la vois aux manifestations du 1er mai. Elle était professeur d'économie, au lycée technique. Mais il y avait des professeurs comme ça ! Il y avait des professeurs qui avaient des consciences politiques, c'était une chance ! Ils distillaient les petites choses. Mais en général quand l'administration s'en rendait compte, elle les mutait ou les déplaçait. Sauf elle, elle est là. Voilà !

On retrouve dans le discours de Tanya de nombreux éléments qui émaillaient déjà le discours de nos enquêtés partis pour l'hexagone. Ainsi, l'évocation de la fierté noire, écho lointain au slogan « *Black is beautiful* » popularisé par le Black Panthers Party, ressurgit une nouvelle fois comme le catalyseur symbolique d'une jeunesse contestataire qui prend pour modèle les luttes pour les droits civiques des Noirs états-uniens. Cette identification à la fierté noire agit avec d'autant plus d'efficacité que l'enquêtée distingue clairement, parmi les membres de l'institution scolaire, les enseignants qui prennent position en faveur de l'autorité légitime ou de la contestation. Là où le Lycée de jeunes filles l'avait exposée aux préjugés raciaux et sociaux du corps pédagogique et de ses camarades de classe, elle découvre des alliés au sein du corps professoral du lycée technique.

On voit donc émerger, parmi la jeunesse restée au pays, un espace de prises de position qui se développe au contact de l'extrême gauche et qui se présente comme une alternative au champ politique existant. Ce sont ces bifurcations politiques qui nous intéressent, parce qu'elles représentent autant d'écarts significatifs avec les formes de socialisations politiques antérieures – notamment les socialisations familiales ou de quartier qui se sont forgées au sein d'un écosystème communiste ou autonomiste. La prise de position rendue possible par ces rencontres permet la critique de certaines logiques de domination institutionnelles qui ne faisaient pas l'objet d'une remise en cause de la part des organisations de gauche traditionnelles ou autonomistes. On peut notamment penser aux ambiguïtés du Parti communiste ou du PPM qui, malgré une rhétorique anticolonialiste, ne protestent pas contre la politique de l'État français et collaborent à la politique d'éducation, de mobilité de la main d'œuvre ou de conscription militaire au nom de l'« autonomie associée ».

On l'a vu, le retour des militants anticolonialiste modifie également la perception des jeunes au pays en posant à nouveaux frais le dilemme du « retour vers le peuple » : faut-il jouer le jeu de l'ordre scolaire – et jusqu'à quel point épouser un destin professionnel, partir vers la

---

<sup>147</sup> Nous soulignons.

métropole ? Autant de questions politiques dont s’empare une partie de la jeunesse locale tiraillée entre une aspiration à la progression sociale individuelle et une perception des inégalités à l’échelle de la société guadeloupéenne ou martiniquaise.

### *Conclusion*

Les événements du Mai français aux Antilles possèdent un caractère structurant pour le militantisme et le développement de la conflictualité sociale aux Antilles au cours des années 1970 et, dans une certaine mesure, jusqu’à nos jours. Notre analyse de cette influence du Mai français sur le militantisme aux Antilles ne se cantonne pas à la portée de l’événement – les incidences matérielles ou symboliques, pratiques ou organisationnelles de la séquence de mobilisation en tant que conjoncture. En effet, il nous a semblé intéressant de présenter un certain nombre d’éléments permettant de comprendre, dans une approche diachronique, ce qui pouvait expliquer que Mai 68 trouve un écho auprès de certaines franges de la jeunesse antillaise – en insistant à la fois sur les antécédents de l’événement et sur les épisodes de conflictualité ultérieurs qui enserrent les mobilisations de 1968 en France et leur confèrent un sens particulier.

La relative homogénéité des profils sociaux qui embrassent une carrière militante, de même que la similitude des origines sociales, des parcours scolaires et des mobilités facilite l’acquisition ou l’activation de dispositions militantes au contact du Mai français. Les enfants de la « petite bourgeoisie » trouvent dans les études supérieures et la mobilité géographique l’opportunité de s’émanciper de la tutelle familiale, occasionnant une réorganisation des perceptions de la situation politique des Antilles qui prend bien souvent la forme d’une rupture. Si ce type de rupture avec la famille représente une situation classique des militants soixante-huitards, il semble possible de dire, à la suite de Bourdieu et Passeron, que le choix du militantisme dans les rangs de l’extrême gauche s’opère dans une mise en scène distinctive qui serait à la fois « la moins coûteuse et la plus scandaleuse » possible<sup>148</sup>. Pour autant, les événements de Mai ne trouvent pas le même écho parmi tous les militants de l’époque : le « moment 68 » est accueilli tantôt avec joie, tantôt avec scepticisme. Comme en témoignent

---

<sup>148</sup> « [...] Et le charme de certains engagements politiques tient souvent, pour une part, à ce qu’ils permettent de consommer symboliquement la rupture avec le milieu familial sous la forme à la fois la moins coûteuse et la plus scandaleuse. » - PASSERON, Jean-Claude, BOURDIEU, Pierre. *Les héritiers : Les étudiants et la culture. Opus cit.* p. 70.

les différentes attitudes vis-à-vis de la contestation étudiante et la diversité des appréciations politiques des événements de Mai et de leur importance à un niveau individuel ou collectif, c'est toujours à l'aune d'un ressenti subjectif et personnel que le récit du Mai français vient se glisser dans les incidences biographiques de l'engagement. Très souvent, le récit de l'événement occupe un interstice entre soi et le groupe militant incarné par l'organisation : comme si ce souvenir était « resté sur place », dans l'hexagone, et qu'il n'était pas totalement légitime de l'évoquer conjointement au développement des luttes sociales antillaises.

Le développement de l'extrême-gauche étudiante, parce qu'il apporte un débouché organisationnel immédiat et une offre temporairement pléthorique, conduit également à nombre de « révélations » militantes. On observe, après le retour des jeunes militants antillais en Guadeloupe et en Martinique, le développement et la stabilisation des organisations révolutionnaires et indépendantistes sur le terrain guadeloupéen et sur le terrain martiniquais. Cette stabilisation n'efface pas les logiques concurrentielles qui régissaient préalablement les rapports entre ces organisations, mais participe au contraire à les accentuer, donnant à voir un véritable bouillonnement anticolonialiste et témoignant de l'autonomisation de l'espace des mouvements sociaux aux Antilles, qui s'effectue, une nouvelle fois, au détriment du PC local. Ce développement des organisations à la gauche du Parti Communiste se traduit de façon différenciée selon les orientations promues par les différentes mouvances, chacune cherchant à jouer sa partition et à tenter d'imprimer sa façon de faire à l'action collective – on retrouve ici les débats sur l'importance des logiques concurrentielles dans la conformation ou la transposition des répertoires d'action, non seulement dans le choix des pratiques au cœur de l'action collective mais également dans la façon de pratiquer, qu'il s'agisse des grèves, des occupations de terre, des activités de propagandes et d'agitation.

Le retour au pays des militants anticolonialistes s'accompagne, comme nous l'avons déjà évoqué, d'une intense activité de propagande, dont les protagonistes expliquent aujourd'hui qu'elle devait être principalement tournée vers la classe ouvrière, notamment les travailleurs de la canne. Dans la réalité, la jeunesse scolarisée continue de concentrer une grande partie de l'activité organisationnelle de l'extrême gauche antillaise. D'abord, du fait de la densité des réseaux de sociabilités qui unissent encore les militants revenus au pays à la jeunesse restée sur place ou qui n'est pas encore partie pour les études. Ensuite, parce que cette activité de propagande dans les lycées permet de consolider les organisations naissantes en bénéficiant, là encore, de viviers de recrutement privilégiés. Enfin, parce que le nombre de militants revenus aux Antilles ont, au terme de leurs études, acquis des diplômes d'enseignants et que le

retour au pays correspond à une prise de fonction dans l'éducation nationale. Cette activité de propagande menée par les jeunes « revenus au pays » auprès de celles et ceux « restés au pays » semble d'autant plus efficace qu'elle mobilise un répertoire d'action familier : celui de l'agitation en milieu scolaire, au sein duquel les militants passés par l'hexagone sont des dominants.

A l'inverse, le militantisme investi par la jeunesse restée au pays semble effectuer des vas-et-viens entre les opinions politiques familiales caractéristiques de son milieu d'origine et l'espace de prises de position de la contestation radicale. Parmi nos enquêtés restés sur place, on note un discours oscillant entre la reconnaissance envers certains acteurs politiques et institutionnels locaux et une prise de distance critique motivée par le contact avec l'activité contestataire. Autre signe que la politisation des jeunes locaux n'ayant pas émigré vers la métropole s'est opérée de façon différente : la plupart n'évoquent pas les jeux de concurrence entre les différentes organisations d'extrême gauche – même si nous verrons que la familiarité avec certaines organisations produit, sur le long terme, des formes d'affinités idéologiques et organisationnelles particulières. Il faudra attendre leur entrée dans la vie professionnelle pour que soit pleinement légitimée et consolidée une activité militante plus autonome, qui se positionne plus clairement vis-à-vis des orientations politiques dans le champ syndical.

## Chapitre II. De la lutte politique à la lutte syndicale : topographie d'une reconversion

---

### *Introduction*

Les années 1970 ont-elles constitué un « âge d'or des luttes » aux Antilles françaises<sup>149</sup>? Aux dires des différents enquêtés, comme des ouvrages militants portant sur ces périodes contestataires, le milieu des années 1970 marque, en Guadeloupe comme en Martinique, l'apogée des luttes anticolonialistes et révolutionnaires. On ne peut s'empêcher de remarquer le caractère synchronique de l'autonomisation de l'espace des mouvements sociaux, non seulement entre la France hexagonale et les Antilles françaises, mais également entre la Guadeloupe et la Martinique. Le début années 1970 est ainsi marqué, comme nous l'avons vu, par le développement d'un militantisme étudiant et lycéen radicalisé à la gauche du Parti Communiste<sup>150</sup>. On observe, par ailleurs, le développement important de luttes dans le monde du travail, qui présentent de nombreuses similitudes avec le contexte hexagonal, notamment à travers le développement de diverses formes de politisation des occupations<sup>151</sup>.

À bien y regarder, on s'aperçoit pourtant que les mobilisations qui jalonnent cette période et qui sont souvent présentées, dans la littérature militante, comme la quintessence de l'activité révolutionnaire, résonnent également comme le chant du cygne de l'activisme anticolonial. Si les nombreux épisodes de grève qui parsèment le début des années 1970 offrent aux groupes révolutionnaires les conditions d'une politique radicalement anticolonialiste, engrangeant au passage quelques succès politiques dans les luttes sociales, les organisations « gauchistes » et « indépendantistes » demeurent toujours minoritaires et peinent à recruter des militants en nombre suffisant pour se pérenniser. Petit à petit, à mesure que s'éloigne l'hypothèse d'une révolution nationale qui ouvrirait la voie à l'indépendance, la

---

<sup>149</sup> Au sens où l'entend Lilian Mathieu lorsqu'il entend interroger l'illusion rétrospective d'une qui tendrait à en évacuer les contradictions : MATHIEU, Lilian. *Les années 70, un âge d'or des luttes ?* Paris : Textuel, 2010, 141 p.

<sup>150</sup> Sur le militantisme lycéen à la gauche du PC, voir notamment : MORDER, Robi. « Autogestion et autogestionnaires dans les mouvements étudiants et lycéens après 1968 », in. GEORGI, Franck. (dir.), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2003, p. 496-507.

<sup>151</sup> Voir VIGNA, Xavier. « Insubordinations et politisation ouvrières : les occupations d'usine », in. ARTIÈRES, Philippe, ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. *68, une histoire collective*, Paris : La Découverte, 2008, p. 378-385

conjoncture qui avait amené de nombreux militants et militantes à adhérer à des organisations révolutionnaires semble s'épuiser. Nombre de militants guadeloupéens et martiniquais vont alors perpétuer leur engagement dans des structures syndicales qui vont constituer, pour nombre d'entre eux, des structures de rémanence – terme que la sociologue Florence Johsua emprunte à Verta Taylor<sup>152</sup> :

[...] Face au changement du contexte d'opportunités politiques, le mouvement, et ses militants les plus actifs en particulier, perdent une grande partie de leurs soutiens et se trouvent de plus en plus marginalisés, à la fois politiquement et socialement. Le processus de mise en veille dépend alors des possibilités de reconversion de leurs ressources militantes dans des activités routinisées : si elles sont insuffisantes, des structures alternatives peuvent émerger pour fournir un refuge à ces activistes anciennement mobilisés. En jouant un rôle d'encadrement des militants pendant cette période de recul, ces structures évitent à la fois les stratégies d'escalade de la confrontation, aussi bien que la dispersion des activistes et donc, la potentielle disparition du mouvement. Elles assurent une fonction de rémanence en préservant le réseau militant dans l'attente de conditions externes qui permettent de revenir à une mobilisation de masse<sup>153</sup>.

C'est précisément cette idée de « refuge organisationnel » en période de reflux qui sera ici au centre de notre analyse : les structures syndicales créées ou investies par les militants anticolonialistes vont devenir, pour les militants politiques antillais de la décennie 1965-1975, soit une alternative à l'intervention avant-gardiste, soit le prolongement de celle-ci, en fonction des configurations. À mesure que les militants issus des gauches indépendantistes et révolutionnaires se tournent – parfois à contrecœur – vers les organisations qui deviennent pour eux des structures de rémanence, permettant de continuer à occuper leur « juste place » de dirigeants dans la hiérarchie et de faire fructifier leur capital militant<sup>154</sup>, le champ syndical devient le réceptacle des identités contestataires forgées durant les années 1960 et 1970<sup>155</sup>.

---

<sup>152</sup> TAYLOR, Verta. « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in. FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, ouvrage cité. Dans le même ordre d'idées, on retiendra également le travail de Suzanne Staggenborg qui analyse les conditions de maintien des communautés de militantes féministes : STAGGENBORG, Suzanne. « Social Movement Communities and Cycles of Protest: The Emergence and Maintenance of a Local Women's Movement », *Social Problems*, vol.45, n°2, 1998.

<sup>153</sup> JOHSUA, Florence. « De la LCR au NPA (1966-2009), sociologie politique des métamorphoses de l'engagement anticapitaliste », Thèse de doctorat en sociologie politique de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Sciences Po – CEVIPOF, 2011, p. 56.

<sup>154</sup> Pour Frédérique Matonti et Franck Poupeau, ce type spécifique de capital (qui se distingue du « capital politique ») est reconverti dans d'autres univers que le champ partisan, irriguant par ce fait de nouveaux lieux de sociabilité. Il s'agit de mettre en lumière ce qui, accumulé au long des expériences militantes, a pu donner lieu à des reconversions militantes au sein d'autres univers sociaux, tout en

Par là-même, on assiste à la transposition d'un espace de concurrence et d'interdépendances qui préexistait à cet engagement syndical dans de nouvelles configurations organisationnelles.

Dans ce chapitre, nous décrirons les chemins par lesquels beaucoup de ces militants politiques entament progressivement, entre le milieu des années 1970 et le début des années 1980, une migration vers les organisations syndicales existantes ou en créer de nouvelles, pour faire mettre à profit leur expérience militante et dans le même temps stabiliser leur situation professionnelle ou personnelle. Bien qu'ils fassent partie des fractions les plus privilégiées de la jeunesse scolarisée antillaise, les dispositions acquises par les militants anticolonialistes ne se limitent pas à des savoirs et des savoir-faire de type scolaire ou professionnel, mais constituent un ensemble plus vaste de dispositions « incorporé[es] sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir, ou tout simplement obéir, [...] mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines “reconversions” », comme dans le domaine syndical<sup>156</sup>.

Ce phénomène de reconversion présente également des similitudes avec la « gueule de bois » évoquée par Doug McAdam à propos des militants états-uniens du Freedom Summer<sup>157</sup>, dans la mesure où les militants anticolonialistes antillais semblent désorientés face à l'affaiblissement structurel de la contestation politique. Par la suite, nous verrons que cette perte de repères politiques se traduit à la fois par des doutes personnels sur la possibilité du militantisme et par une évolution notable de leur perception du monde du travail. En effet, si le monde du travail constituait jusqu'ici un univers méconnu, principalement appréhendé sous l'angle de l'exploitation généralisée, de la subordination coloniale et des contradictions que celles-ci généraient, ce dernier devient petit à petit le site où pourront se redéployer les énergies militantes à travers le syndicalisme.

---

cherchant à intégrer, sur un plan structurel, « [...] *la relation entre les investissements sociaux et les transformations du champ dans lequel ils se produisent* ». - MATONTI, Frédérique, POUPEAU, Franck. Le capital militant. Essai de définition. *Actes de la recherche en sciences sociales*. 2004, vol. 155, n° 5, p.8.

<sup>156</sup> MATONTI, Frédérique, POUPEAU, Franck. Le capital militant. *Article cité*. p. 4-11.

<sup>157</sup> Voir le chapitre « La gueule de bois : les années 70 et au-delà », in. MC ADAM, Doug. *Freedom Summer : Lutttes pour les droits civiques, Mississippi 1964*, Marseille : Agone, 2012 : p. 339-362.

## *A - Le tournant des années 1973 - 1974*

En raison du faible nombre d'archives privées auxquelles nous avons pu avoir accès – surtout en ce qui concerne la Guadeloupe, il nous est difficile de mener à bien une sociohistoire exhaustive des conflits des années 1970 et 1980. En outre, il nous semble particulièrement délicat de chercher à déterminer laquelle des organisations aurait eu le rôle le plus décisif, comme s'emploient à le faire plusieurs historiens militants qui ont été témoins de cette période, sans jamais mettre en perspective ces influences avec les destins ultérieurs de ces différents groupes<sup>158</sup>. Jusqu'à la fin des années 1970, et plus particulièrement dans les deux conflits que nous allons évoquer ici – le conflit du Nord Basse-Terre de 1975 en Guadeloupe et la grève du Chalvet en Martinique en 1974, les groupes politiques anticolonialistes sont effectivement sur le pied de guerre. Seulement, et contrairement à ce qui transparaît dans les rares récits historiques publiés jusqu'ici, nous pensons que ce débordement d'activité politique illustre davantage les relations extrêmement concurrentielles entre groupes révolutionnaires qu'une prise d'initiative de la part d'un groupe ou d'une organisation particulière qui se serait révélée décisive dans le cours des événements.

Plutôt que ce travail d'arbitrage, nous tenterons de rapprocher ces deux lieux de conflictualité sociale au regard de la similarité des enjeux qui les caractérisent et de leur synchronie. L'objectif de cette caractérisation sera, ici, d'insister sur les luttes agraires qui se sont déroulées au milieu des années 1970 en Guadeloupe et en Martinique, afin de comprendre pourquoi cette période constitue un point de rupture ou de bascule dans la trajectoire des militants. À partir de cette analyse, nous chercherons à comprendre les dynamiques à l'œuvre dans la structuration de l'espace politique occupé par les militants anticolonialistes antillais. Conformément à l'interprétation que nous avons proposée au sujet de l'influence du Mai français aux Antilles, nous essaierons ici de décrire comment les évolutions et les résultats de ces luttes polarisent et concentrent les militants au sein d'un espace protestataire particulier. Puis, tout en esquissant les dynamiques propres à la désagrégation de cet espace, nous rendrons compte de la dissémination des forces militantes au sein de différentes organisations syndicales.

---

<sup>158</sup> Voir notamment les controverses entre Edouard De Lépine et Marie-Hélène Léotin (elle-même ancienne militante maoïste), à propos du seul autre ouvrage consacré à la grève du Chalvet dont elle est l'auteure. Reconduisant les lignes de clivages politiques forgées durant cette période, les deux auteurs s'accusent mutuellement de sous-estimer l'importance du travail militant réalisé par leurs organisations respectives, le Groupe Révolution Socialiste d'un côté et les différents groupes maoïstes ou « Marxistes-Léninistes (ML) » (les Groupes d'Action Proletariens, le Groupe « Septembre 70 » ou encore l'Union Patriotique de Solidarité avec les Ouvriers Agricoles) de l'autre.

## 1) Guadeloupe : des grèves marquées par l'indépendantisme

En Guadeloupe tout d'abord, le début des années soixante-dix est marqué par d'importantes luttes autour de la question agraire. Plus précocement et plus violemment réprimé par l'État français qu'en Martinique, le mouvement indépendantiste va se tourner vers les travailleurs de la canne dès la fin des années 1960. L'Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens naît en avril 1973, six ans après les massacres de « Mé 67 » qui marquent l'échec de la stratégie insurrectionnelle inspirée par la révolution cubaine et la guerre d'indépendance algérienne, et prônée par les membres du Groupement des Organisations Nationalistes de la Guadeloupe (GONG), organisation indépendantiste aux inflexions tiers-mondistes et maoïstes<sup>159</sup>.

### a) L'essor du syndicalisme indépendantiste

Après la répression de Mai 67 en Guadeloupe et une fois le GONG dissout, ses militants se divisent entre ceux qui sont favorables à une organisation politique indépendantiste (l'Union Pour la Libération de la Guadeloupe - UPLG) et les partisans du « syndicalisme de masse » comme principal outil pour rompre avec les institutions coloniales. La mise en place de l'UGTG en 1973 est donc marquée par l'échec de la stratégie d'insurrection armée et une défiance aiguë envers les organisations hexagonales. Une majorité de militants indépendantistes choisit d'ancrer son intervention dans le syndicalisme : l'objectif n'est plus un soulèvement insurrectionnel immédiat mais un « recentrage » sur les luttes économiques et les conflits du travail, afin de démontrer en pratique les contradictions d'intérêts qui opposent les classes populaires au colonialisme. C'est ce constat et cette volonté qui débouchent sur le processus de création de l'UGTG à partir de 1973 avec l'annonce de ses positions : un syndicalisme « de masse, de classe et résolument anticolonialiste<sup>160</sup> ». Dans un contexte où l'économie guadeloupéenne est encore étroitement liée à la monoproduction agricole destinée à l'exportation, l'organisation se rend maîtresse du secteur de la canne à sucre<sup>161</sup>, conquis de haute lutte face à une CGT encore sous contrôle du Parti Communiste Guadeloupéen.

---

<sup>159</sup> DAILY, Andrew. "Maoism in the French Caribbean: the 1968 GONG Trial." *American Historical Association*, Chicago, Panel Organizer: Transnational Activism in the Long 1960s: A Global Perspective January 2012.

<sup>160</sup> Déclaration du congrès de fondation de l'UGTG, le 2 décembre 1973. Disponible à : [http://ugtg.org/article\\_4.html](http://ugtg.org/article_4.html)

<sup>161</sup> Notamment via l'Union des Travailleurs Agricoles – UTA et l'Union des Paysans pauvres de Guadeloupe (UPG) qui se sont imposées dans le monde agricole, représentant dès le début des années 1980 la première organisation en termes d'adhérents et de voix aux élections.

D'un point de vue structurel, on peut d'abord remarquer que la vague de grève qui secoue la Guadeloupe au milieu des années 1970 coïncide avec les difficultés du secteur cannier, en proie à une crise de surproduction au début de la décennie 1970. On peut lire dans un récent rapport du Port autonome de Jarry que :

[...] dans les années 1970, la production locale était fortement liée à la transformation de la canne et donc à des établissements, métiers et scènes professionnelles telles que les entreprises sociétés civiles d'exploitation agricole, la coupe de la canne, son transport et les étapes de la fabrication du rhum dans une dizaine de distilleries ainsi que celles du sucre dans les usines de l'époque [...]. Avec des implantations géographiques qui assuraient une bonne couverture du territoire de l'archipel, allant de Morne-à-l'Eau (usine Blanchet), Pointe-à-Pitre (Darboussier), Port-Louis (Beauport), Lamentin (Grosse Montagne), au Moule (Gardel) à Marie-Galante (SOSUMAG) et un poids économique du secteur primaire qui se situait à hauteur de 30% dans le PIB total de la Guadeloupe, ces activités de l'industrie cannière traduisaient une importance relativement forte de la production locale<sup>162</sup>.

Dans la première moitié des années 1970, la crise de surproduction entraîne la réorganisation de l'appareil productif et plusieurs fermetures d'usines sucrières se succèdent : l'usine du Marquisat à Capesterre Belle Eau en 1970, l'usine sucrière Comté de Lohéac et Bonne Mère à Sainte Rose en 1973 et l'usine sucrière Sainte-Marthe à Saint-François en 1974. Ces fermetures, outre leurs conséquences pour les travailleurs, déstabilisent le Parti Communiste et la CGT qui comptent encore de nombreuses sections dans ces différentes localités. C'est en réaction à cette vague de fermeture que le mouvement indépendantiste, mis à mal et fortement réprimé en Guadeloupe depuis la dissolution du GONG, décide de se tourner vers les travailleurs agricoles.

Cette séquence a marqué les jeunes militants indépendantistes, notamment ceux qui deviendront dirigeants de l'UGTG dans les années 1980 et 1990. Le témoignage de Rosan Mounien, ancien secrétaire général de l'UGTG et membre fondateur de l'organisation qui a fait des questions agraires sa spécialité, montre bien l'impulsion donnée à ce mouvement des militants indépendantistes au sein du secteur cannier :

Moi je suis né et j'ai grandi sur une habitation<sup>163</sup>, mon père était travailleur sur une habitation. Mon père, je ne peux pas dire qu'il était militant, mais enfin il a participé à

---

<sup>162</sup> Ce poids économique de l'agriculture va être divisé par trois en dix ans, alors que l'agriculture représentait à elle seule 30% du PIB en 1970 elle représentait à peine 10% du PIB en 1980. Voir MAURIN Alain. « Visages de la production locale : entre physionomie de la tradition et images de la modernité », *Cahier du Port Autonome de Jarry*, p 5-6.

<sup>163</sup> Aux Antilles françaises et en Guyane, les habitations désignent les exploitations agricoles, aujourd'hui essentiellement destinées à la production de la banane et de la canne à sucre.

des grèves dans les années 50. Il avait beaucoup d'admiration pour la CGT et Rosan Girard, son secrétaire général. Il était « Girardiste » si tu veux, et pour avoir participé à de nombreuses grèves en tant que simple travailleur, il avait été mis à l'index en tant qu'agitateur. Donc ce dont je parle, cela se passe sur une habitation. Moi je suis né sur une habitation sucrière et j'ai grandi sur une habitation sucrière. Dès cette époque-là que j'ai été en contact avec le mouvement social. Très jeune, étant de Capesterre, j'ai suivi de très près la création et du GONG, puisque le docteur Sainton, de même que Jean Théodore<sup>164</sup> et de nombreux dirigeants étaient originaires de Capesterre. C'est comme ça qu'en 1967, j'ai participé au premier « 1<sup>er</sup> mai » organisé par le premier mouvement révolutionnaire des travailleurs clandestins. Et quand il y a eu les événements de mai 1967 j'étais lycéen au Lycée Baimbridge et j'ai donc assisté, vécu, les massacres étudiants de Mai 1967, je suis parti en France en 1968 et je suis revenu. C'est à cette période à partir de 1971 que j'ai participé, avec Jean Théodore et Sony Rupaire, à la création de l'Union des Travailleurs Agricoles (UTA) puis à l'Union des Paysans Pauvres de la Guadeloupe et à l'UGTG en 1973. De ce fait j'ai été aux premières loges de tous les mouvements sociaux. La grande grève de 1971, de 1973, la grande grève de 1975, de 1983, 1984, 1985. Et à ce titre j'ai participé en tant que dirigeant de premier plan, puisque j'ai été responsable au niveau agricole de toutes les négociations sur les questions sucrières. J'étais aux avant-postes sur la question des paysans pauvres, et puis j'ai été secrétaire général de 1985 à 1993 de l'UGTG. Pendant près de vingt ans j'ai navigué au sein du mouvement social et participé à la création de nombreuses organisations et de nombreux mouvements.<sup>165</sup>

Il est particulièrement intéressant de constater que, malgré les similitudes évidentes de parcours entre Rosan Mounien et les trajectoires des militants anticolonialistes évoquées dans le premier chapitre, on observe ici une rhétorique de la démarcation indépendantiste et une localisation des enjeux. Contrairement aux militants d'obédience trotskiste ou davantage maoïste, peu de cas est fait de la circulation en métropole – pourtant avérée aux dires de l'enquêté, et correspondant à la période de 1968-1970. Une attention toute particulière est, en revanche, portée aux dynamiques endogènes de mobilisation, qui expliquent selon Rosan Mounien le développement d'un mouvement indépendantiste en Guadeloupe sur la base de revendications essentiellement paysannes. On assiste, dans ce cas, à une mise en récit qui fait également la part belle à une origine sociale rurale, en contact étroit avec les luttes du secteur cannier et aux figures du mouvement indépendantiste naissant.

---

<sup>164</sup> Le docteur Pierre Sainton et Jean Théodore font des militants indépendantistes Guadeloupéens qui ont participé à la fondation du GONG.

<sup>165</sup> Entretien avec Rosan Mounien, ancien secrétaire général de l'UGTG, mars 2012.

Cette mise en récit de la part de Rosan Mounien laisse également entrevoir les inspirations idéologiques qui guident alors le militantisme indépendantiste. Galvanisés par les premières occupations de terre en réaction aux fermetures, les militants de l'UTA et de l'UPPG saisissent l'opportunité de développer une économie politique alternative au modèle des plantations et des habitations post-esclavagistes et coloniales<sup>166</sup> :

C'était l'occasion de mettre en place un grand projet, d'expérimenter concrètement les conditions de l'accès à l'autosuffisance, non-seulement alimentaire, mais également de mettre en place un projet économique durable et soutenable. Ces conceptions ont évolué aujourd'hui, aujourd'hui nous cherchons à mettre en place une agriculture localisée et une consommation locale, mais dans ces années-là nous cherchions peut-être plus à penser l'indépendance économique à partir de la culture de la canne. C'était une opportunité historique si je puis dire.<sup>167</sup>

Encore une fois, c'est bien le sentiment de se trouver face à une « opportunité historique » qui se dessine pour les militants révolutionnaires de l'époque, et qui va rendre attractive une activité politique résolument tournée vers le monde rural. D'ailleurs, le philosophe guadeloupéen Jacky Dahomay, qui militait à cette époque dans les rangs des nationalistes, exprime assez bien la façon dont ce sentiment d'urgence produit, une nouvelle fois, une forme d'injonction à se lier politiquement avec le peuple des campagnes :

Des camarades de l'AGEG à Bordeaux me disaient : «tu passes ton temps à lire Spinoza quand les paysans pauvres guadeloupéens meurent de faim !» La chose à l'époque m'avait si profondément touché que j'ai abandonné mes études pour venir couper la canne avec les paysans et militer avec eux. Ce n'est que bien plus tard, à l'approche de la quarantaine, que j'ai repris mes études de philosophie et ai passé les concours. Qu'est-ce qui m'y a conduit ? Les errements du mouvement nationaliste guadeloupéen qui ne cessaient de me donner à penser. Mais ne crois pas que je regrette ce passé. Il a le mérite d'inscrire ma réflexion philosophique dans l'expérience guadeloupéenne.<sup>168</sup>

S'il ne s'agit pas ici de prendre au pied de la lettre une interprétation strictement sacrificielle de ce type d'engagement (Jacky Dahomay étant, aujourd'hui, très critique vis-à-vis de son

---

<sup>166</sup> On ne peut s'empêcher de penser à l'influence qu'a pu avoir la « zafra de los diez millones / la récolte des dix millions » (la réforme lancée par Fidel Castro visant à récolter dix millions de tonnes de canne à sucre à Cuba pour l'année 1970), lorsque l'on prête attention aux intonations du discours militant sur cette période.

<sup>167</sup> Entretien avec Rosan Mounian, ancien secrétaire général de l'UGTG, février 2012.

<sup>168</sup> Jacky Dahomay, texte publié sur le blog chien créole en réponse au LKP : GIRCOUR, Frédéric. Texte de Jacky Dahomay. Publié par Chien créole le 28 mai 2009: <http://chien-creole.blogspot.com/2009/05/texte-de-jacky-dahomay.html>

expérience de militantisme dans la canne), on peut remarquer à quel point la focalisation sur la canne et la polarisation des enjeux politiques autour de cet environnement protestataire confère, jusqu'à aujourd'hui, une légitimité particulière à ce type d'expérience militante. Au-delà de cette caractérisation idéologique et de la dynamique propre à cette période d'activisme anticolonial en Guadeloupe, on observe surtout une forme de prévalence des dynamiques locales dans le discours de nombreux responsables indépendantistes qui ont commencé à s'engager dans cette période charnière. C'est par exemple le cas de Gaby Clavier, ancien secrétaire général de l'UGTG et toujours actif aujourd'hui au sein du syndicat indépendantiste. Ce dernier évoque d'abord sa participation aux organisations de jeunesse chrétiennes dans la région du Nord Basse-Terre, et le contact avec le Père Chérubin Céleste, figure engagée de l'Église locale :

Ma rencontre avec le militantisme, c'est une histoire, ça commence... Je suis issu d'une famille militante, enfin d'une fratrie militante si on peut dire puisque mes sœurs aînées étaient militantes avant moi. J'ai milité dans un mouvement chrétien, le mouvement chrétien de la jeunesse rurale – ce que l'on nommait le MRJC. Et mon premier contact a été dans ce cadre-là avec le père Céleste, le père Chérubin Céleste, je ne sais pas si vous en avez entendu parler. C'était quelqu'un qui était très proche de la théologie de la libération. Puis voilà, j'ai milité avec mes grandes sœurs puis au lycée dans les années 1970- 1974. Dans la JEC, Jeunesses Etudiantes Chrétiennes. Et à cette période c'est la période où je rencontre le mouvement indépendantiste, nationaliste, c'est la période de développement de l'UTA, les coups de main, les cours du soir. Je suis parti [en France] après le bac en 1974, j'avais déjà une idée précise des rapports d'exploitation, de domination, et une vision très claire du positionnement que je devais avoir dans ce pays qui était, qui est... un pays occupé ! <sup>169</sup>

On perçoit bien ici à quel point des dirigeants UGTG-istes actifs au début des années 1970 ne cessent, dans leurs témoignages, de localiser leur expérience contestataire et de faire coïncider celle-ci avec la période de formation et de développement du syndicalisme indépendantiste en Guadeloupe. Gaby Clavier insiste en outre sur le fait qu'il était déjà conscient d'être originaire d'un pays colonisé – peut-être pour mieux se démarquer d'autres organisations, en soulignant le caractère précoce et indigène de cet engagement. Cette volonté de localiser le discours, outre qu'elle conforte l'histoire que l'organisation indépendantiste raconte à propos d'elle-même, montre bien la congruence entre expérimentation personnelle du politique et recherche de l'autonomie organisationnelle, notamment par l'évacuation des éléments de discours qui pourraient souligner des formes d'hybridité entre politisation locale et politisation hexagonale.

---

<sup>169</sup> Entretien avec Gaby Clavier, ancien secrétaire général de l'UGTG, juin 2014.

### **Le rôle de Chérubin Céleste dans la grève générale de 1975<sup>170</sup>**

La grève de 1975 s'organise autour de deux revendications essentielles : exigence de la fixation du prix de la tonne de canne en fonction de son coût moyen de production et non plus uniquement en fonction du taux de sucre contenu, et le passage du Salaire Minimum Agricole garanti (S.M.A.G.) vers des salaires agricoles correspondant au S.M.I.C. En effet, les ouvriers des usines sucrières étaient alors payés au salaire minimum « français » fixé dans les conventions collectives, là où les ouvriers agricoles touchaient un salaire « local » de 20% inférieur. Cette grève est l'une des premières véritablement menées par les membres de l'UTA-UPG, qui organise tour à tour différentes actions d'éclat basées sur la séquestration des directeurs d'usine. Déclenchée au début du mois de février 1975, avant le début de la récolte sucrière, le mouvement de grève se propage sur la plupart des habitations. Là encore, la répression est particulièrement sévère, le préfet faisant régulièrement intervenir les Compagnies républicaines de sécurité à la demande des usiniers. Les propriétaires, excédés par la cessation d'activité, ont alors massivement recours à l'embauche de travailleurs haïtiens – y compris en allant directement chercher ces derniers dans leur pays ou en incitant ceux présents à en faire venir davantage - pour compenser l'absence de travailleurs guadeloupéens, alimentant un climat d'hostilité parmi la population. Petit à petit, la grève perd du terrain parmi les travailleurs agricoles.

Les dirigeants syndicaux de l'UTA et de la CGT décident le vendredi 21 mars la suspension provisoire de la grève et envisagent une reprise de l'activité pour le lundi suivant. C'est le moment que choisit le Père Chérubin Céleste, figure de la communauté chrétienne de la région du nord de la Basse-Terre (en particulier dans les communes de Baie-Mahault, Lamentin et Sainte-Rose où il réside et pratique l'évangélisation) pour s'élever contre les agissements des autorités et des propriétaires terriens. Chérubin Céleste, qui est également l'aumônier des mouvements de jeunesse chrétienne, tels que le MRJC et la JEC, recueille une large audience auprès des milieux de jeunes catholiques au sein desquels il diffuse une vision de la théologie de la libération largement inspirée par les écrits latino-américains.

Dénonçant les conditions de travail des ouvriers guadeloupéens et haïtiens, il prend parti contre le préfet et les élus locaux. Après s'être adressé aux différents syndicats le samedi 22, il s'exprime publiquement le dimanche 23 mars et annonce qu'il entame une

---

<sup>170</sup> Peu de travaux évoquent le parcours militant du père Chérubin Céleste, la plupart des éléments rapportés ici proviennent essentiellement d'un livre-témoignage rédigé par Louis-August Joint, sociologue haïtien, dont l'existence nous a été indiquée par Gaby Clavier. À ce sujet voir : JOINT, Louis August. *Le père Chérubin Céleste entre religieux et politique*. Éditions Nestor (référence complète ?). On trouve également nombre d'informations précieuses dans l'ouvrage de Dany Bebel-Gisler : BEBEL-GISLER, Dany. *Cultures et pouvoir dans la Caraïbe: Langue créole, vaudou, sectes religieuses en Guadeloupe et en Haïti*. 3e éd. Editions L'Harmattan, 2000, 140 p. et dans le dossier proposé par le collectif cases rebelles : CASES REBELLES. « Guadeloupe, 1975 : et la foi fit bouger Grosse-Montagne. », 2015 :

<http://www.cases-rebelles.org/guadeloupe-1975-et-la-foi-fit-bouger-grosse-montagne>. On retrouve par ailleurs ces éléments dans une notice rédigée par l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe et disponible sur son site internet à l'adresse : [http://ugtg.org/article\\_487.html](http://ugtg.org/article_487.html)

grève de la faim illimitée en solidarité avec les revendications des travailleurs en lutte, exigeant le retrait des forces de l'ordre et l'ouverture de négociations. Son geste, largement médiatisé à l'époque, encourage les directions syndicales à relancer le mouvement de grève. Un nouveau comité de grève est créé qui associe, outre les syndicats en grève, de nombreuses organisations chrétiennes telles que le Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne (MRJC), le Mouvement de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (MJOC). Le Père Chérubin Céleste choisit alors la chapelle de Grosse Montagne pour commencer à jeûner. Dans les jours qui suivent, la chapelle – qui était déjà un lieu traditionnel de prière en cette période de carême, devient le « quartier général » du mouvement de protestation<sup>171</sup>.

Le 30 mars 1975, dimanche de Pâques, un meeting est organisé près de la chapelle, à l'école de la Rosière. Plusieurs milliers de travailleurs partent de la chapelle de Grosse-Montagne pour rejoindre le meeting, qui est violemment dispersé par les forces de police. Les participants rebroussent chemin vers la chapelle. Le lendemain, jour du lundi de Pâques, la Chapelle est encerclée puis prise d'assaut. Pendant les affrontements, des grenades lacrymogènes sont lancées par les gendarmes au sol et depuis des hélicoptères. Le père Chérubin Céleste est enlevé par les gendarmes et conduit vers un lieu tenu secret, avant d'être libéré sous la pression des manifestants.

Les négociations s'ouvrent deux jours après le début de la grève générale initiée à l'appel de l'UTA et débouchent rapidement sur la satisfaction des principales revendications des grévistes. Le salaire des ouvriers agricoles est indexé sur celui des ouvriers d'usines et augmente de près de 20%. En parallèle, le prix de la tonne de canne est augmenté de 40% et fixé en fonction du « prix de revient ».

Si Gaby Clavier et Rosan Mounien insistent autant sur le caractère indigène de leur engagement pour une politique indépendantiste, c'est probablement en leur qualité de porte-parole de l'organisation puisqu'ils sont tous deux d'anciens secrétaires généraux de l'UGTG – un statut qui perdure bien après qu'ils aient quitté la fonction. La superposition de ces extraits d'entretiens permet de comprendre le processus de différenciation qui s'opère dans la production du discours, tenant à bonne distance toute forme d'assimilation de l'activité protestataire guadeloupéenne avec les formes de contestation hexagonales de la même période. On pourrait parler, à la suite de Jean-Noël Retière et de Nicolas Renahy, d'une forme de capital autochtone qui confère davantage de légitimité à l'inscription locale de

---

<sup>171</sup> On remarquera, ici les similitudes entre le répertoire d'action d'occupation employé par Père Chérubin Céleste dans le cadre de sa grève de la faim à la chapelle de Grosse Montagne et l'occupation des militants du Freedom Summer évoqués par Doug Mc Adam dans Freedom Summer. Des auteurs tels que Mc Carthy, reprenant les travaux originels de Morris et McAdam, ont également souligné l'importance des institutions locales noires telles que les églises ou les universités – ce que Tilly nomme les *grassroots settings* - dans l'impulsion et la structuration du mouvement des droits civiques. MCCARTHY, John D. « Political opportunities: conceptual origins, current problems, future directions. » in *Comparative Perspectives on Social Movements: Constraints and opportunities in adopting, adapting, and inventing*. Cambridge : Cambridge University Press, 1996, pp. 23-40.

l'engagement et aux espaces de socialisation de proximité, qui est mis en exergue par les militants indépendantistes pour insister sur le caractère guadeloupéen des combats qu'ils ont menés et des enjeux de lutte autour desquels ils se sont mobilisés<sup>172</sup>.

On retrouve également dans ces récits de nombreux éléments congruents avec le militantisme chrétien dans l'hexagone, où la cause Tiers-mondiste sert de passerelle – pour reprendre l'expression de Julie Pagis<sup>173</sup> – entre sphère religieuse et sphère politique. Ce qui est présenté comme une « prise de conscience » de la vie en terre colonisée, à une époque où l'institution ecclésiastique était encore plus présente dans la vie des Guadeloupéens qu'elle ne l'est aujourd'hui, doit manifestement beaucoup à la subversion de certaines frontières morales et éthiques dans le champ religieux. Le type de politisation religieuse généré par ces engagements critiques – voire dissidents – au sein de l'Église semble s'éloigner du « modèle éducatif de masse » que l'on observe du côté de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, pour se rapprocher davantage de celui préconisé par l'Action Catholique Ouvrière :

[...] Tandis que la JOC se présente, au même moment, comme un mouvement éducatif de masse, l'ACO regroupe des militants appartenant à des mouvements et des syndicats divers, par principe, et qui pratiquent la « révision de vie », exercice qui consiste à interpréter l'action des organisations militantes comme « la recherche d'un sens de la vie pleinement formulé dans le Bertrandisme ». L'ACO ne propose donc pas des objectifs militants ; elle se veut un regroupement et gère en fait le rapport de catholiques à leur « action ouvrière », tout en exprimant localement ou au plan national des positions sur les conflits sociaux.<sup>174</sup>

Le père Chérubin Céleste, en manifestant par ses prises de position une forme de solidarité politique avec les dominés plutôt qu'avec les dominants, a pu bouleverser les représentations

---

<sup>172</sup> Nous reviendrons plus spécifiquement sur la dynamique autochtone du capital militant des syndicalistes indépendantistes dans le chapitre suivant consacré à l'UGTG. On peut d'ores et déjà reprendre la définition minimale qu'en donne Jean-Noël Rétière, à savoir un capital défini « [...] *non pas uniquement à partir d'un capital social fait de relations professionnelles, de parenté, de voisinage, etc., ou bien encore d'un capital symbolique reposant sur l'estime et la réputation, mais dans l'intrication des deux : le premier lui assure la visibilité tandis que le second lui confère et en garantit la valeur* ». C'est en effet, et on le voit dans les extraits d'entretien mobilisés, à la fois à partir de sociabilités particulières que débute la trajectoire militante et, dans le même temps, en fonction d'attributs symboliques « autochtones » que celle-ci est jugée sur le temps long. Voir : RETIÈRE, Jean-Noël. « Capital d'autochtonie », in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J.-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013. URL : <http://www.dicopart.fr/it/dico/capital-dautochtonie>.

<sup>173</sup> PAGIS, Julie. *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Ouvrage cité : pp 48-49 ; et également l'article : PAGIS, Julie. « La politisation d'engagements religieux », *Revue française de science politique*, 2010, vol. 60, n° 1, p. 61-89.

<sup>174</sup> ROUSSEAU, André. Petite bourgeoisie intellectuelle et classe ouvrière dans la configuration des chrétiens de gauche en France (1962-1978). *Histoire@Politique*, 2016/3 (n° 30), p. 98-113.

établies sur l'Église catholique en tant qu'agent de la domination. Ce faisant, cette prise de position a manifestement conduit certains fidèles qui constituent l'audience ordinaire de l'institution ecclésiastique à opérer un réexamen - voire une réorientation - d'ensembles dispositionnels acquis dans les sociabilités chrétiennes (notamment de jeunes militants tels que Gaby Clavier).

Comme nous allons le voir, ce dynamisme organisationnel du camp indépendantiste, particulièrement investi dans les luttes contre les fermetures d'usine du nord Basse-Terre et galvanisé par les prises de positions dissidentes au sein de l'église durant la lutte de Grosse-Montagne, vont trouver sur leur chemin les militants trotskistes de Combat Ouvrier.

### **b) Des rapports conflictuels entre militants indépendantistes et trotskistes**

Traditionnel bastion du Parti Communiste, le terrain de la canne – et, plus généralement, celui des exploitations agricoles – est progressivement investi par des militants indépendantistes et trotskistes. La vague de luttes enclenchées dans le secteur cannier donne, nous l'avons vu, l'occasion à la jeune garde de l'indépendantisme de faire ses armes sur un terrain qui constitue pour elle un enjeu stratégique de taille après la répression de mai 1967. Pour ces militants qui s'engagent dans une action syndicale orientée par une politique indépendantiste, il s'agit non seulement de se démarquer des formes antérieures de lutte, mais également de promouvoir un modèle économique de développement coopératif en s'appuyant sur la pratique spécifique de l'occupation. Ce type d'occupation visant à produire de la canne en se passant des patrons va devenir, pour l'UGTG comme pour l'UTA et l'UPG, la « chasse gardée » des militants indépendantistes. Ces derniers ne sont pourtant pas les seuls à se mobiliser sur le terrain cannier. Comme le raconte Lita Dahomay (qui revient ici sur son parcours personnel), les militants trotskistes de Combat Ouvrier s'appliquent eux aussi à soutenir les mouvements paysans locaux :

À cette époque-là il y avait les Jeunesses Communistes, très actives. Et j'ai eu des liens avec les idées marxistes au sein des Jeunesses Communistes. Mais j'ai surtout milité dans une association qui s'appelle le Cercle Culturel des Étudiants Guadeloupéens. Ils s'intéressaient beaucoup à l'histoire des Antilles, à la culture antillaise, on faisait des recherches sur notre identité. C'était une organisation de jeunes nationalistes, en fait. L'une des premières organisations de jeunes nationalistes. Mon milieu familial c'est un milieu petit-bourgeois, mon père était fonctionnaire, c'était un milieu intellectuel. Là, dans ce milieu-là, si tu veux, tout le monde, enfin tous mes frères et sœurs allaient au lycée, j'avais des frères et sœurs qui étaient étudiants à Bordeaux. Voilà moi on lisait beaucoup, mon père en particulier. Ce qui nous a permis de comprendre beaucoup de choses par le biais intellectuel. On n'avait pas de contact réel

avec le milieu pauvre quand on était jeunes. [...] J'y étais [à l'Association Culturelle des Etudiants Guadeloupéen] parce que je faisais mes études à l'Ecole Normale de Pointe-à-Pitre, pour être institutrice. Ce milieu de jeunes, nous avons vécu de très près les événements de 67 à Pointe-à-Pitre et la tuerie. Et il y a même des jeunes du CCEG qui ont été inquiétés par la justice. Le CCEG n'a pas continué à exister. Il a fallu attendre le début des luttes dans la région de Sainte-Rose pour que la lutte reprenne quelques années après.<sup>175</sup>

Si son profil social et son parcours sont similaires à ceux de nombreux jeunes scolarisés qui militent au sein des mouvements indépendantistes, la stabilisation de sa vie professionnelle et sa première affectation en tant qu'institutrice dans la région de Sainte-Rose vont créer les conditions d'un nouvel engagement militant auprès des ouvriers agricoles en lutte. Alors qu'elle a fréquenté puis délaissé les jeunesses nationalistes au cœur des événements de Mai 67, elle adhère par la suite à Combat Ouvrier – une bifurcation qui l'amène à se pencher de façon plus spécifique et plus concrète sur le sort des ouvriers agricoles guadeloupéens :

J'ai été affectée comme enseignante, à Sainte-Rose. C'est à ce moment-là que je vais vraiment avoir des liens avec les petits paysans pauvres, les ouvriers agricoles et les ouvriers des usines. Je vais rester dans cette région. C'est aussi à cette période, en 71 que Combat Ouvrier, qui militait en France vient s'implanter en Guadeloupe. Enfin des militants viennent pour implanter Combat Ouvrier. Je reconnais dans Combat Ouvrier les idéaux marxistes et j'adhère à Combat Ouvrier, je rentre à Combat Ouvrier. Et je milite à CO depuis 1971, je ne l'ai jamais quitté, voilà ! (rire). [...]. Bon, je peux te parler des mouvements de cette région. Après mai 67, il y a eu une peur terrible, les travailleurs ont dû... reculer... Il a fallu attendre pour que le mouvement reparte, que les travailleurs redressent la tête. Il y a eu deux usines qui ont fermé, deux usines à sucre, dans la même région qui ont fermé toutes les deux. Il y avait l'usine de Comté et l'usine de Bonnemère. La seule région qui restait c'était Grosse-Montagne. Beaucoup d'ouvriers agricoles se sont retrouvés à la rue, sans travail, dans les champs. Et la paysannerie pauvre était ruinée. Comme à l'époque les paysans c'était la « canne à la richesse » : ils amenaient la canne à l'usine, qui les payait et leur fournissait des engrais, et bien il y en avait qui « devaient à l'usine », qui étaient endettés.<sup>176</sup>

À partir de ce moment, la rencontre entre militants indépendantistes et trotskistes ne va plus se faire sans heurts. En effet, bien qu'ayant partagé des formes de socialisation politique similaires (notamment au sein des cercles d'étudiants guadeloupéens implantés en Guadeloupe tels que le CCEG), la transposition des anciennes oppositions qui séparaient les militants de Combat Ouvrier et les indépendantistes dans le terrain de la canne va les amener

---

<sup>175</sup> Entretien avec Lita Dahomay, dirigeante de Combat Ouvrier, juin 2014.

<sup>176</sup> Idem.

à s'affronter, comme en témoigne le récit de Max Céleste, l'un des leaders de Combat Ouvrier depuis cette époque :

Nous nous affrontions sans cesse avec les militants nationalistes, qui défendaient l'intégration des paysans de la canne à la révolution nationale, et qui mettaient en œuvre une perspective nationaliste-bourgeoise. Pour nous, à Combat Ouvrier, la lutte sur les exploitations occupées devait être dirigée par les travailleurs eux-mêmes et non de l'extérieur. Il fallait développer un système coopératif qui permette de faire émerger une solidarité ouvrière et pas seulement de produire, produire, produire. Il fallait que les travailleurs apprennent à se passer du béké, à s'organiser sans lui. Il n'y avait pas de solution intermédiaire, il fallait que ces travailleurs prennent le pouvoir, en tous cas c'est ce qu'il fallait impulser.<sup>177</sup>

Si l'on voit bien que le discours de Max Céleste fait la part belle aux oppositions politiques entre militants trotskistes et indépendantistes (accusés de soutenir une révolution « nationaliste bourgeoise » là où les trotskistes se posent en défenseur de l'« internationalisme prolétarien »), ces oppositions associent une façon de pratiquer l'occupation et une projection particulière dans ce répertoire d'action – bref, une tension permanente entre « le choix de l'action et la façon de la pratiquer »<sup>178</sup>. Là où les indépendantistes veulent des occupations productives tournées vers la canne, les militants trotskistes veulent des occupations vivrières et collectivistes. Comme l'explique une nouvelle fois Lita Dahomay, elle aussi membre de Combat Ouvrier depuis cette époque, l'ambition affichée par les militants nationalistes entre d'abord en tension avec la situation économique de certains travailleurs ruraux, plus enclins à aménager des espaces dédiés à l'agriculture vivrière qu'à une réorganisation productive de l'économie sucrière. C'est sur cette contradiction pratique que vont s'appuyer les militants de Combat Ouvrier pour s'opposer aux militants nationalistes au cours de la grève du nord Basse-Terre de 1975 :

Jusque-là ils n'avaient pas de base, donc ils viennent dans la canne. Nous avons soutenu le mouvement (silence). Mais nous avons commencé à avoir des problèmes avec les nationalistes. Pourquoi ? Je vais t'expliquer. Quand les usiniers ont fermé les

---

<sup>177</sup> Entretien avec Max Céleste, janvier 2012.

<sup>178</sup> Pour reprendre l'expression d'Etienne Penissat : « [...] Loin d'être une simple variable neutre ou l'élément d'une panoplie préexistante, l'action choisie et la façon de la pratiquer sont en conflit. Conflit pour déterminer quelle action choisir. Conflit surtout pour déterminer « la bonne façon » d'occuper, de manifester, de faire la grève. Ces conflits ne sont pas « techniques » dans le sens où ils n'auraient pour seul principe qu'un affrontement sur le degré d'efficacité de tel ou tel mode d'action. Ils ont, au contraire, des incidences sur les processus d'identification, de légitimation, de représentation et de présentation des mouvements sociaux. ». – PENISSAT, Étienne. Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : Processus sociohistoriques de « réinvention » d'un mode d'action, *Genèses*, 59 (2), 2005, p. 72.

usines, ils ont fichu les ouvriers agricoles à la porte et ils ont laissé des terres non-cultivées, des terres en friche. Et à ce moment-là les nationalistes et les ouvriers ont occupé les terres des usiniers. Il y a une divergence qui va apparaître entre les nationalistes et Combat Ouvrier. Les nationalistes affirment qu'il faut occuper les terres pour créer de nouvelles coopératives et planter la canne. C'était l'objectif : planter la canne. Mais en même temps il y avait aussi des ouvriers plus pauvres qui n'avaient rien, qui étaient autonomes des nationalistes et qui occupaient sur une autre base. Ils occupaient pour avoir des lopins de terre, avec leur petite maison, c'est ça qui intéressait les plus pauvres. Ils n'étaient pas sous le contrôle des nationalistes. Et c'est cette fraction-là que nous avons soutenue. Nous [à *Combat Ouvrier*] nous n'étions pas là pour leur dire de planter de la canne, ce n'était pas notre objectif. On disait que c'était les plus pauvres, et que s'ils devaient prendre les terres des capitalistes cela devait être pour eux. Ils étaient tellement pauvres, ils ne pouvaient pas payer des loyers... Donc il y a eu une vague d'occupations comme ça, à plusieurs endroits, pour mettre des maisons, pour... Et là nous sommes entrés en conflit avec les nationalistes, ils nous ont combattus, ils n'étaient pas d'accord avec ça, et ils nous ont affrontés physiquement. Ils venaient eux-mêmes labourer les terres, ils les menaçaient de labourer leur petit jardin. Et on a tenu bon malgré les menaces des nationalistes. Les petites gens qui avaient occupé ces terres, et c'était une très bonne chose car jusqu'à présent, ils ont leurs terres, Si tu vas à Sainte-Rose tu peux voir ça, des « usines » entières qui ont été occupées par ces petites-gens-là !<sup>179</sup>

D'après les militants de Combat Ouvrier, les militants indépendantistes n'étaient donc pas véritablement en mesure de fomenter l'agitation ouvrière de façon autonome. Pour ces militants trotskistes qui viennent se greffer aux luttes agraires, les militants indépendantistes se tournent vers la canne dans l'espoir de constituer la base sociale nécessaire au développement d'une politique nationaliste menacée d'isolement – là où les militants indépendantistes présentent les occupations de terre comme la continuité de la période d'activisme clandestin qui fait suite à Mai 67 en Guadeloupe. Pour mieux souligner le caractère exogène du militantisme indépendantiste, les militants trotskistes accusent ces derniers d'être extérieurs au monde des paysans, d'imposer leur projet de façon autoritaire, mais également de saboter les plantations vivrières mises en place dans les communes du nord de la Basse-Terre par certains ouvriers agricoles. Au final, quels que soient les arguments mis en avant pour expliquer les oppositions entre les différents groupes, c'est avant tout parce que les travailleurs agricoles sont relativement démunis en termes de ressources et que la répression pèse fortement dans le contexte de mobilisation – soit de façon manifeste, soit au

---

<sup>179</sup> Entretien avec Lita Dahomay, dirigeante de Combat Ouvrier, juin 2014.

travers du souvenir des événements de Mai 67 – que ces différentes projections trouvent des conditions de réalisation au travers de la lutte<sup>180</sup>.

Dans l'ensemble, il apparaît que les différentes fractions qui s'affrontent sur le terrain cannier expérimentent aux côtés des populations locales les conditions pratiques de la lutte elle-même, en même temps que les militants s'imprègnent des difficultés de subsistance rencontrées par les populations rurales. On perçoit bien, dans les différents extraits, à quel point ces engagements aux côtés des travailleurs de la terre ont également constitué des moments de mise à l'épreuve de la volonté militante. Parce que ces moments de lutte ont été des moments difficiles, parfois émaillés de violence, mais aussi parce que ces mouvements constituaient un enjeu central du développement des organisations, leur portée symbolique conserve un caractère structurant plusieurs décennies plus tard. Ce sont aussi des moments de rencontre sociale ou de construction de l'appartenance à un camp social (celui des « exploités », des « pauvres », des « colonisés »), ce qui explique que les militants présentent cette expérience comme centrale, alors même qu'eux-mêmes sont relativement étrangers au monde paysan. Au cœur d'un tel récit, l'expérience personnelle tient surtout lieu de support pour une culture d'organisation particulièrement marquée idéologiquement, ce qui rend complexe l'appréhension des registres discursifs et pratiques de leurs interventions politiques respectives – notamment si l'on pense en termes classiques la dichotomie entre militants « par conscience » et militants « de soutien ».

Il est frappant de constater que le militantisme auprès des travailleurs agricole en Guadeloupe émerge dans une configuration sociale qui peut être rapprochée du militantisme en faveur de la libération du peuple algérien dans les années 1960. On retrouvait alors, au sein du mouvement anticolonialiste, nombre de militants intellectuels qui avaient pris fait et cause pour l'Algérie indépendante tout en tentant d'articuler leur mobilisation à la défense des ouvriers d'origine immigrés sur le sol français, comme le souligne Laure Pitti<sup>181</sup>. Il est

---

<sup>180</sup> On peut ici penser à la façon dont les mobilisations de prostituées de l'église Saint-Nizier à Lyon en 1975 ont créé un clivage ou une concurrence parmi les soutiens (entre féministes et abolitionnistes), concurrence permise par le manque de ressources, de tradition protestataire et par la répression des forces de police. Voir : MATHIEU, Lilian. « Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises. » *Revue française de sociologie*. 1999, vol. 40, n° 3, p. 475-499.

<sup>181</sup> « [...] dans cette “opposition limitée mais significative à la guerre d'Algérie” qui s'est donnée dans le soutien, minoritaire mais effectif parmi les ouvriers des usines de France métropolitaine, à la cause de l'indépendance algérienne [...] se sont impliqués des individus d'âges différents, d'origines sociales différentes, et des deux “camps”. L'histoire des “porteurs de valise” est un des emblèmes de cet

également frappant de constater, pour les deux sous-ensembles militants décrits ici, à quel point le récit des occupations de terre et la description des besoins immédiats des populations s'articulent avec les projections idéologiques propres à chaque tradition militante. Pour le dire vite : loin d'être totalement revenus de ces affrontements, les militants indépendantistes ou trotskistes qui sont par la suite devenus des responsables politiques ou syndicaux reviennent sur ces événements en insistant sur le caractère décisif de leur action politique – ce qui laisse à penser que cette rivalité persiste et qu'elle est toujours structurante.

Les grèves qui secouent le secteur cannier en Guadeloupe sont le lieu d'apparition de nouvelles forces politiques contestataires, notamment du côté des indépendantistes. On assiste à de vastes mobilisations populaires parmi les travailleurs agraires et à une forte résurgence du mouvement indépendantiste réorganisé autour de l'Union des Travailleurs Agricoles et de l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe, qui possède une organisation et une influence bien supérieures à ce qu'elles étaient en Mai 67. En parallèle, cette dynamique de mobilisation fait également réagir d'autres forces à la gauche du Parti Communiste, notamment l'organisation Combat Ouvrier qui cherche à consolider son implantation. Comme nous allons à présent le voir, en Martinique, c'est la grève du Chalvet de février 1974 qui est emblématique de l'agitation anticolonialiste des années 1970 aux Antilles françaises. Encore aujourd'hui, le souvenir de cette grève continue d'imprégner profondément l'imaginaire militant de l'île, agissant comme une sorte d'aimant venant polariser la mémoire et les discours militants.

## **2) La grève du Chalvet en Martinique (février 1974)**

Nous l'avons déjà évoqué lors du précédent chapitre, l'agitation anticolonialiste est, au début des années 1970, particulièrement vivace en Martinique. Ainsi, comme le souligne Edouard de Lépine dans le seul ouvrage historique consacré aux événements de février 1974 à la Martinique :

[...] Le drame de Chalvet avait marqué le temps fort d'une série de luttes déclenchées et menée depuis plusieurs mois par les organisations d'extrême-gauche extérieure aux forces intervenant traditionnellement au sein du mouvement ouvrier. Ce n'était plus le parti communiste et la CGT qui dirigeaient les luttes, comme ils l'avaient fait depuis près de 40 ans. C'était, pour la plupart, des groupes inconnus ou peu connus du grand

---

engagement, davantage connu cependant à l'échelle des intellectuels que des militants ouvriers. » - PITTI, Laure. « Une matrice algérienne ? Trajectoires et recompositions militantes en terrain ouvrier, de la cause de l'indépendance aux grèves d'OS des années 1968-1975 », *Politix*. 2006, vol. 76, n° 4 : p. 143.



Article, annonçant la grève générale de février 1974 publié dans Justice l'hebdomadaire du Parti Communiste Martiniquais, 17 janvier 1974, archives personnelles d'Edouard De Lépine.

public : Groupe Révolution Socialiste (GRS), Groupe d'Action Prolétariens, Groupe Septembre 70, rassemblement de Saint-Joseph, Les Marronneurs, les quatre derniers regroupés, fin janvier 1974, en une Union Patriotique de Solidarité avec les Ouvriers Agricoles.<sup>182</sup>

Si nous souscrivons dans une large mesure à cette affirmation, il nous paraît important d'insister sur le fait que la grève du Chalvet va également montrer les premiers signes d'essoufflement d'une politique révolutionnaire autonome dans l'île – ou, tout du moins, préfigurer certaines difficultés qui vont se poser aux groupes révolutionnaires martiniquais et conduire à leur mise en retrait.

Il est important, là aussi, de considérer le moment du Chalvet comme le point de bascule entre la différenciation entamée avec

l'agitation anticolonialiste des années 60 et le retour des militants soixante-huitards en Martinique, et une phase de stabilisation qui connaîtra son apogée aux alentours de 1981.

En Martinique, le cycle de contestation ouvert avec le retour au pays de nombreux militants anticolonialistes au début des années 1970 semble connaître son apogée en février 1974, moment restée dans l'histoire du pays comme la « crise du Chalvet ». Dans un climat de vives tensions sociales, des nombreux mouvements de grève se développent en Martinique, rendant le maintien de l'ordre public particulièrement complexe pour les autorités. Pourtant, loin de constituer un point d'appui mécanique pour le développement des organisations révolutionnaires, l'épisode du Chalvet va au contraire susciter un aggiornamento critique de la part des groupes gauchistes et préfigure de nombreuses ruptures individuelles et collectives qui vont se donner à voir au cours de la décennie 1970. Ces ruptures vont se traduire, comme nous allons le voir, par une réorientation des organisations anticolonialistes autant que par des

<sup>182</sup> DE LEPINE, Edouard. *Chalvet, Février 1974*, suivi de : *102 documents pour servir à l'histoire des luttes ouvrières de janvier-février 1974 à la Martinique*, Fort-de-France : K-Libris, 2014 : p11

bifurcations dans les trajectoires militantes de leurs membres – notamment chez les militants des organisations trotskistes (Groupe Révolution Socialiste et Combat Ouvrier), sur lesquelles nous insisterons davantage ici.

### **La grève du Chalvet et sa répression**

L'année 1974 débute par plusieurs mobilisations ouvrières dans le bâtiment et dans les plantations cannières inquiétant particulièrement les autorités de l'île. En février 1974, une grève générale préparée par les différentes organisations syndicales (CGT, CFDT et Force Ouvrière) pour la revalorisation des salaires - en particulier du salaire journalier pour les ouvriers agricoles de la banane - et le développement de l'emploi en Martinique est déclenchée. Alors que des négociations s'ouvrent dans différents secteurs où les travailleurs sont entrés en lutte, la situation dégénère progressivement dans les plantations où les organisations syndicales, pourtant puissantes, se heurtent à l'opposition catégorique des propriétaires terriens. Le 13 février, une discussion est organisée entre travailleurs de la banane et de l'ananas et le patronat local, où les békés proposent 32 francs au lieu des 35,46 francs réclamés par les ouvriers. La reconduction de la grève est alors votée, de même que la poursuite des négociations avec les békés.

Des marches sont alors organisées dans plusieurs localités martiniquaises, où les militants ouvriers progressent d'un site de production à l'autre pour convaincre les habitants de prolonger la grève afin d'obtenir satisfaction sur la rémunération de la journée de travail. Le climat est particulièrement tendu, les propriétaires terriens ayant exigé du préfet des mesures pour faire cesser le mouvement de grève et rétablir l'ordre. Des hélicoptères survolent les plantations et surveillent les allées et venues des « grèves marchantes ». Au lieu-dit du Chalvet sur la commune Basse-Pointe, les marcheurs sont brusquement encerclés par une compagnie d'environ 200 gendarmes qui ouvrent le feu sans sommation, au milieu des gaz lacrymogènes abondamment tirés depuis les hélicoptères.

Un manifestant originaire de la commune du lorrain, Ilmany Renor, âgé de 55 ans, est tué, et plusieurs grévistes sont grièvement blessés<sup>183</sup>. Le 15 février, environ 4000 personnes manifestent à Fort-de-France pour protester contre les violences survenues la veille. Le lendemain, 16 février, le corps mutilé de Georges Marie-Louise, un jeune ouvrier agricole, est retrouvé sans vie sur une plage à proximité de l'Habitation Chalvet. La découverte du corps soulève une vague d'indignation parmi la population martiniquaise, la rumeur accusant tour à tour les hommes de main du patronat et les forces de l'ordre d'avoir perpétré l'assassinat de Georges Marie-Louise.

Les manifestations reprennent à partir du lundi 18 février. À cette occasion, une foule importante se presse aux obsèques d'Ilmany Renor et Georges Marie-Louise au Marigot. Cette dernière manifestation signe la fin du conflit, un protocole de fin de conflit étant signé le 19 février avec les syndicats. Des accords salariaux sont trouvés et les ouvriers de la

---

<sup>183</sup> Notamment Guy Créteinoir, Robert Cyrille, François Rosaz et Henri Rastocle.

banane voient leur rémunération alignée sur le montant SMIC horaire.

### a) Le Groupe Révolution Socialiste aux avant-postes

Du côté des militants trotskistes, le Groupe Révolution Socialiste est particulièrement actif sur le terrain et fait paraître rien moins que sept publications régulières<sup>184</sup>. Durant la période qui précède la grève du Chalvet, le GRS se distingue particulièrement par son adaptation au cycle de protestation qui semble ouvert depuis l'affaire de l'OJAM<sup>185</sup>. Du fait de l'ancienneté de ses militants sur le terrain martiniquais (en particulier des militants qui étaient déjà des cadres de la Jeunesse Communiste tels que Gilbert Pago, Edouard De Lépine ou Philippe Pierre-Charles et de l'audience de l'organisation jeunesse d'Avant-Garde dans les établissements scolaires<sup>186</sup>) et du degré élevé de coopération entre le GRS et la Ligue Communiste, la jeune organisation paraît s'adapter avec une relative aisance aux évolutions de la situation politique.

Quelques mois avant les événements du Chalvet, les militants et les militantes du GRS sont actifs durant le conflit du journal *France-Antilles*. Débuté en novembre 1973, le mouvement entend d'abord dénoncer plusieurs licenciements économiques de journalistes et de personnels au sein du journal, et réclame la mise en place d'une convention collective au sein de la structure. Le conflit bascule lorsque le groupe Hersant, devenu actionnaire majoritaire de la publication, dépêche des personnels hexagonaux en lieu et place des licenciés. Cette décision, particulièrement impopulaire auprès d'une population martiniquaise attachée à son quotidien local, devient le symbole d'une ingérence colonialiste qui privilégie l'embauche des Français de l'hexagone plutôt que des Martiniquais. Du côté des militants gauchistes, elle laisse également la porte ouverte à l'interprétation selon laquelle le

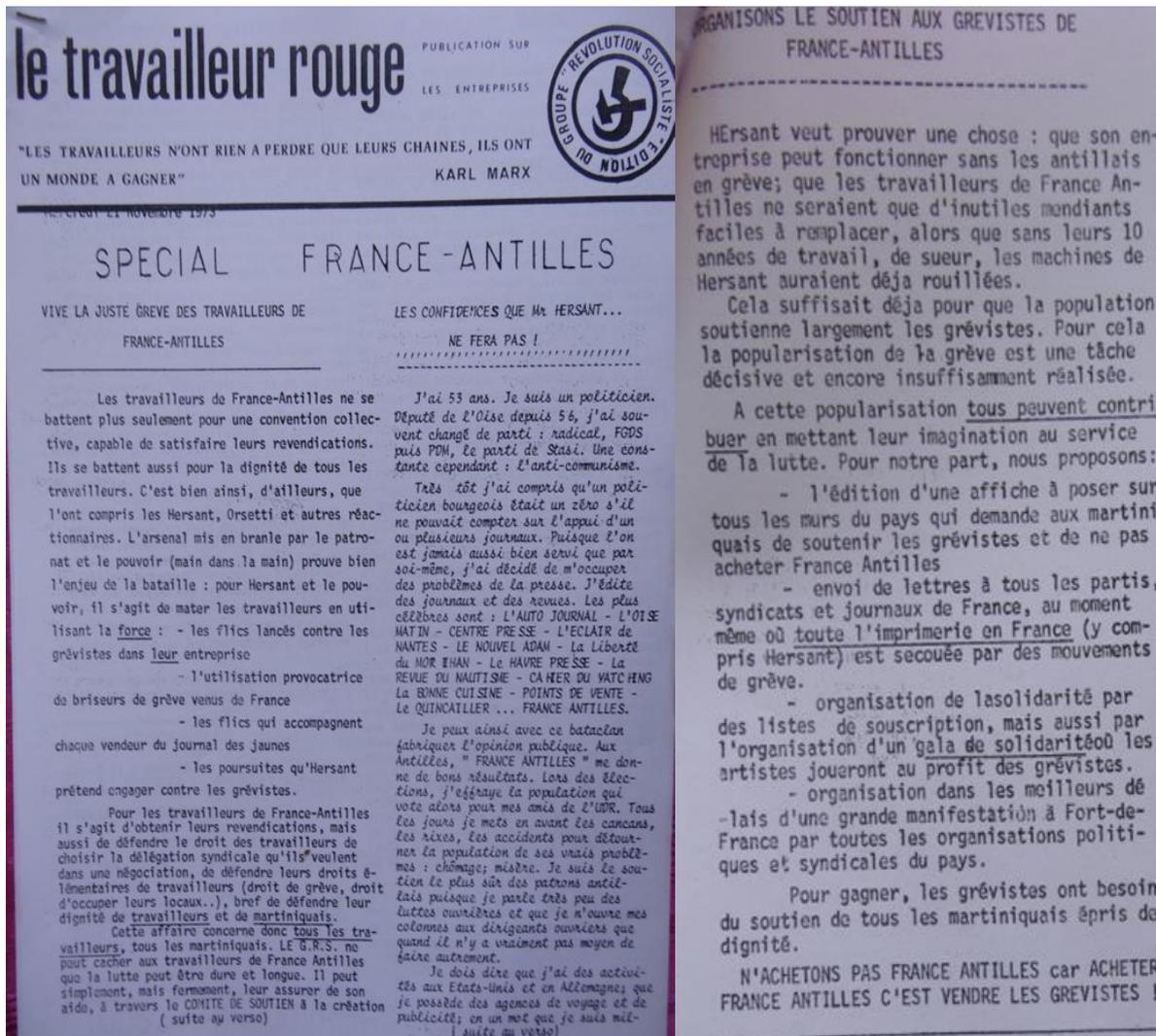
---

<sup>184</sup> Parmi lesquelles le bimensuel *Révolution Socialiste*, une feuille hebdomadaire nommée *Le Travailleur Rouge*, deux journaux quinzomadaires (*Le Nord en Lutte* et *Le Sud en Lutte*), deux mensuels locaux (*Le Robert en marche* et *l'Ajoupa*) le journal *Jeunesse d'Avant-Garde* à destination des établissements scolaires, et *Libération Antilles Guyane* destiné aux travailleurs de l'émigration. Voir DE LEPINE, Edouard. Ouvrage cité : p13. Voir également en Annexe 12.

<sup>185</sup> Que nous avons déjà abordé dans le premier chapitre.

<sup>186</sup> Comme nous l'avons déjà souligné au cours du premier chapitre.

licenciement pouvait également avoir des motivations politiques et racistes.



« Le Travailleur Rouge », bulletin du GRS consacré à la grève de France-Antilles, novembre 1973, reproduction des archives personnelles d'Edouard de Lépiné

À partir de ce moment, le journal *France-Antilles*, jusque-là considéré par les militants du GRS comme « la voix de son maître<sup>187</sup> », devient l'objet de toutes les attentions et de tous les soutiens. La grève des journalistes de France-Antilles est l'occasion de développer une activité de réflexion et de propagande sur des thématiques telles que l'autogestion et le contrôle ouvrier, en convoquant l'exemple de luttes emblématiques telles que celle des ouvriers de LIP débutée au mois de mai 1973<sup>188</sup>. Lors des premières manifestations

<sup>187</sup> Pour reprendre ici une expression caractéristique de la critique étudiante à l'encontre de la presse majoritaire dans les années 1968.

<sup>188</sup> Là encore, la promotion de l'autogestion et du « modèle LIP » comme dessinant un horizon des possibles et témoignant d'une certaine exemplarité révolutionnaire dans l'acte d'auto-organisation se révèle centrale pour la compréhension des dynamiques de luttes sociales durant cette période en France hexagonale. - VIGNA, Xavier. « Lip et Larzac : conflits locaux et mobilisations nationales », in.

organisées en soutien à la grève, une banderole du GRS défile avec l'inscription : « France-Antilles, il n'y aura pas de médiation à la LIP », preuve que les militants trotskistes ont non seulement connaissance du conflit, mais qu'ils espèrent également un approfondissement du mode de fonctionnement autogestionnaire de la mobilisation et une issue victorieuse au conflit.

Un comité de soutien, qui restera actif jusqu'à la fin du conflit et à la réintégration des licenciés, est alors créé sous la houlette des militants du GRS. Il se distingue notamment par l'organisation d'un boycott de *France-Antilles* et l'organisation d'une série de manifestations en soutien aux grévistes. La rhétorique déployée dans le tract illustre l'importance accordée à la participation de la population martiniquaise, appelée à s'immiscer dans un conflit catégoriel au nom de la « *dignité* » martiniquaise, faisant appel à « *l'imagination de tous* » pour ériger le conflit de *France-Antilles* en symbole de la résistance à l'ordre colonial. C'est donc une variante locale de l'occupation participante ouverte à la population (l'occupation « maison de verre » chère aux ouvriers de LIP<sup>189</sup>) colorée d'indépendantisme qui commence à voir le jour autour de la grève de France Antilles. Cette façon d'importer les mots d'ordre – voire le répertoire d'action – de LIP dans le cadre du conflit à *France-Antilles* ne doit rien au hasard, puisque les militants du GRS regroupés dans l'hexagone au sein du « secteur émigration » ont pris une part active aux manifestations du 29 septembre 1973 aux côtés de la Ligue Communiste, illustrant la superposition des revendications : « Aux Antilles, en France, Non aux licenciements, la lutte paiera » (voir encadré ci-dessous).

---

ARTIÈRES, Philippe, ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. 68, *une histoire collective*, Paris : La Découverte, 2008, p. 487- 494 ; VIGNA, Xavier. « Le mot de la lutte ? L'autogestion et les ouvrières de PIL à Cerizay en 1973 », in. GEORGI, Franck. (dir.), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2003, p. 381-393.

<sup>189</sup> Sur « l'occupation maison de verre » comme choix de répertoire d'action des LIP, voir : PENISSAT, Étienne. Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : Processus sociohistoriques de « réinvention » d'un mode d'action, *Genèses*, 59 (2), 2005, p. 77-80. Mais également la vision plus critique de Guillaume Gourgues – qui relativise le caractère choisi de ce type de répertoire : GOURGUES, Guillaume. « Occuper son usine et produire : stratégie de lutte ou de survie ? La fragile politisation des occupations de l'usine Lip (1973-1977). *Politix*, vol. 117, n°1, 2017, p. 117-143.



**Manifestation de la branche hexagonale du GRS à l'usine LIP de Besançon en 1973, « Libération Antilles-Guyane », journal du GRS dans l'hexagone.**

De notre avis, ces témoignages de solidarité ne sont pas étrangers à la conception des luttes promue par le Groupe Révolution Socialiste qui, plus que les autres organisations, a manifestement décidé de faire de la coordination des révolutionnaires antillais des deux côtés de l'Atlantique son cheval de bataille dans les années 1970. Une sorte d'interface entre luttes hexagonales et antillaises semble émerger, principalement déployée par les militants du GRS avec le soutien logistique de la Ligue Communiste. Ce qu'explique l'un de nos enquêtés, Max Dorléans, membre du Groupe Révolution Socialiste depuis les années 1970 :

À Grenoble, une grande partie des publications des étudiants Martiniquais était à destination des étudiants antillais pour les informer sur les luttes qui étaient en train de se mener aux Antilles. Et de ce point de vue-là, les camarades de la Ligue nous aidaient à centraliser les informations, ils aidaient aussi pour les publications. Il y avait le journal « Révolution Socialiste » en Guadeloupe et en Martinique, mais aussi un journal de l'émigration, ce que l'on appelait l'acte de « Libération Antilles-Guyane ». À la fois l'information sur ce qui se passe aux Antilles, mais aussi amener les travailleurs émigrés à réfléchir au sujet d'un certain nombre de luttes emblématiques, et à dire que la liaison organisationnelle devait se faire aussi entre travailleurs antillais au sein des organisations politiques ou syndicales de France. [...] De notre point de vue il y avait une double-tâche si tu veux : se solidariser, expérimenter les conditions de vie et de lutte des travailleurs français mais aussi pouvoir informer les syndicats français sur les luttes aux Antilles. C'était un petit peu... Prôner l'internationalisme prolétarien à ce niveau-là ! Ces idées-là<sup>190</sup> !

<sup>190</sup> Entretien avec Max Dorléans, militant du Groupe Révolution Socialiste et de la CGTM, avril 2015.

Le GRS entreprend donc un travail de « conscientisation » à destination des étudiants et des travailleurs antillais en France hexagonale. Dans ce cadre, les militants antillais agissent de



Caricature du Procès Courbain attribuée à Siné, affiche du GRS, 1971. Archives personnelles d'Edouard De Lépine.

façon relativement autonome, sans nécessairement suivre de consigne concernant les secteurs à investir en particulier. Ce travail de propagande à destination des Antillais (les étudiants comme les salariés) au sujet de la situation politique s'accommode assez bien du registre éclectique d'intervention de la Ligue Communiste (les « avant-gardes larges »), qui considère dès sa création les secteurs étudiants comme une force motrice de la révolution<sup>191</sup>.

En outre, les actions de solidarité avec les Antilles en France métropolitaine sont l'occasion de mettre en pratique l'internationalisme prôné par la Ligue Communiste et le GRS :

Il y a une grosse campagne avec un meeting du GRS pour le procès Courbain, qui était un militant du GRS guadeloupéen condamné pour sa participation aux événements de mai 1967 en Guadeloupe. Mais il y a surtout eu, dans l'ensemble des villes où il y avait des sections du GRS, des meetings avec les camarades de la Ligue. À Lyon, on avait préparé un meeting sur Lyon où il y avait près de 700 personnes. Alors ce n'était pas vraiment le GRS tout seul, il y avait aussi des camarades de la Ligue, mais nous étions venus de Grenoble pour préparer le meeting en amont et il y avait eu 700 personnes. On était sur aussi bien une série de luttes internationales que sur notre lutte aux Antilles. De la même façon pour la grève de Chalvet on avait aussi fait un meeting en Grenoble, avec 400 personnes. [...] En retour, on participait à des actions avec les camarades. Moi j'avais participé à des bombages contre Franco sur des trains de nuit qui partaient de Grenoble pour l'Espagne avec des camarades de la Ligue et du GRS, ce qui était normal !<sup>192</sup>

On retrouve donc, du côté du GRS « hexagonal », l'essentiel des activités ordinaires de la Ligue Communiste : la participation permanente au sein du mouvement étudiant – le plus

<sup>191</sup> Et bien qu'il faille ici différencier la période voyant la création des Jeunesses Communistes Révolutionnaires (1966-1968) et la seconde moitié des années 1970 où la Ligue Communiste se divise entre partisans de la création d'un parti d'avant-garde révolutionnaire d'inspiration léniniste et ceux favorables au « mouvementisme » - donc aux actions plus spectaculaires. Voir Johsua Florence, Thèse citée, p.422-429.

<sup>192</sup> Idem.

immédiat et le plus accessible, des tentatives d'implantation et de structuration auprès des syndicats de salariés, et une activité importante de solidarité internationale (d'autant plus évidente que la situation aux Antilles est médiatiquement inexistante). On remarque, en outre, certain goût pour les actions spectaculaires qui constitueront le répertoire d'action privilégié des militants de la Ligue Communiste durant les premières années de son existence (telles que le bombage antifranquiste évoqué par notre enquêté)

Parmi les partis d'extrême-gauche qui se développent aux Antilles durant cette période, le GRS est probablement la plus perméable aux discours et aux pratiques organisationnelles ayant cours dans l'hexagone, notamment du fait de ses liens avec la Ligue Communiste puis avec la Ligue Communiste Révolutionnaire. Là où les autres organisations rechignent souvent à relayer des mots d'ordre ou des façons de faire importés de France, le GRS semble clairement s'appuyer sur l'activité de la Ligue Communiste dans l'hexagone, dont elle relaie les combats, les slogans et les modes d'action au gré des différents conflits sociaux au sein desquels ses militants s'investissent - une façon de mener la lutte qui tranche notamment avec celle opérée par leurs rivaux de Combat Ouvrier.

#### **b) Le « train de retard » de Combat Ouvrier**

Quand on s'intéresse au rôle des militants de Combat Ouvrier en Martinique au moment de la crise du Chalvet, on s'aperçoit d'abord que le travail politique réalisé à destination des travailleurs est essentiellement propagandiste et, pour partie, périphérique aux enjeux concrets de la mobilisation. Ne possédant pas encore de véritable assise militante parmi les travailleurs de la canne ou d'autres secteurs en lutte comme ceux du bâtiment, l'organisation souffre d'une forme de retard dans la mise en place logistique du travail politique à réaliser. En effet, les militants de Combat Ouvrier, même s'ils ont anticipé la grève du Chalvet, ne sont pas véritablement implantés et peinent à appliquer leur modèle léniniste d'organisation. Privés de la superficie politique nécessaire à la mise en place d'une direction révolutionnaire qu'ils estiment indispensable au mouvement, les militants de Combat Ouvrier déplorent, à longueur de publication, l'inertie inhibitrice du Parti Communiste et des directions syndicales « réformistes » – sans toutefois avoir les moyens de mettre en place une politique alternative. Ainsi, les militants de Combat Ouvrier, dont plusieurs sources concordent pour dire qu'ils n'avaient que peu de prise sur la mobilisation en cours du fait de leur faible implantation dans la région, axent dans un premier temps leur travail politique sur la dénonciation des bureaucraties syndicales accusées d'avoir trahi le mouvement de grève. Comme nous allons le voir ci-dessous, ces difficultés rencontrées par les militants de Combat Ouvrier pendant la

grève du Chalvet préfigurent des évolutions de l'organisation, qui va progressivement cesser de se cantonner à une activité propagandaire pour envisager concrètement un travail syndical.

Si certains d'entre nous ont repris, la faute en revient aux dirigeants du mouvement. Car ce n'est ni la combativité, ni la détermination qui manquaient au mouvement des travailleurs [...], en dépit de la trahison de certains dirigeants syndicaux, certains secteurs tiennent toujours : Bâtiment, Docks, Boulangerie... etc.

S'il y a des travailleurs qui sont décidés à continuer la lutte, c'est parce qu'ils sont conscients qu'un mouvement qui a connu une telle puissance ne doit pas se terminer sans avoir rien obtenu du gouvernement colonialiste. Ceux que nous avons élus pour nous mener à la victoire, ceux qui ne nous dirigent que parce que nous l'avons voulu, ne se sont pas montrés à la hauteur. Face à l'ennemi de classe, ils n'ont pas su nous unir et nous donner des perspectives assez claires. Mieux ils nous ont trahis !

Cette volonté de trahison, ils l'ont montrée à plusieurs reprises. Ils l'ont montrée quand ils ont voulu empêcher mercredi matin une assemblée générale du bâtiment, tenue par les militants les plus combatifs. Ils l'ont montrée quand ils ont voulu casser une réunion animée par les militants de Combat Ouvrier. Ils l'ont montrée en empêchant les travailleurs de discuter entre eux. Ils l'ont montrée mardi matin en empêchant les lycéens de prendre la parole. Ils l'ont montrée en ne nous livrant aucune perspective claire pour la poursuite de la grève. Depuis mercredi, ils ont empêché toute action de débauchage. Ils nous ont fait venir depuis des jours à la maison des syndicats, pour que nous restions là, les bras croisés.

[...] Camarades ! Ce n'est pas un hasard si les dirigeants ont eu une telle attitude. La vérité est qu'ils ont peur de voir les travailleurs discuter entre eux et se mobiliser. C'est ce que nous avons néanmoins fait durant cette grève. Voilà pourquoi ils veulent nous faire reprendre ! Camarades, cela ne doit pas se passer ainsi. Nous devons bien nous mettre dans la tête qu'ils ne veulent pas que la grève continue. Nous devons leur montrer que s'ils ne sont pas prêts à diriger le combat, nous, travailleurs, nous saurons tirer de nous-mêmes d'autres dirigeants plus hardis et plus combatifs qu'eux !

Unis, décidés, organisés, nous devons nous préparer à prendre en main le mouvement dès que cela sera nécessaire !

**Tract de Combat Ouvrier, 20 février 1974.**

La frustration de la direction du groupe Combat Ouvrier qui transparait dans les écrits de l'organisation à la fin des événements nous renseigne par ailleurs sur son point de vue sur le monde syndical. Dans le tract reproduit ci-dessus, en date du 20 février 1974, l'organisation trotskiste critique vertement le rôle des directions, accusées de faire la chasse aux éléments perturbateurs en empêchant les contacts de Combat Ouvrier avec les travailleurs en grève. Mais le tract fait également état d'une volonté politique de contrecarrer les tentatives

trotskistes de mobiliser les lycéens avec lesquels Combat Ouvrier entretient des liens resserrés<sup>193</sup>.

En somme, le tract retranscrit bien la position d'extériorité de Combat Ouvrier au moment des événements du Chalvet et la circonscription géographique de son activité à la région foyalaise. Si les militants de Combat Ouvrier s'estiment « trahis » par les directions syndicales au même titre que les acteurs syndicaux impliqués dans la lutte, et s'ils s'incluent symboliquement parmi les victimes de cette trahison, une telle affirmation semble surtout relever du témoignage de solidarité. En effet, malgré les tentatives de s'adresser aux différents secteurs des syndicats censés être toujours investis dans la grève, malgré l'effort d'agitation dans les lycées, et malgré la présence de ses militants à la Maison des syndicats, les militants de l'organisation trotskiste ne semblent avoir que peu d'impact sur la situation. Si l'on fait abstraction de l'interpellation lancée aux travailleurs qui souhaiteraient continuer à se mobiliser et du vœu pieux que ceux-ci constituent l'avant-garde appelée à remplacer la direction actuelle de la CGT martiniquaise, on est encore loin d'une d'un travail politique à l'intérieur du syndicat.

### c) Une réévaluation des possibilités syndicales

Dans l'ensemble, les militants de Combat Ouvrier en Martinique semblent moins stabilisés dans leur vie professionnelle au moment des événements du Chalvet que ne l'étaient les militants guadeloupéens au moment des luttes du nord de la Basse-Terre. Le témoignage de Ghislaine Joachim-Arnaud, militante de Combat Ouvrier, illustre la façon dont les mois qui suivent la grève du Chalvet se traduisent par une réorientation de l'activité militante. D'abord, comme nous allons le voir, en raison de la nécessité de trouver un emploi après un temps de militantisme particulièrement actif pour le compte de l'organisation, mais également pour donner une forme de continuité à l'engagement politique qui a débuté dans le cadre de la circulation entre la Martinique et l'hexagone :

J'ai commencé à militer syndicalement parce que j'avais déjà une conscience politique. Quand j'ai terminé mes études, que j'ai commencé à penser de manière consciente les problèmes qui se posent dans la société tels que je les avais entrevus quand j'étais étudiante, je veux dire... Quand j'ai commencé à penser de manière consciente et très volontaire, j'ai... Dans un contexte où les grèves se multipliaient, je me posais la question de savoir si je devais rentrer, j'avais déjà un DUT, cycle long. Quand je suis rentrée au milieu des grèves de 1974, dans cette période-là, une période

---

<sup>193</sup> Cf. *supra*, chapitre 1.

de grèves, de turbulences, de conflits sociaux jusqu'à la grève de 1974 et l'assassinat de deux ouvriers agricoles. [...] Parmi les revendications, il y avait des revendications qui demandaient à ce que le salaire minimum ne soit pas en deçà des salaires minimaux pratiqués en France, notamment pour les ouvriers agricoles. Et aussi dans le commerce et l'industrie, où les salaires étaient plus bas. Il y avait aussi le conflit à France-Antilles, dans le bâtiment où les ouvriers étaient en grève illimitée pour les salaires, où les ouvriers ont eu gain de cause ! Tout ça a convergé vers la grève générale du 12 février, avec les assassinats qui ont remué les gens et voilà quoi, j'ai participé à ces combats-là, à ces grèves<sup>194</sup>.

Il est certain qu'à l'instar de notre enquêtée, nombre de militantes et de militants des organisations révolutionnaires antillaises se questionnent sur leur capacité à continuer à intervenir politiquement auprès de milieux sociaux et professionnels au sein desquels ils ne possèdent pas forcément d'implantation réelle. Comme nous allons le voir, le récit qu'effectue Ghislaine Joachim-Arnaud fait la part belle à un discours manifestement léniniste, présentant son entrée dans le syndicat comme une sorte d'obligation ou, tout du moins, comme une conséquence logique de son militantisme politique dans les rangs trotskistes. Quoiqu'elle développe sa conception avant-gardiste du militantisme syndical, en insistant sur le fait que les travailleurs syndiqués seraient « *les plus conscients* » des inégalités et les plus susceptibles de prêter l'oreille à un discours communiste et révolutionnaire, on s'aperçoit que cette perspective stratégique répond aussi à une forme de lucidité politique et sociale sur le décalage entre les ambitions du groupe Combat Ouvrier et la réalité de son implantation :

Et quand la grève s'est terminée, je me suis demandée où je pouvais trouver un emploi. Puis j'ai trouvé un emploi à l'hôpital, et quand j'ai commencé à travailler ben *tout naturellement*<sup>195</sup> je me suis dit que je ne pouvais pas avoir des idées politiques et ne pas militer syndicalement. De manière générale la grande masse des salariés ne font pas de la politique. Mais il y a une fraction des salariés qui en fait, et qui s'organise syndicalement. Cette partie des salariés c'est celle qui, au regard des autres, sont quand même un peu plus conscients. Donc dans ce moment-là, j'estimais moi, en tant que communiste révolutionnaire et trotskiste, que je ne pouvais pas avoir la prétention de vouloir transformer la société, d'avoir compris que la société devait fonctionner autrement - c'est-à-dire en fonction des intérêts des grandes masses des salariés, que tout ça ne pourrait se faire que par un combat politique de masse, par une révolution - et dans le même temps, ne pas être aux côtés des salariés, de leurs revendications économiques, de conditions de travail, etc. Donc bon, quand j'ai commencé à travailler, je me suis intéressée au syndicat, et j'ai milité tout de suite !

---

<sup>194</sup> Entretien avec Ghislaine Joachim-Arnaud, secrétaire générale de la CGTM, juin 2013.

<sup>195</sup> Souligné par nous.

Si ce récit de l'engagement expose des motifs essentiellement idéologiques à l'entrée dans la carrière syndicale, il contient des éléments intéressants pour qui veut comprendre les conditions de réorientation de l'activité militante. D'abord, notre enquêtée insiste sur la nécessité de « *se fondre dans la masse des travailleurs* », c'est-à-dire de s'insérer professionnellement pour gagner en crédibilité et en capacité d'influence auprès d'un collectif de salariés. Une nouvelle fois, même si le volontarisme politique prend volontiers le pas sur un récit de l'expérience, on perçoit un questionnement plus personnel sur la place dans l'organisation. Dans le discours de l'enquêtée, on sent rétrospectivement poindre une forme d'urgence à participer à des activités syndicales dès l'entrée dans la vie active<sup>196</sup>.

### ***B - Reflux militant et migration vers les organisations syndicales : la formation d'un syndicalisme de lutte***

A partir des années 1980, les militants issus de la génération anticolonialiste des années 1980 vont investir les structures syndicales. Les années 1980 en Guadeloupe et en Martinique s'ouvrent en effet sur une période globale de recul des luttes sociales. L'arrivée de la gauche au pouvoir en France qui opère un double mouvement : d'une part, en confortant les avatars locaux des partis politiques hexagonaux en Guadeloupe et le Parti Progressiste Martiniquais en tant que gauche autonomiste locale et, d'autre part, en discréditant d'autant plus le Parti Communiste, déjà mis en difficulté par l'agitation anticolonialiste. Dans ce contexte, les courants indépendantistes et l'extrême gauche antillaise font face à une forme de rétrécissement de leur espace politique, tentant de maintenir une expression autonome au gré d'alliances ponctuelles – sans toutefois parvenir à réaliser de véritables poussées électorales qui lui auraient permis de peser sur la vie politique locale<sup>197</sup>. Par conséquent, les dirigeants des différentes organisations révolutionnaires vont progressivement devenir des responsables syndicaux de premier plan, présentant le plus souvent leur activité syndicale comme la continuité logique de leur engagement politique - tant en ce qui concerne le choix de l'organisation syndicale au sein de laquelle ils s'investissent que de l'encadrement politique qu'ils entendent mettre en place en son sein. On voit apparaître des schémas majoritaires de syndicalisation en fonction des appartenances politiques antérieures : de ce fait, les concurrences et rivalités organisationnelles et idéologiques redoublent en partie les types

---

<sup>196</sup> On peut remarquer que cette urgence s'accompagne également d'une aspiration à la normalité qui tranche avec le profil militant des étudiants soixante-huitards antillais, très prompts à se démarquer de la population antillaise de l'époque (comme nous l'avons dit dans le premier chapitre).

<sup>197</sup> Le GRS et Combat Ouvrier se présenteront ensemble aux élections régionales de 1986.

d'organisations (qu'ils s'agissent des syndicats ou de mouvements politiques révolutionnaires). Mais ces concurrences témoignent aussi de différences sectorielles liées à des trajectoires professionnelles et sont nourries des parcours individuels des militants qui s'y investissent.

### **1) Face aux « staliniens » : la stratégie d'implantation de Combat Ouvrier dans les CGT antillaises**

Petit à petit, les militants de Combat Ouvrier vont amorcer un virage syndical vers la CGT, de façon suffisamment coordonnée pour constituer une direction politiquement homogène et conquérir une forme d'hégémonie à l'intérieur de la CGT martiniquaise. Pour ce faire, il apparaît que la défiance originelle des militants trotskistes à l'égard du Parti Communiste va se muer en une sorte de légitimisme. Plutôt que de critiquer le PCM pour son inaction, les militants vont au contraire revendiquer une filiation avec les objectifs révolutionnaires qui caractérisaient le Parti Communiste et la CGT à leurs débuts. Cette inflexion du discours militant est particulièrement sensible chez les militants de Combat Ouvrier, qui estiment reprendre collectivement le flambeau des luttes révolutionnaires abandonnées par le Parti Communiste en raison d'une forme d'intégration institutionnelle qui se traduit, sur le plan syndical, par une compromission de classe. C'est ce qu'explique Marie Fortuné, militante de Combat Ouvrier et de la CGT des hôpitaux en Martinique :

Les premiers militants de la CGTM, c'était des militants du Parti Communiste : Victor Lamont, Bissol... ce n'était pas encore le Parti Communiste « Martiniquais », c'était une section, enfin fédération départementale du Parti Communiste Français. Elle va se transformer en Parti Communiste Martiniquais en 1958, je crois. Ils vont quand même avoir à charge d'organiser, de développer les luttes sociales, c'était une période de grands mouvements sociaux, dans la canne notamment. [...] Mais par la suite, vont suivre les méandres de la politique du PCF en France, qui va être une politique de compromis avec la bourgeoisie, comme au moment du Front populaire comme après la Seconde Guerre mondiale. Donc la préoccupation des militants communistes ne sera pas toujours d'aller le plus loin possible mais de conclure « de bons accords ». Il va y avoir un recul, disons, de l'influence du PC dans les années 70, et puis des luttes sociales. En tous cas en Martinique il faut attendre le début des années 90, en 1990 pour qu'une nouvelle génération de militants arrive. Des militants d'entreprises qui vont gagner la confiance de leurs camarades, et qui vont la gagner dans les luttes. Des camarades implantés à l'EDF, dans la santé, dans le commerce. Et qui vont se mettre en avant pour ne pas... que les luttes soient ... que la volonté de lutte se perde ou fasse marche arrière. Qu'on ne se préoccupe que des accords. Les accords oui, mais il faut s'appuyer sur les forces militantes en mouvement pour aller le plus loin possible. [...] Voilà, il se trouve que ces militants, en 1990 lors du Congrès de la CGTM, cette

nouvelle génération de militants « de lutte », ils vont se retrouver en position de force et ils vont faire ce qu'ils peuvent pour que ce congrès « aille jusqu'au bout ». Et à ce moment-là, on peut dire, les générations plus anciennes qui étaient, disons, plus proches du Parti Communiste, vont se sentir... Enfin, ils vont essayer de boycotter le Congrès ! Et comme ils n'y parviennent pas, que la nouvelle génération est majoritaire, l'ancienne génération du PCM s'en va.<sup>198</sup>

Comme le souligne notre enquêtée, les militantes et les militants de Combat Ouvrier qui vont investir collectivement la CGTM au cours des années 1980 vont chercher à homogénéiser le corps militant. Regroupés notamment autour de Ghislaine Joachim Arnaud, cadre de santé, et de Louis Maugée, agent de la sécurité sociale, les militants membres ou sympathisants de Combat Ouvrier vont se porter candidats à la direction du bureau confédéral du syndicat lors du congrès de la CGTM en 1990. À l'issue du congrès, l'ancienne direction du syndicat, à dominante communiste, va se retrouver en minorité et réclamer un congrès exceptionnel qui ne se tiendra pas. Quittant la CGTM en ordre dispersé, ces militants vont alors tenter de recréer une CGT alternative, baptisée CGT-FSM (pour « Fédération Syndicale Mondiale »). Bien qu'également reconnue par la CGT hexagonale et active auprès de différentes professions du service public (à Pôle-Emploi, chez les communaux ou dans les postes) elle ne parviendra jamais à concurrencer la CGTM.

#### **a) La « CGT Joachim »**

Si l'hégémonie politique conquise par Combat Ouvrier doit beaucoup au volontarisme des militants regroupés autour de Ghislaine Joachim-Arnaud et souvent issus comme elle du secteur hospitalier au point que nombre de militants de toutes obédiences syndicales désignent aujourd'hui la CGTM comme la « CGT Joachim », l'activité de Combat Ouvrier a également conquis une certaine audience auprès de militants proches de ses positions sans être encartés. On peut noter, à ce titre, que la division en branches va également jouer dans les recompositions internes au syndicat (notamment qu'elle témoigne de recrutements sociaux différents et pas seulement d'une opposition de générations). Un certain nombre de secteur, comme celui de la santé ou de l'EDF vont progresser tomber dans l'escarcelle de Combat Ouvrier. Ainsi Thierry, ancien secrétaire général de l'EDF, se souvient de ce congrès et de ce que représentait l'arrivée de la génération militante des années 1970 en butte au Parti Communiste. Il décrit le congrès de 1990 comme « *l'aboutissement de débats entre deux tendances qui duraient depuis un certain nombre de temps, il y avait, je n'aime pas ce mot là,*

---

<sup>198</sup> Entretien avec Jeanne-Fortune, militante de Combat Ouvrier et ancienne membre du bureau de la CGTM, juin 2013.

*mais un affrontement entre les tendances. La CGT Joachim était dynamique, encore aujourd'hui si tu veux c'est la locomotive de la CGT. Le PC ils avaient fait plein de choses, c'était les pères fondateurs, mais ils n'ont pas su prendre le virage*<sup>199</sup>». Ayant déjà été en contact avec Combat Ouvrier au cours de son adolescence, il fait partie de ces jeunes militants qui voient d'un bon œil la reprise en main du syndicat par les trotskistes, pour des raisons à la fois générationnelles et idéologiques :

« [...] Moi j'étais présent à ce congrès, celui qu'on a appelé le congrès de la scission. J'étais délégué pour la fédération de l'EDF. Et le conflit, c'était d'abord un conflit de générations hein. Et puis un conflit idéologique aussi, je crois. Parce qu'il y avait le Parti Communiste, avec ses méthodes et puis... l'extrême gauche si l'on peut dire. Les vieux c'était le PC et les jeunes, dont l'EDF faisait partie. Enfin, c'était compliqué, il y avait deux tendances chez nous aussi. La tendance PC et la tendance révolutionnaire. Au moment de ce congrès, on a assisté au départ de la minorité, les anciens étaient minoritaires et ils ne voulaient pas l'admettre. On a eu un comptage des voix, c'était les vieux qui comptaient et ils ont annoncé qu'ils étaient devant alors que ce n'était pas vrai. Alors là, la salle s'est levée, ça a crié, ils ont vu qu'ils étaient en minorité et ils sont partie faire leur congrès au Parc Floral. Les gens des PTT, ceux du bâtiment... Après le congrès s'est fait, normalement, et on a élu à la direction Ghislaine Joachim-Arnaud. J'étais dans la jeunes génération, je ne me posais pas de question.

*Toi tu soutenais la ligne Joachim ?*

Ah oui oui oui ! Si tu veux, moi je ne me posais pas de question, *j'étais dans cette jeune génération, nous avons des pensées communes*<sup>200</sup>, il n'y avait pas d'interrogation. Moi je suis de gauche, mais le PC avait des méthodes qui étaient critiquables, des méthodes staliniennes. Comme ils sentaient venir la contestation, ils se sont renfermés sur eux-mêmes, ils mettaient la démocratie de côté, c'était un problème. Si on est minoritaire, on doit tenter, peut-être par le débat, de faire avancer ses idées, et non de faire des manœuvres. Le peuple s'est levé pour dire "ce n'est pas normal ce que vous faites", c'était quelque chose, c'était un moment... Si on avait eu des smartphones pour filmer... ! C'était un sacré moment ! »<sup>201</sup>.

Comme on peut le voir dans cet extrait, l'effort déployé par les militants de Combat Ouvrier pour pousser les militants communistes vers la sortie trouve un certain écho auprès de nombreux militants de la même génération – y compris chez certains qui, à l'instar de notre enquêté, ont grandi dans un environnement communiste. En jouant à la fois la carte de la continuité avec une tradition communiste combative, Combat Ouvrier est parvenu à pousser le

---

<sup>199</sup> Entretien avec Thierry, responsable de la CGTM – EDF juin 2015.

<sup>200</sup> Souligné par nous.

<sup>201</sup> Entretien avec Thierry, Juin 2015.

Parti Communiste dans ses retranchements et à le stigmatiser comme anti-démocratique, d'autant plus efficacement que les militants trotskistes cultivent depuis de longues années une critique antibureaucratique de l'appareil communiste.

#### **b) Créer des « cadres de masse »**

En Guadeloupe, malgré leurs incertitudes quant au fait de parvenir à « contrer les bureaucraties staliniennes », et malgré leur volonté de maintenir une apparition proprement politique - notamment en se présentant aux élections -, cette façon de diffuser les idées défendues par Combat Ouvrier au sein de la CGTG a fini par être reconnue en tant que telle par l'organisation et ses responsables, qui demeurent soucieux de « garder un pied » dans les luttes des salariés. À l'instar de leurs homologues martiniquais, de nombreux militants révolutionnaires guadeloupéens placent désormais le militantisme syndical au centre de leurs préoccupations :

Au début de Combat Ouvrier, on commence à éditer des bulletins d'entreprise. On a des contacts ponctués de batailles, d'affrontements parfois physiques avec les militants nationalistes qui ne voulaient pas... Qui voulaient nous empêcher d'exister. Et donc et des périodes assez... Tout le temps des menaces, des menaces de mort et des calomnies sur nous. Mais bon on a tenu le coup. [...] On avait notamment un camarade dans la banane qui s'appelait Roland Christophe. Et lui nous avait mis en contact avec tous ses camarades de la banane. Et dans la banane on a commencé à faire un travail d'implantation, contre le parti communiste qui n'était pas le parti qu'on connaît maintenant : à l'époque c'est un parti de type stalinien. Donc ils avaient un certain nombre de méthodes apprises à Moscou, des méthodes staliniennes. Et dans la banane il y avait des bonzes syndicaux qui faisaient la pluie et le beau temps. Des bureaucrates quoi. C'était la CGT qui tenait la banane. Et nous, nous avons décidé, après avoir fait une tentative infructueuse de créer un syndicat, nous avons décidé de changer de tactique de faire en sorte que nos militants militent à la CGTG. [...]. Ça arrive dans les années 1973-1974.<sup>202</sup>

A l'instar de Max Céleste, nombre de militants de Combat Ouvrier n'animent plus de structures syndicales en Guadeloupe. Mais il faut comprendre que ces dirigeants révolutionnaires ont pu jouer un rôle de passeur décisif dans la formation idéologique des militants plus jeunes qui n'avaient pas pris part à la conflictualité des années 1970, au cœur de la période du reflux militant des années 1980.

Le cas de Jean-Marie Nomertin est un bon exemple de la façon dont l'effort d'implantation de Combat Ouvrier se traduit par l'obtention de postes dans la hiérarchie décisionnelle de la

---

<sup>202</sup> Idem.

CGTG. Issu d'une famille de travailleurs agricoles de la région de Capesterre-Belle-Eau, il s'est d'abord tourné vers les associations culturelles indépendantistes, avant d'adhérer à Combat Ouvrier. L'organisation lui a alors intimé de se syndiquer à la CGTG. Ce faisant, il s'est progressivement imposé, dans le secteur de la banane, en gravissant les échelons qui l'ont mené à devenir à la fois un responsable syndicaliste et le leader de l'organisation trotskyste :

J'ai été élevé sur une plantation. Mes parents étant également travailleurs agricoles dans la banane près de Capesterre. Et puis, il y avait une tradition militante. C'est assez drôle, quelque part, parce que mon oncle a été l'un des premiers dirigeants de l'UGTG. Moi-même, lorsque j'ai commencé à prendre conscience de la nécessité de s'organiser, j'étais proche des nationalistes. J'étais déjà proche des luttes, du mouvement des travailleurs. Car même si mes parents n'étaient pas particulièrement militants, j'ai connu les grandes grèves du secteur de la banane. Des grèves très longues, très dures ! J'ai connu ça, les gens qui veillent pour défendre les piquets de grève, être prêts à riposter si la police arrivait. Et puis, je me suis rapproché des militants. D'abord, des nationalistes. Parce que c'était avant tout ce milieu nationaliste qui organisait les jeunes.

Avec « Bijengwa<sup>203</sup> » ?

Oui, avec des structures comme *Bijengwa*. Mais petit à petit, j'ai rencontré des militants ouvriers, des militants qui construisaient un parti révolutionnaire, Combat Ouvrier ! Je les ai trouvés... comment dire ? C'était plus sérieux, plus conséquent. Parce que les nationalistes sont présents, c'est vrai ! Ils ont également des militants qui sont au côté des travailleurs. Mais il y a toujours des ambiguïtés avec les nationalistes : peut-on faire grève si le patron est un Guadeloupéen ? Avec Combat Ouvrier, c'est clair et net ! C'est une option de classe pour le pouvoir aux travailleurs !<sup>204</sup>».

Les rivalités avec les militants « nationalistes » (les indépendantistes) sont donc présentées, a posteriori, comme des éléments déterminants dans le choix de Jean-Marie Nomertin d'intégrer Combat Ouvrier. Au-delà du discours qui tient manifestement ces divergences comme indépassables – et dont on peut supposer qu'il fait l'objet d'une forme de « rationalisation militante », on comprend surtout à quel point ce clivage est structurant pour les militants qui recrutent comme pour ceux qui sont recrutés au sein de Combat Ouvrier. En outre, on voit clairement, dans l'extrait ci-dessous, comment l'accession de Jean-Marie Nomertin en 2002 au poste de secrétaire général de la CGTG est présentée comme une victoire politique par la direction de Combat Ouvrier, venant à la fois consacrer l'effort

---

<sup>203</sup> Pour *Bik en Jenès Gwadeloup* – « Maison de la Jeunesse Guadeloupéenne », association d'éducation populaire à vocation culturelle très active en durant les années 1980.

<sup>204</sup> Entretien avec Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG, mars 2012.

d'implantation de l'organisation trotskiste au sein du syndicat et la justesse politique de cet investissement, largement plébiscité par différents secteurs.

### **JEAN MARIE NOMERTIN REMPLACE CLAUDE MORVAN A LA TÊTE DE LA CGTG<sup>205</sup>**

Jean Marie Nomertin a remplacé Claude Morvan comme secrétaire général de la CGTG.

C'est en effet à l'issue de la réunion de la commission exécutive du 18 janvier que Nomertin a été élu nouveau secrétaire général de la CGTG. Cette élection n'est pas une surprise. Claude Morvan avait déclaré dans son allocution lors de la fête du quarantième anniversaire de la CGTG au mois de novembre qu'il proposerait Jean Marie Nomertin à la tête de la confédération.

Voilà déjà plusieurs mois que le nom de Nomertin circulait dans les différents syndicats et sections de la CGTG. Morvan lui-même après 27 années à la direction de la CGTG souhaitait laisser la place à un plus jeune travailleur.

C'est donc avec l'approbation et le souhait de quasiment l'ensemble des syndiqués et travailleurs liés à la CGTG que Nomertin a été élu.

Rappelons que Jean Marie Nomertin est un travailleur de la banane. C'est dans les luttes au sein des plantations de la région de Capesterre qu'il s'est fait connaître comme travailleur combatif. Secrétaire général du syndicat de la banane et de la Fédération agro-alimentaire, il a notamment dirigé avec ses camarades la grande grève du secteur bananier en décembre 1997.

Il est aussi connu comme militant de Combat ouvrier surtout dans la région de Capesterre dont il est originaire.

Quant à l'ancien secrétaire général, Claude Morvan, lors de la conférence de presse tenue aux côtés de Nomertin il a déclaré que s'il avait démissionné du bureau confédéral, il restait militant de la CGTG, membre de la commission exécutive et à la disposition de la confédération. Mais comme l'habit ne fait pas le moine, ce n'est pas le simple remplacement d'un secrétaire général par un autre, même jeune et combatif qui changera ce qui ne va pas à la CGTG d'un coup de baguette magique. Certes depuis plusieurs années beaucoup a été fait par des groupes de travailleurs de la CGTG pour renforcer et dynamiser le syndicat.

Mais c'est bien évidemment au cours des luttes, en les impulsant et en leur donnant les meilleures chances de succès que la CGTG se renforcera. En tant que syndicat de lutte de classe comme il l'affirme c'est donc dans la lutte de classe contre les exploités, en portant cette lutte le plus haut possible que la CGTG peut devenir un meilleur outil pour l'ensemble des travailleurs.

---

<sup>205</sup> Editorial du journal Combat Ouvrier, N° 854, Samedi 23 février 2002. Disponible à l'adresse : [http://ancien-co.combat-ouvrier.net/co854/854\\_2.htm](http://ancien-co.combat-ouvrier.net/co854/854_2.htm)

On voit se dessiner ce qui constituera l'assise de l'encadrement politique de Combat Ouvrier au sein de la CGT en Guadeloupe et en Martinique, marqué par un attachement au « communisme révolutionnaire » et à « l'identité ouvrière », censé répondre au déclin du Parti Communiste. Comme nous avons pu le voir, c'est souvent au nom d'un rapprochement avec la classe ouvrière que les militants politiques ont entamé cette migration vers des appareils syndicaux jusque-là critiqués pour leurs orientations réformistes. On peut imaginer que cette sélection ouvriériste des dirigeants syndicaux au sein de Combat Ouvrier représente également une forme de médiation idéologique et organisationnelle permettant aux militants trotskistes de « tenir bon » dans un contexte de reflux, et d'envisager la transition vers le monde syndical. De ce fait, le cadrage idéologique et politique des militants de Combat Ouvrier en Guadeloupe se révèle d'autant plus efficace dans la consolidation des orientations défendues que l'investissement déployé – et parfois les risques pris dans les activités clandestines dans le cas guadeloupéen<sup>206</sup> – a eu pour effet de rendre ces deniers indispensables au fonctionnement des organisations, et leur a donné pignon sur rue pour sélectionner les futurs responsables syndicaux et favoriser leur ascension au sein de l'organisation.

Nous allons à présent évoquer l'investissement de l'autre courant trotskiste majeur aux Antilles (celui du Groupe Révolution Socialiste), marqué par d'autres logiques politiques et par le choix d'autres organisations syndicales.

## **2) Un syndicalisme « post-soixante-huitard » : la progressive reconversion syndicale des militants du Groupe Révolution Socialiste**

A la différence des militants de Combat Ouvrier, les militants du Groupe Révolution Socialiste vont majoritairement se tourner vers les unions départementales de la CFDT en Martinique et en Guadeloupe, qui représente à cette époque une structure assez accueillante pour les militants d'extrême gauche. C'est à la fois l'opportunité d'investir une structure ouverte au sein de laquelle ils pourront défendre et appliquer le programme du GRS, adjointe à la perspective de reconquérir une audience plus large en agissant au sein d'un syndicat

---

<sup>206</sup> S'agissant notamment de militants de Combat Ouvrier, dont la participation à des activités clandestines de lutte armée, si elle n'a pas été mentionnée au cours de l'entretien avec les intéressés, est relativement connue et fréquemment relatée par des militants de Combat Ouvrier ou par des indépendantistes.

« ouvrier » qui motive cette entrée collective et coordonnée au sein de la CFDT. Au-delà des aspects techniques et logistiques de cette intégration progressive de l'appareil cégétiste, il est possible que cette réorientation du GRS coïncide également avec le premier « tournant ouvrier » de la Ligue Communiste de 1974. La consigne officielle de l'organisation (qui sera réaffirmée en 1980, à la fois par le secrétariat de la Quatrième Internationale et par la LCR) est celle de la prolétarianisation du corps militant : pour un certain nombre de cadres et de militants de base, il faut alors s'établir dans à des postes d'exécutant en usine ou dans des administrations tout en cherchant à se syndiquer sur le lieu de travail pour y défendre la position du parti.

#### a) « Trotskistes, mais Martiniquais » : l'entrée des militants du GRS à la CDMT

Après la grève du Chalvet en Martinique, le GRS peine à maintenir un rythme d'activité et d'apparition aussi soutenu que dans la première moitié de la décennie. L'objectif de l'indépendance comme celui de la constitution d'un parti révolutionnaire semblent de moins en moins accessibles au fur et à mesure qu'aucun conflit de l'ampleur du Chalvet ne semble se dessiner<sup>207</sup>. Trois des principaux dirigeants de l'organisation trotskiste, notamment Philippe Pierre-Charles, Gilbert Pago et Félix Releautte, alors de jeunes professeurs, tentent d'abord de développer une activité oppositionnelle au sein du syndicat enseignant implanté dans l'île. On peut penser, au vu du caractère synchronique entre l'entrée des militant du GRS à la CFDT aux Antilles et du tournant ouvrier en France hexagonale que cette décision de la Ligue Communiste Révolutionnaire a été discutée au sein de l'organisation antillaise, et qu'elle a pu susciter des aménagements pratiques liées à aux conditions du travail syndical aux Antilles<sup>208</sup> :

---

<sup>207</sup> On peut une nouvelle fois effectuer un parallèle avec les observations de Florence Johsua dans le cas de la Ligue communiste au milieu des années 1970 : « [...] On comprend alors la situation très délicate dans laquelle se retrouvent ces militants quand le contexte politique se transforme, à la fin des années 1970, puis fait place, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, à un reflux prolongé des luttes sociales et à la crise de leur organisation politique. La période de dérogation des échéances sociales, et personnelles, a duré pour certains plus d'une décennie. Or non seulement la révolution n'a pas eu lieu, mais le ralentissement des mobilisations politiques, perceptible dès 1975, amène petit à petit les militants à reconsidérer la situation globale, et la leur en particulier. » - JOHSUA, Florence. « De la LCR au NPA (1966-2009), sociologie politique des métamorphoses de l'engagement anticapitaliste », Thèse de doctorat en sociologie politique de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Sciences Po – CEVIPOF, 2011, p.118.

<sup>208</sup> Mais en l'état actuel de notre recherche, ni les entretiens ni les archives ne viennent réellement corroborer complètement cette hypothèse. A propos du tournant ouvrier à la LCR, voir : SALLES, Jean-

Après la grève de 74, c'est le moment où je suis revenu en Martinique et où j'ai enseigné en collège lycée. Et j'ai d'abord milité syndicalement dans la tendance « luttes de classes » du SNES, en 1974-1975. Après, je suis retourné dans l'enseignement technique, au SNETA, et j'ai passé d'autres concours, l'agrégation. Mais j'avais déjà décidé d'entrer à la CDMT. On a décidé ça à quelques-uns, des militants du SNES, on a fait une sortie groupée avec Félix Releautte et Gilbert Pago. À travers la CDMT, j'ai commencé à être plus sur l'action syndicale. Ça se produit à la fin des années 1970, vers 1976, 1977. La CDMT c'est l'ancienne union départementale de la CFDT qui s'est transformée en CDMT en 1978, 79. Enfin le processus était amorcé, il débouche sur la CDMT en 1980.

*À la CFDT en Martinique, il y avait des militants d'extrême-gauche ?*

Disons que la CFDT était comme la CFDT en France, un peu moins à gauche, peut-être, parce qu'en France il y avait de nombreux militants de l'extrême gauche à la CFDT. A la fin des années 1970, il y a eu une équipe de militants dont je faisais partie qui a un peu radicalisé ça, si l'on peut dire. Cela s'est fait de manière un peu conflictuelle avec la CFDT qui ne voulait pas lâcher le morceau, qui voulait continuer à ce que nous sommes une union départementale. Alors on a trouvé un compromis, avec un accord de coopération au moment de la création de la CDMT. Quand je suis arrivée au secrétariat général de la CDMT, c'était encore le cas. C'est resté comme ça jusque dans les années 2000, et plusieurs crises se sont superposées. Il y avait des militants ici qui nous accusait d'être « inféodés » à une centrale française, et dans le même temps au vu de l'évolution du syndicat la crise devenait trop évidente pour rester dans le giron de la CFDT<sup>209</sup>.

L'arrivée des militants du GRS coïncide donc avec une période de transformation de la CFDT martiniquaise, à la fois sur le plan statutaire et sur le plan politique. Pour des militants tels que Violette, militante de longue date du GRS et de la CDMT, le souvenir de cette évolution mêle, de façon indébrouillable, l'entrée dans la vie active et l'engagement syndical :

[...] Je suis rentrée après mes études en Martinique en 1974, j'étais en poste à l'institut médico-professionnel. J'ai toujours travaillé dans ces institutions-là. En 1975, j'ai commencé à militer sur le plan syndical, à la CDMT. C'est-à-dire que je militais encore au GRS, mais je me suis aussi mise à militer syndicalement. 1975 c'est d'ailleurs l'année de création de la CDMT la Confédération Démocratique Martiniquaise des Travailleurs, et je n'ai jamais changé de syndicat. Quand je suis arrivée en 1974 c'était encore la CFDT, il n'y avait pas de vrai syndicat martiniquais. Mais je n'ai pas le souvenir d'avoir été à la CFDT, puisque dès 1975 c'est le moment

---

Paul. « Chapitre 4. La volonté du tournant ouvrier » in. *La Ligue communiste révolutionnaire*. Rennes : PU Rennes, 2005, p.145-182.

<sup>209</sup> Entretien avec Philippe Pierre-Charles, dirigeant du GRS et de la CDMT, juin 2013.

où les camarades qui étaient à la CFDT ont décidé de passer de la CFDT à la CDMT<sup>210</sup>.

Il est intéressant de voir ici que l'évocation des dates, bien qu'elles soient erronées, fait coïncider l'évolution de la CFDT avec l'arrivée de Violette et de ses camarades du GRS au sein de la structure syndicale. Effet de la poussée des luttes anticolonialistes, le syndicat prend son autonomie de la CFDT hexagonale, dans un contexte où les organisations syndicales deviennent un lieu d'expression privilégiée du mouvement indépendantiste et autonomiste – que ces syndicats soient liés à des partis autonomistes institutionnels ou à des mouvements contestataires. Comme le souligne encore Violette :

« [...] il y avait une volonté de créer des syndicats *martiniquais*<sup>211</sup>, d'autant plus que les syndicats français étaient ignorants de la situation politique dans laquelle nous étions après les grèves des années 1970. Nous nous posons des problèmes qui n'étaient pas les leurs. Ceux de la domination française. Nous nous on ne voulait pas suivre ce qu'eux avaient décidé, en France. Nous on voulait un syndicalisme martiniquais ancré dans la réalité martiniquaise. Dans les années 1970, c'est pour ça qu'il y a eu la création de la CSTM, de la CDMT et de l'UGTM.<sup>212</sup> ».

Pour autant, la spécificité de cette entrée des trotskistes du GRS se différencie de l'attitude des militants de Combat Ouvrier, partis très tôt à l'assaut de l'appareil de la CGTM. Malgré des efforts manifestes visant à structurer le syndicat sur des bases politiques concordantes avec les leurs, les militants du GRS se défendent d'avoir voulu imprimer une ligne politique spécifique au syndicat, dans un moment qu'ils décrivent globalement comme étant une période de recul pour leur mouvement politique. Paradoxalement, c'est donc moins la volonté de défendre une politique trotskiste que de spécifier le caractère « martiniquais » de l'organisation qui va caractériser l'entrée de militant du GRS dans la CDMT :

[...] Au tout début, il n'y avait pas forcément tant de militants du GRS que ça, c'était ouvert. Dans les années 1970-1980, on n'était pas aussi « politiques » que les autres. On n'était pas affilié au GRS. En fait, il y a eu un recul avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, un recul des indépendantistes. Moi je ne fais pas d'analyse, je ne suis pas une théoricienne, mais avec le moratoire sur l'autonomie, il y a eu des avancées sociales, plus de liberté d'expression, François Mitterrand a amnistié des jeunes militants de la lutte armée en Guadeloupe qui avaient fait péter des bombes [...]. Plein de gestes qui

---

<sup>210</sup> Entretien avec Violette, militante à la CDMT et ancienne membre du GRS, juin 2013.

<sup>211</sup> Souligné par nous.

<sup>212</sup> Entretien avec Violette, militante de la CDMT, juin 2013.

ont fait qu'on s'est sentis davantage Français et que le discours indépendantiste ou autonomiste a reculé.<sup>213</sup>

À l'inverse des exclusions d'ordre politique qui se produisent au sein de la CFDT hexagonale à la fin des années 1980<sup>214</sup> et qui débouchent sur la création de l'Union Syndicale Solidaires, c'est donc une dynamique « indépendantiste » majoritaire sur le plan local qui précipite l'autonomisation de la CDMT par rapport à la centrale syndicale cédétiste<sup>215</sup>.

**b) « Pour la révolution sociale et la libération nationale en Guadeloupe » : du GRS à la Centrale des Travailleurs Unis**

En Guadeloupe, la Centrale des Travailleurs Unis, troisième syndicat de l'île revendiquant environ 2000 adhérents, est dirigée jusqu'à la fin des années 2000 par des militants du Groupe Révolution Socialiste. Une partie de ce syndicat, né au début des années 1990, provient des syndicats du commerce, où des militants en rupture avec le PCG (comme Paul Tomiche, puis Alex Lollia) organisent depuis les années 1970 un syndicat alternatif à la CGT : le SPECOG<sup>216</sup>. Fait significatif : malgré la forte implantation syndicale de la CTU parmi les employés du commerce, les principaux dirigeants de l'organisation – qui sont également les animateurs des luttes syndicales – ne sont pas eux-mêmes des travailleurs du commerce mais avant tout des entrepreneurs de mobilisation politique qui veillent à la conservation de la ligne politique de leur syndicat<sup>217</sup>. Par exemple, Alex Lollia et Patrick Ganot, qui sont issus de familles communistes guadeloupéennes, se retrouvent aujourd'hui responsables de la CTU, après avoir fréquenté des organisations à la gauche du Parti Communiste.

---

<sup>213</sup> Entretien avec Violette, militante à la CDMT et ancienne membre du GRS, juin 2013.

<sup>214</sup> Notamment au moment du Congrès de Strasbourg de novembre 1988, au moment où les « moutons noirs » qui s'opposent au recentrage promu par le secrétaire général Edmond Maire font l'objet d'une campagne de stigmatisation de la part de la direction cédétiste. Ce congrès particulièrement conflictuel précède de peu l'exclusion de plusieurs fédérations et sections, notamment dans les PTT, qui précipiteront la formation de syndicats oppositionnels constituant le « groupe des dix », soit la base de la future Union Syndicale Solidaires. Voir à ce sujet DENIS, Jean-Michel. *Le groupe des dix, un modèle syndical alternatif ?* Paris : La Documentation Française, 2001, 244 p.

<sup>215</sup> Depuis cette époque, l'organisation – qui compte aujourd'hui environ 5000 membres affiliés, est demeurée la deuxième force syndicale de l'île. Ce n'est que bien plus tard, au moment de la signature par la direction de la CFDT du protocole des retraites dans la fonction publique en 2003 que la CDMT se sépare définitivement de la CFDT pour se lier avec Solidaires. Nous y reviendrons spécifiquement dans le cinquième chapitre consacré à la CDMT.

<sup>216</sup> Pour « Syndicats des Personnels du Commerce Guadeloupéen », syndicat créé en 1963 à partir d'une scission de la CGT, et principalement animé par des oppositionnels à la ligne autonomiste du PCG.

<sup>217</sup>

L'autre contingent de la CTU provient essentiellement de la CFDT, qui était bien implantée dans la fonction publique – dans les douanes notamment. Une nouvelle fois, on constate que ces militants ont rejoint la CTU car elle était dirigée par des trotskystes « oppositionnels de gauche » à la ligne adoptée par la CFDT dans les années 80. Des militants trotskistes, dont font partie Jean-Michel Palin et Alain Plaisir, avaient alors pris le contrôle de la Centrale Syndicale des Travailleurs Guadeloupéens (qui dépendait de la CFDT métropolitaine) en « *déchoukan* » (évinçant) sa direction au motif que celle-ci « avait vendu des camarades participant aux actions de lutte armée » durant les années 1980 et organisé le rapprochement avec le syndicat du commerce. La création du Mouvement Syndicat Unifié (MASU) impulsée par les militants du GRS débouche sur une rupture avec la CFDT « française » puis sur la création de la CTU – posant d'ailleurs des questionnements similaires à ceux observables dans le cas martiniquais :

Bien sûr, ça a soulevé d'autres questions cette rupture avec la CFDT française. Certains camarades avaient peur de perdre les acquis syndicaux CFDT, comme les acquis relatifs à la mobilité ou à la continuité territoriale. C'était un peu compliqué comme fusion. Mais les adhérents ont suivi globalement, ils ont fait confiance à la direction collégiale, qui était surtout composé par des gens du GRS.

Ce que confirme Jean-Michel Palin, ancien membre de la CTU et futur délégué du LKP pour l'organisation au moment du conflit :

La fusion qui s'est effectuée en 1998 [à partir des dissidents de la CFDT], au niveau de l'orientation politique, c'était clair, c'était conforme aux revendications dites « transitoires » qui étaient proposées par le GRS. Sur la forme c'était plus souple, mais pour nous c'était clair. C'est-à-dire que dans la CTU on œuvrait, avec les luttes sociales, pour la révolution sociale et la libération nationale en Guadeloupe. Comme dit Trotski dans son intervention, enfin dans le Programme de transition<sup>218</sup>. Il fallait combiner la défense des travailleurs et celle de la souveraineté<sup>219</sup>.

Si elle intervient plus tardivement que la création de la CDMT martiniquaise, la CTU guadeloupéenne connaît donc une trajectoire organisationnelle relativement similaire. Animée par des militants membres ou sympathisants du GRS, elle va progressivement se détacher de la CFDT pour se rapprocher de Solidaires avec qui elle partage plusieurs points communs – dont une influence notable de la gauche radicale post-68. En effet, on peut remarquer les

---

<sup>218</sup> Le programme de transition de explique les tâches qui incombent aux militants révolutionnaires dans le cadre de la révolution mondiale appelée de ses vœux par Trotsky. Voir TROTSKI, Léon. *Programme de transition : l'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale*, Collection Cahiers Rouges, série classique, N° 11. Paris, François Maspero, 1972.

<sup>219</sup>Entretien avec Jean-Michel Palin, ancien responsable CTU et délégué LKP.

similitudes manifestes entre les militants soixante-huitards qui se sont investis dans la création de la CDMT en Martinique, de la CTU en Guadeloupe et de Solidaires en France hexagonale, notamment en ce qui concerne les militants du GRS et de la LCR. Une différence notable demeure quant au discours entourant création de telles structures et les contraintes militantes qui se sont fait jour. Là où le discours sur les origines de Solidaires (partiellement mythifié selon Gildas Renou<sup>220</sup>) fait la part belle au récit d'une génération de militants soudés qui, à partir de syndicats minoritaires, ont réussi à développer une organisation dans l'adversité<sup>221</sup>, celui-ci n'existe pas véritablement à la CTU ou à la CDMT, dans la mesure où les militants politiques qui participent à sa création n'ont jamais eu à souffrir les affres d'une forme de mise au ban et n'ont jamais eu à redouter l'exclusion<sup>222</sup>.

## **2) Les hésitations du syndicalisme indépendantiste en Guadeloupe : de la lutte armée aux réseaux associatifs**

En Guadeloupe, les années 1980 sont marquées par des formes récurrentes de conflit opposant les fractions du mouvement indépendantiste favorables à la lutte armée et les autorités de l'île<sup>223</sup>. Entre 1980 et 1989, ce sont plus de 80 attentats (le plus souvent à la bombe) qui sont perpétrés en Guadeloupe par les militants du GLA (Groupe de Libération Armé) et de l'ARC (Alliance Révolutionnaire de la Caraïbe pour les Antilles et la Guyane<sup>224</sup>). Dans un contexte de divisions et de violences, l'UGTG maintient le cap d'un syndicalisme indépendantiste, se tenant officiellement à distance des conflits entre les différents mouvements se réclamant de l'indépendance – et ce même si, dans les faits, elle apportera son soutien à plusieurs militants accusés d'avoir commis des actions violentes<sup>225</sup>. Il faut attendre

---

<sup>220</sup> RENO, Gildas. « Dynamogénie de l'action collective contestataire. Logique d'institutions et arts de composition dans une organisation syndicale contemporaine ». Thèse de doctorat en science politique de l'Université de Rennes I, CRAPE- IEP de Renens, juin 2012.

<sup>221</sup> Ce qui a participé, aux yeux de certains commentateurs, à faire de ces militants les architectes ou les théoriciens d'un modèle syndical alternatif. SAINSAULIEU, Ivan. « La Fédération Solidaires unitaires démocratiques des PTT (SUD-PTT) : creuset d'une contestation pragmatique. ». *Revue française de science politique*. 1998, vol. 48, n° 1, p. 121-141.

<sup>222</sup> Là encore, ce point spécifique sera abordé davantage dans la première sous-partie du cinquième chapitre.

<sup>223</sup> Ces actions de lutte armée ne seront pas aussi nombreuses en Martinique qu'en Guadeloupe.

<sup>224</sup> Sur la période des années 1980, on lira avec intérêt l'ouvrage du journaliste François-Xavier Guillerme : GUILLERM, François-Xavier. *(In)dépendance créole: brève histoire récente du nationalisme antillais*. Editions Jasor, 2007, 188 p.

<sup>225</sup> Ce sera notamment le cas lors de la manifestation du 12 février 1983 à Champ d'Arbaud sur la commune de Basse-Terre, à l'appel d'organisations indépendantistes et de syndicats guadeloupéens. Un millier de personnes, dont Fernand Curier et Rosan Mounien de l'UGTG, Luc Reinette du MPGI

février 1993 et le 7<sup>e</sup> congrès de l'UGTG pour que le syndicat indépendantiste renoue avec un projet syndical offensif. Tirant le bilan de l'échec d'une politique indépendantiste autonome et unifiée au sortir de la décennie 1980, l'UGTG estimait en 1993, que seul le mouvement syndical « [...] faisait autorité sur toutes les questions, notamment sur celles relevant de la lutte politique de libération nationale et assumant de fait une responsabilité publique qui *a priori* n'était pas la sienne », indiquant notamment que « [...] le vide politique devait être comblé pour alléger la charge des organisations de masse »<sup>226</sup>.

En effet, deux ans après la fondation de l'Union Pour la Libération de la Guadeloupe en 1978, organisation censée rassembler l'ensemble des patriotes guadeloupéens, le mouvement pour l'indépendance politique de la Guadeloupe est particulièrement divisé. D'un côté, les partisans de l'action directe et de la lutte armée rassemblés autour de Luc Reinette et Max Safrano dès 1979/1980 ; de l'autre, les partisans d'une alliance électorale entre indépendantistes et formations politiques hexagonales autour du Parti de La Guadeloupe (PLG) en 1982. Figure emblématique des circonvolutions politiques de cette tentative de conciliation, l'avocate Lucette Michaux-Chevry, apparentée socialiste en 1976 et fondatrice du PLG, deviendra présidente du conseil général de Guadeloupe en 1982 puis adhèrera au RPR en 1986 lors de son entrée dans le gouvernement Chirac. Tantôt accusée d'être la vitrine légale des militants radicaux, tantôt d'être la caution indépendantiste des « partis français » en Guadeloupe, l'UPLG peine à émerger en tant que force politique sur la scène locale – ce qui entraînera également la création du Mouvement Pour la Guadeloupe Indépendante (MPGI) dès 1981 et la création de la radio indépendantiste Radio Tambour.

Durant ces années indécises et délicates pour le mouvement indépendantiste, ce sont alors les syndicalistes les plus aguerris qui deviennent des passeurs dans la formation idéologique des militants plus jeunes. Cette formation idéologique et politique se révèle d'autant plus efficace qu'elle emprunte également des voies organisationnelles diverses. Il faut ici comprendre que si la doctrine officielle de l'organisation met en avant le fait que le syndicat se suffit à lui-même, l'UGTG tisse depuis de nombreuses années un maillage étroit de solidarité avec les associations culturelles qui défendent et promeuvent l'identité guadeloupéenne. La trajectoire

---

sont dans la rue pour protester contre les peines infligées à trois militants pour des graffitis, le lendemain de la libération du leader indépendantiste Max Safrano. Ce sera également le cas lors de la mobilisation de juillet 1985, durant laquelle les organisations indépendantistes organisent une semaine de manifestations et de blocages dans la région pontoise en soutien à Georges Faisans, militant du Mouvement Pour la Guadeloupe Indépendante (MPGI) condamné à trois ans de prison pour avoir frappé un instituteur blanc avec le plat d'un sabre en repréailles à des coups portés sur un élève noir.

<sup>226</sup> « L'UGTG, 1973-1993 : 20 lanné komba »

d'Elie Domota, membre de l'UGTG depuis 1993 et actuel secrétaire général de l'organisation, illustre de façon assez éloquente cette inscription de l'UGTG dans des réseaux de sociabilité qui ne sont pas directement liés à l'activité syndicale, mais au projet politique indépendantiste :

*Comment vous avez commencé à militer ?*

Moi j'ai commencé à militer dans un groupe qui avait une vocation culturelle. [...] Quand j'étais plus jeune, j'ai été membre des Jeunesses Ouvrières Chrétiennes, je me rappelle très bien de ça, et plus tard j'ai été à l'Union des Etudiants Guadeloupéens. Je faisais aussi partie d'une association qui s'appelait Gwakilti, à Bas-du-Bourg à Basse-Terre. L'association était affiliée à Bijengwa (Bik an jenès Gwadeloup<sup>227</sup>), pour la promotion de la culture guadeloupéenne, la défense de l'intégrité et de la souveraineté guadeloupéenne, de l'identité guadeloupéenne, de la nation guadeloupéenne. Depuis très jeune je fréquente un milieu qui se préoccupe des problématiques économiques, sociales et culturelles de la Guadeloupe.<sup>228</sup>

Il semble donc que le recrutement de l'UGTG s'opère notamment à travers les rapports de proximité entretenus avec les militants associatifs, et cette façon de mettre en avant l'investissement dans les structures associatives comme intrinsèquement complémentaire de l'engagement syndical, c'est-à-dire comme participant de la cohérence et de la légitimité d'un même registre d'intervention, est l'une des caractéristiques principales du « milieu syndical » l'UGTG-iste. Le cas d'Elie Domota illustre de façon éclairante la dynamique interne de la recomposition de l'UGTG : celle d'une organisation politique sur le terrain syndical<sup>229</sup>.

---

<sup>227</sup> Pour « Maison de la jeunesse Guadeloupéenne ».

<sup>228</sup> Entretien avec Elie Domota, février 2012.

<sup>229</sup> Au sujet de laquelle nous reviendrons plus largement dans le troisième chapitre.

## *Conclusion*

Pour la génération militante des années 1970, souvent issue de la petite bourgeoisie intellectuelle, qui s'était projetée dans l'immédiateté d'une révolution nationale durant les années 1970, les années 1980 et 1990 éprouve la cohérence d'un militantisme dont l'efficacité reposait principalement sur le fait que les acteurs engagés dans le mouvement anticolonialiste se percevaient eux-mêmes comme une avant-garde. Comme nous l'avons montré dans ce chapitre et dans le précédent, la perception de la classe ouvrière des plantations s'est construite à la fois individuellement et collectivement, dans l'expression principielle d'une relation de solidarité souvent présentée comme « indéfectible », tout en étant régulièrement remise en question par le fait que les acteurs de cette période n'étaient pas issus des classes populaires. Les diverses tentatives d'implantation parmi les ouvriers de la canne au début des années 1970 opérées par des militants étudiants en Guadeloupe et en Martinique, hors du contrôle qu'exerçaient jusqu'alors les Partis Communistes locaux, se heurtent finalement à un échec. Après ce revers, les militants anticolonialistes vont se réorganiser sur le terrain syndical, tout en tentant de s'appuyer sur l'expérience déçue des années 1980 pour continuer à militer.

Dans le cas guadeloupéen, les années 1980 s'ouvrent sur une période de relative incertitude politique, pendant laquelle l'indépendantisme hésite entre une voie politique institutionnelle qui périlitera au fil d'alliances avortées et de revers électoraux, un syndicalisme en plein essor et quelques résurgences de lutte armée, minoritaires mais significatives. Ainsi, le déficit organique de représentants politiques indépendantistes, qui ne sont jamais parvenus à être clairement majoritaires aux diverses échéances électorales, nous semble aller de pair avec l'hégémonie indépendantiste au sein du monde syndical. Dominée par des variantes locales des partis politiques « français », la vie politique guadeloupéenne laisse l'espace vacant pour une politique indépendantiste autonome – un espace que l'UGTG occupe en s'érigeant en contre-pouvoir local.

En Martinique, on retrouve également une certaine défiance vis-à-vis du champ politique, qui s'exprime en premier lieu par une demande pressante de reconnaissance du fait syndical martiniquais au-delà des organisations ayant accès à la représentation au niveau national (les syndicats « français »). Pour autant, le fait que les partis autonomistes (PPM « Césairiste » et Mouvement pour l'Indépendance de la Martinique) soient largement représentés au sein du champ politique institutionnel, comme le fait que ces derniers aient

intégré un certains nombres de revendications portées par les mouvements contestataires indépendantistes, limitent les marges de manœuvre des organisations syndicales en termes de pratiques contestataires. L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République et le « moratoire » de la lutte indépendantiste appelé de ses vœux par Aimé Césaire court-circuitent les dernières velléités anticolonialistes et précipitent la migration des militants politiques vers le monde syndical. Le fait que le PPM comme le MIM aient recruté dans les années 1980 un certain nombre de cadres politiques et syndicaux appartenant à la mouvance indépendantiste ou à la gauche radicale – comme le fit le Parti Socialiste dans l'hexagone – accompagne cette mutation du gauchisme politique vers le syndicalisme. Ce sont donc moins des indépendantistes que des militants d'extrême gauche (trotskistes en particulier) qui ont investi les syndicats martiniquais, dans la mesure où un certain nombre de militants indépendantistes ont été séduits par le compromis autonomiste proposé par le PPM.

Les militants trotskistes de Combat Ouvrier vont se tourner prioritairement vers la CGT, qui représentait au départ le seul cadre d'intervention qui leur soit accessible. En Guadeloupe, les militants de CO doivent d'abord faire face à l'importante poussée du syndicalisme indépendantiste dans les années 1970 et 1980, ce qui limite de fait leur influence et va favoriser une orientation davantage ouvriériste – orientation qui va se concrétiser dans la mise en place d'une équipe dirigeante centrée sur la figure de Jean-Marie Nomertin. En Martinique, c'est autour de Ghislaine Joachim-Arnaud que va se reconstituer l'équipe dirigeante de la CGTM, en s'appuyant principalement sur le soutien de militants implantés dans les services publics (hospitaliers, communication, énergie) pour mettre l'ancienne direction communiste en minorité et précipiter le départ de cette dernière au sein de la CGT-FSM en 1990. Moins contrariés que leurs homologues guadeloupéens par les militants indépendantistes, la CGTM domine aujourd'hui le champ syndical martiniquais.

L'autre faction trotskiste, organisée autour du Groupe Révolution Socialiste, va suivre une dynamique plus proche de celle adoptée par les militants trotskistes de la Ligue Communiste Révolutionnaire dans l'hexagone. À l'instar de nombreux militants de l'extrême-gauche hexagonale, c'est au départ dans les syndicats CFDT, moins hostiles à la présence de militants gauchistes, que les militants du GRS vont s'implanter. C'est lorsque le noyau dur du GRS parvient à mettre en place une équipe d'animation au sein de la CFDT martiniquaise que celle-ci prend ses distances avec la CFDT française, avec la création de la CDMT en 1980. Affichant un profil politiquement moins homogène que la direction de la CGTM, la CDMT reste proche du socialisme autogestionnaire et prend position pour l'indépendance. D'une

façon similaire, la création de la Centrale des Travailleurs Unis vient, en Guadeloupe, témoigner d'un effort de coordination des militants (ou anciens militants) du GRS sur le terrain syndical avec la fusion de la CSTG et du MASU en 1998.

## Conclusion de la partie

---

Si les mobilisations hexagonales et antillaises qui enserrent le « moment 68 » possèdent bien leurs logiques propres, celles-ci semblent s'interpeller et se répondre par bien des aspects. S'attacher à décrire et interpréter le surgissement des mouvements sociaux sur les territoires insulaires des Antilles françaises et la répression qui s'ensuit demande à étudier à nouveaux frais les mobilisations étudiantes et ouvrières de mai 1968. De la même façon, étudier la période intense de conflictualité sociale qui s'étend jusqu'au début des années 1980 en Guadeloupe et en Martinique demande à envisager les interactions politiques entre métropole et périphérie : non seulement au prisme de l'administration d'un territoire par un autre et de la domination d'une société sur une autre, mais également au travers de la remise en cause des formes de domination sociale, ethno-raciale et culturelle à partir desquelles les militants révolutionnaires et anticolonialistes élaborent une pensée politique originale. Ces interactions s'incarnent notamment dans la pratique d'insubordination, qui puise à la fois ses racines dans les pratiques de luttes locales et dans les luttes hexagonales de la période – que cet acte d'insubordination connaisse une réelle mise en pratique ou se limite à une projection quant à la façon de dire et de faire les luttes.

La configuration expérimentale au sein de laquelle se développent ces tentatives de remise en cause de la politique française aux Antilles est, on l'a également vu, le fruit conjoint de la sédimentation d'une expérience contestataire et de ressources organisationnelles qui ont circulé entre les Antilles et la métropole avec les militants et les militantes. Cette circulation militante est notamment permise par l'accroissement relatif de la scolarisation (son extension aux études supérieures) et possède également des incidences au moment de l'entrée dans la vie active. D'où la nécessité de prendre en compte les propriétés sociales et les dispositions dont sont dotés les militants du fait de leur sociographie particulière. Ces particularités sociographiques ont non seulement facilité l'adhésion à des organisations anticolonialistes en produisant des affinités particulières avec le mouvement indépendantiste et l'extrême gauche, mais condensent également des propriétés sociales et des capitaux – militants, mais pas seulement - que des logiques de situation permettent de faire fructifier. De ce fait, si l'on retrouve des organisations d'extrême gauche qui existent en métropole – et c'est notamment le cas des organisations trotskistes –, les façons de s'adapter à la situation politique lors du retour aux Antilles contredisent en partie les routines importées et transfigurent l'action politique des différentes organisations.

Qu'il s'agisse des militants autochtones ou de ceux ayant connu des circulations en France hexagonale, il ne faut pas sous-estimer les effets de « conjoncture politique » - que Gérard Mauger évoque en termes symboliques ou idéologiques<sup>230</sup> là où Florence Johsua parle davantage de « modèles » dans le cas de la LCR<sup>231</sup> - mais qui traduisent, sur les décennies 1965-1975 puis 1975-1985, un changement dans le contexte politique. Cette évolution de la structure d'opportunité politique peut être observée de la façon synchronique et diachronique entre l'hexagone et les Antilles, comme entre la Guadeloupe et la Martinique. Si la première décennie post-68 est marquée par un effet surgénérateur sur le militantisme<sup>232</sup>, la seconde est marquée par un effet de freinage sur l'investissement militant, dû à l'épuisement de la conjoncture politique qui avait vu naître les organisations de jeunesse anticolonialistes. Au sein de cette conjoncture, on peut aussi souligner l'antériorité de la décomposition politique du communisme en Guadeloupe ou en Martinique, qui pèse moins dans le redéploiement stratégique du modèle organisationnel qui incombe aux organisations d'extrême gauche. On l'aura compris : c'est ici la question de l'histoire du communisme antillais qui gagnerait à être envisagée à nouveaux frais à la lumière des mobilisations anticolonialistes des années 1970 et de leur influence sur le champ syndical. Par exemple, la fin de l'URSS semble avoir eu une influence moindre sur la génération militante qui a maintenu un engagement militant aux Antilles dans les cadres syndicaux que sur les soixante-huitards ayant maintenu l'engagement en France – on observe, au sein de l'extrême gauche antillaise, une moindre diversification des enjeux de luttes qu'à la LCR par exemple<sup>233</sup>.

De ce fait, la séquence établie par Gérard Mauger qui verrait se succéder « gauchisme », « contre-culture » et « néolibéralisme » au sein de la génération 1968 ne résiste pas à l'examen dans le cas des militants politiques ayant accédé à des responsabilités syndicales aux

---

<sup>230</sup> MAUGER, Gérard. « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme. Pour une histoire de la génération de mai 68 », *article cité*, pp. 215-216 et p.226.

<sup>231</sup> JOHSUA, Florence. *Anticapitalistes*. La Découverte, Paris, 2015, p. 127-129.

<sup>232</sup> Pour reprendre l'expression de Daniel Gaxie, et souligner la dimension mobilisatrice de l'appartenance à l'organisation au-delà des moments forts, notamment par la densité des interactions qui participent à souder les agents mobilisés. - GAXIE, Daniel. Économie des partis et rétributions du militantisme. *Revue française de science politique*, 27<sup>e</sup> année, n°1, 1977. p. 123-154.

<sup>233</sup> Une telle comparaison possède aussi des limites historiques, dans la mesure où certaines organisations d'extrême-gauche comme la LCR entretenaient depuis leur création des relations privilégiées – quoique souvent conflictuelles – avec les mobilisations féministes ou avec les luttes homosexuelles. A ce sujet, on lira par exemple la contribution d'Olivier Fillieule : FILLIEULE, Olivier. *Pride and prejudice: how homosexuals and lesbians came out in the Ligue Communiste Révolutionnaire (1975-1979)*, working paper for the 2015 ECPR Conference, Montréal, 2015.

Antilles<sup>234</sup>. Cette réfutation est d'autant plus manifeste lorsque l'on se penche sur le degré de transférabilité de dispositions et de ressources d'un champ vers un autre, dans la mesure où de tels transferts sont très limités en termes de places disponibles. Les Antilles représentant toujours un espace périphérique de production intellectuelle, d'influence médiatique ou éditoriale, il demeure assez aléatoire et marginal d'envisager un reclassement dans le champ universitaire, journalistique, ou littéraire<sup>235</sup>. Pour résumer, le taux de change est beaucoup plus élevé que dans l'hexagone - ou, pour être plus exact, le taux de change du gauchisme est « positif » dans les syndicats, et plus négatif dans les autres secteurs. Dans les faits, on assiste davantage à la cohabitation entre un investissement intellectuel, ou littéraire, et une pratique militante (notamment chez les enseignants ou les travailleurs sociaux) qu'à un choix clair entre l'un ou l'autre<sup>236</sup>. C'est ce qui explique aussi la proximité des univers entre lesquels circulent les militants : du militantisme politique vers le syndicalisme.

Il continue, par ailleurs, d'exister un espace des mouvements sociaux, certes plus restreint qu'au cours de la décennie précédente, mais dont le degré d'autonomie est suffisamment cohérent pour garantir un certain degré d'investissement dans le militantisme. Comme le souligne également Olivier Fillieule, « [...] il ne suffit donc pas de lister les différents modes de désinvestissement politique pour saisir la diversité des trajectoires politiques post-soixante-huitardes, il faut les articuler aux formes de reconversion opérées, en prenant en compte « le degré de légitimité sociale de la défection et l'existence de possibles latéraux<sup>237</sup> ». On constate d'abord, à l'instar de ce que montrent Julie Pagis ou Doug Mc Adam, que l'entretien de sociabilités issues du militantisme politique favorise le maintien d'une activité militante<sup>238</sup>. En particulier, l'investissement collectif à l'intérieur des syndicats est renforcé par une très forte homogénéité sociale, professionnelle (le poids de la fonction publique) comme par les similitudes rencontrées dans les parcours et par l'inscription tant sociale que géographique du militantisme insulaire.

---

<sup>234</sup> MAUGER, Gérard. « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme... », *article cité*.

<sup>235</sup> Si tant est que ce type d'activité ait jamais constitué un débouché commun à l'ensemble des soixante-huitards, ce qui est sujet à caution.

<sup>236</sup> Une cohabitation qui rappelle d'avantage les travaux d'Annie Collovald et d'Erik Neveu sur le passé « gauchiste » des auteurs à succès de polar noir : COLLOVALD, Annie, NEVEU, Erik. Le « néo-polar ». Du gauchisme politique au gauchisme littéraire, *Sociétés & Représentations*. n° 11, p. 77-93.

<sup>237</sup> FILLIEULE, Olivier (dir.). *Le désengagement militant*. Paris : Belin, 2005 : p20.

<sup>238</sup> Ce que nous évoquerons plus explicitement dans la seconde partie, notamment dans le cas de la CGT et de la CDMT.

En outre, le champ syndical semble à la fois suffisamment stable pour continuer à défendre certaines orientations, et pour que les militants politiques revendiquent une forme de légitimité et certaines prérogatives organisationnelles ou décisionnelles. Le second chapitre a permis de mettre en lumière le fait que les cultures organisationnelles jouent dans l'appréhension de cette conjoncture, et pèsent également dans les façons de se reclasser au sein de structures syndicales (on ne se reclassé pas de la même façon, et on ne vit pas son reclassement syndical de la même façon en tant qu'indépendantiste, en tant que trotskiste de Combat Ouvrier ou du GRS, en Guadeloupe ou en Martinique). Garder ces coordonnées en tête se révèle indispensable à une analyse des cultures politiques encore vivaces au sein des organisations syndicales guadeloupéennes et martiniquaises, notamment du fait que l'encadrement politique issu de la matrice anticolonialiste des années 1960/1970 constitue un aspect central du processus de différenciation interne au champ syndical antillais que nous allons aborder maintenant.

**Deuxième partie.**  
**La politique des syndicats antillais**

## Introduction

---

Cette deuxième partie est consacrée à l'activité syndicale en Guadeloupe et en Martinique, envisagée sous l'angle du rapport au politique et à l'action collective protestataire. Cette partie entend faire le lien entre l'étude des trajectoires militantes en tant que facteur de politisation anticolonialiste des principaux dirigeants syndicaux d'une part, et l'analyse du rôle joué par les organisations syndicales antillaises au sein des conflits sociaux d'ampleur de l'année 2009 – qui fera l'objet de la troisième partie. Le troisième chapitre porte sur l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe, le quatrième sur la Confédération Générale du Travail en Guadeloupe et en Martinique (CGTG et CGTM) et le cinquième sur la Confédération Démocratique des Travailleurs Martinique (CDMT). Ces trois organisations, outre leur rôle moteur dans les coalitions protestataires de 2009, sont aujourd'hui dominantes en termes d'effectifs militants et de suffrages aux élections professionnelles<sup>239</sup>.

La principale source d'étonnement pour l'observateur familier du syndicalisme dans l'hexagone réside dans l'encadrement politique manifeste au sein des organisations syndicales antillaises, qui contredit la séparation classique entre syndicalisme et politique consacrée par la Charte d'Amiens<sup>240</sup>. Si cette séparation a fait l'objet d'interprétations divergentes et contradictoires au fil des époques et des relations qu'entretenaient les différentes organisations, elle constitue encore aujourd'hui la base de l'autonomie du champ syndical, faisant l'objet de rappels de frontières sans cesse réactualisés<sup>241</sup>. En outre, il s'agit d'un point

---

<sup>239</sup> Au regard des critères évoqués ci-dessus, l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe représente la première force syndicale en Guadeloupe, suivie par la CGTG. En Martinique, la CGTM est la première organisation syndicale, devant la CDMT.

<sup>240</sup> D'inspiration anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire, la charte d'Amiens annonce l'autonomie du syndicalisme de toute autre force politiquement constituée, que ce soit pour mener à bien la révolution ou pour organiser la société post-capitaliste : « [...] Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicat poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme: il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale. » - Chartes d'Amiens, 1906. Voir à ce sujet : SOULIER, George. Les langages de la Charte d'Amiens, in. *L'actualité de la Charte d'Amiens*, Paris : Puf, 1987, pp. 9-17.

<sup>241</sup> Comme cela a notamment été évoqué par Sophie Bérout : BÉROUD Sophie, « Sur la pertinence heuristique du champ syndical », in. QUIJOUX, Maxime (dir.), *Bourdieu et le travail*, ouvrage cité, p. 323-340.

de départ doublement déroutant, dans la mesure où l'étude du syndicalisme en France a été longtemps dominée par des analyses qui portaient de l'hypothèse d'un syndicalisme intégré au fonctionnement de la démocratie représentative et au mécanisme de la décision publique, et prenant appui sur la baisse statistique de la conflictualité au travail et sur une vision dépolitisée de la défense et de la représentation des salariés<sup>242</sup>.

Par conséquent, l'indistinction apparente entre encadrement politique et activité syndicale, s'est progressivement muée en question de recherche – d'autant plus que des revendications politiques semblaient servir de justification au registre protestataire. Il s'agit donc, pour nous, d'analyser la "politique des syndicats", qui peut être définie comme l'ensemble des manifestations pratiques et discursives caractéristiques des orientations politiques affichées par les organisations syndicales dans le cadre de leur activité. Ces manifestations varient en fonction des différents registres d'activité protestataire que ces organisations mobilisent pour défendre leur cause dans l'espace public (actions de manifestations, blocages, distributions de tracts, prises de parole publiques et réunions de préparations desdites actions). Nous entendons ainsi restituer les spécificités du fonctionnement de chacune des organisations étudiées en fonction de son positionnement dans le champ syndical en Guadeloupe ou en Martinique, à partir d'un travail ethnographique mêlant entretiens et observations. En partant du travail de politisation et de mobilisation effectué par ces organisations, nous avons pris le parti d'étudier conjointement les priorités et orientations décelables dans les discours et dans les pratiques des syndicalistes – appellation qui englobe ici à la fois les responsables syndicaux et les adhérents de la base.

### **La question politique dans les syndicats de travailleurs aux Antilles : une politisation « intempestive ? »**

Une observation, même succincte, de la vie des organisations syndicales en Martinique ou en Guadeloupe permet de faire le constat suivant : la politique et la conflictualité sociale occupent une place centrale dans la vie des principales organisations, toujours prêtes à se mobiliser pour investir les luttes sociales afin d'exister politiquement. Dans le rapport sur le dialogue social en Martinique publié en 2015 pour le compte de l'Institut national du travail de l'emploi et de la formation professionnelle, on trouve de nombreux marqueurs témoignant

---

<sup>242</sup> Voir notamment à ce sujet les travaux d'Andolfatto et Labbé (2009) et les apports critiques des auteurs de l'ouvrage *La lutte continue ?* : BEROUD Sophie, DENIS Jean-Michel, DESAGE Guillaume, GIRAUD Baptiste et PELISSE Jérôme, *La lutte continue ? : Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2008, 159 p.

de la politisation des organisations syndicales et des leaders syndicaux. Cette enquête, menée au milieu des années 2000 auprès de 67 acteurs par Philippe Auvergnon et Patrick Le Moal, respectivement directeur de recherche CNRS à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV et inspecteur du travail de la DDTEFP (Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle) de Seine-Maritime, rapporte ainsi :

« [...] Certains syndicalistes dénoncent eux-mêmes “ceux qui font du syndicalisme et ont, de fait, deux casquettes. [...]”. Pour d'autres, “l'objectif est clair ; le syndicat n'est qu'un moyen dans la recherche de la prise du pouvoir”. [...] Les appartenances politiques de certains responsables sont connues de chacun (Combat ouvrier, GRS, MIM...). Ils l'affichent parfois eux-mêmes en étant notamment candidats à des élections politiques. Certaines proximités sont perceptibles, ainsi de la CGTM/FSM et du parti communiste. [...] Mais, au-delà de la politisation des syndicats, “la jonction de certaines centrales ouvrières avec des corporations pour une bonne part d'indépendants (dockers, transporteurs...)” joue pour certains un rôle important dans le niveau et les modalités de la conflictualité sociale à la Martinique. Cette alliance permettrait à tout moment de “bloquer le pays et de faire prendre un tour dramatique aux conflits sociaux”.<sup>243</sup>»

Ces paroles rapportées convergent fortement avec les constats de notre enquête, d'autant plus si l'on pense à la dimension puissamment évocatrice de conflits sociaux d'ampleur à même de « *bloquer le pays* ». L'évocation de *conflits* est frappante étant donné l'ampleur et la durée de la vague de mobilisation de l'hiver 2009. Au-delà, les remarques et les témoignages présentés ici, auxquels nous avons eu accès au cours du travail de rédaction et non au cours de notre enquête<sup>244</sup> soulignent une nouvelle fois qu'il est empiriquement délicat de postuler une séparation nette entre syndicalisme et politique, étant donné la prolifération des références aux combats politiques dans le quotidien syndical<sup>245</sup>.

D'un côté, l'évocation péjorative de leaders syndicalistes qui sortiraient de leur rôle en affichant leurs intentions politiques – voire chercheraient à « *prendre le pouvoir* » – nous ramène vers une démarcation entre univers politique et univers syndical. De l'autre, la

---

<sup>243</sup> AUVERGNON, Philippe, LE MOAL Patrick. « Conflictualité et dialogue social à la Martinique : paroles d'acteurs », rapport de l'INTEFP, Paris : 2015 : p 30. (Les passages en italique sont soulignés par nous.)

<sup>244</sup> Nous précisons, dans la mesure où ces informations n'ont pas *orienté* notre travail de recherche.

<sup>245</sup> Il n'existe pas, à notre connaissance, de rapport similaire conduit en Guadeloupe – ce que nous regrettons, au vu de la qualité et de la précision des données fournies par l'enquête de l'INTEFP. S'il serait hâtif d'en tirer une quelconque généralité, il est possible que le niveau de défiance particulièrement aigu que les syndicats guadeloupéens entretiennent vis-à-vis des collaborations institutionnelles avec la métropole, comme l'herméticité entre décision publique et champ syndical, n'aient pas facilité la réalisation de ce type d'enquête sur l'île.

permanence d'une telle situation, la visibilité de la multi-positionnalité des acteurs syndicaux (la « *double-casquette* ») et la labilité des appartenances qui découlent de ce multi-positionnement laissent penser que de nombreux acteurs qui gravitent autour de l'univers syndical perçoivent syndicalisme et politique de façon indistincte. Pour nous qui avons séjourné aux Antilles et fréquenté les syndicalistes, il faut bien reconnaître que cette première impression et ce sentiment de confusion ont longtemps habité notre travail.

Cette partie s'efforce d'explicitier les différentes raisons pour lesquelles, si des délimitations existent entre syndicalisme et politique aux Antilles, elles ne sont pourtant pas les mêmes que dans l'hexagone. De surcroît, ces délimitations ne se résument pas à un processus d'auto-limitation ou d'auto-assignation, mais désignent davantage des registres d'intervention et de participation particuliers qui contribuent à l'*empowerment*<sup>246</sup> des organisations syndicales. Si les auteurs du rapport de l'INEFP ne précisent pas toujours qui est en train de parler<sup>247</sup>, nous avons sommes en mesure de situer les acteurs, pour les avoir interrogés et observés en situation.

### **Une analyse des cultures syndicales en Guadeloupe et en Martinique**

Au-delà de la description de la politisation des organisations syndicales et des conflits sociaux, c'est donc, en priorité, une analyse des cultures syndicales que nous souhaitons proposer. D'abord, parce que nous sommes sensibles à la proposition de Richard Hyman et du courant des *Industrial relations*, qui considèrent l'élaboration de revendications catégorielles ou corporatistes par le syndicat comme un acte proprement politique – puisque cet effort d'élaboration est inscrit dans les rapports sociaux de production et, *in extenso*, dans des rapports de force politiques<sup>248</sup>. Cette perspective – que l'on retrouve notamment dans les travaux de Baptiste Giraud sur la grève — invite à considérer le développement de l'activité syndicale comme une activité proprement politique et non comme l'appendice des différents univers socio-professionnels au contact desquels elle se développe :

---

<sup>246</sup> Entendu au sens de « capacitation » et de « légitimation » à la fois au sein des arènes normatives de l'espace public, mais également en ce qui concerne le pouvoir de négociation vis-à-vis des interlocuteurs des organisations syndicales que sont l'Etat ou le patronat.

<sup>247</sup> Les citations apparaissent dans le passage évoqué sans que l'on puisse déterminer si elles émanent de syndicalistes ou d'autres acteurs (responsables politiques, dirigeants d'entreprise, fonctionnaires de l'administration régionale, etc.) et sans que les raisons de ce choix ne soient clairement explicitées.

<sup>248</sup> Voir notamment : HYMAN, Richard. *Industrial Relations: A Marxist Introduction*. London : Palgrave Macmillan, 1975, 230 p ; HYMAN, Richard. *Strikes*. 4th edition. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 1989, 257 p ; HIBBS, Douglas A. *Industrial Conflict in Advanced Industrial Societies*. *American Political Science Review*. décembre 1976, vol. 70, n° 4, p. 1033-1058.

« [...] Reconstituer les logiques et les modalités d’articulation de ces registres d’action dans les pratiques des acteurs implique alors de ne pas se contenter d’une simple description formelle des règles des relations professionnelles qui encadrent les stratégies d’action syndicale, mais d’être plus attentif au jeu des rapports de force qui structurent les représentations des syndicalistes et orientent le choix de leurs formes d’action<sup>249</sup>. »

Seulement, il nous paraît aussi important de ne pas nous cantonner à une lecture trop rigide de cette inscription politique du syndicalisme, afin de questionner les effets internes de différenciation – en somme, de saisir les manifestations de la politique des syndicats dans une perspective relationnelle. Pour ce faire, le cadre analytique que nous développons peut être rapproché du geste intellectuel des *cultural studies* britanniques, dont les controverses au sujet du « matérialisme culturel » ont largement participé à nourrir notre réflexion sur le rapport entre organisation, culture et idéologie.

« Au cœur des *cultural studies* se trouverait ainsi l’articulation des formes expressives, des pratiques culturelles et des rapports sociaux. Un second aspect qui semble pouvoir les caractériser est sans doute leur dimension critique. Elles reposent sur une volonté de rendre compte des rapports sociaux de classe, de race, de genre et de sexualité qui organisent le social, sans jamais les figer ni les réduire à une seule dimension, mais en prenant en compte les tensions entre l’idéologie et l’expérience vécue, les pratiques et les subjectivités. Elles mettent ainsi au centre de l’analyse la dialectique entre pouvoir et résistance, soulignant que la capacité d’agir émane des équilibres à la fois discursifs et matériels d’une formation sociale donnée.<sup>250</sup> »

Cette première approche gagne également à être combinée avec la perspective développée par Edward Palmer Thompson, qui a participé à la façonner à travers son étude canonique de la formation de la classe ouvrière anglaise. Pour Thompson, la formation n’est pas le résultat mécanique du développement structurel du capitalisme, ou le résultat d’une prise de conscience garantie par l’unification des modes de vie sous l’égide du capital ou par une

---

<sup>249</sup> GIRAUD, Baptiste. Des conflits du travail à la sociologie des mobilisations : les apports d’un décloisonnement empirique et théorique. *Politix*. 5 juin 2009, n° 86, p. 13-29.

<sup>250</sup> Tiré de : CERVILLE, Maxime, QUEMENER, Nelly. *Cultural studies: Théories et méthodes*. Armand Colin, 2015 : p ; dans une perspective plus générale, se rapporter à l’ouvrage coordonné par Maxime Cervulle, Nelly Quemener et Florian Vörös : CERVILLE, Maxime, QUEMENER, Nelly, VÖRÖS, Florian, et al. *Matérialismes, culture & communication : Tome 2, Cultural Studies, théories féministes et décoloniales*. Presses de l’Ecole des mines, 2016, 350 p. Dans la même inspiration théorique, on peut également noter les différentes préfaces consacrées aux traductions de Stuart Hall également proposées par Maxime Cervulle dans les ouvrages : HALL, Stuart. *Identités et cultures : politiques des cultural studies*. Édition : Seconde édition, Revue et augmentée. Paris : Editions Amsterdam, 2008, 411 p ; HALL, Stuart. *Identités et cultures 2 : Politiques des différences*. Paris : Editions Amsterdam, 2013, 283 p.

organisation révolutionnaire. Elle est, au contraire, le produit d'une expérience du monde social où les positions sont vécues sur un mode agonistique (du fait de l'exploitation et de la domination) et participe à révéler l'existence de classes antagoniques au sein de la société capitaliste<sup>251</sup>. Ce faisant, et contrairement à de nombreux travaux postérieurs à ceux de Marx<sup>252</sup>, Thompson ne dissocie jamais la classe ouvrière des organisations du mouvement ouvrier, et ne statue que très peu sur le rôle des idéologies organisationnelles dans le développement de la lutte des classes<sup>253</sup>. Si elle ne nie absolument pas la détermination sociale des cultures et des identités, la théorie de Thompson est ouvertement hostile vis-à-vis de toute perspective structuraliste qui réduirait les manifestations identitaires ou culturelles des classes populaires à une forme d'homologie structurelle façonnée de toutes pièces par le capitalisme<sup>254</sup>. En particulier, Thompson s'élève contre l'idée d'une classe ouvrière passive et acritique subjuguée par l'idéologie du capital jusqu'à ce qu'un hypothétique événement révolutionnaire ou l'intervention politique du parti ne vienne arracher les masses à leur torpeur. Il postule au contraire l'autonomie pratique et discursive des individus et groupes sociaux qui luttent contre l'exploitation et résistent au capitalisme<sup>255</sup>.

---

<sup>251</sup> THOMPSON, Edward P. *La Formation de la classe ouvrière anglaise*. Paris : Points, 2017, 1216 p.

<sup>252</sup> On pourrait citer les travaux de Karl Kautsky, Lénine ou même Antonio Gramsci.

<sup>253</sup> C'est précisément sur cette conception des rapports entre idéologie, configurations historiques et formations sociales que s'enracinera la controverse entre Thomson et Althusser, dont l'ouvrage *Misère de la Théorie* constituera le point le plus saillant. Partisan d'un « humanisme marxiste », attentif au poids des expériences et à l'*agency*, Thomson rejettera l'antihumanisme et l'antihistoricisme qu'il impute à la veine structuraliste du marxisme althussérien. A ce sujet, on lira avec intérêt la réédition de l'ouvrage et la traduction stimulante proposée par Anthony Burlaud, Alexia Blin, Yohan Douet et Alexandre Féron : THOMPSON, Edward Palmer, BLIN, Alexia, et al. (trad.). *Misère de la théorie : Contre Althusser et le marxisme anti-humaniste*. Paris : Editions L'échappée, 2015, 385 p.

<sup>254</sup> Pour reprendre l'expression retenue par Fanny Gallot et Juan Grignera. Voir notamment : GALLOT, Fanny, GRIGERA, Juan. « Edward Palmer Thompson : le matérialisme à l'épreuve de l'expérience et de l'*agency* », in. *Matérialismes, culture & communication : Tome 2, Cultural Studies, théories féministes et décoloniales*. : opus cit. pp 51-62.

<sup>255</sup> Il faut ici rappeler l'importance des débats qui ont animé la discipline historique en Grande Bretagne autour de la question de la conscience et de l'expérience dans le cadre de l'analyse matérialiste. Paul Blackledge explique ainsi l'importance du geste d'E.P. Thompson et sa réhabilitation du « rôle vital » de l'*agency* contre la simplification opérée au nom de l'opposition entre base et superstructure. A rebours des délimitations stratégiques opérées par le marxisme « orthodoxe », ce qu'E.P. Thomson définit comme une classe résulte avant tout de l'agrégation d'expériences contingentes qui peuvent recouvrir des réalités tout à fait différentes de celles du prolétariat industriel classique – notamment du point de vue socioprofessionnel. Ce faisant, Thompson s'éloigne des interprétations marxistes orthodoxes qui situent les origines du mouvement ouvrier dans les évolutions structurelles du capitalisme, pour élever l'expérience au rang de régime de vérité définitionnel et opérationnel. La distinction classique entre « classe en soi » et « classe pour soi » est progressivement délaissée pour une interprétation relationnelle et dynamique de formation de la classe ouvrière. - BLACKLEDGE, Paul, "Thinking About (New) Social Movements: Some Insights from the

## Cultures syndicales, cultures politiques

Ce que nous désignons par culture syndicale peut déjà être envisagé sous l'angle d'une délimitation, d'un travail de bornage, de repérage et de production de frontière qui se donne à voir « au concret ». Notamment, s'intéresser à la formation idéologique participe à désigner des systèmes d'inégalités tels que la classe la race ou comme culturellement distincts (comme suggéré dans l'article programmatique de Sébastien Chauvin et Alexandre Jaunait<sup>256</sup>). Dans l'introduction de son travail de thèse consacré à Force Ouvrière, Karel Yon, énonce comme suit la direction de son programme de recherche concernant l'analyse idéologique en milieu syndical :

« Pour éviter l'écueil d'un repli scolastique, l'« analyse idéologique » que nous prônons est donc nécessairement pragmatique : si elle implique d'analyser dans l'ordre du discours la dissociation des logiques syndicale et politique, elle ne peut rendre compte des conditions de ce processus qu'en opérant un va-et-vient permanent entre l'analyse des discours sur le syndicalisme et la politique et la mise au jour des domaines de pratiques convoqués sous ces termes<sup>257</sup>. »

Si nous souscrivons pleinement aux indications méthodologiques énoncées par ce programme, nos constats empiriques concernant le syndicalisme en Guadeloupe et en Martinique sont sensiblement éloignés de ceux de Karel Yon. Comme nous l'avons déjà souligné, notre analyse du fait syndical aux Antilles ne tend pas vraiment à considérer une mise à distance de la politique au sein des environnements syndicaux. De la même façon que « l'apolitisme » ou « l'indifférentisme » sont affichés par la CGT-FO comme l'orientation de l'organisation, faisant valoir sa spécificité au sein d'un univers syndical concurrentiel, les organisations antillaises affichent assez clairement des objectifs – du moins, des préférences – politiques ou idéologiques qui demandent à être analysés si l'on veut saisir comment fonctionnent les syndicats.

La notion de culture syndicale renvoie ensuite à une forme de prise de rôle au sein de l'institution syndicale, une façon d'incarner l'organisation en s'inscrivant personnellement

---

British Marxist Historians”, in : BARKER Colin, et al. (dir.), *Marxism and Social Movements*, Chicago, IL, Historical Materialism, 2014, p. 259-276.

<sup>256</sup> CHAUVIN, Sébastien, JAUNAIT, Alexandre. « L'intersectionnalité contre l'intersection. », *Raisons politiques*. 22 juin 2015, n° 58, p. 73.

<sup>257</sup> YON, Karel. « Retour sur les rapports entre syndicalisme et politique : le cas de la CGT-FO. Éléments pour la sociologie d'un « monde de pensée », Thèse pour le doctorat en Science Politique, Université Paris 1 – Sorbonne, 2009, p. 64-65.

dans un univers de relations sociales normées. Parce que les responsables syndicaux sont très souvent d'anciens responsables politiques, il est nécessaire d'envisager la façon dont la longévité de leur engagement explique le maintien de certaines orientations à travers différentes logiques de représentation, en prenant en compte que le fait que les organisations politiques dont se réclament les leaders syndicaux soient structurellement éloignées de la compétition politique ne leur permet pas de faire fructifier leur capital militant autrement qu'en intervenant au cœur des luttes sociales<sup>258</sup>. Et, parce que ces orientations se maintiennent, il faut également rendre compte de leur réception par de nouvelles générations de militants au travers de la formation syndicale, qui constitue par excellence le lieu de la reproduction idéologique censée garantir l'autonomie politique de l'organisation syndicale<sup>259</sup>. Karel Yon retient d'ailleurs une définition particulière de l'institution – qu'il emprunte à P.A.Hall et R.C.Taylor - pour caractériser le militantisme dans la mouvance du trotskisme lambertiste :

« Participant d'une réflexion sur la construction sociale des organisations, la notion d'institution, en rejetant toute appréhension des partis politiques comme entités réifiées, permet de dépasser la fausse opposition entre les individus et les structures : si l'institution lambertiste est objectivée sous la forme de statuts, locaux, sigles, publications, elle ne vit qu'à travers les agents qui, en endossant un rôle, celui d'adhérent, de militant, de permanent du parti, et plus largement celui de " militant révolutionnaire " incarnant l'organisation<sup>260</sup> ».

Comme le souligne par ailleurs Jacques Lagroye, cet effort de conformation à l'institution syndicale, y compris dans sa dimension acculturatrice, n'est pas uniquement « un rôle subi »<sup>261</sup>. Pour cette raison, nous souhaitons aussi montrer comment les militantes et les militants syndicalistes à la base des organisations, loin d'être passifs face à la politique des syndicats et aux corpus idéologiques qui la sous-tendent, activent leurs propres dispositions et produisent leurs propres appropriations des discours et des pratiques syndicales, à partir de

---

<sup>258</sup> MATONTI, Frédérique, POUPEAU, Franck. Le capital militant. Essai de définition. *Actes de la recherche en sciences sociales*. no 155, n° 5, p. 4-11.

<sup>259</sup> ETHUIN, Nathalie, YON, Karel. *La fabrique du sens syndical*, Paris : Editions du Croquant, 2014, 407p.

<sup>260</sup> YON, Karel. Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. *Politix*. 1 juin 2005, vol. 70, n° 2, p. 137-167.

<sup>261</sup> Pour reprendre l'expression de Jacques Lagroye au sujet des élus politiques. « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye. » *Politix*, vol. 10, n°38, Deuxième trimestre 1997. L'institution des rôles politiques, sous la direction de Brigitte Gaïti et Frédéric Sawicki. p. 7-17.

représentations héritées du passé, mais aussi à partir d'un processus original d'opposition à l'ordre social et colonial qui a pu prendre des formes différentes en fonction des époques. En connectant ce qui se joue au sein du syndicat avec d'autres scènes sociales – notamment les sociabilités amicales, familiales et professionnelles, nous souhaitons saisir l'institution syndicale comme le lieu d'interaction entre la culture politique héritée des traditions anticolonialistes des années 1970 et les cultures populaires appréhendées dans leur dimension dynamique.

## Chapitre III. Les logiques syndicales de la « marche vers l'indépendance » : l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe

---

Déjà, ce que je pense, c'est qu'il faut que les travailleurs soient ensemble pour défendre leurs intérêts. Mais surtout, c'est qu'au-delà du travail, de la défense des droits des travailleurs, tout individu doit pouvoir s'organiser pour se défendre. C'est-à-dire soit pour défendre des intérêts qui lui sont propres, ou dans un groupe, soit pour promouvoir des activités, promouvoir des actions, promouvoir une culture, pour faire quelque chose. À la base, la nécessité de s'organiser pour agir, ça va au-delà du domaine professionnel, au-delà même du travail et des structures syndicales. C'est ce qui explique que l'UGTG par exemple rassemble tout « un milieu », avec des gens qui s'investissent dans les associations culturelles, les groupes de carnaval ou autre.

- Entretien avec Elie Domota, secrétaire général de l'UGTG, 2012.

N'importe qui peut venir voir l'UGTG s'il a un problème avec son employeur. *Même un Français, même un Haïtien*<sup>262</sup>. Nous défendons les travailleurs, ou nous voyons ce que nous pouvons faire pour lui, sans discrimination. Après, être adhérent à l'UGTG, c'est autre chose, il faut adhérer à la politique de l'UGTG. Par forcément être pour l'indépendance, on sait bien que les gens ne sont pas spontanément pour l'indépendance. Mais, par exemple, un homme ou une femme qui veut adhérer, on lui dit de venir à trois réunions, où il reçoit une formation syndicale et on lui explique en quoi consiste le syndicalisme à l'UGTG. On lui explique quels sont ses droits en tant qu'adhérent, mais aussi ses devoirs : ce que l'on peut faire et ne pas faire. C'est très important ! Les gens sont libres de rester ou de partir, mais s'ils veulent faire partie de l'UGTG, ils savent à quoi s'en tenir.

- Entretien avec Jean-Yves, membre de l'Union des Travailleurs Communistes – UGTG, 2012.

### ***Introduction***

Principalement connue du fait de la médiatisation de son secrétaire général Elie Domota, par ailleurs porte-parole de la coalition *Liyannaj Kont Pwofitasyon*<sup>263</sup> au moment de la grève générale de l'hiver 2009, l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe demeure

---

<sup>262</sup> Souligné par nous.

<sup>263</sup> Pour « Unité contre l'exploitation ». L'analyse du LKP fera l'objet de plus longs développements au cours de la troisième partie de la thèse.

aujourd'hui la principale force indépendantiste de l'île. Comme nous l'avons évoqué au cours du précédent chapitre, l'UGTG est née en 1973 de la rencontre entre la jeunesse indépendantiste radicalisée avec les mouvements de travailleurs agraires, devenant au cours des années 1980 le premier syndicat de l'île en nombre d'adhérents (l'UGTG revendique aujourd'hui près de 10000 adhérents pour une île comptant 451000 habitants, qui sont répartis en 23 sections regroupent des secteurs d'activité liés à la centrale), comme en termes de suffrages aux élections professionnelles<sup>264</sup>. A la différence des autres organisations syndicales guadeloupéennes ou martiniquaises<sup>265</sup>, l'UGTG s'est spécifiquement structurée autour de la défense d'un horizon indépendantiste - notamment en réaction à l'abandon de toute perspective d'indépendance de la part des organisations politiques locales. Contrairement à la Martinique, où la rupture d'Aimé Césaire avec le Parti communiste et les luttes anticolonialistes participent dès 1958 au développement d'une gauche autonomiste qui prendra la forme du Parti progressiste martiniquais (PPM), la politique guadeloupéenne est historiquement dominée par des avatars locaux des organisations hexagonales. En témoigne la centralité de figures telles que le président de région Victorin Lurel (Parti socialiste) ou la maire de Basse-Terre Marie-Luce Penchard (Les Républicains) – elle-même fille de Lucette Michaux-Chevry - dans la vie politique locale, tous deux ex-ministres des outre-mer dans des gouvernements de droite et de gauche. Quant au Parti communiste guadeloupéen, seule force à défendre une politique autonomiste comprenant des aménagements décisionnels, il est secoué de divers crises et ruptures qui ont précipité son effacement politique au cours des années 1980-1990<sup>266</sup>.

C'est précisément cette matrice indépendantiste qui fait de l'UGTG une organisation tout à fait singulière, dans la mesure où elle n'hésite pas à afficher des objectifs explicitement politiques au-delà de son activité de défense et de représentation des salariés. Véritable épouvantail pour les élites politiques et économiques nationales ou locales qui pointent sans cesse du doigt l'irréalisme d'une Guadeloupe indépendante et associent volontiers le syndicat au « désordre » ou à des velléités révolutionnaires<sup>267</sup>, l'UGTG doit composer avec une

---

<sup>264</sup> Le syndicat est arrivé premier aux élections professionnelles en 2008 et 2014, ce qui ne lui permet pas d'accéder au statut d'organisation représentative aux yeux de l'Etat mais assure au syndicat un important pouvoir de négociation au niveau local.

<sup>265</sup> A l'exception notable de l'Union Générale des Travailleurs de la Martinique (UGTM), dont l'importance numérique et l'audience sont sensiblement moindres.

<sup>266</sup> Cf. chapitre 2.

<sup>267</sup> On peut notamment relever le fait que l'UGTG et ses militants sont fréquemment décriés pour leur supposé « macoutisme » - terme désignant à l'origine les pratiques du groupe de défense rapproché du

population réticente à l'idée d'indépendance mais qui se reconnaît volontiers dans son discours public, dans la mesure où le syndicat prend en charge un certain nombre de problématiques structurelles à la situation guadeloupéenne. Si l'organisation est aussi connue qu'elle est décriée pour la radicalité de son répertoire d'action – incluant un recours fréquent aux « grèves sur le tas », à des actions coup-de-poing ou aux blocages qu'elle met en place sur les axes de circulation ou les dépôts de carburant de l'île – il ne faut pas s'en tenir à son image médiatique de « curiosité locale » et sous-estimer l'audience dont l'UGTG bénéficie auprès de larges franges de la population.

Comme nous chercherons à le montrer durant ce chapitre, cette posture affichée par l'organisation se confronte à la tension existante – on peut même parler de dilemme – entre la volonté de s'afficher comme un contre-pouvoir, qui s'inscrit dans la perspective d'accéder à l'indépendance, et les injonctions à la normalisation du syndicalisme qui sont largement relayées par les grands médias ou les médias locaux dès lors que l'UGTG est partie prenante d'un conflit social. L'UGTG se trouve ainsi placée dans une situation politiquement délicate, prise en tenaille entre la nécessité d'afficher le recours possible à des modalités d'action qui incluent parfois l'usage de la violence, afin d'être crédible en tant que contre-pouvoir local, et un certain nombre de contraintes qui pèsent sur son activité.

Par ailleurs, nous verrons également que même si le syndicat dénonce le racisme dans un environnement où celui-ci n'est presque jamais pris en considération, en particulier en trois directions : la domination matérielle et symbolique des Blancs, la rhétorique de dépendance de la Guadeloupe vis-à-vis de la métropole et l'exclusion historique des indépendantistes du champ de la compétition politique légitime. Au travail et en-dehors, c'est par ses prises de position contre la vie chère, contre la myopie institutionnelle de l'Etat français face au racisme ou contre la stigmatisation de la culture guadeloupéenne que l'UGTG s'est arrogée un véritable monopole symbolique de la question indépendantiste.

---

président Duvalier en Haïti dans les années 1960 (les « Tonton Macoute »). Par la suite, l'expression « macoutisme » sera étendue aux acteurs et aux régimes politiques qui s'appuient sur la corruption, tout en faisant usage de la violence contre les opposants et les civils. D'une manière plus générale, le *macoutisme* s'apparente également à une forme de « terrorisme », et c'est dans ce sens qu'elle a été mobilisée par le porte-parole UMP du gouvernement, Frédéric Lefebvre, dans le but de discréditer le LKP : « "Je pense qu'aujourd'hui il faut faire cesser ces opérations d'intimidation qui ressemblent plus à des opérations de type mafieuses", a poursuivi le député des Hauts-de-Seine, évoquant des reportages en Guadeloupe où on voit agir "des sortes de tontons macoutes du LKP" » Lepoint.fr - Publié le 06/03/2009.

### **Encadré méthodologique concernant l'enquête**

Nous avons, dans un premier temps, séjourné sur l'île entre la fin janvier et la mi-mars 2012. Lors de ce premier séjour, nous nous sommes notamment entretenus avec l'actuel secrétaire général de l'organisation, Elie Domota, ainsi qu'avec ses prédécesseurs Raymond Gauthiérot et Rosan Mounien, ainsi qu'avec des cadres intermédiaires du secteur de la santé et des travailleurs communaux de la région de Basse-Terre, où nous résidions. Par la suite, lors de notre second terrain en 2014, il nous est apparu important de poursuivre cette démarche d'enquête en allant à la rencontre d'autres dirigeants de l'UGTG que nous n'avions pas pu interroger lors de notre premier terrain (comme Gaby Clavier, un des secrétaires généraux « historiques » toujours actif dans l'organisation) ; et, surtout, de mettre à profit ce nouveau séjour en Guadeloupe pour nous entretenir avec des militants de l'UGTG qui se sont syndiqués après la grève générale de 2009 et qui se trouvent de ce fait à l'intersection du monde du syndicalisme et de la population guadeloupéenne.

Pour les rencontrer, nous avons sollicité d'anciens enquêtés parmi les responsables indépendantistes (notamment Elie Domota), afin d'interroger des syndicalistes plus récemment arrivés dans les organisations au sujet de la grève de 2009. La demi-douzaine d'entretiens biographiques qui compose ce second corpus UGTG-iste a été réalisée entre avril et juillet 2014, se sont révélés précieux pour comprendre les ressorts de l'adhésion syndicale et les processus d'engagement ultérieurs<sup>268</sup>. Notamment, cette seconde vague d'entretiens s'est révélée pertinente pour décrire la façon dont des Guadeloupéens qui étaient extérieurs au monde syndical ont dépassé certains de leurs préjugés à propos du syndicalisme pour se mobiliser, d'abord à l'appel du LKP puis en continuant à poursuivre cet engagement au sein d'organisations syndicales.

Pour ce qui est des activités quotidiennes du syndicat, l'un de nos contacts privilégiés a été mis en place avec la section locale de Basse-Terre (installée à l'hôtel de région), auprès de laquelle nous allions régulièrement assister à des permanences syndicales à destination des salariés dans la mesure où nous résidions sur place en 2012. Ces moments de permanence constituaient, en eux-mêmes, des moments d'échange semi-formels dans la mesure où les « temps morts » entre chaque salarié reçu se transformaient en réunion d'organisation concernant la vie locale de la section, son agenda, son animation et ses liens avec la centrale. Les moments d'attente des entretiens au siège indépendantiste de la rue Paul Lacavé ont également constitué des temps d'observation instructifs, dans la mesure où il

---

<sup>268</sup> Même si, là encore, il apparaissait que le fait que les enquêtés soient sollicités par des responsables syndicaux se traduisait par une volonté de se conformer à l'image publique de l'organisation, et qu'il n'était pas toujours évident de faire s'exprimer ces syndicalistes au sujet des difficultés liées à l'entrée dans la carrière militante.

fallait d'abord attendre pour pouvoir rentrer à l'intérieur du local après avoir décliné son identité – et ce même si nous venions plusieurs fois dans la même semaine, l'autorisation d'entrer émanant souvent d'un responsable qui nous connaissait de vue ou avec qui nous avions déjà discuté ; puis, il fallait attendre que l'enquêté arrive ou se rende disponible à l'intérieur du local où s'affairent dirigeants et responsables syndicaux et où sont reçus les salariés désirant s'entretenir avec des syndicalistes.

Enfin, s'agissant des observations des manifestations de l'UGTG, nous avons pu nous rendre une manifestation en soutien aux employés communaux de la mairie de Goyave en février 2012 – la première que nous ayons effectuée par l'intermédiaire d'une responsable de la santé rencontrée à Basse-Terre, deux manifestations en soutien à Jocelyn Pinard (gérant de station-service) en avril et mai 2014, diverses manifestations et rassemblements organisés par des travailleurs hospitaliers en mai 2014, deux Premiers mai unitaires en 2014 et en 2015. Il nous est également arrivé de rencontrer des rassemblements de l'UGTG dans la région pontoise sans y avoir été convié ou sans avoir décidé de nous y rendre.

### ***A - « Ka yo vlé ka yo vlé pa, travayè en laria ! » : une manifestation avec l'UGTG à Goyave le 14.02.2012***

Ce matin du 14 février 2012, nous avons pris rendez-vous avec Nadine, à l'hôpital de Basse-Terre. Elle est l'une des responsables de l'Union des Travailleurs de la Santé à Basse-Terre, section affiliée à la centrale de l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe. Nous prenons la route pour la commune Goyave. Après deux mois de grève des employés municipaux contre la suppression des 40% accordés aux fonctionnaires en congé maladie, le maire Fernand Louisy et son équipe n'ont toujours pas rencontrés les responsables syndicaux. Régulièrement, les radios et journaux locaux font état de la non-avancée des négociations et évoquent un conflit qui s'enlise. L'UGTG a décidé de marquer le coup en organisant un rassemblement de soutien. Nadine nous explique que le rassemblement sera probablement composé des délégués syndicaux qui possèdent du temps de décharge, car aucun mot d'ordre de grève n'a été avancé. Sur le trajet, les discussions en créole entre Nadine et sa collègue critiquent vertement la venue du ministre de l'Outre-mer, Claude Guéant, en Guadeloupe. Une visite sujette à polémique depuis les récents propos du ministre concernant « l'inégalité des civilisations<sup>269</sup> ». Selon elles, « *Guéant, c'est un raciste, et un colonialiste* », il est

---

<sup>269</sup> « *Toutes les civilisations, toutes les pratiques, toutes les cultures, au regard de nos principes républicains, ne se valent pas* », a-t-il répété dimanche sur [France Inter](#). » pouvait-on lire alors dans les colonnes du journal *le Monde*. Voir « *Inégalités des civilisations : Guéant persiste* », *Le Monde.fr*, 5

« *comme le Front national* ». Elles discutent aussi des élections à venir, et déclarent qu'elles n'iront pas voter « *car ce sont des élections françaises, ces élections ne concernent pas les Guadeloupéens* ». Un discours répandu parmi les indépendantistes et chez certaines composantes du LKP.

A notre arrivée, aux alentours de 9h30, plusieurs centaines de personnes sont déjà rassemblées devant la mairie. Un camion surmonté d'une sono et d'un drapeau de l'UGTG trône face à la petite foule des manifestants. La plupart des participants arborent casquettes et t-shirts de l'UGTG, quelques-uns sont siglés « LKP ». Hissé sur les épaules d'un autre syndicaliste, un responsable du service d'ordre détruit à grands coups de bâton une caméra de vidéosurveillance sur le fronton de l'édifice municipal. Redescendu au sol, il déclare, satisfait, que « *l'UGTG n'a pas à parler devant des caméras des colonialistes !* » Quelques banderoles sont déployées, sur lesquelles on peut lire : « *Lwizi sé on mantè, on volè, on owlalwa - Louisy est un menteur, un voleur, un hors-la-loi* », « *Lwizi : négocyé ! - Louisy : négocié !* », ou encore « *Méri a vend - Mairie à vendre* ».

Nadine nous présente à plusieurs de ses camarades. Nous rencontrons Elie Domota, et nous saisissons de l'occasion pour fixer un rendez-vous pour un entretien. Nous essayons de discuter avec les militants, ce qui n'a rien d'évident - étant blanc (probablement le seul blanc présent à ce rassemblement) et ne parlant que quelques mots de créole. Autour de nous, tout le monde semble se connaître. Chacun y va de son point de vue sur l'ampleur du rassemblement, la situation des travailleurs



**Pancarte durant la manifestation à la mairie de Goyave, 14 février 2012. Photographie personnelle.**

municipaux et l'attitude des élus. Malgré cela, plusieurs militants qui nous sont inconnus nous saluent ou nous serrent la main. Anticipant sur un possible malentendu, nous nous enquêrons auprès des responsables de la manifestation de savoir si nous sommes autorisé à prendre des photos. Réponse positive. Quelques minutes plus tard, le cortège se met en route. Elie Domota bat le rappel auprès de ses troupes : « *Camarades, rassemblez-vous, nous allons partir.* ».

---

février 2012. < [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/02/05/claude-gueant-declenche-une-nouvelle-polemique\\_1639076\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/02/05/claude-gueant-declenche-une-nouvelle-polemique_1639076_1471069.html) >

Dans la descente qui jouxte la mairie, les militants obéissent aux consignes des dirigeants de l'UGTG : ils se placent en ligne, par cinq, encadrés tous les quinze mètres par un membre du service d'ordre. Les consignes sont claires : « *Nous devons être pacifiques et disciplinés !* » Puis le cortège se met en branle, d'un pas rapide. Elie Domota, aux côtés d'autres responsables, donne de la voix : « *Ka yo vlé ka yo vlé pa, travayè en laria ! – Qu'ils le veuillent ou pas, les travailleurs sont dans la rue !* », repris en chœur par les manifestants.



**Elie Domota face aux journalistes de Guadeloupe 1<sup>ère</sup> pendant la manifestation à Goyave, 14 février 2012. Photographie personnelle.**

Nous circulons parmi eux, tentant de ne pas gêner le cortège qui avance dans le calme. Nous prenons quelques photos. A plusieurs reprises, des militants nous apostrophent : « *Qui êtes-vous ? Pourquoi prenez-vous des photos ?* » Nos précautions ne se sont pas avérées superflues. Après avoir dissipé leurs inquiétudes et expliqué que nous étions autorisé, les militants acceptent notre présence.

Une halte dans le bas du bourg permet aux militants de souffler. Un nouveau slogan fait son apparition : « *Lirel, Lwisi, ka yo fé pou péyi annou ?! – Lurel, Louisy que font-ils pour notre pays ?!* » Les riverains se pressent aux fenêtres et aux abords des maisons. Au passage du cortège, nombre d'entre eux souhaitent manifestement apercevoir Elie Domota : ils le regardent, le pointent du doigt, discutent entre eux et certains tiennent à témoigner leur sympathie à son égard en l'interpellant. Il semble que, depuis la grève de 2009 qui l'a propulsé sous les feux des médias, l'ancien leader du LKP ne laisse personne indifférent et jouisse toujours d'une importante popularité. A la sortie du bourg, les militants pressent le pas. Le rond-point de la route départementale est envahi au cri de « *Louisy, Négosyé !* ». Les militants se répartissent à chaque entrée du rond-point, bloquant la circulation des véhicules et déclenchant un début d'embouteillage. Elie Domota, entre les klaxons qui retentissent, donne une interview-éclair : « *Les responsables de cette situation, ce sont les élus qui refusent de négocier ! Nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout !*<sup>270</sup> » Puis, entouré par un groupe de militants, il se presse auprès de chaque conducteur qui proteste pour lui expliquer la démarche du blocage. Les forces de l'ordre stationnées non-loin de là ne semblent pas juger

<sup>270</sup> Le passage sera diffusé sur le journal de la chaîne Guadeloupe première. Traduction personnelle.

bon d'intervenir. Seul, un camion de police tente le « coup de force » et vient percuter le trottoir. Les syndicalistes s'écartent et le conducteur reprend sa route dans la précipitation, entre rires et huées. Sous les applaudissements, c'est une nouvelle fois Elie Domota qui demande aux militants de reprendre la marche dans le calme. Les manifestants reprennent, en bon ordre, le chemin de la mairie. Le blocage de la circulation n'aura pas duré plus d'un quart d'heure, mais l'objectif est rempli : l'UGTG a fait montre de sa capacité à occuper le terrain et à communiquer auprès des médias.

Le cortège rejoint son point de départ à la mairie de Goyave. Les manifestants se massent à l'ombre des grands arbres, quelques rafraichissements sont servis. Les prises de parole se succèdent, plusieurs responsables de section évoquent les grèves récentes ou en cours sur l'île. Raymond Gauthiérot, ancien secrétaire général évoque « *un état d'esprit combatif de la part des militants de l'UGTG* », et la « *démonstration de solidarité de toute l'organisation avec la lutte de Goyave* ». La série des prises de parole se termine avec un discours d'Elie Domota, les militants se rapprochent, l'écoute se fait silencieuse et attentive :

« Je voudrais remercier l'ensemble des camarades qui se sont déplacés aujourd'hui, à l'appel de l'UTC-UGTG, pour cette mobilisation qui a été un véritable succès, tant dans sa participation que par la détermination dont nous avons fait preuve. Nous sommes ici rassemblés pour dire notre soutien aux travailleurs mobilisés à la mairie de Goyave. Cette lutte, comme les autres luttes que nous menons avec les camarades de l'UGTG, est avant tout la lutte contre les attaques qui touchent les travailleurs Guadeloupéens. L'UGTG sera toujours aux côtés de travailleurs qui luttent pour leurs droits, et pour en conquérir de nouveaux. [...] Si nous sommes aussi nombreux aujourd'hui, c'est également parce que cette lutte n'est pas qu'une lutte parmi d'autres. Elle est pour nous emblématique des politiques menées contre le peuple guadeloupéen, au service d'une minorité. Nous pensons aujourd'hui que les réductions de salaire, la suppression des 40% pour des travailleurs en congés maladie qui menace les travailleurs de la municipalité à Goyave, ainsi que le refus des autorités qui nous ont invité à négocier le « lundi gras », jour chômé pour les fonctionnaires guadeloupéens, est un coup-bas porté aux travailleurs. C'est inacceptable, d'autant plus de la part d'un maire qui se dit « socialiste ». Ce qui nous montre bien que de droite, comme de gauche, les élus du Conseil Général et du Conseil Régional ne sont pas au service des Guadeloupéens. Partout, les attaques contre les services publics, les travailleurs de la santé - comme on l'a vu au CHU de Pointe-à-Pitre -, de l'éducation, contre nos industries comme on l'a vu récemment à Marie-Galante, témoignent du fait que les responsables politiques ont décidé de faire payer la crise aux travailleurs. En France comme en Guadeloupe. [...] Ces derniers jours, nos responsables politiques, par la voix d'un député martiniquais, se sont indignés du discours raciste de Claude Guéant. Mais, camarades, nous n'avons aucune illusion sur leurs combines politiques, nous savons de quoi sont capables les colonialistes, et nous sommes conscients que le racisme et le colonialisme ne sont qu'un seul et même problème. Aujourd'hui, 14 février, nous ne fêtons pas la Saint-Valentin. Nous commémorons le sang de nos frères, militants ouvriers, fonctionnaires, travailleurs de la canne, qui sont tombés il y

a soixante ans, le 14 février 1952, sous les balles de la répression coloniale. Et nous disons, à tous ceux qui nous répètent que notre culture serait du folklore, que notre langue serait du folklore, que pour nous, militants anticolonialistes de l'UGTG, le droit le plus fondamental demeure encore et toujours le droit à l'auto-détermination du peuple guadeloupéen [...]. Et j'appelle solennellement tous les camarades à faire le nécessaire pour préparer, dès maintenant, les mobilisations à venir, car nous n'attendons rien des élections à venir, ces élections organisées au profit de l'Etat français, et qui ne changeront rien à sa nature : celle d'un Etat colonialiste, qu'il soit de droite ou de gauche. Nous organiserons, aux côtés des travailleurs, des mouvements à la hauteur de la gravité de la situation, de la dégradation de nos conditions de vie, d'accès à l'éducation, à l'emploi, à la protection sociale, à la culture. Et dès la fin du mois de mars, s'il faut chausser les baskets pour pouvoir rester debout dans la rue, comme nous en avons pris l'habitude depuis 2009, et aussi longtemps que cela s'avèrera nécessaire, nous le ferons. Nous resterons debout contre toute forme de *pwofitasyon* ! « *La Guadeloupe est à nous, pas à eux ! [...]* »<sup>271</sup>.

Avant la dispersion du rassemblement, les poings se dressent et tous les militants entonnent à l'unisson « *Chanté a lendépendans* - Chanter l'indépendance », chant traditionnel des patriotes guadeloupéens : « *Gwadeloupéyèn ! Gwadeloupéyenn ! Gwadeloup an danjé ! Nou pé pa rété kon sa... Fò nou mèt tout fòs an nou... Adan on sèl konba Pou nou rézisté. Dè jou anjou, lènmi ka anvayi nou... Fò nou fè atansyon... Tan ka pasé... [...] Nou tout doubout Tout ansamn pou nou pey Sové péyi-la ! Et ganyé liberté annou* »<sup>272</sup>. La manifestation a duré jusqu'à 13 heures.

\*\*\*

La manifestation décrite ici – la première que nous ayons observée au contact de l'UGTG – a constitué pour nous un moment important d'étonnement et de questionnement. Toutes sortes d'éléments apparemment contradictoires s'offraient alors à notre regard : l'organisation méticuleuse du rassemblement puis de la manifestation, l'omniprésence du secrétaire général et des anciens secrétaires généraux, la présence de tous les cadres du syndicat, la discipline militante confinant parfois au martial, l'intransigeance du service d'ordre déployé, la gravité et la solennité des prises de parole aux tonalités politiques évidentes, contrastaient avec la convivialité affichée entre militants, les rires aux éclats, l'énergie des slogans et les chansons scandés en créole à la cantonade, l'étalement des couleurs panafricanistes - « vert-jaune-rouge », en référence au drapeau guadeloupéen -

---

<sup>271</sup> Traduction personnelle.

<sup>272</sup> - Guadeloupéens, Guadeloupéennes, la Guadeloupe est en danger ! Nous ne pouvons pas rester comme ça ! Il faut mettre nos forces en commun, pour un seul combat. Pour résister ! De jour en jour l'ennemi nous envahit, il faut faire attention, au temps qui passe. Guadeloupéens, Guadeloupéennes, tous debout, tous ensemble ! Pour que nous puissions sauver ce pays, et gagner notre liberté.

arborées par les participants, le tout sous le regard attentif des habitants du bourg pressés dans leur jardin, qui semblaient assister au passage du cortège comme à un spectacle, tantôt curieux, admiratifs ou effrayés. Avec le recul, ce rassemblement était pourtant assez représentatif des différentes actions et manifestations de l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe auxquelles nous avons pu assister entre 2012 et 2015, et recoupe nombre d'observations et de questionnements que nous aborderons au cours de ce troisième chapitre.

Il faut d'abord prendre ici la mesure de l'ampleur du travail de politisation des conflits sociaux réalisé par l'UGTG – à partir de montées en généralité qui soulignent le caractère agonistique de l'ordre social en désignant des responsables, patrons ou politiciens d'envergure nationale ou locale<sup>273</sup>. Lorsqu'advient des grèves à l'initiative de l'organisation, la mobilisation prend systématiquement un sens politique : l'UGTG dénonce alors l'absence ou les insuffisances du dialogue institutionnel avec les représentants de l'État. Comme tient à l'expliquer l'un de nos enquêtés, ex-secrétaire général du syndicat, ce dispositif de mise en accusation de l'Etat français correspond au cadrage qu'entend imposer l'UGTG (et dont nous verrons qui n'est pas dénué de contradictions ou d'ambivalences), puisqu'il s'agit de transformer toute situation potentiellement conflictuelle résultant de dysfonctionnements ou de mécontentements en critique systématique de la domination française :

*«Par exemple... par rapport à cette image d'indépendantiste qui est un peu agitée comme un épouvantail par le patronat, le pouvoir politique, comment ça se fait que cette fois-là ce discours n'ait pas pris? Et comment ça se fait que les gens aient mis en cause le discours sur la dépendance ?*

Ça ne prend jamais. Il faut savoir que la très grande majorité des Guadeloupéens ne sont pas d'accord avec l'indépendance. *Mais le Guadeloupéen a une fierté. C'est-à-dire que quand il voit qu'il est en difficulté, lui ou ses proches, ses collègues, alors il s'en prend systématiquement à la France, et à ses représentants*<sup>274</sup>. Donc, c'est ce qui fait que la même personne qui te dit qu'elle est opposée à l'indépendance te dit aussi qu'on mériterait d'être indépendant pour mettre un terme à certains problèmes. Le Guadeloupéen sait sur qui compter ! Quand les choses ne marchent pas, le Guadeloupéen il dit : «Mais où sont les indépendantistes ?»<sup>275</sup>

---

<sup>273</sup> Nous inspirant notamment de la démarche interactionniste préconisée par Camille Hamidi dans l'article programmatique qu'elle a rédigé au sujet de la politisation des associations – démarche inspirée notamment par les travaux de Gamson ou Eliasoph, qui préconise un repérage ethnographique des processus de rationalisation discursive propre aux acteurs associatifs (des « effets de cadrage »), notamment autour du caractère agonistique des faits sociaux et des possibilités de montée en généralité. - HAMIDI, Camille. Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. *Revue française de science politique*. 2006, vol. 56, n° 1, p. 5-25.

<sup>274</sup> Nous soulignons.

<sup>275</sup> Entretien avec Raymond Gauthiérot, ancien secrétaire général de l'UGTG, janvier 2012.

Si l'argument avancé par Raymond Gauthiérot relève d'une interprétation partisane aux accents culturalistes qui vise à légitimer le projet indépendantiste, il pointe également l'ambivalence de nombreux Guadeloupéens qui, sans nécessairement adhérer au discours du syndicat sur l'indépendance, s'adressent à l'UGTG lorsqu'un contentieux ou un litige se fait jour sur leur lieu de travail, ou même pour dénoncer certaines insuffisances des politiques locales (retard dans les travaux d'aménagement, non-ramassage des ordures, hausse du prix des loyers, absence de transports collectifs, etc.). Il apparaît ainsi que l'UGTG constitue un recours pratique, et relève d'une logique pragmatique de défense des droits des salariés, mais également des usagers ou des consommateurs. Or, l'UGTG est consciente de la nécessité d'accomplir ces tâches quotidiennes de « recours pratique », sous peine de voir sa vocation tribunicienne se réduire à la production d'un discours purement incantatoire. Dans le même temps, à l'instar de ce qu'observe Julian Mischi concernant les effets d'acculturations propres aux sociabilités de l'écosystème communiste, le projet indépendantiste se donne à voir comme une « lutte contre la clôture sociale permanente de la scène politique<sup>276</sup> », notamment lorsqu'il s'agit de « contrer les logiques si prégnantes en milieux populaires d'une distanciation à l'égard du politique<sup>277</sup> ». Pour le camp indépendantiste, la politique colonialiste est partout ; de ce fait, *tout est question de politique anticolonialiste*<sup>278</sup>.

### ***B - « (Ré)Inventer le peuple guadeloupéen »***

Si l'UGTG est partie prenante des mobilisations contre les fermetures d'usine dans la période charnière des années 1973-1975, les transformations qui affectent l'économie sucrière guadeloupéenne et qui touchent à la fois des travailleurs industriels ruraux et des agriculteurs se traduisent par une évolution des représentations dominantes au sein du syndicat indépendantiste. Dès début des années 1980, le déclin numérique de la classe ouvrière des plantations, qui constituait jusque-là le domaine de syndicalisation prioritaire des indépendantistes et le groupe social sur lequel appuyer le projet d'émancipation nationale, ouvre une période de crise pour l'UGTG, en suscitant de nombreuses interrogations sur le projet indépendantiste et des reformulations de la notion même de peuple guadeloupéen<sup>279</sup>.

---

<sup>276</sup> MISCHI, Julian. *Servir la classe ouvrière : Sociabilités militantes au PCF*. Rennes : PU Rennes, 2010 : p 245.

<sup>277</sup> *Ibid.* p 249.

<sup>278</sup> Souligné par nous.

<sup>279</sup> Nous avons largement évoqué ces évolutions au cours du second chapitre.

Au cours des années 1990, l'UGTG est d'abord contrainte de diversifier son implantation, continuant de croître sur le plan numérique dans les administrations publiques mais également dans le commerce, le bâtiment, les produits pétroliers et nombre de secteurs économiques comportant des PME et des TPE. Ce sont donc non seulement de nouvelles identités socioprofessionnelles mais aussi de nouvelles façons d'appréhender le monde social et de participer politiquement qui ont été intégrées au logiciel indépendantiste. S'il apparaît aujourd'hui que le syndicat se réfère autant à une forme de tradition ouvriériste qu'à la mémoire des luttes anti-esclavagistes<sup>280</sup> il faut toutefois comprendre que l'UGTG mobilise la notion de « classe ouvrière » dans une définition particulièrement extensive. D'un point de vue politique, d'abord, puisque l'idée de « classe ouvrière guadeloupéenne » et celles de « peuple guadeloupéen » ou de « nation guadeloupéenne » se voient inextricablement mêlées dans une perspective historique qui associe lutte des classes et lutte de libération nationale. Ainsi, si la classe ouvrière et paysanne demeure le référentiel central de l'UGTG, censée être sa base de recrutement et son domaine de syndicalisation prioritaire, cette vision extensive compose avec le projet de syndicalisme intégral de l'UGTG, qui donne la priorité à la lutte politique pour l'indépendance.

### **1) De la discipline en milieu indépendantiste**

Compte tenu du contexte dans lequel l'UGTG a été créée, caractérisé par une forte répression contre les velléités indépendantistes parmi la jeunesse guadeloupéenne (après les événements de « Mé 67 »), mais également parce que ses dirigeants et militants sont régulièrement inquiétés par la justice<sup>281</sup>, le syndicat demeure très hiérarchisé et la discipline militante tient lieu, à l'origine, de « précaution ». Le respect de la discipline militante est souvent présenté comme une condition intrinsèque du combat indépendantiste, dans la mesure où le fait de souscrire au projet indépendantiste demeure un impératif catégorique pour qui aspire à appartenir au syndicat ou à y exercer des responsabilités. De ce fait, cette forme de

---

<sup>280</sup> Comme le souligne notamment le travail de l'anthropologue états-unienne Yarimar Bonilla dans son ouvrage consacré au syndicalisme indépendantiste en Guadeloupe : BONILLA, Yarimar. « Historical Legacies », in. *Non-Sovereign Futures: French Caribbean Politics in the Wake of Disenchantment by Yarimar Bonilla*. Chicago : University Of Chicago Press, 2015, p. 17-63.

<sup>281</sup> Plus d'une trentaine de membres de l'UGTG – dont la plupart des responsables de l'organisation – font actuellement l'objet de poursuites judiciaires ou de procédures disciplinaires, le plus souvent à la demande de patrons guadeloupéens. Sur les cinq dernières années l'UGTG estime à « plus de cent » les syndicalistes ou militants guadeloupéens inquiétés par la justice. Voir la liste publiée par l'UGTG en 2011 : [http://ugtg.org/article\\_1425.html](http://ugtg.org/article_1425.html) et le fascicule publié par l'UGTG en annexe 4 de ce travail.

méfiance caractéristique du syndicalisme indépendantiste rejoint précisément à la définition qu'en donnent les auteurs de la revue *Tracés* lorsqu'ils précisent que :

« La méfiance peut s'enraciner dans une crainte ou une peur viscérale, comme celle qui touche les populations confrontées à des formes extrêmes de violence, mais elle peut tout aussi bien donner naissance à des modes d'action particuliers : c'est lorsque la méfiance cesse d'être purement réactive qu'elle se déploie de la manière la plus riche et complexe – une voie que la plupart des auteurs présents ici explorent de diverses manières, tout en s'attachant à brouiller les oppositions habituelles (*ie, l'opposition entre « confiance » et « méfiance »*) »<sup>282</sup>.

Au cours de notre enquête, cette méfiance adossée à la discipline indépendantiste s'est notamment manifestée dans le fait que les militants de l'UGTG ne semblaient pas toujours sûrs de savoir comment se comporter vis-à-vis de nous ou de notre enquête sans « *en avoir référé à leur hiérarchie* ». Même interrogés sur leurs opinions personnelles, certains syndicalistes faisaient montre d'un certain sentiment d'illégitimité à parler de l'organisation, de ses orientations, renvoyant systématiquement vers la hiérarchie décisionnelle, ou, parfois, en refusant de commenter l'activité et les choix de l'organisation – comme en témoigne cet extrait avec l'une de nos enquêtées récemment arrivée à l'UGTG :

*Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour améliorer le syndicat ?*

Ouh la ! Je ne sais pas trop, ça. Là je dirais qu'il faut voir monsieur Domota pour ça ! (*rires*) Moi je fais ce que je peux faire moi-même et je le fais... en conscience. Après mon avis à moi... Enfin... Enfin, plus circuler l'information. Faire plus de tracts. Rassembler un peu plus de personnes. Mais après tout c'est une question un peu plus délicate, il faudrait voir avec la centrale.<sup>283</sup>»

Si le fait de se retrancher derrière l'organisation ou sa hiérarchie peut s'entendre de la part d'une primo-adhérente, il faut savoir qu'un nombre assez important d'enquêtés se montraient extrêmement précautionneux vis-à-vis de la prise de parole ou de la divulgation d'informations. Ces précautions, qui rendaient parfois difficile la prise de contacts ou les rendez-vous, étaient toujours présentées sous la forme un certain ordre des choses qu'il fallait respecter, quand bien même il s'avérait difficile d'en saisir le sens. Par conséquent, ces différents comportements ont compté parmi les premiers à nous orienter vers ce que nous pouvons d'ores et déjà désigner comme une « culture UGTG » – au sens d'un ensemble partagé de « manières d'agir, de penser et de sentir » (pour parler comme Durkheim) –

---

<sup>282</sup> ALLARD, Olivier, CAREY, Matthew, RENAULT, Rachel. De l'art de se méfier. *Tracés. Revue de Sciences humaines*. 15 novembre 2016, n° 31, p. 7-20.

<sup>283</sup> Nous avons choisi de ne pas mentionner l'origine de ces paroles.

comporte un certain nombre d'interdits et de tolérances, de règles formelles ou informelles, écrites ou prescrites.

Pour autant, et comme le souligne Olivier Grojean au sujet de la discipline partisane, « On ne peut pas parler de disciplinarisation pure : sensibilisation et coercition sont entremêlées, participent de l'engagement des individus dans un parti et incitent à un travail sur soi susceptible de faire correspondre les militants aux attentes de l'institution partisane d'une part, et à rendre la domination légitime d'autre part. En d'autres termes, la disciplinarisation peut être vécue de manière non contraignante par des individus ayant déjà été « [...] “correctement” sensibilisés à la cause et ayant adopté les comportements requis afférents : elle n'est alors plus vécue comme une forme de coercition, même si les individus sont de fait “disciplinés”<sup>284</sup> ». De ce fait, les effets coercitifs liés à l'effort de discipline du syndicalisme indépendantiste en tant qu'institution ne ressurgissent pas forcément sous la forme d'un ensemble cohérent de représentations mentales. En effet, même au sein de cette organisation hiérarchisée où les positions sont clairement identifiées et rappelées, les interactions quotidiennes demeurent incertaines, ne serait-ce que parce qu'elles échappent au contrôle des responsables syndicaux<sup>285</sup>.

Et, lorsqu'elles sont évoquées, ces situations nécessitent une forme de « chapeautage », de « tutelle » ou de « rappel à l'ordre ». Comme nous le verrons par la suite, ces pratiques illustrent surtout le fait que l'UGTG cherche à se défendre contre les accusations d'irresponsabilité qui sont constamment proférées par les médias nationaux comme locaux à son encontre. Dans tous les cas, cet ethos syndical comporte autant de devoirs que de droits, qui sont tout autant considérés comme l'héritage des combats du passé que comme les jalons de la citoyenneté guadeloupéenne à venir.

## 2) Le « style et la méthode » de l'UGTG

Le 24 avril 2014, alors que nous séjournons en Guadeloupe pour notre deuxième terrain, nous avons rendez-vous au local de l'UGTG à Basse-Terre pour la permanence hebdomadaire de l'organisation. Nous arrivons ce jour-là en terrain connu : nous avons fréquenté la section de Basse-Terre deux ans auparavant. Avant le début de la réunion, on

---

<sup>284</sup> GROJEAN, Olivier. « (In)disciplines partisanes et légitimation. Retour sur les relations entre individus et institutions. », in. ALLAL, Amin, BUE, Nicolas. *(In)disciplines partisanes : Comment les partis politiques tiennent leurs militants*. Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion, 2016 : pp. 2-3.

nous communique un document intitulé « Organisation, style et méthodes de l'UGTG <sup>286</sup> », frais émoulu du dernier congrès de l'organisation. Il s'agit de la feuille de route transmise aux cadres de l'organisation syndicale durant leur formation. Le document semble singulier à plus d'un titre. Premièrement, on nous avertit de son caractère secret, précisant non-seulement « qu'il est destiné à usage interne » mais également « qu'il contient des informations sur le fonctionnement de l'UGTG qui ne doivent pas tomber aux mains des autorités ». Une telle précaution illustre une attitude assez fréquente de la part l'UGTG : si cette appréhension peut sembler disproportionnée eu égard au caractère relativement général du document en question, et compte tenu du fait que les services de renseignements policiers ont probablement connaissance des modes opératoires du syndicat, la précaution contre toute forme de répression fait toujours l'objet d'une forme de rappel à l'ordre. On peut même parler, vis-à-vis de nous, d'un comportement ostensiblement précautionneux qui contraste avec le déroulement informel de la réunion, largement ponctuée de plaisanteries et, ce soir-là, particulièrement conviviale et bienveillante à notre égard. D'ailleurs, après qu'on nous ait laissé un certain nombre de notes – partiellement retranscrites ici, on veillera à nous reprendre le document.

Seconde source d'étonnement, le contenu du document « Style et méthodes de l'UGTG » semble tout droit sorti des années 1960 – que l'on regarde au vocabulaire employé, aux références politiques qui y sont maniées ou au ton « martial » employé. Le document s'ouvre sur le titre « L'UGTG, un syndicat anti-impérialiste et antirévisionniste<sup>287</sup> ». On remarquera l'occurrence du terme « anti-impérialiste » au sens léniniste, référence centrale dans les organisations se réclamant traditionnellement des luttes de libération nationale. Plus intéressant encore, l'emploi du terme « antirévisionniste » qui possède ici une sémantique duale. Si, en règle générale, le terme « révisionniste » renvoie à un vocabulaire maoïste visant à discréditer les opposants au marxisme-léninisme – y compris contre la critique du stalinisme - le terme est utilisé par l'UGTG pour stigmatiser tous ceux qui ne partagent pas sa vision de l'esclavage ou de la colonisation en Guadeloupe. La première page est d'ailleurs consacrée à Victor Schoelcher et à son rôle dans l'affranchissement des Noirs guadeloupéens, dont la mise en avant historique aurait pour fonction d'occulter la place des révoltes d'esclaves et le rôle

---

<sup>286</sup> Les phrases et les termes entre guillemets sont tous issus du document « Styles et Méthodes de l'UGTG », avril 2014.

<sup>287</sup> Comme le rappelle Benoît Trépied à la suite d'Alain Rey, Les mots « colonialisme », « anticolonialisme », « impérialisme », « anti-impérialisme » ont été diffusés au début du XX<sup>e</sup> siècle par la critique marxiste-léniniste du système colonial, alors que « décoloniser » et « décolonisation » n'ont été popularisés qu'au cours des années cinquante (Rey 2012 : 767). REY, Alain (éd.). 2012 [1992]. *Dictionnaire historique de la langue française*.

joué par les « marrons » fugitifs. Pour l'UGTG, Victor Schoelcher fait partie de la narration révisionniste de l'Etat français, qui choisit de mettre en avant des personnalités historiques conformes à un imaginaire assimilationniste associant la marche de la République française à l'émancipation des esclaves.

### **a) Un recrutement prolétarien ?**

A la lecture du document, c'est le détail des recommandations prodiguées concernant le recrutement qui a le plus attiré notre attention. D'abord, il est rappelé qu'en tant que syndicat « de classe et de masse », le recrutement de l'UGTG est « avant tout prolétarien ». Le champ de syndicalisation de l'organisation – pourtant large et extensif au vu des domaines d'activité et des registres socioprofessionnels qu'il recouvre - est évoqué en des termes explicitement marxistes : l'UGTG étant favorable à syndiquer « des travailleurs prolétaires, des ouvriers, des paysans, des travailleurs intellectuels et des membres de la petite bourgeoisie » tant que ces derniers « acceptent de s'associer à la lutte contre l'Etat colonial ». Il est également précisé que l'UGTG se veut un syndicat à l'éthique prolétarienne. A ce titre, il est précisé que les dirigeants de l'organisation « sont, et doivent demeurer des travailleurs à la base avant tout ». Le syndicat avance également l'idée que « les travailleurs doivent s'organiser par secteur » et combattre le principe de délégation, au nom de la lutte contre la bureaucratisation, contre le syndicalisme « vendu aux puissances colonialistes » et, enfin, contre la déconnexion des directions syndicales avec la base. Le bagage théorique est complété par une présentation des « modes opératoires de l'UGTG ». Ceux-ci doivent être « guidés par l'action de classe » et il est, en outre, écrit noir sur blanc que les syndicalistes UGTG doivent être prêts à combiner action légale et action illégale ; c'est-à-dire être capables d'« user de tous les recours légaux possibles sans rester prisonnier du jeu de la légalité bourgeoise ». Si cette définition floue des frontières séparant la légalité de l'illégalité laisse la porte ouverte à diverses interprétations, elle entérine en revanche la légitimité des actions de blocage, des occupations, voire des séquestrations ou des actions de sabotage auxquels se livrent parfois les syndicalistes de l'UGTG en période de conflit.

Attacher autant d'importance à l'ouvriérisme et au recours aux illégalismes dans un document officiel ne dit rien des pratiques concrètes de l'organisation, mais permet en revanche de se saisir des points de repère idéologiques qui balisent un univers de pensée cohérent et structurant pour l'action syndicale. Mais il reste encore à appréhender les configurations dans lesquelles se déploie l'action syndicale. Car si la référence à la classe ouvrière permet d'abord aux acteurs syndicaux de penser les conflits au travail comme des

luttons de classe – donc, de faire valoir un projet politique de transformation sociale au cœur de l’action syndicale, cette référence rend pas compte à elle seule des différentes formes d’organisation communautaire que les acteurs syndicaux cherchent à maintenir ou à renforcer, à la fois matériellement et symboliquement. Comme nous le verrons, c’est précisément parce que la définition de la classe ouvrière – entendue comme groupe social mobilisable – ou la gestion des illégalisme ne vont pas forcément de soi que nombre de syndicalistes interrogés se sentent obligés de leur donner un sens en précisant leur définition dans le but d’incarner ce projet politique particulier.

### **3) « *Nou pèp Gwadeloup*<sup>288</sup> » : la promotion de la culture guadeloupéenne**

Parce que les éléments relatés ci-dessus (la mise en avant du référentiel ouvrier comme les répertoires d’action incluant la violence) ne vont pas sans contradictions pour tous les adhérents, il est d’autant plus intéressant d’examine les usages qu’en font les responsables syndicaux à travers des discours, des prises de positions particulières qui permettent de faire face à ces contradictions. Comme nous allons le voir, le type d’intervention préconisé par l’UGTG combine un travail de valorisation de la culture guadeloupéenne mais s’appuie aussi sur des formes d’encadrement des salariés et une critique de la domination raciale ou coloniale au cœur des environnements de travail.

#### **a) « *Fey mémwa maché pou fèy consyans vansé* » : entre éducation historique et construction mémorielle**

Comme l’affirme le slogan « *Fey mémwa maché pou fèy consyans vansé*<sup>289</sup> », la connaissance historique occupe une place centrale dans le dispositif de mobilisation idéologique des indépendantistes. Des formations portant essentiellement sur l’histoire de l’esclavage, de la colonisation et du mouvement ouvrier sont ainsi dispensées par l’organisation à tous les nouveaux adhérents, par la vulgarisation de travaux historiques qui sont eux-mêmes le fruit d’historiens de sensibilité indépendantiste<sup>290</sup>. On peut remarquer, par ailleurs, que cette place des intellectuels indépendantistes ne se limite pas tout à fait à celle attribuée aux intellectuels dans le mouvement communiste, dont Frédérique Matonti rappelle

---

<sup>288</sup> « Nous le peuple guadeloupéen ».

<sup>289</sup> « Faire œuvre de mémoire pour éveiller la conscience ».

<sup>290</sup> Parmi lesquels des historiens tels que Carlomane Bassette ou Rayond Gama, militants actifs et sympathisants du mouvement « Nonm », considéré comme la branche « radicale » du mouvement patriotique guadeloupéen.

par exemple qu'ils devaient « [...] *servir la ligne (mais) sans jamais contester le monopole de sa définition par les politiques* »<sup>291</sup>. Il apparaît au contraire que ce sont ces intellectuels qui, à travers la construction mémorielle du récit indépendantiste, orientent le discours politique relayé par l'UGTG dans l'espace public. La dimension mémorielle d'un tel processus d'acculturation politique est pleinement revendiquée par l'organisation, qui aspire à enseigner une histoire « occultée par le pouvoir colonial » et s'inscrit pour ce faire dans le registre de l'éducation ouvrière<sup>292</sup>.

Enfin, les responsables de l'UGTG sont bien conscients du fait que les compétences militantes – outre leur inégale répartition – ne constituent pas un ensemble systématisé de connaissances transmissibles uniquement de manière formelle et c'est pour cette raison que le volet culturel de l'organisation prend en charge un travail d'éducation populaire et de politisation qui s'appuie sur des supports éducatifs et techniques variés. La dimension culturelle du projet d'*empowerment* de l'UGTG passe également par les formations « *kreyol* » à destination des militants – qui pour beaucoup parlent le créole mais ne l'écrivent pas – et par une défense intransigeante de l'expression en créole dans les médias ou lorsque des membres du syndicat comparaissent devant un tribunal (« *Nou kay palé kreyol an tribinal a yo !* »<sup>293</sup>) :

C'est tout un tas de choses, l'UGTG. On dit "indépendantiste", on dit "nationaliste", on dit des tas de choses. Mais nous ce que nous disons, c'est : "Tu es guadeloupéen, tu dois connaître ton histoire. Tu dois connaître ta langue, ta culture.". Les autres syndicats ne disent pas ça, à ma connaissance. C'est comme le *kreyol*, tout le monde parle *kreyol*, et même les camarades ne savent pas l'écrire ! Hé bien à l'UGTG on apprend aussi à écrire en *kreyol*, à s'exprimer.<sup>294</sup>

---

<sup>291</sup> MATONTI, Frédérique. *Intellectuels communistes*. Paris : La Découverte, 2013 [2005] : p122.

<sup>292</sup> Comme le soulignent Nathalie Ethuin et Karel Yon dans l'introduction de leur ouvrage consacré à la formation syndicale et souligner la dimension anti-institutionnelle et contre-culturelle du projet initial d'éducation ouvrière : « [...] Dénonçant l'hypocrisie bourgeoise de la méritocratie scolaire, qui propose à quelques-uns de se sauver en sacrifiant les autres, ils prônent, en rupture avec d'autres entreprises pédagogiques, « le refus de parvenir » et promeuvent une éducation totale fondée sur une triple ambition culturelle : générale, professionnelle et prolétarienne. C'est une conception indissociablement théorique et professionnelle, éthique et politique de l'éducation ouvrière, entièrement contrôlée par la classe ouvrière elle-même, qui est ainsi au coeur du projet [...] » - ETHUIN, Nathalie, YON, Karel. *La fabrique du sens syndical*, Ed. du Croquant, 2014 : pp 17-18. Lire aussi : « Entre travail, citoyenneté et militantisme : un panorama des travaux sur les relations polyphoniques entre syndicalisme et formation », *Savoirs*, 14, 2011 ; HAMELIN, David. « Les bourses du travail : entre éducation politique et formation professionnelle (1895-1914) », *Le Mouvement social*, 235, 2011, p. 23-37.

<sup>293</sup> « Nous parlerons créole [*même*] dans leurs tribunaux ! ».

<sup>294</sup> Entretien avec Entretien avec Nadine Cécé, syndicaliste UGTG, le 5 mars 2012.

La mise en correspondance de ces différents ordres de savoir, des différences expériences sociales, et la façon dont ces expériences entrent en résonance avec les dispositions dans une organisation comme l'UGTG doivent beaucoup à la manière dont elles sont mises en relation avec différents réseaux de sociabilité. En retour, ces réseaux de sociabilité participent, dans des domaines différents, à donner du sens à la politique indépendantiste<sup>295</sup>. Par conséquent, cette « politique indépendantiste » s'appuie beaucoup sur des pratiques périphériques à l'activité syndicale en elle-même et sur l'accomplissement des diverses activités connexes qui participent du sens que les syndicalistes confèrent à leurs pratiques, même si celles-ci n'ont pas de rapport apparent avec un militantisme syndical.

Enfin, l'investissement dans les structures associatives est présenté comme intrinsèquement complémentaire de l'engagement syndical, c'est-à-dire comme participant d'un même registre d'intervention, caractéristique du « milieu syndical » UGTG-iste. Cette force instituante du syndicat s'appuie sur un ancrage local, et l'audience recueillie par l'UGTG tient beaucoup à un syndicalisme « multi-positionné »<sup>296</sup>, qui construit depuis longtemps des passerelles avec le milieu associatif. L'UGTG doit ainsi être considérée à la fois dans la structure propre au champ syndical guadeloupéen, mais également au travers dans sa position à l'intersection de différents univers sociaux<sup>297</sup>. D'un point de vue empirique, cet élément a été difficile à mettre en lumière avec les cadres de l'organisation, qui consacrent la quasi-totalité de leur temps à l'activité syndicale en elle-même. Pour autant, l'investissement des membres de l'UGTG ou leur proximité avec de nombreux acteurs du domaine associatif (associations de promotion de la culture guadeloupéenne, pour la conservation du patrimoine, etc) participe de cette

---

<sup>295</sup> On peut ici faire un parallèle intéressant avec ce que souligne Daniel Gaxie au sujet des effets de socialisation sur les orientations politiques des citoyens et des militants, « [...] Si les effets de ces diverses expériences sociales sur les orientations politiques peuvent être directement observés ou déduits de diverses observations, il est plus difficile d'apprécier leurs « poids » relatif. Il arrive toutefois que les agents soient déterminés à hiérarchiser eux-mêmes tacitement l'importance de leurs divers instruments d'évaluation et donnent ainsi des indications en ce sens. » - GAXIE, Daniel. *Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales. Revue française de science politique.* 2002, vol. 52, n° 2, p. 170.

<sup>296</sup> Le multi-positionnement chez les militants a été abordé notamment par Olivier Fillieule et ses collaborateurs, montrant comment l'organisation en réseau au sein du mouvement altermondialiste était rendue possible par la présence de militants multi-engagés, actifs politiquement de longue date et plus expérimentés en matière de mobilisation, qui permettent de maintenir la cohérence de ce réseau. FILLIEULE, Olivier, et al. *L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: les participants du contre-sommet du G8 d'Evian. Politix.* 2004, vol. 17, n° 68, p. 13-48.

<sup>297</sup> RENO, Gildas. *L'institution à l'état vif. Sociabilités et structuration des groupes dans un syndicat de salariés. Politix.* 2003, vol. 16, n° 63, p. 53-77, p54.

conception culturelle « englobante » promue par l'UGTG au nom de la lutte indépendantiste. On peut citer notamment le fait que d'importants groupes culturels tels qu'Akiyo ou Voukoum, ont toujours compté parmi les organisations proches de l'UGTG<sup>298</sup>. Apparu à la fin des années 1970, le mouvement culturel Akiyo se donne pour but de revaloriser la culture guadeloupéenne, et s'est rapidement imposé comme l'un des groupes carnavalesques incontournables de la scène guadeloupéenne. Dans les années 1980, il s'est positionné aux côtés de l'UGTG sur un terrain militant « *de résistance culturelle, dénonçant la répression, le malaise social, le colonialisme* », et « *reprenant à son compte la musique des laissés-pour-compte de la société guadeloupéenne* »<sup>299</sup>. De ce fait, le développement de l'UGTG s'opère, depuis de nombreuses années, de façon concomitante à celui d'associations cherchant à promouvoir l'histoire guadeloupéenne à qui articule à la fois connaissance savante et traditions populaires de créolité et, notamment du fait de la proximité de l'UGTG avec certaines associations culturelles et certains groupes carnavalesques.

Partant du principe que l'ensemble des prises de position énoncées dans le document destiné à la formation des cadres font partie intégrante du corpus UGTG-iste et servent de lignes directrices du syndicat, il faut à présent confronter ces postulats aux divers aménagements pratiques auquel le syndicat se livre pour continuer à maintenir une telle orientation dans le champ syndical et au sein de la société guadeloupéenne. En effet, si le syndicat continue d'entretenir une proximité affichée avec la partie du champ intellectuel affiliée mouvement patriotique guadeloupéen (notamment des historiens tels que Carlomane Bassette ou Rayond Gama, militants actifs et sympathisants du mouvement « Nonm », ou comme l'ancien militant Luc Reynette), les positions indépendantistes radicales sont loin de faire consensus auprès de tous les militants. Parce que les éléments relatés ici (la mise en avant du référentiel ouvrier comme les répertoires d'action incluant la violence) ne vont pas sans contradictions pour tous les adhérents, il est d'autant plus intéressant de voir les usages qu'en font les responsables syndicaux à travers des discours, des prises de positions particulières qui permettent de faire face à ces contradictions. Par ailleurs, il importe également d'analyser le type d'intervention culturelle préconisé par l'UGTG, qui ne se limite

---

<sup>298</sup> Ces deux organisations ont d'ailleurs été parmi les premières à répondre à l'appel de l'UGTG dans le but de constituer le LKP en 2008. Cf : chapitre 6.

<sup>299</sup> En 1985, le sous-préfet Hugodot, interdit la participation d'Akiyo au carnaval au motif que les membres du groupe souhaitent défiler en costumes militaires et casques coloniaux, pour dénoncer la répression du mouvement indépendantiste guadeloupéen – invoquant une « atteinte à l'intégrité de l'État français. Rapporté par : PLOUGASTEL, Yann, GURREY, Béatrice. « Akiyo, le son viscéral de la Guadeloupe », *Le Monde* 2, 16 mai 2009, p. 49

pas à un travail de valorisation de la culture guadeloupéenne, mais s'appuie aussi sur des formes d'encadrement des salariés et une critique de la domination raciale ou coloniale au cœur des environnements de travail.

#### **4) L'encadrement indépendantiste à l'épreuve du terrain**

##### **a) Se défaire du stigmat**

L'UGTG tente tout d'abord de déconstruire un certain nombre de stéréotypes raciaux qui existent à propos des Noirs en Guadeloupe tels que la fainéantise, l'effronterie ou la violence – stéréotypes qui sont, par ailleurs, fréquemment repris par les détracteurs de l'UGTG. Pour se défendre contre ces préjugés raciaux, l'UGTG exige de ses militants une forme d'exemplarité qui renvoie directement au projet de société qu'elle défend pour la Guadeloupe : les indépendantistes doivent être capables de montrer que le peuple guadeloupéen pourrait s'autogouverner, en allant à contre-courant d'un certain nombre d'idées reçues (telles que le désordre, le retard, etc.) profondément enracinées dans la société guadeloupéenne. Lors de nos entretiens avec les syndicalistes de l'UGTG, nous avons pu percevoir que cette injonction à la discipline sous les appareils de la « normalité » (les recommandations visant à « *rester correct* », à « *ne pas s'emporter* ») a été intégrée à la formation syndicale, même si le discours émanant des élites économiques et politiques à propos de l'UGTG (celui qui assimile l'UGTG au désordre dans les médias) fait systématiquement l'objet de vives critiques :

Il faut tout le temps aller à contre-courant de ce que disent les médias. Expliquer aux gens, aller contre ce qu'on leur dit, ce qu'on leur fait comprendre dans les médias. Les gens sont formatés, mais complètement formatés. On est toujours obligés, d'une certaine façon, de prouver ce vers quoi on veut tendre. Parce que les médias, leur obsession c'est de montrer l'UGTG en train de casser. Je ne dis pas que ça n'arrive jamais. Certaines fois, quand on va discuter avec un patron, que le patron nous méprise, qu'il refuse de discuter, qu'est-ce qu'il nous reste hein ? Parfois les salariés sont plus énervés que les syndicalistes UGTG, attention ! Quand au bout de deux, trois, quatre demandes, le patron accepte de rencontrer les salariés et qu'il leur raconte des conneries, les salariés s'emportent, c'est humain quelque part ! Moi, maintenant, ce genre d'allégations contre l'UGTG, ça ne me fait plus rien. Mais ce que les médias retiennent c'est : « les salariés sont manipulés par l'UGTG qui veut tout casser ! ». Alors que nous, combien de fois on insiste là-dessus : qu'un salarié doit être exemplaire, qu'il ne faut pas endommager l'outil de travail, qu'il faut respecter les horaires, qu'il faut savoir négocier et *rester correct* ?<sup>300</sup>

---

<sup>300</sup> Entretien avec Nadine Cécé, responsable Union des Travailleurs de la Santé – UGTG, mars 2012. Nous soulignons.

Le maniement de tels stéréotypes, souvent agités comme un repoussoir par les élus ou le patronat lorsqu'il s'agit de délégitimer l'UGTG, possède une certaine efficacité dans la mesure où ces derniers s'enracinent dans un imaginaire structuré par la domination des Blancs sur les Noirs. Combattre de telles accusations demande donc de mettre sur pied une structure d'encadrement apte à neutraliser les critiques, mais également à produire une grille originale d'appréhension du monde social – en somme, de distribuer les bons et les mauvais points à partir de catégories différentes de celles qui structurent le sens commun en Guadeloupe.

Ces catégories alternatives ne sont pourtant pas univoques, elles relèvent au contraire de cadrages ambivalents où se mêlent intériorisation des stigmates ethno-raciaux et volonté politique de les combattre. On peut s'interroger, à la suite de Lilian Mathieu, sur les effets de dissonance produits par ces injonctions contradictoires :

« Un groupe qui lutte pour sa reconnaissance ou pour la disparition des mesures discriminatoires ou des attitudes le stigmatisant est pris dans une tension parfois délicate à gérer. Doit-il exiger que l'on accepte tel qu'il est avec les traits distinctifs qui font sa stigmatisation ou doit-il de dégager sa capacité à s'intégrer sans problème dans la majorité - quitte au besoin à remodeler son identité pour la rendre plus « acceptable » ? Dans quelle mesure doit-il se renier pour pouvoir être enfin accepté ? Et à partir de quelle limite des concessions stratégiques au point de vue dominant relèvent-elle de la compromission ?<sup>301</sup> ».

Ces effets de dissonances, assez similaires à ceux étudiés par la sociologie interactionniste d'Erving Goffman, sont particulièrement sensibles chez certains syndicalistes<sup>302</sup>. En effet, ces derniers semblent parfois désorientés par rapport à la façon de dire ou de pratiquer ce respect « contre-intuitif » de la hiérarchie au travail. Par certains aspects, le respect des règles promu par l'UGTG correspond à une logique d'évitement, dans la mesure où l'encadrement syndical cherche à éviter des interactions au sein desquelles la révélation de tels stigmates pourrait porter préjudice aux adhérents sur un plan individuel ou à l'image du syndicat sur un plan collectif. Ce type de dilemmes, n'est pas l'apanage du syndicalisme indépendantiste (notamment parce qu'ils surgissent aussi du fait de la participation à des instances de

---

<sup>301</sup> MATHIEU, Lilian. *Comment lutter ? : Sociologie et mouvements sociaux*. Paris : Textuel, 2004, p 142.

<sup>302</sup> GOFFMAN, Erving. *Stigmate : Les usages sociaux des handicaps*. Paris : Les Editions de Minuit, 1975 [1963], 180 p.

représentation ou de négociation<sup>303</sup>), il endosse une forme toute particulière au sein de l'UGTG :

De toute façon en tant que délégué du personnel, en tant que militant, on ne peut pas se permettre d'avoir des mauvais rapports avec la hiérarchie, parce que quand il y a des négociations ces face à ces personnes on se retrouve... je ne sais pas bien... Mais on ne peut pas se permettre d'avoir... Il y a une attitude à avoir en tant que délégué du personnel, je dirais même « surtout quand on est à l'UGTG ! »<sup>304</sup>

Ce type de questionnement semblait, par ailleurs, particulièrement présent au cours de plusieurs réunions que nous avons eu l'occasion d'observer. Durant l'une d'elles, le cas d'une employée en conflit avec sa direction sur son lieu de travail avait été évoqué par les responsables de la section dans la mesure où elle s'était adressée à l'UGTG pour rompre son contrat. Mécontents de son attitude, les responsables locaux de l'UGTG fustigeaient « *ces gens qui ne font pas bien leur travail* » et affirmaient qu'ils souhaitent la rencontrer pour la convaincre de trouver un accord avec son employeur, dans le but de « *maintenir un emploi guadeloupéen* ». Au cours d'une autre réunion, Raymond Gauthiérot, présent lors d'une permanence UGTG<sup>305</sup>, distribuait aux syndicalistes les consignes sur la façon dont allaient se dérouler les réunions, les manifestations et les grèves des semaines à venir. S'agissant du mécontentement de syndicalistes travaillant dans une boulangerie, il les incitait à déposer un préavis de grève pour que « *ça soit clean* », tout en affirmant avec fermeté que si leur employeur manquait encore à délivrer des justificatifs de contrat de travail, la boulangerie serait fermée sans autre forme de procès (probablement par une occupation, un barrage ou un blocage du lieu).

---

<sup>303</sup> Baptiste Giraud insiste notamment sur les efforts stratégiques déployés par l'encadrement managérial dans les entreprises pour se montrer « à l'écoute » des syndicalistes et respectueux de leur décision, afin notamment de délégitimer les actions revendicatives et de dévitaliser les conflits : « [...] Le recours aux réunions bilatérales s'inscrit également dans les stratégies de négociation mobilisables par les DRH pour créer les conditions facilitant l'acceptation des projets de la direction par les syndicats, ou au moins par une partie d'entre eux. Pour « acheter la paix sociale », l'objectif préconisé est de « construire des accords gagnant-gagnant, sans rien céder sur l'essentiel ». Pour cela, il s'agit d'adopter une posture visant à mettre les représentants syndicaux en situation de penser qu'ils ont été associés à la décision, que leur implication leur a permis de faire valoir certaines de leurs revendications, ou tout du moins de faire croire aux salariés qu'ils sont parvenus à infléchir le projet qui leur était initialement présenté par la direction. Autrement dit, il faut conduire les négociations en laissant la possibilité aux syndicalistes de tenir leur rôle de défenseur des intérêts des salariés – ou du moins de pouvoir prétendre l'avoir joué –, en anticipant les concessions que la direction pourra leur « concéder » dans le cours de la discussion » - GIRAUD Baptiste. Derrière la vitrine du dialogue social : Les techniques managériales de domestication des conflits au travail, Agone, n° 50, 2013, p 54.

<sup>304</sup> Entretien avec Amanda, déléguée du personnel et syndicaliste UGTG, juin 2014.

<sup>305</sup> Observation réalisée lors de la permanence locale de l'UGTG à Basse-terre, février 2012.

## **b) Du bon usage de la violence**

Régulièrement accusée d'être une organisation violente lorsqu'elle est partie prenante d'un conflit social, l'UGTG semble s'accommoder de façon ambivalente des allégations de violence portées à son encontre. On le voit ici : les modes d'action employés, les registres de justification mobilisés et l'absence de réaction des autorités locales) participe d'un jeu d'interactions structurellement réglées et largement ritualisées<sup>306</sup>. Comme le montre le compte rendu que nous avons mis en exergue au début de ce chapitre, le syndicat ordonne et régule l'usage de la violence, qui s'exerce d'avantage à l'encontre des biens ou de façon symbolique que contre des personnes. Si le syndicat dégrade ici du matériel public, peint des graffitis et bloque la circulation, il nous est rapidement apparu que l'UGTG tenait davantage à montrer sa capacité à exercer la violence qu'à en faire véritablement usage. Le service d'ordre de l'organisation, qui s'appuie sur une discipline très stricte, agit pourtant sans zèle manifeste dans le cadre de manifestations – d'autant que sa réputation, bâtie sur des coups d'éclat lors d'affrontements avec la police, des fermetures forcées de commerces et des actions de blocage est suffisamment tenace pour tenir ses opposants à bonne distance (voire pour éloigner certains observateurs un peu trop curieux)<sup>307</sup>.

Ces considérations valent d'autant plus que l'on travaille à expliciter les logiques sociales qui régissent le recours à la violence et sa mise en scène au cours de la protestation, soit dans des situations qui demeurent peu délimitées sociologiquement parlant, et qui posent de nombreuses difficultés d'interprétation – notamment du fait du poids du stigmate associé à de telles pratiques. En revanche, insister dans la démarche ethnographique permet de comprendre qu'il n'y a pas vraiment lieu de traiter la radicalité qui découle de la posture de défiance affichée par l'UGTG comme étant quelque chose d'absolu, ni comme un acte désespéré ou comme une curiosité locale. En règle générale, les actions collectives entreprises, si elles empruntent parfois le chemin de répertoires d'action coercitifs ou potentiellement « violents » constituent une réponse proportionnée et graduelle qui possède son rythme, ses propres économies de grandeur mais qui n' « échappe » en aucun cas aux organisations – qu'il s'agisse de pratiques protestataires ou des représentations que les

---

<sup>307</sup> Les dirigeants du service d'ordre sont le plus souvent des militants historiques de l'organisation, habitués du « coup de main » ou d'anciens militants de la clandestinité durant les années 1980, et ses membres des agents de sécurité ou des vigiles de la grande distribution issus du secteur « Sécurité » du syndicat - *ndlr*. Nous avons pu apprécier, à divers reprises, que le service d'ordre était particulièrement présent lors des manifestations (telles que celle évoquée en début de chapitre) et était particulièrement réactif vis-à-vis des consignes données par la direction « politique » du syndicat.

syndicats mobilisent<sup>308</sup>. Ce qu'illustre selon nous l'extrait d'entretien suivant avec Nemo, jeune syndicaliste attaché aux démonstrations de force dont l'UGTG est coutumière :

« - *Que penses-tu de certaines actions coupes de poing telles qu'elles sont pratiquées par l'UGTG ?*

- A un moment, on est premiers dans toutes les élections professionnelles, on ne demande rien à personne ! Que de nous respecter. C'est ça aussi, l'indépendance, ce n'est pas juste un projet de société, c'est une pratique, une façon de faire. On ne demande rien à personne, on est indépendants, déjà, financièrement, ce n'est pas l'Etat français qui nous finance. Donc il faut nous respecter pour ça. Après, les actions coup de poing, comme tu dis, oui, elles sont légitimes. Il faut bien comprendre qu'on y est contraints, comme pour la grève. Quand on va négocier, une fois, deux fois, trois fois, c'est nécessaire non ? Moi je trouve même qu'on n'en fait pas assez ! Parce que ça nous permet aussi... enfin ça permet aux gens de se rendre compte de la situation, des problèmes qui existent dans ce pays.<sup>309</sup>

Comme nous y invitent les paroles de Nemo, il importe ici de prendre en compte les limites que pose le syndicat à l'action collective, la maîtrise et la variation des degrés dans la radicalité, à partir du moment où son point de vue politique est défendu dans l'espace public (où sont réunies les conditions pour que celui-ci soit défendu). Cette gestion de la radicalité ou de la violence fait partie intégrante de la politique du syndicat, et ne relève donc pas d'une forme de surenchère protestataire (pour reprendre une accusation classique mobilisée par les adversaires des indépendantistes pour dénigrer le style et la méthode de l'UGTG), ni d'une forme d'autocensure qui séparerait action syndicale et activité protestataire de peur d'être perçu comme « trop politiques » (un commentaire ce que l'on retrouve dans les critiques à propos du syndicalisme dans l'hexagone). Il s'agit au contraire d'un jeu d'interaction conflictuel plus subtil où le plus important demeure le fait de faire passer un message et de ne pas perdre la face, de pouvoir mettre en avant une parole propre sans entamer son capital symbolique, participant à la fois à reproduire un répertoire d'action et à légitimer la protestation syndicale indépendantiste. C'est encore une fois l'idée qu'il faut se montrer exemplaire dans la façon de performer le répertoire contestataire, y compris lorsque les

---

<sup>308</sup> On peut notamment penser aux observations d'Isabelle Sommier concernant la CGT française, le développement des actions spectaculaires menées par des syndicalistes n'est pas qu'une simple réponse à la routinisation des manifestations des syndicats de travailleur ou à l'invisibilisation de la classe ouvrière. En effet, ces actions spectaculaires doivent également être comprises comme un vecteur de canalisation de la violence dans un cadre organisationnel régulé, au sein duquel l'apprentissage progressif des règles de la contestation et de l'affrontement succède à l'exaltation des représentations quant à la virilité du groupe ouvrier mobilisé. -Voir SOMMIER, Isabelle. « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT. », *Cultures & Conflits*. 13 mars 2006, n° 09-10, p. 341-366.

<sup>309</sup> Entretien avec Nemo, syndicaliste UGTG du commerce, mai 2015.

dirigeants du syndicat estiment que le profil de la mobilisation doit gagner en radicalité pour que le point de vue de l'UGTG puisse trouver les conditions de son explicitation dans l'espace public<sup>310</sup>.

### ***C - Une réception différenciée de la culture UGTG***

Si nous n'avons pas pu accéder directement à des formations organisées par l'UGTG, nous avons en revanche pu rencontrer des militants et des militantes récemment syndiqués dans l'organisation – ou, exprimant, à terme, la volonté de l'intégrer. Nous avons cherché, à travers ces différents portraits de militantes et de militants qui se sont toutes et tous syndiqué après la grève générale de 2009, à confronter le discours et les pratiques du syndicats avec la diversité de perceptions de ces nouvelles recrues ; puis, par la suite, à chercher dans leur trajectoires et dans les balises sociographiques de leur engagement les nuances et les singularités de ses préférences, des adhésions et des résistances au projet indépendantiste porté par l'UGTG, au cœur des environnements de travail et en dehors.

#### **1) Les ressorts de l'adhésion au discours indépendantiste**

##### **a) Grandir dans un milieu indépendantiste**

Parmi ces militants, Amanda a été l'une des « nouvelles recrues » qui s'est portée volontaire pour se livrer à un entretien, après avoir été sollicitée par la direction de l'organisation. Déléguée du personnel depuis près de deux ans au moment de l'entretien, Amanda a été titularisée sur son poste actuel en 2011, après un mouvement de grève déclenché par le syndicat UGTG sur son lieu de travail. L'entretien avec Amanda a été réalisé directement à Port-Louis, l'une des rares communes de tradition politique indépendantiste sur l'île de la Guadeloupe – alors que nous avons réalisé la plupart des entretiens avec des syndicalistes indépendantistes au local de l'UGTG rue Paul Lacavé, à Pointe-à-Pitre. Si Port-Louis est particulièrement connue pour la beauté de ses plages et son architecture typique qui la rendent particulièrement attractive auprès des touristes, les nombreux drapeaux rouges et les quelques drapeaux guadeloupéens qui décorent les habitations renseignement rapidement le promeneur sur les préférences affichées par certains habitants de la localité. Travaillant en tant que conseillère à Pôle-Emploi, elle évoque tout d'abord les conditions de son entrée dans

---

<sup>310</sup> Comme nous le verrons par la suite, la maîtrise d'un tel dispositif et des effets de cadrage sur lesquels il s'appuie peut en revanche se révéler complexe lors de mobilisations « impopulaires » ; et nécessite dans certains contextes la production d'arrangements originaux que nous détaillerons plus avant.

le syndicalisme, après une période d'essai en contrat professionnel, au sein d'une structure qu'elle décrit comme un fief de l'UGTG :

Je suis devenu adhérente à UGTG en 2010. Lorsque j'ai été titularisée. Je suis déléguée du personnel depuis décembre 2012. Comment je suis rentrée dedans ? Alors il faut d'abord savoir que dans l'agence où j'étais, enfin, l'agence dont on dépendait c'était l'agence de Morne à l'Eau. C'est-à-dire le fief de l'UGTG à Pôle Emploi. L'endroit où Elie Domota est directeur. Pratiquement tous les membres du conseil syndical de cette section sont à Morne à l'Eau. C'est donc là que ma formation s'est faite. J'ai donc été en contact avec l'UGTG depuis le départ. Je cherchais l'information sur tous les petits conflits qu'il y avait. Donc dès le départ j'étais dedans en fait. Même si en vérité comme j'étais encore en contrat de professionnalisation, on m'a conseillé de me tenir un peu à l'écart, c'est-à-dire de suivre le mouvement mais sans trop m'impliquer.

Dès le début de l'entretien, Amanda, présente son intégration à l'organisation syndicale comme une démarche personnelle et volontaire : d'abord en décrivant de façon relativement exhaustive le fonctionnement hiérarchique de l'organisation, ensuite en soulignant l'importance de l'administration où elle officie, à la fois au sein de son secteur d'activité et au niveau de la structure des unions qui composent l'UGTG. La précision apportée quant au fait qu'Elie Domota soit le directeur de l'agence souligne d'emblée le respect qu'elle voue au secrétaire général du syndicat, ainsi que la place symbolique tenue par les travailleurs administratifs pour l'emploi et l'insertion dans un territoire comme la Guadeloupe (où le chômage fait partie des problématiques endémiques<sup>311</sup>). Elle insiste également sur le fait que, quelques mois après la grève générale de 2009, elle portait déjà une attention soutenue aux divers conflits qui se faisaient jour, faisant la démarche de se tenir au courant des actions menées par le syndicat - auquel elle avait déjà pour projet d'adhérer.

Comme elle l'explique dans la suite de l'entretien, c'est également par tradition familiale qu'elle rejoint le syndicat indépendantiste (ses parents et certains amis de la famille ayant été syndiqués à l'UGTG). Contrairement à de nombreux Guadeloupéens, elle affirme d'emblée son attachement à une organisation défendant l'indépendance de la Guadeloupe, car elle a grandi au sein d'un milieu ouvrier où les idées « nationalistes » - un terme et un héritage dont elle se dit fière - possédaient un caractère structurant, et semblaient irriguer la vie culturelle et politique locale :

Oui, alors déjà ma mère elle est syndiquée. Je me souviens, mon premier jour au contrat pro à l'ANPE à l'époque, ma mère m'a dit : « *Alè sendiké-w a l'UGTG !* – Vas te syndiquer à l'UGTG ! ». J'ai aussi des souvenirs de grève. Des souvenirs de mon

---

<sup>311</sup> Nous y reviendrons plus longuement au cours de notre troisième partie.

papa qui était syndiqué. Il travaillait à la STGE pour Beauport, qui à cette époque-là était l'un des plus gros employeurs du Nord Grande-Terre. Je te parle de ça dans les années 1980-1990. [...]

*Donc tes parents étaient syndiqués tous les deux ? A l'UGTG ?*

Oui à l'UGTG ! Ma mère était syndiquée dans le secteur « enfance », vu qu'on a toujours été famille d'accueil. Et mon père s'était le secteur des transports, parce qu'il est chauffeur livreur. La meilleure amie de ma maman elle travaille au niveau de la santé est à l'UTS-UGTG. Bon de toute façon il faut savoir que Port-Louis c'est une commune indépendantiste. Donc on est dedans. L'ancien maire qui est mort, c'était un nationaliste. Mais on sait que Port-Louis c'est une ville, enfin je dirais, qui possède un « caractère » indépendantiste. On sait que les gens d'ici sont comme ça ! Dans l'histoire de Port-Louis aussi, il y avait des luttes, des poseurs de bombes, enfin des choses comme ça.

*- Tout ça ce sont des choses tu entendais parler plus jeune ?*

- Oui, j'entendais parler de ça, c'est des choses dont j'entendais parler, mais il y a quelqu'un qui a eu la main arrachée, enfin c'est quelque chose que l'on sait à partir du moment où l'on s'intéresse à ce genre de choses. Il y a même une certaine fierté, d'avoir des personnes qui se sont battues comme ça, pour leurs idées.<sup>312</sup> ».

On peut noter dans le discours d'Amanda que, loin de susciter la méfiance ou la réprobation, les activités clandestines menées par certains militants indépendantistes dans les années 1980 font partie intégrante des fils conducteurs qui motivent son adhésion à l'UGTG. Si elles demeurent évoquées dans des termes relativement vagues (restant au stade de « choses dont on entendait parler »), il apparaît que ces activités de lutte armée sont clairement territorialisées et font, pour ainsi dire, partis du paysage dans lequel elle a grandi. De la même façon, les grèves menées par l'UGTG, les activités militantes et les sociabilités familiales dans lesquelles ces activités militantes sont apparemment encadrées sont présentées comme des éléments relevant aussi du même ensemble. Il est par ailleurs intéressant de constater qu'Amanda met en avant plusieurs aspects de sa biographie personnelle que nous avons déjà rencontrés dans les précédents chapitres, tels que la participation à des structures confessionnelles. Se déclarant croyante, elle exprime de façon claire la façon dont sa participation au MRJC s'est traduite par « un regard critique » porté sur « le monde qui l'entoure » :

J'ai aussi fait partie du MRJC, le Mouvement Rural de la Jeunesse Catholique. Bien sûr c'est en lien avec la foi, mais on apprend aussi à réfléchir à la solidarité, et avoir un regard critique sur notre environnement. Sur ce qui nous entoure. En ayant un regard

---

<sup>312</sup> Entretien avec Amanda, syndicaliste UGTG, mai 2014.

je dirais, réaliste. Être acteur de sa vie. Prendre ses responsabilités, savoir comment se positionner par rapport à ce qui va, par rapport à ce qui ne va pas.

Ici, on perçoit également l'influence de la culture organisationnelle UGTG-iste que l'enquêtée s'est parfaitement appropriée. A la façon des militants indépendantistes plus anciens, Amanda présente son militantisme chrétien au sein du MRJC à la fois comme une prise de conscience et comme une prise de position face à une situation politique et sociale qu'elle désapprouve. Plus important encore, elle souligne que le militantisme catholique, outre qu'il est vecteur de solidarité et de sociabilité, est vécu comme une forme de prise de responsabilité (c'est-à-dire de prise de rôle). Comme l'évoque Arnaud Baubérot au sujet de la politisation des encadrements de jeunesse et des effets de la mixité entre enfants communistes et enfants catholiques, cette politisation trouve ses marques au sein d'un « un milieu de vie façonné par le système de valeurs de l'institution qui la porte <sup>313</sup> ». En outre, ce sentiment de responsabilité fait manifestement écho aux exigences de l'UGTG concernant l'attitude des militants indépendantistes. A l'image du projet défendu par les cadres de l'UGTG, elle fait partie de ces « rebelles responsables » qui défendent une vision indépendantiste pour leur territoire - pour reprendre l'expression qui nous a interpellé au cours d'une conversation informelle avec un responsable du syndicat. Ainsi, Amanda se montre tour à tour soucieuse de mettre en avant ses opinions indépendantistes à la fois parce qu'elles témoignent de velléités contestataires, mais également pour montrer sa conformation aux attentes du projet indépendantiste :

*Est-ce que tu envisages de prendre davantage de responsabilités si on te le propose un jour ?*

Euh... Déjà être déléguée du personnel c'est une responsabilité, hein ! Quand tu te retrouves devant la directrice des ressources humaines, ou devant le directeur régional... Enfin c'est déjà une responsabilité, enfin il y a aussi tout un travail de préparation, j'estime que si le syndicat fait appel à moi c'est parce que je suis prête. Donc il faut y aller petit à petit. Être sur le terrain. Prendre l'expérience des plus anciens. Et voilà, quoi ! Et voilà quand on estime que la situation te demande. Il faut y aller !

Outre le fait qu'elle a été socialisée dans une famille comprenant deux parents acquis à la cause indépendantiste, on perçoit également l'influence d'un environnement professionnel

---

<sup>313</sup> BAUBEROT, Arnaud. « L'enfance en rouge et noir. Colonies de vacances communistes et catholiques à Ivry-sur-Seine dans l'entre-deux-guerres », in. BAUBEROT, Arnaud, BANTIGNY, Ludivine. *Hériter en politique*. Paris : Presses Universitaires de France - PUF, 2011, p.107.

particulièrement syndiqué, adhérant non seulement aux idées indépendantistes mais également familier de mouvements décrits comme particulièrement longs, durs et impopulaires. C'est auprès de ce milieu professionnel qu'Amanda va se voir inculquer une pédagogie morale et organisationnelle de la grève qui rentre en congruence avec l'expérience issue de sa socialisation familiale et avec sa façon d'appréhender sa situation professionnelle – d'autant plus que le parcours de l'enquêtée présente une bifurcation sensible dans les études, commencées dans la vente avant de se tourner vers le travail social :

Je me suis syndiquée le mois d'après ma titularisation. Justement la titularisation c'était en novembre, l'adhésion en décembre, et ma première grève en janvier. C'était ma première vraie grève à Pôle Emploi. C'était par rapport à l'organisation et à l'aménagement du temps de travail. En 2002, il y a déjà eu une grève qui a duré trois mois, dans une grève où à l'époque les syndicalistes se sont mis tout le monde à dos : les demandeurs d'emploi, les supérieurs, les élus. Pour obtenir que l'on travaille 35 heures. Et là, il voulait remettre ça en cause. Un acquis assez important. Donc, si c'est une majorité d'anciens, enfin je veux dire une majorité d'anciens à Pôle Emploi Guadeloupe en général. [...] Et ça c'est vraiment une grève qui avait marqué tout le monde. Parce que déjà à l'époque, le préfet s'était quand même permis de traiter les travailleurs de Pôle Emploi de fainéants. Donc, cette fois-ci, c'était sûr, ça n'allait pas passer !

C'est donc au contact des militants plus expérimentés (les « *anciens* ») qu'Amanda a effectué ses premiers pas dans des actions collectives protestataires. Cet engagement, qui a été stimulé par un environnement où le militantisme indépendantiste possède un caractère structurant sinon hégémonique, s'effectue donc dans le prolongement de sa socialisation antérieure dans un milieu familial favorable aux idées de l'UGTG. De ce fait, ses prises de position s'accordent pleinement à la ligne de l'organisation et ne suscitent pas d'arbitrages ou d'arrangements complexes du point de vue des dispositions. Comme nous allons le voir avec les exemples suivants, ce travail sur soi de conformation à la visée défendue par l'UGTG peut s'avérer plus délicat, d'abord au sein pour des raisons structurelles (dans des secteurs moins « protégés » que la fonction publique et où la présence syndicale est moindre) ou encore parce que les jeunes militants évoluent dans des réseaux de sociabilité peu réceptifs voire hostiles à la politique des indépendantistes.

#### **b) « Respecter les Guadeloupéens, combattre les *pwofitan* » - un entretien avec Nemo**

Nemo est syndicaliste à l'Union des Entreprises du Commerce (UEC-UGTG), une structure relativement récente à l'échelle du syndicat. Après avoir été apprenti de 1997 à

1999, il travaille dans un commerce automobile jusqu'en 2005. C'est après le mouvement de grève de l'hiver 2009 qu'il participe à créer une section UGTG, pour faire respecter les accords Bino issus du conflit. Il est délégué du personnel depuis octobre 2009 et membre du bureau de l'UEC-UGTG depuis 2011. En 2014, il participe pour la première fois au congrès de l'UGTG en tant que délégué et se voit élu à la direction de la centrale. Fort de cette implication militante, il fait également partie des militants qui ont été sollicités par la direction pour répondre en entretien – à ce titre, il apparaît que sa trajectoire exemplaire dans l'organisation a nécessairement joué dans cette sollicitation. Avant l'entretien, Nemo nous explique d'emblée qu'il préfère réaliser l'entretien en *kréyol*. Il nous explique également que son père, qui travaille pour le dépôt d'une grande enseigne de distribution, était lui-même syndiqué à l'UEC-UGTG. Nous acceptons le principe de l'entretien en créole afin de faire acte de bonne volonté, comprenant bien l'importance de se conformer à cette règle de l'organisation, d'autant plus face à un enquêté dont nous percevons qu'il est d'extraction populaire et qui revendique le parler créole comme une forme de résistance symbolique à ce que représente notre enquête<sup>314</sup>.

Le parcours de Nemo est particulièrement intéressant dans la mesure où la trajectoire ascendante qu'il présente illustre à la fois le fonctionnement de l'UGTG en tant que structure et la dynamique organisationnelle de recrutement. Ainsi, après avoir créé une section UGTG dans la foulée de la grève générale, notre enquêté s'est rapidement trouvé en butte à la direction de son entreprise. En prenant d'avantage de responsabilité à l'UGTG, il s'est progressivement bâti une voie de repli au sein du syndicat, dans la mesure où son appartenance à l'UGTG agit à la fois comme un motif de récrimination mais également comme une forme de protection vis-à-vis des pressions patronales. Participant activement à structurer des sections UGTG dans sa branche, et plus particulièrement dans les TPE (très petites entreprises) qui constituent une cible prioritaire de syndicalisation pour les indépendantistes, il participe aujourd'hui au recrutement de nouveaux syndicalistes pour le compte de l'UGTG :

*Tu as été amené à recruter des gens au niveau de ton secteur ?*

Pas forcément au niveau de mon secteur, je veux dire j'ai recruté des gens en tant que délégué du personnel. Mais il y a des sections qu'on a créées, dans les TPE. En ce qui me concerne, surtout dans les TPE. On fait vraiment un très gros travail pour créer des sections dans les TPE, c'est important. C'est important parce que ce sont clairement les

---

<sup>314</sup> Les extraits d'entretiens rapportés ici ont donc été traduits du créole, et sont susceptibles de comporter des erreurs d'interprétation.

entreprises les plus nombreuses en Guadeloupe. Souvent, il y a un représentant du personnel mais pas de section syndicale, donc quand c'est comme ça on essaye d'en créer. Dans les boulangeries par exemple. C'est un secteur très difficile la boulangerie. [...] Les difficultés c'est que les patrons ne respectent pas la loi. Il y a souvent des malfaçons si tu regardes aux contrats. Les emplois en boulangerie c'est le type même d'emploi où on ne respecte pas les qualifications des travailleurs, où les gens enchaînent des contrats précaires, travaillent pour des établissements différents sans forcément que ça soit signalé, avec un seul contrat. Ce sont des petites structures, et comme les gens enchaînent les contrats, il y a des changements réguliers dans le personnel. Il faut revenir régulièrement pour s'assurer que les gens avec qui on est en contact ou qui sont syndiqués sont toujours là. Il ne faut pas se voiler la face, tous ces gens qui sont des travailleurs, parfois, ils n'ont jamais entendu parler de syndicats, hein ? Et souvent, ils ne veulent pas en entendre parler. Jusqu'à ce qu'il y ait un problème. Et là, du jour au lendemain, c'est arrivé que des gens qui nous parlaient mal ou qui disaient du mal de nous se rappellent qu'ils connaissent quelqu'un à l'UGTG. Si tu veux, les patrons en Guadeloupe se comportent comme s'ils n'avaient pas besoin des salariés. Ou plutôt, ils font souvent comme si patrons, salariés, c'était la même chose, qu'ils occupent la même place. Or moi je pense que ce n'est pas vrai.

Parce qu'il est lui-même issu d'un secteur d'emploi avec de faibles qualifications, Nemo connaît bien les vicissitudes du travail précaire dans les petites unités de production de biens et de services. Pour lui, ce travail de suivi effectué auprès des petites entreprises est d'autant plus important que l'UGTG subit un certain rejet de la part des employeurs mais également de la part de certains salariés. Comme le souligne Sophie Bérout, « [...] Les enjeux de syndicalisation ne recouvrent pas exactement ceux de l'action syndicale face au processus de précarisation, même si l'importance des formes d'emplois atypiques dans le salariat d'exécution contribue à une forte distanciation de celui-ci vis-à-vis des organisations syndicales. L'objectif de recrutement peut être formulé en des termes très généraux, sans que les effets produits par les différentes formes de précarité soient pris en compte.<sup>315</sup>».

Il faut ici ajouter que la distanciation vis-à-vis des syndicats dans les environnements du travail précarisé se combine avec les formes d'hostilité traditionnelles envers l'UGTG que nous avons déjà évoquées. La régularité du suivi se révèle donc primordiale, dans la mesure où elle permet de construire une interface suffisamment réactive auprès de salariés pour se tenir au fait de leur difficulté et être en mesure d'intervenir. On perçoit ici un enjeu qui fait écho aux remarques de Sophie Bérout : même si la dispersion des salariés entre les différents sites d'une même entreprise ou entre des entreprises différentes engendre une méconnaissance

---

<sup>315</sup> BEROUD, Sophie. Organiser les inorganisés. *Politix*. 30 mars 2009, n° 85, p.132.

du monde syndical, il est d'autant plus important pour le syndicat de ne pas « baisser la garde » en ce qui concerne ses exigences revendicatives.

D'après Nemo, c'est donc en combinant cette action de suivi avec une revendication syndicale que l'on finit par recueillir le soutien de salariés qui étaient au départ étrangers ou opposés au profil particulièrement revendicatif de l'UGTG. De son propre aveu, la rapidité d'une telle intervention est un élément central du dispositif UGTG-iste pour capter les formes de mécontentement liées aux dysfonctionnements internes des entreprises du privé. En clair, il faut s'appuyer sur les situations de conflit qui surviennent pour préciser le cadre de la prise en charge syndicale et renverser l'opinion défavorable de certains employés à propos de l'UGTG. Comme nous allons le voir, cette désignation du conflit permet également de déjouer certaines ruses de l'organisation paternaliste du travail en Guadeloupe :

*Tu veux dire que les patrons font semblant d'être les amis des salariés jusqu'à ce qu'une difficulté économique ou un problème personnel surviennent ?*

Ah oui, effectivement. Souvent dans les petites entreprises, le discours c'est « patrons et salariés sont interchangeables ». C'est là qu'il y a le plus de « *tutwayaj*<sup>316</sup> », comme on dit. Le problème, pour nous, ce n'est pas forcément de s'opposer au patron. C'est de rappeler aux patrons et aux salariés qu'ils ne sont pas à la même place. C'est ça, l'esprit militant que nous essayons d'apporter quand nous intervenons sur les lieux de travail. Et déjà, comprendre ça, c'est comprendre la nécessité de rejoindre un mouvement militant sur cette base-là.

On comprend bien, dans cet entretien, la volonté de mettre en avant une forme de résistance à la subordination et à la hiérarchie dans les entreprises du commerce, sur la base d'une culture salariale qui s'affirme d'abord par sa dimension critique et contestataire envers la familiarité (la question du « *tutwayaj* », la remise en question du fait que patrons et salariés seraient sur un pied d'égalité, qu'ils seraient « interchangeables », etc.). Dans le même temps, malgré la critique développée par Nemo à l'encontre du paternalisme patronal et à l'effacement symbolique des frontières de classe, on perçoit dans son discours une forme d'inflexion : il ne s'agit pas de « s'opposer au patron » mais bien de préciser le statut des salariés afin que ceux-ci s'organisent. Toute la nuance réside ici dans le fait que l'UGTG réunit les conditions pour dénoncer le paternalisme parce qu'elle le juge néfaste pour les Guadeloupéens, dans la mesure où ce type paternalisme concourt à produire une forme de

---

<sup>316</sup> Le « *tutwayaj* », que l'on pourrait traduire par « tutoiement », ne se limite pas à l'usage d'un pronom visant à marquer la familiarité. Il comporte ici une dimension de connivence et de complaisance qui souligne le caractère clientélaire et/ou paternaliste des relations que le corps hiérarchique des entreprises évoquées par notre enquêté tente de mettre en place auprès de ses subordonnés.

servilité et d'attentisme qui maintient les Guadeloupéens dans la dépendance. Ce discours apparemment paradoxal est en fait typique du positionnement syndical indépendantiste : si l'exploitation patronale existe à un niveau générique (celui de la lutte des classes à l'échelle de la société guadeloupéenne et dans le cadre de la domination française), les solutions envisagées pour lutter contre cette exploitation relèvent davantage d'une éducation morale des travailleurs (qui sont enjoins à se défaire des traits « colonialistes » de l'exploitation) plutôt que d'une logique d'affrontement ouvert. Ce ne sont donc pas « tous les patrons » qui sont à combattre, mais prioritairement ceux qui sont génériquement désignables comme des exploiters au vu des configurations économiques, sociales et politiques locales :

Et puis, il faut bien comprendre ce qui se passe dans ce pays, c'est une minorité de patrons qui bloquent tout, alors que les choses pourraient se passer autrement. Ces sont ces gens-là, les gros capitalistes, qui nous mettent des bâtons dans les roues, et tous les Guadeloupéens en pâtissent. Mais tous les patrons ne font pas partie de ces capitalistes, ces pwofitans qui vivent au détriment des travailleurs.

Comme nous le verrons plus avant dans ce chapitre, ce type de discours est relativement fréquent chez les militants de l'UGTG. En effet, si les propos tenus par Nemo témoignent probablement d'un arrangement original effectué par notre enquêté (une sorte de synthèse entre les difficultés objectives que rencontrent les militants indépendantistes dans les secteurs comme ceux auprès desquels Nemo intervient et l'intériorisation de certains traits de la culture indépendantiste), cette inclinaison vers des formes non-conflictuelles d'appréhension des rapports salariaux fait partie intégrante du logiciel UGTG-iste.

## **2) Persistance du stigmatisme indépendantiste et résistances à l'acculturation**

Quand on s'intéresse aux questions de politisation et d'engagement, on n'insiste que rarement sur les mécanismes qui amènent des individus dépourvus de disposition – ou, pour être plus exact, dont les dispositions à la participation politique et à l'engagement ne se sont pas manifestées ou n'ont pas été explicitées en tant que telles - à se tourner vers une organisation syndicale au contact d'une période de mobilisation. C'est que nous nous proposons de faire dans la sous-partie suivante, afin de mieux comprendre la persistance du stigmatisme qui demeure associé au mouvement indépendantiste, au travers de deux entretiens qui pointent certains décalages entre le projet décliné par l'UGTG et les aspirations de militants syndicalistes qui ont adhéré à des organisations syndicales après le mouvement de grève générale de l'année 2009, l'un réalisé avec une militante en reconversion

professionnelle tentée par l'UGTG, l'autre avec un adhérent récent, encore sceptique quant à la possibilité de parvenir à l'indépendance de la Guadeloupe.

#### a) Une syndicaliste UNSA tentée par l'UGTG - Raphaëlle

A plusieurs égards, l'UGTG nous paraît un lieu particulièrement intéressant pour comprendre la démarche d'individus déclarant s'investir dans l'action syndicale non pas pour des motifs strictement professionnels mais parce que les syndicats leur semblent porteurs de solutions concrètes apportées à des problématiques politiques locales. L'entretien qui suit a été réalisé en 2012 avec Raphaëlle, adhérente à l'UNSA, qui était à l'époque en formation au Centre de formation professionnelle et de promotion agricole (CFPPA) de Basse-Terre, en Guadeloupe, après avoir occupé un emploi administratif à la mairie de Baillif. Elle s'est aussi syndiquée après la « grève des 44 jours » survenue en 2009. Malgré sa sympathie revendiquée pour l'UGTG, Raphaëlle n'a pas rejoint les rangs de cette organisation. Assez rapidement dans l'entretien, elle affirme pourtant être « *en accord avec la vision de l'UGTG, surtout depuis LKP* ». Au cours de l'entretien réalisé avec elle, Raphaëlle nous décrit son mécontentement au sujet de la société guadeloupéenne, qu'elle décrit comme « *paternaliste et coloniale* », où le clientélisme s'exerce sur la promesse d'une capture de ressources, d'une redistribution de « faveurs », ou d'une intercession favorable :

Et il y a un certain nombre de gens qui pensent que quand ils ont quelque chose à demander, c'est une faveur, alors que non, c'est leur droit ! On dirait toujours que c'est une faveur. Combien de fois j'ai entendu ça ? Les gens disent toujours « c'est une faveur qu'ils m'ont rendue ! » Alors que non, tout ça, c'est nous qui le payons. Et c'est pareil quand on demande un travail. Moi, je suis en fin de contrat, je vais aux Assedic. Je ne me laisse pas faire ! Parce que moi j'ai cotisé, je ne suis pas en train de demander une faveur. J'ai cotisé aux Assedic. J'ai le droit de bénéficier de mes Assedic, comme j'ai le droit de choisir ce qui est plus avantageux pour moi. Mais non, les gens ils attendent toujours « des faveurs », « qu'on leur fasse une faveur ». Non ! Tu travailles, ton travail mérite salaire<sup>317</sup>.

L'entretien avec Raphaëlle est particulièrement éclairant pour saisir la spécificité de l'UGTG qui ne se contente pas de produire une critique des relations paternalistes dans les structures entreprises, mais les dénonce également dans le monde des administrations publiques. Dans l'extrait qu'il suit, elle exprime avec une acuité certaine comment l'attitude paternaliste des élus, des responsables politiques ou des cadres de l'administration (qui apparaissent parfois de façon indistincte dans son discours) se traduit par des comportements qu'elle dénigre pour

---

<sup>317</sup> Entretien avec Raphaëlle, syndicaliste UNSA, le 6 février 2012.

leur complaisance, voire leur servilité envers les dominants. Notamment, Raphaëlle s'élève une nouvelle fois contre le « système des faveurs » qui occupe symboliquement la place des droits accessibles par les salariés ou les usagers du service public. Ce faisant, elle rejoint une perception du fonctionnement de l'Etat qui familière de nombreux Guadeloupéen, à la fois marqué par un rapport de sujétion et de dépendance – ce que de l'UGTG désigne comme un rapport colonial :

*Toi, en somme, tu estimes que les gens devraient être « plus exigeants » ?*

Il faut que les gens comprennent, oui ! Quelque part nous sommes les patrons de ces gens-là ça. C'est nos impôts qui les payent. En ce moment, on a l'impression qu'ils sont là pour ... On dira que ce sont des faveurs qu'ils nous donnent. On entend ça tout le temps. Alors que c'est eux qui nous doivent des comptes. Moi ça m'a toujours paru extraordinaire d'entendre des gens parler comme ça, extraordinaire ! C'est toujours « ma commune », « mon hôtel de ville », « ma région », « j'ai fait ci ! », « j'ai fait ça ! ». Non mais attends, tu croirais que l'argent sort de leur poche ! [...] Et c'est là où tu vois que ces gens-là ont vraiment le pied dans la gorge des Guadeloupéens. C'est parce qu'il y a une relation de paternalisme en fait. Ce qui fait qu'il y a un moment où tu dois dire « moi je ne suis pas d'accord ! », eh bien eux, ils ne peuvent pas. Ah ! Moi je ne suis pas du tout comme ça ! Moi j'ai choisi de ne plus travailler dans une collectivité. Parce que l'exécutif est tellement proche des employés que tu te retrouves toujours dans ce type de relations-là. Ou alors tu es *persona non grata*.

A l'instar de nombreux syndicalistes indépendantistes, elle critique à la fois « ces gens [les dominants] qui ont un pied dans la gorge des Guadeloupéens », tout en affirmant que les habitants de l'île devraient se montrer beaucoup plus exigeants vis-à-vis des responsables politiques ou économiques. Face à ce type de relation clientélaire, la posture constante de dénonciation participe à légitimité recherchée par l'UGTG afin de s'ériger en contre-pouvoir. Cependant, elle amène aussi le syndicat à envisager, à terme, la possibilité d'une forme d'attraction ou d'agrégation – dont on peut se demander si elle n'est pas, elle aussi, « clientélaire » – entre le syndicat et les divers individus ou groupes sociaux intéressés par cette posture. L'UGTG suscite alors une forme d'adhésion « intermittente », adhésion que l'on retrouve dans le discours de nombreux militants qui, à l'instar de notre enquêtée, considèrent que l'UGTG représente la seule organisation vraiment à même de « dénoncer les problèmes que les hommes politiques veulent laisser de côté » et, le cas échéant, à s'opposer fermement aux décisions politiques ou patronales. On peut, pour illustrer ce propos, se référer une nouvelle fois à l'entretien avec Raphaëlle qui, malgré des désaccords avec l'UGTG, fait l'éloge de l'organisation indépendantiste :

*Et toi, tu dis que même si la section UGTG de Baillif tu n'es pas d'accord avec eux, tu te sens plus proche de l'UGTG (que de l'UNSA), qu'est-ce qui te fait dire ça ? Qu'est-ce qui fait que tu es plus proche d'eux ?*

Comment dire ? De par mon caractère. De par tout ça ! Comment dire ? L'UNSA, ils vont se battre sur les lois, comment dire ? Voilà ils vont rester très dans le dans le... dans le « normal », dans le consensus, dans la discussion. Alors que l'UGTG, disons que c'est un syndicat qui est très dans les règles aussi, il ne faut pas croire. Quand tu discutes avec les syndicalistes de l'UGTG ils connaissent très bien le code du travail tout ça. [...] C'est vraiment très organisé et tout ça. Ils sont « très carrés ». Mais, mis à part ça, tant que vous n'entrez pas en confrontation, certaines fois on ne vous écoute pas. On a beau se dire qu'il faut rester « gentil », on a qu'à voir... C'est comme en France, quand Sarkozy dit : « quand il y a une grève personne ne s'en aperçoit ». Si y'a pas ça, s'il n'y a pas la grève, tu ne te fais pas entendre.

*Et tu penses que UGTG ils sont plus disposés à appeler à la grève ?*

En tout cas c'est eux qui ont commencé ! Les autres... En 2009, ici, il y a eu la grève des transporteurs. Et qu'est-ce qu'ils ont fait les transporteurs ? Ils ont bloqué les routes, ils se sont fait entendre. Mais en tout cas, il y a une chose qui est sûre : il y a certains ici, tu viens t'exprimer avec des revendications, tant que tu ne durcis pas les choses, ils vont se foutre de ta gueule. Ils vont te mener en bateau. C'est pour cela que pour moi, l'UGTG, le fait qu'il soit capable de dire certaines choses, de faire certaines choses... Enfin si tu ne fais pas ces choses-là [*les blocages, les grèves, les actions radicales*] ça ne sert à rien que tu y ailles. Tu vas toujours te faire mener en bateau.

Ce faisant, l'entretien nous permet de comprendre que l'attitude de l'UGTG n'est pas « déconnectée » du sentiment de nombreux Guadeloupéens qui, sans même avoir fréquenté l'organisation, se reconnaissent dans la radicalité de son discours ou de ses pratiques. Qu'il s'agisse d'affirmer une identité guadeloupéenne, de s'opposer aux élites, aux dominants, à tous ceux qui « *abusent de leur pouvoir* » pour « *mener les gens en bateau* », l'UGTG bénéficie d'un soutien – ou, au moins, de l'attention – d'une part non-négligeable des salariés. S'il est difficile de déterminer l'ampleur et la profondeur de ce soutien, il est intéressant de constater qu'il rejoint, sur la forme, les prétentions de l'UGTG à faire le lien entre les dysfonctionnements concrets du monde du travail (ici, dans les administrations) et la critique du colonialisme à l'échelle de la société.

### **b) La délicate question de l'indépendance : perspective éloignée ou perspective à éloigner ?**

A la marge des discours qui affirment la nécessité du combat pour l'indépendance de la Guadeloupe, il existe de nombreuses façons de discerner, en creux, le poids de cet

appareillage idéologique dans le fonctionnement de l'organisation. Là encore, il s'avère pertinent de s'entretenir avec des militants plus récemment arrivés au sein des organisations pour s'apercevoir que ces derniers, parce qu'ils sont plus soucieux des apprentissages techniques et pragmatiques de l'activité syndicale, parce qu'ils n'ont pas reçu des dispositions à des formes d'adhésion et d'identification politique de par leur socialisation, sont moins familiers des débats idéologiques que les responsables syndicaux. Très souvent, ces militants mettent d'abord en avant l'efficacité de l'UGTG dans le cadre du suivi individuel des cas, et dans la capacité à imposer ses revendications. Comme le souligne l'extrait d'entretien avec Jean-Michel, un jeune adhérent qui s'est syndiqué après la grève générale de 2009 ; également salarié à Pôle-Emploi, il loue les vertus de l'UGTG pendant le conflit de l'année 2011 à l'issue duquel il a été titularisé :

*Qu'est-ce que vous avez apprécié dans la façon de faire de l'UGTG ?*

Euh, la méthode déjà. La méthode ça surtout. La connaissance des dossiers. Et, si vous voulez la maîtrise des dossiers, de montrer qu'on connaît la situation, de "démontrer par A+B". De démontrer aux mecs [*la direction de Pôle Emploi*] qui n'avaient pas le choix de recruter parce que les recrutements étaient importants voire obligatoires. C'était de montrer à la direction la réalité du terrain, de leur faire comprendre que les recrutements étaient nécessaires. Et surtout aussi ce que j'ai aimé, c'est le fait de faire adhérer les gens. Cette capacité d'adhésion, parce que bon, l'UGTG reste l'UGTG, mes collègues l'UGTG sont à l'écoute, la direction est à l'écoute. Et c'est vrai que ça fait une sacrée expérience !

*Et vous vous avez vraiment le sentiment d'être accompagnés il y avait de la concertation ?*

Ah... Ça à ce niveau-là. J'ai toujours été accompagné, si j'avais une question, je pouvais toujours demander au délégué. Quand j'avais une question, ça s'est toujours passé comme ça.

*Et au niveau de la grève, quand ça s'est passé en 2011, il y a eu des actions de blocage ?*

Oui, il y a eu des sites qui ont fermé, enfin différents sites de Pôle emploi. Ils fermaient les uns après les autres, je ne sais pas combien de temps ça a duré, pas beaucoup plus d'une semaine. Ça a été assez rapide. Une fois que tous les sites étaient bloqués, je crois que la direction a été obligée de négocier. Et à partir du moment la négociation a démarré, en une journée c'était plié ! Donc, c'est vrai que s'il n'y avait pas cette force, cette unité du syndicat derrière, il n'aurait sûrement jamais accepté de titulariser dix personnes alors qu'il prétendait que ce n'était pas possible puisqu'il n'y avait pas d'argent. (Silence) »

Pour autant qu'il témoigne une certaine reconnaissance à l'organisation (notre enquête nous fera même part de sa surprise « *Moi avant l'UGTG, je ne savais pas que l'on pouvait*

être organisé comme ça »), Jean-Michel fait aussi part de sa circonspection quant au projet proprement politique de l'indépendance. Par son attitude plus mesurée, il fait partie de ces militants qui nous ont renseigné « de l'extérieur », sur la densité du corpus idéologique qu'ils ont pour tâche d'assimiler, justement parce qu'ils se trouvent en délicatesse avec certaines thématiques, éprouvent des difficultés ou des velléités critiques vis-à-vis de certaines orientations politiques – et ce, tout en validant les choix des directions, ou en témoignant une forme d'allégeance envers les combats passés dont les responsables syndicaux tirent une part importante de leur autorité morale :

*Hormis cette activité de défense des salariés, par rapport au projet politique défendu par l'UGTG par exemple l'indépendance de la Guadeloupe ?*

Moi... Par rapport à l'aspect politique... C'est vrai que c'est un truc un peu délicat, c'est vrai que euh... Alors c'est vrai qu'au début quand on entend parler de l'indépendance, de la libération du peuple guadeloupéen et puis... (Silence). Des gens se sont battu pour ça, c'est important, c'est notre histoire ! Et puis c'est vrai que l'on se rend compte qu'il y a quand même des problèmes en Guadeloupe. D'abord, c'est vrai que je suis militant, mais toute cette idée d'indépendance... En fait ce n'est pas vraiment mon leitmotiv... Peut-être que ça viendra par la suite, mais pour le moment ce n'est pas, enfin ce n'est pas tellement une question que je me pose. Moi je fais du syndicalisme, l'indépendance bien sûre c'est une perspective... Mais ce n'est pas une perspective immédiate.

*C'est plus une perspective éloignée ?*

Oui, voilà...

*Mais... C'est important pour penser la situation de la Guadeloupe ?*

Disons que je ne pense pas que ça puisse être l'objectif à court terme, peut-être à moyen terme ou à long terme peut-être d'ici trente ou quarante ans. En tout cas c'est quelque chose auquel il faut réfléchir. Mais ce n'est pas vraiment un objectif immédiat. Ce n'est pas d'actualité. (Silence) Parce qu'il y a beaucoup de personnes qui sont des militants, ou qui sont des adhérents, et qui ne sont pas forcément indépendantistes. Ce n'est pas forcément lié. ».

Comme on peut le voir pour ce jeune adhérent du syndicat indépendantiste, la conversion aux idéaux portés par l'organisation est loin d'être totalement parachevée. De fait, ici, l'adhésion est plus une conséquence de l'offre syndicale qu'un véritable choix idéologique. S'il se reconnaît dans l'activité syndicale de l'UGTG, Jean-Michel manifeste une certaine distance avec l'idée d'indépendance politique, qui ne constitue pas la raison de son engagement (son « leitmotiv »). Plus avant dans l'entretien, alors que nous essayons de progresser dans la compréhension de cette ambivalence, il nous fera part du fait qu'il se

trouve en délicatesse par rapport à certains membres de son entourage qui affichent leur scepticisme vis-à-vis de son engagement indépendantiste :

Il y a toujours des gens pour critiquer l'UGTG, enfin qui disent "Oui, mais les indépendantistes, etc." ! Ces gens qui n'ont pas vraiment de reproches, vous voyez, mais qui ont cette image... cette image négative ! Mais c'est aussi la faute de l'assistanat. Le fait que les gens soient indifférents, comment je pourrais dire...

*Attentistes ?*

Voilà, ils attendent et ils ne font rien pour que la situation évolue. Voir, ils sont d'accord avec les indépendantistes, mais voilà, ils ne font rien. *Ils sont dans l'assistanat*<sup>318</sup>, or les indépendantistes, ce sont les seuls à vouloir sortir de cette perspective, à vouloir remettre en cause l'assistanat qui fait tant de mal à la Guadeloupe et aux Guadeloupéens.

Comme l'exprime Jean-Michel, il n'est pas toujours facile d'afficher publiquement son appartenance à l'UGTG auprès de l'entourage (notamment familial), tant le projet indépendantiste continue d'être politiquement marginal et difficile à endosser. Dans le même temps, notre enquêté se défend contre « l'image négative » de l'UGTG. Pour lui, cette image résulte d'une forme de posture attentiste ou indifférente politiquement qu'il désigne comme étant la conséquence de l'« assistanat ». Reprenant ici le discours des indépendantistes sur la nécessité de s'organiser en dehors du giron politique français (y compris en se passant des subsides étatiques qui jouent un rôle central dans la redistribution des richesses et le maintien d'une forme de cohésion sociale), Jean-Michel reprend des arguments classiques dans la stigmatisation des chômeurs ou des bénéficiaires des allocations sociales pour critiquer les discours hostiles au projet d'autonomie revendiqué par les indépendantistes. L'emploi d'un tel vocabulaire, peu fréquent chez les militants de l'UGTG, exprime à la fois son manque d'habileté à restituer le projet indépendantiste et son manque d'assurance face à la perception dissonante de deux réalités sociales : sa critique envers l'accoutumance – voire la dépendance- de nombreux guadeloupéen envers l'action sociale de l'Etat français et son ressentiment vis-à-vis des guadeloupéens qui rejettent la perspective politique indépendantiste en décrivant l'UGTG.

Toutes ces contradictions de fonctionnement qui sont au cœur du *hiatus* permanent entre les équipes d'animation syndicales et la base militante UGTG-iste : nombre de militants qui ont rejoint les organisations syndicales suite aux mobilisations d'ampleur de la fin des années 2000 ou à cause de contentieux dans leur environnement professionnel ne perçoivent le caractère contraignant de la culture de l'organisation qu'une fois entrés dans les

---

<sup>318</sup> Nous soulignons.

organisations syndicales. Ils évoquent souvent une forme de surprise, un sentiment de décalage vis-à-vis de ce qu'ils considèrent être un changement dans la règle du jeu : un effort d'adaptation voire de conformation à l'idéologie organisationnelle que l'entrée dans le syndicat n'avait pas forcément laissée présager – difficulté d'autant moins comprise par les responsables syndicaux que ceux-ci ont le sentiment que la justification sociale de leur investissement syndical, voire le succès des mobilisations, sont conditionnés par cet effort de maintien de l'idéologie dans l'organisation.

### ***D - La politique de l'UGTG en actes : entre politisation antiraciste et « patriotisme pragmatique »***

Comme nous l'avons souligné dans notre introduction, l'UGTG se prévaut, en plus de sa virulente critique anticolonialiste, d'être une organisation antiraciste : « *la seule à dénoncer le racisme et les discriminations dont souffre la population de la Guadeloupe* ». Dans les faits, cette politique antiraciste à destination du salariat guadeloupéen fait surtout office de support d'identification permettant le déploiement d'un projet d'unification nationale, permettant symboliquement de tenir à distance les élites économiques et politiques (telles que le grand patronat béké<sup>319</sup>, les élus locaux, le préfet et les hauts-fonctionnaires) et de faire face à l'hétérogénéité des identités socio-professionnelles présentes au sein de l'UGTG – y compris lorsqu'il s'agit du petit patronat noir local. Conséquence de cette orientation politique, l'UGTG accepte dans ses rangs tous ceux qui s'estiment « victimes du colonialisme » et tisse autour d'elle un étroit maillage militant prêt à se mobiliser à ses côtés, jouant parfois le registre d'une solidarité guadeloupéenne assez surprenante compte tenu de son positionnement syndical partisan de la lutte des classes<sup>320</sup>.

#### **1) Des assignations particulièrement labiles**

Il faut d'abord comprendre que l'idée de construire un contre-pouvoir dans le cadre de la marche vers l'indépendance est, en réalité, indissociable d'une forme de « bonne

---

<sup>319</sup> « Blancs-créoles » en *kreyol*, traditionnellement : familles propriétaires terriens blancs, d'ascendance aristocratique ou bourgeoise, ayant le plus souvent réalisé leur fortune grâce à la colonisation, au commerce triangulaire ou à l'exploitation de la main d'œuvre esclave dans les plantations sucrières.

<sup>320</sup> Il est également possible que l'affirmation – voire la « réaffirmation » - du positionnement de classe de l'UGTG soit lié à la volonté d'Elie Domota. Il est de notoriété publique au sein de l'UGTG que son secrétaire générale est proche de l'organisation *Travayè e Peyizan* (Travailleurs et Paysans), mouvement lié au trotskisme « lambertiste » du Parti Ouvrier Indépendant dans l'hexagone. Il demeure cependant difficile de savoir ce que pèse réellement ce courant dans les équilibres internes de l'UGTG et dans son orientation.

gouvernance » promue par l'UGTG. Cette logique gestionnaire, dont on va voir qu'elle s'appuie malgré tout sur un référentiel ouvrier, ne se limite pas aux directives adressées aux responsables syndicaux ou aux syndicalistes de la base. Elle peut également prendre la forme d'une interpellation du petit patronat local, voire d'une injonction à ce que ce dernier se conforme à la vision défendue par le syndicat. Dès lors, cette forme d'ouvriérisme ne repose pas tant sur l'idée d'une défense exclusive des intérêts matériels et moraux des travailleurs salariés que sur une forme de mise en capacité collective, instituée et coercitive, qui établit un rapport de force auquel les dirigeants d'entreprises ou les élus se voient forcés de se soumettre.

Il n'est pas rare que l'UGTG mette en place, dans le cadre de conflits opposant des salariés à leur employeur, son propre dispositif de médiation en interne plutôt que d'engager publiquement une mobilisation. Convoquer le patron fautif qui déroge au droit du travail ou refuse une augmentation, le confronter aux dires du salarié et le mettre face à ses responsabilités d'employeur, exercer sur lui certaines formes de pression sont autant d'éléments qui caractérisent le répertoire d'action du syndicat en privé<sup>321</sup>. Ainsi, il n'est pas rare que l'UGTG s'adresse de façon directe à un employeur ou à un responsable hiérarchique en lui rappelant ses obligations, non seulement du point de vue du respect du droit du travail ou de la législation, mais également en invoquant une forme de responsabilité qui incombe aux Guadeloupéens, c'est-à-dire une forme d'exemplarité ou de respectabilité exigible de la part d'un salarié guadeloupéen envers un patron guadeloupéen. Faire entendre raison au patron sur la base d'un argumentaire patriotique est ainsi présenté par l'UGTG comme un moyen de donner raison au travailleur en dernière instance :

Cela se passe comme ça, parfois, il suffit de faire venir le patron à l'UGTG. Il y a des patrons qui ne respectent pas le code du travail et des salariés qui ne connaissent pas le droit du travail. Cela donne lieu à des situations où chacun essaye d'obtenir ce qui est

---

<sup>321</sup> Une situation qui n'est pas sans rappeler les dilemmes stratégiques auxquels font face les protestataires lorsque leurs activités sont liées à des logiques « clientélares » d'une part, et les difficultés pour les sociologues à s'en saisir d'autre part. Une difficulté qui a notamment été soulevée par Javier Auyero et ses collaborateurs : « [...] Étant donné l'accent mis par la recherche sur l'action collective sur les revendications collectives, publiques et ponctuelles, on peut s'attendre à ce que la majeure partie de cette recherche tende à ignorer ses liens avec les arrangements sociaux habituels tels que les relations patrons-clients. Les témoignages recueillis dans les présents retours sur analyses ethnographiques indiquent un fait simple, bien que négligé : les politiques clientélistes et contestataires peuvent parfois être liées, ouvertement ou secrètement. » - AUYERO, Javier, et.al. Contestation et patronage : Intersections et interaction au microscope. *Revue internationale de politique comparée*, Vol.17, 2010/2, p.71-102.

bon pour lui. Et, parfois, il faut rappeler l'employeur à l'ordre, lui rappeler qu'il a des responsabilités en étant patron dans ce pays<sup>322</sup>.

Comme le laisse entendre ce responsable historique de l'organisation, l'UGTG est parfois assez éloignée de la surenchère revendicative qu'on lui impute traditionnellement, notamment lorsqu'il se pose en médiateur entre employeurs et salariés. Si le syndicat peut durcir son discours lorsqu'il estime nécessaire de porter publiquement une accusation de racisme, il existe dans le syndicalisme quotidien nombre de situations où la résolution des conflits au travail passe plutôt par la privatisation du conflit, qui se voit soustrait au regard des médias, des tribunaux de prudhommes, voire de certains salariés. Dans le cas de l'UGTG, on l'a vu, le syndicat s'érige volontiers en représentant du peuple guadeloupéen, y compris dans une vision interclassiste. Lorsque le référentiel ouvrier n'est plus suffisamment lisible ou que son usage s'avère trop délicat à mettre en avant, c'est la question de la souveraineté du peuple guadeloupéen qui le remplace face à l'Etat colonial ou au grand patronat - d'où une rhétorique qui s'appuie sur des montées en généralité « systémiques » concernant la question de l'exploitation ou de la *pwofitasyon* dans son ensemble.

In fine, cette posture permet également de ne pas confronter l'ouvriérisme officiel de l'UGTG à la diversité des registres auxquels son intervention syndicale emprunte – registres qui sont, on l'a vu, particulièrement éclectiques, quitte à évacuer un certain nombre de contradictions pratiques. De ce fait, si le dirigeant d'entreprise est « blanc », la dimension ethno-raciale et coloniale renforce l'oppression de classe : il s'agit d'un « colon », d'un « *pwofitan*<sup>323</sup> ». Et par voie de conséquence, il y a alors de fortes chances que le dirigeant d'entreprise se voie reprocher d'avoir non seulement dérogé au droit mais également d'être raciste. S'il s'agit d'un élu, il peut également être accusé de complicité avec les colons et symboliquement assimilé à la domination des blancs. En revanche, si le patron est noir, la race a tendance à neutraliser la classe et les deux appartenances perdent toute signification systémique au profit du statut de ressortissant national : la « guadeloupéanité » d'un peuple colonisé.

C'est ce que nous allons tenter de démontrer en analysant le conflit autour de l'affaire Pinard, qui nous paraît symptomatique du dilemme de l'UGTG : maintenir un degré symbolique de conflictualité malgré les injonctions à la normalisation du syndicalisme et au dialogue social et, dans le même temps, faire montre de la capacité des travailleurs guadeloupéens à « *faire tourner la boutique* », c'est-à-dire à s'organiser au niveau du lieu de travail en promouvant un

---

<sup>322</sup> Entretien avec Gaby Clavier, ancien secrétaire général de l'UGTG toujours actif dans le syndicat.

<sup>323</sup> Un « exploitateur ».

modèle relativement « harmonieux » de relations professionnelles entre Guadeloupéens. Comme nous allons le montrer, au mot d'ordre de soutien à Jocelyn Pinard et ses camarades va se substituer un mot d'ordre de lutte « *contre l'Etat, contre Total et contre la pwofitasyon* ».

## 2) L'affaire Pinard ou l'éternel dilemme de l'UGTG

La mobilisation à laquelle nous avons insisté le 15 mai 2014 à Jarry, organisée par l'UGTG devant le siège de Total illustre ce « glissement » avec une acuité toute particulière. Le syndicat a en effet décidé d'organiser un rassemblement de soutien dans la tradition du répertoire d'action de l'organisation, coutumière de ce mode d'intervention dans l'espace public. 300 à 400 personnes, principalement des cadres de l'UGTG toutes sections confondues, ont pris leur journée pour « mettre la pression » sur l'entreprise et demander la réintégration de Jocelyn Pinard. Ancien gérant de la station-service Total de Valkanèrs sur la commune de Gourbeyre, ce dernier est accusé de malversation financière (il aurait détourné plusieurs dizaines de milliers d'euros de subventions publiques et refusé de payer les impôts à des fins personnelles et en « redistribuant » une partie de l'argent à ses salariés), suite à quoi il a été licencié par le groupe Total. Comme le soulignait Gaby Clavier au sujet de la mobilisation :

A un moment donné, il s'agit de savoir qui l'on soutient. Nous, à l'UGTG, nous affirmons que les Guadeloupéens savent ce qui est bon pour eux, qu'ils prennent tout ce qu'il y a de bon à prendre à l'Etat français ou au patronat, ça c'est l'habitude du « système D ». On ne leur donne pas tort, *c'est une réaction au système colonial*<sup>324</sup>. D'ailleurs il y a un vieux dicton, que tu connais sûrement, qui dit « *débrouya pa péché*<sup>325</sup> ». Ce que nous critiquons, c'est l'accoutumance, si tu veux, la dépendance qui fait que les gens se tournent vers des solutions malhonnêtes, parce que c'est ce qui génère de l'exploitation entre Guadeloupéens. Mais lorsqu'un Guadeloupéen agit dans le sens de ses intérêts ou de ses compatriotes, notre devoir c'est de souligner la différence entre lui et les *pwofitan*, même si le système D est un peu... en dehors de la légalité. Les syndicalistes de chez nous ne sont pas de voyous pour autant, ce ne sont pas des criminels ! [il répète en créole] *Sendikalis pa kriminel* !

---

<sup>324</sup> Nous soulignons.

<sup>325</sup> « Qui se débrouille ne pêche pas ».



**Rassemblement le siège de Total à Jarry, photographie personnelle**

Ce jour-là, le préavis de grève déposé par les syndicats dans la fonction publique en métropole pour la date du 15 mai a largement favorisé l'agrégation de sections extérieures à l'UTPP, qui ont mis à profit la grève déposée dans l'hexagone pour participer à la manifestation de soutien. Les abords du siège de Total sont abondamment tagués de mots d'ordre en créole dénonçant les abus de Total et la *pwofitasyon*.

Les militantes et militants de l'UGTG ayant répondu à l'appel sont venus habillés aux couleurs du syndicat et sont prêts pour une démonstration de force. Un drapeau Guadeloupéen flotte à l'arrière du cortège qui fait le tour des environs en rangs compacts, bloquant ostensiblement la circulation de la zone commerciale de Jarry sous le regard distant des forces de l'ordre – qui, manifestement, avaient été briefées pour éviter tout débordement et agissaient à ce titre de façon discrète. Max Evariste, leader de Force ouvrière, ainsi que le responsable guadeloupéen de l'Union syndicale Solidaires et celui de la FSU sont également présents mais sans leurs troupes – pour apporter ce qui s'apparente plus à une « caution unitaire » qu'à un réel soutien. Elie Domota et Gaby Clavier, deux leaders bien connus de l'organisation accompagnent Jocelyn Pinard à la table des négociations « express » et ressortent moins d'une demi-heure plus tard. A la sortie, le discours d'Elie Domota aux militants mentionne à peine le soutien à Jocelyn Pinard :



« Camarades, je ressors avec le sourire parce qu'il vaut mieux en rire, mais ces négociations n'ont rien donné. Absolument rien. Il s'agit une nouvelle fois d'une manœuvre pour nous mener en bateau, Total refusant catégoriquement d'entendre parler de la réintégration des camarades. [...] Que va-t-il se passer à présent, hé bien

c'est simple, nous le savons par avance. Il faudra lancer d'autres appels au rassemblement, à la grève, et peut-être au blocage. Il faudra apporter la solidarité aux travailleurs dans les stations-service et continuer de mobiliser contre Total et contre la *pwofitasyon*. Eh oui, nous savons comment cela va se passer : nous bloquerons les ronds-points et les *mamblos*<sup>326</sup> arriveront avec des gaz lacrymogènes. Tout cela ne nous surprend pas, puisque ce que l'on voit le plus clairement dans cette affaire, c'est que l'Etat se fait complice du patronat pour liquider une entreprise qui fait des bénéfiques. L'Etat se fait complice d'une entreprise qui licencie et persécute des syndicalistes. Pour nous c'est inacceptable, au vu de cette situation, et j'appelle tous les camarades ici présents à retourner à la base auprès de leurs sections avec la perspective de se mobiliser. ».

Un premier point qui suscite l'étonnement dans l'affaire Pinard réside dans la mobilisation d'un syndicat qui se réclame « ouvrier » apporté à un gérant de station-service – et donc, à un patron. Une situation étonnante car peu commune pour qui travaille sur le champ syndical, dont le principe d'unité réside dans le fait même d'organiser prioritairement des salariés. Or, si l'UGTG joue ostensiblement sur le fait que Jocelyn Pinard et ses subordonnés sont légalement des salariés du groupe Total, il n'en demeure pas moins que Jocelyn Pinard est symboliquement un « petit patron » et que c'est en tant que gestionnaire d'une entreprise qu'il a été licencié par le groupe et qu'il se trouve impliqué dans un contentieux avec l'Etat.

Lorsque l'on se penche sur le cadrage de cette mobilisation par l'UGTG, un parallèle apparaît avec le sens au sens que Luc Boltanski et Elisabeth Claverie confèrent au terme d' « affaire »<sup>327</sup>. On retrouve en effet une mobilisation cherchant à dé-singulariser la cause de Jocelyn Pinard, soit le « [...] rassemblement de personnes différentes, associées pour dénoncer un même abus ou encore pour exiger la réparation d'une même offense possédant un caractère public » afin de produire une logique de concernement apte à mobiliser les publics qui lui sont extérieurs<sup>328</sup>. Or, il apparaît que c'est précisément sur cette question de dé-singularisation de l'affaire Pinard que vient buter l'UGTG, malgré la mobilisation des registres caractéristiques repérés par Boltanski et Claverie : le registre normatif (faire de la protestation une question de justice), le registre argumentatif (montrer que la vérité est du côté de Jocelyn Pinard et ses employés, et non de Total ou de l'Etat) et le registre émotionnel (insistant notamment sur la souffrance de l'intéressé au travers de la grève de la faim).

---

<sup>326</sup> Force de l'ordre, en créole.

<sup>327</sup> « Du monde social en tant que scène d'un procès ». In. OFFENSTADT, Nicolas, BOLTANSKI, Luc, CLAVERIE, Elisabeth, et al. *Affaires, scandales et grandes causes : De Socrate à Pinochet*. Paris? : Stock, 2007 : p. 395 - 452.

<sup>328</sup> Idem, pp. 425-456.

Malgré les efforts de l'UGTG, il persiste une forme de suspicion quant à sa légitimité à sortir des questions de droit du travail ou de représentation des salariés. A ce titre, l'UGTG est tout à fait consciente des difficultés à faire admettre auprès de l'opinion publique que la cause de Jocelyn Pinard serait totalement juste. C'est la raison pour laquelle l'organisation met en avant la figure d'une victime d'un système colonialiste qui « *traite un petit patron comme un voyou* » au prétexte qu'il aurait simplement utilisé les contradictions du système à son avantage, tout en maintenant l'emploi salarié de ses compatriotes guadeloupéens. C'est donc le fait que l'Etat se fasse complice d'une multinationale pour empêcher la reprise d'une entreprise lucrative par des Guadeloupéens qui justifie l'intervention de l'UGTG dans ce contexte – pour des motivations qui paraissent, in fine, profondément politiques et éloignées du syndicalisme.

#### **a) Un conflit symbolique et stratégique**

Il faut ici comprendre que le secteur des produits pétroliers de l'UGTG possède une histoire tout à fait particulière. Dès les débuts du syndicat UGTG des produits pétroliers, l'effort de syndicalisation répond à un objectif stratégique double : d'abord, il s'agit de s'assurer le contrôle d'un moyen de pression sur les autorités politiques et économique au travers de la distribution de l'essence. Au sein du dispositif déployé par l'UGTG pour être crédible en tant que contre-pouvoir local, l'UTPP continue de représenter une relative « menace » pour les institutions et permet à l'ensemble de l'UGTG d'interpeller l'opinion publique guadeloupéenne, ou de contraindre les autres organisations à réagir à son appel. Un autre aspect est à prendre en compte : l'effort de syndicalisation de l'UGTG dans les stations-service est l'occasion d'afficher ses ambitions indépendantistes et de faire du secteur des produits pétroliers une vitrine d'autopromotion pour l'organisation. Cette autopromotion se donne à voir au travers de l'ordonnancement plus ou moins planifié de ce vers quoi pourrait tendre un modèle gestionnaire – voire entrepreneurial - des indépendantistes, qui serait pour une part alternatif à celui existant (abondamment désigné comme « colonial ») tout en s'efforçant d'être relativement en phase avec les besoins spécifiques de la population insulaire.

Ainsi, à mesure que l'UGTG syndiquait un nombre important de travailleurs dans les stations-service, elle s'assurait une implantation dans un secteur aux retombées économiques importantes et amenant des perspectives d'emploi – y compris peu qualifié - donc répondant directement aux demandes des fractions paupérisées ou déclassées de la société guadeloupéenne. La politique d'embauche et de syndicalisation dans les stations-service

s'apparente également à un modèle d'encadrement qui ne se détourne pas forcément du modèle traditionnellement paternaliste de l'entreprise aux Antilles mais propose d'y intégrer et d'y associer des prolétaires guadeloupéens – y compris en mettant en avant l'image positive du petit patronat comme faisant partie des aspirations des Guadeloupéens à l'autogouvernement. De fait, il est plus simple pour l'UGTG de jouer sur les contradictions internes de l'organisation économique (80% de petites entreprises en Guadeloupe, donc beaucoup plus de perspective de promotion sociale par l'auto-entrepreneuriat à petite échelle) que de chercher à mettre en avant une réorganisation complète de l'appareil productif actuellement en place. En outre, cette promotion du petit patronat privé permet de s'affranchir symboliquement de la tutelle étatique et du colonialisme « résiduel » qui, aux dires de l'UGTG, « parasite » la fonction publique, ou de remettre en cause une forme d'assistanat étatique accusée de favoriser l'apathie des Guadeloupéens.

### **b) Le spectre de la répression**

Assez vite pourtant, la question des cadres dans ce secteur stratégique s'est posée au sein de ce secteur des produits pétroliers, qui va se trouver être la cible d'une surveillance et d'une répression étatique importantes pour tenter de contrer les efforts de l'UTPP-UGTG de s'implanter durablement. Forte de sa tradition de syndicalisme d'action directe, l'UGTG va donc faire travailler l'UTPP en étroite relation avec des militants expérimentés dans les questions de répression, voire de lutte armée. C'est ainsi que bien avant l'affaire Pinard, l'« affaire Bourguignon » (cadre de l'UGTG éducateur de son métier, inquiété dans les années 1980 pour atteinte à la sûreté de l'Etat en raisons de ses activités clandestines au sein du Mouvement pour Guadeloupe indépendante) ou l'affaire Madassamy témoignaient déjà du fait que l'Etat français prenait la question de l'essence extrêmement au sérieux, réprimant et stigmatisant systématiquement les manifestations UGTG-istes. Jusqu'à faire effectuer un mois de détention provisoire à Gabriel Bourguignon en 2004 (accusé de tentative d'incendie à la SARA lors d'un rassemblement, accusation abandonnée par la suite) ou à inculper Michel Madassamy, responsable du service d'ordre de l'UGTG, en prétextant qu'il aurait molesté seize gendarmes durant un sit-in, là encore à la SARA, en 2002<sup>329</sup>. Comme l'explique Gabriel Bourguignon, que nous avons rencontré en 2014, le conflit autour de la station Valkäners réactive cette mémoire de la conflictualité :

---

<sup>329</sup> Voir le document

Le conflit Total montre que Total est un Etat dans l'Etat. Le droit le plus simple n'est pas respecté : il faut une grève de la faim, qu'un homme reste 46 jours en grève de la faim pour que quelqu'un dise qu'il n'a qu'à aller aux prud'hommes, mais ce n'est pas le fond de l'histoire ! Comme ce sont des militants de l'UGTG qui ont repris l'entreprise car le droit de péremption existe, ça aussi c'est un choix qui a été fait par les travailleurs... Des entreprises qui sont viables, des secteurs économiques qui portent l'économie, qui génèrent aussi beaucoup de richesse sont la cause même de cette répression antisyndicale. On le voit, dès que l'on met une action autonome, les travailleurs de l'UGTG se heurtent au refus du droit ! C'est le refus du droit : à un moment donné, sur le conflit Total, on les a accusés d'être des voleurs, on a pensé que c'était la station Valkäners qui alimentait [l'UGTG]... Il faut savoir que nous n'avons pas de tutelle financière, parce que nous sommes libres et indépendants, nous nous inscrivons dans cette indépendance. Nous sommes la plus grande union syndicale en Guadeloupe, nous sommes libres. Et nous ne craignons pas d'articuler la revendication avec la confrontation, je dirais... militaire. Il y a toujours un aspect militaire, dès que l'on rentre dans l'action revendicative, elle devient une action politique et militaire.

On le voit clairement à l'aune de cette mobilisation : l'UGTG essaye de jouer sur plusieurs tableaux. En premier lieu, l'organisation indépendantiste s'évertue à continuer d'apparaître comme la plus apte à défendre les intérêts des salariés guadeloupéens, en dénonçant les rétorsions infligées aux travailleurs de l'île par certains groupes à l'activité lucrative et ce en dépit d'un contexte de crise qui affecte particulièrement le marché du travail dans les activités de service. Par ailleurs, il faut également noter que la volonté de pérenniser ce monopole symbolique du registre contestataire incite l'UGTG à se lancer, en solitaire, dans des conflits qui sont parfois impopulaires.

De la même façon, les responsables syndicaux indépendantistes s'interdisent de commenter l'activité des autres organisations qui, situées en dehors du giron des organisations patriotiques, pour mieux signifier l'exclusivité du combat indépendantiste. Une nouvelle fois, cette posture rappelle les ambitions hégémoniques de l'UGTG et disqualifie intrinsèquement les autres organisations « *dont l'anticolonialisme n'est pas conséquent, dont les modalités d'action ne sont pas assez radicales, dont les préoccupations sont éloignées de celles des Guadeloupéens* ». Se sachant relativement esseulé et au vu des difficultés à populariser la lutte en soutien à Jocelyn Pinard, le syndicat hésite entre continuer à agir de façon solitaire en mobilisant son argumentaire traditionnel et reprendre le chemin d'une intersyndicale qui lui avait permis de mobiliser largement autour d'elle durant la période du LKP et de redorer son

image – même si elle avait dû, pour ce faire, accepter de relativiser son hégémonie et d'accepter de s'insérer dans un travail unitaire<sup>330</sup>.

### ***Conclusion***

L'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe s'érige en dépositaire exclusive du combat politique indépendantiste, par son action combinée de défense et de représentation des salariés mais aussi son travail d'éducation populaire et d'encadrement ouvrier au nom de la lutte pour l'auto-détermination et l'indépendance. Née des mobilisations agraires des années 1960-1970, l'organisation continue sur la voie d'un syndicalisme à vocation hégémonique, tentant d'adapter son activité aux réalités politiques, socio-économiques et culturelles locales. Cette tentative d'articulation impose notamment au syndicat de prendre en considération différents rapports d'exploitation et de domination, façonnant un univers de pratiques et de sens original. Car c'est souvent en jouant sur la figure d'un travailleur guadeloupéen « symboliquement surinvestie et sociologiquement indéterminée<sup>331</sup> » que l'UGTG s'accorde le privilège de dire qui est Guadeloupéen et qui ne l'est pas.

Ainsi, les recommandations et les injonctions à la probité prennent acte du fait que la société guadeloupéenne est une société raciste et que les environnements de travail le sont potentiellement. Pour autant, le combat contre la prégnance des stéréotypes vise autant à valoriser la condition noire qu'à se défaire du stigmate imposé par l'inscription culturelle du racisme, d'autant plus lorsque l'UGTG entend s'attaquer aux discriminations ou battre en brèche les représentations inégalitaires liées au racisme sur les lieux de travail. Dans tous les cas, c'est toujours au nom d'une appartenance nationale – réelle ou fantasmée, puisque cette appartenance est inférée de la race visible (le phénotype) – que s'effectue l'opération d'assignation à des positions sociales : celle du Français/colon et celle du Guadeloupéen/colonisé. Ce faisant, l'organisation concourt aussi à la production de rapports sociaux de classe et de race : tantôt en déconstruisant les stéréotypes et les préjugés de classe et le racisme à l'encontre des travailleurs, tantôt en accomplissant une identité syncrétique et essentialisée du peuple guadeloupéen visant soit à convaincre, soit à exclure, ceux qui ne partagent pas son projet indépendantiste.

---

<sup>330</sup> Ce sera notamment l'objet du sixième chapitre consacré à la formation des coalitions protestataires.

<sup>331</sup> Pour reprendre l'expression d'Alexandre Jaunait et Sébastien Chauvin dans leur article consacré au statut épistémologique des positions intersectionnelles dans le cadre des luttes sociales. Voir CHAUVIN, Sébastien, JAUNAIT, Alexandre. « L'intersectionnalité contre l'intersection. » *Raisons politiques*. 22 juin 2015, n° 58, p. 55-74.

## Chapitre IV. « Se syndiquer pour la lutte des classes » : la CGT Guadeloupe et la CGT Martinique

---

« Face à la barbarie du Capitalisme, nous répondrons par la Guerre Sociale »

Slogan imprimé sur les T-shirts officiels du Congrès 2013 de la Confédération Générale des Travailleurs de la Guadeloupe – CGTG

« *Viv premié mè, viv travayè ka goumé de par le monde, vive la CGTG, et nou kay fend tchou a yo* <sup>332</sup> »

Conclusion de l’allocution de Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG, le 1<sup>er</sup> Mai 2015 à Sainte-Rose

### ***Introduction***

Dans le chapitre précédent, consacré à l’Union générale des travailleurs de la Guadeloupe, nous avons pu appréhender les spécificités organisationnelles et logiques du recours à l’action collective du syndicalisme indépendantiste. Pour continuer notre exploration du champ syndical aux Antilles, nous allons à présent nous pencher sur la Confédération générale du travail en Guadeloupe et en Martinique, partant du principe qu’outre leur affiliation commune, ces deux syndicats présentent de nombreuses similitudes. En 2015, la Confédération Générale des Travailleurs de la Guadeloupe est considérée, en termes de représentativité et en nombre de militants, comme le second syndicat de l’île. Revendiquant aujourd’hui plus de 6000 adhérents, la CGTG est historiquement implantée dans le secteur du bâtiment et les plantations de bananes, où elle est toujours majoritaire. En Martinique, la CGTM est considérée comme le premier syndicat de l’île (avec près de 10 000 adhérents revendiqués) et s’est imposée comme le premier syndicat aux élections professionnelles, avec de véritables bastions cégétistes dans les services publics hospitaliers, à EDF, chez les travailleurs communaux, etc., mais également chez les dockers ou dans la culture et la récolte de la banane.

Pour qui est familier de la CGT dans l’hexagone, il faut se figurer que les deux syndicats présentent un profil organisationnel proche des secteurs les plus radicaux de la CGT

---

<sup>332</sup> « *Vive le premier mai, vive les travailleurs qui luttent de par le monde, vive la CGTG, et on va leur foutre au c...* » - traduction personnelle.

métropolitaine<sup>333</sup>, la CGTG comme la CGTM se voulant très autonomes vis-à-vis du syndicat CGT « français » avec lequel ils entretiennent une sororité conflictuelle. Pour expliquer cette évolution, on peut d'emblée noter que l'absence de lien organique avec la centrale française, si elle se traduit par des difficultés en termes de représentation du fait de la non-reconnaissance du fait syndical en Guadeloupe (puisque'il faut en effet être affilié, de façon sectorielle, à une confédération hexagonale pour satisfaire les critères de représentativité<sup>334</sup>), a participé à soustraire les organisations locales aux tensions générées en France par l'accession de la gauche institutionnelle au pouvoir parmi les milieux syndicaux<sup>335</sup>. Dans le même ordre d'idée, il faut aussi comprendre que le caractère plus restreint de ces organisations limite certains effets liés à la division bureaucratique de la prise de décision caractéristique des grandes confédérations syndicales métropolitaines<sup>336</sup>. Néanmoins, il s'agit également de prendre en compte l'hétéronomie de l'espace des mouvements sociaux et le travail politique réalisé par les militants trotskistes qui s'évertuent à faire de la CGTG et de la CGTM des syndicats « lutte de classes ». En effet, les deux organisations syndicales ont été progressivement « reprises » en main par des équipes militantes membres ou proches de l'organisation trotskiste Combat ouvrier<sup>337</sup>, pour lesquelles elle a constitué une structure de rémanence au cours du reflux militant de l'extrême gauche dans les années 1990<sup>338</sup>.

---

<sup>333</sup> Tant il est vrai qu'il serait, à ce stade, problématique de considérer la CGT métropolitaine comme un tout homogène dans la mesure où cohabitent des secteurs liés à la gauche institutionnelle ou plus radicaux selon les branches ou les territoires - certains étant marqués par une influence forte du PCF ou du Parti ouvrier indépendant (POI).

<sup>334</sup> Et ce d'autant plus si l'on considère les incidences de la dernière réforme de la représentativité syndicale, dont les effets ont été étudiés par Sophie Bérout et Karel Yon : BEROUD, Sophie, YON, Karel. Représenter les salariés dans l'entreprise après la loi du 20 août 2008. *Politiques de communication*. 29 décembre 2014, n° 2, p. 51-78.

<sup>335</sup> Tensions abondamment décrites dans les travaux de Julian Mischi à propos de la désorientation syndicale liée aux changements de ligne du Parti communiste. Voir MISCHI, Julian. *Le communisme désarmé*. Paris : Agone, 2014, 336p.

<sup>336</sup> Certains auteurs, tels que Françoise Piotet, parlent par exemple d'« anarchie organisée » pour désigner, au sein du mécanisme de prise de décision, les interférences générées par les contradictions qui se donnent à voir entre différents échelons hiérarchiques ou les logiques propres aux différents espaces géographiques et socio-professionnels qui cohabitent au sein de la CGT dans l'hexagone. Voir à ce sujet : PIOTET, Françoise. La CGT, une anarchie (plus ou moins) organisée ? *Politix*. 30 mars 2009, n° 85, p. 9-30.

<sup>337</sup> Combat Ouvrier est une organisation politique d'obédience trotskiste fondée en 1971 et issue de la Ligue des Travailleurs Communistes Antillais. Membre de l'Union Communiste Internationaliste dont elle est la section antillaise, Combat Ouvrier entretient des liens étroits de fraternité et d'entraide avec l'organisation française Lutte Ouvrière.

<sup>338</sup> Confère chapitre 2.

S'il n'est pas toujours aisé de mettre en lumière l'influence réelle de l'extrême gauche au sein de la CGT aux Antilles, on peut en revanche noter un certain nombre d'éléments qui attestent une présence trotskiste au sein des syndicats. Ainsi, les secrétaires généraux des deux organisations, Ghislaine Joachim-Arnaud en Martinique et Jean-Marie Nomertin en Guadeloupe, sont membres de Combat Ouvrier, depuis 1990 pour la première et 2002 pour le second. Lors de notre premier terrain en Guadeloupe, réalisé en 2012, nous nous étions déjà aperçus qu'outre Jean-Marie Nomertin, plusieurs membres animateurs du syndicat dont il sera ici question (Danielle Diakkok ou Marie-Agnès Castrot, entre autres) étaient membres de l'organisation trotskiste. Par la suite, c'est en cherchant à contacter des responsables syndicaux de la CGT-Martinique en 2013 que nous nous sommes livré à une comparaison entre la composition du « bureau confédéral » de la CGTM et les listes présentées par Combat Ouvrier aux élections régionales de 2010. Nous faisons à ce moment le constat suivant : sur les treize membres du bureau confédéral, neuf d'entre eux avaient été candidats sous la bannière de l'organisation trotskiste – et tous seront de nouveau candidats en 2015.

Par la suite, notre travail d'enquête nous a permis, au fil des entretiens et des observations, de reconstituer les trajectoires militantes - à la fois individuelles et collectives - qui ont conduit les militants de Combat Ouvrier à occuper des postes de responsabilité dans la hiérarchie de la CGT et, surtout, à être des animateurs de la vie syndicale et des entrepreneurs de mobilisation. Ce faisant, nous avons donc cherché, non à considérer les syndicats CGT des deux îles comme la « courroie de transmission » de Combat Ouvrier, mais à rendre compte de l'importance du travail effectué par les militants politiques au sein de l'organisation, en termes de structuration, de recrutement et de positionnement dans le champ des luttes sociales : affirmation d'une ligne de classe et de masse, refus de la compromission de classe avec le patronat, efforts déployés pour susciter l'organisation à la base - en bref, des réflexes organisationnels caractéristiques de l'investissement de militants d'extrême gauche. Par ailleurs, comme nous l'avons montré précédemment, cette présence importante des responsables trotskistes au sein de la CGT ne traduit pas seulement un effort de structuration autour d'une orientation politique particulière mais témoigne également d'ensembles générationnels et politiques qui apparaissent, de façon relativement synchrone, lorsque l'on se penche sur l'entrée des militants trotskistes dans le monde syndical.

Forts de la dizaine d'entretiens réalisés avec des militants déclarés de Combat Ouvrier et trois avec des « sympathisants » participant occasionnellement à des activités de CO, parmi la quinzaine de militantes et de militants de la CGT que nous avons rencontrés sur les deux îles,

nous avons tenté de prendre au sérieux le récit sur l'organisation par ses membres, avec toutes les limites de l'homogénéité discursive et du conformisme identitaire que cette parole recèle. Mais nous avons également essayé de confronter cette politique de Combat Ouvrier (qui donne parfois l'impression d'être le centre de gravité de la CGT en Guadeloupe ou en Martinique) à des ensembles sociaux et culturels plus vastes que ceux recoupant le cadre du combat politique ou syndical. Par conséquent, nous entendons présenter quelques éléments caractéristiques de l'investissement des militants trotskistes de l'Union communiste internationale au sein de la CGT en Guadeloupe et en Martinique.

C'est là le sens du « travail politique » que nous entendons analyser, en nous inspirant des travaux qui visent à rendre compte d'une culture politique et syndicale spécifique inscrite dans une forme d'entre soi militant<sup>339</sup>. Les divers travaux historiques concernant la façon dont les militants communistes concevaient leur rôle au sein de la CGT nous semblent ici tout particulièrement éclairants, dans la mesure où les modalités d'investissement politique de l'activité syndicale cégétiste en Guadeloupe et en Martinique empruntent à la tradition communiste française<sup>340</sup>. Notre chapitre sera également l'occasion de questionner la dimension politique de la notion de culture syndicale, telle que celle-ci est traditionnellement envisagée dans la sociologie du syndicalisme française et états-unienne<sup>341</sup>.

### ***A - Diriger un syndicat « en révolutionnaire » ?***

Comme nous l'avons souligné dans notre introduction et au cours des précédents chapitres, il semble que la conception « révolutionnaire » du syndicalisme qui prévaut à la CGT soit d'abord le fait de l'investissement stratégique de militants trotskistes issus de

---

<sup>339</sup> Nous inspirant notamment de la perspective adoptée par: YON, Karel. « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, vol.18, 70, 2005, p. 137-167 et de RENO, Gildas. « L'institution à l'état vif. Sociabilités et structuration des groupes dans un syndicat de salariés », *Politix*, 2003, n°63, p. 53-77.

<sup>340</sup> Par exemple, dans les travaux d'historiens sur la culture communiste au sein de la CGT hexagonale, tels l'ouvrage dirigé Par Jean Vigreux et Serge Wolikow : VIGREUX, Jean, WOLIKOW, Serge. *Cultures communistes au XXe siècle*, Paris : La Dispute, 2003, 320 p. Le premier ouvrage tiré de la thèse de Julian Mischi, contient également nombre d'éléments qui font écho avec nos observations concernant l'articulation entre militantisme politique et militantisme syndical et surtout quant à l'imbrication entre les deux et le fait de ne pas les penser comme distincts : voir MISCHI, Julian. *Servir la classe ouvrière, sociabilités militantes au PCF*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2010, p.

<sup>341</sup> Pour ce qui est de la sociologie américaine, nous pensons notamment aux travaux d'Elisabeth Clemens sur les militants syndicalistes américains au début du XXe siècle. Voir CLEMENS Elizabeth. « Organizational form as frame: Collective identity and political strategy in the American labor movement, 1880-1920 » in. McADAM (D.), Mc CARTHY (J.), ZALD (M.), dir. *Comparative Perspectives on Social Movements. Political opportunities, Mobilizing Structures and Cultural Framings*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996.

l'organisation Combat Ouvrier. Ce sont eux qui assurent l'essentiel des tâches de direction, d'animation et de formation des syndicats CGT en Guadeloupe et en Martinique depuis les années 1980 et 1990, années durant lesquelles ils ont conquis l'appareil cégétiste au terme d'un travail patient de construction et de structuration, en réaction à la tentation hégémonique des différentes mouvances indépendantistes et au déclin du Parti communiste sur les deux îles. L'affirmation de cette « ligne de classe <sup>342</sup> » et « révolutionnaire » chère aux militants trotskistes fait partie des *topoi* de l'organisation cégétiste. Il est fréquent de la retrouver dans le discours des enquêtés comme lors des observations menées au contact des syndicats CGT en Guadeloupe et en Martinique ou dans les textes d'orientation <sup>343</sup>.

### 1) Un entrisme « à drapeau déployé » ?

Pour mieux illustrer notre propos, nous retranscrivons ici les propos de Jean-Marie Nomertin, actuel secrétaire général de la CGTG et porte-parole de Combat Ouvrier en Guadeloupe. Ce discours a été tenu dans son introduction à la deuxième journée de formation à destination des nouveaux adhérents, dans le cadre du Centre régional d'éducation ouvrière. Cette intervention, qui peut paraître étonnante pour des observateurs plus familiers du syndicalisme hexagonal, exprime assez clairement la façon dont les objectifs politiques du syndicat sont présentés par la direction de la CGTG à ses adhérents :

« Bien le bonjour camarades, certains me connaissent, je suis Jean-Marie Nomertin, je suis secrétaire général de la CGTG. Alors, ce n'est pas un titre honorifique, hein, nous sommes un syndicat démocratique, parmi les dirigeants moi je leur fais confiance, nous sommes tous un peu secrétaires généraux. Je voudrais saluer tous les camarades qui sont présents aujourd'hui pour cette journée de formation organisée par la CGTG. Alors, la première chose que je voulais dire c'est que la *CGTG est un syndicat révolutionnaire* <sup>344</sup>. C'est-à-dire un syndicat de luttes, et que cette lutte c'est une lutte de classes. C'est pour cela que vous êtes là, et c'est pour ça que la CGTG met en place ce volet idéologique de la formation, que nous considérons très important pour mener les combats qui attendent le syndicat. C'est important, parce que c'est la seule façon d'obtenir des victoires syndicales. Il y a quelques jours on a mené des actions pour réintégrer des camarades dockers, eh bien même si le tribunal avait ordonné la réintégration des camarades, ce n'est qu'au prix des actions qu'on a obtenu gain de

---

<sup>342</sup> « La CGTG est un syndicat de classe, c'est-à-dire qu'elle syndique exclusivement des salariés. [...] C'est un syndicat de masse, car plus les salariés sont nombreux à s'organiser pour se défendre face aux agressions du patronat, plus ils sont forts individuellement et collectivement. » - *Pour les 50 ans de la CGTG*, brochure de la CGTG, novembre 2011.

<sup>343</sup> Voir par exemple l'annexe n°5 qui reproduit un texte d'orientation issu du congrès de la CGTM.

<sup>344</sup> Nous soulignons.

cause<sup>345</sup>. Quelque part, les patrons d'AREMA – c'est l'entreprise qui employait ces camarades - ils vous ont donné l'occasion de rentrer dans la lutte ! [...] Vous verrez ça, mais à la CGTG, c'est l'assemblée générale des salariés qui décide. La façon de fonctionner de la CGT est collective. Seuls les syndiqués décident. On s'adresse toujours aux non-syndiqués, ils ont le droit d'être informés, mais ce sont les militants qui décident. C'est pour ça qu'il faut apprendre la démocratie, le débat. Un syndicaliste n'est pas là pour imposer quoi que ce soit aux autres membres de l'organisation. Si on est minoritaire on défend son idée, et peut-être un jour, on renverse la tendance. Par exemple : les responsables de la CGT, historiquement - je fais un rappel hein, les gars comme Ludger, Morvan<sup>346</sup>, ils étaient membres du Parti Communiste qui était puissant. Moi je suis à Combat Ouvrier, je suis là pour les camarades qui luttent, quelle que soit leur opinion. Mais c'est également pour ça que l'on a besoin de camarades qui se portent volontaires pour être dirigeants. Nous manquons de dirigeants, donc voilà, malheureusement trop de syndicalistes ne sont qu'adhérents. C'est l'enjeu de nos formations, que des camarades sortent du rang et prennent leurs responsabilités, en connaissance de cause. Voilà, j'espère que vous trouverez des réponses à vos questions, n'hésitez pas à demander. Ici, on n'est pas ici à l'école, n'hésitez pas à nous donner des retours aussi parce que nous souhaitons mettre en place des formations les plus interactives possibles ! Je vous souhaite de bonnes journées de formation au CREO ! »

Dans cette introduction, on relève facilement l'importance d'une forme de pédagogie de la lutte des classes, qui met en exergue le caractère révolutionnaire de l'organisation syndicale. Comme on peut le voir, afficher son appartenance à Combat Ouvrier permet à la fois de souligner une forme de pluralisme politique (puisque le syndicat a été dirigé par des communistes avant d'être dirigé par des trotskistes) tout en s'inscrivant dans une forme d'héritage ouvrier et communiste. Sachant la délicatesse des relations entre le Parti Communiste et la CGT en France hexagonale depuis les années 1990, une telle façon d'évoquer la politique à la CGT peut paraître incongrue<sup>347</sup>. Pour les militants de Combat Ouvrier, qui ont longtemps été minoritaires dans le syndicat et qui sont toujours marginaux du

---

<sup>345</sup> Au moment de cette réunion, ce conflit vieux de près de trois ans opposait la direction du groupe AREMA à plusieurs dockers militants à la CGTG. Il sera évoqué plus longuement dans le cadre de la dernière sous-partie de ce chapitre.

<sup>346</sup> Ludger et Morvan étaient les deux prédécesseurs de Jean-Marie Nomertin à la tête de la CGTG, ils étaient effectivement membres du Parti Communiste Guadeloupéen.

<sup>347</sup> Notamment au vu des difficultés des syndicats à maintenir une posture contestataire vis-à-vis de la gauche socialiste au pouvoir et, dans le même temps, aux tentatives de démarcation de l'appareil CGT-iste vis-à-vis du Parti Communiste, analysées notamment par Baptiste Giraud : GIRAUD, Baptiste. « L'affrontement politique transfiguré par les logiques de l'action syndicale », in. GEAY, Bertrand ; WILLEMEZ Laurent. *Pour une gauche de gauche*. Bellecombe en Bauge : Ed. du Croquant, 2008 : p. 37-56.

point de vue électoral, il s'agit au contraire d'afficher une forme de tradition révolutionnaire, un « communisme préservé » dont ils sont les héritiers et qui leur confère d'autant plus de légitimité – au-delà de leur position statutaire - que l'histoire de la CGT racontée aux nouveaux arrivants est l'histoire qu'ils ont eux-mêmes faite, dite et écrite.

En outre, la volonté d'inculquer dès l'entrée dans le syndicat une visée interprofessionnelle, comme le fait de mettre en avant les conflits en cours, dont les participants à la journée de formation se voient informés, indique toute l'importance attribuée aux mobilisations syndicales voire aux mouvements sociaux en règle générale. L'inclusion de ces coordonnées politiques et sociales à la formation syndicale – désignée ici comme une « *lutte idéologique* » font clairement partie de ce travail de conscientisation que les militants « révolutionnaires » entendent mener au sein de la CGT. Mais on perçoit également que la dimension hautement symbolique de ce cadrage « révolutionnaire » compose ici avec un souci d'inclusion : il ne s'agit pas non plus d'effrayer les nouveaux entrants avec un corpus idéologique communiste et révolutionnaire mais plutôt de les inciter à s'impliquer, à prendre des responsabilités et à débattre de telles idées dans le cadre offert par le syndicat. Le fait de mettre en avant une « équipe dirigeante » et non une seule personne – et ce malgré l'omniprésence du secrétaire général dans la vie de l'organisation – est également révélateur de cette posture paradoxale : inciter les militants à se projeter en tant que potentiels responsables syndicaux et en tant que futurs animateurs des luttes politiques, tout en atténuant la portée cette responsabilité et en euphémisant les délimitations idéologiques imposées par le bagage des militants trotskistes.

#### **a) Une organisation symétrique en Guadeloupe et en Martinique**

À l'instar de Jean-Marie Nomertin en Guadeloupe, Ghislaine Joachim-Arnaud ne fait pas grand mystère du travail de structuration entrepris par Combat Ouvrier au sein de la CGT en Martinique. Pour autant, elle aussi insiste à la fois sur le côté stratégique de cette orientation révolutionnaire tout en affichant une volonté de pluralisme à l'intérieur du syndicat. D'ailleurs, notre enquêtée évoque, en parlant des militants de la CGTM, des travailleurs « *plus conscients que les autres* » ou « *plus éduqués à la lutte de classes* » :

Nous [à *Combat Ouvrier*] on estime qu'une organisation syndicale n'est pas une organisation politique. Alors bien sûr, on vit dans un système qui pousse les travailleurs à s'assembler pour défendre nos intérêts. Mais la base de rassemblement c'est le fait d'être un salarié. On se fait embaucher parce que l'on a besoin de travailler, mais quand on vous embauche on ne vous demande pas si vous êtes de

gauche, d'extrême gauche, athée ... Donc, de la même façon, lorsque l'on fait du syndicalisme, on ne peut pas exiger cela d'un travailleur, *il n'y a rien d'automatique dans le fait de devenir un révolutionnaire*<sup>348</sup>. Par contre, c'est vrai que ce n'est pas innocent d'avoir choisi la CGTM. Nous [à *Combat Ouvrier*] on a choisi la CGTM parce qu'on estimait, et on estime encore, que c'était l'organisation la plus implantée à l'intérieur de la classe ouvrière. Et c'est, malgré tout, un endroit où les travailleurs sont les plus éduqués à la lutte de classes. Et donc il nous a semblé qu'il fallait renforcer cette organisation et non en fonder une nous-mêmes. Je me répète, mais il va forcément y avoir des opinions politiques, philosophiques ou religieuses différentes, c'est une organisation démocratique. Mais l'orientation c'est la lutte des classes, on ne change pas les choses en faisant de beaux discours. Et c'est important d'y être parce que c'est le premier endroit où vont les travailleurs quand ils sont confrontés à un problème et, surtout, quand ils se mettent en mouvement à propos de ce problème.<sup>349</sup>

Dans le même temps, le discours de la responsable syndicale cégétiste martiniquaise ne semble pas tout à fait au diapason de son homologue guadeloupéen. On perçoit, de la même façon, que la question du recrutement correspond d'abord à des impératifs politiques, sans y être totalement assujettie. Si Ghislaine Joachim évoque le travail syndical comme une étape précédant un engagement révolutionnaire « [qui n'a] *rien d'automatique* », elle est aussi consciente de devoir composer avec l'hétérogénéité des profils salariés au sein de la CGT. Cette attitude précautionneuse illustre, là encore, la volonté de préserver l'image inclusive du syndicat comme une structure censée « *accueillir les travailleurs* ». Ce faisant, son discours insiste davantage sur les contradictions constitutives de l'action syndicale que celui de Jean-Marie Nomertin. Il ne s'agit pas seulement d'une question de gradation dans les niveaux de politisation, mais d'exprimer la tension entre la nécessité d'avoir la base syndicale la plus large possible et le fait de faire émerger des revendications de lutte des classes.

Comme nous l'avons montré au cours des précédents chapitres, cette prévalence des discours trotskistes ne doit rien au hasard : elle est le produit d'une histoire politique particulière qui s'est déportée vers les organisations syndicales et qui a conduit les militantes et les militants de *Combat Ouvrier* à devenir des dirigeants syndicaux. Une fois évoqué le caractère délibérément politique de telles prises de positions de l'organisation de la part des secrétaires généraux de la CGTG et de la CGTM, nous allons chercher à démontrer l'influence idéologique qu'exerce le communisme révolutionnaire au sein de ces deux syndicats comme registre d'intellectualité, mais également comme prescripteur de conduites

---

<sup>348</sup> Nous soulignons.

<sup>349</sup> Entretien avec Ghislaine Joachim-Arnaud, secrétaire générale de la CGTM et porte-parole de *Combat Ouvrier*, juin 2013.

dans les affaires courantes du syndicat et comme marqueur de distinction au sein de l'espace des mobilisations.

### **b) Pour une analyse des affinités trotskistes en milieu syndical**

Comprendre l'influence d'un groupe politique tel que Combat Ouvrier au sein de la CGT demande à analyser la façon dont s'imbriquent les sociabilités militantes internes et externes à l'activité syndicale en elle-même, afin de mieux cerner comment cette tradition politique se combine à la culture syndicale qui sert de canevas au collectif cégétiste aux Antilles. De prime abord, l'orientation « communiste-révolutionnaire » de Combat Ouvrier - pour reprendre la taxinomie militante censée la distinguer à la fois des organisations « bourgeoises » et de celles défendant un communisme qui se serait écarté de sa mission révolutionnaire – se donne à voir sous les auspices d'une certaine rigidité principielle qui confine, par moment, au dogmatisme. Dans le même temps, loin de cantonner la CGT guadeloupéenne ou martiniquaise à une position marginale vis-à-vis des autres organisations syndicales, le travail politique effectué par les militants trotskistes au sein de la CGT participe à en faire une organisation populaire, qui possède des effectifs importants et bénéficie d'une visibilité publique qui nous semble largement supérieure à l'audience recueillie par Lutte ouvrière en France métropolitaine. C'est toute la question du « décalage » entre un militantisme qui revendique son avant-gardisme au sein d'un milieu syndical socialement et professionnellement hétérogène et le relatif succès de cette implantation militante que notre recherche entend interroger. Comment cette situation de contrôle de la CGT par une organisation politique qui affiche ses prétentions révolutionnaires, dont on peut supposer qu'elle ferait scandale en France hexagonale (au regard par exemple de la Charte d'Amiens), est-elle possible ? Et, au-delà, que nous dit-elle quant aux zones d'hétéronomie du champ syndical aux Antilles ?

C'est notamment pour cette raison que nous avons choisi de mettre en exergue le compte rendu d'un moment festif à l'initiative de Combat Ouvrier au cours duquel cette proximité entre l'organisation politique et la centrale syndicale était particulièrement saillante. Cette entrée par la fête de Combat Ouvrier en Guadeloupe constitue évidemment un biais formel : il est certain que la probabilité de recueillir le témoignage de militants de la CGTG proches de Combat Ouvrier augmente sensiblement en se rendant directement à la fête de l'organisation. Ce faisant, nous prenons également au sérieux le risque de distorsion induit par la densité du réseau d'interconnaissance des militants de Combat Ouvrier au sein de la CGT, notamment au vu de la « circularité » des formes de sociabilité rencontrées - les militants de Combat Ouvrier

nous orientant souvent, par l'octroi de contacts, les uns vers les autres. Dans le même temps, en débutant notre analyse par ce compte rendu, nous souhaitons également montrer ce que l'observation de ce type de manifestation permet de saisir, du point de vue des sociabilités militantes : comment l'organisation politique et le syndicat « tiennent ensemble », au-delà du volontarisme affiché par les militants trotskistes<sup>350</sup>.



### **A la fête de Combat Ouvrier**

*Arrivés en Guadeloupe depuis quelques semaines, nous sommes invité à participer à la fête de l'organisation Combat Ouvrier le 4 mai 2014, sur la commune de Baie-Mahault.*

L'espace physique de la fête de Combat Ouvrier se tient au domaine du Pako, sur la commune de Baie-

Mahault. À l'entrée et dans les allées, les militants responsables de la sécurité, reconnaissables à leur brassard rouge, et ceux détachés à l'organisation s'affairent. Il faut aider les participants à se garer, en bon ordre, et distribuer les coupons pour l'apéritif et le repas. Un premier élément attire notre attention dès notre arrivée : Jean-Marie Nomertin, en sa double qualité de secrétaire général du syndicat et de porte-parole de Combat Ouvrier, salue un par un tous les participants, prenant le temps de discuter ou de s'enquérir de leur confort. Circulant de table en table, il connaît tout le monde et tout le monde le connaît. Il passe d'un militant à l'autre avec aisance. Au passage, des salutations et des embrassades : on se retrouve, on se renseigne de la bonne santé de chacun autant que du quotidien ou du militantisme, on évoque « la famille », on s'inquiète des absents et on disserte « à la louche » sur l'affluence de la fête annuelle. Deux-cent ? Trois-cent<sup>351</sup> ? L'arrivée des militants et sympathisants se fait au rythme du « Gwo Ka » et de ses percussions<sup>352</sup>. Plusieurs responsables de Combat Ouvrier chantent et dansent. On frappe dans les mains, on reprend les refrains de luttes ou les chansons traditionnelles. C'est une autre facette de l'organisation révolutionnaire qui se donne à voir, assez éloignée de la rigueur habituelle. Plus ouverte et

<sup>350</sup> Nous nous inspirons ici de la démonstration effectuée par Gildas Renou dans diverses publications ainsi que dans son travail de thèse concernant la place des militants d'extrême gauche au moment de la naissance de l'Union Syndicale Solidaires: RENO, Gildas. «Dynamogénie de l'action collective contestataire. Logique d'institutions et arts de composition dans une organisation syndicale contemporaine.», Thèse de doctorat en science politique de l'Université de Rennes I, CRAPE- IEP de Rennes, juin 2012.

<sup>351</sup> Il faut garder à l'esprit le caractère non-négligeable de ce nombre de visiteurs dans une île qui compte un peu plus de 400 000 habitants.

<sup>352</sup> Le *gwoka* (ou Gwo Ka) est un genre musical de la Guadeloupe. Il est principalement joué avec des tambours appelés « ka », famille d'instruments de percussion.



plus populaire, également : on s'appelle « camarade », comme de coutume, mais le mot raisonne différemment et emplit l'espace d'un sentiment de complicité.

Sous un préau, des tables dressées sont prêtes à accueillir les convives pour le déjeuner. Des tivolis abritent les participants de la chaleur et divers stands parsèment l'endroit, décoré avec des banderoles et des drapeaux. On peut lire, notamment : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », « Seule la lutte paye ! », « Pour faire entendre le camp des travailleurs, avec Jean-

Marie Nomertin et Ghislaine Joachim-Arnaud », « Contre les guerres impérialistes, pour le droit à l'autodétermination ». Faucilles, marteaux, drapeaux rouges accrochés au tronc des cocotiers. Un portrait de Lénine et un de Léon Trotski trônent nonchalamment dans les allées du jardin. En bonne place figure le stand de l'Union Communiste Internationaliste, mais on trouve également une librairie militante – beaucoup d'ouvrages politiques, mais également des auteurs antillais à succès, des livres historiques, des livres de cuisine, un stand de la CGTG et un pour l'organisation de jeunesse « Rebelle ! ». L'atmosphère se veut particulièrement conviviale : un stand de tir à la carabine, un écran avec une console de jeux vidéo pour les adolescents, un château gonflable où s'ébrouent les enfants des militants, un stand de pâtisseries locales pour les plus gourmands, et un bar pour « désouffer » ou célébrer des retrouvailles au champagne<sup>353</sup>.

Après l'apéritif, le plus souvent au ti-punch, les repas sont servis. Le Gwo Ka se tait, et bientôt, chacun prête une oreille, mi-concernée, mi-distraite, aux interventions politiques. On évoque la situation générale, les luttes des travailleurs, la situation financière délicate de la CGT en procès contre la famille Despointes. A la fin des interventions, les plus militants se lèvent pour lancer l'Internationale, sous la fêrule de Max Céleste, membre fondateur « historique » de l'organisation et infatigable dirigeant de Combat Ouvrier.

Premièrement, il nous est apparu que ces moments de rassemblement attestent la persistance d'un référentiel communiste, dans les discours mais aussi dans la profusion de

<sup>353</sup> Si le champagne peut, en métropole, être assimilé à une forme de consommation ostensiblement bourgeoise, il n'en est rien aux Antilles où, malgré son prix élevé, sa consommation très fréquente en fait une des boissons alcoolisées les plus populaires. Il n'est pas rare de célébrer la fin de la semaine ou le dimanche par un apéritif au champagne. Manquer de champagne dans un événement militant qui se veut populaire pourrait apparaître comme un signe d'austérité ou d'impréparation, d'où la présence de champagne au bar de la fête et sa consommation observée à plusieurs tablées.

symboles associés à l'histoire du communisme révolutionnaire. On se rend compte que, loin de constituer une survivance « anachronique » ou une lointaine réminiscence de l'hégémonie communiste sur le mouvement ouvrier, ce courant politique et idéologique possède toujours une importance structurante en Guadeloupe – puisqu'il n'existe pas, à notre connaissance, de fête politique aussi importante que celle organisée par le groupe Combat Ouvrier.

En outre, les militants de Combat Ouvrier fréquentent régulièrement ces moments festifs autour du syndicat, auxquels ils donnent très souvent une tonalité politique. En effet, lors d'une fête organisée par le syndicat CGT de l'EDF en Martinique, nous avons pu observer un dispositif tout à fait similaire à celui de la fête de Combat Ouvrier en Guadeloupe. À cette occasion, la présence de Louis Maugée, dirigeant de Combat Ouvrier, avait par exemple attiré notre attention. Venu « *en camarade* » pour une conférence sur l'histoire du mouvement ouvrier, sa présence aurait pu être anecdotique mais son intervention (la seule « politique » de cette journée de fête) avait été jugée suffisamment importante par les organisateurs pour motiver la fermeture momentanée du bar, afin que le public lui prête une oreille plus « attentive » - ce qui n'avait pas été sans quelques protestations et quelques plaisanteries<sup>354</sup>.

Pour finir, cette entrée par les moments festifs permet de prendre un certain recul avec le modèle idéal-typique d'un militantisme léniniste qui se donnerait abusivement pour un « militantisme total<sup>355</sup> ». Au contraire, elle nous invitait à aller à la rencontre des cadres de sociabilité où interagissent professionnels et profanes du militantisme communiste-révolutionnaire<sup>356</sup>, et où l'on observe concrètement des formes d'investissement variables – à

---

<sup>354</sup> Sans nécessairement en faire un trait caractéristique des militants affiliés à l'Union Communiste Internationaliste, on peut noter que le contrôle de la consommation d'alcool et la promotion de la sobriété dans les cercles militants font partie intégrante du fonctionnement traditionnel de Lutte Ouvrière dans l'hexagone et de Combat Ouvrier aux Antilles.

<sup>355</sup> Pour reprendre ici la formule de Jacques Ion, pour qui le passage d'un militantisme « total » (défini comme un militantisme à temps-plein et docile vis-à-vis de l'autorité organisationnelle) vers un militantisme « distancié » soucieux de conserver une autonomie de penser et d'agir, serait caractéristique des évolutions des formes des militantisme mais également des mouvements sociaux : ION, Jacques. *La fin des militants ?* Paris : Editions de l'Atelier, 1997, 124 p ; voir également la critique adressée par Lilian Mathieu à la thèse de Jacques Ion et à sa postérité médiatique : MATHIEU, Lilian. « Chapitre 8. Un militantisme qui n'a de « nouveau » que le nom ? », in. FRERE, Bruno, et al. *Résister au quotidien ?*, Les Presses de Sciences Po, 2013, p. 223-240 ; ou encore le travail d'Annie Collovald : COLLOVALD, Annie. « Pour une sociologie des carrières morales et des dévouements militants », in. *L'humanitaire ou le management des dévouements: Enquête sur un militantisme de «solidarité internationale» en faveur du Tiers-Monde*. Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 177-229.

<sup>356</sup> Où l'on constate, par ailleurs, que la division du travail militant et la répartition des tâches correspond également à une différenciation des profils sociaux des différents adhérents. On peut

la fois par leur intensité et par les registres qu'il emprunte : certains y viennent en famille, d'autres servent des repas, jouent de la musique ou sonorisent le lieu<sup>357</sup>. Toutes et tous sont loin d'être formellement adhérents mais participent à la visibilité de l'organisation politique en participant à son organisation logistique, matérialisée par l'espace de la fête.

## **2 ) Le terrain de la banane : comprendre la symbolique du référentiel ouvrier dans la CGT contemporaine aux Antilles**

Loin de se donner à voir sous une forme résiduelle ou anecdotique, la référence à la « classe ouvrière » apparaît tout à fait centrale dans l'activité déployée par la CGT dans le champ syndical en Guadeloupe et en Martinique. Il faut d'abord comprendre que ce référentiel ouvrier tient une place centrale dans le dispositif mis sur pied par des organisations telles que la CGTG ou la CGTM : on la retrouve de façon explicite dans les déclarations de principe des organisations, le matériel militant destiné à la formation des cadres et des militants ou dans la propagande syndicale, dans les mots d'ordre, les slogans, les inscriptions sur les banderoles, les vêtements militants ou plus rarement sous forme de graffitis. Au-delà, nous avons pu constater, à de nombreuses reprises, à quel point l'existence de la classe ouvrière était mobilisée par nos enquêtés pour justifier l'orientation des organisations auxquelles ils appartenaient et la légitimité de leur engagement. Pour nombre de ces militants, lutter pour et avec la classe ouvrière, invoquer son existence, s'adresser à elle, etc. représentent autant de repères qui balisent le chemin de l'engagement et confèrent un sens à la politique et au syndicalisme. Il ne faut pas, pour autant, penser que la classe ouvrière constituerait une sorte de totem symbolique, qui serait inamovible ou monolithique et dont la nature ou la composition ne serait pas l'objet de questionnements et d'interrogations. Au contraire, c'est précisément parce que la définition de la classe ouvrière – entendue comme

---

penser à la façon dont Rémi Lefebvre décrit ainsi « les petites mains » du Parti socialiste, caractérisées par des profils socialement et culturellement dominés (qui se différencient nettement du profil social majoritairement bourgeois et intellectuel des cadres et des adhérents socialistes) prenant en charge la logistique des rassemblements et des réunions publiques. Voir LEFEBVRE, Rémi. « Maintien de l'engagement et pluralisation des identités militantes au Parti Socialiste », communication au colloque du CRAPUL, Université de Lausanne, 1er décembre 2006.

<sup>357</sup> Nous nous référons ici aux différentes études historiques et sociologiques portant sur les formes d'engagement au sein de l'« écosystème communiste » qui relativisent également l'idée de militantisme totale comme norme de participation politique communiste, tels que ceux d'Axelle Brodriez-Dolino portant sur le secours populaire ou de Julian Mischi au Parti Communiste : BRODRIEZ, Axelle. *Le Secours populaire français 1945-2000 : Du communisme à l'humanitaire*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2006, 365 p. et MISCHI, Julian. *Servir la classe ouvrière*, ouvrage cité.

groupe social mobilisable – ne va pas de soi que nombre de syndicalistes interrogés se sentent obligés de lui donner un sens en précisant sa définition dans le but de la *faire exister*.

Par conséquent, la notion d'ouvriérisme doit être entendue comme l'ensemble des pratiques et des discours qui confèrent au référentiel ouvrier une importance centrale, et à l'aune desquels on peut rendre compte d'un monde de pensée cohérent et structurant pour l'action syndicale. Par là-même, la notion d'ouvriérisme doit permettre d'appréhender les configurations dans lesquelles se déploie l'action syndicale et d'attester du degré d'autonomie des différentes organisations, mais également des interdépendances existantes. Car si la référence à la classe ouvrière permet d'abord aux acteurs syndicaux de penser les conflits au travail comme des luttes de classe – donc, de faire valoir un projet politique de transformation sociale au cœur de l'action syndicale –, cette référence permet aussi de rendre compte des différentes formes d'organisation communautaire que les acteurs syndicaux cherchent à maintenir ou à renforcer, à la fois matériellement et symboliquement. Parmi ces lieux de travail à l'intersection des communautés autochtones et des identités socioprofessionnelles, le terrain des exploitations bananières nous a semblé particulièrement instructif. En effet, si celui-ci ne recouvre plus l'importance stratégique qu'il avait par le passé en termes d'implantation militante, son empreinte symbolique dans l'univers de pensée cégétiste demeure particulièrement importante et mérite que l'on s'y attarde.

#### **a) Une tournée de syndicalisation avec Jean-Marie Nomertin**

Ce jour de mai 2015, Jean-Marie Nomertin nous a convié à une « tournée syndicale » en Basse-Terre. Le rendez-vous est fixé de bon matin au siège de la CGTG à Pointe-à-Pitre. Un camarade de la CGT conduit le véhicule qui nous emmène vers le sud de l'île. Nous nous rendons d'abord à la rhumerie Bologne où un conflit s'est manifesté ces derniers jours, plusieurs membres du syndicat ayant accepté de travailler le premier mai contre l'avis de la CGTG. Jean-Marie Nomertin a besoin de s'entretenir avec l'équipe syndicale afin de comprendre les raisons de ce qui apparaît comme une entorse à la consigne de l'organisation de ne pas travailler en ce jour férié – qui plus est, au vu de son importance pour le mouvement syndical. Peut-être par peur que nous nous ennuyions, ou parce qu'il ne souhaitait pas vraiment que nous assistions à la discussion, nous sommes invité à suivre le circuit « touristique » de la visite de l'usine. Nous saisissons tout de même quelques bribes de conversations : « *Le patron avait promis de payer plus* », « *Il fallait venir quand même* ». Personne ne désire apparemment affronter le secrétaire général au sujet de l'épisode polémique. Il semble, de son côté, que Jean-Marie Nomertin fasse au final peu de cas de cet

écart (il faut dire que le site ne compte que quelques dizaines de salariés, dont assez peu de syndiqués), mais qu'il se soit tout de même dû de venir sur place.

Une fois la « visite de courtoisie » terminée, nous repartons vers le siège de la CGTG à Basse-Terre, où Jean-Marie Nomertin doit passer plusieurs coups de téléphone. À l'étage du local, nous tombons nez-à-nez avec les œuvres complètes du dirigeant nord-coréen Kim-Jong-Il (des mémoires dont nous ignorions jusqu'à l'existence) dans la bibliothèque, entre autres ouvrages plus classiques du marxisme et d'anciens manuels dédiés à la formation syndicale. Lorsque je lui montre la photo des ouvrages que j'ai prise avec mon appareil, le leader de la CGTG plaisante : « *Ah ah oui, tu as trouvé ça ? Eh bien, ça doit être un ancien camarade qui en a fait don au syndicat. Quand je te dis qu'on avait des camarades staliniens, tu peux me croire c'est en dessous de la réalité !* ».

Après le déjeuner, nous prenons la route de Capesterre Belle-Eau. Après un détour par le domicile familial des Nomertin (lui-même étant originaire de la localité), nous nous rendons dans le bourg de Capesterre. Depuis plusieurs années, le travail d'implantation parmi les ouvriers agricoles de la banane y constitue un axe stratégique, non-seulement du développement de la CGTG, mais également du recrutement potentiel à Combat Ouvrier. Preuve de cette implantation, l'extrême gauche s'est déjà employée à présenter des listes aux élections municipales – de nombreux travailleurs de la banane se trouvaient alors parmi les candidats de la formation trotskiste, et la liste « Combat Ouvrier – Lutte Ouvrière » aux élections européennes a réalisé près de 19% des suffrages dans cette commune. Par ailleurs, nous avons remarqué à de nombreuses reprises que plusieurs salariés des plantations avaient fait le déplacement dans la région pontoise (parfois tard dans la soirée) pour assister aux initiatives de l'organisation d'extrême gauche. Nous avons aussi remarqué que, pour faciliter les rendez-vous, des départs groupés pour les meetings de Combat Ouvrier étaient directement organisés depuis le local de la CGTG.

La salle construite en dur qui abrite la réunion est suffisamment vaste pour accueillir la cinquantaine de syndicalistes, dont une part importante de nouveaux syndiqués qui se massent à l'intérieur. Malgré la chaleur écrasante du dehors, les ouvertures qui donnent sur le littoral de Caspeterre laissent entrer les alizés qui rafraîchissent l'atmosphère quelque peu suffocante (en ce qui nous concerne, car personne d'autre ne semble se plaindre de la température du lieu). Les salariés rassemblés dans la pièce sont là pour une levée de fonds organisée dans le cadre d'une enquête demandée par la CGTG auprès de l'Union Européenne au sujet des conditions de travail dans les plantations bananières. Le discours du secrétaire général se veut

toujours aussi vindicatif, cette fois à l'encontre des gérants de la plantation incriminée : « *Il y a encore quelques semaines, un accident de travail a coûté la vie d'un travailleur. C'est la réalité des patrons ici, ils s'en foutent de la vie des travailleurs !* » Il est vrai que l'attitude du gérant incriminé, qui a refusé de considérer l'accident en question comme relevant d'un accident au travail, suscite la colère dans les rangs des présents. L'ambiance se fait électrique, plusieurs voix s'élèvent depuis l'assemblée et vilipendent le nom du patron incriminé. Le secrétaire général appelle au calme, en créole, et reprend le fil de son intervention, dans un silence respectueux. De notre point de vue, de nombreuses personnes semblent tenir Jean-Marie Nomertin en haute estime, en dehors de l'aura dont le leader de la CGT jouit dans la commune.

Au détour de son intervention, Jean-Marie Nomertin nous présente à l'assemblée : « *Pierre Odin est un jeune camarade qui travaille avec nous, donc il faut vous adresser à lui pour le remplissage des fiches* ». Nous sommes par conséquent « réquisitionné » afin de faire remplir ou de remplir nous-mêmes les chèques nécessaires à l'enquête, ainsi qu'un formulaire qui recense les dons et les souscriptions, qui fait également mention des noms, prénoms et adresses des présents. Si nous acceptons de bon gré, nous ne voyons pas d'emblée l'intérêt de ce qui semble une tâche anodine. Nous pensons même qu'il s'agit d'un moyen de nous occuper dans un moment de réunion qui s'annonce potentiellement long et fastidieux. En fait, nous nous apercevons assez rapidement de l'utilité de notre présence : certains salariés de la banane qui font la queue pour venir remplir le fichier présentent des difficultés manifestes pour orthographier correctement les informations requises (et certains sont apparemment analphabètes fonctionnels). Nous comprenons rapidement qu'il faut être particulièrement minutieux dans le travail de remplissage et éviter de trop faire répéter les participants – au risque de les froisser en les renvoyant à leurs propres difficultés avec l'écrit.

Cet épisode nous a permis de nous rendre compte d'une autre dimension du travail politique réalisé auprès des populations ouvrières dans le cadre des campagnes syndicales. Il nous a déjà offert l'occasion de prendre la mesure des tâches à réaliser pour mettre sur pied une forme d'organisation, tout autant syndicale que communautaire, auprès de populations particulièrement défavorisées et peu qualifiées comme celles qui constituent la base des travailleurs de la banane sur la commune de Capesterre. Dans un tel contexte, l'idée d'éducation ouvrière chère à la CGTG emprunte non seulement le chemin d'une désignation politique des inégalités sociales, mais fait également office de compensation pour des salariés qui ont probablement été écartés précocement des cursus scolaires. Il nous montre comment la

CGTG aide les travailleurs à conquérir une forme d'autonomie, non seulement vis-à-vis des employeurs, mais également en surmontant un certain nombre de difficultés d'ordre intellectuel ou scolaire.

Nous allons à présent confronter le compte rendu ethnographique de la tournée syndicale effectuée aux côtés de Jean-Marie Nomertin en Guadeloupe au témoignage d'une responsable CGTM du secteur de la banane, afin de souligner certaines similitudes en termes d'univers professionnels et de travail d'implantation politique du groupe Combat Ouvrier en Guadeloupe et en Martinique.

### **b) Marie-Hélène Surelly, une « cheville ouvrière »**

Celle que l'on surnomme « Marthe » Surelly (de son véritable prénom Marie-Hélène) est une cheville ouvrière de la CGT en Martinique – dans tous les sens du terme. Elle a commencé, très jeune, à travailler dans les exploitations bananières, à une époque où le recrutement journalier et le paiement à la tâche étaient encore monnaie courante. Plusieurs fois tête de liste pour Combat Ouvrier à diverses élections, elle est également membre du bureau confédéral de la CGTM. Son profil ouvrier contraste avec ceux, plus intellectuels, que l'on retrouve en général dans l'organisation trotskiste. Faisant figure d'autorité morale au sein du syndicat comme au sein du parti, elle arbore souvent un grand chapeau à bord large, typique des travailleurs agricoles antillais. Cette autorité, Marie-Hélène la porte avec elle, jusque dans son *hexis* corporelle, son apparence toute à la fois austère et bienveillante. Elle incarne à sa façon un monde des plantations bananières menacé de disparition et une forme de dignité ouvrière dont on se figure la portée symbolique dans un syndicat comme la CGTM. Elle se tient toujours droite, « *tchimbé rèd*<sup>358</sup> » car, comme elle l'explique : « *Quand j'ai commencé à militer, l'un de mes premiers combats, c'était pour faire respecter le fait que les femmes ne soient pas obligées de porter des régimes de bananes de près de cent kilos, c'est un travail qui peut casser les personnes si elles ne sont pas solides* ». Elle évoque avec indignation le fait que « [...] lorsque l'on a besoin de faire visiter une exploitation à un ministre qui vient à la Martinique, on lui prépare une exploitation modèle où tout va bien, où tout est beau, mais venez à l'improviste, venez interroger les salariés... Vous allez voir les conditions, mais on prépare le terrain pour les ministres. Ils ne vont jamais entendre tel ou tel

---

<sup>358</sup> Littéralement « se tenir raide ou droit », « *tchimbé rèd* » désigne dans le parler quotidien le fait de bien se porter et de tenir bon.

*problème, mais il faut poser la question aux travailleurs et là on aura d'autres voix, d'autres points de vue. ».*

Malgré cela, elle parle lentement pendant l'entretien, évoquant sans jamais élever la voix le travail pénible des récoltes bananières et les révoltes ouvrières qui ont jalonné son parcours de « militante, pour les gens du peuple et pour le communisme ». Un parler à la fois pudique et rigoureux qui nous laisse une impression particulière : une forme de distance sociale à la fois diffuse et tenace se fera d'ailleurs sentir tout au long de l'entretien avec elle. A plusieurs reprises, la situation d'entretien nous rappelle, dans un autre registre, la rencontre entre le sociologue Charles Pialoux et l'ouvrier Bertrand Corouge au cours de laquelle celui-ci livre ses impressions sur son parcours de militant ouvrier et communiste dans les usines sochaliennes<sup>359</sup>.

Comme Jean-Marie Nomertin en Guadeloupe, les souvenirs concernant le début de son activité militante s'entremêlent avec les dernières mobilisations agraires d'ampleur qui secouent la Martinique dans les années 1982-1983. À l'instar du leader de la CGTG, et contrairement à beaucoup de militantes et de militants révolutionnaires ou anticolonialistes des années 1970 et 1980 qui se sont joints aux travailleurs des champs, elle est elle-même issue du monde agricole, et se dit particulièrement sensible à l'injustice qui touche les travailleurs ruraux de l'île :

*Comment avez-vous commencé à militer ?*

Alors j'ai commencé à militer, il y a très longtemps, je n'avais pas vingt ans. Lors des occupations de terre en Martinique, il y avait des jeunes qui cherchaient des terres pour pouvoir travailler. J'avais commencé à militer avec ces gens-là pendant les occupations de 1982-1983. Puis je suis rentrée dans le secteur de la banane, dans les années 1983. Je suis rentrée dans l'exploitation, où je suis en ce moment, en 1984. Ce qui m'a amenée à être comme je suis, c'est l'injustice. C'est l'injustice... Car dans le domaine agricole, la canne et la banane, ce sont les deux secteurs les plus difficiles. Bien sûr il y a les machines, ce travail s'est mécanisé en partie, mais les ouvriers sont toujours affectés aux travaux des champs. Et c'est un travail difficile, il faut porter les régimes de banane, sur le dos... Ou les femmes, sur la tête ! J'en ai vu beaucoup, des injustices qui m'ont révoltée. C'est ce qui m'a amenée à militer, à chercher mes droits, à me battre, en fait. <sup>360</sup>».

---

<sup>359</sup> PIALOUX, Michel, COROUGE, Christian. *Résister à la chaîne : Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*. Marseille : Agone, 2011, 460 p.

<sup>360</sup> Entretien avec « Marthe » Surelly, militante de la CGTM et travailleuse de la banane, juin 2013.

Militante ouvrière « *avant tout* », elle insiste notamment sur les conditions de travail sur les exploitations. Elle tient beaucoup à nous raconter les difficultés qu'éprouvent les ouvriers agricoles avec qui elle est en contact dans le cadre de son activité professionnelle comme dans son militantisme syndical. La question de la pénibilité, avec son cortège de maladies professionnelles, fait l'objet d'une attention particulière dans son discours. Marthe semble d'autant plus insister sur cette dimension du travail syndical que, comme elle nous l'explique, « *sans la médecine du travail et les syndicats, personne n'en parlerait et les choses ne changeraient pas* ». Nous étions alors frappé par la dureté du récit à propos des conditions de travail, qui semblaient sortir tout droit d'une autre époque. Rétrospectivement, et au vu de ce que nous avons observé par la suite en Guadeloupe lors de tournées syndicales auprès des travailleurs de la banane, le récit de l'enquêtée semble non seulement similaire à celui des travailleurs agricoles que nous avons rencontrés, mais fait également écho au projet porté par la CGT en Guadeloupe concernant la reconnaissance de la pénibilité du travail dans les plantations :

La pénibilité dans ce métier, ce n'est pas réglé, la souffrance existe toujours. Il y a eu des évolutions dans ce secteur, mais dans un seul sens : davantage de chefs, de direction. Personne ne se préoccupe de la santé des travailleurs agricoles. Tous les jours on rencontre des salariés qui se plaignent tant des conditions de travail que de l'attitude des chefs d'exploitation. Moi ce que j'ai vu, en tant que femme, c'est que certaines choses ont évolué, mais cela s'est fait avec la médecine du travail et avec l'intervention des organisations syndicales. Je parle d'une époque où les femmes portaient des régimes de bananes de 80 kilos, 90 kilos. Et si vous êtes à ce poste-là, eh bien, vous êtes à ce poste-là ! Pas de roulement, il faut transporter la banane. Et c'est à la tâche, vous avez commencé à 6h, il est 16h, il est 17h, vous n'avez pas fini la tâche... il faut transporter la banane, toujours ! Aujourd'hui ce n'est plus le cas sur toutes les exploitations, mais la tâche reste très pénible.<sup>361</sup>

Plus encore que la dureté du travail agricole, c'est une forme d'inertie liée à l'absence d'évolution des conditions de travail qui est au centre de son propos. Et, comme nous pouvons le remarquer, un grand nombre de difficultés, qui se superposent à une exécution des tâches déjà particulièrement éprouvante, se retrouvent au centre de son discours, constituant la raison d'être de son quotidien syndical. Si Marthe évoque une amélioration globale des conditions de récolte et de transport depuis les débuts de sa vie professionnelle, elle fait également part de tous les micro-conflits qui se présentent aux salariés agricoles concernant les conditions d'hygiène, de transport (notamment lorsque le travail n'est pas sédentarisé sur une localité

---

<sup>361</sup> Idem.

particulière parce que la norme d'emploi s'en trouve sensiblement fragilisée) et de restauration (dans la mesure où la subsistance familiale se trouve amoindrie par l'éloignement géographique), dont les employeurs semblent assez peu se préoccuper. Il faut alors s'atteler à un travail de collecte d'informations, à formuler des solutions et se tenir prêt à intervenir pour faire respecter un certain nombre de droits basiques dont les ouvriers agricoles sont souvent ignorants :

C'est vraiment, ce sentiment que les choses ne changent pas. Qu'il faut toujours se battre avec les patrons, pour deux centimes, pour trois centimes. Toujours se battre. C'est pareil pour les conditions sanitaires du travail. Il y a des exploitations où c'est correct, enfin, où il y a le strict minimum : des sanitaires, avec des douches, des toilettes, un point d'eau. Et il y a des exploitations où il n'y en a pas. Il faut se battre pour en avoir. Il faut se battre pour être dédommagé pour le transport, pour tout. Alors que c'est prévu, on doit payer le transport. Il faut se battre. Imaginez, celui qui monte de Fort-de-France au Vauclin<sup>362</sup>, qui doit tout payer pour travailler : sa voiture, l'essence, plus sa nourriture parce que personne ne prend en charge la restauration. Tout ça sur un salaire au SMIC, eh bien il faut se battre pour tout. C'est les patrons qui décident : quand il faut venir, il faut venir !<sup>363</sup>

En parallèle de la description minutieuse des conditions de travail qu'elle nous délivre, Marthe insiste également sur la dévalorisation du métier d'ouvrier agricole « *qui n'attire plus les jeunes, faute de reconnaissance* ». Cette dévalorisation des qualifications et du savoir-faire ouvrier, sur laquelle insistent largement la sociologie des mondes ouvriers contemporains et les travaux sur l'éducation professionnelle<sup>364</sup>, trouve un écho particulier en Martinique où le désintérêt des jeunes pour un travail pénible se conjugue avec « *la mauvaise image qu'on donne des ouvriers agricoles* » – en plus des perspectives structurelles inquiétantes liées à la baisse des investissements européens dans le domaine de la banane. L'absence de possibilité d'évolution dans la carrière professionnelle fait du métier un véritable « repoussoir » pour les jeunes générations :

Aujourd'hui on nous dit que les jeunes ne veulent pas devenir travailleurs agricoles, mais c'est parce que le métier est dévalorisé. Les patrons considèrent qu'on est rien quand on est un ouvrier agricole. Ce n'est pas compliqué : on considère que puisque vous n'avez rien foutu à l'école, vous n'avez qu'à aller travailler dans les champs ! C'est comme ça que l'on traite un ouvrier agricole ! Alors oui, en plus d'être un travail

---

<sup>362</sup> Deux communes séparées par 35 km, ce qui représente au bas mot 45 minutes de route en Martinique.

<sup>363</sup> Entretien avec Marthe Surelly, juin 2013.

<sup>364</sup> PALHETA, UGO. *La domination scolaire*. Paris : PUF, 2012, 354 p ; WILLIS, Paul. *L'école des ouvriers*, Marseille : Agone, 2011, 456p.

difficile c'est un métier où il n'y a pas de perspective, pas de prime à l'ancienneté. Vous n'avez pas de reconnaissance, et je vois que c'est quand même dommage...<sup>365</sup>

Comme nous l'avons par la suite compris au contact de la CGT Guadeloupe, l'attractivité du profil ouvrier au sein de l'organisation trotskiste en Martinique constitue bien un héritage « direct » des luttes agraires des années 1970 – au sujet desquelles nous avons déjà remarqué l'influence des militants communistes révolutionnaires et les traductions organisationnelles de cette rencontre entre des traditions critiques et espaces de politisation populaires. Si le fait de conserver une influence politique auprès des travailleurs agricoles possède encore un sens symbolique prépondérant pour les organisations d'extrême gauche et les syndicats de salariés (et ce malgré leur déclin numérique), cette intervention épouse les contours nouveaux d'un monde socio-professionnel en crise et menacé de disparition. Le volontarisme développé par les militants trotskistes qui s'évertuent à animer des équipes syndicales et tentent de capitaliser sur une identité ouvrière-agricole marginalisée permet de maintenir une forme de filiation avec la tradition communiste d'organisation des travailleurs agraires. Ce faisant, certains traits du militantisme que nous avons identifiés dans les précédents chapitres se transforment avec le temps : il ne s'agit plus tant de proposer un horizon révolutionnaire à des individus d'extraction ouvrière, que d'œuvrer à revaloriser des professions particulièrement dominées, tout en concrétisant l'acte d'organisation qui s'était révélé impossible au moment la création des organisations trotskistes en Guadeloupe et en Martinique. De façon quelque peu paradoxale, c'est la quasi-disparition du Parti Communiste et la réduction drastique des populations rurales qui rend d'autant plus saillant cet effort d'organisation, et conforte l'hégémonie de Combat Ouvrier au sein de la CGT.

### ***B - La formation à la CGT : la fabrique d'un syndicat « lutte de classes » ?***

Un des aspects les plus singuliers dans le discours public des centrales CGTG et CGTM tient probablement à la façon dont ces deux organisations mettent en avant le référence de classe au sein de l'organisation, en s'auto-désignant souvent comme des syndicats « de lutte de classes » pour se distinguer des autres organisations qui composent le champ syndical local – notamment l'UGTG, régulièrement accusée en interne de soutenir « *le patronat guadeloupéens plutôt que les ouvriers* ». Par conséquent, la vision dominante au sein de la CGTG et de la CGTM insiste sur les délimitations opérées par le groupe ouvrier mobilisé,

---

<sup>365</sup> Entretien avec Marthe Surelly, juin 2013.

dans une perspective marxiste et léniniste, insistant sur le syndicat comme vecteur d'« unité organique » de la classe ouvrière.

Pour compléter cette première approche de l'univers organisationnel de la CGT aux Antilles, nous souhaitons à présent aborder la façon dont le discours ou l'attitude de dirigeants de Combat Ouvrier entrent en résonance avec les préoccupations de cadres « intermédiaires » au sein du syndicat.

### **1) Du management au combat syndical : itinéraire d'un cadre-formateur à la CGTG**

Pour ce faire, nous avons choisi d'évoquer le cas de Bertrand, qui est aujourd'hui responsable de la CGT commerce en Guadeloupe et assure également plusieurs formations au CREO (le Centre régional d'éducation ouvrière). Il présente un profil relativement original dans l'équipe d'animation du syndicat en Guadeloupe : la quarantaine, blanc, d'origine métropolitaine, il est venu au syndicalisme et à la politique sur le tard (il est aujourd'hui sympathisant de Combat Ouvrier dont il suit les initiatives). Après plusieurs années de travail en tant que cadre dirigeant responsable du management dans une grande entreprise française, il décide d'abandonner son emploi pour s'éloigner de son environnement de travail. Par la suite, il décide de changer d'horizon en venant résider en Guadeloupe, où il est cadre du secteur commercial. Ce parcours atypique a attiré notre attention dans la mesure où l'enquête a manifestement gravi les échelons syndicaux d'autant plus rapidement qu'il s'est rapproché de Combat Ouvrier. Comme nous allons le voir, il s'est syndiqué après 2009 pour devenir, en l'espace de quatre ans, un membre de l'équipe dirigeante du syndicat.

Lorsqu'il arrive sur l'île quelques années avant la grève générale, Bertrand est encore très éloigné du syndicalisme. Il nous explique d'ailleurs qu'il a mis du temps à intégrer formellement le syndicat, se tenant plutôt à l'écart de la contestation sociale vis-à-vis de laquelle il éprouvait au départ un sentiment d'étrangeté et d'illégitimité : « *Quand les événements du LKP sont arrivés, moi j'y ai assisté de l'extérieur, je me sentais pas trop le droit de m'y impliquer, parce qu'en tant que Français je trouvais ça prétentieux de m'immiscer, de donner mon avis, etc. Moi je suis de culture bien française de base, ce n'était pas à moi de dire à la Guadeloupe ce qu'elle doit faire* ». Malgré un ressentiment sensible envers certains aspects de son travail, il attend quelques années avant de se syndiquer. Plus précisément, il explique avoir été rattrapé par certaines difficultés relationnelles qu'il pensait avoir laissées derrière lui, et être entré en conflit avec son employeur guadeloupéen, chez qui

il percevait à ce moment-là une forme de paternalisme – un trait de fonctionnement qu’il ne va avoir de cesse de dénoncer au cours de l’entretien :

[*En France hexagonale*] J’étais cadre dirigeant dans une entreprise et j’ai démissionné, parce que j’étais en désaccord avec ce qu’on me demandait, avec la logique si tu veux... en clair, on me disait : “si tu veux ta prime, il ne faut pas donner de prime à tes collaborateurs”. Donc ça je ne supportais pas. J’ai pris une année sabbatique, et puis comme je connaissais la Guadeloupe, je me suis dit “tiens, pourquoi pas essayer de vivre ici”. Je suis arrivé dans le monde de l’entreprise ici et, très vite, je me suis aperçu que quelque chose clochait, quelque chose que je ne discernais pas bien au début. Et puis je me suis dit “mais en fait ce n’est pas possible”, parce que j’ai connu de nombreux conflits avec un patron “paternaliste”, j’ai fait l’expérience de ce paternalisme. Donc après avoir subi une bonne année de harcèlements en tous genres, ici aussi, je me suis dit qu’il fallait changer les choses. [...] Mais quand même, je me disais que ce n’était pas possible de continuer à fonctionner avec ce fonctionnement à la con qu’ont les patrons ici. C’est le paternalisme qui m’a gavé. J’ai monté les instances dans mon entreprise et je me suis adressé au syndicat.<sup>366</sup>

Assez rapidement, Bertrand trouve dans la CGTG un cadre qui correspond à la fois à ses attentes immédiates (être défendu contre les pressions patronales qu’il subit) et l’entourage d’une organisation mobilisée qui suscite chez lui un intérêt politique de plus en plus vif. Il explique également que son choix d’adhérer à la CGTG s’est fait après avoir rencontré l’UGTG sans parvenir à y trouver sa place – ses réticences envers l’indépendantisme politique et ses origines hexagonales ne l’ayant manifestement pas aidé dans sa démarche. À ce titre, il est d’ailleurs intéressant de constater qu’il reprend à son compte les catégories des militants CGTG-istes (en particulier des membres ou sympathisants de Combat Ouvrier) pour distinguer la CGT « internationaliste » et l’UGTG « indépendantiste », au sein de laquelle il n’est pas demeuré :

Je n’ai pas choisi la CGTG par hasard. Je suis allé voir l’UGTG d’abord. Mais c’était compliqué, la notion d’indépendantisme me plaisait moins. C’était compliqué d’endosser cette position sans être Guadeloupéen, même si j’adore ce pays et que j’y resterai je pense. Qui je suis, moi, pour dire qu’il faut l’indépendance de la Guadeloupe ? De ce point de vue-là, la CGTG elle a un fonctionnement plus internationaliste, ce qui me convient complètement.

Sa façon de revenir sur l’entrée dans la carrière militante est particulièrement révélatrice de l’effet surgénérateur que produit la rencontre avec les militantes et les militants de Combat

---

<sup>366</sup> Entretien avec Bertrand, juin 2014.

Ouvrier au sein de la CGTG - pour reprendre ici les termes de Daniel Gaxie<sup>367</sup>. L'enquêté a trouvé dans le cadre organisationnel syndical, puis partisan, un réseau de sociabilité particulièrement dense et des soutiens d'autant plus importants qu'il se sentait en difficulté sur son lieu de travail et qu'il s'interrogeait sur « sa place » dans la société guadeloupéenne en tant que métropolitain. La relation que Bertrand entretient avec les membres de l'équipe dirigeante de la CGTG - soit qui sont évoquées comme des « mentors », des gens « motivés » - traduit en des termes relationnels et affectifs une prise de position politique. Ainsi, on perçoit dans son discours que l'attitude des dirigeants de la CGTG contraste singulièrement avec les représentations que Bertrand s'est forgées du monde du travail en Guadeloupe (le paternalisme des employeurs mais aussi la passivité des salariés), en même temps que le discours idéologique à propos de la lutte de classe lui fournit des clés analytiques et interprétatives nouvelles pour dénoncer la situation :

Et j'ai commencé à m'impliquer en apprenant avec les camarades motivés, mes mentors, Danièle, Castrot, Nomertin et bien d'autres. Et je suis convaincu que je vais continuer à m'investir et de plus en plus. Parce qu'il n'existe pas de dialogue social en Guadeloupe sans rapport de force, ça n'existe pas. En France je ne sais pas, ça fait longtemps que je suis parti, mais en Guadeloupe sans rapport de force ça n'existe pas. [...] Mais je suis là aussi parce que j'estime qu'on prend trop souvent les Guadeloupéens pour des couillons, qu'on les laisse trop souvent sans formation parce que c'est plus facile de manager des gens pas éduqués et qui ne vont pas revendiquer, ou fouiller dans les articles de loi, et ça je trouve que c'est le pire pour une société, laisser une grande part de la population dans l'ignorance. [...] Notamment, on ne veut pas que les gens prennent conscience du rapport de classe qui existe en Guadeloupe.

Là encore, on peut constater que Bertrand a transposé les catégories de compréhension qu'il s'est forgées au contact du monde syndical et politique pour mettre des mots sur une situation sociale qui lui paraît d'autant plus délétère qu'elle lui était au départ étrangère. S'il ne formule pas directement le lien entre une forme d'aliénation sociale typique de l'analyse marxiste des relations sociales et sa critique de « l'ignorance dans laquelle on maintient les Guadeloupéens », on comprend que les questionnements qui lui sont apparus lorsqu'il s'est installé en Guadeloupe ont trouvé un certain nombre de réponses dans le cadre de son militantisme. Notamment, lorsque notre enquêté insiste sur le fait de répondre au paternalisme patronal par l'éducation ouvrière, mais aussi en organisant ce qui peut ressembler à une forme d'avant-garde. Comme nous allons le voir, Bertrand perçoit d'ailleurs le travail syndical

---

<sup>367</sup> GAXIE, Daniel. « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27<sup>e</sup> année, n°1, 1977. p. 123-154.

comme un environnement plus dynamique que ce qu'il a pu côtoyer dans le cadre professionnel, en même temps qu'il prend plaisir à réinvestir un certain nombre de compétences de manager dans la structuration de la vie syndicale au sein de la CGT. Aujourd'hui, il évoque le syndicalisme comme une façon de lier une démarche d'épanouissement personnelle à un projet d'émancipation collective :

À un moment c'est aussi une question d'âge, de savoir ce qu'on fait de sa vie. Moi j'ai toujours été du côté des privilégiés, je n'ai jamais eu trop de galères dans ma vie, et je me suis demandé ce que je pouvais faire pour être utile. C'est une question qui m'a taraudé en Guadeloupe. Je me suis dit que je ne pouvais pas rester comme ça, sur la plage, alors, comme j'avais des compétences en droit et en management (d'ailleurs je trouve ça utile le management dans le syndicalisme !), je me suis dit que j'allais me rendre utile.

Parce qu'il a « *toujours été plutôt privilégié* », c'est-à-dire dominant, non seulement dans la hiérarchie sociale et raciale, mais aussi dans la hiérarchie au travail, Bertrand prend très au sérieux son travail de formateur syndical et insiste beaucoup sur les relations de classe – au sujet desquelles tournera une bonne part de notre entretien ce jour-là. À la fois parce qu'il connaît « *le monde des patrons* » dont il est issu et dont il aspire à se détacher symboliquement, mais également parce que, comme il le dit lui-même avec humour, « *changer de vie c'est bien, mais changer de système c'est encore mieux !* » :

Je te parlais tout à l'heure de ce monde des patrons, pour moi, ils ont tous un point commun, que tu sois en France ou dans ce pays [en Guadeloupe], c'est le système capitaliste. Dans ma vision, c'est de dire, savoir ce qui pourrait remplacer le système capitaliste. On s'interdit de penser un autre système, donc ce système nous apparaît comme le meilleur système. Donc voilà pourquoi je me suis engagé, parce qu'à mon petit niveau, au sein de mon organisation syndicale, je suis convaincu de pouvoir faire changer les choses.

Outre le fait de réaliser un entretien avec Bertrand, nous avons assisté à plusieurs demi-journées de formation organisées par la CGTG, afin de mieux comprendre comment son expérience personnelle s'articulait avec la « *mécanique de classe* » de la formation CGTG-iste.

#### **a) La formation en situation**

Au diapason du discours tenu par Jean-Marie Nomertin que nous avons retranscrit dans la première sous-partie, nous nous sommes aperçu que Bertrand, dans ses interventions, insistait sur l'importance de la démocratie ouvrière dans le cadre de la formation syndicale. Un rappel qui possède là encore une double fonction : renforcer la démonstration que la

démocratie ouvrière requiert une forme d'organisation spécifique nécessaire au bon fonctionnement du syndicat et, dans le même temps, rappeler que la focalisation patronale sur l'orientation politique de la CGTG ne doit pas inhiber son expression pluraliste :

Pourquoi on parle de la démocratie ouvrière depuis hier ? Parce qu'on fonctionne depuis la base vers le sommet ! Si j'avais été un patron, j'aurais inversé la pyramide. Les patrons ils auraient mis Jean-Marie (*Nomertin, NDLR*) en haut, *parce que tout le monde le connaît et parce qu'ils le craignent*<sup>368</sup>. Mais non, ça ne fonctionne pas comme ça, c'est la démocratie ouvrière. Ni Nomertin, ni moi, ni les secrétaires confédéraux ne peuvent déterminer à eux seuls l'orientation du syndicat, il faut passer par la Commission exécutive ou le Bureau. On n'est pas là tous les jours pour vérifier que la démocratie est respectée. Mais par exemple, on ne peut pas avoir un tel, responsable, qui appelle à voter pour lui ou pour je ne sais pas qui aux élections. Le cas se pose, par exemple, avec Combat Ouvrier : écoutez bien Nomertin, quand il est CGTG, il est CGTG. Quand il est Combat Ouvrier, il est Combat Ouvrier. Ce n'est pas la même casquette. Il ne s'en cache pas, mais il n'engage pas l'organisation CGT.

Ce rappel de la séparation entre syndicalisme et militantisme politique effectué par le formateur n'est pas tout à fait anodin. Il faut, en effet, « bien écouter » pour trouver dans les mots du secrétaire général une distinction claire entre activité syndicale et lutte politique. Alors que Bertrand est lui-même sympathisant de Combat Ouvrier, il semble qu'il ait ressenti le besoin de spécifier la distinction entre le syndicat et l'organisation politique – un discours que l'on retrouve fréquemment dans la CGT en métropole<sup>369</sup>. Une intervention qui marque une certaine forme d'inconfort, au vu de la contradiction apparente entre l'appartenance trotskiste du dirigeant de la CGT et le souci de présenter l'organisation comme neutre vis-à-vis des opinions. Une façon de dire, en somme, que si les patrons « *craignent* » Jean-Marie Nomertin pour son activité politique (parce qu'elle est connue de tous), un tel fonctionnement n'est pas « obligatoire », et peut même s'avérer contraire à la démocratie interne de la CGTG : chaque syndicaliste a le droit de s'exprimer et peut trouver un appui au sein du syndicat pour faire respecter ses droits sans nécessairement s'appuyer sur une organisation politique.

---

<sup>368</sup> Nous soulignons.

<sup>369</sup> Voir notamment SIBLOT, Yasmine. « De la “classe ouvrière” au “salarariat éclaté” : l'évolution discrète des représentations du monde social à la CGT », in. ETHUIN, Nathalie, YON, Karel. *La fabrique du sens syndical*, Bellecombe en Bauge : Ed. du Croquant, 2014 : p 235 -261. ; MISCHI, Julian. « Le sens politique du syndicalisme », in. *Le bourg et l'atelier : sociologie du combat syndical*, Marseille : Agone, 2016, p. 184-204.

## 2) Un ouvriérisme « restrictif » ?

Un des buts de la formation semble explicitement de détourner les aspirants syndicaux de certains réflexes de collaboration profondément enracinés dans l'organisation du travail en Guadeloupe. Qu'il s'agisse de résister à la collaboration de classe en établissant et en rappelant les frontières qui séparent l'employeur et les salariés, de battre en brèche le paternalisme économique et social qui caractérise les relations de subordination au sein de l'entreprise, ou d'inciter les travailleurs à ne pas reculer devant l'éventualité du conflit, tous ces éléments sont présentés comme des *leitmotiv* de la journée de formation. En interrogeant – voire en dénonçant – certaines attitudes et certains comportements tels que la déférence envers l'employeur, l'acceptation tacite des « faveurs » et des cadeaux, le formateur CGTG cherche manifestement à expurger les logiques de culpabilisation induites par le clientélisme ostensible de certains employeurs. Il s'agit de convaincre les nouveaux syndiqués non seulement du bien-fondé de leur action, mais également du caractère avilissant du système de collaboration institué par le patronat local :

C'est un syndicat de classe ! *Pa ni patrons*<sup>370</sup> ! Il n'y a que des salariés. Pourquoi on dit "de classe" ? Parce qu'en face de nous, ceux qu'on a en face, ce sont les patrons. Les intérêts de notre classe ne sont pas ceux de la classe en face. C'est avec notre cerveau et avec nos muscles qu'on rapporte de l'argent aux autres. Nous on fournit un travail et en contrepartie on nous donne un chèque. Il faut en être conscient si on ne veut pas se faire avoir. Mais il faut aussi s'appuyer sur du collectif. Bien sûr, il y a toujours des syndicalistes pour venir et pour dire "Moi, le patron je le tutoie, on se fait la bise avec le patron !". Sauf que si vous faites ça, eh bah quand il y a un conflit c'est mort ! Notre problème, ce n'est pas de savoir si le patron est gentil, s'il offre du champagne pour votre anniversaire ou des cadeaux à Noël. Le reste de l'année, il est patron, vous êtes syndicalistes, point !

Outre le bref rappel concernant l'exploitation de la force de travail, on voit aussi dans cette intervention qu'envisager le conflit ne s'oppose pas à la volonté d'aménager un espace de dialogue dans le cadre des relations professionnelles. Il s'agit, au contraire, de soustraire cet espace d'intervention aux pressions patronales qui viendraient neutraliser la possibilité d'un dialogue sur des bases revendicatives – fussent-elles sujettes à conflit au sein de l'entreprise ou de l'administration en question – tout en réaffirmant les fondements de classe de la pratique syndicale :

Celui qui ne demande rien : il n'a rien ! Celui qui demande poliment, il aura peut-être quelque chose, et encore, ce n'est pas sûr ! Celui qui tape du poing sur la table et peut-

---

<sup>370</sup> Littéralement « Pas de patrons chez nous ».

être qui bloque, il aura peut-être quelque chose en plus. C'est le rapport de force et ça marche très bien comme ça. Et on ne va pas en prison pour ça. A quoi sert le dialogue si l'on n'obtient rien ? On peut tomber sur un abruti, comme vous là (*il s'adresse à des salariés d'une entreprise de Jarry, qui rient en entendant son propos*), et puis voilà boum ! À un moment donné ça va au conflit, direct ! On peut aussi tomber sur un gentil métro qui se la joue, intelligent, social, avec une volonté de dialogue. Et puis il va vous balader, un mois, deux mois, trois mois, un an ? ! Eh oui ! Sauf qu'on n'est pas chez les Bisounours. C'est un fait : les salariés ont besoin d'avoir des représentants qui claquent un peu ! Qui savent s'opposer.

Il semble ici que Bertrand profite de l'espace de parole de la formation pour régler quelques comptes avec la figure des entrepreneurs ou des dirigeants économiques « métropolitains » (non pas le patronat le plus courant, mais son expression sociale et symbolique dominante en Guadeloupe) qui serait à la pointe de la modernité économique et du dialogue. On perçoit ici, outre le ressentiment qu'il semble nourrir vis-à-vis de cette catégorie de personnes avec lesquelles il a été amené à collaborer, qu'il met en avant une figure positive du délégué syndical « *qui claque* », employant un parler familier, proche du discours du « jeune cadre dynamique » cherchant à stimuler ses collaborateurs. Au passage, si l'audience semble alors particulièrement attentive à ses propos, on peut légitimement se demander dans quelle mesure ses propres origines hexagonales et son phénotype ne l'aident pas à performer son rôle de « manager syndical », dans la mesure où ils lui confèrent une certaine autorité symbolique, y compris quand lui-même dénonce le paternalisme des blancs envers les noirs.

#### a) Des syndicalistes « hors-la-loi » ?

Enfin, la formation à la CGTG s'élève contre l'idée d'un recours au droit vidé de sa dimension conflictuelle et de sa dimension participative (à la fois comme levier de mobilisation, mais également comme vecteur de politisation et de transparence). Ce faisant, la CGTG critique une forme de syndicalisme « réformiste<sup>371</sup> » qui tend à considérer le recours au droit de la part des salariés dans sa dimension instrumentale – en somme, comme un moyen de cadrer les relations sur le lieu de travail et de prévenir la conflictualité sociale. Pour la CGTG, cette posture critique semble particulièrement importante pour refuser, d'une part, le fait de subordonner le rôle de contestation de l'organisation syndicale à sa capacité de concertation et, d'autre part, pour préparer ses adhérents aux tentatives patronales visant à

---

<sup>371</sup> Nous reprenons le terme à dessein car la dichotomie discursive entre syndicalisme réformiste et révolutionnaire semble puissamment évocatrice eu sein des CGT antillaises, quand bien même celle-ci est difficilement traductibles en termes de répertoires d'actions particuliers quand il s'agit des usages du droit.

discréditer le conflit social lorsqu'il « déborde » du cadre de la stricte représentation des intérêts attribués aux groupes mobilisés :

Quand je dis que vous devez être des “hors-la-loi” ce n'est pas une question de se comporter comme des voyous. Il ne faut pas non plus avoir peur d'aller en prison pour faire du syndicalisme. La loi, elle doit s'appliquer, mais la loi elle s'interprète. Si le patron a quelque chose à nous reprocher, il faut lui rappeler : “Oui oui, mais vous aussi vous avez des obligations, maintenant il y a conflit, il y a conflit !”. La loi elle nous donne des avantages, je ne vois pas pourquoi on ne les prendrait pas. On est dans le système, donc on défend nos droits. Si nous on ne se bouge pas, le peu d'acquis qui nous reste, on fera tout pour nous les retirer. Mais faire du syndicalisme, c'est aussi être un hors-la-loi, parce que dès que l'on revendique pour gagner des droits nouveaux, on est plus seulement dans l'interprétation, on est déjà “au-delà” de la loi.

On s'aperçoit ici que l'interprétation de Bertrand recoupe les questionnements traditionnels des organisations syndicales face à l'autonomisation du secteur juridique que Laurent Willemez restitue en ces termes :

« D'abord pour ce qui est du niveau pertinent d'intervention : la priorité est-elle donnée à l'action à l'intérieur de l'entreprise, ou plutôt à des formes d'activité plus larges ? De la même manière, le terrain d'action privilégié des organisations syndicales est-il la défense de cas individuels (quitte à le monter en généralité) ou la promotion de luttes collectives ? Enfin, c'est la légitimité même du déplacement hors de l'espace du conflit social ou de formes de luttes plus classiques (grèves, manifestations...) et l'usage d'un répertoire de mobilisation alternatif qui sont l'objet des débats : le « dépaysement » des conflits dans l'arène juridique ou judiciaire ne conduit-elle pas, à l'instar de l'entrée dans la négociation collective, à des formes d'institutionnalisation du mouvement syndical, et au final à l'acceptation de règles du jeu imposées par d'autres ? »<sup>372</sup>.

Si cette perspective nous dit, en soi, assez peu de chose de la façon dont s'effectue pratiquement la défense juridique des salariés, elle nous renseigne sur l'usage stratégique qu'envisage la CGT : non seulement la défense de certains avantages, mais aussi la prétention à monter en généralité (« *au-delà du droit* ») dans les revendications, y compris à partir de cas individuels lorsque ceux-ci permettent de développer une forme d'autonomie discursive et pratique de l'action syndicale. Comme nous allons le voir par la suite, l'interface que les responsables CGT s'efforcent de produire entre les salariés et les différents environnements de travail possède autant d'importance que le travail politique de structuration. En effet, ce sont ces interfaces qui permettent aux nouveaux entrants de prendre confiance dans l'activité

---

<sup>372</sup> WILLEMEZ Laurent. Quand les syndicats se saisissent du droit. Invention et redéfinition d'un rôle. *Sociétés contemporaines*, 4/2003 (no 52), p. 17-38.

syndicale et de se représenter différemment le lieu de travail, puis de s'investir dans un syndicat qui dénonce les dysfonctionnements tout en construisant une logique catégorielle dans laquelle ils se reconnaissent.

### ***C - Les ambivalences du rapport au communisme révolutionnaire au sein des syndicats CGT***

Si le fait que le communisme révolutionnaire défendu par Combat Ouvrier, qui constitue aujourd'hui l'orientation majoritaire parmi les équipes dirigeantes de la CGT en Guadeloupe ou en Martinique, ne fait empiriquement pas de doute, la question de la réception de tels discours par nombre de militantes et de militants cégétistes reste ouverte. Pour le dire simplement : une fois abordée la façon dont se présente le syndicat à ses adhérents, il nous faut à présent aborder la façon dont les syndicalistes se représentent leur organisation, en insistant notamment sur les différents schèmes de perception et de classification que les adhérents mobilisent pour s'intégrer à l'organisation et y demeurer.

#### **1) Inès, une conversion de l'anti-syndicalisme au « vrai communisme »**

Nous l'avons déjà souligné : au cours de notre démarche d'enquête, il nous a paru utile de chercher à prendre contact avec des militants qui s'étaient syndiqués après les mouvements du LKP. Sur les conseils de militants de la CGT, nous avons alors rencontré Inès au local syndical de la CGT de l'hôpital de Pointe-à-Pitre. Elle est syndiquée depuis 2011 et déléguée du personnel depuis 2012. Jeune infirmière hospitalière à domicile, elle a fait des études à l'antenne de l'Institut de formation aux soins infirmiers (IFSI) à Basse-Terre, et effectué ses stages pratiques au Centre Hospitalier de la Basse-Terre. Quelques jours auparavant, nous avons obtenu son contact auprès d'un des secrétaires de la CGTG.

##### **a) La syndicalisation d'Inès**

Inès, fait partie des adhérents du syndicat qui sont rentrés en contact avec le mouvement syndical à la faveur de la grève générale de 2009. À l'instar de nombreux syndicalistes que nous avons rencontrés, c'est à la faveur de mobilisations syndicales – et donc au contact de l'action collective – qu'elle a commencé à entrevoir l'utilité d'adhérer à la CGT, dans un contexte de développement des services de l'aide à la personne et de consolidation du syndicat à l'hôpital :

Quand j'ai commencé à travailler, j'ai été confrontée à des problèmes qu'on rencontre dans le milieu hospitalier, problèmes d'effectifs, de moyens, de conditions de travail,

etc. Et dans mon service on était très peu nombreux pour beaucoup de patients, beaucoup de manque de matériel, c'était un jeune service, qui n'avait que deux ans. Et moi j'ai commencé en décembre 2008. Il y a eu le phénomène LKP en 2009, et en 2011 il y a eu un mouvement chez nous, et ce sont les délégués CGTG qui nous ont soutenus, principalement. Ce sont eux qui sont venus nous dire "Vous ne pouvez pas travailler dans ces conditions", on a organisé des réunions avec les collègues du service. Préavis de grève, puis grève ! On a obtenu pas mal de choses : des effectifs, des véhicules. Et puis comme les collègues, j'avais bien sympathisé avec eux, que je trouvais ça bien cette façon de fonctionner, que ce sont des gens qui sont sur le terrain, ils sont présents, ils passent dans les services, eh bien j'ai fini par venir au local et à participer aux réunions.<sup>373</sup>

Si Inès évoque d'abord des conditions de travail difficiles et une certaine précarité, elle se dit aussi « *reconnaissante* » envers les syndicalistes de la CGT qui effectuent une activité régulière. Le fait que des militantes et des militants de la CGT s'enquière de sa situation, reconnaissent les difficultés qu'elle rencontre au travail et se soucient des perspectives de stabilisation de son emploi font l'objet d'une évaluation particulièrement positive de sa part :

En fait, militante, je le suis devenu après, il faut dire un peu aussi que c'était "par reconnaissance", parce que j'ai pu devenir stagiaire suite à un autre mouvement de grève qu'il y a eu - auquel je n'avais pas participé, par contre, un mouvement de contractuels qui ont demandé la titularisation des infirmiers et ça a profité à ma situation aussi. Comme j'étais reconnaissante et parce que j'aimais bien, j'ai commencé à venir aux réunions, à m'informer, et puis là on se rend compte de comment ça se passe, on comprend comment ça fonctionne, le syndicat mais aussi l'hôpital. Les dysfonctionnements surtout.

Cette entrée dans le militantisme n'était pas, de son propre aveu, « *quelque chose de gagné d'avance* ». En effet, Inès se montre d'abord réticente à l'idée de se syndiquer, et présentait même de fortes velléités anti-syndicalistes jusqu'à débiter sa vie active. Elle nous décrit également son entrée dans la carrière militante à la lumière des bouleversements de l'année 2009, dans un moment particulier où elle commence à identifier les différences qui séparent la CGT du syndicat indépendantiste - à partir duquel elle se représentait le monde syndical jusqu'alors :

*Peux-tu te présenter et me dire comment tu as commencé à militer à la CGTG ?*

Je m'appelle Inès, je suis infirmière en hospitalisation à domicile, j'avais entendu parler des différents syndicats en Guadeloupe, mais j'étais on va dire... j'étais anti-syndicale ?. Anti-syndicaliste, en fait. Parce que voilà moi je disais "Ohlala, les syndicats en Guadeloupe, on casse, on proteste, on explique après".

---

<sup>373</sup> Entretien avec Inès, déléguée du personnel et syndicaliste CGTG à l'hôpital de Pointe-à-Pitre.

[...] *Tu dis que tu étais « anti-syndicaliste », qu'est-ce que ça veut dire ? Et si oui, qu'est-ce que la grève du LKP a changé en 2009 ?*

C'est vrai que ça a changé avec LKP, oui oui oui ! J'étais sensibilisée mais avant, ce que je n'aimais pas... Il faut dire aussi que quand on parlait des syndicats en Guadeloupe, on ne parlait que de l'UGTG. Et quand ça bougeait dans mon secteur, on parlait de l'UTS-UGTG<sup>374</sup> ou l'UGTG en général. Et au niveau des méthodes je trouvais que c'était assez violent et que les conséquences étaient assez lourdes, je dirais. Je me disais "les syndicats ils exagèrent, ils cassent leur outil de travail, ce n'est pas trop cohérent", bref ça me blasait un petit peu. Et puis il y a eu LKP, avec ce phénomène, les syndicats, l'UGTG et la CGTG, mais aussi les associations culturelles, des hommes et des femmes tout simplement. »

Nous remarquons d'emblée que les critiques qu'elle adressait à l'encontre du mouvement syndical guadeloupéen sont très congruentes avec les griefs qui sont traditionnellement adressés à l'encontre des syndicalistes indépendantistes en Guadeloupe. L'image du syndicaliste comme fauteur de trouble, voire comme saboteur, qui imprègne traditionnellement l'imaginaire associé à l'UGTG trouve ici une expression privilégiée et s'articule avec les relations conflictuelles qu'entretiennent l'UGTG et la CGTG en Guadeloupe. Après avoir évoqué « *la casse* », « *la violence* » et « *le côté protestataire* » comme autant d'éléments stigmatisant le syndicalisme, elle dénonce plus spécifiquement les incohérences des militants de l'UTS-UGTG – qui sont parfois accusés de porter atteinte au fonctionnement de l'hôpital et de mettre en danger les Guadeloupéens. Ce discours, particulièrement présent chez les CGTG-istes de la santé, renvoie également à une certaine conception du service public comme d'un bien à défendre ou à protéger « *pour le bien-être des patients* ». Dans le même temps, il apparaît que l'ampleur du mouvement, l'unité syndicale mise en avant et la participation de larges franges de la population lui a permis de « *changer de vision* », de « *trouver sa place* », même si elle a participé de façon relativement intermittente aux manifestations du LKP :

[...] Eh oui c'était la grève générale, c'était une grève contre l'exploitation, une grève des travailleurs, mais c'était une grève "ras-le-bol" en fait. De la vie chère et de tout un ensemble de dysfonctionnements. Et nous dans la santé c'était grève générale aussi, j'étais mobilisée, j'ai fait un ou deux défilés. Ce qui était fort, c'était de rencontrer tous ces gens. De se rendre compte que l'on n'est pas tout seul avec ses problèmes, qu'il y a beaucoup de gens avec des problèmes également, et que tous ces problèmes se ressemblent.<sup>375</sup>

---

<sup>374</sup> Pour « Union des Travailleurs de la Santé ».

<sup>375</sup> Entretien avec Inès, déléguée du personnel et syndicaliste CGTG à l'hôpital de Pointe-à-Pitre. Note inutile, on sait déjà pertinemment que c'est elle qui parle.

## b) L'influence d'une formation anticapitaliste

Si Inès évite dans la conversation de s'attarder sur un certain nombre d'éléments, nous percevons dans son discours l'impact décisif du LKP sur sa trajectoire. Elle évoque ce côté positif du « *tous ensemble* » contre les « *divisions dont souffrent les Guadeloupéens* ». Progressivement, ce discours évolue vers une montée en généralité concernant l'exploitation et une critique du « *grand patronat* ». À la lutte contre la cherté de la vie, développée par le LKP, viennent en effet s'ajouter des revendications syndicales qu'Inès a progressivement faites siennes, notamment concernant la dégradation des conditions de travail et leurs impacts sur la vie quotidienne et personnelle des salariés. Au fur et à mesure de la conversation, elle associe de façon récurrente ces difficultés de vie au caractère systémique de l'exploitation capitaliste, et critique des choix de société qu'elle juge préjudiciables à la qualité de la vie au travail et en dehors :

En fait, c'est toujours l'exploitation, faire de l'argent au détriment des autres, ne pas redistribuer les richesses ou les fruits de la production. Et ce qui est pire c'est que non seulement tu es exploité, mais les compensations, ou les quelques avantages que tu as, on s'arrange pour te les retirer. Le patronat s'arrange pour que tu ne vives pas bien. Ok, il y a le travail, tu ne vis pas toujours très bien, mais si à côté de ça si tu prends du bon temps, tu as des loisirs ou du temps libre, ça va. Tu peux relativiser. Mais ça là, on s'arrange toujours pour te le retirer pour pouvoir t'exploiter encore plus, tu n'es pas bien physiquement, moralement, on t'exploite. Et c'est là-dessus qu'on travaille avec le syndicat : au-delà des luttes des travailleurs, on essaye de conscientiser les gens sur le capitalisme, son fonctionnement, etc.

Assez rapidement, ce développement anticapitaliste attire notre attention. Nous avons, en effet, l'intuition que plusieurs éléments de son discours présentent de nombreuses similitudes avec le discours d'organisations politiques telles que Combat Ouvrier – qu'elle ne mentionne pourtant pas explicitement. Ces éléments discursifs semblent d'autant plus étonnants qu'elle a fait récemment son entrée dans le monde « étranger » du syndicalisme, dont elle semble avoir intégré non seulement les points de repère analytiques et discursifs, mais également une forme de culture organisationnelle, ce qu'elle nomme la « *prise de conscience* » et qui serait véhiculée par la CGTG :

*Et quand tu parles de cette nécessité de s'organiser contre le capitalisme, sur ton lieu de travail, c'est des choses dont tu avais entendu parler, que tu connaissais avant de te syndiquer ?*

Non, c'est des choses dont j'ai pris conscience au contact du syndicat. Et c'est ça qui est intéressant je trouve, avec les formations. Par exemple c'est évident que dans la formation on va parler de ce qui se passe au niveau de la santé, dans ton domaine, dans

les hôpitaux, avec la sécurité sociale même. Eh bien, tu te rends compte que tu peux faire des parallèles avec ce qui se passe dans d'autres domaines de la société, que c'est le même système. C'est le système capitaliste, les mêmes rouages, les mêmes méthodes, au niveau du fonctionnement c'est le même système. Te culpabiliser, éviter de profiter, d'être en sécurité. Je te parlais de la sécurité sociale, c'est impressionnant comment on fait culpabiliser les gens qui en bénéficient avec le déficit de la sécu. Alors que ce sont les mêmes personnes qui s'en prennent à la sécurité sociale et qui imposent les restrictions à l'hôpital, qui font culpabiliser les travailleurs et les patients.<sup>376</sup> ».

Etonné par le caractère à la fois très général et très précis de son propos, nous l'interrogeons sur la place des formations à la CGTG dans sa prise de conscience politique. Là encore, sa réponse nous surprend : alors que nous avions envisagé que ce discours anticapitaliste pouvait émaner d'une formation générale ou d'une formation destinée à des cadres de l'organisation, il apparaît, au contraire, que c'est au cours de moments de formation sectorielles qu'elle a acquis de telles connaissances et qu'elle s'est forgée une grille d'analyse marxiste de la société<sup>377</sup> :

*Et, tu as effectué des formations générales au CREO ou dans la santé ?*

Non pas, au CREO, j'ai fait des formations uniquement dans le secteur de la santé.

*Et dans ces formations de la CGTG santé, on évoque toutes ces choses ?*

Ah oui oui oui ! Oui, on parle de la crise, du capitalisme, dernièrement on a parlé de l'accumulation primitive du capitalisme, c'était vraiment très intéressant. On a fait le parallèle entre cette histoire de l'accumulation primitive avec l'histoire des Antilles, de l'esclavage. Comment s'est constituée la richesse et aussi la force de travail. Et c'est là où tu te rends compte que depuis le Moyen-âge jusqu'à nos jours c'est le même système qui se perpétue. C'est exploiter les petits pour donner toujours plus aux plus gros, avec le moins de moyens possibles.

*Et par rapport à ce que tu me dis là, c'est-à-dire cette vision « marxiste » en fait ...*

(elle rit) Oui !

*... est-ce que tu te sens des affinités politiques particulières ?*

Bah des affinités, non. Enfin, oui, on est plus dans du communisme. Le vrai, hein, pas la version russe. Enfin mettre tout en commun pour pouvoir profiter, pour que chacun puisse profiter au même titre, ça oui ! Le vrai communisme ! Mais après, être dans telle ou telle mouvance de gauche ou gauchiste, je ne m'identifie pas forcément, non ! Pas spécialement. Je suis de gauche, ça c'est sûr ! Mais au niveau politique... Quand on fait des formations on se rend compte de ça aussi. Je veux dire, quand on regarde le

---

<sup>376</sup> Idem.

<sup>377</sup> Même si nous avons entendu parler de la formation consacrée aux déficits de la sécurité sociale mentionnée ici, qui était apparemment organisée par un intervenant extérieur au syndicat mais membre de Combat Ouvrier.

fonctionnement des politiciens, qu'ils soient de gauche ou de droite, ce sont toujours les capitalistes ou la finance qui décident. Même les politiciens de bonne volonté ils sont pieds poings liés si je puis dire ! Et c'est le peuple qui a les clés en mains. Tout est fait pour que l'on ne s'en rende pas compte. *C'est pour ça qu'il faut faire cet effort de conscientisation, pour que les gens comprennent que c'est nous les travailleurs qui avons les choses en main.* Si on n'est pas là, rien ne se fait, même les 65 ou 67 grands patrons qui ont 50% de la richesse mondiale sans les petits patrons à leurs ordres, sans les travailleurs de Guadeloupe, de France ou de ce qu'on appelle le Tiers-Monde ces patrons-là ne sont rien. Aux dernières nouvelles, madame Bettencourt n'est pas en mesure de créer quoi que ce soit, pourtant c'est elle qui détient cette fortune, ces richesses.<sup>378</sup>»

Un tel discours est particulièrement éclairant pour qui veut comprendre les ressorts de la formation CGTG-iste et la façon dont celle-ci oriente les syndicalistes vers un discours anticapitaliste proche de celui développé par l'extrême-gauche et Combat Ouvrier. Si notre enquêtée refuse de se définir politiquement du point de vue partisan, elle s'identifie symboliquement au communisme « révolutionnaire » dont elle a adopté un certain nombre de traits. L'idée de défendre le « *vrai communisme* », et non « *le communisme russe* », marque à la fois une prise de distance avec l'héritage historique du communisme soviétique – que notre enquêtée semble tout à fait capable de situer – et une forme d'adhésion à un idéal communiste proche de celui des militants trotskistes<sup>379</sup>. En outre, Inès fait clairement part de son scepticisme concernant une évolution de la société guadeloupéenne si celle-ci demeure gouvernée par des professionnels de la politique. Non pas qu'elle juge indifféremment ces professionnels (elle-même se dit « *de gauche* » et estime qu'il existe des politiciens « *de bonne volonté* »), mais parce qu'elle formule, à la suite de l'extrême-gauche, le souhait que les travailleurs prennent le pouvoir dans la société<sup>380</sup>.

---

<sup>378</sup> Entretien avec Inès, déléguée du personnel et syndicaliste CGTG à l'hôpital de Pointe-à-Pitre.

<sup>379</sup> Cette cohabitation idéologique entre anti-stalinisme et désir d'un communisme « utopique », tout comme la critique des professionnels de la politique nous paraissent très similaires à celle observées par Florence Johsua dans le cas des jeunes militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire et du Nouveau Parti Anticapitaliste. JOHSUA, Florence. « Chapitre 5. Projets de société, une société en projets », in. *Anticapitalistes*. Paris : La Découverte, p. 124-134.

<sup>380</sup> On pourrait ici faire un parallèle avec les observations d'Eric Agrikoliansky au sujet des incidences biographiques et de la politisation. On voit bien chez notre enquêtée comment se conjuguent mobilité socioprofessionnelle et comportement politique dès que l'on se penche sur la dimension subjective de son engagement et les expériences marquantes de son environnement de travail. Dans le même temps, à l'instar des enquêtés d'Agrikoliansky qui « se sentent devenir de droite » mais rechignent à renier complètement ce qui les faisait voter à gauche, Inès se « sent devenir d'extrême gauche » sans parvenir à stabiliser complètement les catégories politiques qui sont le produit de sa socialisation cégétiste. – Voir : AGRIKOLIANSKY, Eric. « “Je me sens devenir de droite” : trajectoires sociales et itinéraires électoraux », in. SPEL (COLLECTIF). *Les sens du vote : Une enquête sociologique*. Rennes : PU Rennes, 2016, p. 75-104.

En fin de compte, ces passages de l'entretien permettent de saisir comment la formation syndicale – entendue comme acquisition technique de connaissances et de compétences – débouche sur un processus de politisation. Celui-ci passe par une forme d'identification au discours cégétiste (parce que la formation fait le lien entre l'expérience des difficultés au travail et en dehors, et les revendications portées) et une forme d'institution organisationnelle - le syndicat devenant progressivement, aux yeux de l'enquêtée, la meilleure forme pour représenter politiquement les travailleurs. Loin de se présenter sous une forme « dés-idéologisée », on voit ici que les stages ou les réunions de formation opèrent comme des moments d'échange où certains discours résonnent et permettent de transformer « les mondes de pensées » des adhérents – quand bien même cette idéologisation est postérieure à l'adhésion et relève de la socialisation organisationnelle. Ces transformations, comme l'ont d'ailleurs repéré Nathalie Ethuin et Karel Yon, se traduisent chez nos enquêtés par des prétentions de généralité plus élevées<sup>381</sup>, auxquelles concourent la culture marxiste et léniniste de Combat Ouvrier dans le cas de la CGT aux Antilles, quand bien même les militants CGTG-istes ne perçoivent pas forcément le poids de Combat Ouvrier dans cette influence ou sont réticents à y être affiliés.

## **2) Valère : entre fidélité « idéale » et critique de la participation syndicale**

Si l'activité des militants d'extrême gauche et les responsabilités qu'ils occupent jouent un rôle déterminant dans l'orientation du syndicat, cette prépondérance du trotskisme au sein de la CGT peut également être relativisée de différentes façons. D'abord, et comme nous l'avons observé dans différents secteurs, de nombreux syndicalistes – et parfois des sections entières – montrent assez peu de préoccupation pour la visée politique du groupe dirigeant, du moment que celui-ci accomplit un certain nombre de tâches techniques et logistiques qui permettent le développement ou la pérennité des syndicats de base. Mais la ligne « officielle » peut également faire l'objet de remises en question de la part de certains responsables ou de certains adhérents, qui se montrent critiques vis-à-vis de la capacité des dirigeants à intégrer la diversité socio-professionnelle des adhérents au-delà des objectifs politiques avancés et, *in fine*, questionnent la logique de la représentation induite par l'omniprésence des militants les plus politisés. C'est ce décalage, ou cette distorsion, qui nous est parfois apparu lors des entretiens ou des observations auprès de certains militants cégétistes des deux îles que nous

---

<sup>381</sup> ETHUIN, Nathalie ; YON, KAREL. « Le syndicalisme à l'épreuve de sa reproduction : éclairage sur et par la formation syndicale », in. *La Fabrique du sens syndical*, ouvrage cité, p. 9-27.

souhaitons à présent aborder à partir d'un entretien que nous avons réalisé avec un syndicaliste CGTM de l'EDF<sup>382</sup>.

### a) Une trajectoire socio-professionnelle ascendante

Valère est un responsable du secteur EDF de la CGTM. Nous l'avons rencontré sur les conseils de Thierry, l'un de ses collègues que nous avons également interrogé au siège du syndicat de l'EDF à Fort-de-France. Valère est âgé de 47 ans, il présente une trajectoire professionnelle ascendante au sein du service public de l'énergie : il a d'abord été magasinier, puis été approvisionneur, avant de devenir agent des Industries Électriques et Gazières depuis 1989. Il est aujourd'hui président de la CMCAS (Caisse Mutuelle Complémentaire d'Action Sociale de la Martinique.). Militant « naturel » selon ses propres mots, il s'est engagé « depuis le collège-lycée » : « j'ai toujours cherché à m'investir, dans les associations, culturelles ou sportives, à défendre les intérêts des collègues quand j'étais délégué de classe ». Valère n'est pas issu d'un milieu particulièrement politisé mais se réclame de la gauche. Il a été approché par une scission du Parti Communiste de la Martinique sur la commune du Lamentin dont il est originaire, qu'il a vite délaissé à cause de « son orientation centriste, qui n'était plus communiste, avec une équipe dirigeante qui ne lui plaisait pas », « qui faisait une politique politicienne : un jour à gauche, un jour avec la droite » et qui n'avait « pas d'orientation claire ». Lorsqu'il arrive en 1989 à l'EDF, il se syndique comme militant de base. Les dirigeants du syndicat lui confient progressivement un certain nombre de responsabilités : secrétaire du Comité Mixte de Production (que notre enquêté désigne comme un équivalent CE mais qui est aussi un lieu de discussion sur l'organisation même du travail), responsable de section, puis administrateur à la CMCAS. Très actif sur le front des luttes syndicales et attaché à la visée interprofessionnelle des mobilisations entreprises par la CGTM, il affirme qu'il n'a « jamais raté un mouvement depuis qu'[il est] rentré dans la boîte ». Il attache également de l'importance à mettre en place des mobilisations inter-

---

<sup>382</sup> Nous avons déjà évoqué, dans le second chapitre, l'audience qu'avait recueillie la ligne « Joachim » au sein de la CGTM de l'EDF. Ici, il sera également question de l'appartenance à un milieu socioprofessionnel comme EDF qui possède, dans l'hexagone comme en Martinique, de très fortes spécificités : un syndicalisme à bases multiples où la dimension de services (via la participation aux CMCAS) est structurante. Voir SIROT, Stéphane. « Les pratiques grévistes dans les industries électriques au 20<sup>e</sup> siècle », *Les Cahiers de l'Institut d'histoire sociale Mines-Énergie*, n°4, 2004, p. 26-33.

catégorielles et à s'investir dans des cadres intersyndicaux dès que les conditions se trouvent réunies pour le faire :

*Tu considères que c'est important de participer à des actions en soutien à d'autres secteurs, à d'autres entreprises ?*

Moi je pense que ça devrait être le cas, d'ailleurs ça a fait l'objet de discussions en séminaire... ça devrait ! Un syndicat, quand des travailleurs sont en lutte, c'est l'affaire de tous les travailleurs. Et chacun doit pouvoir y contribuer. Bon, tout le monde ne peut pas s'impliquer de la même façon. Mais dans l'idée je dirais même plus, dès que des travailleurs sont en lutte, dès qu'il y a un conflit, il faut pouvoir soutenir ces luttes, même s'il s'agit d'un autre syndicat. Par exemple avec une motion de soutien lorsqu'il s'agit d'un autre syndicat. Ne serait-ce que passer voir, sur un piquet, un barrage. Ne serait-ce qu'au niveau de la CGTM quand on a des mandats, autant que possible il faut y aller. Bien sûr je ne peux pas le faire tous les jours, même si je suis détaché dans le cadre de la CGT, sinon je serais un gréviste professionnel, entre guillemets ! Mais si je peux porter un soutien physique ou moral, je le fais ! C'est une question d'orientation, tu sais, comment faire en sorte que d'autres militants, même si ce n'est pas le même métier, puissent porter une action à quelque niveau que ce soit ! Sur la banane, sur le casino, dès que c'est possible je porte ma présence.<sup>383</sup>»

Comme nous pouvons le voir à l'aune du précédent extrait d'entretien, Valère ne déroge pas particulièrement au cadre idéologique et discursif du « modèle » cégétiste tel que nous avons pu l'évoquer dans les parties précédentes. D'un point de vue personnel, il peut même se prévaloir de mettre en application ses idées et de donner l'exemple en s'investissant pleinement dans les luttes d'entreprise. Ainsi, en 2011, il est aux avant-postes d'un conflit d'ampleur dans le secteur de l'EDF, expliquant : « *On était en grève, on a fait quatre mois de grève sans salaire, on dormait soit ici à l'EDF soit sur les piquets de grève. Je rentrais très tard pour être à 4h sur un piquet où on avait décidé d'une action. J'étais en grève H24 et sept jours sur sept.* ». Du fait de la durée de la grève et des coupures électriques que celle-ci entraîne sur l'agglomération foyalaise, il est même montré du doigt et pris à partie par des habitants de son quartier hostiles au mouvement qu'il a impulsé au sein de la CGT :

Ce conflit-là a été très dur d'un point de vue personnel, j'ai été très exposé, puisque j'ai été menacé de mort. J'étais très connu, je passais souvent dans les médias, et j'ai été menacé par des messages Facebook etc. J'ai aussi été suivi à plusieurs reprises et j'ai reçu des menaces de mort. Bon, ça ne m'a pas empêché de faire mes affaires mais voilà. J'ai quand même reçu le soutien des amis. Un gros soutien familial et de mes amis proches. Il faut dire aussi que la majorité sont des militants syndicaux donc ils ont compris la démarche, et ils m'encourageaient. Moi je n'ai pas vraiment eu de

---

<sup>383</sup> Entretien avec Valère, administrateur CMCAS à l'EDF et responsable CGTM, mai 2015.

souci. C'est plus mon exposition médiatique à cause des coupures d'électricité pendant cette grève-là.

*C'était des gens qui s'éneraient ?*

Il y a avait plusieurs personnes qui appelaient à me faire la peau. Bon, ça je ne le craignais pas trop. Parce que si tu veux tuer quelqu'un tu ne le mets pas sur Facebook ! (rires) Non, ce que je craignais c'était plus le con qui suive son idée et qui me croise et... qui se décide, sur un coup de tête, à faire la basse besogne. Voilà, les menaces ! Mais heureusement, j'avais des personnes qui me prévenaient : « telle personne te cherche, etc. ». Ils entendaient des choses et disaient « attention ! ». J'ai eu pas mal de collègues aussi qui me disaient « Attention, on a entendu telle ou telle chose, voilà quoi ! ».

En revanche, malgré cet investissement personnel – et malgré le fait que cet investissement soit désigné par l'enquêté comme « politique », Valère se montre relativement distant vis-à-vis de l'influence partisane de Combat Ouvrier au sein de la CGTM. S'il affirme partager « *une certaine vision des choses* » avec l'organisation d'extrême gauche, il ne cache pas certaines critiques, et exprime le souhait de voir évoluer l'organisation.

#### **b) Des évolutions nécessaires**

Interrogé sur son rapport à Combat Ouvrier, Valère a tout de suite évoqué la nécessité de changer les discours et les pratiques de l'organisation dans la CGTM – et, manifestement, de faire bouger certaines règles du jeu qui ont été instituées par les militants de Combat ouvrier. Ce qui constitue, à nos yeux, une preuve supplémentaire de l'influence trotskiste au sein du syndicat (puisque c'est *par rapport* à cette influence que notre enquêté situe son positionnement), mais qui nuance dans le même temps l'idée selon laquelle l'investissement de la CGT au sein de l'espace des mouvements sociaux en Martinique serait uniquement la conséquence de l'orientation dictée de l'extérieur par Combat Ouvrier :

*La ligne politique de la CGTM, elle est ce qu'elle est depuis 1990 entre autres parce qu'il y a des militants de Combat Ouvrier dedans, est-ce que tu as une vision particulière ? De cette ligne politique ou de Combat Ouvrier ?*

C'est un parti que je respecte. Globalement on a les mêmes idées, la même perspective, mais je ne suis pas adhérent. Je pense que la CGT est en train de chercher un nouveau souffle. Par exemple, en ce moment on fait un séminaire avec la confédération. On a défini plusieurs groupes de travail qui réfléchissent à différentes questions : aux soutiens, pour avoir des nouveaux - et des jeunes surtout ! - un groupe sur les revendications... La CGTM réfléchit à comment faire pour continuer à croître, sans quoi moi j'ai des craintes que la CGT disparaisse. Pour moi, il faut voir comment donner un souffle nouveau. On est contraints... L'adversaire évolue, sa tactique de lutte n'est pas la même. Il nous faut une nouvelle tactique, une nouvelle méthode de

combat puisque c'est toujours la lutte mais l'adversaire a changé. Avec toute la technologie, les moyens de communication qui prennent de plus en plus d'importance. Est-ce que l'on est toujours dans le dur et on dit « *Non non non !* ». Ou alors, tout en gardant l'idée de la lutte des classes et tout ça, d'essayer de se faire entendre davantage. De toucher plus de monde ! À la CGTM nous sommes sur cette réflexion en vue du prochain congrès. Changer l'image du syndicat, quelle image doit-on donner ? Comment utiliser les médias, faire comprendre l'utilité des syndicats ? Moi j'entends que les syndicats sont inutiles, sont des casseurs d'entreprises. Je le conteste : mais on ne peut pas continuer à se battre comme il y a trente ans ou vingt ans ! D'ici le prochain congrès on va travailler collectivement à cette orientation.

On perçoit assez clairement, dans le discours de Valère, le désir d'une forme de modernisation de l'action syndicale dont les modalités ne sont pas déterminées mais qui se pose notamment en termes d'« *image* », de « *communication* » et de « *public* ». Ces éléments de langage, qui sont assez peu présents dans les discours mobilisés par les militants d'extrême gauche aux Antilles, traduisent une volonté de se démarquer d'un monde organisationnel antérieur que notre enquêté ne juge plus tout à fait adapté à la société martiniquaise d'aujourd'hui. Tout en continuant à penser l'action syndicale comme un combat de classes (« *un rapport de force* » avec « *un adversaire qui a évolué* »), il semble estimer que le tropisme de l'affrontement participe aussi à éloigner certaines catégories de la population qui perçoivent les syndicats uniquement comme des organisations à visée contestataire. Ce qui l'amène également à critiquer les insuffisances de la formation syndicale, trop de syndicalistes se retrouvant, selon ses dires, à des postes à responsabilité sans avoir été suffisamment préparés et sans faire l'objet d'un suivi suffisamment attentif :

La formation, c'est très important, on occupe trop souvent des mandats sans formation syndicale suffisante. Il faut déjà vouloir se former, faire cette démarche-là. Or, ça n'est plus aussi simple qu'avant, ni de rentrer dans le syndicat ni dans la lutte. Il y a eu une période où le rapport de force suffisait. Le syndicat était tellement fort, tu pouvais te contenter de quelques dirigeants formés, le syndicat avait le rapport de force. Dans les années 1960-70, c'était comme ça ! Aujourd'hui, il faut combattre le manque de rapport de force. On pourra amener la force qui nous manque, mais si on n'a pas le rapport de force, il nous faut trouver d'autres moyens pour combattre !

Il faut ici prendre la mesure de ce que nous dit l'enquêté. Il évoque d'abord un modèle d'organisation passé, celui « *des années 1970* » où « *quelques dirigeants formés* » suffisaient à faire fonctionner l'organisation. Même si cette vision quelque peu mythifiée de la discipline organisationnelle au sein de la CGT et de son hégémonie syndicale peut être sujette à caution, elle nous renseigne sur la stabilité d'un certain nombre de représentations à l'intérieur de la CGT en Martinique. De fait, notre enquêté critique ce qui constitue encore le cadre de pensée

majoritaire à la CGTM, et qui est souvent défendu tel quel par les militants trotskistes au nom de la constitution de l'avant-garde. Par ailleurs, il souligne un certain relâchement dans la formation, qui se manifeste par le fait que certains responsables soient « *livrés à eux-mêmes* ». Ce que nous comprenons ainsi : lorsque les responsables de section ou de secteurs ne représentent ni un intérêt ni une « menace » pour la direction trotskiste, celle-ci semble composer avec ses éléments syndicaux « périphériques » sans vraiment compter sur eux. De ce que nous percevons, Valère semble d'autant plus à l'aise pour émettre de telles critiques à l'égard de la direction confédérale que lui-même « joue le jeu » de la discipline en s'investissant dans les mobilisations et qu'il éprouve une certaine sympathie pour l'idéologie communiste. En revanche, probablement parce qu'il a connu une forme d'ascension socio-professionnelle conjointement à sa progression dans la hiérarchie syndicale, il est également soucieux de mettre en avant des perspectives d'épanouissement personnel et de souligner les bénéfices potentiels de la formation syndicale dans un tel parcours (soient des éléments qui sont peu « dicibles » par des militants de Combat Ouvrier). À rebours d'une formation syndicale subordonnée à un objectif d'homogénéité politique, Valère défend la nécessité d'un renouvellement générationnel qui passe selon lui par des formations plus inclusives :

Bien sûr ! Plus de jeunes, plus de gens. Je dirais que si les jeunes ne prennent pas le relais... Moi je commence à faire partie des vieux maintenant, j'ai 47 ans je peux te dire que ça va vite, si je ne commence pas à prendre un jeune de 25-30 ans, dans dix ans... Si d'ici-là on ne forme pas des jeunes pour prendre le relais, on est condamnés à mourir. Bien sûr que les aînés sont importants, tu peux militer même à la retraite, continuer à descendre dans la rue ou sur les piquets, mais le mouvement actif se trouve dans les entreprises. Et pas seulement, comme on l'entend, pour casser les entreprises ou les bloquer. Donc il faut des jeunes dans les entreprises, des gens sur qui compter pour l'avenir, il nous faut des gens de 25-30 ans pour continuer le combat, pour en former d'autres quand ils auront 40 ans et qu'ils auront des responsabilités.

Le syndicalisme dans les rangs de la CGT ne se donne donc pas à voir sous une forme monolithique. Il existe, à la CGTG comme à la CGTM, plusieurs façons de s'investir et de considérer son investissement syndical comme une activité politique. Par conséquent, il vaut mieux se montrer précautionneux lorsque l'on est tenté d'inférer des registres d'engagement à partir de l'idéologie dominante au sein de la CGT. Si Combat Ouvrier donne une tonalité particulière à l'activité cégétiste, et s'il demeure nécessaire de comprendre l'intervention des militants trotskistes au vu de leur centralité dans l'institution syndicale (et au regard de la petitesse du monde syndical martiniquais ou guadeloupéen), nombreux sont les syndicalistes

qui « endossent un rôle qu'ils ne subissent pas pour autant<sup>384</sup> », prenant des responsabilités tout en se tenant à distance de la politique trotskiste. On observe notamment des militants particulièrement investis qui, à l'instar de Valère, « *suivent le rythme* » des militants communistes-révolutionnaires, tout en refusant d'assimiler leur intervention syndicale à une forme d'organisation politique dans laquelle ils ne se reconnaissent pas, et vis-à-vis de laquelle ils éprouvent des sentiments contrastés.

### ***D - La CGTG et la grève du port : entre défection tactique et rappel des frontières***

Afin de terminer ce chapitre consacré à la CGT et d'expliquer comment ce syndicat se positionne concrètement au sein du champ syndical en Guadeloupe, nous souhaitons revenir sur un épisode de mobilisation que nous avons accompagné et qui nous paraît caractéristique de l'investissement de la CGT guadeloupéenne au sein du champ syndical. Plus précisément, la mobilisation relatée ici nous renseigne à la fois sur la façon dont s'intriquent champ syndical (dans la mesure où cet épisode participe de la vie de l'organisation en tant qu'institution) et espace des mouvements sociaux (en tant que configuration relationnelle marquée par des relations de concurrence). Dans le cas guadeloupéen, le fait de se mobiliser et de rendre visible certains combats que la CGTG tient pour centraux dans l'activité de l'organisation (comme la lutte en soutien aux dockers que nous avons accompagnée plusieurs jours durant) vient se heurter à la domination syndicale indépendantiste, empêchant de concrétiser des alliances syndicales. Et, comme nous allons le voir, le type de discordes et de conflits intersyndicaux qui apparaissent au cours de tels conflits constituent des moments importants de réaffirmation de la spécificité du positionnement de classe de la CGTG, notamment contre « *la conciliation de classe prônée par les indépendantistes* ».

#### **1) Une action sur le port autonome**

Le 13 mai au matin, nous partons avec des membres de Combat Ouvrier pour prêter main forte à une opération menée contre le groupe AREMA-CGMA – entreprise basée à Marseille assurant la manutention sur l'interface portuaire du Port Autonome de Guadeloupe, où sont débarquées à terre la quasi-totalité des produits manufacturés et des denrées

---

<sup>384</sup> Pour reprendre l'expression de Jacques Lagroye au sujet des élus politiques. « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye. » In: *Politix*, vol. 10, n°38, Deuxième trimestre 1997. L'institution des rôles politiques, sous la direction de Brigitte Gaiti et Frédéric Sawicki. pp. 7-17.



**Les militants de la CGTG devant l'entrée du Port Autonome de Jarry, 13 mai 2014. Photographies personnelles.**

alimentaires permettant de fournir la grande distribution de l'île. Central dans l'activité protestataire du syndicat, ce conflit vieux de près de trois ans oppose la direction du groupe à plusieurs dockers militants à la CGTG. Anciennement recrutés et rémunérés selon un système propre aux conventions collectives des docks, ces militants CGTG se sont syndiqués pour dénoncer la précarité du travail liée aux conditions d'embauche journalières sur le port. Fer de lance des revendications de la CGT dans le secteur, la titularisation de ces contrats avait pourtant été obtenue suite aux accords signés dans la

branche en 2010, dans la foulée des mobilisations de l'hiver 2009. Par la suite écartés des listes de titularisation sans motif apparent – mais vraisemblablement pour leur activité syndicale - les syndicalistes ont porté l'affaire devant les prud'hommes et obtenu leur réintégration au terme d'un premier jugement. Depuis lors, la direction aurait arbitrairement empêché les dockers de regagner leur poste en les menaçant, ces derniers se retrouvant au chômage forcé depuis octobre 2012. Une action illégale dont les autres syndicats se sont rendus « complices », aux dires de la CGTG, en refusant d'appuyer les dockers réintégrés - voire en participant aux actions d'intimidation. Une nouvelle décision du tribunal de Pointe-à-Pitre a pourtant donné raison aux militants de la CGT, ordonné leur réintégration et le paiement des jours de travail en retard – qui couraient alors d'octobre 2012 à mai 2014, soit plus d'un an et demi de salaire.

Rassemblés devant le portail de l'entreprise, à l'écart de la circulation sur la zone économique, les militants CGTG brandissent les drapeaux du syndicat. Quelques militants

rompus aux « coups de main » donnent de la voix, aux cris de « *Voleurs ! Voyous !* ». Après avoir bloqué l'entrée du port pendant plusieurs heures, suscitant l'ire de la directrice des ressources humaines dont le véhicule sera stoppé (non sans donner lieu à quelques invectives). Plusieurs passages-éclairés des forces de police, manifestement peu enclines à intervenir par la force ce jour-là, ponctuent la matinée.

## 2) Un débriefing sous-tension

Le soir, une dizaine de personnes se rassemblent dans la salle de réunion du local syndical. Marie-Agnès Castrot, dirigeante du syndicat en charge du suivi du dossier et des négociations (avec qui nous nous étions entretenu la veille), arrive et prend place à la table. Avec elle, trois militants dockers de la CGTG écartés par la direction d'AREMA-CGMA de la liste de titularisation. Les négociations du jour se sont déroulées dans un relatif climat de tension, la CGT ayant décidé de bloquer l'entrée du port autonome jusqu'à application de la décision des prud'hommes. Bertrand, le syndicaliste-formateur que nous devons rencontrer pour l'entretien arrive lui aussi. Il s'adresse à nous, discrètement « *Tu as vu avec Marie-Agnès ?* » Manifestement, notre présence est tacitement acceptée pour assister au déroulement de la réunion. Jean-Marie Nomertin (secrétaire général) s'assoit et esquisse un rictus : « *Bon, il va falloir remettre ça demain apparemment. On dirait que finalement, on va se croiser demain avec l'affaire Total, c'est un début de convergence* ». Le secrétaire général fait référence à la manifestation de l'UGTG qui doit se tenir le lendemain devant le siège de Total à Jarry, et ironise sur le hasard du calendrier.

Trois points sont à l'ordre du jour : un bilan des négociations avec la direction de l'entreprise, une réévaluation du montant des indemnités et des conditions de réintégration avec les salariés présents, et la décision de poursuivre ou non l'effort de blocage pour maintenir la pression et tenter d'obtenir gain de cause. Marie-Agnès Castrot dresse un bilan négatif des négociations : la direction a proposé de dédommager les salariés à hauteur de 1500 euros par personne, et une embauche en CDD selon les besoins de l'entreprise, possible dès le lendemain. Elle s'indigne : « *Ils se foutent vraiment du monde. L'arrêt des prud'hommes a valeur de décision exécutoire, ils ne peuvent pas passer par-dessus dans la mesure où le tribunal a désigné la situation comme "un trouble manifestement illicite". Ils sont tenus de payer les jours non-travaillés en fonction des niveaux de rémunération antérieurs, et ils le*

*savent : parce que le licenciement est nul ! Faut yo payer ça – il faut qu'ils payent ! ». Puis, elle précise : « Déjà, ils nous ont dit qu'il s'agissait d'une négociation. J'ai dit : "Quelles négociations, qu'est-ce que l'on négocie ici ?!" On est ici par votre faute pour faire appliquer une décision de justice, on n'est pas là pour négocier je ne sais quel truc. » Jean-Marie Nomertin renchérit : « Manifestement, ils s'en foutent de perdre, mais ils veulent absolument faire traîner le truc. Ils n'ont manifesté aucune bonne volonté, ils ont prétendu qu'ils m'avaient appelé, qu'on était en contact. Mais je n'ai rien reçu de concret, jusque-là. Et puis, mine de rien, on les met dans la merde en bloquant le port. Même symboliquement, le « poumon économique de la Guadeloupe bloqué, ça la fout mal. ».*

Il est vrai que la situation est pour le moins gênante pour la direction de la société, contrainte d'appliquer la décision de justice à marche forcée. D'ailleurs, l'un des jeunes dockers mobilisés pour leurs emplois prend la parole à propos de l'attitude de la directrice des ressources humaines : *« C'était fou aujourd'hui, ce mépris-là ! Qu'ils ne veuillent pas reconnaître que le licenciement est nul alors que c'est écrit noir sur blanc ! »,* et il s'adresse à Marie-Agnès Castrot : *« Tu as vu, quand elle m'a dit "De toutes façons personne ne vous suit" et que je lui ai demandé : "Et si un autre jeune portait plainte contre vous ?" Ah ! Elle n'a rien répondu, là, elle n'a rien répondu à ça ! ».* Et Marie-Agnès Castrot de commenter, dans un soupir : *« Elle n'a rien répondu, mais elle a très bien entendu. Il paraît, soi-disant, "qu'on l'emmerde". Eh bien tant mieux, parce que là, 1500 euros c'est une insulte ! »* Puis de continuer : *« Ils nous proposent une indemnisation ridicule. Et ce n'est pas une indemnisation qui est demandée, c'est un salaire ! Un sa-lai-re ! Avec une fiche de paie. Ils appellent ça comme ils le veulent, on s'en fiche ! Mais un salaire ! Sinon, ils font comment pour la retraite, hein ?! Sans compter cette histoire de CDD. C'est "aujourd'hui on vous prend, demain on vous reprend pas !" Et sans compter les années d'expérience, les niveaux de qualification et de rémunération. ».*

Tout le monde semble d'accord pour continuer la mobilisation mais comment et avec qui ? Manifestement, l'UGTG, malgré sa position dominante dans l'espace des mouvements sociaux, n'est pas considérée comme un partenaire potentiel. D'abord, au vu de l'attitude hostile de la section syndicale UGTG des dockers envers la mobilisation cégétégiste et, par ailleurs, au vu de l'investissement total du syndicat indépendantiste dans la mobilisation en soutien à Jocelyn Pinard, qui ne semble laisser aucune possibilité de convergence avec la grève menée par la CGTG. En outre l'absence de travail en amont et une appropriation exclusive des informations concernant la grève du port – qui est révélatrice à la fois de

l'attention portée à la mobilisation des dockers et du fait que la CGTG rechigne à se « compromettre » dans une lutte telle que l'affaire Pinard qui pourrait nuire à l'image de marque combative du syndicat CGT. Bertrand s'adresse aux autres responsables :

Bon, à un moment moi je voudrais bien savoir ce qu'ils foutent sur le port, les camarades qu'on a là-bas ! Parce que moi, je veux bien perdre une journée de salaire, je veux bien faire grève en solidarité, je veux bien me chopper encore un coup de soleil après huit heures en plein cagnard mais personne ici n'est tenu de le faire. Sans déconner, j'ai un peu les boules. Qu'est-ce qui va se passer si ça continue comme ça ? Ce n'est pas un conflit externe, c'est d'un conflit interne qu'il s'agit. Si on perd là-dessus, personne n'est gagnant. Le port va continuer de croître, et en plus de la politique d'embauche « familiale », ils feront rentrer de plus en plus de CDD. Et ça va forcément affaiblir la puissance de négociation du syndicat. C'est la CGTG qui a obtenu ce permanentat syndical, non ? Je dis ça, je ne peux pas en vouloir aux camarades, mais là, ils vont être perdants sur toute la ligne. Pareil pour l'UGTG. Ils le savent, eux aussi. Moi je veux qu'on sache où ils en sont, ils ne peuvent pas nous refaire le coup de la dernière fois. Moi j'étais plus flippé par les mecs de l'UGTG que par les mamblos!<sup>385</sup>

Assénée au cours de la discussion, la déclaration jette un léger froid. Tout le monde semble connaître les difficultés à mobiliser parmi les syndicalistes sur le port du fait des avantages dont ceux-ci bénéficient et de la « paix séparée » qui règne avec l'UGTG depuis la fin de la mobilisation LKP. Il semble par ailleurs que les salariés du port fassent partie de ces éléments distants de Combat Ouvrier avec lesquels la direction de la CGTG n'entretient que des contacts épisodiques ou ténus. Pour l'équipe de direction réunie ce soir-là, la situation est d'autant plus problématique que la CGTG fonctionne traditionnellement en s'appuyant « sur les salariés mobilisés » - comme n'ont cessé de le répéter les principaux dirigeants du syndicat. Mais que, dans le cas présent, l'effort de solidarité déployé peine à entraîner une dynamique collective autour du cas des dockers. Ce sont manifestement toujours les mêmes qui se chargent d'organiser les actions de soutien. De fait, il s'agit des militants qui se trouvent, en raison de leur investissement quotidien, en prise directe avec la situation, mais dont le travail les place dans une position d'extériorité vis-à-vis du syndicat CGTG du port – y compris parce que ce travail révèle progressivement son caractère politique et que le fait d'interpeller la CGT du port pourrait être perçu comme une injonction contredisant en pratique l'autonomie décisionnelle de la section locale.

---

<sup>385</sup> Terme créole désignant les forces de l'ordre.

Mis devant le fait accompli – et temporairement pris en défaut –, Jean-Marie Nomertin reprend la main et critique vertement l’attitude des organisations indépendantistes, coupables selon lui de ne pas venir prêter main forte à la lutte des dockers :

Ah bah oui, mais à un moment donné, il faut leur dire : ‘‘*Fo choisir camp a zot* – il faut choisir votre camp !’’. Ils ne peuvent pas continuer à faire leur mobilisation dans leur coin, leur *biten*<sup>386</sup> contre Total et à laisser tout le reste en plan. Ce qui se passe là, c’est aussi la faute de l’Etat français. Je veux dire, le préfet est complice de cette situation sur le port et nous on le dénonce, on le dit ! Le climat est pourri, et ils nous pondent des trucs pires que dans une dictature. Et puis faut arrêter : tout le monde sait qu’on est mobilisés. Ni l’UGTG, ni le LKP, ni Radio Tambour n’en parlent<sup>387</sup>. C’est quoi, ça ?! Non, on ne peut pas s’appuyer sur des gens qui marchent dans ce genre de combine. Nous, on sait sur qui on peut compter, ça représente deux ans de travail, deux ans d’efforts. Et on ira jusqu’au bout ! »

La réunion se conclut par un laconique : « *Bon alors, comment on fait demain ? - On y retourne et on bloque*<sup>388</sup> ».

On voit ici que l’importance de ne pas « perdre la face » dans le champ syndical se traduit par une critique des initiatives solitaires de l’UGTG, peu encline à intervenir directement pour voler au secours d’autres syndicats. C’est donc par rapport à l’attitude du syndicat indépendantiste que réagissent d’autres organisations, comme la CGTG, pour s’en démarquer. En mettant en avant un conflit dont les protagonistes sont « des exploités parmi les exploités », défendre une ligne strictement « classiste » mais en jouant le jeu de l’argument juridique et du respect scrupuleux du droit du travail, au cœur d’un conflit qui démontre dans la pratique certaines compromissions de l’UGTG avec le patronat. On observe également que, même si ce modèle s’appuie sur une forme d’avant-gardisme, la CGTG se targue d’une forme d’organisation plus flexible et plus démocratique que celle proposée par le syndicat indépendantiste dont la CGTG n’a de cesse de dénoncer le « caporalisme » et la personnalisation à outrance. Pour autant, cette critique cache mal la difficulté de l’équipe dirigeante à mobiliser largement au sein du syndicat, alors même que les membres de Combat

---

<sup>386</sup> Littéralement « leur chose », ici « leur affaire » en créole guadeloupéen.

<sup>387</sup> On peut noter ici que l’UGTG, le collectif LKP et Radio Tambour (la principale radio indépendantiste guadeloupéenne) semblent relever d’un même ensemble symbolique, les deux derniers étant considérés comme des appendices du syndicat indépendantiste, en tous cas comme des organes sous influence de l’UGTG et dépendants de ses décisions pour se mobiliser.

<sup>388</sup> Cette stratégie s’avèrera payante, puisque le dirigeant d’AREMA acceptera finalement de réintégrer les dockers mis en chômage partiel et de leur verser une indemnité dont le montant s’élève à 15 000 chacun.

Ouvrier s’y investissent assidument, au point de faire de la résolution de ce conflit un objectif prioritaire au sein de la CGTG.

En 2009, l’ampleur du conflit, son extension à l’ensemble du territoire guadeloupéen, sa durée avaient poussé les protagonistes à mobiliser toutes les ressources de leur argumentaire, mais aussi à découvrir des nuances dans la conduite des actions à mener. L’arbitrage entre maintien du travail de coalition et mise en avant de revendications propres - malgré des moments de tension palpables - s’était imposé comme *modus operandi*. Dans la situation présente, nombre de militants s’en remettent à « ce qu’ils savent faire », retournent vers les mots d’ordres, les slogans, les pratiques qui leur sont les plus familiers. Dans le même temps, l’incontournable confrontation de leurs attentes spécifiques met en évidence leurs divergences de fond, que l’existence et l’expérience du LKP n’ont pas pu effacer, et qui resurgissent sous la forme d’interrogations quant à la possibilité d’une coopération syndicale ou quant aux bases politiques et organisationnelles sur lesquelles une telle coopération pourrait se fonder. Dans ce que l’on peut désigner comme une période de reflux militant, on observe une forme de « raidissement » de l’orientation militante autour de l’orientation défendue notamment par les militants de Combat Ouvrier, perçue comme la seule permettant au syndicat d’exister politiquement face aux indépendantistes, même de façon intermittente ou délibérément minoritaire.

### ***Conclusion***

Nous avons, au cours de ce chapitre, tenté de fournir quelques éléments caractéristiques de l’investissement des militants trotskistes de l’Union Communiste Internationaliste au sein de la Confédération Générale du Travail en Guadeloupe et en Martinique. Partant des manifestations les plus visibles de ce travail politique au sein des syndicats, nous avons cherché à saisir, de façon dynamique, les logiques qui prévalaient dans cet investissement et les effets de celui-ci sur l’orientation et le fonctionnement des structures syndicales CGT. En interrogeant la place du référentiel ouvrier, nous avons d’abord souhaité rendre compte de la légitimité que les acteurs syndicaux attribuent à la classe ouvrière, et comment ceux-ci s’efforcent de maintenir et de faire vivre des collectifs mobilisés à partir d’une grille de lecture qui se pose en termes de lutte des classes. Chemin faisant, en questionnant la vocation hégémonique des militants trotskistes à travers les différentes appropriations de la notion de classe ouvrière, nous nous sommes introduit dans les rouages d’un univers socialement délimité et politiquement orienté.

Comme nous l'avions déjà constaté, les motivations idéologiques s'introduisent dans les parcours militants, d'où l'intérêt de chercher à comprendre ce qui confère une forme de stabilité aux trajectoires des militants se réclamant du communisme révolutionnaire. Cette omniprésence des motivations idéologiques est sûrement due aux formes de rationalisations particulièrement poussées des discours des militants et ne rend pas compte avec justesse de l'effet propre de l'offre syndicale à disposition des entrants dans la carrière syndicale. Ensuite, une description plus approfondie des interactions entre responsables syndicaux, cadres intermédiaires et militants de base permet à la fois de conforter et de nuancer la revendication d'une influence de Combat Ouvrier par les dirigeants de la CGTG ou de la CGTM.

Le dispositif de formation syndicale joue là un rôle important, à la fois dans le maintien du référentiel ouvrier et dans la transmission d'un corpus idéologique anticapitaliste au sein de la CGT aux Antilles. Pour reprendre Nathalie Ethuin et Karel Yon, on constate ici que l'intérêt n'est pas tant de discerner ce que la formation fait aux syndicalistes que d'insister sur ce qu'elle nous dit du syndicalisme, dans la mesure où l'institutionnalisation de la formation syndicale en a fait la scène d'une tension fondamentale entre logique d'autonomie, héritage de l'éducation ouvrière, et une logique de gestion, qui semble emprunter un chemin sensiblement différent à la CGT aux Antilles par rapport à ce qui a pu être observé et analysé dans l'hexagone. On l'a vu, la formation concourt à l'acquisition d'une culture syndicale faite d'un langage, de pratiques, de symboles, de façons d'être qui permettent aux syndicalistes CGT de se distinguer des autres organisations tout en faisant valoir leur spécificité.

Pour autant, parce que la formation syndicale ne sert pas seulement à reproduire l'organisation sous une forme politiquement homogène mais aussi à identifier de potentielles recrues pour Combat Ouvrier, il est parfois difficile pour les équipes dirigeantes de « tenir les deux bouts » : une forme de priorité est clairement donnée à la lutte politique dans la formation comme dans la capacitation des nouvelles recrues. Pour le dire plus clairement, il est tout à fait possible que des militants de la CGT éloignés du trotskisme prennent des responsabilités, mais cela équivaut le plus souvent à une forme de prise de distance avec les instances décisionnelles majoritaires, prise de distance qui se traduit souvent par le caractère relâché de la communication ou du « suivi » militant en interne. Par ailleurs, le manque de données concernant les militants qui auraient refusé l'acculturation politique ou la promotion militante laisse planer un doute sur l'apparente rigidité du recrutement. On retrouve ici la problématique évoquée par Paul Boulland lorsqu'il étudie les inadéquations de la « sélection des cadres » en milieu communiste : « *Le problème d'un paradigme exclusivement centré sur*

*l'idée de « sélection » des militants est qu'il adopte en pratique le point de vue de l'institution, qui choisirait entre « bons et mauvais militants », en considérant que la promotion va de soi pour les militants eux-mêmes. Cela revient à négliger le point de vue des acteurs pour lequel justement la « promotion » ne va pas nécessairement de soi<sup>389</sup>». Cette problématisation critique, sur laquelle s'appuie Paul Boulland pour analyser les cas de militants ouvriers qui refusent la promotion interne au Parti communiste au profit de l'usine ou de la vie de quartier peut également s'appliquer à des militants plus intellectuels.*

Prise dans son acception large, la formation produit ainsi des effets différents en fonction des différentes interactions qui se produisent dans le cadre des formations ou en dehors (notamment pendant les « coups de main aux camarades en lutte »). Si certains syndicalistes se convertissent à la ligne communiste-révolutionnaire de l'organisation – ce qui ne veut pas forcément dire que leur *ethos* syndical se confond avec le modèle de militantisme promu par l'organisation trotskiste ou qu'ils s'identifient à Combat Ouvrier –, d'autres perçoivent la confusion des registres entre syndicalisme et politique, ou l'emprise idéologique de Combat Ouvrier, comme un frein à la diversification des identités socioprofessionnelles à la CGT. Des constats qui ne sont pas sans rappeler, une nouvelle fois, ceux dressés par Baptiste Giraud lorsqu'il insiste sur l'importance de l'espace des relations professionnelles dans le cas de la CGT hexagonale, à ceci près qu'aux Antilles, l'influence des militants trotskistes au sein d'un tel espace demeure particulièrement visible, notamment parce que ces derniers ont tendance à « monopoliser » les espaces de négociations professionnelles (y compris, parfois, dans des domaines d'activité où ils possèdent une expertise limitée).

Enfin, une observation des mobilisations comme celle de la grève du port permet de cerner l'hétéronomie du champ syndical dans ses interactions avec l'espace des mouvements sociaux. Les luttes d'influence politique dans un secteur professionnel révèlent notamment la concurrence entre militants cégétistes et indépendantistes en Guadeloupe y compris, on l'a vu, du fait de ce que ces luttes induisent en termes de différence stratégie, de mise en perspective politique et d'appréciations tactiques dans le cours de l'action collective

---

<sup>389</sup> BOULLAND, Paul. « Politisations populaires et rapports au Parti à travers la vie interne du PCF. Eléments pour une histoire infrapolitique du communisme français. », Intervention au séminaire « Histoire sociale et économique du politique, histoire politique du social et de l'économie » (Michel Margairaz, Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky) 3 novembre 2011 : p.13.

## **Chapitre V. « Un syndicat en mouvement (s) » ? La Confédération Démocratique Martiniquaise des Travailleurs**

---

« [...] Il y a le contact avec les gens, c'est important. Quand bien même tu possèdes une vision et une analyse spécifique. Souvent quand tu es dans cette position de secrétaire général, les gens dans la détresse te voient comme le Messie. Sauf que tu n'es pas le Messie qui va régler les problèmes. Les secrétaires généraux du syndicat, ils écoutent, ils répètent. Des années de militantisme m'ont montré que l'invariant c'est le contact que tu as avec les gens. Il faut analyser concrètement les situations, chercher les éléments concrets. Si tu ne prends pas ça en compte, tu fais ton mouvement, c'est ton droit, mais n'espère pas qu'en passant à côté de la situation sociale que les gens vivent, ils vont vouloir une transformation sociale. »

-Entretien avec Félix Releautte, militant « historique » du Groupe Révolution Socialiste et secrétaire général CDMT, juin 2015.

« Ce qui nous fait plaisir c'est de voir que les secrétaires généraux sont toujours derrière nous, que ce n'est pas que le délégué syndical qui est aux prises avec un problème particulier sur son lieu de travail, que toute la centrale se soucie des salariés, de tous les salariés. Moi ça ne me dérange pas que quelqu'un d'extérieur intervienne à nos côtés, c'est la solidarité de la centrale. »

-Entretien avec Edith, déléguée du personnel CDMT et aide à domicile, juin 2015.

### ***Introduction***

Fondée au début des années 1980, la Centrale démocratique des travailleurs martiniquais (CDMT) s'est autonomisée de la Confédération française démocratique des travailleurs (CFDT) en 1982, sous l'impulsion conjointe de militants autonomistes martiniquais et de militants du Groupe révolution socialiste. Représentant aujourd'hui la seconde organisation de l'île en termes de militants et de suffrages aux élections professionnelles, le syndicat demeure profondément influencé par la présence de militants trotskistes, notamment au sein de la direction. De par son orientation autonomiste et au regard de la radicalité du profil affiché par l'organisation, la CDMT constitue une évolution originale (on peut ici parler de « traduction ») de la matrice syndicale cédétiste dans l'hexagone.

Ainsi, nous avons déjà évoqué, au cours du second chapitre, comment le positionnement politique des militants trotskistes du Groupe Révolution Socialiste, promoteurs de l'auto-organisation dans les luttes sociales, avait trouvé dans le militantisme

syndical cédétiste un cadre convergent avec leur défense du socialisme autogestionnaire et leurs revendications pour le monde du travail. On pourrait citer, par exemple, la réduction du temps de travail à 32h, l'échelle mobile des salaires ou la création d'un bureau d'études ouvrières concernant la vie chère, qui font traditionnellement partie du corpus de revendications des militants trotskistes du GRS et qui ont été intégrés au logiciel de la CDMT dès sa fondation.

Pour autant, si elle partage au départ nombre de caractéristiques communes avec la CFDT française dont elle est issue – notamment du fait de l'orientation politique autogestionnaire et de son degré de perméabilité au militantisme d'extrême gauche, l'organisation a connu une évolution politique assez différente<sup>390</sup>. Contrairement à la CFDT hexagonale, la CFDT martiniquaise a conservé une forme de distance critique envers le gouvernement socialiste de François Mitterrand et, surtout, envers ses avatars locaux (notamment pendant le « moratoire » proposé par Aimé Césaire et le Parti Progressiste Martiniquais aux forces de la gauche anticolonialiste<sup>391</sup>). Il semble d'abord que les militants du GRS aient œuvré, avant même l'arrivée du Parti Socialiste au pouvoir, à s'unir à des partisans de l'autonomie et de l'indépendance, saisissant l'occasion suscitée par ce moment de reconfiguration politique pour transformer ce qui était encore une union départementale de la CFDT en syndicat indépendant. Comme l'explique Philippe Pierre-Charles, dirigeant historique du syndicat et du Groupe Révolution Socialiste :

C'est drôle, parce que quand on est rentré à la CFDT avec Félix Releautte et Gilbert Pago, ce n'était pas tellement plus radical que la CFDT française. Plutôt moins, si l'on compare avec certains secteurs en France. Donc on a un peu fait partie des militants qui ont radicalisé la CFDT. L'un des éléments de la radicalisation, c'était la transformation de la CFDT en CDMT, c'était un peu conflictuel mais la CFDT a fini par accepter, il y avait un contrat de coopération entre la CFDT en France et la CDMT

---

<sup>390</sup> Notamment, nous avons déjà pu évoquer comment l'activité déployée par les trotskistes du GRS au cours des années 1970 avait produit des formes syncrétiques d'importation du « moment LIP » dans des conflits martiniquais au travers de l'exemple de la grève au journal France-Antilles, et évoqué, en parallèle, le soutien à la lutte des LIP organisé par les militants et les militantes du GRS en France comme l'un des éléments explicatifs du choix d'entrée dans la CFDT.

<sup>391</sup> En Martinique, l'arrivée au pouvoir de la gauche socialiste ne se traduit pas par une migration massive de dirigeants trotskistes vers le Parti du Progrès Martiniquais – contrairement au phénomène de reconversion décrit par Jean-Paul Salles au sujet de la LCR, à l'exception notable d'Edouard de Lépine, dirigeant historique du GRS qui rejoint le parti d'Aimé Césaire en 1982.

en Martinique. Quand moi je suis arrivé c'était encore le cas, même quand je suis arrivé au secrétariat général, on était toujours en coopération.<sup>392</sup>

Affichant volontiers une orientation autonome, tantôt décrite comme « *dans la continuité de la CFDT* », tantôt « *volontairement à la marge*<sup>393</sup> », la CDMT s'est longtemps tenue à l'écart des débats politiques qui ont creusé d'irréconciliables clivages au sein de la CFDT hexagonale. De ce fait, si certaines transformations idéologiques, notamment l'abandon de la perspective du socialisme autogestionnaire pour un « syndicalisme de proposition<sup>394</sup> », ont affecté durablement la CFDT hexagonale au cours des années 1980 et 1990, elles n'ont cependant pas influées sur la structure martiniquaise. Dans le chapitre suivant, nous nous attacherons à expliciter les spécificités de la CDMT au regard de son positionnement dans le champ syndical martiniquais. D'abord en prenant en compte l'influence historique du GRS dans les structures de direction et d'animation du syndicat. Ensuite, en analysant comment, à la différence du trotskisme de Combat Ouvrier, cette politisation du syndicat concourt à produire des équilibres particuliers, davantage inclusifs vis-à-vis des responsables syndicaux étrangers ou hostiles à la politique d'extrême gauche ou autonomiste. Enfin, nous essaierons de montrer, au travers de la lutte des travailleuses à domicile, comment l'éclectisme stratégique du syndicat, son effort d'inclusion et le multi-positionnement de ses acteurs lui permettent de soutenir des mobilisations de travailleuses précaires et dominées – même si ce type de mobilisation questionne la pratique syndicale et le discours politique des responsables, en butte à un certain nombre de contradictions.

### **1) Rompre avec le consensus cédétiste**

Là où la CFDT française traversait régulièrement de forts conflits internes, marqués notamment par l'exclusion des militants d'extrême gauche en 1988 (les « moutons noirs » qui seront à l'initiative des syndicats Solidaires<sup>395</sup>), les atermoiements de la direction cédétiste au moment des grèves de la sidérurgie lorraine, la signature du « plan Juppé » par la secrétaire

---

<sup>392</sup> Entretien avec Philippe Pierre-Charles, secrétaire général de la CDMT et dirigeant du GRS, juin 2013.

<sup>393</sup> Nous reprenons ici les expressions entendues au cours d'échanges informels avec des militants de la CDMT.

<sup>394</sup> Notamment, du fait de l'influence de certains intellectuels proches du pouvoir socialiste tels que Pierre Rosanvallon ou Alain Touraine.

<sup>395</sup> Sur la création du « Groupe des 10 » et les reconfigurations organisationnelles qui se produisent au moment de la création de Solidaires, voir DENIS, Jean-Michel. *Le groupe des dix, un modèle syndical alternatif?* Paris : La Documentation Française, 2001, 244 p.

générale du syndicat Nicole Notat en 1995, la CDMT se voyait globalement peu affectée par ces turbulences – tout du moins jusqu’au début des années 2000. Il faut en effet attendre 2003, et la signature des accords portant sur la réforme des retraites engagée par le premier ministre François Fillon pour que la CDMT s’écarte définitivement du giron cédétiste en rompant officiellement ses liens avec la centrale, au profit d’un partenariat privilégié avec l’Union Syndicale Solidaires, comme l’explique de nouveau Philippe Pierre-Charles :

Dans les années 2000, là c’est devenu de plus en plus tendu. Il y a des gars ici qui ont utilisé les relations avec la CFDT pour nous combattre, plus ou moins. Quand il y a eu le mouvement sur les retraites, la crise était trop ouverte. En 2003, c’est la CFDT qui a mis fin au contrat, « façon gangster » : ils ont cassé le contrat de coopération sans jamais avoir été capables de nous dire quelle instance avait fait ça. C’est Chérèque [François Chérèque, alors secrétaire général de la CFDT] qui a validé cette décision en reprenant les arguments de nos adversaires, en disant que le GRS était majoritaire dans la direction, qu’on avait noyauté la direction. Dans les faits, le problème n’était pas le GRS, c’était que la CDMT était dans la rue contre la réforme. Et même ceux qui souhaitaient continuer avec la CFDT, ce n’était pas très politique, ils faisaient ça par opportunisme, ils savaient aussi que la fin du partenariat signifiait leur mise en minorité au niveau local. Les deux secteurs qui ont pris position contre l’autonomie de la CDMT c’était la poste et la BNP où ils ne voulaient pas perdre leurs avantages liés à la CFDT. La fille de la BNP a dit “je préfère garder les avantages, les formations, les voyages”, et elle est partie au PPM d’ailleurs, chez les soi-disant nationalistes. [...] Mais ces gens n’ont jamais reconstruit la CFDT vraiment, ils sont groupusculaires, ici.

Comme on peut le voir à la lumière de cet extrait d’entretien, la rupture de la CDMT avec la CFDT et le compagnonnage avec Solidaires s’effectue par un double mouvement. L’opposition politique à la réforme des retraites de la part de la CDMT entraîne un conflit avec la direction majoritaire de la CFDT sur le plan national, qui exacerbe les divergences idéologiques qui séparent la centrale hexagonale et le syndicat martiniquais. Dans ce contexte, les secteurs qui désiraient rester affiliés à la CFDT – qui sont décrits par notre enquête comme étrangers sinon comme hostiles au GRS – conservent leur appartenance, mais ne peuvent empêcher la rupture majoritairement impulsée par le secrétariat général de la CDMT<sup>396</sup>. Cette rupture du consensus organisationnel en place depuis les années 1980 souligne à la fois le degré d’autonomie de la CDMT et le poids politique du GRS au sein de la direction, que nous nous proposons d’explicitier dans cette partie.

---

<sup>396</sup> Une configuration qui peut être rapprochée de celle évoquée par Ivan Sainsaulieu au sujet de la création de Sud PTT–Solidaires : SAINSAULIEU, Ivan. La Fédération Solidaires unitaires démocratiques des PTT (SUD-PTT) : creuset d’une contestation pragmatique. *Revue française de science politique*. 1998, vol. 48, n° 1, p. 121-141.

## 2) Les liens avec l'Union Syndicale Solidaires

Les liens particulièrement resserrés que la CDMT entretient avec Solidaires avaient attiré notre attention dès notre premier contact avec la CDMT en Martinique, au printemps 2013. Lorsque nous nous sommes présenté à la Maison des Syndicats de Fort-De-France, nous avons été introduit au sein de la réunion du collectif Solid par Philippe Pierre-Charles (dont nous venions de faire la connaissance sur place). Il nous avait alors présenté comme un « *jeune camarade de Solidaires venu enquêter sur les syndicats martiniquais* ». En cette occasion, notre appartenance à Solidaires<sup>397</sup> avait été mise en avant pour faciliter le contact avec l'équipe du syndicat<sup>398</sup>. Par la suite, l'observation de certaines réunions ou activités du collectif Solid (dont l'acronyme évoque assez explicitement la proximité avec Solidaires) nous ont permis de mieux appréhender les similitudes entre la CDMT et Solidaires, sur lesquelles nous nous proposons de revenir à partir du compte rendu d'une journée de mobilisation festive organisée par les cadres du syndicat.

### a) Une journée avec le collectif Solid

Le 1er juillet 2013, nous sommes convié pour une journée de débats autour du chômage et de la précarité, qui a été organisée à l'initiative du secrétariat général pour réunir des responsables de la CDMT, différents syndiqués du secteur de l'insertion professionnelle et les nouveaux militants adhérents à « Solid », le collectif de solidarité en soutien aux chômeurs et précaires notamment animé par Rose Bonheur, une militante de la CDMT proche du GRS et membre de l'Union des Femmes Martiniquaises. Inscrit dans une campagne nationale lancée par l'Union Syndicale Solidaires, qui a entrepris de mettre sur pied un mouvement de « marche des chômeurs » à travers l'hexagone, le collectif Solid constitue une tentative de réponse syndicale à l'enjeu posé par le chômage de masse qui sévit sur l'île. De façon quelque peu paradoxale, la question du chômage et de la précarité, souvent présentée comme « cruciale » par nombre d'acteurs politiques ou syndicaux, donne assez rarement lieu à une

---

<sup>397</sup> Nous avons été membre de Solidaires-Etudiant.e.s, branche étudiante de l'Union Syndicale Solidaires.

<sup>398</sup> Rétrospectivement, nous nous sommes également rappelé que nous avons contacté Philippe Pierre-Charles par l'intermédiaire d'un membre du NPA (auquel nous avons également appartenu jusqu'en 2012) préposé aux relations internationales pour le compte de l'organisation. Il s'agissait donc non-seulement de nous présenter comme un camarade de Solidaires, mais peut-être aussi de ne pas mentionner explicitement notre proximité avec le NPA ou le GRS.

véritable prise en charge de la part des organisations syndicales antillaises – que ce soit par la syndicalisation des travailleurs précaires ou par des mobilisations protestataires<sup>399</sup>.

Un peu avant six heures du matin, nous quittons l'enceinte de la cité universitaire pour descendre le long de la route qui mène vers le bas du bourg de Schoelcher. Après quelques minutes d'attente, nous prenons place dans la voiture de Francis pour effectuer le trajet qui nous sépare du lieu de rendez-vous. Originaire de l'île, cet ancien ingénieur, militant trotskiste dans l'hexagone – il a fait partie d'un groupuscule affilié à la Ligue Communiste Internationale états-unienne - vit aujourd'hui en Martinique en donnant des cours particuliers de mathématiques à des élèves des lycées et des classes préparatoires alentours. Personnalité atypique, souvent très loquace, féru de controverses et de polémiques, il milite depuis quelques mois au sein du collectif Solid au titre de « travailleur précaire », sans être formellement membre de la CDMT. Malgré ses désaccords avec la politique du GRS (qu'il juge « *parfois trop réformiste ou trop bureaucratique* » ou « *pas assez internationaliste* »), il affirme qu'il a trouvé dans ce cadre « *des gens qui prennent au sérieux les problèmes de la jeunesse et du chômage, qui sont en contact avec les réalités des masses* ». À mesure que nous roulons, il évoque sa situation personnelle et l'attachement qu'il voue à ses étudiants, expliquant « *qu'il y a beaucoup de jeunes qui cherchent un père autant qu'un professeur* ». Résidant à Schoelcher, il est arrivé à plusieurs reprises qu'il nous raccompagne depuis Fort-de-France après des réunions au local du GRS ou à la Maison des Syndicats – le circuit des transports prenant fin assez tôt dans l'agglomération. Nous avons également partagé plusieurs moments informels pour discuter politique autour d'un verre. Francis fréquente un petit établissement sur la plage de la commune, où la tenancière sort des canettes de son frigo et laisse les bouteilles de rhum sur la table pour les quelques habitués (en majorité des retraités). Il préfère ce bar aux deux autres établissements, trop prisés des touristes à son goût, mais également parce qu'il tente d'établir des contacts avec des travailleurs précaires de la restauration qui seraient en situation irrégulière pour le compte de Solid et de la CDMT.

---

<sup>399</sup> Le cas de Solid nous a semblé constituer une exception en Martinique où il n'existe pour ainsi dire pas d'organisations de chômeurs autonomes ou liées à des syndicats. De la même façon, nous n'avons croisé que peu d'organisations de chômeurs en Guadeloupe, la plus pérenne ayant été animée par des membres de Combat Ouvrier et de l'organisation de jeunesse « Rebelle ! », au départ au sein de la CGTG, puis de façon plus autonome et plus ponctuelle sur un plan politique. Par ailleurs, nous n'avons jamais eu vent d'initiatives similaires au collectif « Solid » qui aurait émané des militants de la Centrale des Travailleurs Unis, bien que celle-ci possède également des liens assez resserrés avec l'Union Syndicale Solidaires.

Cette journée de discussion, qui se veut à la fois militante et conviviale, se tient au domicile d'un membre du GRS. Chose étonnante pour nous, ce retraité des postes n'a jamais été adhérent à la CDMT mais est un ancien membre du syndicat Sud-PTT. Il nous explique à ce propos que lui et quelques-uns de ses camarades « *qui avaient été salariés des PTT en France, à la CFDT puis à Solidaires* » avaient continué à animer une section locale du syndicat en Martinique, en opposition à la majorité de la section CFDT de la Poste qui avait décidé de conserver le lien avec la centrale hexagonale. Puis il ajoute, non sans fierté : « *Oui, moi ça a toujours été Sud, d'ailleurs quand Annick [Annick Coupé, porte-parole de l'Union Syndicale Solidaires de sa création jusqu'en 2014] vient, elle vient toujours chez moi, à la maison ! C'est une amie !* ». D'un geste de la main, il nous montre la grande maison qui se dresse au milieu d'un environnement luxuriant, où la végétation tropicale cohabite avec des plantes d'agrément qui s'élèvent aux quatre coins du jardin. Une grande terrasse couverte abrite une sorte de patio où sont bientôt dressées les tables du repas. Comme c'est souvent le cas lors de ce genre de rencontres militantes, le déroulement accuse un certain retard sur l'horaire prévu. D'abord, l'endroit n'est pas facile à trouver et les téléphones portables passent mal. Il faut donc aller chercher un à un les retardataires potentiels pour les guider du point de rendez-vous au domicile du camarade. On se salue et on échange, en créole ou en français, quelques mots de bienvenue à la faveur de l'arrivée de telle ou telle connaissance. Par petits groupes, les militants s'asseyent autour des tables pour prendre l'apéritif. Plusieurs heures s'écoulent entre notre arrivée et la fin du repas.

Au milieu de cette atmosphère détendue, Philippe Pierre-Charles semble contempler nonchalamment l'assemblée qui l'entoure. Adossé à sa chaise, bras ballants et chemise à fleurs entrouverte sur son torse, le secrétaire général se redresse lentement et réajuste ses lunettes pour commencer la réunion par un mot d'introduction à destination des « nouveaux » :

Camarades, nous avons décidé d'organiser cette journée avec les camarades du secrétariat général de la CDMT pour discuter ensemble des possibilités d'action et d'organisation au niveau du collectif Solid. Alors, il y a bien sûr ce qui se passe en France avec Solidaires, mais ce qui me paraît important c'est de dire que nous devons lancer une campagne pour parler du problème du chômage et de la précarité ici. Nous le savons tous, il y a de nombreux camarades de la CDMT qui travaillent dans des conditions très difficiles, par exemple dans la restauration où des employés ont deux "jobs" dans différents établissements des fois avec un même patron. Ce sont des situations illégales et il faut les dénoncer d'un point de vue syndical quand c'est possible. Mais il faut aussi comprendre que... que souvent ces camarades craignent de

se faire licencier si le patron apprend qu'ils sont syndiqués. Que c'est une situation compliquée pour les camarades. Il faut bien se mettre ça en tête : notre lutte en tant que syndicat c'est une lutte de classes, mais aujourd'hui la classe ouvrière elle n'est plus comme avant. Donc il faut aider ces travailleurs à... je dirais... à reconstruire une conscience de classe malgré les difficultés [...].

Le dispositif est assez caractéristique de l'organisation militante de la CDMT et de la façon dont les militants ou les sympathisants du GRS interviennent en son sein. La réunion commence ainsi par un moment de « pédagogie » marxiste qui rattache la question spécifique du chômage et de la précarité au cadre plus abstrait et plus général de la lutte des classes. De la part d'un dirigeant historique du GRS doublé d'un ancien professeur, ce type d'interaction n'est pas très étonnant – il nous fait d'ailleurs largement penser à la figure des « gardiens du temple » évoquée par Florence Johsua dans le cadre de son étude à la LCR. Parce que la figure tutélaire de Philippe Pierre-Charles est reconnue parmi les militants comme faisant autorité à la fois sur le plan intellectuel et sur le plan politique, il faut un certain temps avant que d'autres interventions n'émanent de la petite assemblée. Les différents membres du syndicat recrutés par Solid évoquent, sur le mode de la répétition, la plupart des éléments déjà mentionnés au cours de l'intervention de Philippe Pierre-Charles : « *les horaires à rallonge qui ne sont pas respectés* », « *les contrats uniques dans plusieurs établissements* », « *le travail dissimulé* », les difficultés à « *réunir les papiers pour le chômage* ». Leurs interventions, courtes et concises, contrastent avec la prise de parole introductive, qui semble avoir quelque peu inhibé les prises de paroles parmi les primo-adhérents.

Comme nous le verrons à plusieurs reprises pendant ce chapitre, ce type de fonctionnement est typique des contradictions qui surgissent dans l'environnement syndical cédétiste, marqué à la fois par une intervention volontariste des militants trotskistes les plus chevronnés et par la tentative d'aménager des espaces d'expression autonomes et non-délimités politiquement à destination des salariés – y compris les plus vulnérables ou les plus précaires. Philippe Pierre-Charles ne s'en cache d'ailleurs pas. Parmi les nombreux responsables syndicaux que nous avons interrogés au cours de notre enquête, il fait partie des rares à pointer ces difficultés du doigt, et à reconnaître le caractère traditionnellement paternaliste de l'encadrement syndical aux Antilles :

« - *Honnêtement, ce n'est pas un peu problématique, que des responsables syndicaux interviennent auprès de gens qui ne sont pas du même secteur ?*

Si, cela peut l'être. Mais tu sais ici, les gens sont comme ça, fonctionnent comme ça, ils sont... ils sont habitués à ça. Cela peut paraître étrange, mais s'il n'y a pas des militants politisés pour se mobiliser, pour... pour faire ce travail politique, *les gens ici ils sont*

*dans le colonialisme*<sup>400</sup>. C'est une façon d'intervenir qui peut paraître étrange, parce qu'on souhaite que les gens prennent leurs affaires en main, mais parfois en tant que militants on a le sentiment que si l'on ne le fait pas, rien ne se fait. C'est peut-être paternaliste, ou je ne sais pas, mais c'est un fait, on est dans un système colonial, on ne peut pas les arracher comme ça, d'un coup, à leur condition.<sup>401</sup>»

Ce type de réflexion n'a, selon nous, rien d'anodin. Il évoque la difficulté de substituer un modèle de relations sociales alternatif à celui que l'on rencontre traditionnellement dans les environnements de travail – et ce d'autant plus lorsque les salariés sont détenteurs de faibles qualifications. Ce faisant, il souligne également la nécessité de traduire des catégories politiques issues de la gauche radicale afin qu'elles soient susceptibles d'être comprises et reprises par le plus grand nombre. Nous nous attacherons, tout au long de ce chapitre, à saisir la portée et les limites d'un tel effort de réflexivité au vu de l'omniprésence des membres du Groupe Révolution Socialiste au sein de la CDMT, de l'ancienneté et de la densité de leur réseau de sociabilité, mais également au vu du corpus politique et idéologique imposant que ces derniers mobilisent.

### ***A - L'influence organisationnelle du GRS : rémanences et réminiscences***

Aussi perceptible que soit le travail de structuration politique opéré par les militants du Groupe Révolution Socialiste au sein de la CDMT, il se démarque du modèle appliqué par le groupe Combat Ouvrier au sein de la CGT en Guadeloupe et en Martinique. Si l'influence trotskiste demeure prépondérante au sein de la CDMT (nous avons, par exemple, assisté à des réunions du GRS où se décidait la ligne politique à adopter vis-à-vis de mobilisations syndicales), le faible nombre de militants du GRS rapporté à la taille d'une confédération qui compte plusieurs milliers d'adhérents invite à interroger les conditions rendant possible un tel travail politique à l'intérieur du syndicat.

Ainsi, il faut d'emblée rappeler la configuration historique au sein de laquelle la CDMT a pris son autonomie sur le plan local : contrairement à Combat Ouvrier, le GRS n'a pas « pris le relais » d'une organisation politique aussi puissante que le Parti Communiste, dont l'influence au sein des syndicats CGT demeure prépondérante jusqu'à la fin des années

---

<sup>400</sup> Nous soulignons.

<sup>401</sup> Entretien avec Philippe Pierre-Charles, secrétaire général de la CDMT et dirigeant du Groupe Révolution Socialiste, juin 2013.

1980<sup>402</sup> – que l'on parle en termes d'orientation politique ou de structuration des différents secteurs professionnels. Au contraire, la CFDT Martinique se caractérise par son implantation parcellaire au-delà de certains services publics, qui étaient d'ailleurs gérés depuis la centrale hexagonale au titre de la « continuité territoriale ». C'est donc un « syndicat en chantier » qu'investissent les membres du GRS au début des années 1980, préférant relancer l'activité syndicale dans certains secteurs plutôt que de s'affronter frontalement à des organisations hostiles ou concurrentes d'un point de vue politique dans leurs bastions. Mettant en avant une organisation moins « ouvriériste » et « plus souple » que leurs cousins de Combat Ouvrier, les militants et militantes du GRS se défendent de vouloir exercer un contrôle politique direct sur le syndicat en prenant en main sa direction ou en recrutant par son intermédiaire, mettent en avant des « *collaborations tactiques* » avec leurs rivaux trotskistes locaux<sup>403</sup> :

Si tu veux, au départ, le GRS n'avait pas d'opposition de principe à ce que des camarades fassent du travail dans un autre syndicat que la CDMT. A la CGT de l'EDF nous avons aussi des camarades implantés qui faisaient du travail politique de structuration, avec les autres tendances. D'ailleurs, l'EDF a constitué un secteur décisif quand Joachim a pris la CGTM, quand il y a eu la scission. Et nous on a appuyé la ligne Joachim contre l'ancienne CGT, il y avait des camarades qui étaient sur cette ligne-là. Mais par la suite, ces camarades étaient un peu isolés, et les relations avec la CGT-Joachim se sont effilochées au fil du temps...<sup>404</sup>

Cette mise en avant de l'unité d'action au sein des syndicats constitue un des fils conducteurs de la politique du GRS et possède, on le verra, une importance symbolique non-négligeable dans le logiciel du syndicat - y compris chez des syndicalistes étrangers à l'organisation trotskiste. Au moment de la mise en place de la CDMT, il s'agissait, au moins dans le discours, de « *constituer un réseau d'influence* » plus ou moins sous-terrain en tentant de diversifier les secteurs socio-professionnels d'intervention. Ce qui constitue, au passage, une

---

<sup>402</sup> Cependant, du fait des temporalités particulières du communisme martiniquais déjà décrites dans les deux premiers chapitres, il n'existe pas de politique anti-trotskiste systématique qui aurait été véritablement similaire à celle développée par le PCF dans l'hexagone, dont plusieurs travaux de recherche récents font état. Voir notamment : PENNETIER, Claude, PUDAL, Bernard. « La peur de l'autre : vigilance anti-trotskiste et travail sur soi », in. STUDER, Brigitte, HAUMANN, Heiko. *Sujets staliniens : L'individu et le système en Union soviétique et dans le Comintern, 1929-1953*. Zürich : Chronos, 2006, 480 p ; cité dans BOULLAND, Paul, ETHUIN, Nathalie, MISCHI, Julian. « Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF. », *Savoir/Agir*. n° 6, p. 29-39.

<sup>403</sup> Les paroles rapportées entre guillemets et en italique font partie des éléments informels que nous avons consignés dans nos carnets de terrain.

<sup>404</sup> Entretien avec Philippe Pierre-Charles, secrétaire général de la CDMT et dirigeant du Groupe Révolution Socialiste, juin 2013.

façon de prendre acte de l'échec de l'implantation du parti dans la classe ouvrière des plantations malgré l'audience qu'il a pu y recueillir au cours de la décennie précédente :

*Les années 1980, ce sont des années de repli ?*

Mais nous c'est parce que... C'est parce qu'on a eu du mal à avoir une implantation ouvrière. L'équilibre entre travail idéologique et propagandiste et travail dans les organisations de masses s'est modifié. On est clairement passé d'une période où l'agitation, les meetings, les réunions, l'écriture de textes, brochures, programmes, à solidarité internationaliste constituait le plus clair de notre temps. Depuis on est davantage tiraillé, il faut faire les deux, mais le travail syndical est très très prenant. On n'a jamais sous-estimé ni l'un ni l'autre mais l'équilibre a clairement évolué. »

Les années 1980 sont donc marquées par une tentative de rationalisation de l'intervention politique d'un GRS affaibli numériquement et moins visible, à la recherche d'un syndicalisme compatible avec son positionnement politique comme avec la réalité de son intervention. À ce titre, la situation de la CFDT représente une véritable aubaine pour les militants trotskistes. En effet, la confédération tente de faire peau neuve face à l'opportunité historique générée par l'arrivée de la gauche au pouvoir, dont elle devient le principal interlocuteur sur le plan syndical. Sur un plan politique, cette situation pousse la CFDT à mettre en avant les revendications « secondaires » au sujet desquelles l'organisation était à la pointe au cours des années 1970 : régionalisme, féminisme et protection de l'environnement. Ces revendications sont d'autant mobilisées que le syndicat connaît des difficultés dans son ancrage ouvrier<sup>405</sup>. C'est probablement cette situation qui explique autant le « lâcher prise » de la confédération vis-à-vis de sa section martiniquaise, comme la facilité avec laquelle le GRS tire profit de ses caractéristiques propres, qu'il s'agisse de son implantation dans la fonction publique et l'économie de services, de ses alliances à géométrie variable avec les autres organisations trotskistes ou autonomistes, et de son intervention féministe au sein de l'Union des Femmes Martiniquaises<sup>406</sup>.

---

<sup>405</sup> Si l'on peut être sceptique sur les perspectives analytiques d'auteurs tels que Michel Tozzi associant « renouveau syndical » et « nouveaux mouvements sociaux » dont la CFDT serait l'incarnation, ce type de projection permet de mieux comprendre les enjeux idéologiques et politiques qui se posent à la CFDT et dont certains intellectuels (comme Michel Tozzi) se font les promoteurs. Par ailleurs, comme il en fait part dans son ouvrage consacré au syndicalisme, il est également avéré que la CFDT accompagne le projet gouvernemental de décentralisation en conférant davantage d'autonomie à ses sections locales, certaines allant jusqu'à abandonner le sigle CFDT - comme ce fut le cas au Pays Basque avec la CDT. Voir TOZZI, Michel. *Syndicalisme & Nouveaux Mouvements Sociaux – Régionalisme, Féminisme, Écologie*, 1982.

<sup>406</sup> Des militantes telles que Rose Bonheur, Rita Bonheur, George Arnauld, toutes membres du GRS et successivement dirigeantes de l'Union des Femmes Martiniquaises.

## 1) Trotskisme familial, trotskisme familial ?

En se penchant sur les trajectoires de certains membres du secrétariat général du syndicat en Martinique, on accède aussi à des parcours qui montrent clairement l'influence du GRS au sein de la CDMT. Y compris, comme nous allons le voir avec le cas de Jacqueline Tally, lorsque ces trajectoires et la politisation qui les accompagne opèrent depuis la structure syndicale vers le militantisme politique qu'elle héberge en son sein. Aujourd'hui à la retraite, Jacqueline Tally était travailleuse sociale au sein de l'ADAFAE (Association Départementale d'Aide aux Famille et d'Action Educative) de la Martinique depuis 1982. Membre de la CDMT depuis 1983, elle a d'abord été déléguée du personnel puis déléguée syndicale. Particulièrement présente et active dans l'organisation, membre du Groupe Révolution Socialiste depuis 2011 (après de nombreuses années de « compagnonnage »), elle fait partie du secrétariat général du syndicat depuis 2013, date à laquelle elle a été élue à la direction. Issue d'une famille qu'elle décrit comme hostile à la politique (« *Dans ma famille c'était ... "Ah non, surtout pas !" Il ne fallait pas militer politiquement !* »), elle a embrassé le militantisme par l'intermédiaire de son mari, adhérent de longue date au GRS et militant syndical bénéficiant d'une certaine notoriété locale (« *Il était militant au GRS, pas depuis la fondation mais depuis très longtemps, les années 1974-1975* »). Encore aujourd'hui, une certaine incompréhension persiste dans son milieu familial au sujet de son engagement syndical, qui semble occuper une place tout à fait centrale dans sa vie personnelle – et d'autant plus depuis le décès de son mari à la fin des années 2000 :

*Et aujourd'hui, en tant que responsable syndical, vous avez incité vos proches, enfin votre famille, à rejoindre le syndicat ou bien... ?*

Non ça reste toujours pareil, je crois qu'on me considère comme quelqu'un d'un peu fou... [ils disent :] «*Quelle idée de passer son temps au syndicat, il y a d'autre chose à faire !*» (rires)

*Vous êtes un peu la syndicaliste de la famille, en somme ?*

Oui, voilà ! (rires)<sup>407</sup>».

Durant l'entretien, Jacqueline se montre beaucoup plus prudente que la plupart des responsables de la CDMT que nous avons interrogés au cours de l'enquête. Alors même qu'elle fait aujourd'hui partie de l'équipe dirigeante du syndicat après plus de trente ans de militantisme, c'est avec pudeur et sans emphase particulière qu'elle évoque son parcours. Si son vocabulaire épouse parfois les contours du discours politique de l'extrême gauche

---

<sup>407</sup> Entretien avec Jacqueline Tally, membre du secrétariat général de la CDMT, avril 2015.

(lorsqu'elle évoque « *l'action de classe* », « *le travail politique dans les masses* »), elle choisit ses mots avec soin et la sérénité qui émane du ton de sa voix contraste avec le degré de conviction qui ressort de son propos.

### a) À l'écart de sa génération

Probablement du fait de la distance entre son milieu d'origine et le monde du militantisme, elle n'a pas pris une part active aux mobilisations étudiantes et ouvrières des années 1970 en Martinique – contrairement à de nombreux militants du GRS, y compris parmi les « *vieux de sa génération* ». Durant ses études, elle ne fréquente ni groupe politique particulier, ni association martiniquaise :

*Vous étiez en contact avec des organisations militantes, plus jeune ? Des cercles d'étudiants, l'AGEM ?*

Non, pas de contact avec les cercles étudiants. Déjà, j'ai été étudiante dans une école de formation pour les travailleurs sociaux, donc ça ne correspondait pas à l'Université "classique" si je puis dire. Et puis, il n'y avait déjà pas beaucoup d'Antillais, alors pour s'organiser... J'étais la seule étudiante de ma promotion, enfin la seule Antillaise. Je suis entrée dans le syndicat dans les années... 1983. L'année où j'ai été embauchée dans l'association.

Si Jacqueline se syndique, comme beaucoup de nos enquêtés, lors de son entrée dans la vie active, elle ne fait pas vraiment partie de la génération des militants politiques qui ont investi le syndicat au cours des années 1980. Sa façon d'évoquer ses études, éloignées de l'université « *classique* » - c'est-à-dire des cursus les plus prestigieux et les plus légitimes – tout comme sa résignation face à sa condition d'étudiante isolée des autres Antillais, laissent entendre qu'elle ne s'inclue pas tout à fait dans le schéma archétypique de la jeunesse anticolonialiste « *de son époque* ». C'est seulement à la faveur de son retour en Martinique et de son mariage que s'opère une rupture décisive avec l'apolitisme familial, et qu'elle commence à s'investir dans le syndicalisme, tout en fréquentant le GRS sur le plan politique :

*Comment c'est venu, alors, le syndicalisme ? Comment avez-vous commencé à militer ?*

Dans mon entreprise quand je suis arrivée, mon mari était déjà connu comme militant politique et syndical, donc *c'est tout naturellement que l'équipe des représentants du personnel qui était en place est venue vers moi*<sup>408</sup> pour me proposer de me présenter en tant que déléguée du personnel. Et puis quand la déléguée syndicale est partie, qu'elle a quitté son poste, elle m'a proposé d'être déléguée syndicale à sa place et ça s'est fait

---

<sup>408</sup> Nous soulignons.

comme ça ! Il était déjà militant politique, plus politique que syndical, il était fonctionnaire...

*Dans quelle organisation ?*

Du GRS... »

Ainsi, alors même qu'elle s'est longtemps tenue à distance de la politique et du syndicalisme, c'est « *tout naturellement* » que Jacqueline rejoint le syndicat lorsqu'elle commence à travailler à l'ADAFEA. Loin d'être la marque d'un rapport légitimiste qui découlerait de son statut marital ou d'une quelconque prétention, cette affirmation renvoie surtout à la place qu'occupait son conjoint dans la politique locale, et qui a eu pour effet de l'inclure rapidement dans les sociabilités militantes. On peut supposer que le dynamisme de la CDMT, alors en pleine période d'autonomisation et de structuration, a facilité ce genre de « propulsions » sur un plan organisationnel.

#### **b) Une intégration « différée » dans le militantisme syndical**

Il y a également fort à parier que la base de réseaux d'interconnaissances propre au GRS, qui lui a fait confiance pour réaliser un travail syndical, lui a également permis de bénéficier d'un capital militant « par procuration », sans que cela ne donne forcément lieu à des prescriptions politiques particulières, mais avec une communication étroite du fait de l'appartenance de son mari au parti d'extrême gauche. Il est par ailleurs intéressant de croiser le parcours de Jacqueline avec celui de son mari, qui transmet quelques informations précieuses sur les dynamiques organisationnelles qui traversaient cette période de réorganisation syndicale :

*« Votre mari, il était syndiqué à la CDMT ?*

- Non, il était fonctionnaire et n'était pas syndiqué à la CDMT, puisqu'avant [*au moment où lui s'est syndiqué*] la fonction publique avait des organisations bien précises qui ne participaient pas tellement aux organisations d'ici. La CDMT n'était pas très présente et il fallait adhérer à la CGTM si on voulait un syndicat qui soit davantage un syndicat "local"...

*- Vous dites que votre mari était militant politique, vous êtes rentrée à la CDMT parce que votre mari militait au GRS ou... ?*

- Non, non ! C'était le seul syndicat de l'entreprise, c'est tout. J'ai commencé comme déléguée du personnel et après, comme déléguée syndicale. Depuis 2013, je suis secrétaire générale à la CDMT. »

On le voit assez clairement ici, les deux éléments centraux dans l'apparition de la CDMT sur la scène syndicale martiniquaise – la volonté d'autonomisation et l'activité politique du GRS

– semblent coïncider avec la façon dont Jacqueline et son mari ont mené de front la lutte politique et le travail d'organisation syndical. D'abord, la dimension spécifiquement locale du syndicalisme a probablement été envisagée comme le moteur d'alliances politiques possibles auprès de secteurs anticolonialistes ou autonomistes qui demeuraient extérieurs à l'organisation trotskiste, y compris en dehors de la CDMT ou dans des cadres syndicaux dominés par d'autres courants politiques. De ce fait, il apparaît que même si le GRS a pris une part active dans la structuration de la CDMT, cette orientation majoritaire n'a jamais constitué la « règle d'or » ou la condition *sine qua none* du développement de l'organisation trotskiste – contrairement à Combat Ouvrier, par exemple. Tout en restant prudent sur les fondements idéologiques d'un tel éclectisme, on peut une nouvelle fois noter la proximité entre cette conception du travail d'organisation et la théorie des « avant-gardes larges » promues par la Ligue communiste dans l'hexagone<sup>409</sup>.

Par ailleurs, même si Jacqueline insiste sur le fait que la CDMT était le seul syndicat présent dans son association, son long compagnonnage avec le GRS rend possible un chevauchement des projections syndicales et politiques. Elle affirme ainsi qu'« [elle participait] *depuis longtemps déjà à certaines réunions, des rassemblements, des conférences sur des thèmes précis, des réunions "élargies" vers les sympathisants...* ». Après le décès de son époux, Jacqueline a continué à maintenir son lien avec le GRS, finissant par intégrer le parti « *sur le tard* », à la faveur d'élections cantonales :

*Du coup, vous êtes membre du GRS depuis longtemps ?*

Non, pas vraiment, je suis membre du GRS, mais je suis rentrée plus tard, c'est après la mort de mon mari, dans les années 2011 (*silence*). Après la grève générale de 2009. C'est-à-dire que comme j'ai toujours été sympathisante... Il y avait des élections cantonales, on m'a demandé d'aller aux élections et du coup... je me suis engagée et puis voilà ! »

Là encore, c'est sous un dehors « naturel » que notre enquêtée présente son adhésion au GRS : un peu comme un ordre des choses qui se serait imposé à elle, ou qui aurait réclamé son concours alors qu'elle ne l'avait pas forcément envisagé de cette manière<sup>410</sup>. Cette façon

---

<sup>409</sup> SALLES, Jean-Paul. *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981) : Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?* Rennes : PU Rennes, 2005, 424 p.

<sup>410</sup> Cette assertion nous a paru relativement surprenante. En effet, si la question des femmes de syndicalistes apportant un soutien d'ordre domestique au militantisme de leur conjoint a déjà été maintes fois soulignée dans la littérature sur le militantisme, celle du continuum militant dans la sphère conjugale n'a pas fait l'objet de travaux aussi approfondis. – LOISEAU, Dominique. Associations féminines et syndicalisme en Loire-Atlantique des années 1930 aux années 1980 [En ligne]. *Clio. Femmes, Genre, Histoire*. 1 avril 1996, n° 3. Les hommes de militantes déchargent, eux,

de présenter son militantisme, en l'inscrivant dans les traces de son conjoint décédé, exprime à la fois son rapport quelque peu intermittent à la politique du GRS, en même temps qu'il souligne sa fidélité aux principes de l'organisation et son attachement au réseau de sociabilités relativement dense qu'elle et son ancien mari ont pu constituer à son contact.

### c) Une fidélité aux principes

Même si son militantisme au GRS demeure souvent en retrait par rapport à son militantisme syndical, Jacqueline nous semble plus familière des méthodes d'organisation du GRS que nombre de militantes et de militants plus récemment entrés à la CDMT<sup>411</sup>. Comme nous allons le voir, bien qu'elle ait intégré le GRS assez tardivement dans sa vie militante, sa trajectoire a été fortement influencée par le groupe trotskiste et son rapport à l'activité politique s'en ressent considérablement. Cette influence est particulièrement visible lorsque l'enquêtée évoque le rapport entre syndicalisme et politique. Certaines affirmations de la part de Jacqueline permettent d'apercevoir les efforts de coordination au sein du GRS pour défendre une ligne spécifique dans l'activité syndicale :

*Comment concevez-vous les rapports entre militantisme au GRS et à la CDMT ? Y en a-t-il un plus important que l'autre ? Ou plus utile ?...*

Je ne sais pas s'il y en a vraiment un qui soit plus utile que l'autre. Ce qui est sûr c'est qu'il y a une interaction entre les deux. Est-ce que c'est du fait d'être militant politique, ou quoi, je ne sais pas... Mais quand on est militant politique, on est davantage attentif à ce qui se passe dans les organisations de travailleurs. Et quand je dis qu'il y a ces interactions, c'est parce que je pense que si l'on veut sensibiliser les gens au combat politique, le syndicat est facilitateur.

*En quoi ça "facilite" ?*

Eh bien c'est plus facile quand on a déjà un support de discussion, c'est une base pour... pour aller vers la discussion politique avec les personnes à partir de ce qui se passe sur le lieu de travail. Mais ça c'est déjà de la politique, quelque part ! En tout cas voilà, il y a des interactions.

Si l'enquêtée se montre plus prudente lorsqu'elle évoque les rapports entre syndicat et parti politique, elle met tout de même en avant le côté positif des « interactions » entre les deux structures, en avançant des arguments assez typiques du discours léniniste concernant le

---

peu leur compagne et ne facilitent donc pas leur engagement. LE QUENTREC Yannick. « Portraits de militants et d'hommes de militantes » in. FILLIEULE, Olivier, ROUX, Patricia (dir.). *Le sexe du militantisme*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2009, 361 p.

<sup>411</sup> Par exemple : nous ne savions pas qu'elle était militante au GRS avant de débiter l'entretien.

travail politique à l'intérieur des syndicats. Cette différence est particulièrement sensible lorsque nous abordons avec elle le cas du renouvellement du groupe militant dans le syndicat, s'agissant notamment des militants arrivés plus récemment à la CDMT :

*Pour vous, le syndicat et le GRS c'est différent mais ils fonctionnent ensemble, mais est-ce que c'est aussi évident pour tout le monde ? Je pense aux jeunes, par exemple... ?*

Ah oui, on est de vieux gorilles nous (rires) ! C'est une de nos problématiques d'ailleurs. Comment se renouveler ? Mais ça fait partie des choses qui sont discutées dans les deux organisations. Mais je crois que c'est plus facile de renouveler au syndicat, parce que ça se fait au fur et à mesure que les gens arrivent sur le marché du travail et se confrontent aux difficultés dans les entreprises... Et là c'est plus facile de se syndiquer que d'adhérer à un parti politique comme le GRS. Et puis adhérer à un parti comme ça, ça n'a rien d'évident, il faut avoir réfléchi, avoir une certaine maturité sur le plan politique. Il faut vraiment s'impliquer, on ne peut pas se contenter de suivre.

*C'est-à-dire, ça demande plus de temps... ?*

Ce n'est pas le temps le principal obstacle, à mon avis ! Je dirais que c'est plus une question d'engagement, parce qu'il y a des partis où franchement, il n'y a rien à faire. On arrive, il faut suivre, il y a le chef... il suffit de suivre le mouvement quoi ! Au GRS ce n'est pas comme ça : il faut réfléchir et s'impliquer, c'est différent !

Dans ce dernier extrait d'entretien, Jacqueline effectue certains constats qui semblent assez proches du discours traditionnel que tiennent les militants trotskistes au sujet des syndicats : pour le dire vite, ceux-ci représentent un cadre « large » nécessaire pour s'adresser aux salariés, mais demeurent qualitativement différents – pour ne pas dire « inférieurs » - aux organisations politiques révolutionnaires. Appartenir à une organisation politique radicale telle que le GRS possède d'autres implications que de se syndiquer : pour le sens commun trotskiste, le militant révolutionnaire est présenté comme plus « mature » et « plus impliqué » que le syndicaliste commun. Cependant, cette vision avant-gardiste compose également avec une mise en avant de la participation démocratique et une critique du caporalisme présent dans les autres organisations (on peut notamment penser que cette critique est adressée au PPM, vis-à-vis duquel le GRS s'est fait une spécialité d'être « l'opposition de gauche »).

## **2) Circulations et réminiscences : le cas de Marie-Thérèse**

Contrairement à Jacqueline, pour qui le militantisme syndical et le compagnonnage avec l'extrême gauche se conjugue avec un fort ancrage local en Martinique, le profil de Marie-Thérèse est intéressant pour comprendre comment certaines trajectoires biographiques recourent la trajectoire collective de la CDMT, y compris dans ses relations avec Solidaires,

en dehors du territoire insulaire. Née en métropole de parents martiniquais au début des années 1960, elle arrive à l'âge de dix ans en Martinique, où elle obtient le baccalauréat en 1978 avant de débiter des études d'économie et de comptabilité gestion. Après avoir obtenu en licence en Martinique, elle part pour la France hexagonale en 1982 pour réaliser une maîtrise en sciences économiques avec une option comptabilité, qu'elle obtiendra deux ans plus tard. Elle fait partie des militants qui, tout en ayant vécu une grande part de leur vie dans l'hexagone (elle ne revient vivre et travailler en Martinique qu'au début des années 2000), se sentent proches du courant cédétiste martiniquais et des orientations d'extrême gauche défendues en son sein.

Nous l'avons contactée par l'intermédiaire d'un syndicaliste CDMT de l'hôpital, sans avoir plus d'information que son statut de travailleuse social. D'abord contrôleur de gestion pour de grandes entreprises publiques telles que la SNCF (toujours dans l'hexagone), elle explique d'emblée que ce sont des questionnements politiques personnels qui l'ont amenée à devenir l'« *assistante sociale militante* » qu'elle est aujourd'hui. Au cours de l'entretien, qui se déroule à la bibliothèque Aimé Césaire de Fort-De-France (un lieu que Marie-Thérèse fréquente régulièrement), notre enquêtée revient avec application sur un parcours qui semble tiraillé entre la France et la Martinique. Sa franchise et son entrain nous ont mis rapidement à l'aise, tandis que le lien qu'elle décrivait entre son histoire personnelle et syndicale attirait notre attention. En effet, contrairement à de nombreux militants syndicalistes chez qui histoire de vie et engagement politique ou syndical se confondent de façon linéaire avec les grandes étapes de la légende organisationnelle, elle ne présente jamais son parcours de façon « mécanique », expliquant qu'« *elle pas mal bougé entre "ici" et "là-bas"* » (entre la Martinique et la France hexagonale), se questionnant au sujet des dates, des organisations auxquelles elle a pu appartenir à telle ou telle époque, se trompant, revenant sur ses propos.

### **a) L'importance du militantisme chrétien**

Aujourd'hui assistante sociale de secteur, elle a « *commencé à s'engager très jeune, entre le lycée et l'université* ». Issue d'une famille catholique et relativement investie dans le militantisme caritatif, elle ne prend pas part aux cercles d'étudiants caribéens, mais s'engage durant sa jeunesse dans des structures associatives regroupant des étudiants chrétiens :

J'ai commencé à militer jeune en fait, notamment parce que j'avais des professeurs de gauche je dirais, enfin, des professeurs qui m'ont fait prendre conscience des inégalités qui existaient dans le monde. Voilà, j'ai adhéré à différentes associations étudiantes, des associations caritatives qui aidaient les étudiants pauvres. Dans ma famille on a

toujours milité pour des associations caritatives... depuis mon arrière-grand-mère qui militait au sein de la Croix Rouge ! Donc ce sont des choses dont je suis familière, si je peux dire. Dans ma famille, on a une certaine sensibilité des inégalités et de l'aide à apporter aux plus démunis<sup>412</sup>.

Si ces engagements de jeunesse ne la conduisent pas tout de suite vers le syndicalisme, ils vont jouer un rôle important dans son implication personnelle au cours de ses premières expériences professionnelles. On perçoit, à la lecture de son propos, comment son militantisme chrétien (qui paraît assez conforme aux canons de l'action sociale que l'on retrouve dans les milieux « catholiques de gauche ») a favorisé une sensibilité particulière à l'égard du sort des plus démunis. Sans être syndiquée, c'est en tant que cadre qu'elle commence à percevoir la nécessité de s'organiser pour permettre à des employés moins qualifiés et moins rémunérés de bénéficier d'une aide économique de la part de l'entreprise au sein de laquelle elle travaille. Et c'est suite à cette première expérience (qui ne semble pas avoir été particulièrement fructueuse) que Marie-Thérèse commence à s'interroger sur sa place dans l'organisation du travail, et à ressentir une forme d'inadéquation entre ses opinions personnelles et son activité professionnelle :

Ce qui a déterminé que mon implication prenne “un tour plus syndicaliste”, c'est à la suite de problèmes dans une entreprise où j'étais contrôleuse de gestion, donc cadre quoi. Dans cette entreprise, on trouvait une part importante des salariés qui percevaient un très petit salaire, équivalent au SMIC, ce qui ne leur donnait accès à rien. Or, certains avaient besoin de s'acheter une machine à laver et ils ne pouvaient pas demander un crédit à leur banque. L'entreprise affirmait qu'elle était “ric-rac”, de ce fait il n'y avait pas moyen d'augmenter les salaires d'après la direction.

On le voit, la réorientation de Marie-Thérèse s'opère à mesure que celle-ci prend conscience qu'elle « *n'était pas à sa place* » dans son travail de cadre. Lorsqu'elle prend parti contre la direction de l'entreprise qui refuse de « *faire un effort* » en faveur des salariés les moins bien rémunérés, s'opère un désajustement entre sa position dans la hiérarchie et les attentes concernant son travail. En effet, si Marie-Thérèse avait accepté la règle du jeu au cours de ses études et connu une forme d'ascension sociale par la voie scolaire et professionnelle, elle déchantait progressivement et ressent durement l'incompatibilité entre ses convictions propres et sa fonction de contrôleur de gestion :

Là, j'ai formulé une proposition : que l'entreprise accède à cette demande des salariés en leur proposant un crédit qu'ils rembourseraient sur un ou deux ans. Et puis... Et, en fait, j'étais cadre, et c'est à partir de là que j'ai commencé à m'interroger quant à

---

<sup>412</sup> Entretien avec Marie-Thérèse, mai 2015.

l'utilité de mon emploi. Je me suis dit "qu'est-ce que je fais là ?". C'est là que je me suis dit que je devais changer de métier et faire du social, et je suis devenue assistante sociale.

Par ailleurs, et même si l'enquêtée ne s'est pas exprimée de façon directe à ce sujet, on peut penser que le fait qu'elle possède une connaissance précise des ressources de l'entreprise n'a fait que renforcer ce sentiment d'inadéquation, et accéléré d'autant la remise en question qu'elle traversait à cette époque.

### **b) Des débuts syndicaux « à l'extérieur du syndicalisme »**

Pendant cette période, Marie-Thérèse passe le concours d'assistante sociale et intègre le monde du travail social, au sein duquel elle rentre rapidement en contact avec les organisations syndicales. Si elle affirme qu'elle ne « *se souvient plus si elle militait à la CFDT ou à Sud* » au début de l'entretien, elle évoque ces deux organisations comme relevant d'un même univers aux contours un peu flous mais au sein duquel elle s'est « *sentie beaucoup plus à l'aise* ». En effet, son nouveau travail lui permettait de rencontrer des personnes qui partageaient ses convictions, mais aussi de s'investir de façon plus pérenne sur un plan syndical et associatif :

C'est là que je suis rentrée dans le métier, qui était sous-payé, donc déjà pour améliorer mon salaire et celui de mes collègues, donc on a fait plusieurs grèves jusqu'à ce qu'on ait une nouvelle grille. Ça c'est les années 1990, je ne me rappelle plus bien, si c'était avec la CFDT ou Sud, il n'y avait pas encore Solidaires, c'était Sud, je crois... Après j'ai travaillé dans un conseil général sur la région parisienne, où il y avait la CFDT, j'ai été représentante du personnel, mais je ne vais pas rentrer dans les détails !

*Si, si, enfin ça m'intéresse...*

Alors j'avais été élue, je ne sais plus si c'était CGT ou CFDT, j'avais été élue au collège des fonctionnaires de la catégorie B, en tant que suppléante. Et mes activités syndicales ont vraiment commencé là. Et quand je suis rentrée au conseil général en région parisienne, à la fin des années 1990, au début des années 2000... A ce moment-là, dans les sections syndicales on a discuté de propositions syndicales à faire au gouvernement. C'était vraiment un gros dossier, celui des retraites. Et parallèlement à ça, avec des collègues syndiqués on travaillait beaucoup sur les dossiers d'expulsions locatives qui étaient très nombreuses à cette période-là. J'étais au syndicat pour le problème des retraites et je faisais des manifestations contre les expulsions locatives, qui ont abouti à une loi qui empêchait les expulsions d'ordre spéculatives avec une procédure spécifique pour la région parisienne. Je crois que ça s'appelait "collectif contre les expulsions locatives à Paris".

De façon plutôt surprenante, Marie-Thérèse insiste d'abord sur les collectifs contre le mal-logement au sein desquels elle s'est engagée au début des années 2000 lorsqu'on l'interroge au sujet de son militantisme syndical. Aux côtés d'autres syndicalistes et de militants chrétiens mobilisés contre les expulsions locatives dans la région parisienne, elle peut finalement offrir un prolongement à son engagement en faveur des défavorisés – ce qui, constitue, comme nous allons le voir, l'occasion de renouer avec le militantisme chrétien qui constituait le point de départ de son engagement :

*Il y avait des militants politiques dans ces collectifs ?*

Non, pas tellement, en tous cas dans mon souvenir c'était des militants qui étaient là en tant que travailleurs sociaux. Par contre j'ai représenté les travailleurs sociaux à la grand-messe de l'abbé Pierre dans les années 2002-2003, pour la grand-messe organisée pour l'habitat. Et à l'époque l'abbé Pierre luttait contre le mal-logement, pour les classes populaires ou les classes moyennes. Je me souviens que j'avais insisté sur la défense des plus pauvres, parce qu'on ne nous donnait pas les moyens de les loger : ils étaient logés dans des hôtels miteux, dégueulasses, en plein Paris... J'avais fait cette intervention qui avait été applaudie et tout ! [...] ».

C'est donc d'abord au sein du militantisme chrétien, où elle se sent plus à son aise, que notre enquêtée va débiter sa trajectoire de militantisme. Plus tard, la poursuite de son engagement syndical et les différentes mobilisations d'ampleur auxquelles elle participera produiront des affinités particulières avec l'extrême-gauche trotskiste, précisant le sens de son engagement.

### **c) Un syndicalisme « davantage politique » ? La rencontre avec l'extrême gauche**

Pour ce qui concerne son engagement syndical, d'abord à la CFDT puis à Solidaires et à la CDMT, Marie-Thérèse n'insiste pas spécialement sur le côté politique de son militantisme. Au contraire, à l'inverse de nombreux discours qui cherchent à mettre en exergue la cohérence entre engagement politique et syndical, Marie-Thérèse nous dit assez vite qu'elle est « *rentrée dans la CFDT parce que c'était le plus gros syndicat, celui qui avait le plus d'élus dans sa catégorie de personnel* ». À ce titre, elle tient à préciser que le syndicat ne représentait pas, à ses yeux, un marqueur politique particulièrement fort, puisqu'elle n'avait pas choisi d'adhérer « *par rapport à leur philosophie ou la politique* » alors qu'elle-même se déclare « *bien à gauche* ». En revanche, son entrée dans le syndicat est marquée par le « *dossier des retraites* » (la réforme des retraites du printemps 2003 impulsée par le ministre François Fillon), qui a constitué un moment important de sa vie militante. En effet, alors qu'elle s'engage avec ses collègues dans le mouvement de protestation contre la réforme

en participant activement aux manifestations, le revirement de la direction confédérale et des instances nationales va entraîner le départ de sa section vers l'Union Syndicale Solidaires – un syndicat plus radical qui demeurait minoritaire dans son collège professionnel :

Au niveau du syndicat on a fait des propositions avec la CFDT concernant les retraites, et puis moi personnellement j'ai fait toutes les marches<sup>413</sup> ! Peut-être que vous vous étiez trop jeune, mais il y a eu énormément de marches cette année-là pour la question des retraites. Je me souviens, on travaillait jusqu'à midi et après on allait faire les manifs pour les retraites. Et un après-midi, on apprend à la radio que la CFDT avait signé. Sauf que nous, en tant que militants de base de la CFDT on n'était pas du tout d'accord. On avait l'impression d'avoir à faire à un syndicat patronal. On a fait une réunion où on a tous découpé nos cartes en morceaux pour les renvoyer à la CFDT du national. Voilà ! Et là, on s'est orienté à Sud. À la réunion, un mec de Sud est arrivé avec son petit paquet de cartes et il a dit " Bon, allez ! Qui est-ce qui vient à Sud ?" (*rires*), et on y est allé. Ils ont perdu plein plein d'effectifs, de militants, dans ce moment-là !

*Vous avez fait des confettis pour les envoyer à Nicole Notat ?*<sup>414</sup>

Voilà, oui !

Sur un plan plus politique, l'impact de ce moment de départ collectif pour Sud ne se limite pas au conflit portant sur la question des retraites. Il possède également des répercussions sur ses fréquentations politiques et sur la vision de son propre positionnement. En effet, son activité syndicale va la rapprocher du militantisme partisan à l'extrême-gauche, avec lequel elle va développer des affinités durables – notamment vis-à-vis de certaines organisations trotskistes telles que la LCR ou Lutte Ouvrière. À ce sujet, et bien que l'on discerne difficilement si le passage de la CFDT à Sud se caractérise par de nouvelles rencontres ou favorise l'expression de vues politiques qui étaient demeurées en retrait de la part de ses collègues, Marie-Thérèse se montre particulièrement enthousiaste lorsqu'elle évoque le monde organisationnel de l'extrême-gauche au contact duquel elle évolue à cette période de sa vie :

*Donc il y en avait qui étaient militants politiques, à la CFDT ou à Sud ?*

Alors à Sud, oui ! Et ça je m'en suis rendu compte, par contraste. Sud c'était à gauche ! [...]

*À Sud il y avait des militants politiques ?*

---

<sup>413</sup> Le terme « marche » doit ici être entendu comme « manifestation ».

<sup>414</sup> Il s'agissait ici d'une erreur de notre part puisque le secrétaire général était François Chérèque à cette époque – erreur que l'enquêtée n'a pas relevée.

Oui, des militants gauche, extrême-gauche, des “cocos”. Et c’était avec Sud que je suis allée à des conférences du facteur, là, comment il s’appelle le facteur...

*D’Olivier Besancenot, de la LCR ?*

Oui, voilà ! Besancenot ! J’ai été invitée à ses conférences par Sud, enfin par des camarades qui m’invitaient à des conférences, des réunions publiques. Et puis Arlette, aussi ! Arlette Laguiller, j’y allais souvent, je vais te dire, à la fin je crois qu’elle me reconnaissait parce que l’on se faisait même la bise ! Arlette Laguiller je ne sais pas combien de fois j’ai été à ses conférences, mais toujours dans le cadre du syndicalisme, hein ! Oui oui, il y avait des sympathisants de Lutte Ouvrière, et même au syndicat on recevait des fax d’Arlette Laguiller qui nous disait “il y a telle ou telle lutte, est-ce que vous pouvez venir ?”. On y allait !

Comme on peut s’en apercevoir à la lecture de ses paroles, Marie-Thérèse affirme qu’elle ne faisait pas vraiment de cas de l’orientation politique de son syndicat avant d’intégrer celui-ci. Cependant, à mesure que la CFDT s’éloignait de ce qui constitue à ses yeux le fil conducteur de son engagement en faveur de la solidarité et de la lutte contre les inégalités, elle a commencé à affirmer davantage son propre positionnement. Ainsi, la migration de sa section de la CFDT vers Sud-Solidaires l’amène à s’interroger davantage sur le rôle politique du syndicalisme au-delà du périmètre du travail social, et à mettre en avant la proximité entre le syndicalisme à Sud et le militantisme d’extrême-gauche – sans toutefois adhérer formellement à aucune organisation.

#### **d) Le retour en Martinique**

Au moment de son retour en Martinique, en 2004, elle connaît un conflit avec sa direction à l’hôpital où elle travaille. D’abord contactée par la CGT qui voulait manifestement s’implanter et concurrencer la CDMT dans ce secteur professionnel, c’est finalement sur la CDMT qu’elle jette son dévolu, décrivant le syndicat comme « *plus démocratique* » et séduite par l’importance accordée à l’autonomie de la structure vis-à-vis du syndicalisme métropolitain :

Quand je suis arrivée en Martinique en 2004, j’ai travaillé dans un hôpital où le directeur faisait n’importe quoi. Il n’y avait qu’un syndicat CDMT, et la CGTM voulait s’implanter. Comme les gens savaient que je faisais du syndicalisme en France, eh bien j’ai été contactée par la CGT pour monter la cellule CGT de l’hôpital. Alors je me suis renseignée sur la CGT, la “CGT Joachim<sup>415</sup>”, bon il n’y avait pas vraiment de problème j’étais d’accord avec les idées mais comment dire... je venais de rentrer en Martinique, je ne voulais pas m’engager dans un syndicat qui reste “sous tutelle” de la France. Et puis je me suis intéressée à la philosophie du syndicat, au côté

---

<sup>415</sup> Du nom de Ghislaine Joachim-Arnaud, secrétaire générale de la CGTM (voir chapitre 2).

démocratique. Mais en fait, à bien y réfléchir c'est la première fois dans ma vie où j'ai fait un choix, où j'ai choisi là où j'allais militer.

Par ailleurs, il est intéressant de constater le parallèle qu'elle effectue entre le militantisme à l'extrême-gauche de certains de ses camarades à Solidaires dans l'hexagone et la présence de militants du Groupe Révolution Socialiste au sein de la CDMT. Sans constituer un élément déterminant dans son adhésion à la CDMT au moment de son retour en Martinique, la présence de militants d'extrême-gauche est évoquée comme un point de repère : quelque chose qui lui est familier et qui, au moment de son adhésion, lui permet de se projeter plus facilement dans la vie syndicale de l'île :

Mais ça [*la présence de militants d'extrême-gauche*] c'est comme en Martinique, vous savez bien que dans le syndicat où je suis, il y a le GRS tout ça ? Eh bien, pareil ! Quand il y a une conférence du GRS, moi j'y vais. Souvent on me dit qu'il y a une conférence du GRS ou alors quelqu'un du GRS qui passe à la radio, eh bien j'écoute !

Comme on peut le voir, le compagnonnage et les affinités avec le GRS n'opèrent pas uniquement via le fonctionnement interne du syndicat. Si certains militants nourrissent, de longue date, des proximités avec le militantisme trotskiste par la voie syndicale (soulignant l'importance de logiques locales spécifiques), on observe aussi un « milieu » structuré par la dynamique propre de la CDMT et par le travail politique du GRS localement, mais qui se ressent également des liens avec l'extrême-gauche hexagonale, la CFDT et Solidaires. Comme nous avons pu le voir dans la comparaison des deux trajectoires étudiées ici (celle de Jacqueline, marquée par une forte inscription locale et celle de Marie-Thérèse, davantage marquée par les circulations), c'est cette combinaison de facteurs à la fois organisationnels et conjoncturels qui a produit l'arrangement organisationnel dont découle le positionnement de la CDMT en Martinique. Il semble également, même si cette assertion aurait probablement requis un questionnement plus spécifique, que l'influence du catholicisme de gauche connu chez les militants cédétistes dans l'hexagone facilite également la mise en correspondance de différents registres discursifs, pratiques et idéologiques chez les militants martiniquais qui se retrouvent dans le discours de la CDMT.

Pour autant, du fait du caractère labile et composite du travail de politisation opéré par le GRS, comprendre cet arrangement original propre à la Confédération sur le territoire martiniquais demande à confronter de telles trajectoires avec l'activité syndicale de militantes et de militants étrangers au GRS ou à la politique de la gauche radicale – ce à quoi nous allons nous employer dans la sous-partie suivante.

## ***B - Les « marges majoritaires » de la CDMT, ou la fabrique d'un consensus organisationnel***

Comparée aux autres organisations syndicales, la CDMT présente un collectif d'animation beaucoup moins homogène politiquement que les syndicats dont nous avons évoqué le fonctionnement dans les précédents chapitres. Autour d'un « noyau dur » de quelques militants trotskistes issus de la génération des « soixante-huitards » martiniquais, toutes et tous retraités de la fonction publique, le secrétariat général et les fonctions de porte-parole sont assurés par sept militants dont une majorité ne sont ni membres ni sympathisants du GRS. Dans l'analyse des deux entretiens à suivre, nous essaierons de comprendre avec le cas de deux secrétaires généraux, respectivement cadre de santé (un secteur d'implantation traditionnel de la confédération) et salariée du commerce (un secteur où la CDMT produit des efforts substantiels d'implantation syndicale), comment la direction composite de la CDMT s'accommode de ces cadres « apolitiques » de l'organisation. Car c'est bien en mettant en avant de telles personnalités, marginales dans l'orientation politique du syndicat mais majoritaires dans l'organisation et centrales dans la mise en avant d'un profil public consensuel, que la CDMT produit la singulière alchimie politique qui permet, au final, de faire fonctionner le syndicat auprès de catégories socioprofessionnelles particulièrement diverses.

### **1) « Tout ça c'est une question de personnes » : entretien avec un cadre hospitalier**

Parmi les militants qui n'affichent pas d'affinités particulières avec l'extrême-gauche, le cas de Rémi, membre du secrétariat général de la CDMT depuis 2015, nous a semblé emblématique. Psychomotricien de formation, il est syndiqué depuis 1998 à la CDMT. Il travaille au Centre Hospitalier Maurice-Despinoy (CHMD), principal établissement psychiatrique de la Martinique qui emploie près de 1100 personnes, où il siège à la commission « Prestations » chargée d'examiner les demandes de prestations des agents hospitaliers au regard du budget approuvé par le Conseil d'Administration de l'établissement. Comme il nous l'explique avant l'entretien, pour lui, le syndicalisme « [...] *part aussi d'une manière d'être : ceux qui aiment aider, être défenseurs, [refuser] l'injustice, les personnes qui sont dans des situations où elles sont abusées, un peu ou beaucoup* ». Il tient d'emblée à mettre en avant les compétences ou l'implication personnelle plutôt qu'une identité politique ou collective, selon lui « [...] *c'est toujours pareil, ce sont les compétences de chaque syndicaliste, c'est ça qui fait boule de neige. Un syndicaliste qui connaît bien ses dossiers, ça*

*ramène des salariés pour conforter l'action syndicale.* ». Après ses études à Paris entre 1978 et 1981, au cours desquelles il n'a pas milité – bien qu'il affirme avoir côtoyé des étudiants militants de l'AGEM – il travaille tout d'abord dans une structure où il s'occupe d'enfants en difficulté dans les services d'éducation où il fera ses premières armes comme syndicaliste, sans toutefois adhérer à une organisation :

Ma première expérience syndicale c'était juste après être revenu en Martinique, nous avons à mener une lutte dans les restructurations de mon service. On faisait face à un plan de restructuration des services et il a fallu ce mouvement pour que les responsables acceptent de s'asseoir à une table pour réfléchir à l'organisation et aux transformations de l'institution, au fonctionnement. Cette mobilisation avait permis de conserver la grande majorité des postes et tous les emplois, il n'y a pas eu de licenciements : cela comportait un plan de redéploiement et conservation de soixante-quatre emplois dans la nouvelle structure. Après, je dirais que j'ai commencé à militer syndicalement dans les années 1990, surtout en 1991. On avait réglé les problèmes, j'ai postulé dans l'hôpital public, et depuis j'ai rejoint une autre forme de syndicalisme, c'est à ce moment-là que j'ai adhéré à la CDMT.

*En quelle année ?*

En 1998, je suis rentré à l'hôpital, j'ai eu aussi à revendiquer des choses au niveau de l'administration, j'ai dû faire appel au syndicat pour des questions "administratives", de reprise de mes états de service, pour ma carrière quoi. Et c'est à ce moment-là que j'ai commencé à envisager de me syndiquer vraiment.<sup>416</sup>»

Notre enquêté ne fait pas mention de motivations expressément politiques lorsqu'il évoque son entrée dans le syndicalisme. Si l'on trouve bien trace d'une première action collective qui l'a marqué au moment de son entrée dans la vie active, celle-ci ne semble pas avoir suscité chez lui de vocation particulière pour le militantisme. C'est pour défendre sa situation professionnelle sur un plan individuel, qu'il décide de franchir le pas.

#### **a) Rechercher le consensus**

Cependant, comme nous allons le voir, se syndiquer dans un univers professionnel tel que l'hôpital l'a amené à prendre position au sein d'un espace particulièrement concurrentiel. Dans ce contexte, qu'il évoque en des termes de « pluralité » ou de « diversité », il s'identifie davantage au profil plus modéré de la CDMT, qui lui semble conforme avec sa vision d'un « syndicat utile » à la recherche du consensus :

*Pourquoi as-tu choisi la CDMT ? Il y avait d'autres syndicats ?*

---

<sup>416</sup> Entretien avec Rémi, secrétaire général de la CDMT, mai 2015.

Dans l'institution où je suis, il y avait un syndicat majoritaire unilatéralement installé, la CDMT commençait à peine son action dans ce secteur-là. Cela se passe dans les années 1995-1996, les années où... disons que moi j'ai fait partie du petit corpus, du petit noyau qui a voulu impulser une autre manière de faire du syndicalisme. Ce que moi j'appelle « la pluralité du syndicalisme ». Quand il n'y a pas de pluralité dans une institution, ça devient un petit peu... monogame ! Il n'y a qu'un syndicat qui décide, qu'un syndicat qui fait la loi, si on n'en fait pas partie, on est rejeté. C'est pour ça qu'il fallait proposer autre chose : les pensées humaines ne sont pas uniformes, ce ne sont pas systématiquement les mêmes. Et à partir de là après on a milité pour quelques gros combats. D'une part la section était difficile à mettre en place...

*C'était la bagarre avec la CGT ?*

Non, avec la CSTM, il y avait aussi UGTM, FO, des petits groupuscules. La pluralité commençait à naître, mais on a eu la chance d'avoir plus de monde sur le pont ! On s'est battu deux élections, à la troisième on est passé devant. Au jour d'aujourd'hui on est le syndicat le plus représentatif sur l'établissement.

Opposé à ce qu'il désigne comme un syndicalisme « groupusculaire » (celui des indépendantistes de la CSTM, de l'UGTM ou encore le côté revendicatif de Force Ouvrière), il investit le syndicat qui « respecte son point de vue », y compris lorsqu'il affiche une posture particulièrement conciliatrice concernant les conflits avec la hiérarchie ou les relations au travail, qui sont presque toujours évoquées sous l'angle de relations interpersonnelles qui font très peu référence à des formes de domination. Dans l'ensemble, le récit de son accession au secrétariat général et l'impact de cette ascension sur sa façon de percevoir le syndicalisme fait la part belle à des motivations assez individuelles. Dans le même temps, il est sensible au fait de se confronter à des profils sociaux différents du sien ou à des expériences professionnelles différentes dans le cadre du mandat qu'il exerce.

*Qu'est-ce que ça change cette prise de fonction au secrétariat général ? Est-ce que cela change quelque chose ?*

Pour moi, en pratique ça change... en pratique, sur mon travail au quotidien je veux dire, non, pas grand-chose. Mais le fait d'être secrétaire général, ça me donne une vision beaucoup plus globale du fonctionnement de la CDMT et de l'action syndicale. Notamment, de ce qui se passe dans les autres secteurs, par exemple de ce qui se passe dans des secteurs comme le commerce. Quand on est fonctionnaire, il faut le reconnaître, on n'est pas toujours au fait des autres luttes syndicales, dans le commerce, l'hôtellerie. Et ça, c'est très important, quand on fait partie de la CDMT, d'autant plus quand on a des responsabilités, il faut pouvoir porter un coup de main aux autres secteurs, apporter une solidarité. C'est vraiment enrichissant ! C'est l'échange, c'est ce qui permet de mieux comprendre le monde du travail. Et de le comprendre pas seulement du point de vue des travailleurs, parce que, c'est vrai, les

patrons aussi travaillent... mais bon, tout le monde ne jouit pas de la même manière du travail !

*Être dans un syndicat, ça a changé ta vision des rapports, de la hiérarchie au travail par exemple ?*

Oui, en même temps... moi, ce que je pense, c'est que les problèmes hiérarchiques ce sont aussi des problèmes de personnes, avant tout des problèmes de personnes. Il y a des personnes dirigeantes qui sont plus humaines que d'autres. Après, la question c'est "comment faire entendre raison ?" Et là, il y a des personnes dirigeantes qui refusent d'entendre raison. Dans ce cas-là le syndicat doit agir : il faut faire une grève, il faut barrer, mais c'est très important de le faire de façon concertée. Dans ces moments-là, il faut faire un maximum pour avoir des mouvements en intersyndicale. Quand on arrive dans une situation où un conflit se manifeste, à mon sens, c'est mieux qu'il n'y ait pas "un seul syndicat" mais l'ensemble des syndicats, que ça soit l'ensemble des salariés qui se mobilise. Comment on peut faire bloc tout en gardant la pluralité ? »

Comme l'explique Rémi, il est davantage question ici de « relations humaines » sur le lieu de travail plutôt que d'affrontement ou de lutte de classes. Au-delà d'un discours visant à relativiser les oppositions avec la hiérarchie et qui permet de le situer (il est syndicaliste, mais aussi cadre et peut-être moins exposé aux formes de dominations qui s'expriment au travail), les éléments de langage qu'il emploie (les relations de « personnes », le degré d'« humanité » de l'encadrement dirigeant) sont symptomatiques d'une mise à distance de la perspective politique impulsée par les dirigeants cégétistes les plus politisés.

### **b) Une mise à distance de la politique**

Là où les militants politiques actifs considèrent qu'il faut politiser les conflits pour renforcer les équipes syndicales, notre enquêté évoque plutôt un cheminement inverse : il s'agit de fédérer les salariés, de construire une forme de « tous ensemble », condition nécessaire pour enclencher une action revendicative ou protestataire. Cependant, et malgré cette différence non-négligeable avec le discours tenu par les membres du secrétariat général affiliés au GRS, la posture unitaire de l'organisation permet aussi de rapprocher ces deux perspectives :

*J'ai l'impression, en discutant avec des gens de la CDMT que cette idée unitaire, cette idée d'intersyndicale c'est assez central. Tu trouves ça important, le travail intersyndical ?*

Oui, absolument parce que la vie syndicale a besoin de pluralité, mais aussi de solidarité et d'union, d'être partenaires quand c'est nécessaire ! Ne pas rester dans des rapports de forces entre organisations comme "je n'ai pas besoin de toi car je suis assez fort tout seul" : seule l'union fait la force ! Mais en intersyndicale c'est comme partout il faut savoir négocier, parce que souvent chacun essaie de tirer la couverture à lui. Donc il faut négocier, c'est la démocratie, c'est le « D » de notre syndicat. Une

cause juste on la défend ensemble, naturellement. C'est vrai que c'est toujours question de rapports de force, mais ça c'est l'Homme, je dirais presque "c'est la nature humaine". On retrouve ça dans les rapports entre organisations, entre partis politiques, parce que c'est un travers de la nature humaine, le pouvoir. Alors c'est intéressant, toutes ces questions qui sont "politiques" mais il faut faire attention. »

Particulièrement précautionneux au moment d'aborder des sujets politiques, notre enquête évoque une nouvelle fois les rivalités politiques ou les jeux de pouvoir comment une sorte de fatalité qu'il s'agirait de conjurer par un patient travail de discussion et de concertation. Lorsqu'on l'interroge sur la présence de militants politiques au sein du syndicat, il reconnaît volontiers que les orientations anticapitalistes et autonomistes du GRS sont particulièrement sensibles au sein de la CDMT.

*Je me permets de te demander, parce que tu me disais qu'avant de rentrer dans un syndicat tu avais l'image de syndicats comme des organisations "très politiques". Or, à la CDMT, il y a des personnalités qui sont politiques, notamment au GRS, et qui sont importantes pour le syndicat. Comment tu vois ça ? Pour toi, quels sont les avantages et les inconvénients d'avoir des militants politiques à l'intérieur du syndicat ?*

C'est exact, il y a aussi des gens politiques. Après, pour moi, il y a des choses qui sont positives avec la politique et d'autres moins. Un salarié, il a besoin de défense syndicale, il a besoin qu'on prenne en compte ses demandes par rapport à son travail. Il n'a pas forcément besoin qu'on soit indépendantiste ou révolutionnaire ou quoi que ce soit. C'est dans ce cadre que moi j'inscris mon action syndicale. L'appartenance politique, c'est ta sensibilité, si tu as une sensibilité sociale, tu es "socialisant"... Ce que je veux dire, c'est que cette sensibilité sociale elle n'est pas "réservée" à une tendance, ce que tu penses de l'équité, de la justice sociale ça peut se retrouver dans n'importe quelle tendance. C'est plus lié à ta personne. Après le choix de ton syndicat, c'est celui où tu sentiras le mieux accueilli, le plus tranquille, là où c'est démocratique, où c'est ouvert. Tu auras des gens "politiques", d'autres "pas du tout politiques". Ce n'est pas incompatible, tant qu'on mène une action syndicale en premier. C'est voilà... il y a des gens au secrétariat général qui sont politiques. Il peut y avoir une dominance mais ça ne caractérise pas l'ensemble du syndicat. Il y a des gens qui ne font pas de politique, qui ne te feront part de leur opinion politique qu'en privé, parce qu'ils sont là uniquement pour la défense des travailleurs. Rien n'empêche non plus de commenter ce qui se passe, les décisions politiques. Mais pour ça non plus il n'y a pas besoin d'être indépendantiste ou quoi. Nous il y a le droit, quand il y a un manquement au droit, on se défend, on dit « apliké-y<sup>417</sup> » ! S'il y a des gens qui ont un point de vue politique, ils se démerdent avec ça... parce que c'est démocratique !

---

<sup>417</sup> « Faites appliquer [le droit] ».

Comme on peut le voir à l'aune de cet extrait, sans évoquer ouvertement le GRS, Rémi évoque des « *gens politiques* », potentiellement « *révolutionnaires* » ou « *indépendantistes* ». Ce discours est d'autant plus intéressant qu'il évoque spécifiquement ces orientations qui constituent, de fait, les sympathies politiques les plus visibles au sein de la CDMT. Dans le même temps, notre enquêté relativise la prégnance de telles opinions au sein du syndicat, en les rabattant symboliquement sur l'expression de préférences politiques individuelles sur lesquelles il préfère ne pas statuer. Il se réfère constamment à la « *démocratie* », à l'« *ouverture* », à la « *tranquillité* » pour caractériser ce qui lui semble être la bonne façon de « *gérer la politique* » pour un syndicat (et qui constitue à ses yeux la raison d'être du fonctionnement de la CDMT) : « *Pour moi déjà si tu veux un syndicat, oui c'est une organisation, mais ça n'est pas l'image qu'on a d'une "hiérarchie" Ce n'est pas une hiérarchie, ce sont des volontés, des envies de mener les actions syndicales* ». C'est peut-être au travers de ce type de témoignage que l'on peut mieux cerner la « *flexibilité* » du fonctionnement cédétiste martiniquais : un dirigeant peut avoir l'impression que le travail politique qui structure les initiatives du syndicat n'a qu'une portée individuelle au vu du travail collectif réalisé par l'organisation, alors que c'est objectivement l'inverse dans les faits. En effet, on peut tout à fait émettre des opinions contraires à la politique trotskiste, autonomiste ou même à celle de l'organisation à titre individuel et accéder à des responsabilités au sein du syndicat ; mais, de fait, cette influence individuelle ne confère aucune « *coloration* » politique à l'action syndicale et entre peu en ligne de compte dans le profil public du syndicat.

## **2) « Se syndiquer c'est des valeurs, un état d'esprit » : entretien avec une syndicaliste du commerce**

À l'inverse de Rémi, qui fait partie des diplômés de la fonction publique, Philippine est représentante du personnel dans une grande enseigne commerciale locale où elle est employée et secrétaire des comités d'entreprise pour le commerce et la grande distribution. À 40 ans, cette femme mère de trois enfants est également devenue secrétaire générale du syndicat CDMT au moment du congrès de l'organisation en 2014 – et c'est à ce titre que des responsables de la centrale nous ont conseillé de la contacter dans le cadre de notre enquête.

Nous prenons rendez-vous pour un entretien qui se déroule dans un café-boulangerie du centre commercial de Schoelcher. Philippine est habillée de manière élégante et apprêtée. Le soin apporté à ses vêtements, à sa coiffure et à son maquillage inspire un mélange de féminité et de professionnalisme tel qu'il peut être valorisé dans les entreprises de commerce, où la

présentation de soi et l'appareillage vestimentaire font partie intégrante de l'éthos professionnel exigible dans le cadre des interactions sur le lieu de travail ou avec la clientèle. Seul le pin's « En Grève ! » qu'elle arbore avec fierté au revers de sa veste de costume tranche sensiblement avec sa panoplie de « salariée modèle » du secteur de la vente.

#### a) « Une certaine vision de l'entraide »

Pour elle, le militantisme syndical s'éprouve d'abord sur le lieu de travail, dans le but de « *défendre avant tout les salariés* » ainsi que « [...] *les siens, puisqu'[elle] fait partie de son entreprise* ». Même si elle est adhérente de longue date dans le syndicat – elle est syndiquée puis plus de dix ans à la CDMT, son parler semble d'abord beaucoup moins rompu aux codes de l'expression politique (notamment avec le vocabulaire de la gauche radicale, que nous avons largement décelé dans les entretiens avec les militants du GRS) :

*Comment vous êtes-vous syndiquée ?*

Je dirais que je me suis syndiquée... En voyant la politique de l'entreprise. Alors, déjà le syndicat était là avant, il y avait déjà un syndicat. Mais pour moi, c'était naturellement... À cause de mes valeurs. Enfin, c'était normal que je m'intègre en adhérent. Pour moi, l'idée que j'avais du syndicat c'est de ne pas être seule, se défendre, de se battre même, qu'il y ait du monde derrière moi. Et puis, c'est quand même aussi connaître ses droits, puisque souvent les travailleurs ne connaissent pas leurs droits. C'est souvent lorsqu'il y a un problème, lorsque le salarié est un peu "au pied du mur" qu'il va se tourner vers l'organisation syndicale. Et là le salarié se dit "est-ce que quelqu'un pourra m'aider ?".

Cette notion d'entraide, qui n'est pas sans rappeler une forme de morale chrétienne, fait partie intégrante du mode de pensée que Philippine va développer tout au long de l'entretien avec nous. Plus prompte à évoquer des principes moraux que des jugements politiques pour parler de son militantisme, elle explique d'ailleurs que ce sont bien « *ses valeurs* » qui l'ont poussée à intervenir syndicalement, ainsi qu'une expérience « *du quotidien* ». Pourtant, elle insiste également sur le fait que militer sur le plan syndical revient à apporter une aide à celles et ceux qui sont en difficulté au travail, mais aussi à réunir les conditions pour que ces derniers puissent s'exprimer, pour « *briser le silence qui entoure une certaine souffrance au travail* » :

*Ce que vous décrivez comme des valeurs, des points de vue politiques, une démarche politique, ça vient de vous ou cela vous a été transmis ? Est-ce qu'il y avait des gens dans votre entourage qui avaient déjà ces valeurs ?*

Alors, pas du tout, mais pas du tout ! J'ai des frères et sœurs qui disent ce qu'ils pensent... Est-ce que c'est ça, militer... ? Peut-être bien ! C'est une forme de militantisme de dire haut et fort ce que d'autres pensent tout bas. Être une force de

proposition, apporter des solutions. Ne pas se contenter de dire qu'il y a des problèmes, ou les dénoncer ! Et puis le militantisme, c'est ce que je vis au quotidien, ce qui fait sortir en moi cette volonté. Au quotidien, je vois des injustices, des salariés en souffrance qui n'osent pas dire les choses, s'exprimer. Ils n'y arrivent pas, ils ont peur. Et, avec ces témoignages des uns et des autres, dans tous les secteurs professionnels, à un moment tu te dis que si toi tu sais dire les choses, pourquoi ne pas être la voix et le soutien de l'autre ?

Notre enquêtée s'étend très peu sur la politisation de son milieu d'origine, qui ne l'a manifestement pas amenée à fréquenter beaucoup de militants. Cependant, elle se montre particulièrement fière de son environnement familial lorsqu'elle affirme venir d'un milieu où l'on est habitué à « *dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas* », ce qui constitue à ses yeux une condition nécessaire quoique non suffisante pour s'investir syndicalement. La formule, sur laquelle l'enquêtée insiste, constitue une façon de revaloriser symboliquement un milieu apparemment éloigné du militantisme ou de la politique savante en interrogeant la fonction de militant<sup>418</sup>. Ce faisant, le franc-parler devient aussi une ressource qui est mise en exergue comme une compétence et qui lui permet de se projeter dans l'activité syndicale (notamment au travers de la fonction de porte-parole, au sens premier du terme). Parce qu'elle vient d'un milieu où l'on ne parle pas forcément politique avec des mots politiques, son porte-parolat revient à mettre des mots sur les formes d'injustice ou de souffrance qui sont connues, éprouvées mais restent non dites. Ce qu'elle nomme la « psychologie du syndicalisme » :

Je me posais la question “est-ce qu'on a vocation à être syndicaliste ?” Et pour moi c'est un cheminement, ce sont les expériences de la vie qui vous permettent de voir où vous vous placez, défendre des droits, les vôtres, mais ceux des autres aussi. Ah oui, j'ai côtoyé d'autres entreprises, dans des secteurs différents, avec un regard différent. C'est ça l'expérience, de voir la culture de chaque entreprise, de côtoyer les collègues, leurs différentes façons d'exprimer ce qu'ils ressentent pour défendre leurs droits. [...] Aujourd'hui je parle au nom de toute une population de salariés. Mais je ne suis pas seule, cela se fait, en équipe, avec des collègues, avec les camarades de la CDMT dont certains sont des piliers du syndicalisme en Martinique. Et puis en tant que jeune, je pense que je prépare l'avenir de mes enfants en étant une femme militante. L'épouse que je suis, la mère que je suis ! Ce sont eux l'avenir. Et j'estime en étant dans cette voie, dans le syndicalisme, j'ai un autre regard sur la société actuelle.

---

<sup>418</sup> Comme évoqué dans le chapitre introductif du numéro de la revue *Agone* consacré au rôle et à la fonction du porte-parolat dans le militantisme syndical et les mobilisations de salariés : GIRAUD Baptiste ; MISCHI, Julian ; PENISSAT Etienne. « Editorial », *Revue Agone*, no 56 : *Porte-parole, militants et mobilisations*. Marseille : Agone, 2015, p.

## b) « Pas de politique, bien au contraire ! »

Le discours de Philippine concernant le caractère politique du syndicalisme peut apparaître, à première vue, comme un peu contradictoire. Ainsi, elle affirme au cours de l'entretien que « *Même si le syndicat est politique, le syndicat n'est pas politique, bien au contraire* ». Ce faisant, la jeune secrétaire générale cherche à mettre en avant le caractère démocratique d'un syndicat dont la préoccupation première doit rester, d'après ses dires, l'organisation de salariés à la base. Elle évoque notamment son attachement au caractère démocratique de la plurivocité syndicale, qui constitue pour Philippine un pilier important de son engagement dans ce cadre collectif et au nom des autres salariés :

[...] Comme les valeurs sont importantes pour moi, il y a des valeurs au sein de ce syndicat que je portais. C'est aussi pour ça que je l'ai intégré.

*Et ces valeurs, quelles sont-elles, et qu'est-ce qui fait la différence ?*

Je suis secrétaire générale de la CDMT parce que... les valeurs... C'est de savoir que pour tout conflit il y a des personnes qui défendent les salariés. Si tu veux c'est l'idée *qu'on est un syndicat de classe*<sup>419</sup>. Oui, c'est ça, on ne va pas minimiser les personnes. Chacun a son mot à dire. C'est que même si le syndicat est politique, le syndicat n'est pas politique, bien au contraire, chacun est libre de garder son opinion. Avant tout, nous sommes là pour la défense de l'intérêt des salariés.

La dimension politique du syndicalisme n'est pas tout à fait évacuée par notre enquêtée, elle est en revanche traduite dans des termes différents de ceux évoqués par les dirigeants les plus politisés de la CDMT. Pour elle, le problème réside dans le fait que la politique (on peut se figurer qu'il s'agit ici de la politique institutionnelle ou professionnelle) ne prend pas suffisamment en compte « *les personnes* » - à l'inverse du syndicat, qu'elle juge plus attentif et plus inclusif que le monde de la politique légitime envers les salariés. Si elle reprend à son compte l'idée que le syndicat ne doit pas produire d'exigences politiques a priori, tout en employant le terme de « classe » pour définir ce que les salariés ont en commun dans leur rapport au travail – preuve qu'elle n'hésite pas à reprendre à son compte les marqueurs classiques du discours marxiste, le discours de Philippine laisse également une large place à une forme d'œcuménisme syndical qui s'exprime au travers de la question de l'unité. Interrogée sur son choix syndical et sur les rapports avec les autres organisations, elle développe un point de vue qui souligne le caractère unitaire du syndicalisme à la CDMT :

C'est vrai que l'unité c'est important, l'unité au sein du syndicat et avec d'autres organisations. C'est l'ouverture... c'est à dire que si l'on a des problématiques

---

<sup>419</sup>Nous soulignons..

communes, on peut s'en ouvrir à d'autres personnes, d'autres organisations, d'autres courants. C'est ce qui est positif avec l'unité. Quant il faut l'unité, on la crée. La CDMT est sur cette ligne-là. Et ça, c'est cette notion de famille. On est un peu la famille des salariés.

Dans le discours de l'enquêtée, la nécessité de produire des solidarités sur le lieu de travail mais également entre organisations (ce qui fait partie des objectifs avancés par la centrale) trouve ici une formulation originale. Plutôt que de reprendre les discours traditionnels sur l'unité d'action qui sont l'apanage des syndicalistes les plus politisés, Philippine utilise des catégories beaucoup plus personnelles pour décrire les avantages et la nécessité d'une action commune avec les salariés et entre syndicats. Elle évoque le syndicalisme comme une « famille » où les salariés pourraient se retrouver pour bénéficier de la solidarité et de l'entraide. Une famille d'autant plus efficace pour répondre à leurs attentes que celle-ci fait elle-même preuve de rassemblement et propose une démarche unitaire.

Par ailleurs, elle tient à mettre en avant le caractère bénéfique « *du dialogue* » et « *des propositions* », ce qui constitue également une façon d'affirmer que le syndicalisme demeure un lieu de concertation et de médiation où s'articulent l'expression des difficultés avec des solutions alternatives. Là où les syndicalistes présentent souvent l'action collective et la grève comme le moyen le plus efficace pour défendre les droits des salariés, elle insiste au contraire sur la nécessité de faire un usage parcimonieux de ce type de répertoire d'action :

Pour moi une grève quelque part, c'est le dernier niveau, c'est quand le dialogue social est rompu avec l'employeur. La grève c'est un moyen de dire les choses franchement mais aussi de gagner en visibilité, de pouvoir dire que toute la population est informée de ce qui se passe. Au niveau de la centrale ce qui se passe pendant une grève ce sont des échanges : « est-ce que vous avez envisagé toutes les solutions, est-ce que vous avez tout fait dans les règles ? » – et si la réponse est oui, « qu'est-ce qu'on peut faire pour vous soutenir ? ».

Plus jeune, moins expérimentée, moins rompue aux méthodes et discours de l'extrême gauche, Philippine questionne l'image et l'efficacité de l'organisation. Quand bien même elle rejoint les positions de l'extrême gauche sur le caractère démocratique de la prise de décision et sur les efforts pour susciter des velléités contestataires, c'est toujours la logique de l'aide qui prévaut dans son discours – celui qui constitue le fil de son argumentaire et qui justifie de se mobiliser. Ses positions personnelles quant à la grève tendent par ailleurs à montrer qu'elle a intégré, d'une part, les contraintes structurelles qui pèsent sur l'activité syndicale et la pratique de la grève dans le secteur où elle est salariée ; et, d'autre part, que ce qui est parfois désigné comme un « syndicalisme de service » peut faire l'objet d'un investissement

contestataire singulier. Pour elle comme pour beaucoup de syndicalistes récemment adhérents, ce qui se joue dans la pratique syndicale fait l'objet d'un réexamen constant, d'aller-retour entre les possibilités et les limites, entre convictions personnelles et projections politiques collectives. Parce que les rapports de force économiques, sociaux et politiques qui se cristallisent dans la pratique gréviste sont parfois complexes à appréhender de façon combinée ou conjointe, son discours tend plutôt à superposer différents ensembles discursifs qui sont à la fois le fruit de son apprentissage syndical et de la perception des rapports sociaux tels qu'ils se déploient en dehors du syndicat (dans sa famille, avec ses collègues) et au contact de celui-ci (notamment lorsqu'il s'agit de salariés d'autres secteurs).

Comme nous l'avons vu dans cette sous-partie, la centrale CDMT est loin de constituer un tout homogène et cohérent sur le plan politique. Moins monolithiques que dans les organisations indépendantistes ou communiste-révolutionnaire, le recrutement et la promotion internes à la CDMT laissent une place importante à des profils relativement divers. Le fait que des individus ayant des vues politiques étrangères au GRS ou inexpérimentées politiquement se retrouvent à des postes de responsabilité, parce qu'ils interviennent dans des secteurs importants du point de vue numérique ou parce qu'ils ont été des animateurs de mobilisation rendant visible l'action revendicative du syndicat, constitue un faisceau d'indices suffisamment convergent pour confirmer notre intuition de départ. Contrairement aux autres syndicats qui entendent déployer leur projet politique à partir de secteurs « emblématiques » qui sont également des viviers de recrutement privilégiés, le projet de la CDMT se décline dans les efforts de coordination entre différents secteurs socio-professionnels. C'est cet effort de coordination qui permet, dans un second temps, de maintenir une forme d'équilibre politique favorable au GRS tout en arguant de « l'ouverture » ou de la « représentativité » du syndicat vis-à-vis de la société martiniquaise. Pour le dire vite, si l'influence politique du GRS se maintient, cette empreinte est davantage le fait d'une réflexion sur les secteurs d'intervention à privilégier et d'une action d'accompagnement des syndicalistes qui s'y investissent que d'une discipline instituée et coercitive qui émanerait des militants trotskistes. Dans la sous-partie qui va suivre, consacrée à la lutte de salariées d'une entreprise d'aide à domicile, nous allons justement voir que cette logique d'accompagnement et de formation, typique du positionnement politique du Groupe Révolution Socialiste au sein de la CDMT, permet à la fois de déployer l'activité syndicale auprès de groupes sociaux particulièrement dominés qui échappent traditionnellement à la syndicalisation. Nous verrons aussi que les présupposés de la politique menée par les militantes et les militants trotskistes issus du GRS,

s'ils facilitent la mise en place de cadres de mobilisation et suscite des vocations militantes, génèrent aussi des incompréhensions qui contredisent les efforts de certains militants aspirant à doter le syndicat d'une boussole politique.

### ***C - La lutte des Domavi***

Du fait de son orientation politique et de son positionnement particulier (à la fois au sein du champ syndical martiniquais et dans l'espace des mouvements sociaux), la CDMT est particulièrement investie et visible dans les luttes en faveur des catégories les plus fragiles du salariat (les précaires et les chômeurs, les travailleurs isolés), tentant d'impulser un effort de syndicalisation auprès de populations étrangères au syndicalisme. À l'instar de Solidaires en métropole, la syndicalisation des populations dominées fait partie des objectifs du syndicat, à la fois dans une optique d'élargissement de l'organisation, de renouvellement des pratiques militantes et de représentation politique des populations dominées. De ce fait, la mobilisation des aides à domicile de l'agglomération de Fort-de-France constitue une tentative de réponse syndicale à l'enjeu posé par le vieillissement de la population de l'île et aux mauvaises conditions de travail des femmes qui occupent ce type d'emploi : une question souvent présentée comme « cruciale » par nombre d'acteurs politiques ou syndicaux, mais qui donne assez rarement lieu à une véritable prise en charge de la part des organisations syndicales antillaises – que ce soit par la syndicalisation de ces salariées précaires ou par des mobilisations protestataires. Comme nous allons le voir, l'accompagnement des salariées de l'aide à domicile témoigne de ce projet à la fois syndical et politique, tout en interrogeant les pratiques militantes héritées des militants d'extrême-gauche à l'intérieur du syndicat.

#### **1) Une réunion à la Maison des Syndicats**

En cette journée du 18 mai 2015, ce sont presque toutes les employées de la structure Domavi (une entreprise d'aide à domicile de l'agglomération foyalaise) qui se sont mises en grève pour dénoncer leurs conditions de travail. Depuis plus de sept mois, les négociations avec leur employeur piétinent sur la question des rémunérations, du défraiement des déplacements et de l'amélioration des conditions de travail. Pour la plupart étrangères au syndicalisme, ces nouvelles adhérentes du syndicat CDMT sont réunies pour la première fois dans l'une des salles de la Maison des Syndicats de Fort-de-France afin d'y tenir une conférence de presse, et de discuter par la suite des actions de protestation à mener pour faire céder leur employeur. Elles sont venues ensemble, habillées aux couleurs de la CDMT, et

brandissent des pancartes où l'on peut lire leurs différents slogans et revendications. Des drapeaux décorent le local et un micro trône sur le bureau.



**Figure 1 : Les salariées de Domavi à la Maison des Syndicats de Fort-de-France le 18 mai 2015.**

**Photographie personnelle.**

On s'inquiète du retard des journalistes et l'on s'affaire dans les couloirs. L'une de nos enquêtées, Edith, enchaîne les coups de téléphone, circule entre les rangées de bancs pour demander des nouvelles de chacune. Syndicaliste plus chevronnée que ses collègues présentes dans l'assemblée, cette jeune franco-burkinabé ne ménage pas ses efforts pour tenter de canaliser la salle. Depuis une bonne demi-heure maintenant, dans un léger brouhaha, les salariées de l'entreprise, réunies en petits groupes, échangent en *kreyol* comme cela se ferait entre amies ou entre voisines. Plusieurs responsables du Groupe Révolution Socialiste sont également présentes, se tenant davantage en retrait : nous croisons George Arnauld, ex-enseignante et ancienne secrétaire générale de l'Union des Femmes Martiniquaises. À la faveur des salutations, elle félicite chaleureusement les présentes « *pour leur détermination* » et nous confie : « *C'est vraiment bien, c'est une nouvelle étape franchie sur un dossier important pour la cause des femmes et des travailleuses* ». Elle ne boude pas son plaisir à la vue de cette atmosphère à la fois électrique et combative. Plus discrète, nous croisons également Jacqueline Tally, du secrétariat général du syndicat, venue « *soutenir les jeunes camarades et écouter la conférence de presse* ».

Le lendemain, la protestation rassemble la plupart des salariées présente le lundi précédent devant le siège de leur employeur à Dillon, un quartier populaire de l'agglomération foyalaise – soit une vingtaine de militantes employées comme auxiliaires de

vie ou comme aides à domicile à destination des personnes âgées. Pour la plupart, ces salariées se mobilisent pour la première fois, et leur entrée dans le syndicat est relativement récente. Alors que Félix Releautte, secrétaire général CDMT et membre du GRS et Edith – la seule adhérente à la centrale à avoir été syndiquée avant le début de la mobilisation – négocient avec la direction de l’entreprise, les salariées de Domavi patientent plusieurs heures rassemblées à l’ombre d’un arbre.



**Les salariées de Domavi mobilisées devant le siège social de leur entreprise à Dillon le 20 mai 2015.  
Photographie personnelle.**

Les discussions vont bon train autour du cours des négociations. Coupées de l’action principale en train de se jouer mais pleinement conscientes des enjeux, salariées échangent de façon périphérique à ce qui constitue le cœur des revendications défendues : on discute de la situation de l’une ou de l’autre, du quotidien et des sociabilités proches, de la famille, du voisinage. De nombreuses plaisanteries viennent ponctuer le fil de la conversation, façon à peine voilée de tourner en dérision l’attitude fermée de la direction face à la dégradation de leurs conditions de travail – une façon, aussi, d’éloigner le stress qui s’accumule au fil des heures, au fur et à mesure d’une négociation sur laquelle elles n’ont finalement que peu de prise. Hormis ces quelques traits d’humour et les chasubles syndicales, peu de choses

renseigneraient un passant extérieur sur le cours de la mobilisation. La construction du collectif semble avant toute chose passer par la production d'un cadre de discussion informel qui vient lier les différentes participantes autour d'une communauté de difficultés, de ressentis ou d'affects, comme si le caractère inédit ou extraordinaire de la mobilisation devait être rattaché au plus vite à ce qui constitue leur quotidien de salariées pour que chacune en éprouve pleinement la portée et le sens.

#### a) La prise en charge syndicale du travail du « care »

Le profil de la mobilisation des salariées de Domavi épouse les contours sociographiques du travail du *care*, dont elle soulève également les problématiques politiques<sup>420</sup>. La plupart des salariées mobilisées sont des femmes noires entre trente et quarante ans, souvent mères de famille – elles y font fréquemment allusion pendant les échanges informels – qui ont obtenu un certain nombre de qualifications via leur cursus scolaires ou par des formations ; des qualifications elles-mêmes sanctionnées par des diplômes ou des agrémentations. Socialement situé à l'intersection du travail domestique et des soins médicaux ou paramédicaux, le travail d'aide à domicile demeure une construction profondément genrée<sup>421</sup>, ce qui constitue souvent un frein à la reconnaissance des qualifications professionnelles. À cause des représentations associées au travail domestique et du flou relatif entourant les conditions de travail (notamment la définition des tâches à prendre en charge et leur répartition), ces qualifications sont particulièrement difficiles à mobiliser comme des ressources objectives et doivent sans cesse être redéfinies au prix d'un rapport de force constant contre l'effacement symbolique du travail fourni.

Pour le syndicat CDMT, la prise en charge de ce type de profession signifie se confronter à de nouveaux profils et à mettre en place de nouvelles pratiques. Tout d'abord, il est difficile d'établir une interface syndicale dans le secteur de l'aide à domicile du fait de l'éparpillement

---

<sup>420</sup> Nous remercions chaleureusement Louise Boivin pour les échanges passionnants au sujet de l'aide à domicile et pour les précieuses références communiquées par la suite.

<sup>421</sup> Nous basons cette première affirmation sur les travaux classiques de Danièle Kergoat, qui s'appuie sur le concept de division sexuelle – ou sexuée – du travail : il s'agit de la forme de division du travail social qui découle des rapports sociaux de sexe propre à une société et à une époque donnée. Cette construction historique a, dans la majorité des sociétés humaines, « *pour caractéristiques l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur sociale ajoutée (politiques, religieuses, militaires, etc.)* » - KERGOAT, Danièle. « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », in. HIRATA Helena, LABORIE Françoise, LE DOARE Hélène, SENOTIER Danièle (coord.). *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris : PUF, 2000, 2ème édition augmentée, 2004, 315 p., p. 35-44.

des travailleuses et de la nécessité d'établir un suivi très individualisé – notamment parce que la rationalisation économique de ce type de regroupement repose sur une organisation qui combine les effets du « juste-à-temps » tout en jouant sur la « disponibilité permanente » que l'on attribue au travail domestique<sup>422</sup>. En effet, la majorité des travailleuses de Domavi, en-dehors du planning des missions, peut se trouver redirigées par leur entreprise pour répondre aux appels plus ou moins urgents des bénéficiaires ou des familles lorsque ceux-ci en font la demande (soit à l'entreprise, soit aux agentes elles-mêmes). Dans le cas de la mobilisation, cette réorganisation généralisée du secteur de l'aide à domicile pose le problème du comptage et de la rémunération des heures (autrefois comptabilisées de façon forfaitaire et en voie de mensualisation), des déplacements et de leur prise en charge (les intervenantes sont désormais amenées à se rendre chez plusieurs patients dans la même journée qui peuvent être relativement éloignés les uns des autres, là où, auparavant, elles assuraient des suivis plus continus auprès de quelques personnes). Mais, surtout, cette réorganisation génère une confusion entre les différentes tâches à effectuer ou soins à prodiguer, qui ne correspondent pas à l'échelle des compétences ou des qualifications que confèrent les différents statuts (celui d'employé à domicile, d'aide-soignante, d'aide médico-psychologique ou d'auxiliaire de vie à domicile).

---

<sup>422</sup> BOIVIN, Louise. Réorganisation des services d'aide à domicile au Québec et droits syndicaux : de la qualification à la disponibilité permanente juste-à-temps. *Nouvelles Questions Féministes*. 10 février 2014, vol. 32, n° 2, p. 44-56.

### **Le « boom » de l'aide à domicile en Martinique**

La situation des salariées de Domavi est loin de constituer un cas isolé. Du fait des effets combinés de divers phénomènes sociodémographiques (baisse de la natalité au cours de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle et effacement générationnel lié à la migration vers l'Hexagone), la Martinique connaît aujourd'hui une inversion de la courbe démographique, et l'île est en passe de devenir l'un des départements les plus vieux de France. Le troisième âge devient un véritable enjeu public dans la Martinique contemporaine : on estime ainsi que plus de 40% de l'île aura 60 ans ou plus à l'horizon 2040<sup>423</sup>. De ce fait, la demande en termes de soins liée au vieillissement a connu une croissance particulièrement importante ces dernières années, croissance qui se combine avec un manque de place significatif dans les structures d'accueil et les établissements spécialisés, ainsi que par un déficit chronique de personnel formé à prendre en charge les personnes âgées sur le territoire. On assiste aujourd'hui à l'apparition d'un véritable « marché de l'aide à domicile » en pleine expansion, qui se caractérise par la mutation de structures associatives en entreprises d'aide à domicile. Elles regroupent souvent des personnes qui travaillaient pour des particuliers de façon individualisée, sans que ces mutations structurelles ne se traduisent par une évolution de l'organisation du travail, des rémunérations ou des carrières.

Comme expliqué sur un site internet d'information consacré aux métiers de l'aide à domicile, « [...] L'employé à domicile réalise et aide à l'accomplissement des activités domestiques et administratives auprès de personnes ne pouvant plus faire en totale autonomie les actes ordinaires de la vie courante ou rencontrant des difficultés passagères. Il les assiste et soulage par son aide. Il intervient ainsi auprès des personnes âgées, handicapées et des jeunes enfants. Il intervient pour l'entretien du logement (ménage, repassage), les courses, l'aide à la toilette, la préparation des repas, l'aide à la mobilité, l'aide administrative, l'entretien du relationnel, mais également pour la garde d'enfants à domicile avec des activités d'éveil et éducatives. », là où « L'auxiliaire de vie sociale (AVS) aide les personnes malades, handicapées ou fragilisées, très dépendantes pour accomplir les actes de la vie ordinaire. Elle est présente pour faciliter le lever, le coucher, la toilette, les soins d'hygiène (à l'exclusion des soins infirmiers). Elle apporte son soutien au moment de l'appareillage des personnes handicapées. L'AVS assure la préparation et la prise des repas, les travaux ménagers. Elle prend en charge les démarches administratives, les sorties, les courses, etc.<sup>424</sup> »

<sup>423</sup> Voir : Coup de vieux sur les Antilles. *lesechos.fr*, 25 janvier 2013.

[https://www.lesechos.fr/25/01/2013/LesEchos/21362-053-ECH\\_coup-de-vieux-sur-les-antilles.htm](https://www.lesechos.fr/25/01/2013/LesEchos/21362-053-ECH_coup-de-vieux-sur-les-antilles.htm)

<sup>424</sup> Les métiers du secteur Aides et services à la personne et aux territoires - Le Guide Des Métiers. < <http://www.leguidedesmetiers.com/metiers/secteur-aides-et-services-a-la-personne-et-aux-territoires/85>

## b) Une mobilisation médiatisée

Du fait de l'intérêt des médias pour la problématique du vieillissement sur l'île, la mobilisation bénéficie d'un certain retentissement médiatique. Comme nous avons pu l'observer sur le terrain, cette focale médiatique ne tient pas seulement à la dynamique endogène de mobilisation : elle possède pour corollaire l'attention du public au sort des usagers ou des bénéficiaires, qui vont construire publiquement le problème de la précarité des conditions de travail en critiquant les dysfonctionnements associés à cette externalisation latente de l'aide à domicile. Parce qu'ils donnent la parole à ces personnes vulnérables ou à leurs proches, les journaux locaux relayent les discours ayant trait à la baisse de la qualité des prises en charges et des soins ou au *turn over* des personnels qui empêchent de produire un suivi de long terme entre les salariées et les usagers de l'aide à domicile – une problématique qui renvoie, *in extenso*, à l'isolement qui frappe les personnes âgées. En quelque sorte, la mise en exergue des usagers comme des « victimes » est le reflet des conceptions dominantes du travail du care, où la nécessité de prendre en charge les personnes âgées ou malades se voit redoublée par une justification morale et affective, alors même que le travail fourni est en partie invisibilisé ou dévalorisé. Un tel mécanisme d'effacement est d'ailleurs d'autant plus efficace que, comme le rappelle Elsa Dorlin, l'inclination à la sollicitude projetée sur les travailleuses du care «[...] est clairement l'effet d'une position sociale subalterne : en un mot, le care n'est pas tant une morale genrée qu'une morale sociale, une disposition éthique liée au statut de dominé-e-s »<sup>425</sup>. Du fait de l'inexpérience combinée des salariées de l'aide à domicile et de la CDMT, il est particulièrement délicat pour le syndicat de produire un cadrage politique alternatif aux représentations dominantes s'il veut conserver les bénéfices de la visibilité médiatique d'une telle cause.

En ce sens, les différents témoignages publiés à l'occasion de la réunion publique et de la première action de protestation s'apparentent à la production d'un « collectif victimaire » qui légitime la revendication de droits en même temps que les porte-paroles qui incarnent les « victimes », alors mêmes que celles-ci ne constituent pas l'objet premier de la mobilisation<sup>426</sup>. Un tel cadrage victimaire - qui échappe en partie à la politique traditionnelle

---

<sup>425</sup> DORLIN, Elsa. « Dark Care : de la servitude à la sollicitude », in PAPERMAN Patricia, LAUGIER, Sandra (dir.). *Le Souci des autres. Ethique et politique du care*, Paris, coll. « Raisons pratiques », Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2006 : p. 87-97.

<sup>426</sup> Au sens où la production d'un tel collectif demande ici à « Parvenir à faire exister *sous une forme collective* les victimes au nom desquelles il s'exprime impose au représentant un double travail de définition et d'attestation du groupe » - LEFRANC, Sandrine, MATHIEU Lilian, SIMEANT Johanna. Les victimes écrivent leur Histoire », *Raisons politiques*, 2008, vol. 30, n° 2, p. 13.

du syndicat- est d'autant plus efficace qu'il se combine avec l'expression d'un quotidien au travail qui est à la fois marqué par des difficultés relationnelles et par l'intervention auprès de personnes en situation de souffrance. Comme nous le verrons par la suite, l'opposition à la direction ne s'appuie pas tant sur une perspective politique que sur la production d'une parole autour des difficultés et des souffrances communes (celles des salariées et des bénéficiaires), à partir de situations concrètes (les soins, les toilettes, les conflits avec les usagers ou leurs familles) qui sont fréquemment évoquées par les salariées entre elles dans les espaces de discussion. Souvent évoquées dans les discussions informelles, les interactions avec les différents bénéficiaires que les employées de Domavi prennent en charge - conjointement ou à tour de rôle - participent à une identification symbolique entre dureté des conditions de travail et la situation des personnes.

## **2) Un leadership « sur mesure » : entretien avec Edith**

Au fil des journées de mobilisation, nous faisons la connaissance de Edith, déléguée du personnel de l'entreprise Domavi depuis 2012 et déléguée syndicale CDMT depuis 2015. Présente tous les jours lors des réunions comme des actions protestataires, cette jeune femme franco-burkinabé d'une trentaine d'années s'est clairement imposée comme leader de la mobilisation. Comme nous allons le voir, cet investissement particulièrement intense, tout à fait central dans le dispositif de mobilisation, est avant tout le reflet de l'expérience accumulée au cours de sa trajectoire syndicale personnelle. En effet, Edith est syndiquée depuis plus longtemps que ses collègues aides à domicile. Elle s'est d'abord tournée individuellement vers le syndicat pour dénoncer les atteintes à ses droits de salariée ; des manquements vécus d'autant plus durement qu'ils la renvoyaient à un statut d'immigré socialement stigmatisé et au déclassement professionnel qu'elle subissait.

### **b) « Je viens d'un pays révolutionnaire »**

Bien connue pour sa personnalité énergique et dynamique, n'hésitant pas à bousculer la routine syndicale et politique de la CDMT, Edith occupe une place particulière dans le petit univers de la CDMT. Lorsque nous lui demandons comment elle a commencé à militer, elle nous répond fièrement qu'elle « [vient] *d'un pays révolutionnaire* » et qu'elle a « *baigné dedans depuis toute petite* », puisqu'elle a « *grandi dans le pays dirigé par le commandant Thomas Sankara* » - à qui elle porte une estime et un attachement profond. Ainsi, elle associe volontiers son activité syndicale à une activité révolutionnaire, quand bien même elle n'est pas arrivée au syndicalisme en suivant une démarche proprement politique. Inclination

personnelle ou effet de retour de son intégration dans un collectif syndical chapeauté par des militants politisés ? La question est difficile à trancher, tant une forme d'auto-affirmation statutaire semble se chevaucher avec une forme de rationalisation du récit de vie dans le discours de notre enquêtée. Dans tous les cas, cette mise en récit de sa circulation migratoire et la légende personnelle qui l'entoure<sup>427</sup> – des origines qui l'auraient prédisposées à devenir « *une révolutionnaire* » - vient contrebalancer le déficit de légitimité en Martinique et justifie, par le même mouvement, son adhésion syndicale.

Edith effectue ses études au Burkina Faso où elle devient « cheffe d'entreprise » (elle ne nous précise pas dans quel domaine d'activité). Arrivée en Martinique au début des années 2000, on lui signifie que ses diplômes ne sont pas valables sur le territoire français. Elle commence alors par travailler comme aide-ménagère pour subvenir à ses besoins – ce qui constitue une situation de désajustement particulièrement fréquente parmi les immigrées qui travaillent dans le secteur de l'aide à domicile. Afin de faire fructifier cette expérience professionnelle « subie » et de ne pas stagner professionnellement, elle suit par ailleurs une formation d'auxiliaire de vie sociale. Une expérience qui permet certes à Edith de s'extraire de la précarité financière mais qui l'expose dans le même temps à une forme de déclassement et de mépris social, au contact de certains formateurs qui « *se plaignaient de [son] français alors qu'ils ne parlent pas mieux français [qu'elle]* ». Pourtant, et malgré cette forme de maltraitance institutionnelle qui vient redoubler certains réflexes hostiles envers ses origines africaines Edith conserve une image positive de ses mois passés en formation. C'est dans ce contexte, au contact d'une de ses enseignantes en droit qu'elle prend conscience du non-respect du droit du travail par la personne qui l'emploie de « gré à gré ». Prétendant qu'elle devait payer la remplaçante de Edith pendant les congés de celle-ci, son employeuse de l'époque refuse de lui payer ses semaines de congés. Après avoir protesté et réclamé ses congés, Edith sera licenciée sans autre forme de procès, ce qui constituera l'un des motifs de sa syndicalisation et de sa rencontre avec l'équipe de la CDMT :

J'ai eu ce problème de licenciement abusif, je me suis rendue à la Maison des Syndicats, ici. J'ai d'abord été voir à la CGTM parce que mon mari et mon beau-frère sont des militants de la CGTM. Mais voilà, après quelques temps j'ai fait le choix d'adhérer à la CDMT. Ce n'était pas tellement une question d'idées, mais d'abord de personnes. Quand je suis arrivée, j'ai rencontré le camarade Roger Lanoix qui m'a

---

<sup>427</sup> On peut ici penser aux formes de déclassement vécues par des migrants et aux possibilités de revalorisation tant sociales que symboliques offertes par l'action collective telles que décrites par Cristina Nizzoli et Michaël Da Cruz : DA CRUZ, Michaël, NIZZOLI, Cristina. Quand savoir migrer ne fait pas tout. *Migrations Société*. 1 décembre 2016, n° 153-154, p. 165-180.

écoutée, qui a pris mes doléances à bras le corps, mes revendications. Vraiment, il m'a traitée, je ne sais pas... comme sa fille, je dirais. Puis il m'a confiée au camarade Franck Raymond qui m'a appris les bases du syndicalisme. Oui, le camarade Franck Raymond. C'est lui qui m'a appris à y voir plus clair, à connaître mes droits et comment dire, qui m'a donné l'envie de m'investir aussi pour aider les salariés qui sont en difficulté.

### c) L'entrée dans la carrière syndicale

Edith exprime sa reconnaissance pour les dirigeants de la CDMT avec beaucoup d'enthousiasme. Dans le parler d'Edith, le terme camarade prend ici une connotation particulièrement respectueuse et affectueuse – même si les termes « comme sa fille » rappellent aussi le côté paternaliste de cette figure tutélaire. Comme nous l'avions déjà observé à de nombreuses reprises dans nos entretiens avec des néo-militants, c'est la rencontre avec des militants expérimentés – et possédant un bagage politique important – qui pérennise la démarche initiale de l'engagement en lui conférant un sens. Aux conditions initiales de l'engagement (ici, la situation de déclassement et les difficultés de projection qui l'accompagnent) se superpose un décodage critique du monde social, ainsi que différentes ressources organisationnelles et institutionnelles qui favorisent l'inscription de la démarche individuelle dans un cadre collectif :

Je suis venue pour des problèmes personnels en 2010, et puis, en 2012, il y a eu une association d'aide à domicile qui a rencontré des problèmes. Donc je me suis mise avec le camarade Philippe Pierre-Charles, pour commencer à militer et à résoudre les problèmes d'aide à la personne, les auxiliaires de vie, les auxiliaires pour le ménage, les AMS (*aides médico-psychologiques*). Et en voyant que dans mon entreprise, on était 48 employées sans avoir de déléguées, eh bien on a fait un courrier à l'inspection du travail pour qu'elle exige auprès de l'entreprise qu'il y ait des déléguées du personnel. J'ai été élue en 2012, et en 2015 je suis devenue déléguée syndicale à la CDMT.

Si elle se trouve en première ligne de l'organisation logistique de la mobilisation des salariées de Domavi, c'est d'abord parce qu'elle a trouvé dans le cadre de la CDMT des personnes disposées à l'entendre et à lui venir en aide dans un moment relativement critique de son parcours de vie (elle nous confiera d'ailleurs qu'à une certaine époque, « [elle appelait] *certaines syndicalistes tous les jours* » parce qu'elle en ressentait le besoin). Si nous n'avons pas pu nous entretenir avec les militants directement cités par l'enquêté, il apparaît tout de même que le type d'interaction qu'elle a pu avoir avec eux correspond bien au modèle d'encadrement des relations entre secrétaires généraux et nouveaux adhérents. Edith a accepté de « jouer le jeu » du syndicalisme parce qu'elle nourrissait la conviction que son investissement lui permettait d'accéder à un certain équilibre, notamment en ce que son

ascension syndicale compensait symboliquement la situation de déclassement que Edith vivait professionnellement.. Par la suite, sa détermination et sa persévérance ont été d'autant mises en valeur que les syndicalistes chevronnés ont probablement perçu le potentiel revendicatif de son positionnement et ont été séduits par ses qualités d'organisatrice.

### **3) D' « improbables retrouvailles » ? Une réunion de débriefing**

Dans les jours qui suivent la première action de protestation, une réunion d'information se déroule dans une des salles de la Maison des Syndicats, où les syndicalistes de la CDMT ont pour habitude de se retrouver pour discuter des mobilisations en cours. Suite à cette manifestation, pendant laquelle nous avons eu l'occasion d'échanger longuement avec les salariées présentes sur place, nous avons obtenu l'autorisation d'assister à la réunion organisée et aux discussions. Comme nous allons le voir, cette discussion va être l'occasion d'improbables retrouvailles<sup>428</sup>, au cœur d'une situation qui traduit une réactivation du fonctionnement avant-gardiste des organisations révolutionnaires au contact des fractions les plus dominées du monde travail, marquée par une tentative d'adaptation à une situation de mobilisation nouvelle – comme en témoigne la survivance de réflexes politiques propres aux militants d'extrême-gauche et à leur perception les luttes sociales.

Avant la réunion, alors que nous attendons près de l'entrée du syndicat, Félix Relautte, enseignant à la retraite qui assure le suivi du conflit pour le compte de la direction de la CDMT, nous interpelle : « *Salut, tu es à Domavi, toi, non ?!* » - nous répondons que non. Il poursuit, devant nos balbutiements : « *Comment ça tu n'es pas à Domavi ? Tu fous quoi ici alors ?* » - ce à quoi nous répondons en présentant brièvement notre enquête, tout en précisant que nous nous sommes déjà présentés et que les autres responsables nous connaissent. Il réplique, mi-blaqueur, mi-vindicatif : « *Ah bon, parce que sinon, tu ne viens pas sur ma lutte hein, haha !* » (Il fait mine de serrer le poing et de le tendre vers nous, puis nous invite à venir nous asseoir dans la salle où la réunion doit se tenir). Il demande : « *Tu as lu France Antilles ?* – nous répondons que non. « *Ah mais ce n'est pas possible ça, tu viens faire un travail ici et tu ne lis pas les journaux !* ». Ce n'est pas exactement la première fois que nous sommes ainsi rudoyé par l'intéressé (cela avait déjà été le cas quelques années auparavant, au cours de notre premier terrain) , aussi, nous décidons de ne pas nous formaliser de son attitude.

---

<sup>428</sup> En références aux rencontres « improbables » dont nous avons souligné le caractère structurant dans le développement d'une politique anticolonialiste au cours du premier chapitre.

Aussi connu pour le tempérament revêche qu'il est capable d'afficher envers ses adversaires que pour son intelligence tactique et son opiniâtreté dans le cadre des négociations avec les employeurs, Félix Releautte fait partie de l'ancienne génération des militants trotskistes toujours actifs dans le syndicat. Se déplaçant d'un pas vif malgré son âge assez avancé, il affiche une silhouette menue et sèche. On le voit régulièrement prendre la pose en caressant le bouc qui orne son menton, affichant parfois un sourire malicieux, parfois laissant échapper des éclats de voix tonitruants lors de ses fameux accès d'emportement. Chaque discussion avec lui s'apparente à une sorte de joute oratoire : un festival plus ou moins ordonné d'arguments politiques assénés avec conviction, parfois à la limite de l'invective, qui oscillent entre digressions infinies ou raccourcis lumineux, et qui s'achèvent par , des explications « logiques et physiques » héritées du matérialisme historique, sorte de synthèse personnelle entre sa vocation de professeur de mathématiques et son engagement marxiste.

Actualité du jour, le patron de l'entreprise Domavi a adressé un communiqué dans la presse où il minimise la mobilisation dans son entreprise (il évoque dix salariées mobilisées alors qu'on dénombrait dix-huit grévistes déclarées sur la quarantaine de salariées que compte l'entreprise) et insiste sur le fait qu'il a pris l'initiative du dialogue avec le syndicat (ce qui semble également faux). L'article constitue clairement une manœuvre pour se prémunir contre une éventuelle poursuite du mouvement de grève face à la relative popularité donc jouissent localement les salariées mobilisées. Félix Relautte nous interroge : « Tu as vu Edith ? C'est bien ce qu'elle fait, elle, elles sont en train de faire quelque chose, là, c'est pour ça qu'ils veulent la dégommer ! » - voyant que la réunion débutera pas à l'heure, il continue de s'adresser à nous :

Enfin, c'est normal, le patron il peut écrire les conneries qu'il veut. D'ailleurs, il écrit ça, là, ils savent très bien communiquer. Ils ont toujours mené des campagnes de dénigrement public par voie de presse, c'est comme ça qu'ils fonctionnent, les patrons ici. Moi quand j'étais candidat aux élections c'était pareil, quand ça ne plaisait pas à telle ou telle personne, il écrivait au journal pour dire des saloperies sur moi. Bon, après, c'était une autre époque, je te parle de ça... À l'époque, c'était en 1971, il y avait la moitié de la population qui était illettrée, il faut se rendre compte. Les gens votaient avec des bulletins de couleur, moi j'étais candidat ma couleur c'était jaune. Jaune "comme jonquille", on disait, ah ah ! ».

*Tu étais candidat pour quel parti ?*

*(Il marque une pause, nous dévisage, puis fait mine de s'emporter en levant les bras au ciel...)*

Mais à ton avis ! À ton avis ?! Regarde autour de toi, on est où ici ? On est où là ?! On est à la Maison des syndicats ! Bon, ben j'étais candidat du Parti communiste ! Qu'est-ce que tu

crois ?! Les jeunes comme toi qui font Science Po, ils savent encore que ça existe le Parti communiste ou bien ?! »

Nous rétorquons qu'il aurait peut-être pu s'agir du GRS, ce qui n'est pas sans déplaire à notre interlocuteur, qui poursuit avec emphase :

Non, le GRS c'était après, là ça n'existait pas encore. On n'avait pas encore envoyé chier le Comité Central. Mais ça s'est passé comme ça hein, d'abord il y a eu ces élections où on a foutu les gros maires de droite dehors. Et puis, après, on s'est rendu compte que le PC... Enfin, tout était centralisé. Par exemple, il se passait un truc au Marin<sup>429</sup>, et là, le Comité Central te donnait des ordres sans savoir ce qui se passait. Donc, je contestais et on me disait "Toi camarade, tu vas donner des ordres au Comité Central ?", je disais "Oui camarade !", alors là je suis devenu un aventuriste, la vipère lubrique enfin, tout ça, quoi ! (*Rires*)

Cette façon de revenir à la fois sur son parcours personnel et sur les événements historiques semble s'apparenter à une sorte de constante dans l'intervention politique de Félix Releautte. À chaque fois que nous avons eu l'occasion de le côtoyer, il fait montre d'une façon extrêmement personnelle de s'investir dans la mobilisation, en s'appropriant les enjeux tout en mettant en avant son autorité intellectuelle et politique sur la question. Il semble que pour ce qui concerne la lutte des Domavi, comme pour toutes celles auprès desquelles il intervient, c'est bien de « *sa lutte*<sup>430</sup> » qu'il s'agit.

Le fait qu'un retraité intervienne directement pour chapeauter une mobilisation n'a plus grand-chose d'étonnant, tant nous nous sommes habitués au fait que les « gardiens du temple » historiques soient omniprésents sur les mobilisations dont ils assurent le suivi et l'encadrement. Mêlant indistinctement ressources militantes et contrôle politique, ce type de situation réserve pourtant son lot d'interactions socialement improbables dont la réunion de Domavi va nous donner un nouvel exemple. Assis derrière un bureau, Félix Releautte fait un véritable cours de mathématiques teinté d'économie politique marxiste, à propos du comptage des heures dans le contexte de mensualisation. À intervalles réguliers, il élève fortement la voix et frappe son code du travail avec le plat de la main pour exiger l'attention et mieux marteler son propos. Mais malgré son application toute professorale, il a toutes les peines du monde à recadrer les débats. L'une des travailleuses (une femme assez forte, qui doit bien dépasser Félix Releautte d'une tête) lance un soupir puis se lève pour interrompre le docte exposé du précepteur et dire en créole : « *Bon, d'accord, mais il faut aussi parler des*

---

<sup>429</sup> Le Marin est une commune du sud de la Martinique.

<sup>430</sup> Nous soulignons.

*conditions de travail... » Acquiescement collectif et prise de parole, la salariée qui s'était levée se rassoit. Pour la première fois depuis trois bons quarts d'heure, Félix Releautte laisse la parole et une discussion s'engage :*

Bien oui, moi je veux parler de ça aussi, par exemple encore cette semaine j'étais chez Monsieur X., et bien... Moi je ne suis pas censée faire la toilette des personnes, mais quand une personne a fait son besoin, on ne peut pas la laisser comme ça, moi je fais ça par humanité, je dirais. (*Réponse collective, approbations* : « Ah oui, ça c'est sûr ! ») Mais enfin ce n'est pas mon travail !

*Une autre renchérit :*

Et puis quand on ne connaît pas les horaires des autres personnes parce que le planning a bougé, comment on peut savoir si quelqu'un va passer, on ne va pas laisser la personne comme ça ?! (*Nouvelle approbation, éparpillement des conversations sur la question des plannings.*)

C'est aussi un problème, il y a des gens qui perdent la tête. Moi je n'accepte plus les cadeaux des usagers, l'autre jour une dame m'a donné une part de gâteau, et j'ai fait l'erreur d'accepter. Et après, la semaine suivante, je me suis pris des réflexions par sa fille qui avait fait le gâteau. La fille de la dame est venue m'engueuler parce que soi-disant, je l'aurais fini. Limite "j'aurais volé" le gâteau ! On ne peut même plus savoir si c'est la dame qui dit ça ou si c'est sa fille. (*Rires dans l'assemblée*)

- Non mais ça c'est un vrai problème, *fo yo respecté fanm !*<sup>431</sup> Si les gens veulent s'occuper de leurs anciens, ils le font, si nous on le fait, il faut nous respecter. Et ça, la direction ne fait rien !

- Non, la direction ils viennent nous répéter la même chose, quand les familles appellent. On se prend des reproches deux fois, tu parles ! »

*Imperturbable, Félix Releautte reprend la main :*

- Oui, c'est important ce que vous dites là, mais il faut aussi parler de la mensualisation, sinon la prochaine négociation ça va être encore plus compliquée. Et si ni moi, ni Edith, on est là pour négocier, vous allez vous faire couillonner encore une fois ; parce qu'il faut vous mettre ça dans la tête, le patron c'est un patron, déjà vos soucis à vous ça n'est pas ses soucis à lui, et en plus sur cette question de la mensualisation c'est lui qui vous tient.

Comme on peut le voir lors de cet extrait, des décalages criants persistent entre la façon traditionnelle de penser les mobilisations syndicales – incarnée ici par Félix Releautte – et la réalité du collectif mobilisé autour de la question de l'aide à domicile. S'il ne faut d'ailleurs pas minimiser la volonté sincère du vieux syndicaliste du GRS d'inculquer la

---

<sup>431</sup> « Il faut respecter les femmes ! », ici « nous respecter ».

méthode de comptage des heures aux salariées mobilisées pour que celles-ci puissent se défendre contre « *le patron qui veut les couillonner* », cet effort de pédagogie militant se heurte ce soir-là au sentiment de fatigue – voire d'exaspération - d'une bonne partie des travailleuses présentes. Ce décalage nous semble d'autant plus perceptible que la manière dont le collectif s'est façonnée dans les coulisses de la mobilisation (dans le public de la conférence de presse, devant l'entreprise au moment des négociations, c'est-à-dire des moments d'inertie non exclusivement passifs) ressurgit de façon ostensible par ses prises de paroles « intempestives » que l'encadrement syndical peine à prendre en compte et à orienter. À travers cette discordance, on perçoit également un jeu d'identité et d'identification sociale dans lequel chacun essaye de trouver un mode de fonctionnement convergent à partir d'un vécu social divergent – avec autant de justifications morales, culturelles ou politiques. D'un côté, un militant syndical et politique qui tire son autorité à la fois de sa position sociale, de sa longévité politique et de sa masculinité n'entend pas déroger à une méthode de mobilisation qui a fait ses preuves – ou, du moins, qu'il a intériorisé comme étant la clé d'un travail politique à l'intérieur du syndicat – et les attentes immédiates des salariées mobilisées, auxquelles il faut apporter une oreille attentive pour fabriquer un sens syndical. Entre les deux, le positionnement central de leadership de Edith, parce qu'elle a accepté les règles du jeu syndical tout en faisant valoir les spécificités des problématiques liées au type d'emploi qu'elle occupe, souligne la relative fragilité de ce type de syndicalisation qui repose souvent sur des interfaces personnelles et dont on peut se demander, à terme, comment celui-ci s'inscrit dans la durée au-delà de l'effort personnel et des bonnes volontés mises à l'épreuve du quotidien syndical.

### **Conclusion Domavi**

Les tentatives de déploiement du mouvement syndical dans des secteurs peu organisés, à faible tradition syndicale, sont ici caractéristiques de la façon cédétiste d'investir l'action interprofessionnelle au niveau territorial, en mettant en place des formes de coopération entre « anciens du syndicat » et « nouvelles recrues ». Pourtant, la forme d'organisation adoptée dans le cadre de la mobilisation des travailleuses de Domavi n'est pas sans rappeler les formes de luttes extérieures au monde syndical. Par bien des aspects, la branche syndicale qui rassemble les travailleuses de Domavi donne davantage l'impression de se trouver face à un collectif ou une association plutôt qu'à un syndicat<sup>432</sup>, notamment au vu du caractère

---

<sup>432</sup> KERGOAT, Danièle. *Se battre, disent-elles...* Paris : La Dispute, 2012, 353 p.

exploratoire de sa constitution et de la mobilisation en cours. Cette latitude exploratoire nous semble en partie héritée de la relative souplesse de la tradition trotskiste du GRS (quand bien même celle-ci présente également des limites dans la division du travail militant) ainsi que des soutiens ponctuels apportés par certaines figures féministes locales (qui sont également membres ou sympathisantes du GRS)<sup>433</sup>.

Malgré la bonne volonté affichée par l'équipe dirigeante de la CDMT, dans un secteur dépourvu de tradition syndicale où l'imbrication des différentes formes de domination (de classe, de genre, ethno- raciale) sert d'appui à un système d'emploi et de contrôle du travail, l'action syndicale est autant une lutte pour la reconnaissance du travail et de sa pénibilité qu'une lutte pour l'amélioration des conditions de travail. À l'instar de ce que montrent les travaux portant sur le syndicalisme et les mobilisations parmi les travailleurs du nettoyage de Cristina Nizzoli, ces luttes pour la reconnaissance cherchent à extraire le travail à domicile de son invisibilité et de sa marginalité par des pratiques collectives de discussion et des suivis plus individualisés, que le syndicat doit arriver à combiner pour convaincre les adhérentes des vertus intégratrices et émancipatrices de l'action revendicative<sup>434</sup>.

Chemin faisant, les pratiques de syndicalisation sur lesquelles ces mobilisations s'appuient s'écartent substantiellement du modèle dominant de syndicalisation - que l'on parle en termes de stratégie d'implantation, d'innovations pratiques et discursives ou de prise en compte des spécificités de ces populations. Cet écart est particulièrement sensible dans la mésentente qui s'observe entre les soutiens politisés (comme celui apporté par Félix Releautte) et les nouvelles adhérentes, qui investissent les espaces de mobilisation auxquels nous avons eu accès – les réunions d'information, les assemblées générales et les manifestations - pour discuter du quotidien au travail, des difficultés qu'elle rencontre et tenter de conjurer le spectre du « sale boulot ». Les particularités objectives de ces situations professionnelles (notamment le brouillage des qualifications, le « *turn over* » ou la sous-traitance) et celles plus subjectives (la dévalorisation du travail à domicile) déstabilisent la

---

<sup>433</sup> Notamment via la principale organisation féministe martiniquaise, l'Union des Femmes Martiniquaises (UFM). L'UFM, fondée sur le modèle de l'Union des Femmes Françaises est initialement liée au Parti Communiste, et animée par des militantes du GRS depuis les années 1970 (George Arnould, Rita Bonheur) jusqu'à aujourd'hui.

<sup>434</sup> NIZZOLI, Cristina. *C'est du propre ! : Syndicalisme et travailleurs du « bas de l'échelle »*. Paris : Presses Universitaires de France - PUF, 2015, 200 p.

tradition d'unité interprofessionnelle du syndicat, qui pense l'économie générale du travail à partir d'identités professionnelles qui concernent des fractions les plus stables du salariat.

### ***Conclusion***

Au cours de ce chapitre, nous avons d'abord tenté de fournir quelques éléments caractéristiques de l'investissement des militants trotskistes du Groupe Révolution Socialiste au sein de la Confédération Démocratique des Travailleurs de la Martinique. À partir des signes les plus manifestes de cette activité politique, nous avons cherché à montrer les logiques qui découlent de cet investissement et les effets de celui-ci sur les orientations et les modes de fonctionnement des structures syndicales CDMT. De tous les groupes politiques de la gauche radicale antillaise, le GRS est probablement celui qui a maintenu les liens les plus étroits avec la gauche radicale hexagonale. Ces liens étroits, qui sont notamment visibles dans les trajectoires « transversales » marquées par des circulations entre l'hexagone et la Martinique, expliquent les similitudes entre la trajectoire organisationnelle du GRS et celle de la LCR, mais aussi le « décalque » organisationnel de l'Union Syndical Solidaires sur la CDMT, une fois consommée la rupture avec la CFDT.

Pour autant, si les militantes et militants du GRS s'efforcent d'animer et de pérenniser des collectifs mobilisés à partir d'une grille de lecture qui se pose en termes de lutte des classes, les délimitations et les orientations proposées par le GRS se font ressentir de façon plus diffuse au sein de l'appareil syndical. Notamment, nous avons pu voir en pratique que ce cadrage ne constitue pas le fondement d'une discipline organisationnelle aussi marquée que le projet indépendantiste de l'UGTG en Guadeloupe, ou que le cadrage communiste-révolutionnaire imprimé par les militants de Combat Ouvrier au sein de la CGT guadeloupéenne et martiniquaise.

Comme nous l'avons montré en confrontant les itinéraires sociaux et politiques de différents dirigeants de l'organisation, la relative souplesse de ce cadrage n'est pas uniquement le fruit du logiciel particulier des militant du GRS, dont on a vu qu'il combine avec un certain éclectisme politique les causes à défendre et une dynamique organisationnelle moins délimitée du point de vue stratégique. Elle est d'abord la conséquence de la conjoncture particulière au sein de laquelle le GRS a investi la CDMT, qui a constitué une structure de rémanence privilégiée mais non-exclusive pour des militants trotskistes mis en difficulté (notamment du fait de l'éloignement d'un horizon politique révolutionnaire). De fait, les représentations politiques consensuelles mobilisées par les membres ou les sympathisants du

GRS (telles que la démocratie, l'unité d'action, l'autonomie syndicale) sont le produit d'une histoire moins conflictuelle à la CDMT qu'à la CGT, où les affrontements entre communistes et trotskistes n'avaient pas laissé autant de place à une expression aussi pluraliste. Par conséquent, accepter la pluralité politique en interne et son expression publique, maintenir une direction de consensus fait partie intégrante des concessions trotskistes issues du GRS au mode de fonctionnement cédétiste, qui permet au syndicat d'afficher son souci d'inclusion et de revendiquer un fonctionnement démocratique. C'est, de façon paradoxale, en se mettant parfois en retrait que les militants issus du trotskisme conservent une influence politique et stratégique notable.

Dans cette perspective, la mobilisation des travailleuses de Domavi illustre une nouvelle fois le fait que les syndicats ne se mobilisent pas uniquement en tant que groupements économiques autour d'enjeux redistributifs liés au rapport salarial, mais sont également des appareils de mobilisation dans l'espace des mouvements sociaux. Cet aspect du travail syndical, lié au contexte de mobilisation, ressort ici d'autant plus fortement lorsque le syndicat intervient auprès d'une catégorie de population particulièrement dominée. Parce que les organisations syndicales sont également des organes de mobilisation communautaire (dans le sens où elles contribuent à produire un collectif et essayent de s'appuyer sur des formes d'identification préexistantes), l'inclusion des populations dominées concourt également à la production de nouvelles normes, façons de dire et représentations qui sont mobilisées par les salariées concernées. En retour, il apparaît que les acteurs syndicaux de la CDMT sont particulièrement enthousiastes vis-à-vis de la mobilisation et attentifs à son déroulement. La lutte des Domavi est ainsi mise en avant par la CDMT pour conforter son image d'acteur social en phase avec les nouvelles problématiques du monde du travail sur le territoire martiniquais, ce qui lui permet également de se démarquer de ses concurrents syndicaux, traditionnellement moins enclins à sortir de leur périmètre d'intervention sectoriel ou de leurs bastions locaux.



## Conclusion de la partie

---

Nous avons essayé, au cours de cette partie, d'identifier les ressorts sociologiques de la politisation particulière des organisations syndicales aux Antilles. A travers une analyse des différentes cultures politiques héritées des mouvements anticolonialistes et toujours vivaces dans les différents écosystèmes syndicaux, nous avons cherché à repérer les logiques de bornage et de différenciation à l'œuvre dans l'espace concurrentiel que constitue le champ syndical aux Antilles. En recueillant le discours des syndicalistes à différents échelons de la hiérarchie ainsi qu'en observant les pratiques syndicales au concret, nous avons pu apprécier la façon dont les orientations politiques défendues par les syndicats dans l'espace public étaient prescriptrices de normes et de conduites. Si nombre d'activités typiques du fonctionnement syndical et de l'activité de défense et de représentation des salariés (la connaissance du droit du travail, la formulation de revendications, la négociation collective, la production d'un collectif autour de l'organisation des travailleurs) constituent une part importante du travail syndical quotidien, celui-ci se double d'une empreinte idéologique et politique particulièrement saillante, qui donne une coloration particulière au syndicalisme guadeloupéen et martiniquais – avec des différences notables entre les deux territoires.

Dès lors, doit-on continuer à parler champ syndical pour traiter des activités protestataires des syndicats en Guadeloupe et en Martinique ou faut-il désigner ces activités comme relevant de la politique « partisane » (y compris pour traiter de courants politiques apparemment « marginaux » à l'échelle des sociétés antillaises comme ceux issus de l'indépendantisme ou de l'extrême gauche) ? La question nous a semblé particulièrement difficile à trancher, mais stimulante à explorer. Si l'on se réfère aux arguments présentés par Pierre Bourdieu, cette dissociation entre champ syndical et champ politique correspond d'abord à une différenciation sociale et à des ensembles sociologiques régis par leur logique propre, ce qui permet par exemple au sociologue de se représenter le syndicalisme ou les séquence électorale comme des registres d'activité particuliers et d'en éprouver la singularité ou la concrétude<sup>435</sup>.

Une première difficulté d'utilisation conceptuelle tient à la délimitation du champ. Selon la conception avancée par Pierre Bourdieu, chaque champ est structuré en positions dont la hiérarchisation dépend de la distribution des ressources dont disposent les acteurs qui les occupent – même si leur définition (et la définition des ressources pertinentes pour

---

<sup>435</sup> Voir à ce sujet : BEROUD, Sophie, « Sur la pertinence heuristique du concept de champ syndical. », in QUIJOUX, Maxime, *Bourdieu et le travail*. Presses Universitaires de Rennes, 2015 : p. 323-324

intervenir dans le champ) est l'objet de luttes et peut être modifiée par ces dernières. Ces luttes internes aux champs impliquent des stratégies de conservation ou de subversion qui mettent en œuvre des techniques et des règles propres. Aucun champ ne constitue un espace social « pensable sur le mode de l'universel » ou « identifiable dans toute société » : leur existence même est le produit de conditions sociales déterminées qui rendent possible, en un moment historique donné, leur définition comme champ<sup>436</sup>.

Le champ politique, application canonique de cette définition, a beaucoup imprégné les tentatives de définition du champ syndical dans un geste analogique (ce qui n'est pas forcément intuitif, puisque le champ syndical a souvent été défini à la fois « *en creux* » et *par analogie* au champ politique pour souligner la différence objective entre champ syndical et champ politique)<sup>437</sup>. Il persiste dans le concept de champ syndical une idée de « sédimentation » ou de « cristallisation » institutionnelle, dans la mesure où on peut retracer la genèse socio-historique du champ syndical et où l'appartenance au champ syndical s'exprime via des attributs aisément objectivables : avoir sa carte dans telle organisation syndicale plutôt que dans telle autre, occuper une fonction particulière dans l'organisation, etc. En outre, ce qui est habilité à entrer dans le champ syndical est davantage défini par la loi. Cette dimension institutionnelle est importante dans la mesure où elle fixe des règles de représentativité qui sont au départ extérieures à la question de l'activité ou de l'encadrement politique au sein des organisations syndicales – tout en n'interdisant pas formellement l'appartenance à une organisation politique ou à une autre, comme le soulignaient les rapporteurs en charge de l'évaluation du dialogue social en Martinique cités dans l'introduction de cette partie face à la prolifération des références aux combats politiques dans le quotidien syndical.

Pourtant, la question se révèle plus complexe lorsque la distinction entre syndicalisme et politique s'estompe et que l'on s'éloigne de la fonction légale des syndicats pour entrer dans le domaine des actions collectives protestataires. S'agissant par exemple du projet

---

<sup>436</sup> BOURDIEU, Pierre. « Quelques propriétés des champs. », in *Questions de sociologie*, Paris : Seuil, 2002, pp.113-115.

<sup>437</sup> Nous nous contenterons ici de rappeler la définition canonique que Pierre Bourdieu attribue au champ politique : « Le champ politique est le lieu où s'engendrent, dans la concurrence entre les agents qui s'y trouvent engagés, des produits politiques, problèmes, programmes, analyses, commentaires, concepts, événements, entre lesquels les citoyens ordinaires, réduits au statut de « consommateurs », doivent choisir, avec des chances de malentendu d'autant plus grandes qu'ils sont plus éloignés du lieu de production. » - BOURDIEU, Pierre. « La représentation politique: Éléments pour une théorie du champ politique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*. 1981, vol. 36, n° 1, p. 3-4.

indépendantiste de l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe, nous avons pu voir que celui-ci passait notamment par un attachement principal à l'autonomie organisationnelle, dont la discipline militante est présentée comme la première garantie, mais qui s'exprime aussi par un projet culturel valorisant la langue et la culture guadeloupéenne, et par un travail d'éducation populaire s'appuyant sur la diffusion d'un récit historique à la forte dimension mémorielle. Le déploiement d'un tel faisceau d'activités spécifiques au syndicalisme UGTG-iste est clairement censé remédier à la marginalisation des idées indépendantistes dans l'espace public. En parallèle, nous avons pu voir que les usages de la violence souvent imputés à l'UGTG font partie intégrante de cette volonté de construire un contre-pouvoir autonome de l'Etat français et des organisations politiques ou syndicales assimilées à la domination coloniale de la France, témoignant de la perspective hégémonique qui imprègne le projet d'indépendance politique promu par le syndicat. En contrepoint de ces usages stratégiques du recours à la force au sein du répertoire d'action, il est apparu que l'UGTG promeut une certaine forme d'exemplarité patriotique auprès de tous ceux qu'elle désigne comme des ressortissants guadeloupéens : les salariés guadeloupéens, sans cesse appelés à se détacher des stigmates sociaux, ethno-raciaux et culturels hérités de l'ordre esclavagiste et colonial, mais aussi le patronat local, auprès de qui le syndicat entend faire respecter le code du travail au nom de la solidarité nationale. En particulier, nous avons pu voir que l'antiracisme dont se prévaut l'UGTG possède ses propres économies de grandeur, et qu'il n'est pas exempt de tensions ni de contradictions – comme en témoignent la labilité des assignations ethnoraciales en fonction des contextes, la défense éclectique des illégalismes et du « système D » ou la critique indépendantiste de l'assistanat.

S'agissant plus particulièrement de la CGT en Guadeloupe et en Martinique, nous avons pu montrer comment le travail politique réalisé par les militants de l'organisation Combat Ouvrier avait imprimé une trajectoire spécifique à l'organisation – notamment, un travail de délimitation politique que nous avons désigné comme un cadrage « communiste-révolutionnaire », en référence à l'idéologie marxiste défendue par les principaux dirigeants et animateurs du syndicat. Le point fort de cet investissement politique réside probablement dans son travail volontariste d'implantation auprès des secteurs à forte tradition syndicale, comme peuvent l'être les travailleurs de la banane (véritable support matériel et symbolique de son activité) ou auprès de différents domaines du secteur public que les militants trotskistes considèrent comme des viviers de recrutement. Portant une attention particulièrement soutenue à la formation politique de ses adhérents et de ses cadres, la CGT met davantage

l'accent sur la lutte des classes, dans une perspective qui n'est pas sans rappeler la théorie de l'avant-garde léniniste. Au final, il apparaît que cette situation de contrôle du syndicat par un appareil politique se perpétue à la fois du fait des effets surgénérateurs du militantisme trotskiste sur l'investissement syndical des membres de Combat Ouvrier, qui se rendent indispensables au fonctionnement du syndicat en interne (dans la division du travail militant) et à l'extérieur, assurant sa visibilité dans les conflits sociaux et participant activement à la production de sociabilités militantes.

L'influence d'une politisation à l'extrême gauche se retrouve également dans la Confédération Démocratique des Travailleurs de la Martinique. A la différence de la CGT, cette politisation est le fait de militantes et de militants issus du Groupe Révolution Socialiste, qui ont investi le syndicat au début des années 1980 dans une période de rémanence, favorisant son éloignement de la CFDT puis son rapprochement avec l'Union syndicale Solidaires. Moins délimité stratégiquement et plus sensible aux évolutions de la gauche radicale et du mouvement syndical dans l'hexagone, le Groupe Révolution Socialiste conserve une influence sensible dans l'organisation de la CDMT, comme en atteste la longévité des dirigeants issus de la génération des « soixante-huitards » antillais en son sein. De ce fait, le syndicat possède encore nombre de caractéristiques organisationnelles ou programmatiques qui ne sont pas sans rappeler la CFDT des années 1970. Par ailleurs, la sociographie des responsables et des militants tend à montrer, outre la politisation à l'extrême-gauche, une certaine influence du militantisme chrétien.

Par ailleurs, il apparaît que le syndicat présente également nombre de profils étrangers au logiciel idéologique du GRS, mais qui acceptent de cohabiter ou de coopérer avec ses membres dans la mesure où les militants politiques se montrent respectueux de l'indépendance politique du syndicat – tous se retrouvant sur la nécessité d'une démarche syndicale « démocratique » et « unitaire », c'est-à-dire inclusive et consensuelle. Proposant une forme d'éducation militante et d'encadrement relativement perméable à la diversité des formes de mobilisation dans le monde du travail et en dehors, les membres du GRS agissent bien souvent comme des « militants en soutien » à différentes causes, essayant de s'adapter aux caractéristiques – et aux exigences – des groupes mobilisés avec plus ou moins de bonne fortune.

## « Chacun cherche son champ » ?

Là où la notion de champ explicite le lien entre concurrence et hiérarchie parce que le champ serait monofonctionnel (il existe des dominants et des dominés parce que la concurrence façonne des « gagnants » et des « perdants » en fonction d'une règle du jeu), saisir l'influence du champ politique aux Antilles, depuis ses marges anticolonialistes, incite à prendre certaines précautions. Il serait sûrement imprudent de chercher dans la concurrence entre les organisations syndicales engagées dans le champ autre chose que la variation de la règle du jeu en fonction des interactions entre agents ou groupes mobilisés autour d'une cause. Dans le cas de notre étude, le caractère concurrentiel du champ syndical et du champ politique, qui est censé attester leur spécificité ou leur singularité, nous apparaît avant tout comme un indicateur du degré d'interdépendance qui régit les relations entre les organisations syndicales, les entrepreneurs de mobilisation et les actions collectives entreprises. De ce fait, notre usage de la notion de champ syndical penche donc vers une interprétation essentiellement relationnelle<sup>438</sup>. C'est la raison pour laquelle nous souscrivons à la perspective avancée par Sophie Bérout, lorsqu'elle affirme que :

« [...] Les sigles syndicaux, justement parce que les idéologies auxquelles ils se rattachent se sont affaiblies, ne sont que très peu prescripteurs de conduites au niveau local, dans les entreprises. [...] La dichotomie « réformistes/radicaux » n'a de sens que si elle cesse de fonctionner justement comme une typologie c'est-à-dire si on la saisit de façon relative (les positions pouvant bouger selon les enjeux et selon les échelles

---

<sup>438</sup> Dans l'article évoqué au sujet de la représentation politique, Pierre Bourdieu semble hésiter entre deux traitements de l'idéologie. De prime abord, celle-ci agirait principalement comme une diversion qui servirait les intérêts des professionnels de la politique, dans la mesure où les subtilités intellectuelles des clivages idéologiques seraient inaccessibles à la très grande majorité des profanes et serviraient, pour finir, à masquer les buts véritables poursuivis par les acteurs qui maîtrisent les règles du champ : « [...] C'est dire que le champ politique exerce en fait un effet de censure en limitant l'univers du discours politique et, par là, l'univers de ce qui est pensable politiquement, à l'espace fini des discours susceptibles d'être produits ou reproduits dans les limites de la *problématique* politique comme espace des prises de position effectivement réalisées dans le champ, c'est-à-dire sociologiquement possible étant donné les lois régissant l'entrée dans le champ. La frontière entre ce qui est politiquement dicible ou indisible, pensable ou impensable, pour une classe de profanes se détermine dans la relation entre les intérêts expressifs de cette classe et la capacité d'expression de ces intérêts que lui assure sa position dans les rapports de production culturelle et, par là, politique. » - *cf infra*. Dans le même temps, Bourdieu (comme Gaxie par la suite) invoquent aussi les justifications idéologiques comme des sortes de repères qui prennent sens « relationnellement », dans la mesure où les professionnels de la politique sont capables de démontrer la congruence entre une symbolique idéologique et des « intérêts de classe » – en fait, dans la mesure où ils parviennent à produire des affiliations, c'est-à-dire fabriquer une forme d'homologie entre les affrontements de classe et les affrontements partisans. Voir BOURDIEU, Pierre. « La représentation politique: Éléments pour une théorie du champ politique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*. 1981, vol. 36, n° 1, p. 3-24 ; et GAXIE, Daniel. « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales ». *Revue française de science politique*. 2002, vol. 52, n° 2, p. 145-178.

d'observation) et relationnelle (le positionnement d'une organisation pesant sur les autres)<sup>439</sup>».

Rapportée aux organisations étudiées, une tension analytique apparaît au sujet du caractère structural de cette « mécanique » relationnelle : celle-ci ne prend sens que lorsque l'on prend les acteurs dans leur ensemble mais, de ce fait, elle s'inscrit nécessairement dans des configurations particulières, qui se révèlent complexes à cartographier. Appréhender le rapport à la politique dans les syndicats implique donc d'envisager la politisation non seulement comme une requalification politique de l'activité syndicale dans le cours de l'action collective<sup>440</sup> mais également sous la forme *d'un rapport au pouvoir face à divers acteurs institutionnels* (le patronat et l'Etat en particulier) qui se traduit comme un *rapport de pouvoir entre les syndicats* en concurrence. Comme nous l'avons montré, ce rapport au pouvoir se donne à voir non seulement dans les périodes de conflictualité sociale (de façon différenciée selon les échelons de la hiérarchie, les domaines d'expertise et d'intervention socioprofessionnels, les configurations locales) mais également dans les processus de recrutement et les domaines de syndicalisation. Par exemple, le cadrage cégétiste qui s'est constitué en réponse à un environnement syndical historiquement concurrentiel (surtout en Guadeloupe où indépendantistes et communistes se sont affrontés assez violemment), a été rendu possible par une forme de dépassement du logiciel communiste traditionnel hérité de la première moitié du XXe siècle et par une mise en capacité stratégique émanant de différentes équipes qui se sont hissées à la direction du syndicat, selon des modalités différentes entre les deux îles.

Au-delà du degré d'institutionnalisation séparant champ syndical et champ politique ou de la logique de compétition interne qui régit ces ensembles (pour ne retenir que les catégories d'analyse les plus opérationnelles de ce concept), il n'est pas certain que la distinction entre domaines d'activité soit aussi claire pour les acteurs eux-mêmes<sup>441</sup>. D'un point de vue

---

<sup>439</sup> BEROUD Sophie, « Sur la pertinence heuristique du champ syndical », in. QUIJOUX, Maxime (dir.), *Bourdieu et le travail*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2015 : p 323-340.

<sup>440</sup> On peut ici se référer à l'attention portée aux conditions subjectives et aux dilemmes pratiques par Lilian Mathieu et Annie Collovald dans leur enquête sur les salariés de la grande distribution – ce que les auteurs désignent par « la pédagogie morale de la grève » dans le moment de l'action collective, insistant sur la mobilisation de compétences « ordinaires » ainsi que sur la politisation qui s'opère progressivement pendant et non avant la grève même, qui est décrite comme un moment de « réarmement moral ». Voir : COLLOVALD, Annie, MATHIEU, Lilian. « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical. ». *Politix*. 5 juin 2009, vol. 86, no 2, p. 119 -143.

<sup>441</sup> Il faut, par ailleurs se mettre d'accord sur des critères de comparaison retenus pour parler d'institutionnalisation. A titre d'exemple, un syndicat comme l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe est la première organisation de l'île en termes de suffrages aux élections, sans pour autant

pratique, il faudrait pour cela que leur activité syndicale ou leur activité politique (notamment via la participation à des activités protestataires) renvoie à des domaines ontologiquement distincts. Or, les cadrages spécifiques déployés par les organisations syndicales produisent des effets apparemment paradoxaux : le logiciel indépendantiste de l'UGTG, parce qu'il est loin de faire l'unanimité parmi la population, fait fréquemment l'objet de reformulations particulières de la part des dirigeants (qui sont prompts à projeter la critique anticolonialiste de l'organisation sur nombre de conduites sociales qui lui sont passablement étrangères) et soulève des interrogations parmi les nouveaux adhérents. De la même façon, les dirigeants de la CGT guadeloupéenne comme de la CGT martiniquaise se défendent de confondre syndicalisme et politique en revendiquant la distinction léniniste entre syndicat et parti, là où les nouvelles recrues semblent se politiser pour « rester dans le jeu » et trouver leurs marques. Ces logiques de bornage, qui visent avant tout à un processus d'homogénéisation du corps militant, se heurtent à l'emprise de la politique sur le champ syndical : si certains militants en viennent à considérer le syndicat comme une organisation politique à part entière, d'autres affichent leur distance face à la rigidité de l'encadrement politique défendu par les équipes dirigeantes – et l'on retrouve ce phénomène dans toutes les organisations étudiées.

Dans la partie suivante, consacrée à la grève générale de 2009 que nous entendons traiter avec les outils issus de la sociologie des crises politiques, nous essaierons de montrer que le cadre syndical et politique dont relèvent ces différents registres d'activité se voit modifié par les mobilisations d'ampleur.

---

rassembler les conditions pour être reconnu par l'Etat français comme une organisation représentative. L'UGTG refuse, par ailleurs, toute forme de financement direct de la part de l'Etat.



**Troisième partie.**  
**La grève générale de 2009 aux Antilles : sociologie  
comparée d'un conflit généralisé**



« Dans la crise révolutionnaire, plusieurs temps se mêlent et se combinent. L'art du mot d'ordre est un art de la conjoncture. Telle consigne, valable hier, ne l'est plus aujourd'hui, mais le redeviendra demain [...]. Mais qu'en est-il au juste de la crise ? Lénine n'en donne pas une définition précise. Il énumère plutôt ses conditions algébriques générales : quand ceux d'en haut ne peuvent plus... ; quand ceux d'en bas ne veulent plus... ; quand ceux du milieu hésitent et peuvent basculer... Les trois conditions sont indissociables et combinées. Il s'agit alors, non d'un mouvement social qui s'approfondit, mais spécifiquement d'une crise de la domination, une crise d'ensemble des rapports sociaux. » - Daniel Bensaïd, *Le pari mélancolique*, 1997.

## Introduction

---

Ce court passage du philosophe marxiste Daniel Bensaïd fait, de notre avis, étrangement écho à une approche sociologique des crises politiques qui nous est aujourd'hui familière. En convoquant la notion de « discordance des temps » pour caractériser l'incertitude des situations révolutionnaires comme celle à laquelle Lénine fait face en 1917, Daniel Bensaïd retrace avec acuité le moment de la conjoncture, ses basculements, ses bifurcations et ses hésitations. Dans un autre registre, Luc Boltanski a bien résumé les difficultés auxquelles les sciences sociales se voient confrontées face aux révoltes populaires, en faisant notamment valoir que « [...] *Le moment où se déclenche une révolte est de l'ordre de l'événement. Un événement est toujours une singularité, et une singularité qui a pour spécificité de s'inscrire dans un certain état de l'espace-temps. Toutes les révoltes sont singulières. On peut bien sûr faire entre différentes révoltes des rapprochements, essayer d'établir des séries historiques, mais cela ne retire rien, finalement, à la singularité de chaque événement de ce type* »<sup>442</sup>. Ce faisant, le sociologue exprime assez clairement le fait que les coordonnées de chaque révolte s'inscrivent dans un « moment » particulier qui semble, de prime abord, peu préhensible en termes de structures. Or, toute la sociologie des crises politiques qui s'est développée dans le sillage des analyses de Michel Dobry s'est précisément donné pour objectif d'articuler structures et conjonctures, tablant non seulement sur le caractère évolutif des structures sociales sur le temps court – la plasticité des « secteurs » décrits par Dobry<sup>443</sup> – et sur les modifications des perceptions des acteurs, qui à la fois renseignent et alimentent les conjonctures fluides. Ce sont ces articulations, typiques des

---

<sup>442</sup> BOLTANSKI, Luc. « Pourquoi ne se révolte-t-on pas ? Pourquoi se révolte-t-on ? » | *Contretemps*, 17/09/2013. Disponible à : <http://www.contretemps.eu/interventions/pourquoi-ne-se-r%C3%A9volte-t-pas-pourquoi-se-r%C3%A9volte-t>

<sup>443</sup> Dobry, Michel. « La plasticité des systèmes complexes », *Sociologie des crises politiques*, Paris : Presses de la FNSP, 2009 [1986], p. 95-124.

situations de crise politique comme celle survenue en Guadeloupe et en Martinique au moment de la grève générale de 2009, que nous nous proposons de mettre en lumière dans cette partie de notre travail.

En lien avec les particularités propres aux organisations syndicales étudiées précédemment, nous souhaitons maintenant nous pencher sur le moment de la grève générale de l'hiver 2009 : un mouvement social exceptionnel de par son ampleur et sa durée, mais également par le degré combiné d'unité et de radicalité des coalitions à l'initiative de la grève générale. Notre sixième chapitre portera donc sur la construction de la vie chère comme cause de mobilisation puis comme problème public, et sur les conditions d'émergence des coalitions protestataires antillaises. Notre septième chapitre, quant à lui, portera sur le déroulement du conflit, en insistant davantage sur les échanges de coups entre détenteurs du pouvoir et unités contestataires, depuis le déclenchement de la grève générale au blocage des îles, en passant par les négociations.

Pour mobiliser la population guadeloupéenne et la population martiniquaise autour de la lutte contre la vie chère, il a fallu pour les syndicats rassembler autour d'eux des coalitions protestataires d'un genre inédit : le *Liyannaj Kont pwofitasyon* – pour « l'union contre l'exploitation » — et le *Kolectif du 5 février*. A ce titre, on peut noter que la singularité du paysage syndical guadeloupéen et martiniquais, notamment à travers les principales centrales syndicales des îles (en Guadeloupe : l'Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens, la CGT Guadeloupe et la Centrale des Travailleurs Unis ; en Martinique : la CGT Martinique, la Confédération Démocratique des Travailleurs Martiniquais (CDMT) et la Centrale Syndicale des Travailleurs Martiniquais (CSTM), a participé à conférer au mouvement plusieurs de ses traits particuliers, et qu'une part importante de l'identité politique du LKP et du K5F (y compris ses divergences internes et ses contradictions) se trouvait en gestation dans la matrice syndicale antillaise.

Le LKP et le K5F sont en effet deux coalitions distinctes et spécifiques, créées à l'initiative de syndicats qui en conservent la maîtrise, mais regroupant des organisations très différentes, et qui s'adressent à une population bien plus large que celle des seuls salariés. Pour autant que cette matrice syndicale ait participé à façonner l'architecture du LKP et du K5F, elle nous place également face à une situation apparemment paradoxale. Si l'on considère que le champ syndical aux Antilles regroupe des organisations possédant leurs prérogatives, leurs hiérarchies, leur « vision du syndicalisme » qui renvoie à un ensemble partagé d'activités « routinisées » et partiellement objectivées, il est difficile de souscrire à la compréhension de

l'unité prônée et pratiquée par le LKP ou le K5F comme *modus operandi* qui aurait découlé mécaniquement d'un constat partagé quant à la situation politique, économique, sociale, environnementale et culturelle de la Guadeloupe ou de la Martinique. La mise en avant de l'unité, à nos yeux, constitue en soi un discours politique sur l'action collective, qui permet de limiter symboliquement la question des coûts possibles de la présence de telle ou telle organisation au sein des collectifs, de faire passer les contraintes liées aux asymétries de ressources pour un choix commun qui se serait imposé à tous avec la même force. Selon nous, c'est d'abord ce discours qu'il s'agit d'analyser, non pas pour attester la sincérité ou la mauvaise foi des acteurs qui le portent, mais parce qu'il est le produit de prises de positions, d'actions successives qui dans un passé tantôt éloigné, tantôt récent, ont conféré du crédit à l'argument unitaire.

Ensuite, il s'agit de mettre l'accent sur les relations d'interdépendance qui ont pu émerger à la faveur de la grève générale, en insistant notamment sur la compétition inter-organisationnelle comme principe structurant de la division du travail contestataire. Enfin, un autre aspect qu'il nous paraît intéressant d'explorer concerne l'espace qu'ont occupé le LKP ou le K5F comme « zone d'évaluation mutuelle<sup>444</sup> » au fil de la mobilisation. En effet, la participation de différentes organisations, quelles qu'elles soient, au sein d'une coalition aussi large débouchant sur un long mouvement de grève et une « épreuve de force » entre les contestataires et les autorités, illustre l'aboutissement d'une démarche commune. Pour autant, cette participation ne procède pas uniquement de la bonne volonté de quelques-uns mais plutôt de luttes de « définition » visant à imposer des frontières, à rappeler à quelles pratiques chacun peut avoir recours et quel sens attribuer à ces pratiques. Pour reprendre Lilian Mathieu, il s'agit de comprendre que « *le niveau d'activité des autres mouvements et organisations, le destin de leurs tentatives de mobilisation, leurs innovations tactiques ou les mises en forme originales de leurs revendications...etc. sont l'objet d'une saisie perceptive permanente, et constituent des indicateurs d'un état du contexte sur lesquels se fondent les*

---

<sup>444</sup> Pour reprendre l'expression de Lilian Mathieu, et souligner le fait que les acteurs et organisations se trouvent pris dans des dynamiques concurrentielles pour visibiliser leurs revendications, imposer leur cadrage concernant différents enjeux, et accéder au statut de porte-parole légitime d'une cause ou d'interlocuteur dans le cadre d'une négociation. Ces différents types d'interactions participent à produire une « zone d'évaluation mutuelle » qui s'accompagne d'un travail constant d'observation de l'état des rapports de forces à l'intérieur de l'espace, de l'activité des autres organisations et, en conséquence, des risques et opportunités ouvertes en fonction du contexte. MATHIEU, Lilian. *L'espace des mouvements sociaux*. Bellecombe-en-Bauges : Editions du Croquant, 2012, p43-51.

*évaluations du jouable, de l'opportun ou encore du risqué* »<sup>445</sup>. Toute la question est ici de déterminer comment l'unité de point de vue autour de la *pwofitasyon* a permis de muer des frictions d'intérêts en une identité de lutte. C'est-à-dire de décrire non seulement la façon dont différents secteurs sont affectés par une dynamique contestataire, mais aussi la façon dont un univers de pratique et de sens contestataire se voit transfiguré à la fois par la clarification de certains antagonismes sociaux et par la production de nouvelles solidarités.

Au-delà du caractère unitaire des coalitions, un autre trait remarquable de la grève générale de 2009 aux Antilles résiderait dans la radicalité exceptionnelle des actions entreprises par le LKP et le K5F – qu'il nous paraît à la fois important de déconstruire en nous penchant sur les logiques de situation et sur les variations du répertoire d'action (notamment la porosité entre grève et activité émeutière). En premier lieu, nous souhaitons rendre compte du fait que la « grève des 44 jours » a constitué une situation de conflit social généralisé marquée par la fluidité de différents secteurs à l'échelle de la société guadeloupéenne et de la société martiniquaise. C'est d'abord en décrivant les échanges de coups entre les différents protagonistes que nous entendons restituer les logiques qui régissent l'économie générale de ce conflit, marquée par des moments d'accélération et de décélération de l'interaction conflictuelle, à la fois sur le terrain et dans les arènes normatives de l'espace public.

## Chapitre VI. Lutter contre la *pwofitasyon* : la construction d'une radicalité unitaire

---

*Vous parlez d'intersyndicale : qu'est-ce qui diffère entre le LKP et la façon dont ça se passe dans une intersyndicale ?*

On ne peut pas fonctionner avec 48 délégués LKP comme dans une intersyndicale : bon, déjà, traditionnellement, une intersyndicale en Guadeloupe est toujours prise entre des tensions, des divergences. La différence c'est que là, tu avais le peuple, tout le peuple qui nous attendait au tournant. C'était impressionnant. Inimaginable. Bon il y avait un préavis mais c'est comme si... Imaginons, tu as toujours conduit une voiture mais là tu te retrouves avec un transport collectif ou un poids lourd. Bon, eh bien, tu peux l'emmener à bon port, mais d'un, tu y vas doucement et de deux, tu vas quand même regarder dans le rétroviseur ! Ah oui !

– Entretien avec Raymond Gauthiérot, ancien secrétaire général de l'UGTG, janvier 2012.

### ***Introduction***

Comme le souligne Raymond Gauthiérot, ancien secrétaire de l'UGTG guadeloupéenne, la principale différence entre la grève générale de 2009 et les mobilisations syndicales ordinaires réside principalement dans l'ampleur de la mobilisation – qui a, de très loin, dépassé les organisations syndicales dominantes en Guadeloupe et en Martinique. Il insiste notamment sur l'importance de la participation populaire, qui aurait contraint les différents syndicats à taire certaines divergences politiques pour entamer une action unitaire. Enfin, on comprend à la lecture de tels propos que le fait de mettre en avant l'« unité d'action » au sein du LKP représentait un enjeu à la fois stratégique et un enjeu symbolique : maintenir une certaine cohérence organisationnelle sans violer les prérogatives propres à chaque organisation. Ce premier chapitre reviendra sur les conditions d'émergence des coalitions de lutte contre la *pwofitasyon* : le *Liyannaj Kont Pwofitasyon* (LKP) guadeloupéen et le *Kolektif du 5 Fèvrié* (K5F) martiniquais, afin d'expliquer comment des syndicats dominants sont parvenus à construire une lutte unitaire, radicale, réunissant une mosaïque d'organisations et, surtout, parlant au nom de « la population guadeloupéenne et martiniquaise » - pourtant très faiblement représentée par ces mêmes syndicats étant donné le taux de chômage et de sous-emploi.

Un biais important se pose d'emblée quant à l'appréciation du rôle des syndicalistes au sein du LKP et du K5F. Il réside en partie dans le compte rendu médiatique du caractère « unitaire » de telles coalitions : à une situation de « crise sociale » aurait répondu un effort d'unité exceptionnel. A rebours de ce type d'explication, il nous semble au contraire que le fait que le LKP ou le K5F se soient constitués comme des fronts « larges » contre l'exploitation amène plusieurs interrogations. Au-delà de l'idée de « multiplicateur de forces » induite par la présence de nombreuses organisations, en termes de mutualisation des ressources militantes disponibles, d'information ou de capacité d'expertise, il y a fort à parier que l'unité affichée par le LKP en Guadeloupe et le K5F en Martinique ait pu influencer positivement sur les représentations que les contestataires se faisaient de leur propre force. A première vue, l'idée que des collectifs parvenus à regrouper plusieurs dizaines d'organisations ait pu jouer d'elle-même sur l'impulsion donnée à la mobilisation, favorisant au passage l'agrégation de différents secteurs de la société, est donc séduisante<sup>446</sup>. Pour autant, cette situation nous place devant un paradoxe : alors que les syndicats guadeloupéens et martiniquais semblent beaucoup mieux dotés en ressources que les autres organisations, ils ont accepté de s'allier entre eux malgré leurs divergences historiques, et de se placer sur un pied d'égalité avec le reste des organisations membres du LKP et du K5F : chacune d'entre elles possédait un seul représentant au sein du collectif, et donc une seule voix dans la prise de décision.

Il faut, en outre, comprendre que ce discours rétrospectif quant à l'unité d'action tend aussi à rendre invisibles les hésitations, les oppositions et les tensions qui ont pu avoir cours au sein des organisations syndicales une fois que l'initiative unitaire a été arrêtée. Par conséquent, il nous semble nécessaire de prendre au sérieux l'hypothèse selon laquelle les développements ultérieurs de la mobilisation contre la vie chère tiennent moins à cette unité de point de vue qu'à des règles d'interaction circonstancielle qui sont le produit d'une situation d'incertitude

---

<sup>446</sup> Reprenant ici la problématique classique du courant de la mobilisation des ressources dans la sociologie des mouvements sociaux, qui consiste à mettre en perspective le travail organisationnel de mobilisation de ressources au regard du travail de coopération déployé par les groupes mobilisés ( un travail qui peut s'avérer plus ou moins conflictuelle). Voir notamment : MCCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory. *American Journal of Sociology*. The University of Chicago Press : 1977, vol. 82, n°6, p. 1212-1241 ; MCCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. « The trend of social movements in America : Professionalization and resource mobilization », in MCCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. *Social Movements in an Organizational Society*, Oxford, Transaction Books, 1987, p. 337-391.

liée à la généralisation du conflit<sup>447</sup>. Notamment, il nous semble qu'au-delà de l'aspect programmatique des revendications portées conjointement par le LKP et le K5F au sujet de la vie chère, de tels arrangements diffèrent substantiellement entre les deux îles. Si, dans les deux cas, on assiste bien à la mise en place d'un collectif unitaire marqué par la volonté de dépasser les clivages et les concurrences qui régissent le quotidien syndical, le *Liyannaj Kont Pwofitasyon* et le *Kolectif du 5 Fèvrié* ne procèdent ni des mêmes circonstances ni des mêmes enjeux. En particulier, du fait de la succession d'épisodes contestataires qui est constitutive de la dynamique de la grève générale, et qui peut se lire à la fois dans une perspective synchronique et diachronique. D'abord initiée par les organisations guadeloupéennes avant de mobiliser largement parmi la population de l'île, celle-ci va ensuite s'étendre en Martinique et précipiter la création du K5F. Par conséquent, il importe de prendre en compte la simultanéité de la mobilisation tout en veillant à rester attentif aux contingences locales qui expliquent à la fois l'enchaînement particulier de ces épisodes et la temporalité propre à chaque territoire.

Notre souhaitons montrer que l'effort d'unité a porté ses fruits, mais que l'unité affichée demeure une construction expérimentale et contingente à bien des égards<sup>448</sup>. En premier lieu, cet effort d'unité a permis d'élaborer un diagnostic concernant la cherté de la vie aux Antilles, ce qui a permis aux organisations de s'accorder sur les revendications programmatiques qui devaient être portées par le LKP et le K5F. Dans le même temps, cette construction unitaire n'est pas exempte des logiques de concurrence entre les organisations syndicales. Il faut donc chercher à apprécier le poids de ces relations concurrentielles dans la division spécifique du travail contestataire mise en place au sein des deux coalitions. Enfin, nous tenterons de rendre compte des innovations tactiques et organisationnelles relatives aux modalités de prise de décision au sein du LKP et du K5F, qui procèdent à la fois d'un fonctionnement collégial et d'un type particulier de leadership inclusif, pour montrer comment les syndicalistes ont dû apprendre à composer avec les différentes identités, sensibilités et aspirations qui interagissent entre elles au sein des collectifs guadeloupéen et martiniquais, dans le but de mobiliser au-delà de leurs organisations.

---

<sup>447</sup> RUCHT, Dieter. « Movement allies, adversaries, and third parties » dans SNOW David A., SOULE Sarah A. et KRRIESI Hanspeter, *The Blackwell Companion to Social Movements*, 1<sup>re</sup> éd., Wiley-Blackwell, 2008, 776 p.

<sup>448</sup> MATHIEU, Lilian. *L'espace des mouvements sociaux*, *op.cit.*, chapitre 2.

## ***A- La lutte contre la pwofitasyon : la construction d'un cadre de mobilisation***

Qu'est-ce que la *pwofitasyon* ? Pour les syndicalistes mobilisés au sein du LKP guadeloupéen, il ne fait aucun doute que « la société guadeloupéenne est née et s'est développée dans la "pwofitasyon" »<sup>449</sup>, c'est-à-dire dans le fait que « systématiquement, le fort écrase le faible, sans état d'âme et sans que personne ne vienne au secours du plus défavorisé »<sup>450</sup>. La dénonciation de cette « violence économique, sociale et culturelle », dont la dimension spécifiquement locale a été maintes fois soulignée par les syndicalistes que nous avons pu rencontrer, va devenir le « réceptacle » de différentes identités contestataires. En lui-même, le terme *pwofitasyon* représente une innovation sémantique et symbolique, permettant d'englober un ensemble de problématiques qui traversent la société guadeloupéenne et la société martiniquaise et affectent leur population. Comme le soulignent Charles Tilly et Sidney Tarrow dans l'ouvrage *Politiques du Conflit*, une plateforme de revendications revêt une importance capitale dans une dynamique de mobilisation, en ce qu'elle tend à rendre visible, c'est-à-dire reconnaissable par le plus grand monde, l'identité et le statut des acteurs contestataires :

« Les revendications programmatiques revêtent une grande diversité de formes, c'est pourquoi la recherche de leur effet conduit au cœur de l'analyse de la politique du conflit en général. Leur succès a pour condition préalable celui des revendications d'identité et de statut : est-on en présence d'un acteur reconnaissable et crédible, qui a le droit de formuler de telles exigences ? Si la réponse est oui la lutte ne fait que commencer »<sup>451</sup>.

En premier lieu, nous verrons ici que la *pwofitasyon* renvoie à un ensemble de questions (notamment la vie chère et le chômage) qui vont être explicitées et constituées en « problèmes publics », c'est-à-dire « décodées » via l'accumulation puis la diffusion d'analyses qui soulignent le caractère injuste de la situation économique et politique des Antilles. A ce titre, la plateforme de revendications du LKP puis celle du K5F vont servir de base à l'élaboration d'un réquisitoire militant dressé contre la situation de dépendance de la Guadeloupe et de la Martinique vis-à-vis de la métropole. L'idée centrale que nous développerons au fil de ce cete première sous-partie est que l'accumulation de matériel critique, qui est au cœur de la

---

<sup>449</sup> Entretien avec Jean-Michel Palin, syndicaliste membre de la Centrale des Travailleurs Unis, février 2012.

<sup>450</sup> *Idem*

<sup>451</sup> TARROW, Sidney, TILLY, Charles. *Politique(s) du conflit: De la grève à la révolution*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2008, p. 139.

plateforme de revendications du LKP ou du K5F, constitue une forme de synthèse entre objectivation de la *pwofitasyon* – notamment d’un point de vue statistique – et différentes projections militantes qui sont le fruit du travail de coalition initié par les syndicats guadeloupéens et martiniquais. Par conséquent, une telle synthèse n’était pas seulement destinée à « informer » les populations des deux îles, ou à interpeller les pouvoirs publics au sujet de la *pwofitasyon*, mais consistait essentiellement à fabriquer une unité autour de la question de l’exploitation, mettant en accusation ceux qui en portent la responsabilité. La cause de la *pwofitasyon* désigne, en fait, le mouvement décisif par lequel est construite l’unité, le « nous » disparate réuni en coalition de lutte se définissant par les antagonismes entre le LKP, le K5F et leurs adversaires, et construisant une opposition entre « eux » et « nous ».

Nous verrons aussi que cette opposition renvoie à ce que ce Sidney Tarrow désigne comme des « effets d’audience »<sup>452</sup>, qui sont liés aux contraintes et aux opportunités culturelles dans lesquelles les mouvements sont amenés à évoluer : en pointant du doigt les « *pwofitans* », la *pwofitasyon* désigne explicitement le rôle des élites économiques et politiques dans le maintien du *statu quo*. Les syndicalistes guadeloupéens et martiniquais étant à la fois « éloignés » – voire écartés – de la compétition politique organisée, notre analyse se concentrera sur la façon dont les organisations syndicales ont construit et pris en main cette cause. Pour briser le consensus existant – c’est-à-dire à la fois le fait que la Guadeloupe ou la Martinique dépendent de la métropole, mais également le fait que celle-ci ne serait pas responsable de la situation des deux territoires et n’aurait pas de solution à y apporter, le LKP et le K5F ont donc cherché à partir d’une dénonciation radicale de « l’état des choses » en donnant un sens au mécontentement généralisé fondé sur le thème de la *pwofitasyon*.

### 1) La portée politique de la *pwofitasyon*

Un premier trait singulier de cette « union contre l’exploitation outrancière » réside dans une dénonciation globale, systémique et radicale de ce qui est nommé *pwofitasyon*. Cette attitude de dénonciation s’est accompagnée, comme nous allons le voir, d’une mise en relation entre l’économie de la période coloniale et celle de la période actuelle. Si « *tout un chacun s’est senti concerné par cette soif de justice contre la pwofitasyon* »<sup>453</sup>, et si les

---

<sup>452</sup>Dans la mesure où les mouvements sociaux sont « à la fois consommateurs des cadres culturels existants et producteurs de nouvelles significations » - TARROW, Sidney. *Mentalities, political cultures, and collective action frame : constructing meaning through action*, in MORRIS, Aldon D., MUELLER, Carol M. *Frontiers in social movement theory*, New Haven : Yale University Press, 1992, p. 189.

<sup>453</sup> Entretien avec Elie Domota, le 29 février 2012.

collectifs mobilisés ont pu réussir une opération d'unification à travers le thème de la *pwofitasyon*, c'est que ce thème évoque la continuité entre les rapports sociaux caractéristiques de l'époque coloniale et de la situation actuelle, permettant de construire un sentiment d'injustice dont les syndicalistes espèrent qu'il va se répandre dans la population guadeloupéenne. Dans cette lutte contre la *pwofitasyon*, ce « nous, Guadeloupéens » porté par le LKP et ses différentes composantes contre « eux, les *pwofitans* », n'est devenu audible pour les Guadeloupéens et Martiniquais eux-mêmes que dans une situation, inédite par son ampleur, de conflit social.

La *pwofitasyon*, offre d'abord un support à la critique pour les contestataires, car elle permet à ces derniers de nommer, et donc de rendre visible, l'existence d'une exploitation généralisée, et pointe une opposition entre les exploitateurs (*pwofitans*) et exploités. Dans le même temps, le thème de la *pwofitasyon* est intrinsèquement lié à l'idée selon laquelle la Guadeloupe et la Martinique sont présentées comme « dépendantes envers la métropole », que ce soit pour être gouvernées, pour se développer ou pour nourrir leur population.

#### **a) Dépendance(s) et dominations**

Premièrement, il faut prendre la mesure de l'importance que revêt le discours officiel (celui des élites politiques, administratives et économiques) concernant la dépendance de la Guadeloupe et de la Martinique envers la France hexagonale. Cette notion de dépendance, qui est d'abord le résultat d'un rapport de sujétion historiquement constitué, suite à l'esclavage des populations noires, à l'administration coloniale<sup>454</sup>, connaît une efficacité performative sans cesse éprouvée et reconduite dans presque tous les lieux de la vie publique. Lorsque sont évoquées les retombées économiques des politiques de redistribution ou le poids de la fonction publique, ou encore l'association entre développement économique et ouverture des îles au tourisme, la Guadeloupe et la Martinique sont toujours présentées comme dépendantes de la métropole. Le discours sur la dépendance, outre qu'il constitue en soi une source de justification du pouvoir politique, a produit un consensus fortement enraciné parmi les populations qui demeurent profondément hostiles à toute perspective d'indépendance ou d'autonomie politique, et dont le discours majoritaire reprend en grande partie celui des élites locales - quelles que soient les spécificités des arrangements partisans locaux en Guadeloupe

---

<sup>454</sup> Voir à ce sujet : LARCHER, Silyane. *L'autre citoyen : l'idéal républicain et les Antilles après l'esclavage*, Paris : Armand Colin, 2014, 384p. et PERINA, Mickaëlla. *Citoyenneté et sujétion aux Antilles francophones: Post-esclavage et aspiration démocratique*. L'Harmattan, Paris : 2000, 208 p.

ou en Martinique<sup>455</sup>. Pour le dire vite, le point de rencontre le plus immédiat entre discours respectivement professionnels et profanes de la politique réside dans la dénonciation d'un projet d'indépendance jugé aussi irréaliste que dangereux, en convoquant systématiquement l'exemple des autres territoires de la Caraïbe – l'île d'Haïti en particulier - comme autant de repoussoirs socio-économiques qui seraient le fruit de processus indépendantistes hasardeux ou inaboutis, quand ils ne conduisent pas à désigner ces nations comme « inférieures »<sup>456</sup>. Par ailleurs, ce discours public sur la dépendance se double d'une forme d'allégeance sans cesse réitérée envers l'autorité qui émane à la fois des institutions étatiques françaises encadrant la population, des dominations sociales et raciales, mais également dans le cadre des hiérarchies au travail<sup>457</sup>.

Dès lors, comment expliquer que des acteurs syndicaux hétérogènes, dont on peut affirmer qu'ils se mobilisent avec des attentes différentes - voire contradictoires - choisissent la *pwofitasyon* dans le but de parvenir à agréger d'autres types d'organisations et un public plus large que celui des milieux anticolonialistes habituels ? Ou, pour reprendre les catégories de Michel Dobry, comment expliquer cette sortie du noyau dur du consensus, ce « *débordement massif et multiforme* »<sup>458</sup> du statu quo adossé à la dépendance ? Pourquoi, enfin, s'appuyer sur une situation qui génère, dans le cours ordinaire de la vie publique, plus d'interdépendance du

---

<sup>455</sup> Un tel constat a notamment été mis en évidence par les travaux de Justin Daniel concernant le champ politique aux Antilles : « [...] La traduction politique des attentes exprimées par les populations n'est d'ailleurs pas aisée : elle doit concilier, dans un cadre juridico-institutionnel inédit, l'aspiration universaliste (le principe égalitaire républicain), la prise en compte des particularismes (l'identité culturelle) et la préservation des « *droits acquis* » dont certains obéissent à une logique purement instrumentale mobilisant alternativement ou simultanément le registre de l'égalitarisme républicain et celui des spécificités locales, entretenant ainsi la dépendance prétendument combattue. » - DANIEL, Justin. L'espace politique aux Antilles françaises. *Ethnologie française*. 3 octobre 2007, vol. 32, n° 4, p. 598-599.

<sup>456</sup> On pourrait ici parler d'une *doxa* de la dépendance au sens où l'entendait Pierre Bourdieu, soit d'un « acte collectif » capable de « [...] transformer ce qui est tacitement admis comme allant de soi, ce que tous les membres d'un ordre social accordent à cet ordre : mobiliser de telle manière que les propositions énoncées par ce groupe puissent agir comme des mots d'ordre et opérer cette opération extraordinaire consistant à transformer un constat en norme, à passer du positif au normatif. » Ainsi, le constat de pauvreté des autres territoires indépendants de la Caraïbe est élevé au statut de vérité immuable et strictement indépassable : être un territoire indépendant signifiant être un territoire pauvre - BOURDIEU, Pierre. « Cours du 25 janvier 1990 au Collège de France », in. *Sur l'Etat*, Paris : Seuil – Raisons d'Agir, 2011 : p.62.

<sup>457</sup> Parmi les ouvrages qui insistent sur la question de l'autorité dans les environnements de travail en Guadeloupe, on retiendra : GANEM, Valérie. *La désobéissance à l'autorité - L'énigme de la Guadeloupe*. Paris : PUF, 2011, 160p ; et BRAFLAN-TROBO, Patricia. *Société post-esclavagiste et management endogène : Le cas de la Guadeloupe*. Paris : Editions L'Harmattan, 2009, 188 p.

<sup>458</sup> DOBRY, Michel. Le jeu du consensus, *Pouvoirs*, n° 38, 1996, p. 47-66.

côté des détenteurs du pouvoir que du côté des contestataires, tant cette idée de dépendance constitue une source de justification du pouvoir exercé par les élites locales - ce qui explique, pour nous, le fait que la contestation demeure une potentialité qui ne se matérialise pas, ou de façon latente et relativement atomisée ?

### **b) Peser dans le diagnostic, accuser la dépendance**

De nombreux militants, du côté du LKP comme du K5F, affirment qu'il a été aisé de se mettre d'accord, dans la mesure où l'essentiel du constat sur la situation économique et sociale de la Guadeloupe et de la Martinique était partagé. Dans leur discours rétrospectif, qui tend une nouvelle fois à légitimer l'unité d'action - alors qu'elle n'était pas donnée d'avance —, la plupart des responsables syndicaux avancent l'argument selon lequel les organisations syndicales et non-syndicales possédaient un point de vue sensiblement similaire sur nombre de questions ayant trait à la dégradation des conditions de vie des guadeloupéens. Si la dénonciation de l'exploitation s'est appuyée sur un corpus de revendications directement issu des problématiques économiques, sociales, environnementales et culturelles de la Guadeloupe et de la Martinique<sup>459</sup>, cherchant à y apporter des réponses pratiques, elle a été utilisée comme un « dénominateur commun » à l'ensemble des acteurs contestataires. Il s'agissait moins, dans cette phase de diagnostic, de chercher à populariser des revendications qu'à mettre en place un cadre « *le plus large et le plus unitaire possible* », sans faire apparaître autre chose qu'un « *constat commun* » dans lequel chacun se retrouve, en évitant par exemple la question controversée de l'indépendance. Ce qu'explique Elie Domota, le porte-parole du LKP :

*Comment fait-on quand on est un syndicat aussi important pour parvenir à travailler avec tout le monde, ce n'est pas ça le plus dur ?*

Ce n'est pas facile, mais je pense que toutes les organisations se sont un peu remises en question, et ont senti la nécessité de se mettre ensemble sur un certain nombre de points stratégiques au niveau des revendications. Bon, le constat, sur le constat on était d'accord. Que l'on soit à l'UGTG ou ailleurs, « *le constat c'est le constat*<sup>460</sup> ». Après sur les mesures à mettre en œuvre, nous sommes parvenus à nous mettre d'accord sur le volet minimum. Il ne s'agissait pas de voter pour quelque chose, il s'agissait de débattre et de discuter, pas de voter « pour » quelque chose. Par exemple, tout le monde sait qu'à l'UGTG, on a pris position pour l'indépendance en 75, mais le sujet n'était pas là. Le sujet c'était l'éradication de la *pwofitasyon*. Comment faire pour que

---

459 Voir à ce sujet : VERDOL, Philippe. *LKP, Ce que nous sommes!* Editions Menaibuc, 2010 ; ou encore, pour la Martinique : GRS, collectif. *Cette heure de nous-mêmes, manifeste du GRS pour la nouvelle période*, 2010.

<sup>460</sup> Nous soulignons.

les importateurs et l'Etat arrêtent de nous voler, et à partir de là mettre la Guadeloupe sur les rails d'un pays plus juste et plus équitable ? Et en fin de compte, au fil du temps on se rend compte que les positions d'organisations comme l'UGTG dont on pouvait penser qu'elles étaient plus radicales, rejoignaient celles des associations de consommateurs. Nous nous sommes rendus compte que les propositions étaient similaires, par contre c'est vrai que ces organisations n'étaient pas toutes habituées à le formuler de façon aussi spécifique, d'en faire une revendication politique en tant que telle.<sup>461</sup>

Dans un collectif de plus de quarante organisations comme le LKP ou le K5F, toutes les organisations ne sont évidemment pas à même de peser de la même façon dans la définition de ce constat<sup>462</sup>, et c'est peut-être ce qui explique le mieux le succès rencontré par le thème de la *pwofitasyon*. Alors que les organisations syndicales éprouvaient de grandes difficultés à se mettre d'accord avant la mise en place du LKP et du K5F, la cause qu'elles ont participé à construire s'est révélée suffisamment « générale » pour attirer d'autres organisations. Il restait, toutefois, à consolider cette ébauche de programme en dotant la *pwofitasyon* d'un contenu statistique apte à convaincre de larges publics du bien-fondé de la mobilisation naissante.

## 2) La genèse de la « vie chère »

A plusieurs égards, on peut considérer que la problématique de la « vie chère » qui a constitué la pierre angulaire de la critique et des revendications portées par le collectif LKP et le K5F est une problématique ancienne, dont le schéma originel découle directement de la départementalisation de 1946. A la lecture des écrits de Daniel Guérin, intellectuel marxiste et libertaire connu pour ses opinions anticolonialistes, qui séjourna en Guadeloupe et en Martinique en 1955, on est saisi par la proximité entre l'analyse des coalitions antillaises et le tableau qu'il dressait de l'iniquité des échanges commerciaux, mettant l'accent sur le caractère profondément inégalitaire du système d'imposition alors en vigueur. Dans l'introduction d'un chapitre précisément consacré à la « vie chère » en Guadeloupe et en Martinique, Daniel Guérin dénonce en effet le double avantage comparatif de la métropole, conquis dans l'acheminement des produits consommés en Guadeloupe et tirant parti de l'imposition portant essentiellement sur ces mêmes produits de consommation :

---

<sup>461</sup> Entretien avec Elie Domota, le 29 février 2012.

<sup>462</sup> Nous nous inspirons de la perspective amenée Michel Dobry dans la partie concernant « Les compétitions pour la définition de la réalité » dans *Sociologie des crises politiques*. Voir DOBRY, Michel. *Sociologie des crises politiques*. 3e édition revue et corrigée. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2009, p. 199-219.

« Le résultat fatal du système de production et d'échange anti-économique qui sévit aux Antilles, c'est la cherté de la vie. Non seulement l'Antillais est contraint et forcé d'importer la plupart des denrées et des articles manufacturés dont il a besoin, non seulement il doit subir, pour un parcours de 7000 km, les tarifs monopolistiques des compagnies de navigation, mais il doit encore supporter une cascade d'impôts indirects, de droits de douane et de taxes locales par lesquels l'administration se crée des ressources. Car la ploutocratie qui domine les malheureuses îles veille à ce que le fardeau fiscal soit reporté sur le dos des larges masses. L'impôt sur le revenu a été longtemps (ou est encore) beaucoup moins élevé que dans les métropoles, et les ressources procurées par la taxation indirecte très supérieures à celle provenant de l'impôt sur le revenu »<sup>463</sup>.

C'est donc à partir d'un constat ancien que les organisations syndicales, fortes de leurs traditions anticolonialistes, vont s'affairer à reconstruire une forme de critique systémique de la domination française, en partant des maux les plus exacerbés de la situation sociale antillaise : la cherté de la vie et le chômage de masse.

#### **a) Les écarts de prix dans la consommation courante**

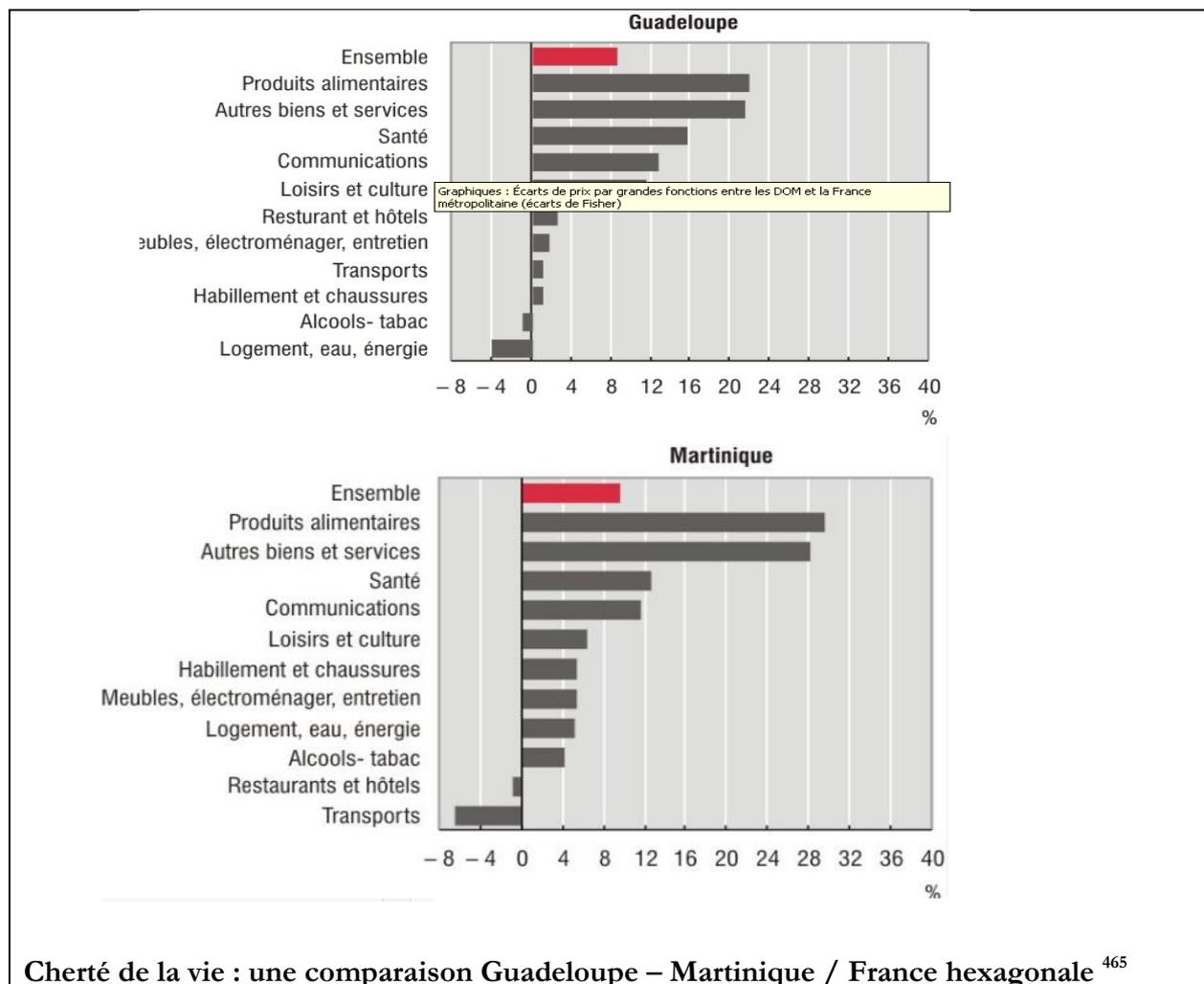
Actuellement, la Guadeloupe comme la Martinique importent plus de 90% des biens consommés<sup>464</sup>. D'un point de vue économique, cela implique plusieurs conséquences. Selon le Tableau Economique Régional (TER) de 2007 relatif à la Guadeloupe, le produit intérieur brut de 2004 s'établissait à 6 954 millions d'euros, et la valeur ajoutée brute à 6 322 millions d'euros. Le fait que ce soit le secteur du commerce qui soit le premier contributeur, après les administrations publiques, place l'économie de l'île en situation de déséquilibre. Comparés à la part du commerce dans le PIB, les secteurs primaire (secteur qui a peiné à se reconvertir d'un modèle d'agro-exportation orienté vers la production de sucre et de banane, ce qui explique qu'il demeure largement subventionné par l'Union Européenne) et secondaire font figures de « parents pauvres ». De fait, une entreprise commerciale n'a que deux solutions pour améliorer son résultat : la première consiste à baisser ses coûts d'approvisionnement et la seconde à augmenter ses prix. Si les écarts de prix entre les départements d'Outre-mer et la France métropolitaine sont en partie imputables aux produits alimentaires, c'est que ceux-ci

---

463 GUERIN, Daniel, CESAIRE, Aimé. *Les Antilles décolonisées*. Nouv. Éd. Editions Présence Africaine, 1986, 188 p, p.73-75

464 Voir l'article : « Structure de marché, octroi de mer et prix, éléments d'analyse micro-économiques. »  
<http://www.antillespolitique.com/2009/03/structure-de-marche-octroi-de-mer-et-prix-elements-danalyse-microeconomique/>

constituent l'un des premiers postes de consommation des ménages, et c'est précisément sur ce poste que les écarts de prix sont les plus marqués entre les deux territoires. Une comparaison générale prenant comme référence la structure de consommation de chaque département des DROM-COM et de la France hexagonale révèle un écart de prix de près de 10% dans les deux départements. Et si l'on observe spécifiquement le cas des produits alimentaires des Antilles, les écarts de prix atteignent près de 22% en Guadeloupe et près de 30% en Martinique.



**Cherté de la vie : une comparaison Guadeloupe – Martinique / France hexagonale** <sup>465</sup>

La critique de la vie chère par le LKP et le K5F s'enracine donc à la fois dans une histoire longue de revendications sur ce thème, et dans l'existence avérée d'écarts importants de prix entre la métropole et la Guadeloupe et la Martinique. C'est dans la mise en forme statistique d'une telle réalité que les acteurs syndicaux vont puiser les ressources critiques qui, une fois publicisées, vont susciter un fort sentiment d'injustice dans la population des deux îles.

465 Comparaison des prix entre les DOM et la métropole en 2010. Disponible sur : [http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref\\_id=ip1304#inter2](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1304#inter2)

## **b) Définir la situation sociale comme inacceptable**

En 2008, la situation économique et sociale en Guadeloupe et en Martinique est marquée par un fort taux de chômage qui touche en particulier les jeunes<sup>466</sup>. Le taux de chômage de la Guadeloupe est ainsi de 23,7 %. En outre, plus de la moitié des chômeurs de Guadeloupe (59 %) le sont depuis plus de 3 ans. Les chiffres publiés par l'INSEE évoquent également un taux d'activité et d'emploi inférieur à ceux de France métropolitaine. Dans la population des 15-64 ans, la part des personnes ayant un emploi (taux d'emploi) s'élève à seulement 48,1 %, contre 64,3 % en France métropolitaine. En d'autres termes : entre 15 et 64 ans, en Guadeloupe, moins d'une personne sur deux est en situation d'activité professionnelle et dispose d'un emploi<sup>467</sup>.

En Martinique, le taux de chômage en 2008 atteignait près de 22,4% sur l'année, dont plus de la moitié (54%) depuis plus de trois ans. On notait aussi un taux de chômage record de 54% chez les 15-24 ans (5600 demandeurs d'emploi recensés dans la tranche d'âge pour 5500 actifs). On estimait alors à plus de 36 400 le nombre de chômeurs pour une population active de 159 000 personnes, avec 18800 personnes en recherche d'emploi<sup>468</sup>. Le rapport précisait également que « [...] 9 000 inactifs se déclaraient disponibles pour travailler mais n'avaient pas effectué de démarches actives de recherche d'emploi. Ils pourraient être des chômeurs s'ils effectuaient une démarche active de recherches d'emploi (l'inscription à l'ANPE ne suffit pas). La plupart du temps, ils considèrent que leur chance de trouver un travail est quasi nulle.<sup>469</sup>», ce qui laisse envisager un nombre total avoisinant le tiers de la population en âge de travailler est concrètement privé d'emploi.

### **Le poids des prestations sociales en Guadeloupe et en Martinique (2008)**

Comme rapporté par les enquêteurs de l'INSEE Martinique au sujet des prestations sociales pour la période 1996 - 2010 : « Les allocataires de minima sociaux sont proportionnellement bien plus nombreux aux Antilles – Guyane qu'en Métropole : plus de 10 % de la population

<sup>466</sup> La dernière enquête INSEE, réalisée en juin 2014, montre que 38 300 personnes sont des chômeurs au sens du Bureau International du Travail, pour une population active de 160 300 personnes.

<sup>467</sup> Chiffres disponibles sur le site de la région Guadeloupe, section « La Guadeloupe en chiffre » : [http://www.cr-guadeloupe.fr/archipel/?ARB\\_N\\_ID=731&ARB\\_N\\_S=734](http://www.cr-guadeloupe.fr/archipel/?ARB_N_ID=731&ARB_N_S=734)

<sup>468</sup> Disponible sur le site de l'INSEE, « Un taux de chômage de 19,4 % en moyenne en 2014 - Renovation de l'enquête emploi en Martinique » : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1288181>

<sup>469</sup> Rapport cité : p 2.

est concernée aux Antilles [...] pour 1,7 % au niveau national. En outre, le nombre d'allocataires a continuellement progressé aux Antilles – Guyane. (...) La faiblesse des ressources des ménages ultramarins explique en grande partie le recours massif aux minima sociaux. Le revenu disponible brut par habitant est inférieur de 25 % à la moyenne nationale pour la Guadeloupe et la Martinique, de moitié pour la Guyane. Ces écarts sont principalement imputables aux revenus d'activité, nettement plus faibles Outre-mer »<sup>470</sup>.

Le budget de la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) en Guadeloupe et en Martinique dépasse ceux de la Région et du Conseil Général. L'organisme social est ainsi devenu un acteur économique de premier plan. Les prestations CAF, et les minima sociaux représentent l'un des moteurs de la consommation des classes populaires en Guadeloupe.

En 2008, le nombre d'allocataires des prestations familiales et sociales s'élève en Guadeloupe à près de 104 539 pour 238 945 personnes couvertes et une population d'environ 430 000 habitants.

Parmi les revendications mises en avant, la revendication des « 200 euros pour tous les bas salaires » peut apparaître comme une revendication syndicale classique de revalorisation du pouvoir d'achat. Cependant, l'exigence d'un relèvement immédiat et conséquent d'au moins 200 € des bas salaires, des retraites et des minima sociaux est aussi destinée à relancer le pouvoir d'achat et à soutenir la consommation des produits guadeloupéens. Ce relèvement est conçu comme s'accompagnant de la mise en place d'un salaire minimum guadeloupéen calculé sur le coût réel de la vie en Guadeloupe. Si ces données brutes n'expliquent pas mécaniquement l'adhésion à la mobilisation suscitée par le LKP ou le K5F, elles permettent d'entrevoir en quoi la dénonciation produite par les deux collectifs a pu entrer en résonance avec les conditions de vie d'une part importante de la population guadeloupéenne et de la population martiniquaise, notamment parce qu'elles vont être rendues publiques au moment où le LKP et le K5F vont tenter d'interpeller les pouvoirs publics.

---

<sup>470</sup> FORGEOT Gérard, PARAIRE Xavier. L'importance du RMI aux Antilles – Guyane dans des économies en déficit d'emploi. In: *Politiques sociales et familiales*, n°106, 2011. Réalités sociales et politiques publiques dans les DOM, p105. Disponible à : [http://www.persee.fr/docAsPDF/caf\\_2101-8081\\_2011\\_num\\_106\\_1\\_2658.pdf](http://www.persee.fr/docAsPDF/caf_2101-8081_2011_num_106_1_2658.pdf)

### 3) Différentes stratégies pour interpeller les pouvoirs publics

Pour le LKP comme pour le K5F par la suite, construire la *pwofitasyon* en tant que problème public, impliquant à ce titre l'intervention des pouvoirs publics, revient à faire la démonstration non seulement que la « vie chère » et le chômage ne constituent en rien une fatalité mais que ces phénomènes sont le produit d'une injustice. Cela supposait donc de démontrer que, outre leur surexposition à la pauvreté, les Guadeloupéens et les Martiniquais subissent la loi des grandes enseignes qui, détenant le monopole de la distribution de l'essence ou des produits de consommation, s'octroieraient des marges confortables de bénéfices. Or, comme l'explique Joseph Gusfield<sup>471</sup>, porter un problème public revient à utiliser des registres du public, autour par exemple des « biens publics ». Un problème ne devient pas public sous l'effet de la transposition d'une règle abstraite mais grâce à la coproduction de normes. Le LKP et le K5F, par leur action de dénonciation et de revendication, ont tenté d'élever la *pwofitasyon* au rang de problème public en faisant interagir des groupes habilités qui possèdent une expertise sur le sujet, et en entamant diverses démarches auprès des autorités politiques en Guadeloupe et en Martinique.

#### a) Une tentative avortée de collaboration avec les élus martiniquais

Il faut d'abord noter qu'une initiative paritaire entre syndicats et partis autonomistes est envisagée dès le courant de l'année 2008 pour alerter les autorités métropolitaines sur le coût de la vie en Martinique, et recueille le soutien de diverses personnalités locales (en particulier des élus autonomistes du MIM<sup>472</sup>). Si cette rencontre témoigne d'abord du sentiment de faiblesse des organisations syndicales, elle permet aussi d'entrevoir les effets d'hétéronomie du champ syndical martiniquais, qui se manifestent ici par la possibilité de dialogue avec certaines franges du champ politique institutionnel - de notre avis, elle aurait été clairement impensable dans le cas guadeloupéen du fait de l'écart entre syndicalisme et monde politique<sup>473</sup>. Malgré les bonnes volontés initiales affichées de part et d'autre, les échanges s'enveniment rapidement, les élus refusant de prendre position, arguant de l'impossibilité de

---

<sup>471</sup> L'auteur distingue trois types de « responsabilité » qui participent de la construction des problèmes publics : la propriété : qui a les moyens de porter le problème sur la place publique ?, la causalité : à cause de quoi ou de qui y a-t-il un problème ?, et politique : il faut désigner instances de responsabilité pour sa résolution -GUSFIELD, Joseph. La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique, *Economica* Paris : 2009 (1981), p. 1-25.

<sup>472</sup> Pour « Mouvement Indépendantiste Martiniquais ».

<sup>473</sup> Sur les différences séparant le champ politique et le champ syndical, se rapporter au chapitre 2.

peser sur le ministère des Outre-mer sans prérogatives supplémentaires en termes d'autonomie décisionnelle du territoire martiniquais :

On fait un appel, une sorte d'appel syndical et citoyen où on interpelle les partis politiques et tous viennent : UMP, PPM, des élus du MIM – RDM qui étaient dans la salle... Plein de monde était venu à la Maison des Syndicats à l'appel des comités d'initiative, parce que du côté syndical on voulait élargir aux élus et aux partis politiques. Et ces gens [*les élus, les responsables politiques*] nous disent : “mais qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse, on n'est pas indépendants ! On ne peut rien y faire !” Donc eux, rien ! Fin de non-recevoir avec une pantalonnade autonomiste : “on n'a pas le pouvoir, donc on ne peut rien y faire !”<sup>474</sup>

Comme nous le verrons par la suite, les équipes syndicales martiniquaises qui avaient déjà entrepris un travail de mobilisation auprès des populations des différentes communes de l'île vont « *remettre la question de la grève sur le tapis* » suite à la démission des partis politiques institutionnels – y compris ceux défendant une ligne autonomiste. Du côté guadeloupéen, c'est le Bureau d'études ouvrières qui va incarner cette interface avec les pouvoirs publics.

#### **b) Le Bureau d'Etudes Ouvrières guadeloupéen**

Le Bureau d'Etudes Ouvrières (BEO) consacré à la surveillance des prix constitue un exemple parmi d'autres de cette cristallisation organisationnelle de la spécialisation des domaines d'expertise, et de la façon dont cette spécialisation permet de nouer un dialogue avec les institutions<sup>475</sup>. Mis en place au moment de la grève générale de l'hiver 2009 en Guadeloupe, le BEO se présente sous la forme d'un dispositif participatif de contrôle des prix par la population guadeloupéenne elle-même, sur la base d'une liste de produits de première nécessité établie conjointement par les organisations représentant les salariés, les associations de consommateurs, l'autorité de la consommation et les représentants patronaux de la grande distribution. Parmi ses principaux initiateurs et promoteurs guadeloupéens, on retrouve notamment Alain Plaisir, ancien douanier spécialiste de la question des prix et militant de longue date du Groupe Révolution Socialiste et du syndicat CTU<sup>476</sup>. La particularité de ce type de dispositif, historiquement pensé pour proposer une évaluation du coût de la vie en fonction des spécificités de la consommation locale, réside dans l'idée d'un contrôle

---

<sup>474</sup> Entretien avec Louis Maugée, membre de la CGTM et de combat Ouvrier, juin 2013.

<sup>475</sup> Idem.

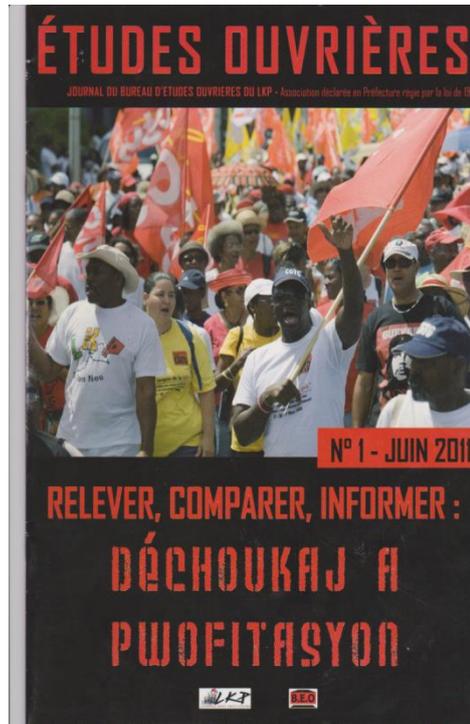
<sup>476</sup> Le numéro du magazine « Etudes Ouvrières » de juin 2011 dirigé par Alain Plaisir précise que le comité de rédaction comporte également Fabien Marius-Hatchi, Murielle Bertille, Hilarion Bevis-Surprise, Michel Bistoquet, Sylvie Gache, Tony Grava, Aline Lee, Manuella Loyal et Cristophe Prud'homme.

« ouvrier » qui contraindrait les pouvoirs publics comme les décideurs économiques à réguler les prix et à augmenter les salaires pour pallier la cherté effective du coût de la vie en Guadeloupe. A la faveur de la crise sociale de 2009 et de l'actualité du problème de la vie chère, le BEO va connaître une réalisation effective là où il était demeuré à l'état de proposition sans jamais se concrétiser auparavant.

### **Aux origines du Bureau d'Etudes Ouvrières**

Il ne s'agit pas d'un hasard si l'idée d'un Bureau d'Etudes Ouvrières semble avoir germé dans l'esprit des militants du GRS. En effet, le BEO correspond à la forme réactualisée d'une vieille revendication ouvrière imaginée par les organisations locales pour faire face à la vie chère depuis les années 1970, en contestant notamment les données établies par l'INSEE et en se penchant, de façon statistique, sur le coût de la vie de familles ouvrières jugées représentatives des modes de consommation populaires locaux.

Comme le montre le tract reproduit ci-dessous, le Groupe Révolution Socialiste faisait déjà la promotion d'un Bureau d'Etudes Ouvrières en Guadeloupe et en Martinique en 1975, interpellant les organisations politiques et syndicales locales pour développer des initiatives unitaires dans ce sens.



## POUR un INDICE des ORGANISATIONS OUVRIERES POUR un Bureau d'Etudes Ouvrières (B.E.O.)

Jusqu'à maintenant, les seules estimations chiffrées sur le coût de la vie que nous possédons proviennent de l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) qui produit à date fixe un indice de la hausse des prix des produits. Cet organisme au service de l'état cache derrière une prétendue « technique neutre » combien est dénaturée la vérité au seul bénéfice des patrons. L'INDICE INSEE EST UN INDICE TRUQUE ! Et nous ne sommes pas les seuls à le dire, ce sont effectivement les sections syndicales et les travailleurs de L'INSEE même qui l'ont crié dans les manifestations et qui ont expliqué l'escroquerie dans tous les journaux en France.

D'abord cet indice ne se préoccupe pas de ce qui est essentiel pour nous : Notre pouvoir d'achat. Il calcule, en effet l'évolution des prix sans dire un mot de leurs relations avec nos salaires. Comme si nous pouvions consommer n'importe quoi ! C'est cette subtilité qui permet, dans un deuxième temps, à l'INSEE de dresser une liste-type de produits sur lesquels on va calculer les augmentations. Mais cette liste ne ressemble en rien à la consommation des travailleurs. Un exemple : L'Indice INSEE calcule qu'une famille ne dépensera sur une somme de 1 000 frs que 70 frs pour payer son loyer !!! Les dépenses pour le loyer seraient, toujours d'après l'INSEE, égales aux dépenses que l'on fait pour aller « au bistrot » !!!

Autre exemple : L'alimentation, où les produits qui sont retenus par l'INSEE ne sont pas ceux qui nourrissent (notamment les travailleurs) mais les produits spéciaux qui font ... maigrir ... les bourgeois gavés ! Il en va de même pour les vêtements, les frais scolaires etc...

Pour résumer l'escroquerie, les syndicats de l'INSEE ont une formule : « Quand les prix galopent, l'Indice INSEE se traîne. »

Mais, pour nous aux Antilles ; que dire ? C'est non seulement le même indice truqué exporté qui règne, mais de plus dans une situation nationale totalement différente. Qu'en on juge :

- Où est-il tenu compte, avec l'indice INSEE, de bas salaires antillais ?
- Où est-il tenu compte, avec l'indice INSEE, de la structure spécifique des familles nombreuses, où il n'y a souvent qu'un seul salaire ?
- Où est-il tenu compte de la spécificité de notre consommation ?
- Et surtout, où est-il tenu compte des prix exorbitants que nous font les capitalistes locaux ?

### O LA NOU YÉ ?

Pour contrecarrer l'escroquerie de l'INSEE au service des patrons, pour démentir à tout moment les chiffres truqués de l'Etat, la CGT française a depuis longtemps crée son propre indice, qui à le mérite incontestable d'être plus proche des besoins réels des travailleurs. C'est ainsi que les travailleurs français se battent pour que l'indice officiel des prix soit celui élaboré par la CGTF.

Ici, aux Antilles, les différents syndicats peuvent parfaitement s'entendre pour mettre à l'ordre du jour la création d'un BUREAU D'ETUDES OUVRIERES (B.E.O.) qui serait chargé de calculer l'évolution des prix des produits réellement consommés par les travailleurs.

C'est possible et c'est nécessaire ! Si on interroge 150 familles ouvrières, le B.E.O. peut établir un budget moyen ouvrier ; retenir la taille et la structure spécifique d'une famille ouvrière antillaise, le B.E.O. peut construire un indice des prix qui aura cent fois plus de valeur que celui que publie l'INSEE.

C'est possible si les syndicats associent dans le Bureau d'Etudes Ouvrières, les militants syndicaux du commerce et de l'alimentation qui peuvent démontrer et contrôler le mécanisme des faux prix pratiqués dans leurs entreprises : spéculation sur les stocks, hausse des prix déguisés, valse des étiquettes etc...

C'est possible enfin, si les directions syndicales acceptent l'aide de militants syndicaux qui sont déjà prêts à aider et à travailler à la création de ce B.E.O. C'est notre cas au G.R.S. en Martinique, où nous avons fait la proposition officielle à toutes les directions syndicales. *Forces Ouvrières* a déjà donné un avis favorable de principe à notre lettre.

Mais il faut aller plus loin, il faut en finir avec la pratique qui consiste à établir des revendications en fonction de ce qui se passe en France. Il faut que les organisations syndicales se donnent les moyens de contrôle pour discuter à partir des prix en vigueur aux Antilles.

En se battant pour l'instauration du SMIC 40 % (c'est-à-dire : PAS DE SALAIRES EN DESSOUS DE 1 300 frs PAR MOIS) en luttant pour 300 frs d'AUGMENTATION POUR TOUS, en proposant enfin L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES sous contrôle ouvrier, les travailleurs combattifs, dans les syndicats, proposent à l'ensemble de la classe ouvrière un corps de revendications liées entre elles qui sont les meilleures armes pour affronter les patrons et la vie chère. Il reste cependant à développer notre principale revendication en ce qui concerne les licenciements massifs, le chômage et l'insécurité d'emploi.

\* \* \*

**Tract du GRS appelant à la création du Bureau d'Etudes Ouvrières, 1975.**

**Reproduction tirée des archives personnelles d'Edouard De Lépine, 2013**

Pour légitimer leur action commune contre la vie chère, les organisations syndicales ont donc cherché à produire une mise en forme de la réalité sociale qui s'appuie sur une interprétation statistique de la cherté de la vie. Par la suite, cette expertise a été mobilisée pour interpellier les pouvoirs publics et élever la question du coût de la vie au rang de problème public. Cette interpellation prend la forme d'un dialogue avorté en Martinique alors même que les autorités sollicitent les acteurs syndicaux au sujet de la hausse des prix, ce qui suscite déception et défiance dans les rangs syndicaux. De façon plus frontale, en Guadeloupe, le Bureau d'Etudes Ouvrières se présente comme un organe de contre-expertise autonome vis-à-vis des pouvoirs public, davantage destiné à faire pression sur ces derniers pour imposer la question de la *profitasyon*. Dans les deux cas, on assiste à la résurgence de revendications et de propositions anciennes qui font partie du logiciel anticolonialiste des organisations

syndicales et qui s'appuie sur des revendications locales spécifiques. Ces propositions vont connaître une nouvelle jeunesse à la faveur de la lutte contre la *pwofitasyon* et leur publicité devenir un enjeu central de la lutte - même si, comme nous allons le voir, le travail de coalition qui a permis leur actualisation est loin d'avoir été un long fleuve tranquille. Le sens donné à la *pwofitasyon* dépend des formes singulières d'investissement des acteurs coalisés et renvoie également à une division spécifique du travail contestataire, division au sein de laquelle les acteurs syndicaux ont cherché à faire valoir leurs spécificités sans forcément dévoiler publiquement leurs motivations propres.

### ***B- Une analyse comparée des organisations syndicales dans les coalitions protestataires***

Comprendre l'émergence et le succès de la grève générale en Guadeloupe puis en Martinique implique d'analyser le *Liyannaj Kont Pwofitasyon* et le *Kolectif du 5 Févrié* en tant que coalitions. D'abord, parce que leur caractère profondément inédit impose d'insister sur les conditions d'apparition et de développement de telles coalitions, qui ont été la condition organisationnelle des mobilisations d'ampleur guadeloupéennes et martiniquaises. Nous avons vu dans les parties précédentes à quel point les organisations guadeloupéennes et martiniquaises pouvaient être séparées par des clivages historiques particulièrement prégnants dont les environnements syndicaux se ressentent fortement – des oppositions qui sont notamment le résultat de la plurivocité de l'anticolonialisme antillais et dont témoignent les différentes cultures syndicales. Toute la question est ici de déterminer comment s'opèrent les arrangements organisationnels originaux qui surgissent de façon concomitante à la séquence de mobilisation et qui permettent de réaliser l'unité par l'action collective et la cessation du travail. On peut analyser ce travail de mise en place à partir de la perspective adoptée par Suzanne Staggenborg<sup>477</sup> pour souligner le fait que la mise sur pied de toute coalition nécessite un travail spécifique (*coalition work*). Comme nous le verrons, toutes les organisations, selon les ressources qu'elles possèdent, ne sont pas à même d'assurer ce travail de coalition - c'est-à-dire, *in fine*, de dépenser du temps et de l'énergie militante pour mutualiser les ressources et produire des identifications communes – au moins en ce qui concerne les objectifs<sup>478</sup>. Dans cette optique, il importe également de concevoir l'articulation entre travail de coalition et

---

<sup>477</sup> STTAGENBORG, Suzanne. Coalition Work in the Pro-Choice Movement: Organizational and Environmental Opportunities and Obstacles, *Social Problems*, Vol. 33, No. 5 (Jun., 1986), p. 374-390.

<sup>478</sup> Nous verrons plus avant que les coalitions guadeloupéenne et martiniquaise maintiennent les "identités" organisationnelles plutôt qu'elles ne les fusionnent.

travail militant<sup>479</sup>, Pour montrer comment les compétences militantes acquises au sein d'une organisation ou d'un univers professionnel particulier peuvent être réinvesties dans le cadre de la coalition, sous réserve que celles-ci garantisse un socle idéologique commun (en l'occurrence, la critique de la cherté de la vie et la disqualification des « pwofitan »).

De ce fait, il nous semble probable que le lien qui unit entre elles ces différentes organisations dans l'arène de la contestation, sans relever du « hasard » ou du « malentendu », repose sur une incertitude quant à la finalité réelle de la mobilisation et aux objectifs du LKP – et, à fortiori, de ceux du K5F. Tous les acteurs n'ont pas cherché à dissiper cette incertitude, par peur de rendre visibles des divergences trop prégnantes qui auraient mis en péril la coalition à laquelle ils participaient. A rebours d'une analyse en terme d' « alignement des cadres<sup>480</sup> », nous formulons ici l'hypothèse que le cadre a été produit à partir des références des syndicalistes, au terme de « luttes de sens » ayant pour enjeu la définition de la cause et des moyens d'obtenir une victoire, luttes qui sont évoquées par Jean Gabriel Contamin :

« Les luttes de sens tendent à montrer que le processus d'« alignement de cadre » ne doit pas être tant conçu comme une stratégie mise en œuvre par des entrepreneurs de mobilisation centraux à destination de ceux qu'ils veulent mobiliser, que comme la rencontre entre plusieurs « stratégies » plus ou moins conscientes : celles d'entrepreneurs « centraux » qui cherchent à élaborer un cadre assez ouvert pour que chacun puisse s'y retrouver et puisse apparaître comme concerné ; mais aussi, celles d'entrepreneurs « locaux » qui contribuent à ce rapprochement des cadres en acclimatant le cadre central à des configurations locales et en facilitant la construction du *concernement* des mobilisés potentiels ; et celles de ces derniers mobilisés potentiels qui, parfois, d'eux-mêmes, négocient leur soutien à un cadrage qui ne leur convient pas tout à fait contre des formes de reconnaissance plus ou moins explicites de leurs propres cadres d'interprétation, tout en fournissant aux centralisateurs de l'action des points d'appui pour justifier de l'unité des revendications.<sup>481</sup>»

---

<sup>479</sup> Nous inspirant ici de la démarche préconisée par Sandrine Nicourd et ses collaborateurs au sujet des apprentissages militants, notamment concernant l'acquisition, l'actualisation et le transfert de compétences au sein d'espaces organisationnels distincts. NICOURD, Sandrine, COLLECTIF. *Le travail militant*. Rennes : PU Rennes, 2009, 128 p.

<sup>480</sup> Tels que ceux-ci sont notamment évoqués par David Snow et Robert Benford dans leur article programmatique sur la théorie du cadrage : SNOW, David, BENFORD, Robert D. Framing processes and social movements : an overview and assessment. *Annual Review of Sociology*, 2000, vol. 26, p. 611-639.

<sup>481</sup> CONTAMIN, Jean-Gabriel. « 3. Cadrages et luttes de sens », in. FILLIEULE, Olivier, AGRIKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle, et al. *Penser les mouvements sociaux : Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris : Editions La Découverte, 2010, p. 55-75.

Dans le cas du LKP comme du K5F, les « entrepreneurs centraux » ont été les syndicalistes, dont l'objectif a consisté à souligner le caractère politique de la lutte contre la vie chère, à partir d'une explication des mécanismes responsables des situations économiques et sociales propres à la Guadeloupe et à la Martinique. En parallèle, il faut aussi comprendre que les effets de politisation propres au champ syndical se donnent à voir de façon différenciée en fonction du chemin qu'a emprunté l'ordre organisationnel de chaque coalition – que nous nous proposons d'examiner ici.

### **1) « Dépasser l'intersyndicale » : produire de l'interdépendance au sein du LKP guadeloupéen**

Alors que, dès le début de la mobilisation, la représentation et la direction du mouvement ont incombé aux syndicalistes, deux éléments doivent être pris en compte : si l'émergence des représentants, de porte-parole découle manifestement de l'impossibilité technique de fonctionner sans direction pour le groupe mobilisé, les syndicalistes ont dû apprendre à composer avec les différentes identités, sensibilités, aspirations qui interagissent entre elles au sein du LKP, pour mobiliser au-delà de leurs organisations. Opérer un « décroisement » entre les organisations syndicales, mais également entre organisations syndicales et non-syndicales. Pour ce faire, les contestataires réunis au sein du LKP ont dû renoncer à une partie de leur autonomie. C'est-à-dire, dans un premier temps, s'orienter vers une activité contestataire où la coopération entre différentes organisations se transforme progressivement en vecteur d'interdépendance et non-plus de délimitation.

#### **a) L'appel du Liyannaj guadeloupéen**

Le 3 décembre 2008, une coalition de petits entrepreneurs du bâtiment décide de bloquer les rues pour imposer la révision du prix de l'essence en Guadeloupe. Pendant trois jours, l'économie est paralysée et le préfet accepte de baisser le prix du litre de sans-plomb de 20 centimes. En contrepartie de cette baisse, les collectivités territoriales, la Région et le Département s'entendent pour allouer une subvention de trois millions d'euros à la Société Antillaise de Raffinerie (SARA). Pour l'UGTG, qui avait appelé à un nouveau rassemblement contre la hausse du carburant, les contribuables n'ont pas à rembourser la baisse du prix de l'essence à la Société Antillaise de Raffinerie. Le 5 décembre, c'est de nouveau l'UGTG, par la voix d'Elie Domota, qui appelle des organisations politiques, culturelles, syndicales et de consommateurs à une réunion unitaire qui se tient au local du syndicat, rue Paul Lacavé à Pointe-à-Pitre, en vue de riposter à la hausse des prix de l'essence :

Tout commence, en fait, on peut dire dans ce bureau. Tout commence là ! On travaille avec les camarades des stations-services. Un certain nombre de gérants voulaient supprimer les postes de leurs salariés, et les remplacer par des pompes automatiques. Or, on compte près de 110 stations en Guadeloupe, ça fait 1000 emplois. 4 à 5000 familles. C'est parti des camarades syndiqués à l'Union des Travailleurs de Produits Pétroliers, affiliée à l'UGTG et on a commencé à travailler sur la défense de l'emploi mais également comprendre et analyser la composition du prix des carburants. Parce qu'à cette époque-là il y avait une hausse du prix. Et l'explication attenante ne nous paraissait pas crédible. Et là, on s'est rendu compte qu'en cherchant à comprendre eh bien... moins on comprenait ! Parce que c'était particulièrement opaque. Nous avons décidé d'appeler à un mouvement populaire le 16 décembre pour faire réagir les gens ; et là, nous nous sommes dit que nous n'avions pas intérêt à lancer ce mouvement seuls. Pas, nous seuls, en tant qu'UGTG. On s'est rendu compte, au vu de la situation, qu'il fallait rencontrer d'autres organisations. Il fallait se mettre ensemble pour poser ce problème-là.<sup>482</sup>

La date du 16 décembre est retenue par les syndicats guadeloupéens pour un appel à la grève et une manifestation dans les rues de Pointe-à-Pitre. Plus de 6 000 personnes descendent dans les rues, selon le LKP. Les manifestants exigent d'être reçus par le sous-préfet, qui refuse. À Basse-Terre, les manifestants sont plus de 3 000. Ils font le tour de la ville à pied et se rendent à la Préfecture, où ils sont accueillis par des gendarmes. Le Préfet refuse, tout comme le sous-préfet la veille, de recevoir une délégation. Cette fin de non-recevoir est alors perçue comme une marque de mépris par l'ensemble des manifestants. Le 16 décembre 2008, les organisations appellent donc à une nouvelle mobilisation dans les rues de Pointe-à-Pitre<sup>483</sup>. Les dirigeants des organisations participant au mouvement décident que le 20 janvier 2009 sera la date du début d'une grève générale illimitée. Pendant cette période de préparation, le LKP élabore une plateforme de revendications.

### **Le contenu de la plateforme de revendications du LKP**

Au cours du mois de décembre, le LKP organise donc des « tournées » et des réunions publiques dans plusieurs communes de Guadeloupe pour s'adresser à la population et faire connaître ses principales revendications. Parmi les revendications les plus importantes, on retiendra : 200 euros de relèvement pour les bas salaires et les minima sociaux, gel et contrôle des prix avec la création d'un Bureau d'Etudes Ouvrières chargé de calculer

<sup>482</sup> Entretien avec Elie Domota, le 29 février 2012.

<sup>483</sup> Annexe 7 : tract d'appel à la grève du LKP pour la journée d'action du 16 décembre 2008.

l'évolution des prix des produits réellement consommés par les travailleurs, un salaire minimum guadeloupéen calculé sur le coût réel de la vie en Guadeloupe, le gel des loyers pour une période indéterminée et pour l'année 2009, la priorité d'embauche pour les Guadeloupéens (avec embauche obligatoire de Guadeloupéens dans toutes les entreprises qui bénéficient d'aide publique), la reconnaissance du 27 *Mé*, jour férié, chômé et payé en mémoire des émeutes et de la répression de mai 1967, des mesures de transparence sur la fixation des prix de l'eau, des transports, des carburants, des loyers, du gaz, de l'électricité et des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le renforcement du budget de l'Etat alloué au développement et à la promotion des services publics (éducation, secteur hospitalier, transports publics, accès à l'énergie et à l'eau via un plan de rénovation du réseau de distribution vétuste), la restitution du patrimoine (financier, mobilier et immobilier) des mutuelles liquidées en Guadeloupe, la prise en compte à l'école et dans la programmation des médias de la langue et de la culture guadeloupéenne – y compris par la présence de représentants des associations culturelles dans les conseils d'administration, un vaste plan d'aide à la formation professionnelle axé notamment sur la formation en alternance dans le domaine de l'agriculture, une enquête publique sur les conséquences sanitaires de l'utilisation massive des pesticides (dont le chloredecone, pesticide utilisé en Guadeloupe et en Martinique, jugé responsable du développement de nombreux cancers) avec un plan pour le développement de l'agriculture visant à l'autosuffisance alimentaire et à la préservation de l'environnement<sup>484</sup>.

Le travail de synthèse réalisé au niveau de la plateforme du LKP et sa diffusion au cours du mois de janvier *via* des meetings locaux tend à construire un cadre de mobilisation et rendre possible un changement d'échelle<sup>485</sup> : c'est-à-dire de s'adresser à un public qui, même s'il demeure au départ circonscrit à l'audience des organisations membres du LKP, s'est élargi au fil des interventions publiques du collectif. Peu à peu, de nouveaux acteurs commencent à se coordonner à partir de ces meetings, et donnent à la mobilisation contre la *pwofitasyon* une ampleur supérieure. D'un conflit impulsé par les syndicats et les associations réunies à Pointe-à-Pitre, on commence alors à envisager la possibilité d'un conflit sur l'ensemble de l'île. Il faut d'emblée souligner que ce sont les syndicalistes qui organisent ces réunions publiques, pendant toute la période du 16 décembre 2008 au 20 janvier 2009, prenant en main les aspects logistiques de la coalition naissante. Assez rapidement, la coalition prend le pas sur les organisations qui la composent, même si les leaders syndicalistes occupent le devant de la scène. Tout d'abord, et comme le souligne Alain Plaisir, parce que

<sup>484</sup> Pour la liste complète des revendications du LKP, se reporter à l'annexe 9.

<sup>485</sup> TARROW, Sidney, TILLY, Charles. *Politique(s) du conflit: De la grève à la révolution*. Les Presses de Sciences Po, 2008, définition p 354.

les individus les plus connus qui participent à l'animation du mouvement sont avant tout des syndicalistes :

Juste avant les évènements, donc, je suis invité à la télé pour parler de mon livre<sup>486</sup>. Et comme ils savent que je suis au LKP, en fait on parle très peu de mon livre et beaucoup du LKP, de l'essence. Alors là j'ai dit : le problème de l'essence est dépassé on ira plus loin que l'essence. C'est ça que je dis. Et là, le 17 décembre je prends l'avion, pour voir mes enfants et passer Noël, je pars en France et donc, je devais retourner en Guadeloupe le 12 janvier. Et là, je bouillonne parce que je vois les mèls, je sens que ça monte. Et moi je suis tout ça de loin : meeting le 3 janvier, au Moule, à Port-Louis, à Basse-Terre. Et là, je ne suis pas là ! Le 12 j'arrive, le 13 on fait une réunion. Et là, jusqu'au 20 j'enchaîne les meetings. Le 20 janvier, on déclenche la grève.<sup>487</sup>

Cette focalisation des médias sur les figures syndicales du LKP n'est pas anodine : elle nous invite à effectuer un détour par les antécédents syndicaux du LKP, c'est-à-dire les précédents en termes d'actions syndicales ou intersyndicales qui avaient révélé les syndicalistes avant que ceux-ci ne prennent part à la grève des 44 jours. Ce qui est relativement nouveau ici, c'est que le déplacement du conflit de la sphère du travail vers celle de la consommation se traduit par une attitude apparemment plus bienveillante des médias, qui laissent aux syndicalistes - en tout cas, à certains responsables qui peuvent faire valoir leur capacité d'expertise - des espaces d'expression pour développer leurs analyses et rendre celles-ci publiques auprès du plus grand nombre<sup>488</sup>.

### **b) Les antécédents syndicaux du *Liyannaj***

Le « travail unitaire » entre les syndicats au sein du LKP constitue en soi une innovation, mais celle-ci a été rendue possible par des évènements antérieurs autour desquels cette unité d'action s'est progressivement imposée. Il s'agit en particulier de revenir sur la période du début des années 2000. En 2002, l'« affaire Madassamy » avait déjà participé à rassembler les organisations syndicales. Un syndicaliste de l'UGTG, Michel Madassamy, avait été accusé

---

<sup>486</sup> PLAISIR, Alain. *La conquête du marché intérieur*. Pointe-à-Pitre : Editions Nestor, 2008.

<sup>487</sup> Entretien avec Alain Plaisir.

<sup>488</sup> On connaît la puissance mobilisatrice associée à la médiatisation de figures expertes, qui permet notamment de mettre en exergue les ressources symboliques de professions scientifiques ou juridiques. Voir : PITTI, Laure. « Experts « bruts » et médecins critiques. Ou comment la mise en débats des savoirs médicaux a modifié la définition du saturnisme en France durant les années 1970. *Politix*, 2010/3 (n° 91), p. 103-132 ; GARCIA, Sandrine. Expertise scientifique et capital militant. Le rôle des médecins dans la lutte pour la légalisation de l'avortement. *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, n°158, 2005, p. 96-118.

de violence à l'encontre des forces de l'ordre et incarcéré, suite à une manifestation de l'UGTG pour dénoncer les prix de l'essence, ce qui avait permis à une première coordination unitaire se mettre en place pour lui apporter un soutien. Dans un contexte où les organisations syndicales se trouvaient alors « *plus en difficulté qu'aujourd'hui* », notamment l'UGTG qui « *agissait de façon plus isolée* » ces premiers efforts de coalition ont marqué les esprits de bon nombre de responsables syndicaux. Delphine Prudhomme, responsable syndicale FSU d'origine métropolitaine qui milite en Guadeloupe depuis 2003, revient sur cette unité d'action qui avait constitué un véritable « événement » dans le paysage syndical local :

*Qu'est-ce qui fait d'après vous que les syndicats aient réussi à se mettre d'accord ? Notamment l'UGTG, qu'est-ce qui a fait qu'ils aient accepté de discuter avec les autres gens ?*

D'après moi, ils ont compris, d'ailleurs Domota le dit et c'est juste, ils ont compris qu'ils ne pourraient pas faire un mouvement seuls. Effectivement c'est le plus gros syndicat, mais les gens étaient très enchantés du côté unitaire du mouvement. Et donc, ils ont fait ce pari-là, je pense qu'ils ont discuté avant, sur le problème du carburant. En fait... Arrivé à l'automne 2004, l'affaire Madassamy avait sacrément rapproché les organisations. Parce que tout le monde a joué le jeu, y compris en traînant des pieds. Y'a eu des grosses manifestations, cinq-six mille personnes. Il faut savoir qu'il est accusé – le procès dure depuis dix ans -, d'avoir molesté à lui tout seul seize gendarmes au cours d'un sit-in organisé par l'UGTG à la SARA. [...] Moi je l'ai constaté : en 2006, le 4 octobre il y a eu une journée d'action de rentrée, et d'habitude ici ça crée du conflit une journée comme ça. Les syndicats « français » relaient le mot d'ordre et les nationalisés disent “c'est *biten a yo*” (« *ce ne sont pas nos affaires !* ») donc ça clive, et ça refuse de participer ! Et là, tout le monde a participé, on était au début d'un processus. L'idée de faire des choses ensemble faisait son chemin. Une espèce de dynamique comme ça : “si on veut faire un vrai truc, il faut le faire ensemble”.

On peut également prendre en compte le récit de Max Evariste, dirigeant de Force Ouvrière en Guadeloupe. Au terme d'une politique volontariste de « ré-ancrage à gauche » et d'implantation dans le secteur privé et le tertiaire, FO est parvenu à passer d'un syndicat ostracisé et mis à l'index comme « syndicat patronal » à un syndicat membre à part entière du LKP. Max Evariste, qui dirige le syndicat depuis 2003, a œuvré dans ce sens avec ses collaborateurs, promouvant une ligne indépendante du syndicat français, et imposant la présence de FO au sein des cadres unitaires qui étaient proposés par les autres organisations syndicales. Ce travail à « double-entrée » a été mené, d'une part, au sein de sa propre organisation, et d'autre part, vis-à-vis des autres organisations. :

Avant, FO avait l'image d'un syndicat patronal, en plus d'être un *syndicat français*<sup>489</sup>. Et puis, il faut s'imaginer le contexte. Personne ne pouvait voir FO en peinture. Et puis c'était vraiment compliqué, tout ce qui relevait de l'intersyndicale. Vraiment, rien que pour avoir un premier mai unitaire, c'était une dizaine, peut-être une douzaine de réunions préparatoires. Et puis, au fur et à mesure, ça s'est assoupli ces dernières années. Aujourd'hui on fait une ou deux réunions et puis c'est parti ! Et du coup, quand LKP est parti, quand Elie Domota m'a contacté, puis Jean-Marie Nomertin, j'ai pensé qu'il fallait y aller tout de suite.<sup>490</sup>

Comme nous le verrons plus avant, ce n'est qu'après les élections prudhommales de novembre 2008, qui traduisent un contexte favorable pour l'UGTG, que l'organisation va décider – en connaissance de ces propres forces – de s'adresser aux autres organisations parce qu'elle a les moyens de mobiliser autour d'elle.

### **c) Les élections prudhommales et l'initiative de l'UGTG**

Restituer le contexte dans lequel l'UGTG a lancé l'appel à se réunir au sein du LKP nécessite d'insister sur un point. Du point de vue temporel, d'abord : le début de la lutte contre la *pwofitasyon* coïncide avec un moment particulier qui fait suite aux élections prud'homales, fournissant à chaque organisation une idée précise des rapports de force entre les organisations. La « photographie instantanée » que donne à voir le résultat de ces élections constitue un indicateur de la capacité des syndicats à mobiliser autour d'eux. Ainsi, L'UGTG progresse de 5 points par rapport à 2002, demeurant ainsi le premier syndicat sollicité par les salariés. En deuxième position, on retrouve la CGTG avec 19,83%, puis la CTU avec 8,57%, FO avec 7,24% et la CFDT avec 5,35%<sup>491</sup>. Le début de la mobilisation intervient donc dans un moment où les organisations syndicales sortent d'une période assez intense de compétition, où les équipes qui composent les états-majors des principaux syndicats ont été largement mises à contribution pour faire campagne, et où la plupart des sections syndicales se sont disputées les voix des salariés guadeloupéens. Dans un contexte qui leur paraît favorable, les syndicats se sont montrés plus enclins à se mobiliser et à coopérer. Cet élément nous paraît d'autant plus important à mentionner que plusieurs enquêtés s'y réfèrent comme découlant d'un même mouvement, comme une continuité logique de cette séquence de compétition électorale.

---

<sup>489</sup> Nous soulignons.

<sup>490</sup> Entretien avec Max Evariste, dirigeant de FO Guadeloupe, le 1<sup>er</sup> mars 2012.

<sup>491</sup> Voir l'article concernant les élections prudhommales : « L'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe obtient 51,67% des suffrages. - Krystian Julin, article publié dans le journal *Dom actu*, 5/12/2008.

Il apparaît qu'agréger des composantes extra-syndicales est cohérent avec le projet idéologique de l'UGTG, qui accepte traditionnellement de prêter main forte à tout mouvement qui prend parti pour la cause indépendantiste, ou accepte – même ponctuellement - de s'y associer. Cependant, il s'agit également d'une manœuvre tactique : se sachant largement majoritaire chez les salariés guadeloupéens, l'UGTG décide « d'ouvrir le jeu » à d'autres composantes du mouvement social, notamment à des organisations qu'elle pense probablement pouvoir rapprocher de ses positions. Ainsi, l'UGTG cherche à éviter toute « coalition dans la coalition » qui lui serait défavorable. Le début de la mobilisation est également marqué par les incertitudes quant à l'ampleur des manifestations sur lesquelles comptent les militants du LKP pour pouvoir accéder à l'arène des négociations qui leur est d'abord refusée. En outre, on peut aussi interpréter cette phase de mise sur pied de la cause comme une première séquence d'évaluation mutuelle qui va caractériser le LKP. Pour l'UGTG, la mobilisation constitue la méthode de prédilection d'intervention dans l'espace public, étant donné son niveau élevé de défiance envers bon nombre d'institutions désignées comme « coloniales ». En effet, si les premières manifestations du 16 et du 17 décembre s'étaient révélées importantes, elles ne présageaient pas en elles-mêmes de celles qui allaient suivre à partir de la fin du mois de janvier :

*A ce moment on commence à sentir que la mobilisation prend du côté du LKP ?*

Disons que nous ne le « sentons pas » véritablement. On sentait qu'il y aurait des gens. Mais le 20 janvier nous étions tout sauf sûrs de l'ampleur. Et en fait on se rend compte le 21, et surtout le 23-24 qu'on était très loin dans nos estimations, et qu'on était toujours aussi nombreux, aussi présents. On n'aurait jamais pensé qu'autant de personnes se mobiliseraient. Peut-être jusqu'à 8000-10000 au maximum ! Mais 20, 30, 40 000 personnes, personne n'avait pensé à ça ! Et en fin de compte, notre constat de la situation était en deçà de ce que les gens ressentaient. Les gens, d'une certaine façon, étaient plus « remontés » que ce que nous estimions jusqu'alors.<sup>492</sup>

Après les élections prudhommales qui traduisent un contexte favorable pour l'UGTG, l'organisation va décider – en connaissance de ces propres forces – de s'adresser aux autres organisations parce qu'elle a les moyens de mobiliser autour d'elle.

## **2) Les préparatifs laborieux du *Kollectif 5 Février***

Comprendre l'extension du conflit social impulsé en Guadeloupe au territoire martiniquais demande de se départir de l'idée selon laquelle le *Kollectif du 5 Février* aurait été un simple décalque (à la fois organisationnel et politique) de la mobilisation guadeloupéenne. Si

---

<sup>492</sup> Entretien avec Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG.

les demandes sociales éminemment convergentes entre les deux îles ont pu donner l'impression, vu de l'hexagone, que les mêmes causes produisaient mécaniquement les mêmes effets, il faut comprendre que la catégorie même de « *pwofitasyon* » qui s'est imposée comme le dénominateur commun du LKP n'a pas recueilli la même attention en Martinique – du moins, pas dans un premier temps. Là où la *pwofitasyon* s'est muée, en l'espace d'à peine un mois, en une cause de mobilisation et en adversaire de lutte de lutte par le jeu des interactions entre des groupes habilités en Guadeloupe, la dynamique du mouvement martiniquais a été le fruit d'un effort de traduction qui s'est superposé aux premières tentatives de coalition mises sur pied par les organisations syndicales martiniquaises. Comprendre comment cette critique de la *pwofitasyon* a pu être diffusée une fois projetée hors du foyer guadeloupéen où elle avait été forgée demande donc de revenir sur les antécédents syndicaux du K5F, mais également de prendre en compte les effets propres de la première journée de mobilisation qui s'est opérée « en réaction » à l'ampleur des premières manifestations guadeloupéennes.

#### **a) La réaction martiniquaise à la mobilisation guadeloupéenne**

Premièrement, il faut bien comprendre que ce qui s'est appelé par la suite *Kolectif du 5 février* n'existe pas au moment où commencent les initiatives lancées par le LKP en Guadeloupe, et ne se mettra véritablement en place qu'après le début de la grève générale, près de deux semaines après les premiers temps forts du conflit guadeloupéen. Cette situation et les logiques qui en procèdent vont, dans un premier temps, déboussolez les équipes syndicales locales, qui n'avaient absolument pas prévu l'ampleur des premiers cortèges qui viendront fouler les rues foyalaises au matin du 5 février 2009. D'ailleurs, lorsqu'ils évoquent les réunions préparatoires à la mobilisation, qui se résument le plus souvent à des rencontres intersyndicales sans véritable perspective de mobilisation, les syndicalistes martiniquais insistent souvent sur un sentiment paradoxal : le mécontentement parmi la population au sujet de la vie chère (sensible d'après les dires de nombreux responsables syndicaux) ne semblait pas se traduire par une participation accrue aux activités proposées par les organisations syndicales. Le discours de Ghislaine Joachim-Arnaud (secrétaire générale de la CGTM) concernant les débuts du mouvement est caractéristique du flou qui entoure les perspectives de mobilisation jusqu'à la première journée effective de grève générale. Interrogée au sujet des débuts du K5F, elle rectifie d'emblée notre question en soulignant le faible impact qu'avait eu, à ses yeux, la coalition mise sur pied avant le début de la grève :

« - *Je voudrais avoir votre point de vue sur la mobilisation du collectif de 2009 ?* »

- Ouais... (*fait la moue*) Enfin *ce n'est pas le collectif qui a été mobilisateur, c'est la situation*<sup>493</sup>. Disons, qu'avant que la grève n'éclate, les principales organisations avaient prévu de se rencontrer dans le cadre d'une intersyndicale. On avait convenu de faire un travail de sensibilisation de la population avec des réunions publiques dans différentes communes. Ces réunions se sont tenues, pas dans toutes les communes, déjà... et puis, il n'y avait pas de participation très importante dans ces réunions. Mais, on était face à une aggravation des conditions de vie à cause de la vie chère. Il y avait des réactions en Guyane, en Guadeloupe, avec des mobilisations sur le prix du carburant. Et ici aussi, il y a eu une tentative d'action avec une signature d'accord pour alléger la hausse des prix. Cette diminution de la hausse du prix du carburant c'était clairement un moyen d'anticiper sur une mobilisation pour "la casser", si vous voulez. Un mouvement qui allait se faire autour de ça. Mais les autres problèmes demeuraient, alors on a convenu... on a senti du mécontentement mais pas une volonté ferme de lutte. Du coup, les autres centrales voulaient fin janvier et nous, à la CGTM, on a dit plutôt début février. Et donc, en décembre nous avons décidé de nous préparer pour début février.<sup>494</sup> ».

Comme l'explique la dirigeante de la CGTM, les différentes organisations syndicales sont assez peu confiantes en leur capacité à mobiliser, et peinent à se mettre d'accord sur un calendrier adéquat malgré la détermination affichée par plusieurs acteurs syndicaux de premier plan. Les derniers mois de 2008 semblent des mois de recentrage sur l'activité interne des organisations et sur les luttes sectorielles, ponctué de lointains échos de la situation en Guyane et en Guadeloupe. Pourtant, dans le secteur hospitalier où la CGTM est extrêmement implantée et où travaille la leader cégétiste, les mobilisations internes connaissent un degré d'amplitude et de radicalité rarement atteint – un fait qu'elle interprète rétrospectivement comme un signe « avant-coureur » de mobilisations dépassant le cadre sectoriel des relations professionnelles :

Dans certaines corporations, il y avait des mobilisations dès la fin de l'année. Enfin, des signes, si vous voulez. Nous l'avons vu à l'hôpital, je me souviens d'une grève dans un service, puis d'une autre qui démarre dans un autre service, et des salariés qui se rejoignent rapidement. Qui vont au-devant des autres personnels, et des discussions, enfin on sentait... Alors qu'habituellement ça prend beaucoup plus de temps. Et dans les AG, il y avait de très grosses AG dans de nombreux secteurs professionnels. Donc on sentait ce quelque-chose... Mais tout le monde se demandait "quoi ?!"

Face à ce « quoi » aussi indistinct qu'incertain, à la veille d'élections professionnelles où chaque organisation s'apprête à mobiliser ses troupes, les perspectives de mobilisation

---

<sup>493</sup> Nous soulignons.

<sup>494</sup> Entretien avec Ghislaine Joachim-Arnaud, juillet 2013.

unitaire ne semblent pas forcément la priorité des différentes directions syndicales, malgré l'investissement de plusieurs cadres rôlés au suivi d'une intersyndicale. Le projet, qui consistait plus ou moins en la réactivation d'une intersyndicale avec la CDMT et la CSTM<sup>495</sup> en sommeil depuis le milieu des années 2000, rassemble quelques équipes de dirigeants syndicaux dépêchées par les différentes centrales pour « réaliser un travail de propagande sur des bases unitaires, mais aussi pour prendre le pouls de la situation ». Parmi eux, Louis Maugée (lui aussi membre de la CGTM et de Combat Ouvrier), était manifestement préposé au suivi des réunions publiques avaient été organisées au sujet de la vie chère :

Pendant une bonne partie de l'année 2008, on a fait des réunions dans de nombreuses communes où nous sommes implantés pour parler de la hausse des prix. Au Carbet, à Rivière-Salée, au Lamentin, à Sainte-Marie, aux Trois-Ilets, Trinité et bon... C'était compliqué. Si vous voulez, la CGTM a une implantation dans plein d'endroits et, régulièrement nous essayions de nous appuyer sur cette implantation pour mettre les travailleurs en mouvement. Sur l'assurance vieillesse, les retraites, tout un contexte au sujet duquel nous nous sommes bagarrés et toutes ces bagarres... ça n'avait rien donné, pas de ressort.

Assez rapidement, en réaction à l'agitation qui parcourt les DOM de l'espace caribéen au sujet de l'essence, les pouvoirs publics martiniquais mettent sur pied une officine d'enquête sur la hausse des prix à laquelle sont associées des syndicalistes locaux – ce qui permet, dans un premier temps, de mettre sur pied quelques équipes de volontaires syndicalistes ou sympathisants qui se voient affectées à la surveillance des prix dans plusieurs grandes surfaces. L'embryon d'intersyndicale tente alors de diffuser auprès de la population les résultats, ce sur quoi revient Louis Maugée :

Et comme par hasard se met en place un observatoire des prix mis en place par l'organisme de la concurrence, un observatoire où nous siégeons. Et là, en fait on se rend compte qu'il n'y a pas de données, le monsieur qui gérait ça nous dit qu'il n'a rien ! Alors nous nous disons “ si vous voulez on peut le faire, le contrôle des prix ? ! ” On a des travailleurs dans les magasins, des techniciens, on détermine les paniers et on vous donnera les prix. On a des syndicats à Casino, à Leader Price... On n'avait pas de problème à donner les prix. Et il s'est avéré très rapidement que les prix étaient de 40% supérieurs sur tout un tas de produits. Et l'administration nous rejoint sur le constat, on a fait circuler l'information. Et c'est devenu officiel : “ce n'est pas nous les syndicalistes – les gauchistes si vous voulez ! – qui disons (disent ?) ça, c'est l'administration ! ” Bien entendu, quand les résultats sortent, nous nous appuyons dessus pour mener cette campagne sur la cherté de la vie. Donc ici on avait un comité

---

<sup>495</sup> Pour « Confédération Syndicale des Travailleurs Martiniquais », troisième organisation syndicale de l'île.

de défense des usagers, des initiatives comme ça, avec des camarades d'EDF et tout, des camarades des produits pétroliers, bref des initiatives pour la baisse des prix des produits pétroliers.

Malgré les premiers efforts de diffusion de la problématique de la vie chère – dont on peut remarquer ici qu'elle est construite de façon conjointe par les syndicalistes et les pouvoirs publics lorsque les premiers résultats sont connus, le commencement d'expertise accumulé par les syndicalistes ne trouve que peu d'écho dans le débat public, où la démarche d'intersyndicale ne connaît ni visibilité ni publicisation. Et, contrairement à la Guadeloupe où le LKP va très rapidement rentrer en confrontation directe avec les représentants de l'Etat et du patronat, les syndicalistes tentent dans un premier temps d'interpeller les responsables politiques locaux en leur proposant de s'adresser directement à l'Etat français pour réclamer conjointement des solutions à la hausse des prix, avant de se « résigner » à appeler à la grève générale pour la date du 5 février.

#### **b) Les débuts chaotiques de la mobilisation en Martinique**

A la différence de la mobilisation guadeloupéenne qui avait observé une affluence record dans les initiatives unitaires pendant les mois précédant le mouvement, les syndicalistes martiniquais affirment avoir peiné à rassembler des auditoires conséquents – ce qu'ils avaient à l'époque interprété comme un signe manifeste de « *démobilisation* » et d'« *apathie généralisée* »<sup>496</sup>. En outre, à l'inverse de ce qui s'est déroulé en Guadeloupe, où les élections prud'homales ont précipité une coordination unitaire proposée par l'UGTG aux autres organisations syndicales de l'île, aucun syndicat ne semble clairement se démarquer dans cette phase de pré-mobilisation. Au contraire, la perspective des élections prud'homales ralentit substantiellement le travail unitaire entrepris jusqu'alors autour de la vie chère, éloignant d'autant celle d'une réunion intersyndicale qui puisse formuler l'hypothèse d'une grève sur la question de la vie chère :

Et puis il y avait les élections prudhomales, en disant qu'on laissait passer le congrès en octobre, et on dit qu'on relance quelque chose après, une initiative. Et puis, après les prud'homales, il y a ce mouvement qui part en Guyane sur le prix de l'essence. Là-dessus, la Guadeloupe s'est jointe, on s'est dit « peut-être que ça peut prendre ici ? » Mais on se retrouvait dans des réunions sur la vie chère, si vous voulez il y avait 20 personnes, 30 personnes, 40 personnes au maximum ! Mais le moins qu'on puisse dire c'est qu'il n'y avait pas foule. Il y avait parfois davantage de syndicalistes qui venaient en délégation que de personnes « lambda » dans le public. En même temps la chose

---

<sup>496</sup> Pour reprendre les termes de Philippe Pierre-Charles.

positive c'est que l'intersyndicale avait pris son bâton de pèlerin pour aller à la rencontre des gens, savoir ce que les gens pensent, ce que les gens disent, pour porter l'information... Je ne te dis pas que les gens s'en foutaient mais les gens se déplaçaient peu, ils étaient largement désintéressés. [...] C'est pour ça que je dis que 2009 c'était inattendu. Ce travail dont je parle, de réunions publiques et tout on l'avait mené jusqu'aux grandes vacances, au retour des grandes vacances [à la rentrée 2008] on reprend ce travail.

Alors que le découragement semble poindre parmi les équipes militantes, l'annonce de la grève générale en Guadeloupe vient relancer la perspective d'une mobilisation. Bien qu'étant peu sûrs de leurs forces, les syndicats décident de se rencontrer le 15 janvier 2009 pour préparer un mouvement de grève qu'ils espèrent analogue à celui qui se dessine sur le territoire guadeloupéen. Cependant, au vu du degré d'impréparation de l'intersyndicale, de la faiblesse numérique des réunions et des anticipations contradictoires sur la possibilité réelle de déclencher la grève générale, les syndicats réunis tergiversent sur le commencement de la mobilisation, et finissent par s'accorder sur la date du 5 février 2009 :

[...] Et puis, il y a l'annonce en Guadeloupe de la grève générale pour le 21 janvier. Et là, on se réunit vers le 15 janvier, pas en avance donc, avec les représentants de chaque syndicat, mais sans élan si je peux dire ! On s'était réuni à la Maison des Jeunes du Lamentin, la salle n'était pas pleine... Pour te donner une idée, à la CGTM on a 300 élus ici... Alors avec les autres organisations on aurait dû être des centaines voire des milliers. Eh bien on s'est retrouvé on était quatre-vingt personnes ! Donc on a dit : «on ne peut pas rester sans rien faire, on est quand même à une semaine d'une grève générale en Guadeloupe, ça bouge en Guyane aussi, on ne va pas rester assis les bras croisés !» On a cherché une date, une date est proposée. Mais à la CGT cela ne nous convenait pas parce qu'on avait programmé une assemblée générale de la santé, on a dit qu'on n'était pas disponibles à cette date-là. Voilà comment on a abouti à la date du 5 février. On est partis comme ça. Mais sans conviction ! Vraiment, un an avec des réunions à 20 personnes par commune et on ne sentait pas plus d'engouement que ça ! Rien ne nous indiquait que ça allait démarrer !<sup>497</sup>

Du côté des responsables de la CDMT et du Groupe Révolution Socialiste, on recueille à peu près le même son de cloche concernant le niveau d'impréparation du collectif. Philippe Pierre-Charles, membre historique du secrétariat général de la seconde centrale, souligne lui aussi une mobilisation « *qui était loin, mais très loin de faire le plein* ». Tout en pointant les effets positifs du travail intersyndical réalisé en amont – non seulement sur la question des prix, mais aussi au sujet d'autres mobilisations unitaires, il déplore également les difficultés à mobiliser dans ses rangs, évoquant de grandes difficultés à « *faire venir du monde* » et

---

<sup>497</sup> Entretien avec Louis Maugée.

notamment des « *cadres intermédiaires* » des organisations syndicales pour pallier le manque d'audience des initiatives syndicales qui se tiennent dans le courant de l'année 2008 :

L'élément positif qui a joué en 2009, c'est quand même cette unité d'action qu'on était parvenu à mettre en place depuis quelques années. On avait une intersyndicale qui fonctionnait, qui discutait. Qui allait à la rencontre des habitants dans les communes. C'était des initiatives assez minoritaires, mais cela avait le mérite d'exister, si tu veux. Bon moi j'avais dit, il ne faut pas que ça soit uniquement des dirigeants syndicaux, des chefs. Il faut mettre nos "cadres intermédiaires" là-dedans. Et j'avais proposé d'organiser des rencontres avec tous les délégués du personnel qui seraient volontaires pour chaque organisation, ce qui constituait un truc assez inédit. On a fait ça deux fois et on n'a pas atteint la centaine de personnes. Or, une réunion de délégués du personnel de la CDMT si c'est bien préparé on peut avoir une centaine de personnes, peut-être cent-vingt personnes, là on n'avait même pas cent personnes tous syndicats confondus. Bon, Joachim-Arnaud elle n'était pas là, à titre personnel, à cause de ce qui se passait dans le secteur de la santé je crois. Remarque, le gars de la santé de chez nous (*la CDMT*) avait aussi une réunion, il n'avait pas non-plus décalé sa réunion pour ça. Personne ne croyait qu'un mouvement profond était dans l'air<sup>498</sup>.

L'unité syndicale qui préfigure des coalitions naissantes en Guadeloupe et en Martinique prend des chemins différents, malgré une unité de point de vue et la perspective commune de la grève générale comme moyen d'action principal. Là où les élections prud'homales précipitent l'agrégation des organisations syndicales guadeloupéennes qui ne veulent pas « louper le coche » de l'initiative des indépendantistes, elles retardent d'autant la préparation du collectif martiniquais, où les routines syndicales prennent le pas sur le travail de coalition – et ce, malgré des rapports ordinairement plus consensuels entre les syndicats de l'île. Le diagnostic partagé sur la vie chère qui constitue la base programmatique de la mobilisation est envisagé dès le départ comme un levier pour une grève d'ampleur en Guadeloupe, où les premières tournées syndicales laissent présager du potentiel de la mobilisation. A l'inverse, c'est le scepticisme qui domine dans les rangs martiniquais. Autre différence de taille : alors que les premières initiatives du LKP se heurtent au mutisme des pouvoirs publics en Guadeloupe (favorisant la généralisation d'un sentiment de défiance), le collectif K5F entame, sans succès, des discussions avec les partis politiques locaux (favorisant, à l'inverse, un sentiment d'isolement).

---

<sup>498</sup> Entretien avec Philippe Pierre-Charles, secrétaire générale de la CDMT juin 2013.

### ***C- Une division spécifique du travail contestataire dictée par les principales organisations syndicales***

L'unité de point de vue, au moins apparente, à propos de la *pwofitasyon* mérite d'être questionnée, et c'est à décrire cette mise en action que nous allons à présent nous consacrer, en cherchant à analyser les formes organisationnelles qui ont permis à la lutte contre la *pwofitasyon* de prendre corps. En premier lieu, elle témoigne surtout du fait que ce sont les syndicalistes qui ont négocié entre eux la définition des principaux aspects de la *pwofitasyon* auxquels il était urgent de s'attaquer, chaque organisation faisant valoir ses prérogatives par la voix de ses représentants. Le respect de ces conditions posées par les syndicalistes représentait la condition *sine qua none* de l'intégration de revendications extérieures au syndicalisme. En d'autres termes, s'il importe de ne pas considérer le thème de la *pwofitasyon* comme un support de la constitution du LKP et du K5F mais comme le produit d'une lutte de définition, et s'il est juste de dire que ces collectifs se sont mobilisés en construisant la *pwofitasyon* en tant que problème social et objet de mobilisation, il faut noter que ce sont les acteurs syndicaux qui ont le plus pesé dans sa définition.

Ces règles d'interactions protestataires ne débouchent pas, de façon mécanique et harmonieuse, sur un ordre organisationnel cohérent. Il importe donc de se pencher, à la suite de Lilian Mathieu, sur la division spécifique au travail de coalition. Nous l'avons vu, la décision de coopérer à l'origine des alliances qui caractérisent le LKP et le K5F ne parviennent pas effacer les logiques distinctives, et éminemment concurrentielles, entre les protestataires coalisés. Si l'on retrouve, dans le cas de la grève générale de 2009, les activités de « [...] tissage et d'entretien de relations réciproques, d'identification et de définition d'enjeux communs, ainsi que d'action conjointe<sup>499</sup> » qui définissent le *coalition work*, il importe de comprendre que les coalitions guadeloupéenne et martiniquaise maintiennent les identités organisationnelles plutôt qu'elles ne les fusionnent.

#### **1) Une régulation des asymétries entre les organisations guadeloupéenne**

Dès la formation du collectif, il était entendu que le LKP fonctionnerait sur la base de « 1 représentant - 1 voix », permettant aux différents acteurs d'évoluer dans une configuration à la fois délibérative et décisionnelle. De notre avis, ce dispositif se rapproche des structures

---

<sup>499</sup> MATHIEU, Lilian. Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. *Revue française de science politique*. 20 mars 2009, vol. 59, n° 1, p. 78.

d'*authoritative deliberation*, parmi les « instances de délibération » typifiées par Marshall Ganz, spécialiste du *community organizing*<sup>500</sup>, à propos du syndicalisme californien. Selon Ganz, une délibération régulière facilite la prise d'initiative dans la mesure où les décisions qui sont adoptées ne sont pas « déconnectées » du vécu des acteurs et permettent à ceux-ci de se projeter dans des actions concrètes. L'auteur insiste sur ce « *cercle vertueux* » de l'organisation qui incite les acteurs à participer à la prise de décision autant qu'à sa mise en pratique<sup>501</sup>. Comme l'explique Johny Déroche, syndicaliste CFDT (une organisation relativement marginale par rapport aux « poids lourds » syndicaux de l'île) qui était présent tous les jours en tant que délégué LKP pour le compte de son syndicat au quartier général de la mobilisation rue Paul Lacavé à Pointe-à-Pitre :

*Vous, vous étiez présent au Bik*<sup>502</sup> ?

Oui, oui, au Bik oui ! Il y avait deux ou trois représentants de chaque syndicat qui se réunissaient tous les matins. Il y avait un compte-rendu de ce qui s'était déroulé la veille et un point sur les actions à mener. Si une rencontre était prévue avec une institution quelconque on demandait à ce que tout le monde soit autour de la table, que ce soit le MEDEF, la région, le département, la préfecture... Et, comme il y avait quarante... quarante-deux organisations, chaque organisation était représentée par quelqu'un lors des négociations.<sup>503</sup>

Ce dispositif mixte de délibération et de prise de décision fonctionnera durant toute la durée de la grève des 44 jours - et la plupart des organisations syndicales mettaient, jusqu'à une

---

<sup>500</sup> Les termes *community organizing* désignent autant une forme particulière d'organisation de mouvement social qu'un ensemble de techniques de mobilisations inspirées par les théories de l'activiste états-unien Saul Alinsky dans les années 1930 à Chicago. Focalisé sur les ancrages communautaires dans les classes populaires, le *community organizing* vise à faire pression « par en bas » sur les décideurs publics en mobilisant une expertise issue de l'expérience des « premiers concernés » par les inégalités et les discriminations. Parmi les travaux francophones portant sur le *community organizing*, on retiendra principalement ceux de Julien Talpin : TALPIN, Julien. *Community organizing : De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux Etats-Unis*. Liber, 2016, 320 p., TALPIN, Julien. La représentation comme performance. *Revue française de science politique*. 22 février 2016, vol. 66, n° 1, p. 91-115 ; Mathieu Hocquelet : HOCQUELET, Mathieu. Mobiliser les employés de Walmart malgré les discours et pratiques du géant de la distribution : UFCW et Our Walmart face à 50 ans d'anti-syndicalisme. *La Revue de l'Ires*. 16 août 2016, n° 88, p. 129-156 ; ainsi que le dossier paru dans la revue *Mouvements* qui lui est consacré : « Ma cité s'organise ». *Mouvements*, Paris : La Découverte, 2016, 168 p.

<sup>501</sup> GANZ, Marshall. Resources and Resourcefulness: Strategic Capacity in the Unionization of California Agriculture, 1959-1966. *American Journal of Sociology*. 1er janvier 2000, vol. 105, n° 4, p.1003-1062. Voir également l'ouvrage: GANZ, Marshall. *Why David Sometimes Wins : Leadership, Strategy and the Organization in the California Farm Worker Movement*. Oxford University Press Inc, 2009.

<sup>502</sup> Le « Bik » signifie « la maison » en créole.

<sup>503</sup> Entretien avec Johny Déroche, responsable syndical CFDT, le 31 janvier 2012.

période récente, un point d'honneur à participer aux réunions et aux assemblées LKP. Un premier trait remarquable est donc l'assiduité dont font preuve toutes les organisations, alors que des conflits idéologiques ou stratégiques auraient pu écarter nombre d'entre-elles.

#### a) Entre interdépendance et surveillance mutuelle

Cet aspect organisationnel n'est pas négligeable, puisque c'est au sein de ce dispositif que les organisations vont progressivement se montrer plus « perméables » les unes aux autres, et que les assemblées du LKP vont se muer en un espace d'évaluation mutuelle. En outre, cet espace s'est avéré suffisamment « resserré » - notamment parce qu'il se caractérisait par un niveau élevé d'interconnaissance, des logiques affinitaires mais aussi des conflits interpersonnels - pour que la décision au consensus puisse être élaborée sans que les acteurs laissent cours aux divergences idéologiques majeures qui les séparent. Pour autant qu'ils aient été convaincus du bien-fondé de la démarche d'ouverture de l'UGTG, les autres syndicats se sont sentis, dans une certaine mesure, obligés de réagir pour ne pas rater le coche après des élections qui avaient vu la victoire du syndicat indépendantiste. La prise d'initiative de l'UGTG contraint la CGTG et la CTU à prendre part au mouvement, ce qui suscite des réactions différentes en leur sein. La CGTG, par la voix de Jean-Marie Nomertin, prend position très rapidement en faveur du mouvement. Malgré le fait que la CGTG soit une organisation très structurée et possédant des ressources militantes comparables à celles de l'UGTG, la volonté de s'afficher suite aux élections et la nécessité de ne pas laisser trop de marge de manœuvre à l'UGTG expliquent la précipitation de la CGTG à rentrer dans le LKP<sup>504</sup>.

Il faut également prendre en compte que, d'une certaine façon, les participants des principales organisations savaient « à quoi s'en tenir » en termes d'exigences minimales sur le contenu des revendications. Par exemple, Jean-Marie Nomertin, leader de la CGTG, a largement insisté pour que la revendication des 200 euros d'augmentation pour les salaires et les minimas sociaux figure dans la plateforme de revendications. Même si, pour la CGTG, les 200 euros représentaient à la fois une concession faite aux autres organisations (dans la mesure où le montant évoqué est inférieur aux exigences habituelles de la CGT en termes de hausse des salaires), et « *un moyen d'avancer une revendication propre, auprès des travailleurs* » :

[...] C'était juste après les élections syndicales, Domota nous a proposé de discuter à propos de la mobilisation sur le prix de l'essence. Il a proposé la semaine qui faisait suite aux prudhommes pour discuter du conflit. Moi je l'ai appelé et j'ai dit : « Il faut

---

<sup>504</sup> Alors même que la CGT était d'ordinaire assez réticente à travailler avec sa rivale indépendantiste.

qu'on se voie, tout de suite !". Et le 5 décembre, tout le monde s'est rendu rue Paul Lacavé, au siège de l'UGTG. Au début, nous avons proposé 350 euros. Pour nous, c'était tout à fait dans la ligne des exigences de la CGTG pour la revalorisation de la masse salariale. C'est une revendication juste et applicable. Qui correspond à ce que demande la CGT, même en métropole, mais en prenant en compte le coût de la vie en Guadeloupe. Bon, nous ne sommes pas parvenus à nous mettre tellement d'accord à ce propos. Or, pour nous, c'était capital, c'était ça la base ! Alors, il a fallu mettre en jeu notre participation, nous avons dit : "C'est 200 euros minimum, sinon ce sera sans nous". Et nous ne souhaitons rien demander à l'Etat, pour nous, à la CGTG, c'était au patronat de payer pour les travailleurs, pas à l'Etat. Nous ne voulions pas non plus d'un accord branche par branche, bref il y avait tout un tas de choses qui rentraient en ligne de compte. Au final, nous avons été assez consensuels.<sup>505</sup>

Fidèle à sa « ligne de classe », la CGTG avait placé haut la barre des revendications, en exigeant que le paiement des 200 euros soit financé par le patronat tout en acceptant de se ranger derrière le mot d'ordre de lutte contre la vie chère – ce à quoi l'UGTG était davantage réticente, le syndicat indépendantiste souhaitant davantage forcer la main de l'Etat, ce qui était plus conforme à sa logique indépendantiste. A partir du moment où la revendication de la hausse salariale est clarifiée, permettant un point d'appui solide pour les négociations et ménageant un point de sortie éventuel en cas de désaccord manifeste avec l'UGTG (un membre de Combat Ouvrier nous a confirmé de façon informelle que « *si cette revendication-là sautait, on [la CGTG] partait* »), l'équipe dirigeant de la CGTG décide de jeter toutes ses forces dans la bataille.

Du côté de la Centrale des Travailleurs Unis, la direction rejoint dans la dispersion le LKP. Alors qu'Alain Plaisir ou Jean-Michel Palin ont pris part aux premières réunions, Alex Lollia, l'autre figure du syndicat, continue de traîner les pieds, rétif à l'idée que « *les nationalistes – de l'UGTG*<sup>506</sup> - *puissent jouer avec un coup d'avance* ». Progressivement, l'idée fait pourtant son chemin, comme l'a expliqué Patrick Ganot en 2009 :

Du coup j'ai appelé mes camarades, notamment de la CTU qui étaient en retrait — parce que comme partout ailleurs il y a aussi des conflits syndicaux, parfois très lourds — et nous avons réuni les militants de base, qui parfois ne comprenaient pas comment la CTU était rentrée dans cette unité, car il y avait des passifs... Mais il y a eu trois

---

<sup>505</sup> Entretien avec Jean-Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG, février 2012.

<sup>506</sup> Nous soulignons. De façon péjorative, les syndicalistes de la CGTG ou de la CTU font référence aux « nationalistes » lorsqu'il s'agit d'évoquer les syndicalistes de l'UGTG ou les militants indépendantistes en général. Par opposition, les militants d'extrême gauche se définissent historiquement comme « internationalistes », ce qui trahit la persistance de catégories anciennes qui étaient déjà structurantes dans les rivalités entre les différentes organisations anticolonialistes. Voir Chapitre 1 et 2.

réunions avec nos camarades militants de base, pour les convaincre qu'il fallait oublier tous les passifs, qu'il y avait un important mouvement de fond qui commençait et qu'il fallait qu'on y aille... tout en gardant notre identité CTU vis-à-vis de l'UGTG et en y apportant nos compléments, y compris dans la stratégie. J'ai l'impression que la même chose a eu lieu au sein de la CGTG, qui elle aussi est rentrée en mouvement, mais là aussi la communication n'avait pas si bien circulé auparavant... Le problème de l'unité syndicale ne se posait pas de la même manière au sein de l'UGTG, car ce sont eux qui ont pris l'initiative donc ils étaient mieux préparés en interne.<sup>507</sup>

Comme nous le verrons plus avant, tout l'enjeu pour les organisations guadeloupéennes mobilisées dans LKP a résidé dans l'aménagement d'un espace de contestation où les différentes organisations possédaient des registres d'intervention propres, qui leur permettaient à la fois de donner une continuité à leur activité organisationnelle habituelle, et aux entrepreneurs de mobilisation de faire montre de compétences spécifiques. Après cette effervescence qui fait suite à la proposition lancée par l'UGTG, une division spécifique du travail contestataire s'est progressivement installée.

Au fur et à mesure de la mobilisation, les champs d'intervention spécifiques ont concerné de moins en moins d'acteurs. Les champs qui demandaient une plus grande maîtrise technique (par exemple négocier les prix, définir les modalités d'organisation de versement des 200 euros) ont été progressivement laissés aux cadres des principaux syndicats, formant des pôles de spécialisation et comportant des degrés divers d'institutionnalisation.

Et c'est quand même la CTU, par ma personne, qui a dit qu'il fallait, au-delà du problème de l'essence, qu'il fallait que l'on pose le problème de la vie chère en général et l'idée a été lancée finalement. Enfin, on a dit que tous les syndicats, toutes les associations devaient présenter des revendications, et le cahier de 175 revendications. Mais l'idée ça vient de moi. Ça on peut l'écrire, ça vient de moi ! Pas l'idée du *lyannaj*, mais l'idée de dire qu'on ne pouvait pas faire une grève générale uniquement pour l'essence. Parce qu'il y a des gens qui n'ont même pas de voitures alors on ne va pas bloquer le pays pour ça. Même si c'est légitime. Moi j'ai commencé à soumettre des revendications, en tant que syndicat guadeloupéen, à propos des problèmes de la vie chère, des 200 produits de nécessité, j'ai proposé aussi des trucs pour la culture, que l'on supprime l'octroi de mer sur les entrants, etc. J'ai participé à peut-être un tiers des revendications, au nom de la CTU. Ça c'est l'histoire qui le dira.

*Et à ce moment-là, vers qui vous vous tournez pour élaborer ces revendications, ce sont des membres de la CTU qui sont spécialistes dans certains domaines ?*

Oui, oui, oui, mais bon, honnêtement c'est surtout moi quoi ! D'abord, parce que j'avais déjà travaillé sur le dossier économique parce que je suis douanier quoi, j'avais

---

<sup>507</sup> « Aux origines du LKP » -Entretien avec Patrice Ganot, *Imprecor, revue de la Quatrième Internationale*, propos recueillis par Jan Malewski le 27 février 2009.

déjà publié trois ouvrages et j'avais déjà travaillé là-dessus, bon... D'autres m'ont aidé aussi un peu hein, mais honnêtement c'est plutôt moi. Malheureusement en Guadeloupe c'est souvent comme ça quoi, ça tourne autour de deux ou trois personnes.<sup>508</sup>

On peut ici noter qu'Alain Plaisir, qui met en avant sa position d'expert sur la question des prix, souligne aussi l'inégale répartition des compétences au sein du LKP. Alors que cette inégalité est présentée sous les traits valorisant d'une qualification qui justifie sa propre position, il avance l'idée que cette asymétrie des compétences opère comme un filtre qui sélectionne les plus aptes à investir les différents domaines qui réclament l'intervention d'un expert. Cette insistance à mettre en avant son initiative individuelle révèle au passage certaines tensions qui se logent derrière les apparences unitaires du collectif.

## 2) La structuration incertaine du collectif martiniquais

A la différence de la Guadeloupe, c'est dans une relative dispersion que se tiennent les premières réunions de la coalition qui s'est dénommée « *Kolectif du 5 Février* ». Du point de vue organisationnel comme du point de vue programmatique, la trajectoire du K5F diffère dès le départ de celle du K5F. Là où la mise en commun puis la mise en forme des revendications de la plateforme guadeloupéenne avaient été l'objet d'un savant jeu de pondération entre les différentes cultures politiques, syndicales et associatives du mouvement social guadeloupéen, le K5F se pose d'abord en « *intersyndicale élargie* » qui peine à concrétiser son propre dépassement, malgré l'agrégation progressive de quelques acteurs associatifs. Notamment, le long passif des relations entre organisations d'extrême-gauche locale (au premier rang desquelles Combat Ouvrier et le Groupe Révolution Socialiste) explique en grande partie cette forme organisationnelle particulière. Les premières tentatives de coordination des équipes militantes sont clairement inscrites dans les réseaux d'interconnaissance entre militants politisés de l'île. Comme le souligne Louis Maugée, ces derniers ne s'imaginent pas parvenir à rassembler au-delà des militants anticolonialistes qui sont, d'emblée, favorables à la grève et disposés à rentrer en action :

Oui, l'extrême gauche, on se connaît ! Je veux dire, bon si tu parles de personnes militantes qui sont habituées à la rue, quand tu as fait le tour entre le GRS, Combat Ouvrier, le CNCP<sup>509</sup> ça ne représente pas cent personnes. Alors effectivement, si tu

---

<sup>508</sup> Entretien avec Alain Plaisir, le 15 février 2012.

<sup>509</sup> Pour Coordination Nationale des Comités Populaires, organisation nationaliste martiniquaise animée par d'anciens militants marxistes-léninistes, au premier rang desquels Robert Saé et Jean Abaul.

veux, les gens se regardent un peu en chien de faïence. On voit bien que pour le moment on est entre nous, si je puis dire, que ça ne décolle pas !

### a) Une plateforme confuse

Comme n'auront de cesse de le souligner les différents responsables syndicaux que nous avons interrogé, la plateforme du K5F s'astreint à des objectifs syndicaux très généraux qui font largement consensus au sein du champ syndical martiniquais, parce qu'ils reprennent quasiment mot pour mot les grandes lignes des revendications syndicales. On assiste à la mise en place d'une plateforme généraliste qui ménage tout autant les sensibilités individuelles que collectives, dans la mesure où aucune organisation ne peut sérieusement faire état de désaccords majeurs :

*« - Au soir de la première journée de mobilisation, y avait-il une plateforme de revendications aussi étoffée que celle du LKP en Guadeloupe ?*

- Alors, oui, on avait des revendications, parce que tout le monde possède "sa plateforme" ! A chaque congrès, chaque organisation syndicale actualise sa propre plateforme, avec des revendications ouvrières centrales : l'emploi, les salaires, le chômage, les conditions de travail. Mais non, on n'avait pas une plateforme "large" comme en Guadeloupe, avec des revendications agraires, environnementales, culturelles qui impactent la société. Ici, on avait des revendications mais on n'a pas la même vie associative autour des questions culturelles. La différence aussi c'est que le nationalisme guadeloupéen possède une vraie influence, pas sur le plan politique, mais ils ont des idées et des thématiques qui ont un écho réel et qui laissent des traces. On parle d'*Akiyo* et des groupes culturels on dit "c'est des rastas", mais ils véhiculent une sensibilité politique et culturelle populaire. Et ça, c'était la force du LKP ! Ici on n'a pas d'organisations nationalistes aussi populaires, en lien avec les syndicats !

Dans un premier temps, les revendications présentées par le K5F prennent donc la forme de mots d'ordre relativement généralistes mais clairement circonscrits à des objectifs syndicaux, là où les responsables du LKP avait clairement articulé la formulation des problématiques, les solutions envisagées par le collectif et les cibles institutionnelles ou économiques de telles demandes – y compris sur la question centrale de l'augmentation des salaires, qui ciblait clairement les entreprises du secteur privé et devait être accompagnée d'un gel des prix sous contrôle de la population. Bien que la prépondérance des forces indépendantistes fasse l'objet de critiques de la part de notre enquêté, celui-ci connaît leur travail de structuration opéré par les groupes culturels au niveau du collectif guadeloupéen. Le fait qu'un membre de Combat Ouvrier, pourtant rétif envers l'indépendantisme et ses différents avatars culturels – ici réduits à un syncrétisme « rasta » - tienne ce type de propos est symptomatique de la perception positive de la coalition guadeloupéenne. Vu de la Martinique, le LKP apparaît bien comme un

modèle organisationnel, à la fois plus ambitieux et plus cohérent que le K5F. Ce questionnement exprime la tentation d'un mimétisme : doit-on reproduire la stratégie du LKP et se baser sur ses revendications ? Là encore, nos enquêtés s'accordent sur le fait que les revendications n'avaient pas fait l'objet de formulation suffisamment explicites, dans la mesure où la faiblesse des effectifs syndicaux et les incertitudes caractéristiques de la période précédant le conflit avaient constitué les deux préoccupations majeures des réunions préparatoires :

La plateforme de départ était clairement insuffisante, ce sont des têtes de chapitres, c'est vague ! Du style "augmentation du pouvoir d'achat", "augmentation des salaires", mais sans avoir ne serait-ce qu'un chiffre pour donner un montant. A la veille d'une grève générale où la question des salaires et du pouvoir d'achat va être posée de manière centrale et de manière unitaire... Il y avait un vague truc sur les prix, mais pas de stratégie pour faire baisser les prix, et donc les réunions d'abord c'était... confus ! On ne discutait pas de ça, tout ça c'est venu après le 5 février et dans les discussions avec les associations, et surtout au moment des négociations.<sup>510</sup>

Le mouvement martiniquais débute donc avec des revendications très générales : la cherté de la vie, le chômage et l'emploi, le droit du travail, le dialogue social, les problèmes de handicap, etc. Comme dans les réunions qui ont précédé la création du LKP, chaque organisation se rend avec sa propre plateforme aux premières réunions. Ghislaine Joachim-Arnaud se souvient qu'il a fallu « *mettre de l'ordre dans tout ça...* » et rappelle que ce travail de synthèse et d'harmonisation des revendications n'a pas vu je jour avant « *les premières réunions de négociation à la préfecture* ». D'abord, parce que les premiers échanges autour de l'expertise syndicale n'ont pas permis de déboucher sur un matériel préparatoire aussi approfondi que celui du LKP guadeloupéen. Ensuite, parce que les principales organisations syndicales en mesure de prendre en charge le travail de coalition butent encore sur la tactique à adopter pour voir le mouvement se développer (notamment sur l'adoption de la grève générale reconductible).

#### **b) Des divergences tactiques entre les principaux syndicats**

Comme le souligne fréquemment la sociologie des mouvements sociaux et des crises politiques, les violons des différents protagonistes sont parfois singulièrement difficiles à accorder (d'autant plus quand les différents acteurs semblent peu enclins à jouer la même partition). Quand bien même les effets de mimétisme entre le LKP et le K5F soulignent une certaine interdépendance entre les deux coalitions, les rivalités syndicales martiniquaises

---

<sup>510</sup> Entretien avec Louis Maugée, dirigeant CGTM et Combat Ouvrier, juin 2013.

demeurent prégnantes et le décloisonnement organisationnel limité. Alors que chacun scrute l'attitude des autres organisations et essaie d'apprécier le potentiel de la future mobilisation, les appréciations tactiques vont bon train et les principaux syndicats tentent d'imprimer leur échancier et leur méthode. Comme l'explique Ghislaine Joachim, la CGTM était prête pour se lancer en solitaire dans une grève reconductible, anticipant de possibles défections parmi les autres syndicats. Ce qui dénote à la fois la volonté de la CGTM d'affirmer son leadership syndical et de mettre en pratique son propre répertoire, notamment en ce qui concerne la façon de reconduire la grève au soir de la première journée :

Et nous, cégétistes, quand il a été question de faire une grève de vingt-quatre heures en intersyndicale, nous on a dit “ non, il faut un mouvement reconductible”. Et puis, on s'est orienté vers la grève reconductible. Mais ça ne constituait pas une évidence pour plusieurs organisations. Il y a même eu un tract unitaire qui ne mentionnait pas le caractère reconductible de la grève. Cela dénotait qu'à la direction de certains syndicats qu'ils n'étaient pas forcément conscients de ce qui pouvait se passer. A la CGTM, nous on avait dit que si les autres centrales faisaient marche arrière, on continuerait. Bon, ils n'ont pas fait marche arrière, le 5 février est arrivé. Le mot d'ordre de grève reconductible s'est imposé. Mais je peux vous dire que quand on est à l'intérieur du mouvement, ce n'est pas parce que c'est marqué sur la feuille que c'est le cas effectivement. Donc avant que le mouvement ne démarre, et face à ses réticences, il fallait prendre des dispositions pour que les travailleurs reconduisent eux-mêmes la grève. Donc dans les secteurs que nous contrôlions, la CGTM, on avait pris nos dispositions pour que la grève soit reconduite. Et dans tous les défilés, dans tous les groupes on faisait voter la grève, comme ça, dans la rue. Au cas où les autres centrales refuseraient, on avait même donné à nos syndiqués notre rendez-vous sur une zone industrielle pour voter la grève. Finalement après la première journée, l'intersyndicale a voté la grève reconductible<sup>511</sup>.

Les atermoiements collectifs autour de la grève reconductible soulignent une fois encore comment les asymétries d'information caractéristiques de la situation d'incertitude en Martinique (il est ici question de tracts circulant sans préciser la décision de l'intersyndicale de reconduire le mouvement) favorisent des prises de position concurrentes, au moins en interne. Envisager la possibilité d'une redescende de la prise de décision vers les syndiqués cégétistes de la base constitue un moyen de faire pression sur l'intersyndicale, voire d'emporter la décision collective. Face à cela, du côté de la CDMT, les responsables affiliés au Groupe Révolution Socialiste défendent à l'intérieur du syndicat la possibilité de reconduire la grève, qui finit par s'imposer et qui favorise le consensus CGTM- CDMT dans le cadre de l'intersyndicale :

---

<sup>511</sup> Entretien avec Ghislaine Joachim-Arnaud, secrétaire générale de la CGTM, juillet 2013.

Rétrospectivement, quand tu vois la massivité du mouvement, sa force au jour du K5F, *on avait eu la prudence de dire ‘‘grève reconductible’’*<sup>512</sup> ce qui était plus la position du GRS, mais en vérité quand on discutait au syndicat, on pensait grève générale pour deux jours, trois jours en fonction du rapport de force. Après ici, on sait bien que ce n’est pas comme en France... Je veux dire, quand tu as l’expérience, tu sais que le syndicalisme est aux mains de courants luttes de classe. Et ça, on le sait, et c’est pour ça qu’au soir de la première journée l’idée n’est venue à personne de dire ‘‘bon bah on arrête et on recommence la semaine prochaine’’. Donc le truc s’est installé comme ça, je dirais que ça s’est imposé<sup>513</sup>.

Une telle déclaration nous renseigne sur un aspect fondamental de la configuration au sein de laquelle évolue l’intersyndicale à ses débuts. D’abord, la position de la grève générale reconductible, si elle soulève d’emblée l’enthousiasme des responsables syndicaux les plus politisés des organisations majoritaires, est loin de faire complètement consensus. Pour les responsables de la CDMT, l’évocation de la grève générale s’apparente davantage une forme de pari, tant vis-à-vis de la cohésion du syndicat en interne que vis-à-vis des autres centrales – en particulier la CGTM, avec qui toute perspective de coopération nécessite de ne pas apparaître sous des dehors timorés. L’emploi du terme « prudence » alors que la grève générale apparaît comme plutôt risquée est révélateur de cette situation apparemment contradictoire, dont la résolution va s’appuyer en grande partie sur les réseaux d’interconnaissance entre militants de la gauche radicale plus que sur un effort de d’ouverture.

### **3) Les leaderships à l’épreuve du travail de coalition**

À contre-pied de la perception héroïque que pourrait susciter la notion de leadership politique, nous avons cherché à comprendre cette fonction de leadership comme un rôle social ancré dans la configuration spécifique qui est propre à chaque coalition<sup>514</sup>. Les différentes situations de leadership, même si elles se donnent à voir sous des dehors très personnalisés – particulièrement en ce qui concerne Elie Domota, questionnent la typologie associée à « la définition sociale des qualités et des compétences qui, dans un groupe de pairs, assurent la position dominante de l’un d’entre eux et légitiment, aux yeux des autres, sa prétention à

---

<sup>512</sup> Nous soulignons.

<sup>513</sup> Entretien avec Philippe Pierre-Charles, secrétaire générale de la CDMT juin 2013.

<sup>514</sup> SAWICKI, Frédéric. « Le leadership politique. Un concept à remettre sur le métier ? », in. SMITH, Andy et SORBETS, Claude (eds.), *Le leadership politique et le territoire. Les cadres d’analyse en débat*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2003, p. 71-88.

l'occuper durablement<sup>515</sup>». Dans le cas du LKP comme au sujet du K5F, des formes de leadership consensuel vont se développer, qui sont le produit des luttes de définition organisationnelles mais également de logiques de situation. Dans le cas du LKP, ces logiques de situation se manifestent à la fois par la réaffirmation d'un ordre organisationnel hiérarchisé, bien que celui-ci diffère en bien des aspects de la logique régissant d'ordinaire le champ politique guadeloupéen. A l'inverse, dans le cas du K5F, la production du consensus attaché au porte-parolat de Michel Monrose se situe à distance des enjeux syndicaux et partisans, malgré l'influence politique notable de l'extrême-gauche locale.

### a) Le rôle-clé d'Elie Domota au sein du LKP

L'UGTG, en tant que syndicat majoritaire, a dû s'adapter à la présence des autres organisations. D'emblée, il faut souligner que le leadership d'Elie Domota, notamment la façon dont il a cherché à ménager les sensibilités et les points de vue, a joué un rôle dans la production d'interdépendances au sein du LKP. Alors qu'il était « *pratiquement inconnu* » avant le conflit, il est intéressant de constater que nos enquêtés syndicaux ont souligné de façon quasiment unanime le fait qu'« *Elie Domota avait beaucoup donné de sa personne pour la réussite du LKP* ». Parmi les explications avancées, le fait qu'Elie Domota donne à voir une personnalité « *plus ouverte* » que ses prédécesseurs, qu'il se soit montré « *plus à l'écoute* », revient dans le discours des enquêtés extérieurs à l'UGTG. Ces interdépendances ont clairement favorisé le leadership d'Elie Domota aux dépens d'autres responsables syndicaux (du fait de sa « *personnalité* » « *ouverte* » et « *à l'écoute* », qui coïncide avec la configuration consensuelle et en tension du LKP). Dans le même temps, une telle évolution de l'UGTG s'oppose manifestement aux stéréotypes qui circulent à son encontre - tels que la « *violence* » ou « *l'autoritarisme* » de l'organisation, comme le souligne Delphine Prudhomme, syndicaliste FSU :

*Et après ces mobilisations unitaires, est-ce qu'il n'y a pas la volonté de dire "on connaît nos différends, on ne va pas se convaincre", mais on décide d'agir ensemble ?*

Oui, je crois que c'est ça : une volonté unitaire assez honnête, tu vois. Une volonté d'ouvrir et au moins au début c'était démocratique. Mais bon, c'était quand même clairement l'UGTG qui dirigeait, avec la CGTG, et après tous les autres étant plus petits, « *suivaient* ». Mais tu pouvais toujours donner ton avis, proposer ceci ou cela. T'exprimer dans les meetings. Et les gens aimaient beaucoup ces trucs-là. Y compris,

---

<sup>515</sup> LAGROYE, Jacques. « Le leadership en questions. Configurations et formes de domination », in. SMITH, Andy, SORBETS, Claude (dir.). *Le leadership politique et le territoire : Les cadres d'analyse en débat*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 55.

c'est un peu vache pour le précédent dirigeant de l'UGTG qui était Gauthiérot, beaucoup de gens disaient « Domota c'est autre chose, ce n'est pas une brute quoi ! » L'UGTG ils avaient une réputation de voyous ! Ce qui est assez injuste parce que c'est Gauthiérot qui a préparé le terrain. Et puis c'est vrai que Domota il passait bien, il était plus posé, il faisait de l'humour. Et puis il est plus clair de peau ! Ça paraît incroyable, mais comme il est plus clair de peau que Gauthiérot, il est *chabin*<sup>516</sup>. Il passe mieux ! Et c'est pareil dans le tandem avec Nomertin, comme Nomertin c'est un travailleur de la banane, que c'est un nègre, qu'il n'a pas fait d'études – alors que Domota, si -, c'était un peu « le gentil et le méchant *nèg mal-élevé* », tu vois ?<sup>517</sup>

Ces considérations portées sur Elie Domota renvoient, selon nous, à l'interprétation racisée des rapports sociaux tels qu'elle s'exprime couramment en Guadeloupe. On pourrait avancer l'idée selon laquelle que la capital symbolique<sup>518</sup> d'Elie Domota – entendu ici comme un surcroît de capital culturel à l'avantage d'Elie Domota, parce qu'il a fait des études et qu'il occupe un emploi administratif alors que le secrétaire de la CGTG est travailleur de la banane - dépasse celui de Jean-Marie Nomertin. Delphine Prudhomme explique, en explicitant les principes de division et de classification ethno-raciaux en vigueur dans la société, comment ce différentiel de capital symbolique a ressurgi sous la forme d'une inégalité quant à la clarté de peau, comme une appréciation « spontanée » qui souligne – au-delà des rapports de force organisationnels – la différence entre les deux leaders syndicaux : le plus clair étant nécessairement le meilleur<sup>519</sup>.

Le fait qu'Elie Domota assume le leadership du LKP n'a en soi rien d'étonnant, en tant que secrétaire général de l'UGTG. Il est plus surprenant qu'il soit parvenu à se faire accepter. Si le leader est celui qui est habilité à penser en termes stratégiques, les membres du groupe reconnaissent d'autant plus la légitimité du leader que celui-ci génère autour de son activité une dynamique inclusive, prêtant autant d'attention envers les *insiders* qu'envers les *outsiders*

---

<sup>516</sup> « Clair de peau » en créole. Nous soulignons.

<sup>517</sup> Entretien avec Delphine Prudhomme, syndicaliste FSU, le 24 février 2012.

<sup>518</sup> Pierre Bourdieu évoque le capital symbolique pour désigner « [...] n'importe quelle espèce de capital (économique, culturel, scolaire ou social) lorsqu'elle est perçue selon des catégories de perception, des principes de vision et de division, des systèmes de classement, des schèmes classificatoires, des schèmes cognitifs, qui sont, au moins pour une part, le produit de l'incorporation des structures objectives du champ considéré, c'est-à-dire de la structure de la distribution du capital dans le champ considéré. ». Voir BOURDIEU, Pierre. *Raisons pratiques*. Paris : Seuil, 1994, 251 p. 161.

<sup>519</sup> Se pose ici la question de savoir si la couleur de la peau agirait ici comme le « révélateur » de différences plus profondes, et non une différence au même niveau que le capital culturel auquel la perception racisée serait articulée.

du mouvement<sup>520</sup>. La mise en capacité stratégique découle donc des connaissances intériorisées - et en partie « routinisées » - par les acteurs, des processus heuristiques qui caractérisent l'interaction et la motivation des agents qui décident de se mobiliser. La fonction de leadership, fortement imprégnée par les aspects biographiques (expérience, légitimité) est un élément déterminant de cette mise en capacité stratégique. La capacité stratégique dépend d'une articulation des savoirs et des savoir-faires empiriques, et doit orienter les participants vers les répertoires d'action dont ils sont le plus familiers, ou les domaines où ils sont les plus compétents. Un bon leader, selon Ganz, met toutes les chances de son côté lorsqu'il saute d'un répertoire de l'action collective à un autre en fonction des interactions qui s'opèrent au sein de l'organisation et des *feedbacks* que lui renvoient ses partenaires<sup>521</sup>. Ainsi, lorsqu'Alain Plaisir évoque « *la personnalité* » d'Elie Domota, se dessinent en filigrane les changements internes à l'UGTG, notamment lorsqu'Alain Plaisir dissocie Elie Domota de ses prédécesseurs, ou lorsqu'il associe le fait qu'il n'ait « *pas pris la grosse tête* » suite à la victoire de l'UGTG aux élections prudhommales. :

*Comment ça se passe quand on est à la CTU, représentant du troisième syndicat, et qu'on se retrouve face à un syndicat comme l'UGTG qui est très important ?*

Hé bien, il faut reconnaître aussi la qualité de Domota. Il n'avait pas l'esprit hégémonique, il avait, et... contrairement aux autres, je pense que si ça avait été Clavier, ou même Gauthiérot, ils seraient sûrement venus en «roulant un peu des mécaniques», alors que Domota a été assez humble. Il a fait en sorte de mettre tout le monde sur un pied d'égalité. Il a laissé les gens parler, s'exprimer, il n'a pas joué avec ça, et puis, il n'a pas la grosse tête. Puisque, étant donné que son syndicat avait gagné les prudhommales avec 51% des voix, ensuite, il est devenu très populaire en Guadeloupe avec les négociations. [...]. Et c'est vrai que pendant tout le mouvement, pendant les 44 jours, c'était lui que l'on voyait, qui était mis en avant, comme porte-parole. Mais, dans les réunions, les décisions se prenaient au consensus. Il faut reconnaître que c'est sa *personnalité*<sup>522</sup> qui a permis tout ça. Parce qu'il a permis que

---

<sup>520</sup> Une nouvelle fois, Jacques Lagroye souligne le fait que « [...] Le terme de *leadership* qualifie, dans cette perspective, une forme de configuration sociale où les relations entre acteurs tendent à conférer à l'un d'entre eux une position dominante, parce qu'il est perçu et présenté comme indispensable à la poursuite de relations bénéfiques, institué comme garant d'un système qui assure à tous les joueurs (du moins le croient-ils) leur maintien dans des jeux imbriqués, la préservation ou l'amélioration de leur position, la satisfaction de leurs intérêts vitaux et la légitimation de leurs pratiques et des valeurs auxquelles ils sont attachés. » - LAGROYE, Jacques. « Le leadership en questions. Configurations et formes de domination » dans Andy Smith et Claude Sorbets (eds.), *Le leadership politique et le territoire. Les cadres d'analyse en débat*, ouvrage cité : p. 52-53.

<sup>521</sup> GANZ, Marshall. Resources and Resourcefulness: Strategic Capacity in the Unionization of California Agriculture, 1959-1966. *American Journal of Sociology*. 1er janvier 2000, vol. 105, n° 4, p.1003-1062.

<sup>522</sup> Nous soulignons.

toutes les opinions soient exprimées, mais aussi ménager les sensibilités personnelles qui rentraient en jeu à ce moment-là. »<sup>523</sup>.

Dans le cas du LKP, le leadership assumé par Elie Domota est un élément déterminant de cette mise en capacité stratégique : on peut parler, à ce titre, d'un charisme « situationnel » dans le sens où l'évoque Michel Dobry<sup>524</sup>. C'est-à-dire, comme un charisme découlant de facteurs externes (la grève générale, la mobilisation de masse ou les incertitudes quant à l'issue du conflit) plutôt que de propriétés extraordinaires<sup>525</sup> (des qualités d'orateurs, des dispositions psychologiques particulières). Ce charisme situationnel est intelligible à l'aune des mécanismes sociaux qui attestent la « *qualification charismatique* »<sup>526</sup> du leader du LKP. On peut signaler, une nouvelle fois, que le contexte de compétition soutenue entre les organisations syndicales favorise l'émergence d'Elie Domota comme leader – comme l'explique Alain Plaisir :

Et là, je te donne un scoop, parce que la plupart des gens ne savent pas cela. On avait un jeune secrétaire, Domota, qui d'ailleurs n'était pas connu, d'ailleurs les premières interviews, ils téléphonaient à Gauthiérot et ils disaient “monsieur le secrétaire général”, alors qu'il n'était plus secrétaire général de l'UGTG. Donc, il n'était pas connu du tout à l'époque. Et, jusqu'au 20, il n'est pas connu non plus. Il n'est connu que par les initiés. Et quand on commence vraiment à s'organiser, on a décidé qu'il fallait des porte-parole. Et là, les gens disent : “Bon ben, Domota pour l'UGTG, Nomertin pour la CGTG, et Plaisir pour la CTU, peut-être Evariste, pour FO.”. Et ça, ça correspondait à l'ordre aux élections prudhommales : UGTG, CGTG, CTU. Et il y a le petit gars de la CFDT, Berthelot, qui voulait nous marquer à la culotte. Et surtout vis-à-vis de la CTU, parce que ça avait été la lutte pour savoir qui allait faire disparaître l'autre pendant longtemps. Bon, lui ça l'emmerdait de voir que j'étais porte-parole. Parce que porte-parole ça donnait un prestige que lui n'avait pas. Alors il a commencé à rouspéter : “ Pourquoi on désigne des gens ? Pourquoi eux, pourquoi pas moi ? ” Et alors, pour ne pas faire d'histoires, on a décidé qu'il n'y aurait qu'un seul porte-parole, et que ce serait Domota, voilà ! Et je dois dire qu'il a bien joué son rôle.<sup>527</sup>

---

<sup>523</sup> Entretien avec Alain plaisir, responsable CTU et délégué LKP, le 15 février 2012

<sup>524</sup> DOBRY, Michel. *Op.cit.*, p. 254-255.

<sup>525</sup> « Nous appellerons charisme la qualité extraordinaire (...) d'un personnage qui est, pour ainsi dire, doué de forces ou de caractères surnaturels ou surhumains ou tout au moins en dehors de la vie quotidienne, inaccessible au commun des mortels ; ou encore qui est considéré comme dieu ou comme un exemple, et en conséquence considéré comme un “chef” ». WEBER, Max. *Economie et société, tome 1 : Les Catégories de la sociologie*. Paris : Pocket, 1995 [1921], p.320

<sup>526</sup> DOBRY, Michel. *Op.cit.*, p. 244.

<sup>527</sup> Entretien avec Alain Plaisir, responsable CTU et délégué LKP, le 15 février 2012

Il conviendrait, parmi ces mécanismes sociaux, de rappeler le caractère englobant de la lutte contre la *pwofitasyon* - Elie Domota et l'UGTG ayant pesé pour que le mot d'ordre soit le plus général possible – favorisent la mise en avant des dispositions héritées de son engagement associatif et de son parcours dans l'UGTG, et participent à renforcer ce charisme de situation, en offrant à l'UGTG l'opportunité d'un leadership « sur mesure ». Ainsi, c'est uniquement parce qu'Elie Domota fait preuve d'une certaine qualification au vu de sa position au sein de l'UGTG et du champ syndical<sup>528</sup> que ses qualités d'orateur ou d'organisateur entrent réellement en ligne de compte :

*Et vous dites que votre génération, que c'était cette génération il a joué aussi dans le LKP ? Est-ce que ce sont des gens que vous connaissez depuis longtemps ?*

C'est comme je t'ai dit tout à l'heure. Je te dis que l'UGTG à une estime incontestée. Donc, quand on le voit... Par exemple, notre camarade Domota, eh bien il n'était pas connu à ce moment-là. Mais, à partir du moment où tu es de l'UGTG tu es respecté<sup>529</sup>. On sait que tu es quelqu'un de sérieux, que tu es quelqu'un de correct dans ce que tu fais. Et comme l'UGTG a déjà réalisé pas mal de choses, qu'elle a déjà démontré sa capacité à régler les problèmes, c'est tout à fait normal, ça n'a jamais interpellé personne qu'on soit indépendantiste ou pas. Ce qu'ils voyaient c'était qu'on avait une organisation avec des hommes capables de mener à bien cette lutte là-ça. »<sup>530</sup>

Outre ce dispositif particulier, il faut également se pencher sur le modèle inclusif de régulation des conflits, mis en place notamment par l'UGTG pour s'assurer de doter le mouvement de bases conformes à ses propres attentes.

### **b) Le dilemme de l'UGTG : ne pas abuser d'une position dominante**

Il apparaît dans le même temps que l'UGTG s'est montrée particulièrement soucieuse de ne pas abuser de sa position dominante dans le champ syndical. D'abord, parce que le consensus généré par la lutte contre la *pwofitasyon* a été « intégré » par le syndicat indépendantiste, et que cette intégration a été facilitée par son dirigeant actuel. Ensuite, Elie Domota ayant été désigné porte-parole du LKP, c'est Raymond Gauthiérot qui a assuré « par intérim » la continuité de l'activité de l'organisation. Lorsqu'on interroge ce dernier au sujet des revendications, il insiste sur son sentiment – personnel, mais révélateur au vu de la

---

<sup>528</sup> Nous avons déjà évoqué la trajectoire particulière d'Elie Domota dans le deuxième chapitre et dans le troisième chapitre.

<sup>529</sup> Nous verrons dans le chapitre suivant comment cette qualification charismatique associée à la médiatisation d'Elie Domota est sortie renforcée des négociations

<sup>530</sup> Entretien avec Raymond Gauthiérot, ancien secrétaire général de l'UGTG, le 2 février 2012.

structure du champ syndical et des rapports de force qui le régissent – que l'UGTG a constitué le centre de gravité de la mobilisation, en centralisant les activités et en hiérarchisant les domaines d'intervention qui lui semblaient prioritaires. S'il reconnaît une division du travail spécifique, c'est parce que celle-ci ne « déborde » pas du cadre que l'UGTG aurait instauré afin de rendre le LKP fonctionnel :

*C'était vraiment une gestion totalement nouvelle ? Quel bilan vous tirez de l'action de l'UGTG dans le LKP ? Ça s'est passé positivement ?*

L'UGTG a été excellente, excellent dans la gestion du conflit. Les camarades qui ont été chargés de représenter l'UGTG au sein du LKP ont toujours été très honnêtes vis-à-vis de ce qu'il fallait dire au sein du LKP. Donc l'UGTG a été exemplaire. Bon, comme je te dis je n'ai pas tous les détails parce que je n'ai pas participé à ces rencontres. Mais j'ai les grandes lignes. Je pense que l'UGTG a joué son rôle de leader, de meneur, au sein du LKP jusqu'au bout, jusqu'à la fin. [...]

*Et comment ça s'est passé pour la plate-forme de revendications ?*

Je n'ai pas participé à la plate-forme de revendications parce que j'étais occupé avec l'UGTG, mais d'autres camarades de l'UGTG ont été chargés de représenter notre syndicat au sein du LKP. Comme c'est nous qui avons rassemblé tout le monde, on a admis l'idée d'un cahier de revendications en place. Ces revendications regroupées, c'était pour beaucoup des revendications qu'on avait déjà, ou que d'autres camarades avaient déjà mais qui n'aboutissaient pas. Par exemple les associations de locataires ne luttaient pas pour les augmentations de salaire. Les gens de l'eau ont proposé le prix de l'eau, et ainsi de suite. Donc ce qui a constitué le cahier de revendications, ça provenait parfois d'organisations qui venaient avec deux ou trois revendications. Je ne sais pas exactement comment les propositions ont été retenues mais je pense que ça été débattu. Mais ce que je sais, en ce qui concerne beaucoup d'associations... par exemple des associations pour l'environnement, ils n'avaient pas forcément de revendications, pas forcément beaucoup de revendications. Les principales revendications elles émanaient essentiellement de l'UGTG et de la CGTG.<sup>531</sup>

Outre ces éléments de cadrage évoqués par Raymond Gauthiérot, il est intéressant de voir comment le charisme d'Elie Domota a d'autant plus agi sur cette dynamique d'inclusion que l'ensemble de l'UGTG avait l'impression que la mobilisation était « sous-contrôle » - tant du point de vue de la priorisation des revendications que de l'arbitrage dont elles pouvaient l'objet. C'est particulièrement flagrant lorsque l'on interroge les responsables de l'UGTG sur la façon de régler les litiges au sein du LKP. En effet, le sentiment mis en exergue est celui de

---

<sup>531</sup> Entretien avec Raymond Gauthiérot.

la prédominance de l'UGTG dans la prise de décision, voire d'une forme de « centralité » qui découle de la participation de l'UGTG :

*Par rapport à cette situation de départ ? Par rapport à ce processus d'unification, et ce qui est des moments de désaccord ?*

Ah oui ! Ah oui ! Je te dis : moi je n'étais pas au cœur des négociations, au cœur des réunions de préparation. Je ne peux pas te donner de détails mais véritablement ça c'est sûr qu'il y a eu des clivages sur des questions. On n'était pas tous d'accord. Et là il a fallu très certainement que l'UGTG accepte de se dire « finalement on va faire comme ça ». Mais ça joue dans les deux sens, parce qu'à partir du moment où l'UGTG dit « on va faire comme ça », alors là tout le monde d'accord.

*C'est un peu l'UGTG qui arbitrait ?*

*Ça n'était pas "un peu" l'UGTG. C'était l'UGTG* <sup>532</sup> ! Je ne dis pas forcément « arbitrer », parce que nous n'avions pas cette prétention-là. Mais, à un moment donné, c'est comme dans un gouvernement... ou dans une association il faut que le président dise : « Ecoutez, les gars ! » ; enfin il faut quelqu'un qui ait le dernier mot, quoi ! <sup>533</sup>.

Pour autant, ce propos peut être nuancé. Raymond Gauthiérot affirme que le fait de se retrouver dans un mouvement d'ampleur, et la conscience aigüe de l'opportunité que constituait une telle mobilisation à l'échelle de la Guadeloupe, a contraint l'UGTG à se montrer relativement précautionneuse dans son attitude vis-à-vis des autres composantes du LKP. Ainsi, même en ayant été confronté à d'autres types de mobilisation, notamment des intersyndicales, il a été surpris par l'ampleur de la mobilisation et reconnaît que l'UGTG a dû s'adapter à cette nouvelle donne. On le voit bien à l'aune de cet extrait d'entretien : il était important que la forme naissante du collectif épouse une certaine hiérarchie organisationnelle, qui est d'abord le fruit de logiques concurrentes – et, notamment, des ambitions hégémoniques de l'UGTG sur le plan syndical. Pour autant, malgré cette centralité du syndicat indépendantiste, l'extension croissante de la mobilisation rend nécessaire une évolution du discours traditionnel de l'organisation. Il s'agit, en interne, de respecter les différences avec les autres organisations parties prenantes du LKP (les concessions faites vis-à-vis du positionnement résolument anti-patronal de la CGT peuvent être interprétées dans ce sens<sup>534</sup>) et, vis-à-vis de l'opinion publique, de saisir l'occasion de critiquer l'Etat français sans laisser de prise aux accusations régulièrement brandies à l'encontre de l'UGTG.

---

<sup>532</sup> Nous soulignons.

<sup>533</sup> Entretien avec Raymond Gauthiérot, ancien secrétaire général de l'UGTG, le 2 février 2012.

<sup>534</sup> Et ce alors même que l'UGTG se montre rarement aussi critiques envers les patrons « guadeloupéens » des petites entreprises qu'envers les grandes enseignes ou envers la domination de l'Etat français, cf. Chapitre 3.

En Martinique, la situation se présente sous un jour différent. Alors que les syndicats se sont mis d'accord sur une plateforme minimale de revendications mais peinent à agréger des secteurs extérieurs au monde syndical, le cours des événements propulse une personnalité étrangère aux rivalités syndicales et politiques habituelles comme principal porte-parole du mouvement naissant.

**c) Le cas « Michel Monrose » : un leadership consensuel pour le K5F ?**

Michel Monrose, enseignant de mathématiques à la retraite et syndicaliste UNSA, avait été proposé comme coordinateur de l'intersyndicale avant que ne soit arrêtée la date du 5 février pour commencer la grève générale. Inconnu du grand public, représentant d'une petite organisation syndicale au profil politique indéterminé et au faible capital symbolique (comparée à la CGTM, à la CDMT ou même à la CSTM), il n'associe pas cette fonction de coordinateur à un enjeu de pouvoir spécifique ou même à la représentation du groupe mobilisé. Si, comme tous les responsables syndicaux de l'île, il a été vivement surpris par l'affluence au cours de la première journée de mobilisation, celui qui va se trouver propulsé à la tête du K5F « *par la force des choses* », accepte la tâche qui lui est confiée « *pour représenter les syndicats et les associations* » et « *assurer que les revendications de chacun soient entendues* ». Mandaté sur la base des grands axes définis par le collectif, Michel Monrose ne se doute absolument pas que son travail de coordination va se transformer, en l'espace de quelques jours, en une fonction de porte-parole :

Moi, mon seul mandat, si l'on peut dire, c'était ça : j'étais nommé sur la base de cette plateforme qui avait été amendée, nous avons déposé un préavis de grève reconductible, quand la grève a commencé le 5 février, même moi qui était censé être président du collectif, je n'aurais jamais pensé que le mouvement aurait duré aussi longtemps. Certes c'était un mot d'ordre de grève reconductible, mais on était parti pour une journée de grève, mais on ne savait pas reconductible combien de temps. La veille, nous n'avions aucune visibilité sur ce que la manifestation allait donner, et nous avons été surpris par l'ampleur de la manifestation du 5 février. Donc, c'est uniquement devant l'ampleur de la manifestation que nous avons choisi de continuer.

Si Michel Monrose évoque l'incertitude qui plane sur le début de la mobilisation (comme tous les autres syndicalistes interrogés), il relativise spontanément le caractère « politique » de la grève générale - préférant parler de « *revendications sociales* ». De façon assez surprenante, il détaille le positionnement politique de chacun des leaders syndicaux qui l'entourent à ce moment-là, tout en affirmant que les revendications politiques « *ont été laissées de côté parce*

*que les partis n'étaient pas présents* ». Alors même qu'il décrit des syndicats « *marqués politiquement* » par des organisations de gauche radicale ou indépendantistes, il tient à dissocier nettement action syndicale et action politique – preuve qu'il endosse, plusieurs années après, le discours « apolitique » qui cherchait dans un premier à minimiser publiquement la radicalité du collectif afin de s'assurer une audience la plus large possible, tout en maintenant en interne des équilibre politique satisfaisants pour les différentes participants de la coalition :

*« Comment avez-vous vécu le fait de devoir travailler avec des organisations qui ont des sensibilités politiques très fortes, et parfois divergentes ? Est-ce quelque chose qui vous a compliqué la tâche ?*

Les revendications politiques ont été mises en dehors du débat, il n'y a jamais eu de revendication politique quelle qu'elle soit ! Il n'a jamais été question d'autonomie, d'indépendance, de quoi que ce soit de ce type-là lors des négociations à la préfecture, avec les élus, avec le patronat ou l'administration. C'est une règle que nous avons établie entre nous, parce que nous représentions des syndicats et des associations. Après il ne faut pas se leurrer, beaucoup de syndicats ici ont une affiliation politique. Joachim Arnaud est à Combat Ouvrier, c'est une organisation trotskiste. Les copains de la CDMT, ce sont des militants du Groupe Révolution Socialiste. Pour la CGT-FSM, vous avez la plupart des membres actifs qui font aussi partie du Parti Communiste Martiniquais. Bon... Chaque organisation syndicale est marquée politiquement, mais pendant le mouvement chaque organisation a mis ses revendications politiques de côté pour se concentrer sur des revendications sociales ! Donc, si vous voulez, je n'ai pas eu à gérer ça. Personne n'a dit "je suis trotskiste donc..." Les militants politiques étaient là pour leur syndicat, ils ne représentaient pas leur parti politique. »

De l'avis de nombreux responsables syndicaux mobilisés au moment du 5 février, la présence de Michel Monrose à la tête de l'intersyndicale est d'ailleurs motivée par sa « *personnalité consensuelle, autant dans l'intersyndicale que dans les négociations*<sup>535</sup> ». Ainsi, contrairement à l'organisation du LKP, qui avait cherché à respecter une sorte de hiérarchie interne au champ syndical guadeloupéen en plaçant le secrétaire général de l'UGTG sur le devant de la scène (secondé de près par les principaux dirigeants de la CGT, de la CTU et de FO), le *Kolectif du 5 février* représente une autre forme de compromis entre les organisations. En apparence plus lâche et plus souple que la division égalitaire du LKP guadeloupéen, le fonctionnement du K5F tend à dissimuler la prise en charge de son fonctionnement par les

---

<sup>535</sup> Rapporté par Philippe Pierre-Charles.

leaders syndicaux les plus politisés, en masquant notamment les oppositions qui structurent le champ en temps normal.

### ***Conclusion***

Soulignons à nouveau, pour finir, les ressorts syndicaux de la lutte contre la *pwofitasyon*, dont les syndicats ont été à l'initiative car eux seuls avaient les moyens de la mettre en place, même s'ils ont fait appel à d'autres organisations, dans une perspective stratégique et tactique visant à étendre la contestation à un public extérieur au syndicalisme. En outre, nous avons montré comment la lutte contre la *pwofitasyon* n'est pas une cause surgie *ex-nihilo* en réponse à une situation insupportable, mais bien un problème public dont les principes de définition, de clarification et de priorisation sont le produit des luttes de sens auxquelles se sont livrées les acteurs – au premier rang desquels les syndicats mobilisés.

La *pwofitasyon* fait « consensus » et réunit d'abord les différentes composantes du LKP, qui se positionnent en rupture avec le consensus existant quant à la situation en Guadeloupe, en désignant les élites politiques et économiques comme responsables. De fait, la mise en place du LKP a permis de renforcer le degré d'autonomie prôné par les syndicats vis-à-vis du champ de la compétition politique organisée et, dans le même temps, de « faire de la politique » en s'adressant au plus grand nombre. Le travail de coalition a été réalisé à l'initiative de l'UGTG parce que ce syndicat était en mesure, au sortir des élections prudhommales, de s'investir pleinement dans un jeu ouvert, anticipant sur le fait que les acteurs syndicaux allaient se trouver en situation de compétition. L'entrée en lice des autres syndicats (la CGTG, FO et la CTU) « en réaction » à cette initiative montre que malgré leur infériorité numérique, les responsables syndicaux avaient une idée précise quant aux revendications qui devaient être intégrées à la plateforme du LKP. La cause n'avait donc pas la même signification pour tous les groupes mobilisés : chacune d'entre elles en a proposé des usages et des appropriations différenciés (selon l'interprétation qu'ils en faisaient). Par ailleurs, nous avons montré que les luttes de sens demeurent encadrées par un dispositif particulier de prise de décision qui permet de réguler les asymétries de ressources et les divergences de point de vue entre les organisations.

La situation a pris un tour singulièrement différent en Martinique, où le contexte de compétition syndicale associé à la relative faiblesse des équipes syndicales mobilisées autour de la question de la vie chère s'est traduit par un haut degré de scepticisme quant à la capacité de déclencher un mouvement. Dans une telle situation, les syndicalistes mobilisés

commencent par se tourner vers les élus, avant de se résoudre à emprunter le chemin de la grève. On l'a vu, la mutualisation de ressources interne au collectif est moindre et les efforts pour doter celui-ci d'une plateforme de revendications homogène et cohérente n'aboutissent que partiellement. Dans les faits, la coalition n'est au départ qu'une intersyndicale où les principaux acteurs syndicaux de l'île (CGTM, CDMT, CSTM, UGTM<sup>536</sup>) se sont rejoints pour donner les grandes lignes de la mobilisation à venir, non sans cacher des attentes propres et parfois concurrentes. Cette situation de compétition larvée entre organisations syndicales n'empêche pas des coopérations, mais souligne un degré de coordination et d'interdépendance plus faible qu'au sein du LKP guadeloupéen.

Pour paraphraser Sophie Bérout, on pourrait dire que ces différences entre la Guadeloupe et la Martinique sont l'expression du degré d'autonomie des différentes organisations syndicales (prises comme distantes ou autonomes d'autres expressions de la contestation sociale)<sup>537</sup>. Des différences qui peuvent être comprises en « [...] centrant l'analyse sur les modes de structuration, les divisions internes, l'évolution des effectifs, les rapports aux partis politiques, la capacité à déclencher des grèves ou la façon de peser sur la législation sociale<sup>538</sup> ». Cependant, on observe également que les hésitations tactiques rapportées par les syndicats guadeloupéens et martiniquais qui pèsent sur les arrangements organisationnels des deux collectifs laissent également percevoir que les lignes sont en train de bouger, préfigurant des logiques de déssectorisation qui caractériseront le déroulement de la grève générale.

Ces prémices de déssectorisation sont perceptibles de deux façons. On la perçoit d'abord, dans l'ordre organisationnel qui s'instaure au sein du LKP et du K5F, au niveau de l'élaboration des revendications mais aussi dans l'attribution des fonctions de leadership et de porte-parolat. Celui du LKP, assumé par Elie Domota en sa qualité de chef de file de l'UGTG, a largement participé de la dynamique inclusive du LKP, en s'adressant à tous les protagonistes sur un pied d'égalité et en s'assurant que l'UGTG n'apparaisse pas comme hégémonique au sein de la coalition, et ce malgré sa prépondérance avérée. Si l'intersyndicale qui sera à

---

<sup>536</sup> Pour Union Générale des Travailleurs de la Martinique. Organisation sœur de l'UGTG guadeloupéenne, elle affiche un profil politique comparable (favorable à l'indépendance), bien qu'étant beaucoup plus faible numériquement, avec une implantation socioprofessionnelle moins diversifiée, et connaissant une audience beaucoup plus faible dans le champ syndical et dans l'espace public.

<sup>537</sup> BÉROUD Sophie, « Sur la pertinence heuristique du champ syndical », in. QUIJOUX, Maxime (dir.), *Bourdieu et le travail*, chapitre cité.

<sup>538</sup> FILLIEULE, Olivier, MATHIEU, Lilian. « Structure des opportunités politiques », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po, « Références », 2009, p. 531.

l'origine du K5F désire également s'allier avec des organisations extérieures au syndicalisme, ce type d'organisation ne se concrétise que dans les premiers jours de la grève générale. Pour cette raison, le profil consensuel qui a été initialement retenu par le collectif tend à faire passer au second plan les revendications politiques portées par les différents syndicats de l'île afin d'atténuer les clivages existants, et avec l'espoir d'agréger au mouvement différentes composantes de la société civile qui restent encore extérieures à la mobilisation.

## Chapitre VII. La généralisation de la contestation

---

### *Introduction*

Comment décrire et expliquer la généralisation d'un conflit? C'est à cette question qu'on cherchera ici à répondre, en mettant en avant le fait que le conflit a dépassé les attentes et anticipations des différents acteurs, qu'ils soient favorables ou non à la grève. Chaque crise d'ampleur, et la grève de 2009 en Guadeloupe et en Martinique ne fait pas exception, constitue un événement instable, qui ne découle pas mécaniquement de causes ou de structures qui lui préexisteraient. Forts de leurs collectifs, dont on a tenté de décrire la genèse dans les chapitres précédents, le défi qui se présente aux contestataires est de réussir à mobiliser autour de la grève, en espérant agréger des secteurs sociaux qui restaient, pour diverses raisons, à l'écart de la contestation, et ainsi de tirer parti d'une forme « déssectorisation » (telle qu'elle est évoquée par Michel Dobry<sup>539</sup>).

Nous avons montré précédemment en quoi la conjoncture qui a vu la naissance du LKP et du K5F s'inscrit dans un flux de contestation plus ancien mais la dynamique de 2009 vient redessiner l'horizon des possibles en matière de revendications et de moyens d'action. Nous verrons ici que la mobilisation initiée par la grève générale bouleverse les règles du jeu politique traditionnel, sous l'effet d'une participation populaire que les responsables politiques ont tôt fait de désigner comme « intrusive » ou « intempestive », notamment lorsque cette participation massive est le produit d'un rapport de force momentanément défavorable aux élites. Comme nous le verrons, ce rapport de force pèse sur les choix des responsables économiques et politiques dans la mesure où ces derniers se voient contraints de réexaminer leur agenda à la lumière des revendications portées par les différents secteurs qui se mobilisent et de concrétiser un effort de transparence à marche forcée.

En particulier, nous souhaitons d'abord analyser les liens entre médiatisation et participation populaire dans cette dynamique de déssectorisation. Ce chapitre propose notamment d'interroger les effets des négociations sur la mobilisation lorsque ces dernières font irruption dans l'espace public à la faveur de leur médiatisation, alors même que le processus de

---

<sup>539</sup> Par déssectorisation, Michel Dobry entend dire que les sociétés modernes sont constituées en secteurs plus ou moins différenciés et autonomes qui n'obéissent pas aux mêmes logiques, mais qui organisent des systèmes possédant divers degrés d'interdépendance. Selon Dobry, les moments de crise ont tendance à modifier ou à « affaiblir » les frontières entre ces secteurs : ce sont des périodes où les perceptions, les anticipations et les stratégies des secteurs changent. Il s'agit aussi de s'interroger sur le degré de plasticité des différents secteurs de la société guadeloupéenne, c'est-à-dire sur le degré de sensibilité des secteurs à la mobilisation. DOBRY, Michel. *Sociologie des crises politiques*. 3e édition revue. Les Presses de Sciences Po, 2009, p97-115.

négociation est généralement soustrait au regard de la population comme des sociologues. Dans le cas de la Guadeloupe, cette diffusion des négociations a clairement engendré une extension de la mobilisation. D'un point de vue numérique d'abord, puisque des manifestations particulièrement importantes suivront la diffusion des négociations - notamment après le départ du préfet de la table des discussions. Ensuite, parce que la télé-diffusion des négociations va opérer de façon performative auprès d'une large partie de la population. Au cours des semaines suivantes, celle-ci va reprendre à son compte les catégories militantes du LKP et du K5F au terme d'un travail d'appropriation et de politisation, pour participer massivement aux activités protestataires. Ce passage de statut de public passif à celui de participant actif à la mobilisation demande à être interrogé. En particulier, nous souhaitons insister sur le mécanisme de renversement de la croyance des dominés dans le bien-fondé de l'autorité légitime des dominants, en décrivant la façon dont plusieurs figures institutionnelles représentant la métropole en Guadeloupe (au premier rang desquelles le préfet) ont été symboliquement défaites par les syndicalistes coalisés<sup>540</sup>.

Une fois passé le cap du changement d'échelle qui survient après les premières semaines de la mobilisation, souhaitons décrire la radicalisation du conflit, c'est-à-dire, pour reprendre les mots Charles Tilly, sur l'adoption par le groupe mobilisé d'un « profil de mobilisation plus marqué »<sup>541</sup>. Cette situation met également les coalitions protestataires à l'épreuve via l'accentuation de la compétition entre les organisations. Au cœur des moments de tension qui ont jalonné la fin de la mobilisation, entre occupation des lieux de travail et blocages des axes de communication, des affrontements éclatent avec les forces de l'ordre et, dans le cas martiniquais, avec les opposants à la grève. Entre informations contradictoires sur l'état des forces en présence et rumeurs concernant une répression intense, émergent des discours

---

<sup>540</sup> Nous faisons ici référence à Bourdieu, pour qui la crise de croyance, à travers la perte de l'efficacité du discours d'autorité, illustre autant un effacement des représentations qu'un profond dérèglement des structures sociales et des rapports de forces qui sous-tendent la croyance : « L'efficacité symbolique des mots ne s'exerce jamais que dans la mesure où celui qui la subit reconnaît celui qui l'exerce comme fondé à l'exercer [...]. Elle repose tout entière sur la croyance qui est au fondement du ministère, cette fiction sociale, et qui est beaucoup plus profonde que les croyances et les mystères que le ministère professe et garantit : c'est pourquoi la crise du langage religieux et de son efficace performative ne se réduit pas, comme on le croit souvent, à l'écroulement d'un univers de représentations ; elle accompagne l'effondrement de tout un monde de relations sociales, dont elle était constitutive. » - BOURDIEU, Pierre. *Langage et pouvoir symbolique*, Ed. rev. et augm, Paris : Seuil, 2001, p173.

<sup>541</sup> TARROW, Sidney, TILLY, Charles. *Politique(s) du conflit: De la grève à la révolution*. Les Presses de Sciences Po, 2008, p 356.

contradictoires sur l'action collective et les façons de poursuivre le mouvement. Ces différents points de vue demandent à être interrogés à la lumière du cours des événements, que ce soit à l'égard de leur fonction mémorielle au sein des organisations, de leur place dans l'imaginaire populaire ou des registres de justification qui y puisent leurs racines. Cette dernière partie sera donc l'occasion de questionner l'évolution des répertoires d'action au fil de la mobilisation, au moins en ce qui concerne la cessation d'activité, les manifestations – et, dans une certaine mesure, concernant l'activité émeutière.

### ***A - La montée en puissance de la mobilisation***

Dès le 19 Janvier 2009, les salariés des stations d'essence entrent en grève en Guadeloupe. Le 20 janvier 2009, l'appel à la mobilisation (grève et manifestation) du LKP rencontre un succès important. Plus de dix mille personnes défilent dans les rues de Pointe-à-Pitre : les manifestants sont donc d'emblée plus nombreux qu'ils ne l'étaient le 16 décembre 2008, date à laquelle la première manifestation avait sillonné les rues pontoises. Progressivement, les travailleurs de différents secteurs de l'économie entrent en lutte : ceux de l'hôtellerie, du commerce, de l'énergie et de l'eau. Tous ceux qui ne sont pas salariés en entreprise sont appelés à se joindre aux salariés sur leurs piquets de grève, ou à se rendre au « Bik », siège du LKP, au Palais de la Mutualité de Pointe-à-Pitre, pour renforcer la mobilisation. A partir de la première semaine de grève, au siège de l'UGTG comme au siège de la CGTG, tous les matins, les adhérents sont conviés à faire le point sur les secteurs en grève<sup>542</sup>. Durant les trois premiers jours de la grève, un nombre croissant de Guadeloupéens se rend au Bik. Parmi eux, nombreux sont ceux intrigués par un conflit qui, même s'il a mobilisé dans les milieux syndicaux et militants, demeure peu médiatisé et ne semble pas susciter de réaction des autorités. Comme le souligne Elie Domota, il faut prendre la mesure du décalage entre une mobilisation qui est déjà exceptionnelle à l'échelle de la Guadeloupe, et la fin de non-recevoir affichée par les autorités dans leur ensemble :

Les gens qui venaient jusqu'alors on les connaissait souvent, c'étaient des militants. Et quand les gens sont venus en masse à partir du 20, on était très heureux, mais on était surpris de la force de la mobilisation. Chose importante à souligner : malgré l'envoi des préavis de grève, du 17 décembre au 20 janvier personne ne nous a demandé « *ka nou ka vend* - ce que nous avons à proposer ». Ni le président du conseil général, ni celui du conseil régional, ni le préfet, ni les présidents du MEDEF, des organisations patronales. Personne n'est venu nous demander quoi que ce soit. Personne, silence radio ! Et d'ailleurs le 16 décembre, le président du conseil régional a dit qu'on était

---

<sup>542</sup> Pour les 50 ans de la CGTG, brochure éditée par la CGTG, novembre 2011.

aussi nombreux grâce à Akiyo<sup>543</sup>. Sous-entendu : c'était pour faire la fête ! Voilà comment nos demandes ont été traitées par les responsables de l'Etat, par les responsables de collectivités, des Guadeloupéens de surcroît. Ils nous ont ignorés, dans le mépris le plus total. Et quand ça a commencé, monsieur Lurel, son premier réflexe, ça a été de demander à Michèle Alliot-Marie l'envoi de renforts de gendarmes pour être sûr de pouvoir maintenir l'ordre. Jamais ils n'ont montré qu'ils voulaient négocier avec nous ! Jamais !<sup>544</sup>

Tous ceux qui n'étaient pas salariés en entreprise (fonctionnaires ou sans emploi) furent appelés à se joindre aux salariés sur leurs piquets de grève, ou à se rendre au « Bik », siège du LKP, au Palais de la Mutualité de Pointe-à-Pitre, pour renforcer la mobilisation. Dès la première semaine de grève, les adhérents des différents syndicats étaient conviés à faire le point sur les secteurs en grève tous les matins au QG de leurs organisations respectives. Durant les trois premiers jours de la grève, un nombre croissant de Guadeloupéens se rendit au Bik. De nombreux syndicalistes expriment encore aujourd'hui leur surprise au vu de cette affluence : parmi la population, nombreux étaient les Guadeloupéens intrigués par un conflit qui, même s'il avait mobilisé dans les milieux syndicaux et militants, demeurait alors peu médiatisé et ne semblait pas susciter de réaction de la part des autorités :

Il y avait beaucoup de gens comme ça. Beaucoup de personnes, et pourtant il y en avait déjà pas mal qui participaient au défilé mais surtout, beaucoup de personnes nous soutenaient. Beaucoup de personnes étaient pour ce mouvement-là. D'ailleurs, quand ils ont commencé à barrer les routes, on ne s'attendait pas dans certains endroits à recevoir autant de soutien. Quand on est allé défiler à Bouillante... Bouillante, mais il se passe jamais rien là-bas ! Les gens quand on passait, ils venaient te parler et tout et tout. Dans ce moment-là, tu prends conscience de ce qui se passe. Et moi je comprends tout à fait, enfin je crois tout à fait des gens quand j'entends des gens comme Domota qui disent qu'ils ont été quelque part « dépassés » par les choses. Que ça allait prendre une telle ampleur. Parce qu'au début déjà, quand ça commençait en était déjà très satisfaits. Et l'ampleur que ça a pris, je comprends tout à fait. Je comprends d'autant mieux qu'à ce moment-là il y avait beaucoup de gens qui défilaient dans la rue, mais qu'il y en avait aussi beaucoup de gens qui restaient chez eux et qui soutenaient [*le mouvement*]. Les gens réagissaient et nous on était étonnés !<sup>545</sup>

Ce récit du début de la mobilisation constitue un exemple de la façon dont le sentiment d'adhésion à la lutte popularisée par le LKP se diffuse et se généralise. Il illustre également le fait que cette adhésion est ressentie comme une nouveauté dans l'île : c'est le témoignage

---

<sup>543</sup> Nous avons déjà évoqué l'origine et les activités d'Akiyo au cours du troisième chapitre consacré à l'UGTG.

<sup>544</sup> Entretien avec Elie Domota, février 2012.

<sup>545</sup> Entretien avec Raphaëlle, syndicaliste UNSA, janvier 2012.

d'une période où, au sein d'une fraction croissante de la population, le sentiment d'unité favorise et consolide l'adhésion à la lutte contre la *pwofitasyon*.

Le 23 janvier, une « caravane » formée de plusieurs centaines de personnes se rend à l'aéroport où une grève se poursuivait depuis plusieurs jours. Le LKP envahit l'aéroport, exigeant l'ouverture de négociations sur les revendications des grévistes. La Chambre de Commerce et d'Industrie refuse de négocier. Le cortège des manifestants reprend alors le chemin de Pointe-à-Pitre, manifeste plusieurs heures dans la ville et se disperse. Durant les premiers jours de la grève, face au refus des autorités de négocier dans les conditions fixées par les manifestants et le LKP, la mobilisation s'était déjà considérablement amplifiée. Le 24 janvier, les autorités proposent une rencontre au CWTC (Complexe World Trade Center) à Jarry. Une foule de plusieurs milliers de manifestants se rend à pied de Pointe-à-Pitre jusqu'au bâtiment où les caméras de la télévision filmèrent le début des négociations. Le préfet donne son autorisation à la chaîne Canal 10 pour retransmettre la réunion – qui constitue, encore aujourd'hui, un record d'audience pour la chaîne.

Le 28 janvier, le préfet quitte la table des négociations, au huitième jour de grève. Le 30 janvier, au moment où une nouvelle manifestation réclame une nouvelle fois l'ouverture de négociations sur la baisse des prix et l'augmentation des salaires. La Guadeloupe est paralysée, on estimait alors entre 40 000 et 80 000 le nombre de manifestants partout dans l'île – qui compte un peu plus de 440 000 habitants. Chaque soir, les meetings du LKP se déroulent au Bik, devant plusieurs milliers de personnes (parfois jusqu'à 6 000 manifestants). Le quartier de la Mutualité était devenu le lieu de rencontre des travailleurs en lutte et de tous les secteurs de la population désireux de se mobiliser.

### **1) Le « coup de semonce » du 5 février en Martinique**

Alors que la mobilisation a débuté depuis près de deux semaines en Guadeloupe, les syndicalistes martiniquais peinent à faire démarrer le mouvement. Confusément, ils n'ont toujours pas le sentiment que la mobilisation va se concrétiser. Pourtant, les premières diffusions des images de la mobilisation du LKP en Guadeloupe, qui sont suivies avec attention par les acteurs syndicaux martiniquais, font également l'objet d'un certain engouement dans les foyers de l'île – ce qui nous sera rapporté rétrospectivement par un responsable cédétiste : « *En fait, les gens ici avaient suivi ce qui se passait en Guadeloupe, mais nous [les syndicalistes, les militants politiques] on avait tellement de doutes qu'on ne*

*s'en était pas rendu compte, on était passés à côté*<sup>546</sup> ». Plus encore que les images des manifestations guadeloupéennes ou les meetings réalisés avec les syndicalistes de Guadeloupe invités en Martinique, il faut ici évoquer le rôle du documentaire de Romain Bolzinger « Les derniers maîtres de la Martinique », qui va connaître un important retentissement à quelques jours du début du conflit.

### a) Les derniers Maîtres de la Martinique

Le vendredi 30 janvier 2009 à 21h50, la chaîne privée Canal+ diffuse pour la première fois un documentaire de 52 minutes intitulé « Les derniers maîtres de la Martinique » dans le cadre de l'émission « Spécial Investigation ». Ce documentaire consacré à l'influence économique et politique des familles békés martiniquaises aux Antilles et dans l'hexagone<sup>547</sup>, connaît dès sa première diffusion une audience retentissante – l'émission réalisera près de 10% d'audience, et plusieurs extraits seront rediffusés dans le célèbre « Zapping » proposé en clair par la chaîne en complément des images de JT concernant la mobilisation aux Antilles. Ces bonnes audiences et le « buzz » médiatique qui entourent la première retransmission précipitent sa circulation sur internet<sup>548</sup>. Fait notable de cet engouement du public martiniquais, plusieurs blogs d'actualité particulièrement fréquentés en Martinique tels que *Bondamanjak*<sup>549</sup> proposent de télécharger le documentaire dès le 3 février, soit 72h avant sa diffusion officielle aux Antilles<sup>550</sup>.

Le documentaire, qui développe une argumentation à charge contre le monopole économique des familles békés, débute en rappelant que « *ces dernières représentent à peine 1 % de la population martiniquaise, mais détiennent 52 % des terres agricoles et plus de 20 % de la richesse de l'île* ». Caméra au poing, le documentaire se compose principalement de portraits de plusieurs héritiers des grandes familles de békés martiniquais : Bernard Hayot (119e

---

<sup>546</sup> Entretien avec Gilbert Pago, membre du GRS, juin 2013.

<sup>547</sup> « Les derniers maîtres de la Martinique », reportage documentaire de Romain Bolzinger, Spécial investigation – Groupe Canal+, 2009.

<sup>548</sup> Une circulation des informations par des réseaux militants sur internet qui peut être, par sa rapidité et son ampleur, rapproché des modes de communication employés par les activistes qui ont été étudiés par Fabien Granjon dans son approche sociohistorique du « médiactivisme » : GRANJON, Fabien. Chapitre 4. Le médiactivisme à l'ère d'internet. *Médiactivistes*. Paris : Presses de la F.N.S.P, Collection « Contester ». 1 février 2014, 2e éd., n° 1, p. 83-114.

<sup>549</sup> Le terme *bond a man'jak* (littéralement « Les fesses de madame Jacques »), désigne une variété de piments antillais particulièrement piquante.

<sup>550</sup> On peut voir l'annonce de téléchargement ici : <http://www.bondamanjak.com/les-bekes-les-derniers-maitres-de-la-martinique/>

fortune de France), Eric de Lucy et Gérard Bally (propriétaires dans la banane et lobbyistes à Paris et Bruxelles), Frédéric de Raynal et Laurent de Meillac (mis en accusation pour son rôle dans la pollution des sols au chlordécone). Les collusions entre les familles békés et les cercles de pouvoir en France hexagonale y sont clairement affichées au fil des entrevues et des conversations téléphoniques, pointant du doigt la situation quasi-monopolistique des békés dans la grande distribution (le documentaire évoque 43% de part de marché dans la grande distribution pour la famille Despointes, là où la loi en autorise 25%) et les conséquences de la défiscalisation octroyées aux enseignes du fait des coûts d'acheminement - on voit notamment Michel Branchi, ancien directeur de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes évoquer « *le petit nombre d'opérateurs sur un petit marché* ». En contrepoint, le documentaire interroge une jeune femme salariée au SMIC à la sortie d'un supermarché, qui connaît des fins de mois difficile et subit de plein fouet la hauteur des prix pratiqués aux Antilles : dénonciation sans fard et sans appel de la cherté de la vie en Martinique.

Mais le documentaire ne se cantonne pas au rôle économique joué par les békés, dont il entend aussi présenter le point de vue particulièrement conservateur, quand il n'est pas ostensiblement raciste. La séquence la plus spectaculaire est probablement celle filmée chez Alain Huyghues Despointes au Cap-Est (un quartier surnommé « Békéland »), au cours de laquelle l'octogénaire se laisse filmer au milieu d'une bâtisse de style colonial et présente l'arbre généalogique commun aux familles békées, avant de déclarer face caméra : « *Dans les familles métissées, les enfants sont de couleurs différentes, il n'y a pas d'harmonie. Moi, je ne trouve pas ça bien. Nous on a voulu préserver la race.* » - ajoutant que : « *Les historiens ne parlent que des aspects négatifs de l'esclavage et c'est regrettable.* ». Des déclarations qui soulèveront une émotion considérable parmi la population martiniquaise et la population guadeloupéenne, mais également auprès des associations pour la mémoire du fait esclavagiste ou encore des élus locaux et nationaux<sup>551</sup>.

Comme avec de nombreux objets médiatiques ou télévisuels, il est difficile d'apprécier le rôle joué par la diffusion de ce documentaire. D'abord, parce qu'il est complexe de statuer sur l'antériorité des phénomènes observés dans un moment marqué par la prolifération d'activités contestataires et par l'affaiblissement de certains repères qui balisent l'ordinaire de la vie

---

<sup>551</sup> Un reportage sur les « békés » enflamme la Martinique. *Le Monde*, 13.02.2009.

SurURL : < [http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/02/13/un-reportage-sur-les-bekes-enflamme-la-martinique\\_1154769\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/02/13/un-reportage-sur-les-bekes-enflamme-la-martinique_1154769_823448.html) >

sociale. A-t-il pu constituer l'un des éléments « déclencheurs » d'une mobilisation en rendant publique une critique particulièrement virulente à l'encontre des descendants de propriétaires terriens martiniquais, en désignant ces derniers comme coupables de la vie chère ? Ou doit-on considérer, de façon plus raisonnable, le vif intérêt qui lui a été porté par de nombreux Martiniquais comme l'un des signes avant-coureurs de la mobilisation à venir – ou, tout du moins, comme un signe du degré de mécontentement et du potentiel de mobilisation<sup>552</sup> ? Toujours est-il qu'à quelques heures du coup d'essai de la grève générale, le documentaire est de toutes les conversations, autant – sinon davantage - parmi la population de l'île qu'au sein des équipes syndicales qui s'affairent aux derniers préparatifs. En somme, il apparaît que le reportage a attisé des braises provoquant une conjonction non coordonnée ni anticipée de facteurs favorables à une humeur contestataire dans l'île.

### **b) Les Martiniquais dans la rue**

Le 5 février, jour retenu pour débiter la grève générale, une manifestation de près de 20 000 personnes défile dans les rues de Fort-de-France. L'affluence record de la première journée de mobilisation dépasse toutes les attentes des syndicalistes, qui se retrouvent noyés dans la masse des participants. Un cortège imposant sillonne les rues de la préfecture pendant plusieurs heures, nourri par le flot des marcheurs venus en nombre pour protester contre la vie chère. Prises au dépourvu par l'ampleur de l'événement, les organisations syndicales peinent à s'organiser pour faire face à l'affluence :

On avait donné un point de rendez-vous aux nôtres, aux syndicalistes, mais comment dire... on ne donne pas de point de rendez-vous au peuple quand il descend dans la rue ! On a eu du mal à rassembler des cortèges syndicaux, au sens où il y avait tellement de monde... Des personnes connues, parce que de notre côté [*les syndicalistes*] chacun retrouvait qui un voisin, qui une collègue, qui un cousin, c'était impressionnant. Et puis, il y avait tous ces gens qui ne se connaissaient pas, c'est là où on voit la *fos an liyannaj* [la force de l'union, de l'unité], comme ils ont dit en Guadeloupe.<sup>553</sup>

Si les responsables syndicaux sont manifestement surpris par le succès de l'appel à manifester, l'étonnement est aussi grand chez les syndicalistes moins impliqués, y compris certains très aguerris qui ne croyaient pas à la journée de mobilisation, et qui se réveillent dans une ville de Fort-de-France littéralement saturée de manifestants où les transports sont

---

<sup>552</sup> Pour une synthèse des relations entre médias et mouvements sociaux, on se reportera à : Erik NEVEU, Erik. « Médias et protestation collective » in FILLIEULE et al., dir, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 245-264.

<sup>553</sup> Entretien avec Louis Maugée, responsable CGTM, juin 2013.

apparemment congestionnés. Au fil de la matinée, les cortèges attirent de plus en plus de monde, notamment des habitants de la ville qui ne peuvent pas se rendre au travail et se retrouvent en grève « *par la force des choses* », comme nous le raconte Tanya :

Mon fils était parti pour passer un examen, et je m'étais levée tôt pour l'emmener, vers cinq heures. Après, je suis allée prendre le bus pour aller au travail, mais les bus étaient déjà très espacés, je suis montée vers le boulot depuis chez moi mais ça n'avancait pas... Je suis descendue du bus à la pointe Simon. J'ai appelé mon fils, qui m'a dit que son examen était annulé à cause de la grève, je suis allé le récupérer. Là, on était sur la montée derrière le bâtiment de France-Antilles, entre les bâtiments j'ai vu le truc rouge ! [*l'ampleur du cortège*] Alors j'ai traversé, j'ai vu le boulevard, c'était rouge, rouge, plein de monde ! Et j'ai appelé mon chef, j'ai dit "je ne peux pas venir". J'étais en grève, par la force des choses ! Mais avant ce jour-là je ne pensais pas que ça allait prendre, attends, je suis partie au travail moi ! Ah ouais non, je ne pensais pas ! Et je ne pensais pas non-plus que ça allait durer aussi longtemps. Donc j'arrive, si tu veux, boulevard Général De Gaulle, je suis arrivée... J'ai pensé... "*Manman ! Manman !*" Je traverse et le boulevard est plein jusqu'à perte de vue, du bord de mer, depuis le haut du port jusqu'à... Du monde, du monde ! Mais à ce moment-là, je peux te dire, tu es pris d'une espèce de... d'euphorie ! Parce que là le peuple est debout, attention. C'est le peuple qui est debout... (*soupir*). Tu te dis "*Enfin, nou doubout, nou kay lité, nou kay goumé*<sup>554</sup>", j'ai pleuré hein !

Durant les premiers jours de la grève, des manifestations d'ampleur se succèdent dans la ville de Fort-De-France. Très vite, les mots d'ordre contre la *pwofitasyon* importés de Guadeloupe sont sur toutes les lèvres. Galvanisés par la réussite de la première journée de mobilisation, le K5F décide de passer à la vitesse supérieure, en structurant une organisation interne basée sur une forme grève par roulement. Durant ces premières jours, le K5F s'emploie à contrôler l'espace de Fort-De-France en bloquant les accès routiers à la ville en mettant sur pied l'opération Molokoï via l'érection de différents barrages permanents, qui sont perçus comme un moyen de faire pression sur les autorités et de pérenniser l'effort de mobilisation. Les équipes syndicales sont littéralement aspirées par le travail de coordination des entreprises mobilisées, à mesure que la grève s'étend à différents secteurs d'activité. Entre le 6 et le 9 février, deux manifestations à Fort-de-France rassemblent à elles-seules près de 15 000 personnes, des barrages ponctuels sont érigés les employés municipaux de Gros-Morne et par des transporteurs dans le Nord de l'île. Des premières actions « coup de poing » et de blocages sont organisées à Rivière Salée, à Sainte-Marie et au Robert.

---

<sup>554</sup> « Enfin nous sommes debout, enfin nous allons lutter ! ».

En parallèle, le centre-ville de Fort-De-France devient un lieu de manifestation quasi-permanent où les cortèges succèdent aux rassemblements sur les différentes places de la ville, dont le pouls semble battre au rythme de la grève. Dans l'agglomération foyalaïse, le mouvement ne faiblit pas, au point qu'une partie de la routinisation progressive des marches échappe aux syndicalistes à l'origine du K5F :

« Bien sûr, on faisait notre possible pour aller aux marches [*les manifestations de rue*], parce que les marches c'était tous les jours, mais à vrai dire les marches se seraient faites presque "sans nous". Il y avait tellement de monde chaque jour, et puis c'est le moment où le K5F est devenu « général ». Tu sais, cette impression que "*Nou tout kolektif ! [que tout le monde appartenait au K5F]*"<sup>555</sup>.

Autre signe de cette autonomisation partielle du giron syndical, les visuels, les slogans et les chants se multiplient. Les premiers vêtements rouges barrés du logo du K5F font leur apparition (un t-shirt officiel du mouvement sera édité par la suite), et les cortèges sont dynamisés par la présence des groupes culturels venus des quartiers populaires. La chanson traditionnelle du groupe *Tambou Bô Kannal*, « *Tjè, nou blenné* [littéralement : notre cœur est blindé] », est reprise en chœur par les manifestants au rythme des percussions qui accompagnent les notes lancinantes et les paroles :

« *An la pli nou maché, An soley nou maché,  
Nou tombé mé nou lévé, Pour nou rivé an chimen nou  
Tjè nou blenné, La kalilenndé, ilitindé ilitindé anhan  
Nou ka maché anlè santiman nou*<sup>556</sup> »

Devenue l'hymne fédérateur du K5F, la chanson résonnera durant toute la grève générale dans les cortèges qui sillonnent les rues. Exaltant la détermination des participants, elle est brandie comme un symbole fort de la détermination du collectif martiniquais à continuer la mobilisation et marque - comme le dira un de nos enquêtés reprenant un slogan soixante-huitard, le « *début d'une lutte prolongée* ».

Les premiers jours du conflit en Guadeloupe et en Martinique renvoient donc les acteurs de la mobilisation à une fin de non-recevoir de la part des autorités, voire à une ignorance de la mobilisation. Le conflit est encore considéré sous l'angle d'un trouble à l'ordre public qu'il conviendrait au moins de réprover, sinon de réprimer en tant que tel. Le porte-parole du LKP

---

<sup>555</sup> Entretien avec Rose Bonheur, syndicaliste CDMT, juin 2013.

<sup>556</sup> « Sous la pluie, nous marchons, au soleil, nous marchons, nous tombons, nous nous relevons, mais nous gardons notre chemin, Notre cœur est blindé, nous marchons avec nos sentiments ». Un aperçu de la chanson et des cortèges est disponible dans une captation vidéo de date inconnue, mise en ligne le 15 mars 2009 : <https://www.youtube.com/watch?v=YsTzF8N6-E0>

parle de « mépris » mais exprime aussi sa surprise devant l'ampleur de la mobilisation, comme si ce premier épisode renvoyait aux syndicalistes l'image d'un adversaire qui se dérobe, ce qui, nous allons le voir, renforce l'unité des contestataires.

### ***B - Pour une approche compréhensive des négociations dans la politique du conflit***

« Ensuite, lorsqu'après ces fortes mobilisations ils ont accepté de nous rencontrer au World Trade Center à Jarry, là encore, nous sommes venus. On était devant des gens qui n'avaient rien préparé, qui n'avaient aucune réponse. C'était étrange, on aurait dit qu'ils étaient là pour nous regarder comme des bêtes curieuses, mieux encore ils s'étaient organisés pour la diffusion des négociations sur Canal10. Nous, nous n'étions pas au courant. Et l'objectif c'était de montrer que nous n'étions qu'une bande de petits voyous sans propositions, qui ne savaient rien et qui étaient là pour insulter. Et malheureusement pour eux, ce que les gens ont vu c'était 48 organisations rassemblées dans LKP, qui maîtrisaient leur dossier, avec une connaissance et une expertise dans tous les champs et en face d'eux, les élus complètement dépassés par la situation, le patronat qui ne voulait rien entendre, comme s'il ne se sentait pas concerné et l'Etat, complètement désarçonné, sans prise véritable sur la situation. »<sup>557</sup>

Dans cet extrait d'entretien, Elie Domota, porte-parole du LKP décrit les négociations comme un piège tendu par les autorités de l'île, désireuses de discréditer les syndicalistes mobilisés contre la vie chère. Le leader du syndicat indépendantiste guadeloupéen évoque également un moment très particulier du conflit, où la légitimité semble changer de camp. Alors que ce sont généralement les détenteurs du pouvoir économique et politique [*les patrons, l'Etat*] ayant accès aux médias qui peuvent se prévaloir d'une expertise au service des politiques publiques, on s'aperçoit ici que ce sont les entrepreneurs de mobilisation coalisés au sein du LKP, ainsi que les revendications portées par le collectif, qui semblent plébiscités dans un contexte de mobilisation d'ampleur débouchant sur une situation de crise politique.

Peu ou pas évoquées en métropole dans les comptes rendus journalistiques à propos du conflit de l'hiver 2009, les négociations ont pourtant constitué un moment-clé de l'économie générale du conflit. Les enquêtés se sont spontanément largement étendus sur le fait d'avoir assisté à ces négociations, dans le cadre d'entretiens comme de discussions informelles, et ce contraste a constitué l'une des révélations de notre travail de terrain, qui nous a mis sur la piste d'une interprétation sociologique de la mobilisation populaire en Guadeloupe. Si nous

---

<sup>557</sup> Entretien avec Elie Domota, secrétaire général de l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe et porte-parole du LKP, le 29 février 2012.

n'avons pas pu avoir accès aux enregistrements dans leur intégralité, nous avons pu assister à plusieurs extraits sur des plateformes de visionnage en ligne. Nous avons également mobilisé des extraits de journaux télévisés de l'époque qui reviennent sur différents aspects de ces négociations ainsi que des publications, militantes ou non, qui reviennent sur cet épisode. A ce titre, nous verrons notamment comment les syndicalistes se sont appuyés sur les négociations, dont ils ont subverti le caractère ritualisé en jouant sur la maîtrise symbolique de l'expertise, pour discréditer publiquement les élites et jouer sur la division parmi leurs adversaires.

C'est d'abord en mobilisant les récits de responsables syndicaux ayant participé aux négociations pour le compte du LKP – notamment Elie Domota, Jean-Marie Nomertin, Alain Plaisir, respectivement secrétaires généraux de l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe, de la CGT-Guadeloupe et de la Centrale des Travailleurs Unis - que nous avons pris conscience de leur importance centrale dans le processus de mobilisation. Pour ces derniers, pourtant rompus à l'exercice de la négociation dans le cadre de leur mandat syndical, les négociations de 2009 ont constitué un temps particulier dans leur carrière militante, se distinguant à la fois de la routine syndicale et de leurs expériences protestataires passées. La médiatisation des négociations a permis à des propositions politiques portées depuis de nombreuses années par leurs organisations d'être rendues publiques. Se faisant, malgré la marginalisation de leurs courants politiques respectifs par certaines figures publiques (le préfet, les élus du conseil régional ou les représentants du patronat), les revendications portées par le LKP ont fait irruption sur la scène politique. Par la suite, il nous est apparu important de poursuivre cette démarche d'enquête en allant à la rencontre de militants qui se sont syndiqués après la grève générale de 2009. Pour les rencontrer, nous avons sollicité d'anciens enquêtés parmi les responsables syndicaux de l'île, afin d'interroger des syndicalistes plus récemment arrivés dans les organisations au sujet de la grève de 2009. Ces entretiens biographiques, réalisés entre avril et juillet 2014, se sont révélés précieux pour comprendre comment la médiatisation des négociations avait pu susciter le sentiment d'adhésion et des engagements ultérieurs. Notamment, cette seconde vague d'entretiens s'est révélée précieuse pour décrire la façon dont des Guadeloupéens extérieurs au monde syndical qui avaient suivi les négociations à la télévision ont dépassé leurs préjugés à propos du syndicalisme pour se mobiliser, d'abord à l'appel du LKP puis en continuant à poursuivre cet engagement au sein d'organisations syndicales.

Les négociations entamées par le collectif ont ouvert les portes d'une nouvelle séquence dans la mobilisation : à la disqualification politique des autorités répond une requalification

politique du LKP. Durant les premiers jours de la grève, face au refus des autorités de négocier dans les conditions fixées par les manifestants et le LKP, la mobilisation s'est déjà considérablement amplifiée. Après le refus du sous-préfet et du préfet, et face aux tergiversations des élus qui prétendaient imposer une négociation séparée<sup>558</sup> – de ce qui relève des différents niveaux de responsabilités de l'Etat d'un côté, et du patronat de l'autre – le LKP a répondu en réussissant à faire descendre dans la rue un nombre croissant de manifestants. Cet afflux de manifestants nous amène à penser que la diffusion des négociations constitue en elle-même un mécanisme qui a influé sur la mobilisation au point d'en infléchir la trajectoire. Par ailleurs, la retransmission des négociations sur Canal10 constitue un épisode contestataire d'une nature particulière et relativement rare, dans la mesure où le public n'est quasiment jamais témoin des processus de négociation.

### a) Problème public, moment critique

Pour mieux saisir la portée mobilisatrice des négociations dans un tel contexte, nous avons choisi de nous appuyer sur l'approche pragmatique esquissée par Luc Boltanski dans *De la critique*, soit sur l'idée d'un « réarmement de la critique » qui redonne la priorité au collectif (le « nous, Guadeloupéens ») dans un moment particulier. Pour Luc Boltanski, ce réarmement de la critique a pour condition la restauration d'une grille de lecture du monde social qu'il évoque en termes de classes mais qui possède d'autres ressorts en Guadeloupe, notamment parce que l'histoire du syndicalisme est profondément marquée par une politique anticolonialiste<sup>559</sup>. Boltanski énonce une seconde condition du développement de la critique dans une optique contestataire, qui résiderait dans le fait de rendre davantage explicite la contradiction herméneutique des institutions, c'est-à-dire d'interroger ce sur quoi elles reposent et d'expliquer pourquoi elle dysfonctionnent. Comme nous le verrons par la suite,

---

<sup>558</sup> « W. Angèle, représentant du MEDEF, persiste et signe: s'il se rend à une nouvelle négociation, ce sera pour expliquer, chiffres à l'appui, que le patronat ne peut pas supporter une augmentation de 200 euros ; mais il ne fait pas du tout état des chiffres d'accumulation de profits, réalisés depuis des années sur le dos des travailleurs. Or l'état confirme l'exonération totale sur les charges sociales et leur donne même un coup de pouce. Les salaires seront exonérés de charges jusqu'à 1,4 SMIC et 1,6 SMIC dans l'hôtellerie. Vendredi et samedi, de nouvelles négociations vont s'ouvrir ». - Editorial du journal *Combat Ouvrier* n°1001, journal de l'organisation *Combat Ouvrier*, archive disponible sur [http://ancien-co.combat-ouvrier.net/co1001/1001\\_4.htm#a](http://ancien-co.combat-ouvrier.net/co1001/1001_4.htm#a)

<sup>559</sup> Dans l'article de François Ruffin publié dans *Le Monde diplomatique* à propos du mouvement guadeloupéen, on retrouve ces éléments marquant la préservation d'une grille de lecture en termes de classe, évoqués par les acteurs comme l'un des moteurs de la conflictualité insulaire : « Sa fillette sur les genoux, M. Olivier Méri parle de « lutte de classes » et d'« action de masse », du sorbet à la goyave plein la bouche. Des termes périmés, en métropole. ». Ruffin F., « Une flammèche obstinée a embrasé la Guadeloupe », *Le monde diplomatique*, Novembre 2009.

l'image de la maîtrise experte par les syndicalistes d'un certain nombre de thématiques a pesé davantage que le contenu de cette expertise. Et il apparaît que ce retournement symbolique a influé sur le cours de la mobilisation, notamment en discréditant publiquement les élites face aux contestataires. Aux yeux de leurs adversaires, aux yeux de la population guadeloupéenne qui participait au mouvement ou avait suivi les négociations, ces syndicalistes ne seront plus les mêmes : ce qui fait d'eux des tribuns politiques, des entrepreneurs de mobilisation – leurs dispositions militantes et leurs dispositions à la critique, leur capital militant et leur capital expert – va se trouver mis en exergue, comme « révélé » par la grève des 44 jours.

Ce retournement s'opère de plusieurs manières. La particularité de la situation tient d'abord à la médiatisation des négociations, dont procède une forme de dévoilement. En effet, si l'on s'en tient à la façon dont les médias couvrent traditionnellement des négociations entre l'Etat, les syndicalistes et le patronat en France lors d'un conflit, le format est généralement le même : on évoque parfois le fait que les représentants syndicaux et patronaux sont « reçus à l'Elysée » (ou à Matignon) pour négocier, marquant le fait que le conflit est pris en compte d'un point de vue institutionnel, que le pouvoir politique prend connaissance des revendications, et décide ou non d'y répondre, d'arbitrer en faveur ou en défaveur des requérants. Le déroulement concret des négociations est rarement dévoilé, au profit d'une mise en scène visant à manifester la recherche par chaque acteur d'une solution consensuelle : en général, les médias donnent (avant ou après les négociations) la parole aux différents acteurs qui affichent leurs objectifs ou rendent compte de l'état d'aboutissement des négociations. Cette situation rituelle reflète parfaitement la dissimulation des enjeux du conflit dont parle Bourdieu lorsqu'il évoque la difficulté des dominés à subvertir le rituel ou à questionner le cadre au sein duquel il se déroule<sup>560</sup>. Ici, la retransmission a d'abord permis aux dirigeants du LKP d'exposer la plateforme de revendications aux yeux d'une grande partie de la population, qui a suivi en direct les négociations, et de rendre publiques un certain nombre d'informations auxquelles les Guadeloupéens n'avaient pas accès. C'est ce que met en avant l'un de nos enquêtés, syndiqué à l'UGTG après la vague de contestation de 2009 :

*« Depuis quand êtes-vous syndiqué à l'UGTG ? »*

Depuis 2010, quelques mois après mon arrivée dans l'entreprise, j'ai pris ma carte et depuis je suis à l'UGTG. C'est vraiment une sorte de prise de conscience. J'ai suivi le mouvement LKP en 2009, je l'ai suivi en tant que Guadeloupéen. Je n'étais pas encore militant, je n'étais pas encore adhérent UGTG. J'étais justement en train de suivre la situation. Je participais aux manifestations, lorsqu'il y avait des meetings j'allais aux

---

<sup>560</sup> BOURDIEU, Pierre. *Langage et pouvoir symbolique*, Ed. rev. et augm, Paris. Seuil, 2001. p7.

meetings. Je participais aux marches aussi. J'écoutais la radio, Radio Tambour<sup>561</sup>. Je suis aussi régulièrement l'activité, j'ai suivi les réunions qui ont été faites à l'époque. Je suivais tout à la télévision. Et c'est là que j'ai pu voir la réalité. J'ai regardé les négociations sur Canal 10 et puis sur RFO.

*En quoi ce moment des négociations vous a-t-il marqué ?*

C'est vrai qu'il y a certaines choses que l'on ne sait pas en tant que Guadeloupéens, voire même en tant que syndicalistes. Sur le chômage, sur les prix, sur le fonctionnement de l'économie et la politique en Guadeloupe. Parce que le peuple n'y a pas accès, en fait. Et là le fait que les négociations aient été filmées, on a assisté à la face cachée, on avait accès... Alors que d'habitude, on vit, on doit travailler, même quand on est adhérent on n'est pas forcément au courant ... Mais là c'était pas pareil, aux meetings, aux réunions, on découvre certaines choses.<sup>562</sup>»

Comme on le voit ici, la diffusion des négociations vient rompre le quotidien, et semble tenir de l'inédit : c'est un moment particulier où la « *face cachée* » du pouvoir se voit révélée. Malgré cette découverte, l'extrait d'entretien mentionne explicitement le fait que la participation aux activités contestataires s'effectue au contact des organisations membres du LKP – notamment des indépendantistes et de leur fréquence radio. Les routines politiques ne s'évaporent pas au profit de structures participatives radicalement nouvelles qui relèveraient d'une mobilisation éruptive. Au contraire, cette rencontre avec la cause syndicale et indépendantiste est le produit d'un arrangement original, qui se met en place à la fois à partir de l'expérience accumulée par les différentes organisations, de façon différenciée en fonction de leurs cultures organisationnelles, et en synergie avec les attentes portées par les groupes mobilisés. Dans le cas du militant que nous avons interrogé, le fait d'assister aux négociations crée la possibilité d'une rencontre, et l'incite à rejoindre la mobilisation en cours, en participant aux meetings, aux manifestations et aux réunions qui se présentent à lui comme autant d'activités nouvelles.

### **b) Quand les logiques de situation transfigurent les acteurs syndicaux**

Nous avons vu que l'impulsion donnée à la mobilisation par le syndicat majoritaire en Guadeloupe – à savoir l'UGTG – avait d'abord contraint les autres organisations syndicales anticolonialistes (CGTG, Centrale des Travailleurs Unis, Force Ouvrière) à réagir favorablement à son appel par la voix de leur direction, tout en stimulant une appétence

---

<sup>561</sup> La radio indépendantiste de la Guadeloupe, ndlr.

<sup>562</sup> Entretien avec Jean-Michel, syndicaliste UGTG, juin 2014.

revendicative et contestataire chez ces dernières<sup>563</sup>. Il faut ici rappeler que l'UGTG demeure encore stigmatisée, principalement par les élus et par le patronat, mais également par une partie de la société guadeloupéenne et par les autres syndicats. C'est donc une organisation à l'image transfigurée par le contexte de mobilisation qui se présente au regard du public guadeloupéen. Parmi les entretiens qui illustrent le mieux ce phénomène, nous revenons ici celui de Raphaëlle, sympathisante de l'UGTG syndiquée à l'UNSA suite à la grève des 44 jours<sup>564</sup>. Cette dernière insiste sur le fait que l'ampleur de la mobilisation autour du LKP tient à la synergie entre deux éléments : d'une part, le caractère unitaire d'une mobilisation initiée par l'UGTG et d'autres organisations, et d'autre part le sentiment que cette coalition réunissait alors les conditions de son propre dépassement :

*«- Est-ce que tu penses que « quelque chose » a changé par rapport à ça. Par rapport au fait que lorsque l'UGTG est impliquée dans une grève, souvent on leur reproche d'être indépendantistes. On dit : ‘mais c'est l'UGTG, ils veulent l'indépendance, ils font toujours comme ça !’ ?*

Je dirais que c'était mitigé, surtout au début. Les gens qui avaient bien compris les revendications du LKP ils ne pensaient plus comme ça, parce que les gens ont pris la peine d'écouter et d'entendre. Et le fait qu'il n'y avait pas que l'UGTG, que l'UGTG n'y allait pas toute seule, aussi. Enfin, tout ça, ça faisait que le discours sur l'UGTG ne prenait pas. Mais, ce qu'il y a eu aussi, c'est que les gens ont pu voir que les dirigeants du LKP ont été « vrais », qu'ils avaient un discours très honnête. Un discours très pédagogique aussi<sup>565</sup>. Et les gens ont compris. Et même ma mère, une personne... Ma mère, il fallait la voir quand on parlait de l'UGTG avant : “nèg kay bloké la - ces noirs qui bloquent -”. Mais là, pas une seule fois elle ne m'a dit quelque chose comme ça. Par exemple, avant 2009, si elle avait su que je voulais participer à une grève organisée par l'UGTG elle m'aurait dit : « N'y va pas ! », ou elle m'aurait empêché d'y aller, peut-être. Elle m'aurait dit : “N'y va pas, il risque de t'arriver quelque chose !”. Et là, non, non, non, pas du tout ! Je sentais presque un soutien. Elle me disait “Voilà, vas-y !”. Il y avait beaucoup de gens comme ça. [...]. Les gens réagissaient et nous on était étonnés !<sup>566</sup>»

---

<sup>563</sup> La spécificité de la direction collégiale du LKP (une voix par organisation) peut être interprétée comme le résultat direct de ce *hiatus* : l'agrégation de divers partis politiques, associations, collectifs ou groupes carnavalesques s'explique à la fois par l'idée de dépasser le cadre excessivement concurrentiel de l'intersyndicale tout en faisant des syndicats le centre de gravité du collectif.

<sup>564</sup> Cette présentation de la part de l'enquêtée comme « sympathisante » de l'UGTG révèle à quel point le projet du syndicat indépendantiste se donne à voir comme pleinement politique, y compris pour des individus syndiqués dans d'autres organisations.

<sup>565</sup> Nous soulignons.

<sup>566</sup> Entretien avec Raphaëlle, syndicaliste UNSA, janvier 2012.

Cet extrait d'entretien, où Raphaëlle évoque nous a fait penser aux travaux de Mounia Bennani Chraïbi et Olivier Fillieule sur les révolutions arabes, où ces derniers réaffirment l'importance d'une analyse de l'actualisation des dispositions et insistent sur les socialisations contradictoires qui peuvent surgir à la faveur d'un événement protestataire. :

« [...] s'attacher à une sociographie fine des acteurs dans leur diversité en replaçant leurs actes et leurs perceptions dans la perspective d'une histoire à la fois personnelle et familiale. Ce qui implique de placer au cœur de l'analyse les acquis des travaux sur la socialisation et d'associer l'interrogation sur la formation des dispositions à agir à celle de leur transformation par l'expérience militante et l'événement. Autrement dit, dans une perspective ni « causale » ni « linéaire », il conviendrait de mesurer ce que « l'engagement génère ou modifie des dispositions à agir, penser, percevoir – et se percevoir – en continuité ou en rupture avec les produits de socialisation antérieures<sup>567</sup> »

Cette analyse nous semble complémentaire de celles proposées par Michel Dobry, qui souligne bien que la diffusion d'un mouvement ne dépend pas que du cours des événements : elle s'effectue en fonction de l'image que se forment les acteurs du sérieux de la mobilisation, mais aussi de la capacité des acteurs mobilisés à briser les représentations ordinaires (les préjugés)<sup>568</sup>. L'image d'un collectif uni dans les négociations face au patronat et aux représentants de l'Etat a clairement joué dans ce retournement d'attitude, en rendant invisibles les oppositions entre les syndicats qui caractérisent l'espace local des mouvements sociaux en temps normal.

---

<sup>567</sup> Voir BENNANI-CHRAÏBI, Mounia, FILLIEULE, Olivier. Pour une sociologie des situations révolutionnaires. *Revue française de science politique*, 26 novembre 2012, vol. 62, n° 5, p. 794. Si cette approche possède le double avantage de ne céder ni à une analyse « mécaniste », ni à concevoir l'extension du conflit uniquement au travers des logiques de situation, cette vision demeure assez peu perméable aux orientations défendues par les acteurs du conflit et à la façon dont ces orientations polarisent l'activité protestataire – ce qui permet de montrer que les pôles se « déplacent » et qui nous semble plus explicite chez Dobry.

<sup>568</sup> On peut citer notamment l'exemple du blocage de la faculté de droit rapporté par Michel Dobry dans le cadre des mobilisations contre la loi Devaquet. Cet événement, tout restreint qu'il soit, possède une portée symbolique : aux yeux des étudiants des autres facultés, l'extension du mouvement à la faculté de droit marque permet de se représenter la généralisation du conflit, dans la mesure où celui-ci touche un secteur qui demeure traditionnellement étranger voire hostile à la protestation étudiante. DOBRY, Michel. « Calcul, concurrence et gestion du sens : quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 », in. FAVRE, Pierre. *La Manifestation*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 1990, p. 357-386. Voir aussi MATHIEU, Lilian. *Comment lutter ? : Sociologie et mouvements sociaux*. Paris : Textuel, 2004, p.125.

## **1) La maîtrise symbolique du recours à l'expertise comme condition de la critique**

Les syndicalistes sont ainsi parvenus à démontrer que les prix de l'essence ou d'autres denrées étaient bien le résultat de la mainmise de la grande distribution, ou ont souligné l'incapacité des élus à assurer la continuité territoriale en matière d'accès à l'emploi, aux services publics, etc. Si le discours du préfet, ses arguments pour justifier la cherté de la vie ou ses appels au calme n'ont pas rencontré d'écho lors des négociations télévisées, c'est donc à la fois parce que les syndicalistes étaient capables de lui porter une contradiction suffisamment étayée. On peut citer l'expertise mobilisée par Alain Plaisir, ancien douanier et auteur d'un livre critique à l'encontre de l'octroi de mer et de son influence sur les prix qui participa directement aux négociations, ou encore les arguments de l'UGTG concernant le prix de l'essence qui émanaient directement du secteur concerné (l'Union des Travailleurs des Produits Pétroliers). Mais il faut également voir ce recours à l'expertise dans ses déclinaisons pédagogiques ou symboliques – notamment si l'on songe à l'insistance avec laquelle les différents représentants syndicaux ont simplement mentionné des prix de consommation courante dans les grandes surfaces que les autorités feignaient d'ignorer, dans le but de piéger leurs interlocuteurs et de les placer en porte-à-faux vis-à-vis d'une population en attente de réponse de la part des pouvoirs publics. Une réflexion qu'illustre le dirigeant syndical Raymond Gauthiérot, lorsqu'il évoque l'attitude du préfet, qui était supposé constituer le principal interlocuteur potentiel des syndicalistes mandatés pour négocier. Figure particulière dans le paysage politique guadeloupéen, le préfet est d'abord le symbole d'une autorité émanant directement de la métropole. Par ailleurs, cette figure du préfet est souvent présentée dans la culture populaire comme « toute puissante » parce que particulièrement instruite (nous allons le voir par la suite). De la même façon, il fustige l'image du « médecin charlatan » qui représenterait l'attitude des élus vis-à-vis des arguments avancés par le LKP. Le fait que les élus n'aient pas appuyé des revendications auxquelles l'attitude « *exemplaire* » des syndicalistes avait donné du crédit au début des négociations les a discrédités en retour. Ou plutôt, leur discours, leur point de vue sur la situation - parce qu'il se trouvait contredit par leurs actes - devenait alors incompréhensible pour les Guadeloupéens à qui ils s'adressaient :

*« Le fait que les négociations aient été filmées, est-ce que ça a changé quelque chose dans le cours de la mobilisation ? »*

Je pense que oui, mais même si les négociations n'avaient pas été filmées, nous on a l'habitude de mener des négociations, sans pour autant être filmés. Mais ce que ça a démontré, pour le Guadeloupéen en général, c'est que... Le Guadeloupéen moyen, en

général, pensait qu'un préfet connaissait tout, et qu'il avait tout pouvoir. *Tu es un préfet, tu as une carrure, tu as un charisme, tu as un pouvoir. Dans le parler populaire, quand on dit de toi que « tu es un préfet », c'est que tu sais tout*<sup>569</sup>. [...] Et les élus qui étaient présents, ils n'ont jamais été capables de montrer qu'ils étaient des élus guadeloupéens capables de discuter avec l'État français. De dire simplement que les Guadeloupéens avaient raison. Ils sont tous restés de leur côté, sans rien dire. Les Guadeloupéens se sont dits : « Mais alors, les gens sur lesquels nous comptons, ils ne valent pas le coup ? ». C'est comme si tu allais chez un médecin, et qu'après qu'il t'ait ausculté, tu te rends compte qu'il n'a pas les diplômes. C'est ça qui a donné son élan au mouvement.<sup>570</sup>»

Il est symptomatique que le syndicaliste utilise l'image des diplômés et du médecin pour décrire le retournement de croyance, signifiant par-là que c'est en jouant sur le terrain de l'adversaire – celui de l'expertise, généralement garanti par la possession de titres scolaires – que le LKP est parvenu à provoquer, parmi la population guadeloupéenne, un mouvement de défiance à l'égard des élus et des autorités administratives. C'est toute la logique de représentation, qui fonctionne à partir de ce que Pierre Bourdieu nomme des attributs symboliques « objectivés » qui est ici dévoilée et renversée. On voit apparaître les éléments qui illustrent une relation de pouvoir déterminée entre ceux qui exercent le pouvoir et ceux qui le subissent, au sein même du champ où se produit et se reproduit la croyance. A ce double titre, si le préfet représente l'Etat français en Guadeloupe, il « incarne » et rend visible un rapport de citoyenneté et de sujétion particulier de l'Outre-mer vis-à-vis de la métropole. Or, les propriétés sociales qui ont trait autant à la gouvernance qu'à la capacité d'expertise, et agissent habituellement en renforçant la croyance répandue dans une forme de « supériorité » du préfet sur toute autre autorité politique sont ici battues en brèche.

Comme nous allons le voir, l'attitude des élus socialistes guadeloupéens, dont les compétences n'étaient pourtant pas spécifiquement sollicitées par la plateforme de revendications, a également participé à ce retournement symbolique et probablement aggravé la crise de croyance qui s'en est suivie, car ces derniers ont tardé à appuyer les revendications avancées par le LKP ou se sont abstenus de le faire<sup>571</sup>.

---

<sup>569</sup> Nous soulignons.

<sup>570</sup> Entretien avec Raymond Gauthiérot, ancien secrétaire général de l'UGTG, janvier 2012.

<sup>571</sup> BOURDIEU, Pierre. La représentation politique, *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 36-37, février/mars 1981. pp.3-24.

### a) Des dominants pris à leur propre jeu

Luc Boltanski évoque le fait que, pour se prémunir de la critique, l'institution s'engage dans des « épreuves de vérité » destinées à réaffirmer la permanence et la cohérence de l'ordre des choses à laquelle elle est adossée ; la répétition du rituel dont la formalisation stricte souligne le caractère stable, voire immuable, de ce qui est, en est une des expressions privilégiées<sup>572</sup>. D'après nos entretiens avec les syndicalistes, il apparaît que l'ouverture des négociations était destinée à discréditer le mouvement, soit parce qu'elles visaient à « *provoquer une réaction de violence de la part du LKP*<sup>573</sup> », soit parce qu'elles visaient à démontrer que le préfet avait la situation en main. Mais la retransmission a aussi mis en lumière les *conditions* de la négociation. Nous l'illustrons par un autre passage de l'entretien avec Raphaëlle, qui nous paraît représentatif du sentiment de nombreux Guadeloupéens rencontrés lors de notre enquête de terrain – syndicalistes ou non – à l'égard de ces négociations télévisés :

*«Toi tu as regardé les négociations quand elles sont passées à la télé ? Est-ce que tu as l'impression que c'est le moment où les Guadeloupéens se sont rendu compte qu'il y avait vraiment un problème ? Qu'ils ont pris conscience de certaines choses à cause de ça ?*

En fait, lors de ces négociations, on s'aperçoit d'un certain nombre de choses qui se passent. Il y a des choses que tu sais, dont tu as entendu parler. Mais jusque-là, ce sont des choses dont tu as entendu parler, mais ça reste du « non-officiel ». Et là tu te rends compte que vraiment, certaines choses ne vont pas. Enfin certaines choses dont tu pouvais te douter, que tu pouvais savoir, et que véritablement ce n'est pas normal ! Ce n'est pas bien ! Et que ces gens-là, les responsables, ils le savent. Mais ils ne disent rien, ils ne protestent pas ! Parce qu'on a l'impression... On a l'impression que ça leur suffit, que ça leur plaît peut-être dans cette situation-là ! On a l'impression de gens qui se complaisent, oui que le système qui se trame, il ne les dérange pas. Et après des gens qui m'ont euh... Enfin des gens que j'ai découverts, il y avait Willy Angèle<sup>574</sup>. Et ce mec-là, franchement... Et puis aussi Mme Koury, la directrice de la Chambre de Commerce et d'Industrie. [...] Au départ, la première personne qui m'a... Comment dire ? Qui m'a choquée, ça a été le président du conseil régional, pour son attitude hautaine. Disons son attitude, même le fait qu'il était moqueur, ça m'a beaucoup... Ça m'a beaucoup énervée.<sup>575</sup> ».

---

<sup>572</sup> BOLTANSKI, Luc. *De la critique: Précis de sociologie de l'émancipation*. Paris : Gallimard, 2009 : p 185.

<sup>573</sup> Voir la citation d'Elie Domota mise en exergue au début de cette sous-partie.

<sup>574</sup> Président du MDEF Guadeloupe en 2009.

<sup>575</sup> Entretien avec Raphaëlle, syndicaliste UNSA, janvier 2012.

On voit clairement dans cet extrait que la retransmission des négociations agit d'abord comme un révélateur des enjeux de pouvoir. Ce n'est pas seulement une forme de mépris social qui est ici critiquée par notre enquêtée, mais une forme d'inaction qui place les élites locales en porte-à-faux vis-à-vis des responsabilités qu'elles occupent. Les négociations exposent les personnalités qui incarnent le pouvoir à la critique – parce qu'elles l'exercent mal. Une nouvelle fois, c'est l'efficacité performative du pouvoir qui est ici prise en défaut - comme le rappelle Bourdieu :

«[...] En politique, «dire c'est faire», c'est-à-dire faire croire que l'on peut faire ce qu'on dit et en particulier faire connaître et reconnaître des principes de division du monde social, les mots d'ordre, qui produisent leur propre vérification en produisant des groupes et, par là, un ordre social. La parole politique - c'est ce qui la définit en propre - engage totalement son auteur parce qu'elle constitue un engagement à faire qui n'est vraiment politique que s'il est le fait d'un agent ou d'un groupe d'agents responsables politiquement, c'est-à-dire en mesure d'engager un groupe et un groupe capable de l'accomplir : c'est à cette condition seulement qu'elle équivaut à un acte.»<sup>576</sup>

Puisque la présidente de la CCI ou le représentant du MEDEF « ne font pas ce qu'ils disent », qu'ils paraissent se contenter de la situation, leur légitimité à s'exprimer politiquement est singulièrement mise à mal. Cette critique virulente du décalage entre la responsabilité des élites locales et leur incapacité commune se mettre d'accord sur les solutions possibles se retrouve lorsque notre enquêtée évoque le cas du président de région :

« *C'est Lurel le président de région ?*

Oui, oui, moi j'étais devant ma télé et j'étais... (*Raphaëlle fait des signes d'exaspération avec les bras*). Je ne peux pas comprendre qu'un Guadeloupéen, en tant que président du conseil régional, il puisse agir comme ça. Oui je dirais même que quelque part, pour moi enfin... Ce ne sont pas des Guadeloupéens !

*Ça t'a vraiment choquée ?*

Ah oui ! L'attitude de départ, de se moquer. [...] Parce que Lurel, un jour il nous a carrément fait la leçon : il nous rappelait les choses qu'il avait faites par le passé, comme si on était dans une élection. C'était ça ! C'était vraiment grave ce truc-là. De voir des gens comme ça, des gens qui n'écoutent pas alors qu'il y a des gens en lutte qui viennent vous dire qu'il y a un problème et qu'il faut qu'on trouve des solutions à ça. Et, des fois tu es là... et eux ils viennent, ils nous racontent leur vie comme si c'était les élections : qu'ils ont fait ci, qu'ils ont fait ça. Non ça ne le faisait pas.<sup>577</sup> »

---

<sup>576</sup> BOURDIEU, Pierre. « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 36-37, février/mars 1981, p.13.

<sup>577</sup> Entretien avec Raphaëlle, syndicaliste UNSA, janvier 2012.

Cet extrait esquisse les contours de la mise en échec du dispositif de négociation, avec son rituel et sa « mise en scène ». L'exaspération dont fait ici part l'enquêtée vis-à-vis du président de région, accusé de « *ne pas être un Guadeloupéen* », illustre une fois encore la rupture qui s'est opérée entre détenteurs de l'autorité et le public ayant pu assister aux négociations. Si l'attitude du préfet avait déjà outré nombre de Guadeloupéens sensibles aux arguments du LKP, l'attitude des élus et des représentants du patronat est également très mal perçue. Le fait que les personnalités politiques et les représentants du patronat continuent de « *jouer leur rôle* » en se retranchant derrière leur statut ou leur bilan pour faire valoir de leur supériorité sur les syndicalistes du LKP révèle le malaise qui habite les élites guadeloupéennes. Plus encore, l'enquêtée exprime l'inadéquation entre des réflexes issus de la compétition politique au regard de la gravité de la situation sociale guadeloupéenne, notamment parce que les syndicalistes du LKP apportent des propositions que le président de région refuse de prendre au sérieux. Peu disposés à discuter avec les syndicalistes – et, à notre connaissance, peu coutumiers du fait – le président de la région et du conseil général n'ont d'autre solution que de brandir la légitimité de leur mandat avant de s'éclipser.

## **2) Mise en échec des adversaires du LKP**

Le 28 janvier, le préfet quitte la table des négociations, au huitième jour de grève. Le 30 janvier, une nouvelle manifestation réclame l'ouverture de négociations sur la baisse des prix et l'augmentation des salaires. La Guadeloupe est alors paralysée. Chaque soir, les meetings du LKP se déroulent au « Bik », devant plusieurs milliers de personnes (parfois jusqu'à 6 000 manifestants). Le quartier de la Mutualité devient le lieu de rencontre des travailleurs en lutte et de tous les secteurs de la population désireux de se mobiliser. Les marchandes s'y sont organisées pour vendre leurs produits. Un nombre important de Guadeloupéens vient quotidiennement s'informer des dernières nouvelles de la grève. Pour pallier la rareté de certains produits, les agriculteurs ont pris l'habitude de descendre à la Mutualité pour vendre leurs légumes. Ces marchés se sont multipliés dans plusieurs communes de Guadeloupe, pour faire face notamment à la pénurie des grandes surfaces. Ce sont également les tenanciers des petites boutiques de campagne, des petits « lolos », qui assurent le ravitaillement de la population.

### **a) Des négociations au point mort**

Trois jours après la rupture des négociations, le 31 janvier, le ministre de l'Outre-mer, Yves Jégo, arrive en Guadeloupe. Il a d'abord tenu à rencontrer les « autorités » locales : le préfet,

les services de l'État, les élus locaux et le patronat. Le 4 février, il invite les représentants du LKP à une première négociation. Le même jour, et comme ils l'avaient déjà fait lors du premier épisode de négociation, les grévistes et la population mobilisée tentent une « démonstration de force » en manifestant en grand nombre à Pointe-à-Pitre. Les manifestants s'invitent même aux abords de la salle pendant toute la durée de la négociation. Les jours suivants, les discussions se poursuivent à la Préfecture. Les organisations syndicales s'accrochent à la revendication d'augmentation de salaire de 200 euros, cette revendication étant devenue symbolique de la grève générale pour entraîner l'adhésion et la combativité des habitants. Face au LKP, les organisations patronales sous l'égide du Medef et de son leader, Willy Angèle, refusent de céder. Ils réclament de nouvelles subventions à l'État pour financer la hausse des salaires et des minima sociaux. Une attitude qui n'a pas surpris outre-mesure les syndicalistes du LKP, habitués à rencontrer ce genre de difficulté dans les épisodes de négociations :

*« Le manque de dialogue de la part des élus vous a-t-il surpris ?*

Ça nous a surpris, mais pas tellement, non plus ! Nous avons toujours été traités avec mépris. Ils ne vous adressent pas la parole, ceux d'en face. On faisait descendre des milliers de gens dans la rue, et de leur côté : rien ! Ils ne nous adressaient pas la parole. Quand tu vois en France, que le cas d'une usine qui ferme parvient à attirer l'attention des médias, qu'il y a une mobilisation, des manifs, des actions. Toute de suite, un élu s'empresse de venir s'enquérir de ce qui se passe. Bon c'est de la politique, hein ! Mais au moins, on laisse les gens s'exprimer, et on les écoute. Là, ils sont venus sans rien du tout. Depuis un mois qu'ils avaient notre protocole, la plateforme et tout, ils auraient pu y mettre le nez et regarder ce qu'on proposait. Et en plus, nous pendant ce temps, on la faisait connaître, on la maîtrisait à force de répéter. Et eux, mais eux, on aurait dit qu'une fois de plus, ça ne les concernait pas. Leur attitude semblait dire "Quand vous aurez faim, vous retournerez bosser !" C'est le mépris le plus total. Et en fin de compte quand monsieur Desforges [*le préfet*] a quitté les négociations, avec tous les représentants de l'Etat français, nous avons pris ça comme une forme de provocation. Nous étions conscients qu'ils attendaient de nous que nous nous mettions en colère pour pouvoir nous réprimer. C'est tout ce que l'Etat français avait à nous proposer. Et nous avons dû jouer très fin, sans jamais tomber dans le piège de la violence. Quand le préfet est parti on sentait quelque chose d'anormal. Plusieurs choses nous ont surpris : le nombre de gendarmes à Jarry, bien supérieur qu'à l'habitude. Et puis le préfet et ses collaborateurs avaient une attitude de personnes qui étaient pressées, et qui voulaient en finir. Et très tôt on a dit aux camarades : "Gardez votre calme quoi qu'il se passe". On redoutait un peu ce qui pouvait se passer. »<sup>578</sup>

---

<sup>578</sup> Entretien avec Elie Domota.

Ce témoignage du leader du LKP semble indiquer que les autorités ont sous-estimé le degré de détermination et peut-être, aussi, la capacité des contestataires à éviter un recours à la violence qui les aurait délégitimés. Devant ce qui apparaît comme une dérobade des interlocuteurs du LKP, on sent aussi poindre l'incertitude quant à ce qui pourrait advenir si la violence venait à s'exprimer. Elie Domota, Jean-Marie Nomertin et les autres responsables du LKP, qui ont jusque-là réussi à organiser la contestation sans débordements, redoutent une réaction d'exaspération de leurs propres troupes, réaction dont ils pensent qu'elle entraînerait une répression immédiate. Même si le « *jouer très fin* » n'a pas explicité, il donne à penser qu'à cette étape où les négociations sont rompues, le lien fragile tissé entre le LKP et les Guadeloupéens qui se retrouvent dans son discours pourrait être brisé, laissant de nouveau cours à la stigmatisation de l'« irresponsabilité » ou à la « violence » des syndicalistes.

### 3) La division des élites guadeloupéennes

Du côté des élites économiques et politiques de la Guadeloupe, le consensus semble rompu ou du moins suspendu après le cuisant échec du début des négociations. En témoignent les mauvaises relations manifestes entre Yves Jégo, venu de métropole au secours des autorités locales, et Willy Angèle, le patron du Medef guadeloupéen. Alors qu'il entretient habituellement « *de bonnes, voire très bonnes relations, avec le préfet, et même avec le président de région [socialiste] Victorin Lurel* », la venue d'Yves Jégo n'a, selon lui « *fait qu'aggraver la situation* ». Willy Angèle affirme, de manière un peu confuse, qu'Yves Jégo possédait un diagnostic erroné de la situation et que, dans le même temps, il avait sous-estimé la détermination des dirigeants du LKP qu'il allait être amené à rencontrer. Ceci peut être expliqué par le fait que Willy Angèle, fréquemment confronté aux syndicalistes guadeloupéens, attribue au LKP une visée « *révolutionnaire* », « *insurrectionnelle* » et « *indépendantiste* » dont il est persuadé que « *les Guadeloupéens ne veulent pas* ». Il explique par ailleurs que, « *contrairement à Yves Jégo* », il n'a pas été surpris par « *cette agitation* », qu'il juge « *dans la cohérence de leur idéologie [celle des syndicalistes], celle de la lutte des classes* » :

Yves Jégo il a débarqué ici, il comprenait rien, mais alors rien ! Et, excusez-moi de parler trivialement, mais lui, Jégo, il s'en fout de la Guadeloupe, il en a rien à foutre ! Déjà, il n'y connaît rien, ou pas grand-chose. Alors, les problèmes de l'entreprise ici ça lui passe au-dessus. Il ne connaît pas nos difficultés à mettre en valeur l'entreprise, la concurrence. Ici, les gens perçoivent l'entreprise uniquement comme un lieu où les gens vont se faire exploiter. Par contre, il était persuadé qu'il s'agissait d'une crise de décolonisation, comme dans les années 60, et qu'il avait un rôle à jouer. Ça c'était son

grand truc, ça ! Il est arrivé ici, en Guadeloupe, et il a dit : “Mais enfin, c’est inadmissible de payer une brosse à dents aussi cher !” Non, vraiment, il ne prenait pas la mesure de ce qui se passait. Et c’était très difficile, après les premières négociations où le LKP n’avait rien voulu savoir. D’ailleurs le LKP non plus, nous ne comprenions pas ce qu’ils cherchaient, vu que Jégo était prêt à tout leur lâcher. Personnellement, je vous le dis : je ne comprends toujours pas son rôle dans cette histoire.

*Mais, quand même, monsieur Jégo représente un gouvernement UMP qui, à ma connaissance, n’est pas des plus hostiles aux intérêts du Medef, il n’y avait pas moyen qu’il intercède en votre faveur ?*

Oui... mais non ! Parce que lui c’est un franc-tireur, il était là pour... Je n’ai jamais bien compris ce qu’il cherchait. Mais en tous cas, il n’en faisait qu’à sa tête. En face de lui, il avait ceux dont je vous ai parlé, des trotskistes, des marxistes, et puis des indépendantistes. Eux, leur truc, c’est l’insurrection. Vous me direz, c’est original comme stratégie d’insurrection, mais enfin... Parce qu’il ne faut pas croire, hein, au LKP il y a une multitude d’organisations, mais il y a ceux qui donnent le “la” et ceux qui suivent. Et ceux qui donnent le “la”, je peux vous dire, eux, ce qu’ils veulent, c’est uniquement le conflit, c’est l’indépendance. Bref, Yves Jégo il n’a rien compris à tout ça, il pensait que c’était une crise de décolonisation, et il n’y avait pas moyen de lui faire comprendre que pour les entrepreneurs ici, les plus petits notamment, 200 euros, c’était quelque chose de très très difficile à mettre en place.<sup>579</sup>

On comprend, grâce à cet extrait d’entretien, que les enjeux de pouvoir, de représentation et de communication qui sous-tendaient les logiques de concurrence entre les secteurs, se transforment au cours même de la mobilisation. Les institutions qui, bien souvent, sont le produit de ces logiques concurrentielles – cristallisant la domination d’un secteur ou un compromis entre des secteurs – entrent en crise ou doivent faire face à l’accentuation de contradictions internes. On peut rapprocher ce phénomène de l’effondrement des collusions évoqué par Michel Dobry<sup>580</sup>, dans la mesure où la tension entre Yves Jégo et le Medef local, tout comme le rappel d’Yves Jégo sous la pression du patronat, attestent d’une forme de désolidarisation au sein de l’Etat.

Au cours de son séjour, Yves Jégo tente alors une rencontre qui aurait dû rester secrète avec Elie Domota<sup>581</sup> dans le but d’obtenir l’abandon de la revendication des 200 euros, dans

---

<sup>579</sup> Entretien avec Willy Angèle, président du Medef en Guadeloupe, le 28 février 2012.

<sup>580</sup> Par transaction collusive, Dobry désigne les échanges et la complémentarité entre différentes sphères sociales ou différents ensembles politiques spécialisés et différenciés. Bien qu’elles soient souvent soustraites au regard des publics « profanes », ces transactions collusives sont, dans la théorie de Dobry, nécessaires à la reproduction du système – voire à sa survie. DOBRY, Michel. *Sociologie des crises politiques*. 3e édition revue et corrigée. Les Presses de Sciences Po, 2009, pp 110-111.

<sup>581</sup> Elie Domota nie toujours que cette rencontre ait eu lieu.

l'espoir d'une sortie du conflit moins défavorable pour l'Etat et le patronat. Le 6 février 2009, sous la pression et la détermination de la mobilisation, Yves Jégo est contraint de concéder une baisse significative des prix du carburant. Dans la nuit du 7 au 8 février, un accord est sur le point d'être conclu entre le patronat, l'État et les syndicats de salariés, sur les 200 euros d'augmentation des revenus. Le secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer propose que l'État prenne en charge la moitié des 200 euros et que l'autre moitié soit payée par les patrons et les collectivités territoriales<sup>582</sup>. Un véritable « coup de théâtre » se produit alors : le lendemain, 8 février, Yves Jégo est rappelé à Paris par le premier ministre, François Fillon.

Suite à ces négociations arrêtées, les effets déjà sensibles de l'interaction conflictuelle vont s'intensifier. Dans un contexte de tension liée à la radicalité des répertoires employés, la compétition entre les organisations membres du LKP va s'accroître. Dès lors se pose la question de savoir si la situation relevait de la catégorie des « crises politiques » au sens où l'entend Michel Dobry<sup>583</sup> - une caractérisation que nous n'endossons que partiellement. Dans le temps fort de la crise antillaise, il semble bien que les structures sociales aient perdu de leur rigidité ou de leur imperméabilité. Elles sont devenues plus « fluides », sous la pression de secteurs sociaux concurrentiels, entraînant une situation d'incertitude structurelle chez les contestataires comme du côté des autorités. Après la retransmission des négociations, cette situation d'incertitude est de nouveau accentuée par le retournement de croyance qui s'opère auprès du public – et qui précipite un effondrement temporaire des collusions entre autorités nationales et locales. Pourtant, la déssectorisation caractéristique de SCP n'opère que partiellement : si la défiance envers les autorités est manifeste, les positions des groupes antagoniques se maintiennent de façon relativement statique et leurs différents calculs ne semblent pas s'évaporer complètement.

### ***C - La radicalisation du conflit, ou les effets d'escalade de l'interaction conflictuelle***

Ils veulent que ça dégénère, ça on l'a bien compris. Le message a été entendu : ça va dégénérer ! Je le redis solennellement : si quelqu'un

---

<sup>582</sup> "Nous n'allons pas payer pour les entreprises mais nous allons soutenir les entreprises qui négocient librement avec les syndicats. Ce n'est pas à l'Etat à déterminer le montant des salaires ou le montant des négociations", -Yves Jégo, rapporté par l'AFP, « Guadeloupe Martinique : François Fillon va recevoir Yves Jégo à 15h », (AFP) – 9 févr. 2009.

<sup>583</sup> DOBRY, Michel. *Sociologie des crises politiques*. 3e édition revue et corrigée. Les Presses de Sciences Po, 2009, p. 11-20.

blesse un manifestant ou un membre du LKP, il y aura des morts. Il faut qu'on se mette ça en tête à partir de maintenant.

- [la journaliste présente l'émission sur le plateau] *Et si quelqu'un du LKP blesse un chef d'entreprise ?*
- Je répète encore : si un manifestant du LKP est blessé, il y aura des morts. Nous on n'a rien d'autre à dire. Il est inadmissible que dans un pays comme la Guadeloupe, qui est rongé par le chômage, rongé par le sous-emploi et rongé le racisme, la seule réponse de l'Etat, des békés, la seule réponse de Willy Angèle, c'est de ne pas négocier ! leur dernière proposition, c'est quoi ? 1,6% d'augmentation, ça ne représente même pas le coût de la vie.
- *Donc vous [le LKP] ne faiblirez pas ?*
- Ah, pas question de faiblir, bien sûr que non ! Je le redis : il faut que ces gens respectent les Guadeloupéens en Guadeloupe ! Je le dis aux békés, à madame Khoury et à monsieur Angèle, nous ne ferons pas marche arrière sur ces dossiers ! Et je n'ai pas peur de le dire : si c'est d'un *Mé 67* dont ils ont besoin pour comprendre, on le fera ! Mais ce coup-ci, sans morts de notre côté. Ce coup-ci : sans morts de notre côté ! Si c'est ça qu'ils veulent, si c'est la guerre civile, ils peuvent compter sur nous !<sup>584</sup>

En ce soir du 12 février 2009, un échange particulièrement tendu oppose le leader du LKP à l'animatrice du journal télévisé de la chaîne locale Canal 10. Evoquant sans détour le souvenir des événements de Mai 67, Elie Domota se fait menaçant vis-à-vis des adversaires du LKP : il prédit des affrontements – voire des représailles – à quiconque s'en prendrait physiquement à un membre du LKP. Ce faisant, il se fait aussi le défenseur de la radicalisation du conflit qui a surgi après plusieurs semaines de grève et d'occupation des lieux de travail. A plusieurs égards, la situation apparaît aux autorités guadeloupéennes et martiniquaises comme « quasi-insurrectionnelle », dans la mesure où des barrages sont dressés sur les routes de Guadeloupe et de Martinique et que les affrontements avec les forces de l'ordre se multiplient.

Dans les jours qui suivent la première rupture des négociations, à l'appel du LKP, les militants et la population dressent des barrages partout sur les routes et dans les quartiers<sup>585</sup>. Comme on peut le voir sur la carte reproduite ci-dessous, la Guadeloupe ne compte pas moins

---

<sup>584</sup> Intervention d'Elie Domota sur le plateau de l'édition spéciale du journal télévisé de la chaîne locale Canal 10, le 2009, le 12 février 2009. Traduction personnelle.

L'extrait peut être visionné sur la plateforme YouTube à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=XrxpRVmY4Zg&t=187>

<sup>585</sup> Voir GIRCOUR, Frédéric, REY, Nicolas. *LKP Guadeloupe : le mouvement des 44 jours*. Editions Syllepse, 2010, p. 48-52.

de 15 barrages tous situés sur des axes de circulation – il faut savoir que les principales routes guadeloupéennes sont situées en pourtour de l’île – ce qui assure au LKP un maillage du territoire. La situation est alors particulièrement préoccupante pour les autorités : la grève paralyse l’ensemble de l’île et les activités économiques, qu’elles soient industrielles, agricole, commerciales ou touristiques s’en trouvent fortement perturbées. Malgré les interventions récurrentes de la police, les barrages tiennent et la Guadeloupe « tourne au ralenti ».

**Cartographie des principaux lieux de conflits<sup>586</sup> :**



**1) L’installation des barrages**

Au fur et à mesure que progresse le conflit et que celui-ci se généralise, des espaces de participation relativement autonomes s’instaurent en fonction des localités où se déploient les différents blocages. L’aménagement et la tenue des barrages deviennent un enjeu central du mouvement, en même temps qu’ils se transforment en lieu d’échanges et d’interactions. Comme l’évoque notre enquêté, il ne semble pas déraisonnable de parler de lieu de politisation, dans la mesure où se confrontent les points de vue des différents participants et

<sup>586</sup> Carte issue de l’article de Rosan Monza. MONZA, Rosan. Géopolitique de la crise guadeloupéenne : crise sociale et/ou postcoloniale ? *Hérodote*. 2009, vol. 135, p. 170.

où s'élabore conjointement une perception politique du cours des événements – non seulement entre militantes et militants, mais également avec des personnes extérieures ou passablement hostiles à la grève :

Quand on a commencé à installer les barrages, on savait qu'on rentrait dans le dur du mouvement. Là, attention ! On ne sait pas ce qui peut se passer. Une intervention de la gendarmerie, des provocations ? Et c'est d'autant plus compliqué que c'est vraiment un moment où tout le monde est un peu sur le pied de guerre. Tout le monde est là, les gens passent des journées entières à attendre. Des nuits aussi ! C'est épuisant ! Un jour après l'autre. En même temps, c'est des moments où l'on fait la blague, il y a des gens qui passent, qui viennent se tenir au courant, qui viennent pour porter une *fos* [*de l'aide, du soutien*]. Pas que des gens du mouvement, ou des syndiqués, aussi des gens du voisinage, des gens de la famille. Des fois tu arrêtes des gens, ils repartent. D'autres fois, tu arrêtes une voiture, et c'est ton voisin, bon, tu le laisses passer parce qu'il a besoin de telle chose ou telle chose, mais tu discutes, tu essayes de le convaincre<sup>587</sup>.

L'évocation très fréquente des sociabilités rapprochées (les connaissances, la famille, le voisinage) au cours des discussions portant sur les barrages renvoie à cette forme singulière de politisation par le bas. Cette forme de politisation se traduit par une évaluation du politique resserrée, souvent en prise directe avec les problématiques matérielles (« qui est en charge de tel ou tel problème à résoudre ? », « qui porte la responsabilité de quoi ? »), est également permise par l'horizontalité de tels dispositifs, où les réseaux d'interconnaissance jouent à plein. En effet, ce ne sont plus des leaders syndicaux désignés comme « politiques », « révolutionnaires » ou « indépendantistes » qui s'adressent à la population s'affairant entre les barrages et autour d'eux, mais des individus ou des groupes perçus comme ordinaires qui prennent en charge un certain nombre de problèmes liés à l'approvisionnement ou à la circulation, et qui se voient enjoins à expliciter le caractère politique de leur action (par exemple contre les personnes réticentes ou menaçantes) ou habilités à le faire parce qu'ils possèdent certaines ressources particulières (des informations, des denrées alimentaires, du carburant, etc.).

Ainsi, alors que les principaux responsables syndicaux s'affairent dans les négociations avec les responsables politiques et les représentants du patronat, la « vie de gréviste » pour la grande masse des participants est avant tout régie par une prise en charge des aspects logistiques de la lutte en cours – pour les femmes en particulier. Gérer les déplacements liés ou non à la mobilisation (ce qui demande à trouver de l'essence), trouver de la nourriture et la préparer, s'enquérir des besoins de chacune et chacun dans le voisinage : autant d'activités qui

---

<sup>587</sup> Entretien avec Louis-Eric, militant CGTM, juin 2013.

sont à la fois le produit de la situation de blocage engendrée par la grève générale et la condition matérielle de la poursuite du mouvement. Comme l'explique Rose au cours d'un entretien, le sentiment d'être « *absorbée* » par une mobilisation exceptionnelle s'articule avec la nécessité de « *parer au plus pressé* » :

Le quotidien pendant la grève générale ? Eh bien, c'était du 24h/24 ! (rires). Je veux dire, le matin on se lève très très tôt parce qu'il faut se tenir au courant pour circuler d'un endroit à l'autre. Il fallait aller à la Maison des Syndicats pour se tenir informé. En même temps, ça n'était pas toujours possible, parce qu'il y avait un quotidien à gérer. Il fallait fonctionner sans essence à la pompe, savoir qui avait de l'essence et aller la chercher. Parce que bon, on avait des camarades qui avaient des stocks, des gens du voisinage aussi. Toutes les informations circulaient par le bouche-à-oreille, et c'était pareil pour la nourriture à partir du moment où les grandes surfaces ont manqué d'approvisionnement. En même temps, il y avait un côté, je dirais... un côté très sympa malgré la pénurie, parce que les gens échangeaient de la nourriture, de l'essence, mais ils discutaient aussi beaucoup ! Les femmes cuisinaient, elles apportaient les repas sur les barrages à proximité, et ça, tous les jours ! Et le soir, on allait écouter les prises de parole, on se tenait au courant, et puis on terminait tard... Neuf heures, dix heures, minuit !... Pour se relever le lendemain à cinq heures !<sup>588</sup>

On comprend, à la lecture de tels propos, à quel point le temps de la mobilisation construit une perception du quotidien particulière. Pour une part, le quotidien sur les barrages se présente comme différent de la routine ordinaire : du fait du rythme imposé par le conflit qui contraint les activités et les déplacements (participer non seulement aux barrages mais aussi aux rassemblements ou aux cortèges de manifestants) mais également en raison des sociabilités qui se nouent ou se renforcent à la faveur du conflit. D'un autre côté, une forme de quotidienneté se reconstruit progressivement, marquée ici par le caractère hiérarchisé – et en grande partie genré – de la division du travail militant, comme nous l'explique une militante de l'UGTG active pendant la grève :

C'est vrai que c'était surtout les femmes qui étaient présentes lorsqu'il fallait préparer le manger et le porter sur les barrages. Mais c'était aussi notre façon d'être, de montrer qu'on est des « *fanm doubout* » [des femmes debout]. Et puis, ce n'est pas que ça... C'est aussi être là pour apporter une force, pour encourager, pour dire qu'il faut continuer et tenir bon. Se défendre aussi, parce que sur un barrage tu as besoin de monde si les *mamblos* sont là, les femmes elles ne fichent pas camp. Non non, on était là !<sup>589</sup>

---

<sup>588</sup> Entretien avec Rose Bonheur, militante CDMT, juin 2013.

<sup>589</sup> Entretien avec Rose, militante CDMT.

Hormis ces évocations de la division genrée du travail militant, on ne trouve pas de trace suffisamment explicite d'une critique de la domination masculine dans le récit de nos enquêtées concernant le fonctionnement du collectif où la vie des barrages - d'autant moins, il faut le dire, que cette question n'a pas fait l'objet d'une investigation systématique de notre part. Comme c'est souvent le cas dans la division du travail militant, la parole des premières concernées fait l'objet d'une forme de réticence et d'auto-effacement par rapport à celles d'individus dominants<sup>590</sup>. La contribution des femmes, pourtant absolument centrale au fonctionnement du collectif, est globalement absente des comptes rendus masculins, hormis pour évoquer des généralités sur les effectifs de la mobilisation (« *il y avait beaucoup de monde, des hommes et des femmes* »), ou fournir une appréciation laudative et partiellement essentialisée du « *courage des femmes* » ou de leur « *dévouement* » (les *fanm doubout*, les *fanm poto-mitan*<sup>591</sup>). Il faut aussi noter que les récits masculins et féminins concordent globalement pour présenter la division genrée du travail militant comme des registres d'activité complémentaire, ce qui participe *de facto* à effacer et à atténuer la portée de la division spécifique du travail militant. Les questions liées au féminisme ont été soit peu présentes au sein du mouvement (ce qui fut apparemment le cas en Guadeloupe), soient importées par des groupes féministes possédant déjà leur propre agenda – s'agissant de l'Union des Femmes Martiniquaises et de la question des violences faites aux femmes, qui a été amenée par les militantes membres ou sympathisantes du GRS particulièrement impliquées sur la question.

#### a) **Regain de tension sur les barrages guadeloupéens**

Au Gosier, à Petit-Bourg, à Capesterre, dans les quartiers populaires des Abymes et de Pointe-à-Pitre, des affrontements ont lieu avec les forces de l'ordre. De nombreux barrages sont l'objet de batailles rangées, malgré les protestations des organisateurs, avec barricades enflammées, jets de pierre et d'engins incendiaires contre les véhicules de police, qui ripostent

---

<sup>590</sup> DUNEZAT, Xavier. La division sexuelle du travail militant dans les assemblées générales : le cas des mouvements de « sans » [En ligne]. *Amnis. Revue de civilisation contemporaine Europes/Amériques*. 1 juin 2008, n° 8.

<sup>591</sup> Littéralement « *poto mitan* » désigne le pilier central sur lequel repose l'édifice de la *kaz* (la maison). Par extension, l'expression « *fanm poto-mitan* » désigne la centralité symbolique attribuée aux femmes et aux mères dans les relations familiales et l'organisation du foyer aux Antilles. D'un point de vue anthropologique et historique, on peut retenir cette expression comme témoignant de la spécificité de la structure familiale antillaise post-esclavagiste, marquée par l'autorité morale et de la valorisation symbolique des femmes et de la maternité, quand bien même ces dernières n'exercent pas de domination sociale sur les hommes – ce qui renvoie à la question d'une possible « matri-focalité » des sociétés afro-descendantes dans l'espace caribéen.

par gaz lacrymogènes interposés et tirs de sommation à l'arme à feu. Toute la population, en particulier la jeunesse des quartiers populaires, s'active sur les barrages au côté des militants des organisations du LKP<sup>592</sup>. Dans les secteurs les plus reculés de la campagne guadeloupéenne, des barrages sont aussi érigés. Du côté des manifestants, l'exaspération ne cesse de croître, face à ce qui apparaît comme l'intransigeance du patronat local et du gouvernement français. Un climat de tension s'installe, et les manifestants s'habituent à la présence quotidienne des forces de l'ordre :

Enfin il y a eu des moments où c'était bien et puis des moments où c'était plus particulier. Quand il y a eu des échauffourées et tout. Avec les jeunes *là-ça*, et en fait la police passait devant nous tous les jours tous les matins, on les voyait passer dans la descente. C'était ... (rire) On les voyait arriver le matin, et là il descendait tous ces CRS étaient vraiment habillés... Avec les protections, des trucs noirs, avec les boucliers, des casques et tout. Ils avaient des gros fusils, etc. etc. Et ils descendaient en ligne. Ils passaient comme ça. Et quand ils remontaient en fait c'était pareil. Quand ils remontaient entre 14 :00 et 16:00 et qu'on leur avait mené la vie dure un peu plus haut, ils devaient remonter tout le morne au pas de charge. Et nous vraiment on trouvait ça assez marrant. Mais ça été de plus en plus dur : au début les camions qui passaient, ils n'étaient pas grillagés. Et puis après ils avaient des grillages, des barbelés etc. etc. Voilà mais bon quoi. Sinon, c'était ça... La vie était réglée par LKP, par les négociations qu'il pouvait y avoir à la préfecture.<sup>593</sup>

Ces considérations valent d'autant plus que l'on travaille sur le phénomène émeutier, peu délimité sociologiquement parlant et qui pose de nombreuses difficultés : qu'il s'agisse de s'appuyer sur des observations de terrain ou de mobiliser des sources archivistiques d'extraction policière, du poids du stigmatisme associé à cette pratique – et qui ressort d'autant plus fortement lorsque l'on aborde des cultures politiques dites « illégitimes »<sup>594</sup>. Il s'agissait également de rendre compte d'un discours sans se limiter au contenu de ce discours et, au-delà, de favoriser une réflexivité qui permette de situer assez précisément le point de vue des acteurs syndicaux par rapport à la séquence de mobilisation qu'a constitué la grève de l'hiver 2009 tout en gardant à l'esprit la tension permanente entre « le choix de l'action et la façon de la pratiquer.

Les affrontements avec la police qui se succèdent semblent renforcer, dans un premier temps, la cohésion des acteurs en lutte. Encore aujourd'hui, nombreux sont les syndicalistes qui se

---

<sup>592</sup> « Le LKP érige des barrages routiers en Guadeloupe », Julien Tac/ AFP -16févr.2009

<sup>593</sup> Entretien avec Raphaëlle, syndicaliste UNSA.

<sup>594</sup> Comme celles des habitants des quartiers populaires ou des supporters de football ou encore en raison du caractère daté des travaux classiques portant sur le recours à la violence dans l'action collective (Gurr, 1967)

refusent à critiquer ces « conflits violents ». Comme le souligne Sophie Bérout, « *la notion de radicalité, qui ne recouvre pas nécessairement celle de violence – une occupation d’usine peut ainsi être menée en revendiquant la « non violence» - n’a de sens qu’en étant saisie de façon relationnelle, à la fois dans une configuration sociale donnée et dans le temps. Elle invite, d’une part, à comprendre le processus d’étiquetage ou de labellisation qui fait que tel conflit est dit comme « illégal », « radical » ou « violent »*<sup>595</sup>. C’est ainsi que Nadine, militante UGTG, continue de justifier le comportement des « jeunes qui venaient se battre » sur les barrages dressés par le LKP :

Il faut les comprendre tous ces jeunes qui allaient se battre avec les *mamblos*<sup>596</sup>! C’était courageux quelque part. Moi, je ne dénonce pas ça. Enfin... C’est terrible d’en arriver là, en tant qu’UGTG je pense qu’il faut faire autrement, mais en tant que Guadeloupéenne, ça ne m’étonne pas qu’on en arrive à ce genre de situation ! Imaginez ces jeunes, ils ont la rage ! Oui, la rage !<sup>597</sup>

A l’aune d’entretiens comme celui réalisé avec Nadine, il apparaît que les formes du discours et les pratiques des acteurs ne se présentaient pas sous une forme univoque ou unilatérale. Au contraire, dans ces moments de tension, l’activité protestataire déployée par les groupes mobilisés contre la *pwofitasyon* était traversée par des contradictions internes : envisager la porosité entre fait de grève et pratique émeutière demande de réintroduire des éléments conjoncturels. Dans cette optique, une place centrale est accordée aux anticipations des agents sociaux en vue de déterminer s’ils ont ou non un intérêt individuel et collectif qui les conduit à soutenir les actes émeutiers. Derrière les arguments moraux avancés, cette coopération est pensée comme « conventionnelle » entre différents acteurs contestataires, lorsque l’usage de la violence contribue à affirmer le profil public de la mobilisation.

### **b) Maintenir la pression ou calmer le jeu ?**

Le 11 février 2009, Yves Jégo revient en Guadeloupe, épaulé par deux médiateurs du travail nommés par François Fillon. Jean Marie Nomertin, secrétaire général de la CGTG, refuse ostensiblement de serrer la main du ministre. Au-delà de ce geste symbolique, qui est particulièrement repris par les médias, la reprise des négociations est marquée par des

---

<sup>595</sup> BEROUD, Sophie. Violence et radicalité dans les conflits du travail, quelques pistes d’analyse. In Abou Ndiaye & Dan Ferrand-Bechmann, dir, *Violences et société. Regards sociologiques*, Paris, Desclée de Brouwer, 2010, p. 147-163. p149.

<sup>596</sup> « Les forces de l’ordres » en créole.

<sup>597</sup> Entretien avec Nadine Cécé, syndicaliste UGTG, responsable locale UTS-UGTG en Basse-Terre, mars 2012.

désaccords profonds et n'aboutit à rien. Les barrages et les affrontements avec la police continuent. Tandis que la tension se fait de plus en plus palpable, le 17 février, en revenant d'un meeting, Jacques Bino, militant de la CGTG et adhérent d'*Akiyo* est abattu alors qu'il s'apprête à quitter le quartier de la Cité Henry IV à Pointe-à-Pitre. Les autorités accusent Rudi Alexis, un jeune Guadeloupéen, du meurtre de Jacques Bino, mais les conditions de son assassinat demeurent aujourd'hui inexplicables. De nombreux jeunes qui participent à la grève, aux manifestations, aux barrages, sont interpellés. Selon la CGTG, les blancs créoles (*békés*) qui composent la majeure partie du grand patronat insulaire exercent une pression constante sur les représentants de l'Etat pour envoyer les forces de l'ordre et obtenir la reprise de l'activité<sup>598</sup>.

La mort de Jacques Bino constitue un tournant dans le conflit en Guadeloupe, les organisations acceptant tacitement de redescendre d'un échelon dans la mobilisation, ceci pour deux raisons : en premier lieu, il s'agit de ne pas exposer davantage les barrages à la répression, le LKP n'ayant pas les moyens d'y faire face, étant donné le déploiement important des forces de l'ordre – CRS, gendarmes mobiles et militaires. En second lieu, il s'agit de conserver la dimension « pacifique » de la protestation, le LKP dans son ensemble étant opposé à une insurrection, comme l'étaient probablement une grande partie des Guadeloupéens mobilisés. En outre, le souvenir du massacre « mai 67 », évoqué par de nombreux militants, fait craindre une escalade de la violence et un dénouement coûteux en vies humaines. Pour permettre l'organisation des obsèques de Jacques Bino et pour lui rendre hommage, les militants relâchent la pression sur les barrages, ce qui ne se produit pas non plus sans heurts, notamment sur le barrage qu'occupe Delphine Prudhomme, syndicaliste FSU, aux côtés des jeunes du journal *Rebelle !*<sup>599</sup> :

Et puis, pendant une semaine on a « tenu » le barrage de Montebello. Là c'était complètement différent. On se levait à 2 ou 3h du matin, on avait des rencarts clandestins pour y aller. On a été hébergés par des gens là-bas quand on ne pouvait pas rentrer. Donc là, on a « disparu » de la circulation pendant une semaine, moi je n'allais pas aux réunions, pas de journal... On avait plus le t-shirt ! Pour pas se faire chopper ! De temps en temps Max [*Céleste, dirigeant de Combat Ouvrier*] venait, il y avait des gens parmi la population qui venaient nous rencontrer, des jeunes aussi, la nuit, et il y

---

<sup>598</sup> *Pour les 50 ans de la CGTG*, brochure éditée par la CGTG, novembre 2011

<sup>599</sup> Créé suite aux mobilisations contre le Contrat Première Embauche en 2006, le journal *Rebelle !* est animé par des lycéens et des étudiants guadeloupéens, et constitue le support de la principale organisation politique de jeunesse en Guadeloupe. Les principaux animateurs sont membres ou sympathisants de l'organisation *Combat Ouvrier*.

avait des types de l'UGTG. Les deux ou trois premiers jours c'était bien, et puis après sous prétexte des obsèques de Bino, ils ont commencé à dire qu'il fallait lever les barrages. Or, nous, on ne voulait pas. On laissait passer les urgences, les pompiers, les ambulances. Mais on a quand même été accusés d'avoir molesté une infirmière. Cette information est passée sur Radio Tambour (la radio indépendantiste), qui a clairement fait comprendre que notre barrage ne faisait plus partie de LKP. Ce qui était faux. Mais ça correspondait quand même à l'autorisation pour les flics de nous dégommer, de nous casser la gueule. On s'est débrouillé pour tenir quand même, on savait que d'autres barrages lâchaient, du coup, on continuait à barrer tant qu'il n'y avait pas de contre-ordre catégorique. Le dernier jour, on a failli se faire chopper, on était plus que douze.

*Et à ce moment-là, Bino, c'était un prétexte pour lever les barrages et négocier ?*

Oui, enfin c'est mon interprétation. L'UGTG voulait négocier. Moi je pense que l'UGTG a essayé de négocier avec Jégo, Domota et peut-être d'autres. Et ce n'est pas choquant en soi, c'est juste que là, on n'avait aucune information, personne n'était tenu au courant. En plein mouvement, clandestinement. On avait des informations contradictoires : ordre, contrordre, pour nous ça devenait louche. Parfois, on avait installé le barrage depuis plusieurs heures quand on voyait une dame de l'UGTG, délégué syndicale, qui passait pour nous dire qu'il fallait tout enlever. Ce genre de cinéma, les jeunes ils n'appréciaient pas trop.<sup>600</sup>

Cet épisode de confrontation met en évidence les premiers signes de divergences dans la coalition LKP. Il est désormais question d'informations « *contradictoires* » ou « *trop rares* », de situations « *louches* » qui peuvent laisser présumer d'une perte de confiance. Après les funérailles du militant CGTG, en présence de 4000 personnes (dont les leaders du LKP et l'ancienne ministre Ségolène Royal), les négociations entre les autorités et le LKP reprennent le 23 février, sur la base des premières concessions obtenues par le LKP avant le rappel d'Yves Jégo à Paris. Le préfet décide d'accorder satisfaction aux gérants des stations-services, espérant motiver une reprise du travail. Un accord est signé avec eux, repoussant à une date indéterminée l'implantation de nouvelles enseignes sur le territoire guadeloupéen. Le calcul des « autorités » se fonde sur l'espoir que la mort du militant de la CGTG et la reprise de la livraison de carburant vont permettre un retour à la vie normale. Plusieurs appels à la reprise des cours dans les écoles sont également lancés par le Recteur d'académie.

## **2) Des tensions en Martinique**

Du côté martiniquais, on assiste également à une remontée de la tension entre les militants du K5F et les autorités de l'île. A la date du 24 février, les manifestants essaient de

---

<sup>600</sup> Entretien avec Delphine Prudhomme.

rentrer de force dans la préfecture, puis encerclent celle-ci et empêchent les représentants du patronat de sortir des bâtiments avec pour mot d'ordre l'obtention de 350 euros d'augmentation pour tous. Comme le raconte alors un journaliste du Journal du Dimanche « [...] *Vers midi, las de voir les négociations traîner en longueur, les manifestants ont décidé d'encercler la préfecture et de ne plus laisser sortir personne. « Pas même pour manger », raconte en riant un membre du Collectif. Mis à la diète et sommés de trouver un accord sous peine de ne plus pouvoir sortir, les patrons ont dû se rasseoir, bon gré mal gré, à la table des négociations. Se contentant, pour tout repas, de ravalier leur fierté. Mais vers 18 heures, une dizaine de jeunes chômeurs, plus impatients que les autres, ont forcé les grilles de la préfecture pour s'inviter à la table des négociations et presser les chefs d'entreprises de mettre la main au portefeuille.*<sup>601</sup> ». Le 27, une nouvelle manifestation à Fort-de-France rassemble plusieurs milliers de personnes et les barrages sont renforcés. De nouvelles manifestations (dont l'une sur la commune du gros-Morne le 28 février et l'autre à Fort-De-France le 3 mars) succèdent aux occupations. Le blocage du port, durant plusieurs jours consécutif, entraîne la rétention de milliers de containers destinés à approvisionner la Martinique.

#### **a) L'encercllement de Fort-De-France**

Le 5 mars, alors que le mouvement entame son trentième jour de grève en Martinique, un premier accord-cadre est signé stipulant une baisse de 20% sur 400 articles de premières nécessités, après une longue soirée de discussion et un renforcement notable des principaux barrages au niveau des zones industrielles de l'agglomération de Fort-De-France. Manifestement excédés par le nouveau durcissement du dispositif de blocage, des chefs d'entreprises et des petits planteurs décident dans la nuit d'organiser une contre-manifestation en encerclant la ville à l'aide de véhicules lourds – notamment des tracteurs venus des campagnes voisines – pour ce qui est alors présenté comme une « opération escargot ». Le 6 mars au matin, la situation est particulièrement tendue entre le K5F, les contre-manifestants venant forcer les barrages et les forces de l'ordre qui tentent de s'interposer entre les différents protagonistes. Dans les rangs du collectif, les syndicalistes s'inquiètent d'une « *manœuvre des békés* » visant à casser le mouvement et à « *déclencher des incidents graves* » :

Ah ça ! C'est le genre de trucs que l'on n'imagine pas forcément, mais ici ils [*les békés, le patronat*], ils en sont capables. C'est-à-dire, il faut bien se rendre compte

---

<sup>601</sup> « La Martinique s'enflamme aussi », *Le JDD*, 25 février 2009.

qu'il y avait un mécontentement chez une partie de la population, de l'inquiétude aussi. Mais c'est quand même... Enfin, ils se sont rendus compte qu'on était en train de gagner quelque chose. Et la première réaction du patronat, ici, c'était de saborder l'accord, de tout fichir en l'air. Alors, ils sont allés soudoyer de pauvres types, des gens à qui ils ont promis 50 euros, 100 euros, en leur demandant de faire le sale boulot. Et c'est vrai qu'ici il y a des gens qui crèvent de faim, des gens qui sont dépendants tous les jours du patron. Alors quand tu leur proposes ce genre d'arrangement, ils font ce qu'on leur dit. Ce sont de pauvres bougres, c'est tout !...

Si de telles allégations sont difficiles à corroborer avec suffisamment de certitude, il apparaît clairement que ce sont effectivement des chefs d'entreprise qui ont pris la tête de la fronde contre la grève organisée par le K5F<sup>602</sup>. Dès le début de la matinée, les tentatives de déblocage donnent lieu à des échauffourées entre « petits patrons » et syndicalistes. Si certains évoquent « *des manœuvres d'intimidation qui étaient surtout destinées à faire les gros titres* », plusieurs militants présents évoquent des véhicules utilisés comme béliers pour « foncer » sur les manifestants. Là encore, comme en Guadeloupe, des actions de représailles menées par des habitants des quartiers populaires ajoutent à la confusion :

Nous [*les syndicalistes*], on redoutait surtout que les choses ne dégénèrent davantage, que ça finisse avec un accident grave, avec un mort. Mais on était davantage pour essayer de raisonner les gars qui faisaient ça. On leur disait : « Bon, écoute, tu as fait ton cinéma, là, si tu as touché de l'argent tu as couillonné ton patron, c'est très bien, maintenant on ne va pas se taper dessus ! » Mais tout le monde n'était pas aussi conciliant, ah non ! D'abord les gens ne se laissent pas rouler dessus sans rien dire, ensuite il y a la question de... Un mois de grève, les gens sont énervés, ils disent « On n'a pas fait tout ça pour rien ! » ou « On n'a pas été virés par les flics, ce n'est pas pour être virés par les békés ! »<sup>603</sup>

Sur les principaux axes de communication de la ville, la journée est ponctuée par des affrontements, auxquels succèdent différentes interventions de la part des forces de l'ordre – qui peinent à circuler entre les différents sites d'affrontements et de blocages. Plusieurs véhicules sont ainsi retournés, endommagés ou incendiés le long de la voie pénétrante qui travers l'agglomération.

---

<sup>602</sup> Entretien avec Philippe Pierre-Charles, secrétaire général de la CDMT, juin 2013.

<sup>603</sup> Idem.

Véhicule en flammes sur la voie rapide de fort-De-France, 6 mars 2009. Photo *Le Figaro* du 07/03/2009 - Crédit photo : AFP.

### **b) Des gaz à la Maison des Syndicats**

Un épisode va rester gravé dans les mémoires des militants et militantes présents en cette journée du 6 mars. A midi, la tension est toujours palpable : alors qu'une conférence de presse est organisée à la Maison des Syndicats pour faire le bilan des revendications satisfaites, plusieurs équipes de militants font le va-et-vient entre le quartier général du K5F et les différents barrages où les manifestants et les habitants sont encore nombreux. Comme le raconte Rose de la CDMT, les militants rejoignent ce jour-là le lieu de rassemblement en ordre dispersé :

C'était une journée assez folle, on ne savait plus trop où donner de la tête, d'un côté il fallait maintenir les barrages jusqu'au soir en attendant d'être sûrs pour les revendications, dans le même temps on voulait être à la Maison des Syndicats, et il avait des barrages où les choses risquaient de dégénérer. Mais c'est là où l'on voyait que ce n'était pas forcément des syndicalistes, on nous appelait en disant "ça chauffe à tel endroit", avec les policiers, les tracteurs... c'était fou ! On arrivait, parfois à temps pour empêcher des gens de se faire molester, parfois on arrivait trop tard, et les portables se remettaient à sonner, ou la radio annonçait quelque chose, ça n'arrêtait pas ! Au début de l'après-midi, les syndicats convoquent tout le monde pour essayer de faire le point<sup>604</sup>.

Dans le courant de la journée, la situation dégénère aux abords de la Maison des Syndicats. Un dispositif policier particulièrement important est déployé dans les rues perpendiculaires au boulevard du Général de Gaulle qui longe les bâtiments. Durant toute l'après-midi, les rues se

---

<sup>604</sup> Entretien avec Rose Bonheur, militante CDM9(Tr)-8i, i

remplissent du flot des participants « descendus » des barrages qui se réunissent progressivement en cortège. Alors que l'endroit est plein à craquer, les premiers tirs de gaz lacrymogènes poussent les manifestants à l'intérieur de l'enceinte. Tanya, syndicaliste de l'EDF qui a participé activement aux manifestations les deux premières semaines mais a repris le travail pour convoyer son fils qui effectuait un stage dans l'entreprise où elle travaille, se souvient d'être repartie à la Maison des Syndicats en espérant s'y trouver en sécurité :

Mon fils faisait un stage ici [*à l'EDF*], moi j'avais déjà fait deux semaines de grève mais j'avais repris, aussi, pour l'emmener. Ce jour-là, on part sur la rocade, on arrive près du local du PPM à Trenel (quartier du nord de Fort-de-France), c'était embué par les gaz lacrymogènes. Je dis à mon fils : “ça a l'air de chauffer, on va aller à la maison des syndicats”. Tu vois, pour savoir ce qui se passe et puis pour être en sécurité. Pour moi, là-bas on serait tranquille. Et quand on arrive à la Maison des Syndicats effectivement c'est tranquille, enfin il y a des discours habituels mais pas loin, il y a la police, et nombreux ! Il fallait voir, il y avait un premier cordon près du Conseil Général, un deuxième près de la caisse d'épargne, et puis on prend des goupilles de lacrymogènes ; là je vois les gens... j'ai cru halluciner, les gens ramassaient les goupilles avec les mains pour les re-balancer sur eux [*les forces de l'ordre*] !<sup>605</sup>

En parallèle des échauffourées qui se tiennent aux abords des bâtiments, la tension monte à mesure que les manifestants se réfugient dans les locaux syndicaux, espérant échapper aux gaz lacrymogène. Assez rapidement, des grenades lacrymogènes atteignent l'enceinte de la Maison des Syndicats (un bâtiment circulaire dont la cour est à ciel ouvert), sans que l'on sache si elles ont été tirées depuis le sol ou depuis les hélicoptères, faisant souffler un vent de panique parmi les manifestants :

Fallait voir ça, la honte, la honte pour la France quoi ! Un troisième cordon est venu encore plus près... mais jusque-là on n'était pas inquiets, on était à la Maison des Syndicats. C'est bizarre hein, mais dans ma tête il ne pouvait rien se passer. Mais quand les hélicoptères sont passés et qu'ils ont commencé à tirer des gaz sur nos têtes, enfin sur le toit, dans la cour... Là je me suis dit “Ouh la la ! Mais qu'est-ce que c'est que ça ? ! ”. Là, les premiers mots d'ordre étaient de se coucher à terre, parce que la fumée ne redescend pas, de se couvrir ; tout le monde était accroupi, c'était un peu la panique à ce moment-là ! [...] Et là, je te jure, quelqu'un a dit “on va pas rester comme ça, on va pas mourir comme ça ! Il faut marcher sur eux”. Là on est sortis, on est tous sortis, et on a marché sur eux. Ils étaient surpris ça, ils ne s'attendaient pas à ça !

Erreur d'appréciation ? Accident ? Provocation délibérée ? Pour nombre de syndicalistes et de manifestants, les gendarmes viennent en tout cas de « franchir la ligne à ne pas dépasser ». A

---

<sup>605</sup> Entretien avec Tanya, syndicaliste CGTM de l'EDF, juin 2015.

l'instar de notre enquêtée, beaucoup ont été particulièrement choqués non seulement par l'imminence du danger, mais également par le fait de voir les forces de l'ordre s'en prendre à la Maison des Syndicats. Cette transgression représente une marque d'hostilité d'autant plus saisissante qu'elle réactive des souvenirs de répression qui font partie prenante de la mémoire collective du syndicalisme martiniquais, faisant craindre une escalade dans la répression. Plusieurs enquêtés évoquent par exemple les événements de la grève du Chalvet – alors qu'ils étaient trop jeunes pour les vivre directement : « *Là, je me suis dit "la dernière fois qu'ils ont gazé depuis les hélicoptères c'était en 74", après ils vont nous tirer dessus !* », ou « *Ce n'est pas possible, là ça va dégénérer, on va se faire tuer !* » Les captations vidéo de la scène montrent en effet la sortie groupée des syndicalistes qui déferlent sur le boulevard Charles De Gaulle. Comme nous l'explique Tanya :

Là, ça a jailli d'un seul cri « *Yo armé, nou pa armé ! Cé pou la viktwa nou ka alé !* [Ils sont armés, pas nous ! Nous sommes en marche vers la victoire !] Une foule de gens sur le boulevards qui étaient là, qui étaient décidés à ne pas reculer .

Au milieu de la mêlée, les partisans du K5F encerclent un groupe de gendarmes mobiles, levant les bras en l'air pour se montrer « désarmés » - malgré le fait que certains manifestants brandissent des bâtons et un club de golf. Rapidement exfiltré par le reste des forces de l'ordre, le petit groupe regagne, dans la précipitation, la ligne des gendarmes qui fait face aux manifestants. Déterminés, les manifestants frappent des mains en cadence jusqu'à obtenir des gendarmes qu'ils reculent.

### 3) L'intensification de la concurrence organisationnelle

Le but est ici de montrer, à travers l'exemple du LKP<sup>606</sup>, en comment la concurrence entre organisations, voire entre personnalités, a rejailli sur la dynamique de mobilisation au travers de *logiques de situation*. Au cœur des moments de tension que traverse la mobilisation guadeloupéenne, il existe un accord tacite pour suspendre les logiques concurrentielles : même si elles continuent à exercer leur effet, chacun veillait à ce qu'elles ne mettent pas la coalition en péril. Comme le souligne Michel Dobry, si les acteurs ne peuvent pas toujours calculer<sup>607</sup>, il importe de savoir ce qu'ils calculent lorsqu'ils le font. Dans ce contexte

---

<sup>606</sup> Nous avons préféré nous pencher plus spécifiquement sur le LKP, du fait de la dynamique plus importante de la mobilisation en Guadeloupe dans cette séquence particulière, mais également parce que nos entretiens avec les syndicalistes martiniquais ne nous ont pas permis d'identifier des logiques de situations aussi clairement que ceux réalisés avec les syndicalistes guadeloupéens.

<sup>607</sup> DOBRY, Michel. 6. Ce dont sont faites les logiques de situation. *Recherches/Territoires du politique*. 1 janvier 2007, p. 119-148, p133.

d'« escalade contestataire », « jouer le jeu » du consensus organisationnel devient synonyme de se mettre à disposition de la mobilisation. Il s'agit également d'apparaître publiquement dans les lieux de rassemblement et, dans cette période d'incertitude, de ne pas « redescendre » en dessous d'un certain niveau d'exigence par rapport à la plateforme de revendications.

Pour l'UGTG, l'enjeu est avant tout de montrer que ses militants d'organiser un « mouvement de masse » dont ils se réclament le « centre de gravité ». Le fait que la *pwofitasyon* se soit imposée comme dénominateur commun fait qu'il devient impossible, en particulier pour l'UGTG, de rompre le consensus sans faire l'objet d'une stigmatisation. Pour autant, plus le conflit avance, plus la compétition s'intensifie et plus celle-ci se substitue aux normes qui régissaient initialement la coalition. Même s'il existe des formes d'organisations politiques préexistantes à toute action collective protestataire, chaque mobilisation constitue une forme singulière d'investissement de l'arène politique. Dans cette phase de la mobilisation, la mise en concurrence entre les organisations révèle progressivement les oppositions qui préexistaient au LKP mais avaient pu être mises en sourdine. Ce que montrent les extraits d'entretien suivants, réalisé avec Adrienne, militante CGTG et membre de Combat Ouvrier, qui travaille à l'hôpital de Pointe-à-Pitre. Dans cet entretien, elle revient longuement sur les divergences de conception qui prévalent entre la CGTG et l'UGTG, mettant en avant la nécessité de « *s'adresser aux gens mobilisés* » pour « *contrer l'influence des nationalistes* » :

Entrer dans les entreprises, s'adresser directement aux travailleurs, leur dire qu'il ne fallait pas lâcher prise, que les 200 euros étaient à portée de main, ça c'était des moments forts. C'était des moments qui sortaient de l'ordinaire, parce que les gens suivaient vraiment ce qui se passait. Ça n'était pas comme les mobilisations où l'on dit aux gens « Descendez dans la rue » et le lendemain, plus rien. Là, on se rendait dans les entreprises, les gens votaient la grève, c'était le contrôle des travailleurs.

*C'était quelque chose de nouveau pour vous ?*

Pour moi, non, depuis le temps que je milite avec les camarades, mais là ça prenait une toute autre importance. Moi ça m'est arrivé de prendre la parole dans des entreprises au nom de la CGT et, avec LKP, les travailleurs nous écoutaient. C'était des moments particuliers, où on pouvait amener une perspective de classe dans la lutte. Les gens comprenaient la nécessité de s'organiser, qu'il fallait que la grève continue, à tout prix. Et ça permettait aussi de s'adresser aux gens qu'on ne rencontre pas d'habitude. Moi je suis déléguée syndicale depuis longtemps à l'hôpital, ici on n'a pas toujours eu le rapport de force avec les nationalistes. Alors, parfois, on les laisse faire, on les laisse

“faire leur cirque” et après seulement on peut discuter, d’une perspective qui soit réelle, d’un acquis pour les travailleurs.

*C’était important qu’il y ait des gens de la CGTG ? Des gens de Combat Ouvrier ?*

Bien sûr que nous devons être présents, bien sûr qu’il fallait être là. Sinon, que se serait-il passé ? Une masse incroyable de gens qui se mobilisaient se seraient retrouvés seuls avec les nationalistes. Ce que je veux dire, c’est qu’il était nécessaire de s’adresser à tous ces gens-là, et notamment de les convaincre de s’organiser de façon démocratique. Par exemple, le fait qu’on vote sur la reconduction du mouvement, ça n’aurait jamais été possible avec l’UGTG. Ils ne font jamais ça ! A l’UGTG, le chef décide, et le reste suit ! Et ça, nous, les militants CGTG, nous connaissions bien, puisque nous sommes confrontés aux nationalistes quotidiennement. Obtenir ça, obtenir que les gens votent de façon démocratique, ça constituait en soi un progrès considérable dans la conscience des gens qui venaient au Bik, qui occupaient les lieux de travail. C’est pour cela qu’il fallait que les militants de Combat Ouvrier soit présents, parce que nous connaissons les travers de l’UGTG et que nous sommes capables, avec la CGT, de nous adresser aux Guadeloupéens dans un moment comme la grève de 2009.<sup>608</sup>

Si cet extrait revient longuement sur les divergences de conception qui prévalent entre la CGTG et l’UGTG, mettant en avant la défense de l’auto-organisation – au-delà de la posture traditionnellement défendue par les militants trotskistes dans les cadres de masse, la nécessité de « s’adresser aux gens mobilisés » pour « contrer l’influence des nationalistes », il illustre surtout un effort d’adaptation à une situation de conflit dont on perçoit qu’elle échappe en partie aux militants de la CGT guadeloupéenne. Dans le feu de la mobilisation, l’arbitrage entre maintien du travail de coalition et mise en avant de revendications propres est de plus en plus complexe. Dans cette situation, nombre de militants s’en remettent à « ce qu’ils savent faire », retournent vers les mots d’ordres, les slogans, les pratiques qui leur sont le plus familiers. Dans le même temps, alors que la confrontation entre les modes opératoires des différentes organisations laisse entrevoir des divergences de fond, cette compétition stimule le recours à la participation, la délibération et la prise de décision des groupes mobilisés au contact des organisations. En effet, même si les tenants et aboutissants des rivalités politiques ne sont pas toujours explicités publiquement lors des assemblées et des occupations, même si certaines initiatives brouillent les cartes et échappent aux efforts de coordination déployés par le LKP, la présence de militants plus aguerris et plus marqués politiquement facilite une forme de routinisation de la participation populaire, en fonction des rapports de force locaux entre les organisations en présence.

---

<sup>608</sup> Entretien avec Adrienne, infirmière, militante à la CGTG et membre de Combat Ouvrier, le 11 mars 2012.

### a) Les effets inattendus de la compétition

Pour autant qu'elle participe de l'essor de la mobilisation, la compétition peut aussi avoir des effets « incontrôlés », certains responsables syndicaux se plaçant délibérément en défiance par rapport au consensus pour « faire bouger les lignes » vers un *profil* de mobilisation plus marqué, pour faire valoir leur mécontentement vis-à-vis du fonctionnement du LKP ou pour se mettre personnellement en avant. C'est notamment le cas d'Alex Lollia, qui choisit de monter sa propre équipe d'intervention auprès des entreprises en lutte, en s'appuyant sur sa popularité auprès des travailleurs du commerce. Cette décision d'Alex Lollia, en réaction à un mouvement qu'il juge n'être « *pas assez politique* », illustre la façon dont la réaction des acteurs contestataires échappe parfois aux règles du consensus organisationnel :

Au début, c'est vrai que je ne comprenais pas ce qu'on allait pouvoir faire avec les nationalistes. Mais bon, Patrick (Ganot) m'a dit : « Là, les gens sont dans la rue, il se passe un truc avec l'UGTG ». Moi j'ai dit « Banco ! » ». Ils (*l'UGTG*) veulent la grève générale, on va faire en sorte que la grève générale ait une portée réellement révolutionnaire. Alors, avec plusieurs camarades de la CTU, nous avons décidé de réactiver une vieille tradition de lutte guadeloupéenne qui avait été abandonnée depuis les années 30, celle de parcourir le territoire en organisant des marches pour aller s'adresser aux travailleurs sur leur lieu de travail. C'est comme ça qu'a germé l'idée des Groupes d'Intervention des Travailleurs en Lutte. J'ai rassemblé plusieurs camarades de la CTU, et pas les plus commodes hein ! Entre nous on les appelle les « mal maqués », les « mal mariés » si tu préfères. Ce ne sont pas des voyous, hein, mais c'est le genre de mecs, tu n'as pas trop envie d'aller t'y frotter non-plus. Et, à partir de là, nous avons commencé à intervenir directement là où il y avait des luttes, à dresser des barrages. On était extrêmement populaires !<sup>609</sup>

Une nouvelle fois, on comprend ici comment certaines fractions syndicales qui s'estiment « laissées-pour-compte » du travail de coalition en viennent à précipiter son délitement, de façon consciente ou non. En réalité, on assiste ici à des actions extérieures à l'ordre organisationnel de la coalition, initiées par des unités protestataires qui ne se sont jamais identifiées pleinement au modèle du LKP - en tout cas, pas à celui imposé par les syndicats majoritaires, et qui font sécession en imposant leur propre répertoire d'action.

Alors que chacun guette les consignes de la direction du LKP (notamment de l'UGTG), Alex Lollia décide donc de poursuivre son entreprise de mobilisation et d'agitation qui va le conduire à se faire molester par les gendarmes mobiles lors des journées des 18 et 19

---

<sup>609</sup> Alex Lollia, membre du secrétariat général de la CTU et instigateur des Groupes d'Intervention des Travailleurs en Lutte.

février<sup>610</sup>. Dans le contexte de durcissement de la mobilisation de 2009, le geste d'Alex Lollia a été particulièrement mal perçu par la direction collégiale du LKP, qui l'a accusé d'opportunisme et d'irresponsabilité. Comme nous l'avons déjà évoqué à propos de la façon dont l'UGTG cherchait à se prémunir des accusations de violence à son encontre, et aux précautions prises pour éviter de renforcer ces accusations, il s'agit de comprendre que l'initiative d'Alex Lollia représente une forme de transgression dont on impute la responsabilité collective à la CTU. Le malaise devient alors sensible entre les délégués CTU au sein du LKP et le reste du collectif. Les dirigeants du LKP interpellent Alain Plaisir, qui se retrouve en porte-à-faux sur les modalités de participation de la CTU au LKP et se voit obligé de désavouer Alex Lollia :

Bon, Lollia il faut dire qu'il était très influent dans le privé aussi, parce que parmi le privé il y avait beaucoup de gens du MASU<sup>611</sup>, et comme lui il est agitateur professionnel, et qu'il est souvent sur le terrain, il a essayé de torpiller le *liyannaj*, il ne voulait pas que la CTU y aille. [...] Et là, Lollia a commencé à faire de la surenchère, avec un groupe de personnes, il faisait son agitateur. En fait il faisait ce qu'il a toujours fait, quelque part. Par exemple, pendant qu'on manifestait avec les autres organisations, tu apprenais qu'il y avait un groupe qui se réclamait LKP qui avait barré un pont, le pont de l'Alliance, ou qui avait envahi un lieu, etc. Donc Lollia passait à la télé, il passait à la télé et il était content mais aux yeux de la masse du LKP c'est un emmerdeur (*rire*). Et il se met en danger, en plus ! Et moi-même, j'étais gêné parce que les gens me disaient : "Oui, mais Alain, tes mecs là, ils font des trucs, ça n'est pas possible !". Parce qu'il y avait des gens de la CTU avec Lollia. Et puis ils m'accusaient d'être de mèche avec eux, d'organiser tout ça ! A cause du GRS, ils pensaient que c'était "un coup du GRS". Donc, à la fin, j'ai été obligé de prendre position en disant que ce camarade-là agissait dans son coin, en franc-tireur. Et ça a créé des tensions à la CTU, des gens proches de Lollia qui disaient : "Oui, pendant qu'on était sur le terrain, d'autres étaient dans des bureaux à Pointe-à-Pitre avec la clim". Je ne sais pas si tu es déjà allé à la Mutualité à Pointe-à-Pitre, mais y'avait pas la clim' hein !<sup>612</sup>

### **b) Le délitement des coalitions**

Parmi les dirigeants du LKP, certains désiraient probablement à mettre un terme à la grève, face à une situation difficilement contrôlable et à la pression des autorités. De leur côté, les patrons réunis dans le cadre du Medef local refusaient toujours de signer un accord sur

---

<sup>610</sup> Après la mort du syndicaliste Jacques Bino, la répression fait l'objet d'une couverture médiatique particulièrement importante, et est dénoncée par les responsables politiques et syndicaux guadeloupéens et métropolitains. Les violences commises à l'encontre des manifestants ont été rapportées par de nombreux journaux métropolitains et guadeloupéens. Voir GIRCOUR, Frédéric, REY, Nicolas. *LKP Guadeloupe : le mouvement des 44 jours*, ouvrage cité.

<sup>611</sup> Le rôle du secteur du commerce et du MASU a été explicité à la fin du second chapitre.

<sup>612</sup> Entretien avec Alain Plaisir.

l'augmentation de salaire de 200 euros. Sous la pression de la mobilisation, il faut attendre le 26 février, pour qu'un accord soit signé avec l'UCEG (Union des chefs d'entreprises guadeloupéens) et plusieurs autres organisations patronales. Ce premier accord stipule une augmentation de 200 euros pour les salariés du privé percevant un salaire égal au SMIC et jusqu'à 1,4 SMIC. Pour autant, la grève ne s'arrête pas là : le dimanche premier mars, lors d'un meeting du LKP, Jean Marie Nomertin fait voter à main levée, devant le « Bik », la poursuite du mouvement jusqu'à signature d'un accord sur la plateforme de revendications. Les 4 000 personnes rassemblées approuvent la reconduction de la grève, pour s'assurer de l'application des revendications. Ce n'est que le 4 mars qu'un accord général en 165 points<sup>613</sup> est signé, mettant fin à la grève déclenchée le 20 janvier. Suite à l'obtention du relèvement des salaires et minima sociaux de 200 euros financés par le patronat, les organisations syndicales décident conjointement la reprise du travail, mot d'ordre qui sera suivi de la levée des barrages et de la reprise de l'activité en Guadeloupe. Côté martiniquais, un protocole de sortie de crise est signé le samedi 14 mars, mettant fin à la grève générale, au 38e jour du mouvement social initié par le K5F. Pour célébrer la victoire du mouvement social, une manifestation accompagne les représentants syndicaux jusqu'à la préfecture – alors que des initiatives festives ont eu lieu toute la journée en parallèle<sup>614</sup>. Là aussi, des manifestations se poursuivent malgré la levée des blocages, et il faut attendre le 21 mars pour que se tienne une première rencontre publique du Collectif avec les autorités préfectorales visant à entériner les principaux points d'accord de fin de conflit.

Depuis 2009, et suite à son refus de siéger aux états généraux de l'Outre-mer initiés par le gouvernement<sup>615</sup>, le LKP a tenté plusieurs fois de remobiliser les Guadeloupéens contre la *pwofitasyon*, sans parvenir à rassembler autant de gens qu'il ne l'avait fait pendant la grève des 44 jours. En revanche, la *pwofitasyon* telle qu'elle a été dénoncée par le LKP et la K5F a toujours cours, les accords<sup>616</sup> n'ayant pas été appliqués partout, et le gel des prix ayant été

---

<sup>613</sup> Les accords Jacques Bino et leurs annexes sont disponibles sur le site de l'UGTG à l'adresse suivante : [http://ugtg.org/article\\_778.html](http://ugtg.org/article_778.html) et en annexe 10 de ce travail.

<sup>614</sup> La Martinique signe un accord de fin de crise. *L'Obs*, 15 mars 2009. Disponible à : <http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/guadeloupe-dom-la-crise/20090314.OBS8812/la-martinique-signe-un-accord-de-fin-de-crise.html>

<sup>615</sup> Le LKP guadeloupéen boycottera les Etats généraux de l'outre-mer. *L'EXPRESS.fr*, Politique. 6 avril 2009 : [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-lkp-guadeloupeen-boycottera-les-etats-generaux-de-l-outre-mer\\_752046.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-lkp-guadeloupeen-boycottera-les-etats-generaux-de-l-outre-mer_752046.html)

<sup>616</sup> On trouvera un exemple-type d'accord après de la grande distribution en annexe 11.

contourné par la grande distribution – parfois, par le retrait pur et simple des produits qui tombaient sous le coup des mesures de contrôle. Les organes tels que les Bureaux d'études ouvrières ont été abandonnés par leurs initiateurs et se sont progressivement délités, et les prix sont progressivement repartis à la hausse faute de surveillance.

En Guadeloupe, les syndicalistes indépendantistes n'ont pas hésité à reprendre à leur compte l'étiquette LKP dans les premières années qui firent suite au conflit, cette attitude a progressivement entraîné la défection de plusieurs groupes politiques influents auprès des syndicats ouvriers, tels Combat Ouvrier<sup>617</sup>, le PCG, ou les anciens du GRS, qui ont tous pris leurs distances avec le LKP – certains, comme Alain Plaisir ont choisi d'autres voies que le syndicalisme pour porter leur projet politique, cherchant à s'inscrire dans la foulée victorieuse du LKP<sup>618</sup>. En outre, il est notamment apparu que la ligne défendue par l'UGTG au sein du LKP générait une forme de crispation auprès de la CGTG, dont le leader, Jean-Marie Nomertin, se faisant de plus en plus discret depuis le retrait de Combat Ouvrier<sup>619</sup>. Si l'on prend le LKP dans son ensemble, la question statutaire demeure largement non-explicitée, hormis pour l'UGTG, qui « maintient le cap » de la politique indépendantiste. Cette politique indépendantiste, sur laquelle l'UGTG aimerait fonder un nouveau LKP, est d'abord une « *construction expérimentale* », qui s'appuie sur une forme de pari sur l'avenir, et dont les tenants et aboutissants ne sont pas explicités dans le cadre du LKP. Ce qu'explique Raymond Gauthiérot :

C'est vrai que LKP a permis de décrypter pas mal de choses. Notamment, en plus de la prise de conscience, parce qu'on est un pays qui commence à prendre conscience... On est une culture. Ça on le doit à LKP ! On le voit sur le plan culturel tout le monde parle plus créole, tout le monde cherche à savoir ce qu'est notre histoire, on a réussi ça à 100

---

<sup>617</sup> Certains désaccords entre Combat Ouvrier et la voie adoptée par le LKP étaient déjà sensibles au cours de notre premier terrain guadeloupéen. Voir Annexe 6 : Une réunion avec le groupe Combat Ouvrier.

<sup>618</sup> Par exemple, Alain Plaisir a fondé le Comité d'Initiative pour un Projet Politique Alternatif en 2010, suite au refus du LKP de présenter des candidats aux élections régionales. On pourrait également évoquer le cas de Jean-Marie Nomertin qui s'est présenté à ces mêmes élections sous les couleurs de Combat Ouvrier, et qui participe activement à la création d'un nouveau « Parti Révolutionnaire des Travailleurs Communistes » en Guadeloupe.

<sup>619</sup> Grève générale du 10 mai 2012 : un virage pour le LKP ? – Billet publié sur le blog de Frédéric Gircour.

< <http://www.chien-creole2.blogspot.fr/>>

%. Mais bon, je pense que si nous avons appliqué la méthode de l'UGTG, nous aurions pu gagner plus encore...

*Et par rapport à cet argument de la dépendance, que la Guadeloupe est dépendante de l'État social, que l'île ne saura pas se gérer administrativement, qu'est-ce que l'UGTG ou le LKP a à y répondre ?*

Alors moi je, je ne peux répondre que pour l'UGTG. Et c'est arrivé qu'on nous demande si nous sommes favorables à l'indépendance, nous disons que oui. On nous dit que c'est un rêve. Je dis oui, c'est un rêve, "nous avons tous rêvés, non ?". Quand tu fais tes études, quand tu finis ta scolarité, tu rêves de devenir médecin ou avocat, tu as l'ambition mais tu ne sais pas si tu vas réussir. Mais tu t'organises pour réussir. Donc nous le disons, nous sommes pour l'indépendance. Moi ce que je ne veux pas, c'est que ce soit Sarkozy qui me dise ce que je dois faire. D'abord, Sarkozy ne connaît rien à la Guadeloupe, il ne sait pas ce que nous avons vécu. Il peut nous proposer les chaussures Pierre Cardin. C'est un beau cadeau mais moi, je ne veux pas d'une chaussure Pierre Cardin! Moi je peux avoir besoin d'un sabre pour couper la canne ou pour la banane. C'est ce que je veux, ce n'est pas à lui de me le dire ! Je ne veux pas qu'on dise ce qu'on a à faire. On n'a pas besoin d'eux pour savoir ce qui est bon pour nous. Ce sont les Guadeloupéens qui savent, et mieux que quiconque !<sup>620</sup>

Quant aux structures foyales et locales du Kolectif 5 Févrié, elles ont été progressivement délaissées par les différentes organisations syndicales, qui sont retourné vers leurs activités propres, avec des initiatives unitaires certes régulières mais sans commune mesure avec la grève générale de 2009. Sur un plan politique, en revanche, on assiste en Martinique à des initiatives unitaires d'un genre nouveau depuis les élections territoriales de 2015, où la liste « *Nou Pep La - Nous, le peuple* » menée par l'autonomiste de Marcellin Nadeau, qui rassemble nombre de militants issus des autonomistes du MoDemas (Garcin Malsa), des membres actuels ou passés du GRS (Jocelyne Arnoux, Rita Bonheur, Philippe Pierre-Charles) ou les anciens marxistes-léninistes des CNCP (Robert Saé), avec des scores entre 5% et 8,5%.

### **Une situation sociale toujours critique**

Côté emploi, le tableau n'est guère plus réjouissant : la dernière enquête INSEE, réalisée en juin 2014, montre que 38 300 personnes sont des chômeurs au sens du Bureau International du Travail, pour une population active de 160 300 personnes. Le taux de chômage de la Guadeloupe est ainsi de 23,7 %. En d'autres termes : entre 15 et 64 ans, en Guadeloupe, moins d'une personne sur deux est toujours en situation d'activité professionnelle<sup>621</sup>. En

<sup>620</sup> Entretien avec Raymond Gauthiérot, janvier 2012.

<sup>621</sup> Chiffres disponibles sur le site de la région Guadeloupe, section « La Guadeloupe en chiffre » : [http://www.cr-guadeloupe.fr/archipel/?ARB\\_N\\_ID=731&ARB\\_N\\_S=734](http://www.cr-guadeloupe.fr/archipel/?ARB_N_ID=731&ARB_N_S=734)

Martinique, le taux de chômage en 2014 atteignait près de 19,4% sur l'année, avec un taux de chômage record de 50,4 % chez les 15-24 ans (56000 demandeurs d'emploi recensés dans la tranche d'âge pour 5500 actifs). On estimait alors à plus de 31 200 le nombre de chômeurs pour une population active de 159 000 personnes, avec 54 800 personnes en recherche d'emploi<sup>622</sup>. Le budget des prestations sociales ne compense que partiellement ces taux de chômage très élevés : que près de la moitié des habitants des îles guadeloupéennes et de la Martinique vivent, de façon directe ou indirecte, des prestations versées par l'Etat<sup>623</sup>.

---

<sup>622</sup> Disponible sur le site de l'INSEE, « Un taux de chômage de 19,4 % en moyenne en 2014 - Renovation de l'enquête emploi en Martinique » : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1288181>

<sup>623</sup> En Guadeloupe, 47 % des foyers allocataires ont perçu le Revenu de Solidarité Active en 2014. Parmi eux, 82 % bénéficient du RSA socle seul du fait de l'absence totale de revenu d'activité ; 12 % perçoivent le RSA activité en complément de leurs revenus d'activité et 6 % le RSA socle et activité. Au total, près de 54 568 reçoivent le RSA et 98 000 personnes sont couvertes par cette prestation, soit 24% de la population (contre 7,2 % dans l'hexagone)<sup>623</sup>. La situation est sensiblement similaire en Martinique, où la Caisse d'Allocations Familiales de Martinique a versé au moins une prestation légale à 94 158 allocataires, couvrant 207 730 personnes pour une population d'environ 390 000 habitants : en Martinique, 48 % des foyers allocataires ont perçu le RSA en 2014. Parmi eux, 78 bénéficient du RSA socle seul du fait de l'absence totale de revenu d'activité ; 52 082 martiniquais reçoivent le RSA et 86000 personnes sont couvertes par cette prestation, soit près de 22% de la population<sup>623</sup>.

## Conclusion de la partie

---

Sous l'impact d'une mobilisation historique, la société guadeloupéenne et la société martiniquaise semblent s'être brusquement « remobilisées ». Nous avons essayé de prendre la mesure de cette mobilisation exceptionnelle à partir du rôle historique du syndicalisme aux Antilles : en particulier, nous nous sommes appuyé sur les structures privilégiées que constituent les organisations syndicales pour étudier la traduction d'une critique de l'exploitation capitaliste ou de la domination coloniale depuis ses racines populaires en des *termes politiques spécifiques*. Cet effort de traduction, qui s'effectue au gré des différentes rencontres entre les expériences de domination est à la fois le produit de cet univers social et des traditions politiques révolutionnaires et anticolonialistes portées par les militants syndicaux qui entendent combattre la domination.

Comme nous l'avons montré dans les deux premières parties, l'analyse de l'engagement et des trajectoires des responsables syndicaux révèle la spécificité des mondes sociaux antillais francophones : en explicitant ce qui se joue dans la relation à un peuple « colonisé », à une classe d'appartenance ou de référence, nous avons éclairé la façon dont ce positionnement se liait à des préférences politiques – y compris pour des raisons « accidentelles », qui peuvent être interprétées en termes biographiques ou en termes d'offre organisationnelle. Ensuite, nous avons cherché à comprendre pourquoi des individus rejoignent les syndicats, pourquoi ils y restent – ou non – et à identifier les enjeux du maintien des cultures syndicales et des organisations. Enfin, nous avons montré que les périodes de conflits d'ampleur qui ont secoué la Guadeloupe et la Martinique en 2009 constituent précisément des moments de bouleversement des repères sociaux au sein desquels les synthèses intellectuelles des organisations syndicales, les projections idéologiques, et les identités des groupes mobilisés se chevauchent et se conjuguent au point d'ébranler le pouvoir et ses institutions<sup>624</sup>. Ce sont des conjonctures critiques et incertaines où les contestataires parviennent à prendre l'avantage sur

---

<sup>624</sup> Il serait par ailleurs intéressant d'investiguer ces phénomènes de redéfinition identitaires qui ont surgi pendant la grève générale à partir des catégories socio-spatiales mobilisées par l'historien états-unien Roger Gould au sujet des insurgés de Paris de 1848 et 1870 – sans avoir toutefois les moyens de fournir les éléments qu'il propose sur le temps long. Conteste-t-on « avant tout » parce que l'on est syndicaliste ? Guadeloupéen ou Martiniquais ? Habitant du quartier que jouxte un barrage ? Chômeur ou précaire ? Autant de questions sur les subjectivités protestataires qui croisent les éléments objectivables de la participation populaire que nous avons tâché d'exposer dans cette partie. - GOULD, Roger V. *Insurgent Identities: Class, Community and Protest in Paris from 1848 to the Commune*. Chicago : University of Chicago Press, 1995, 253p.

leurs adversaires : les autorités guadeloupéennes et martiniquaises, mais également les élites économiques et politiques locales, et l'État central.

À bien des égards, cette dernière partie de notre travail a été pensée comme un dialogue avec la sociologie politique des crises proposée par Michel Dobry. Notre analyse de la grève générale de 2009 en Guadeloupe et en Martinique rejoint, par bien des aspects, les déclinaisons conceptuelles proposées par cet auteur dans *Sociologie des crises politiques*. Parmi les traits les plus saillants de la situation de conflit social généralisé, on note une forme d'incertitude structurelle qui vient bousculer les routines du monde social. Cette incertitude est d'abord perceptible dans le champ syndical, avec un changement global d'attitude et de perceptions entre organisations : la configuration relationnelle qui les caractérise en temps normal (les relations concurrentielles, les oppositions politiques et les rivalités personnelles) tend à s'effacer au profit d'une coopération entre les syndicats dominants des deux îles. Cette coopération contraint les syndicalistes à puiser dans certains répertoires d'action familiers – au premier rang desquels, la grève – et place les acteurs syndicaux en situation de compétition dès que la perspective d'une coalition émerge. L'incertitude généralisée s'observe également à l'échelle de la société guadeloupéenne et de la société martiniquaise, comme en témoigne l'ampleur de la participation populaire à des activités protestataires, la politisation d'un quotidien partiellement soustrait à la discipline du travail, les formes disensuelles ou consensuelles des discussions qui surgissent dans les espaces où s'échangent les informations concernant la suite de la mobilisation (les assemblées publiques dans les QG des coalitions, les défilés, les barrages, etc.).

L'orientation du mouvement et la trajectoire de la mobilisation se ressentent profondément des anticipations que les différents acteurs développent, en lien avec la rareté des ressources et avec le sens qu'ils souhaitent imprimer au mouvement. A la phrase de Michel Dobry « il s'agit de savoir comment [les agents calculent] lorsqu'ils calculent », il faut probablement ajouter que dans certaines conjonctures spécifiques, l'accélération du conflit se produit en partie sous l'effet de ceux qui ne calculaient pas auparavant et qui rentrent dans l'action. Parmi les « matériaux de calcul<sup>625</sup> » à disposition des participants, on trouve par exemple la

---

<sup>625</sup> MATHIEU, Lilian. « Chapitre 1 / Structure, dispositions, calculs, situations », in. AÏT-AOUDIA, Myriam, ROGER, Antoine, COLLECTIF, et al. *La logique du désordre : Relire la sociologie de Michel Dobry*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2015, p. 47.

diffusion télévisuelle des négociations qui ouvre une conjoncture critique tout à fait originale, la diffusion du documentaire sur les békés martiniquais ou les différents journaux télévisés de l'époque, qui vont abondamment donner la parole aux *leaders* du mouvement.

Par conséquent, il ne semble pas inutile de rappeler que ce sont les épisodes de négociation qui ont rythmé les temporalités de la grève générale de 2009 et qui l'ont transformé en conflit d'ampleur connaissant un retentissement national. C'est, en outre, le résultat des négociations entre les organisations étatiques, patronales et syndicales qui a présidé à la destinée de la mobilisation du côté des acteurs contestataires et, pour une part non négligeable, qui a défini les marges de manœuvre quant au profil de mobilisation envisageable et quant à la participation du plus grand nombre – dans des configurations qui ont pu se révéler différentes selon l'état du rapport de force entre ces organisations guadeloupéennes ou martiniquaises, mais également au regard du mode de fonctionnement qui les caractérise. Dans le cas de la mobilisation de 2009 aux Antilles, traiter les négociations comme un simple mécanisme de sortie ou de résolution des conflits, c'est-à-dire comme un « temps à part » dans la politique du conflit, revient à soustraire les négociations aux tensions et aux contradictions inhérentes à la dynamique même de la conflictualité : comme si la négociation jouissait d'un statut presque neutre ou d'une capacité à neutraliser, au moins temporairement, les effets de la contestation<sup>626</sup>.

Dans le même ordre d'idée, les événements survenus en Guadeloupe et en Martinique montrent également que la grève et les affrontements ne sont pas des pratiques mutuellement exclusives – bien qu'étant mobilisées par des acteurs sociaux distincts – pour peu que l'on s'intéresse à la généalogie des pratiques contestataires aux Antilles, aux dilemmes pratiques et aux registres de justification que les groupes mobilisés sont amenés à produire pour légitimer leur façon d'agir. On l'a vu : le recours à la grève comme à l'affrontement physique ont fait l'objet d'une requalification constante dans les discours publics, souvent en évoquant des

---

<sup>626</sup> De tels glissements interprétatifs sont d'abord dus au manque de matériau empirique touchant au processus de négociation, dont l'observation ou le compte rendu se révèlent souvent difficiles à effectuer ou à obtenir. Cependant, ces points aveugles concernant la négociation demeurent, en outre, parce que le syndicalisme a été vidé à la fois de sa dimension conflictuelle par certains promoteurs du dialogue social, en subordonnant systématiquement le rôle de contestation d'une organisation syndicale à sa capacité de proposition ou de concertation. D'autre part, cette même injonction a tendance à discréditer le conflit social lorsque celui-ci « déborde » du cadre de la stricte représentation des intérêts attribués aux groupes mobilisés -pour reprendre l'expression de Sophie Bérout et Karel Yon. BEROUD, Sophie, YON, Karel. « Face à la crise, que fait le mouvement syndical ? Quelques éléments de réflexion sur l'évitement relatif d'une stratégie de confrontation » | *Contretemps*, n° 3, 2009, p. 15-25.

formes anciennes de lutte ou le souvenir des répressions passées pour justifier certaines pratiques violentes. Si le moment de la grève générale voit se multiplier les discours syndicaux où la violence est présentée comme légitime, on ne peut pas résumer l'action en train de se faire aux déclarations publiques tenues par les représentants du mouvement : les mêmes responsables syndicaux qui agitaient la menace de la violence à un moment donné vont, à d'autres moments, appeler au calme ou tenter de canaliser les manifestations de violence sur le terrain.

**Conclusion générale.**  
**« Après la colonie », de l’anticolonialisme au  
postcolonial ?**

« Connais-tu le chardon, la chabine  
 Le coulis, la peau chapée, la grosse babine  
 La tête grainée qu'on adoucit à la vaseline  
 Et le créole et son mélange de mélanine  
 Connais-tu le morne et la ravine  
 Le béké qui très souvent tient les usines  
 La makrèl qui passe son temps chez la voisine  
 Et le crack et ses déchets de cocaïne  
 Connais-tu le Mont-Pelé et la Savane  
 Les pêcheurs du Carbet, les poissons de  
 Tartane  
 Et les touristes aux seins nus à la plage des  
 Salines  
 Pendant que la crise de la banane s'enracine  
 Connais-tu Franz Fanon, Aimé Césaire  
 Eugène Mona et Ti Emile  
 Sais-tu que mes cousins se foutent des bains  
 d'mer  
 Et que les cocotiers ne cachent rien d'la misère  
 ?  
 Refrain : Chez Moi, j'y vais par période  
 C'est une toute petite partie du globe  
 Tu verras du Madras sur les draps, les robes et  
 puis sur la table, du crabe, du shrubb

[...] Sais-tu qu'on prie avec la Bible  
 Fête le carnaval comme toute la Caraïbe  
 Que nos piments sont redoutables  
 Nos anciens portent des noms du sexe opposé  
 pour éloigner le Diable  
 Sais-tu que chez nous c'est en blanc  
 Et au son des tambours qu'on va aux  
 enterrements  
 Et qu'une fois par an: cyclones et grands vents  
 Emportent cases en tôle, poules et vêtements  
 Sais-tu comme enfants et femmes  
 Labouraient les champs et puis coupaient la  
 canne  
 Sais-tu que tous étaient victimes  
 Esclaves ou Nègres Marrons privés de liberté  
 et vie intime  
 Sais-tu que notre folklore ne parle que de cris  
 De douleurs, de chaînes et de zombies  
 Mais putain sais-tu ? Encore aujourd'hui  
 Madinina, « L'île aux fleurs », est une colonie !

- Casey, *Chez moi*, 2006

Dans cette chanson écrite en 2006, la rappeuse Casey évoque sans détour les tensions et les contradictions de la société martiniquaise<sup>627</sup>. Au tourisme effréné et impudique des vacanciers occasionnels, elle oppose le quotidien désœuvré d'une part importante de la population, les ravages de la pauvreté, du chômage et des addictions, la vulnérabilité des gens de peu face aux aléas climatiques. Au souvenir de l'esclavage et de la colonisation, à la domination des békés, au racisme des institutions, elle oppose les figures intellectuelles et artistiques, mais aussi les formes de résistance issues des traditions chrétiennes ou des croyances animistes des mondes populaires. Sa conclusion est sans appel : « *Encore aujourd'hui ! Madinina, l'île aux fleurs, est une colonie !* ». Par-delà des interpellations qui jalonnent son texte et qui font largement écho à cette « *toute petite partie du globe* » que nous avons faite nôtre en cherchant à mieux la connaître et à mieux la comprendre, les derniers mots de cet extrait nous fait entrer de plain-pied dans la problématique complexe de la « postcolonialité » : ce qui viendrait « après la colonie » et qui serait demeuré inchangé depuis l'époque coloniale.

<sup>627</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=L6VuuB1c2w>

En marge des controverses théoriques au sujet de la postcolonialité que l'on retrouve dans la science politique française<sup>628</sup>, il s'agissait pour nous de réfléchir plus prosaïquement aux configurations dans lesquelles naissent et se développent des conflits sociaux d'ampleur en Guadeloupe et en Martinique. Cette perspective invite à s'interroger sur un certain nombre de caractéristiques locales associées à l'exercice du pouvoir, à la prise de décision et au contrôle des populations – bref, à un certain nombre de traits historiques qui peuvent à la fois constituer des contraintes pour l'action collective mais aussi des motifs de récriminations. Et, dans un deuxième temps, appréhender les configurations propre aux Antilles dans lesquelles sont survenus les demande d'envisager les transformations des rapports de pouvoir et des représentations qui y sont associées comme une co-construction émanant à la fois des autorités et des contestataires<sup>629</sup>. Or, s'agissant des territoires anciennement colonisés et formellement intégrés à l'État français comme la Guadeloupe ou la Martinique, force est de constater qu'un certain nombre d'auteurs cherchent à les analyser comme des entités « postcoloniales » – même si quelques travaux récents empruntant à la notion foucauldienne de « colonialité du pouvoir<sup>630</sup> » de « gouvernementalité impériale »<sup>631</sup>, ou les apports de la tradition anti-impérialiste du marxisme<sup>632</sup> ont commencé à théoriser la spécificité du post-colonialisme « à la française »<sup>633</sup>.

S'interroger sur le profil global des mobilisations et des conflits sociaux dans un territoire donné demande à décrire et interpréter ce que la science politique désigne traditionnellement

---

<sup>628</sup> Parmi les travaux francophones critiques des lectures postcoloniales des formes de détermination des rapports de pouvoir et de domination : BAYART, Jean-François, BERTRAND, Romain. « De quel « legs colonial » parle-t-on ? », *Esprit*, 1 août 2012, Décembre, n° 12, pp. 134-160 et BAYART, Jean-François. Les Études postcoloniales. Un carnaval académique. *Politique étrangère*. 14 janvier 2011, Hiver, n° 4, p. 912-918.

<sup>629</sup> Un geste théorique qui a fait l'objet d'un examen approfondi par Johanna Siméant, s'agissant des outils analytiques de la sociologie des mouvements sociaux dans les contextes non-européens : SIMEANT, Johanna. Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain. *Revue internationale de politique comparée*, 2013, vol. 20, no 2, p. 125-143.

<sup>630</sup> Notamment l'étude que Françoise Vergès a consacré au contrôle de la natalité et aux avortements forcés dans les départements d'Outre-mer au cours des années 1960 – 1970 : VERGES, Françoise. *Le ventre des femmes : Capitalisme, racialisation, féminisme*. Paris : Albin Michel, 2017, 230 p.

<sup>631</sup> DORLIN, Elsa. « De la gouvernementalité impériale », intervention introductive à la journée d'études « Mé 67 », Université Paris 8, mai 2017.

<sup>632</sup> WALLERSTEIN, Immanuel, Commentary No. 252 "Guadeloupe: Obscure Key to World Crisis" | Fernand Braudel Center, Binghamton University. Mar. 1, 2009

<sup>633</sup> COHEN, Jim, DORLIN, Elsa, NICOLAÏDIS, Dimitri, et al. « Le tournant postcolonial à la française ». *Mouvements*. 10 septembre 2007, n° 51, p. 7-12.

sous le terme de structure des opportunités. Réduite à sa plus simple acception, le terme de structure des opportunités renvoie à une configuration sociale et politique qui s'enracine dans un territoire et s'inscrit dans une période donnée. Par ailleurs, la notion de structure des opportunités insiste sur le primat du cadre politique institutionnel dont l'architecture – caractéristiques constitutionnelles, équilibre et séparation des pouvoirs, pluralisme et compétition des partis politiques – permet ou non l'apparition des mobilisations, influence leur développement et conditionne leurs résultats<sup>634</sup>. On reproche traditionnellement à ces structures d'opportunité une évaluation *stato-centrée* et majoritairement occidentale du fonctionnement de l'État, qu'il s'agisse de son appareil régalien, du degré d'ouverture démocratique et de la tolérance vis-à-vis des contre-pouvoirs, ou de son rôle d'allocataire de ressources telles que celles-ci peuvent être mises à contribution dans des activités protestataires<sup>635</sup>. Outre le caractère normatif d'une modélisation qui tend à classer les régimes des plus ouverts aux plus fermés selon des critères fortement essentialistes<sup>636</sup>, ce type d'analyse fait peu de cas de l'enracinement territorial des relations de domination qui s'exercent dans la continuité et les ruptures historiques liées à la colonisation puis à la décolonisation, et témoigne d'une certaine myopie quant aux formes concrètes de la

---

<sup>634</sup> Parmi les systématisations les plus significatives de la notion de structure des opportunités politiques, on peut notamment retenir celles d'Hanspeter Kriesi : KRIESI, Hanspeter, KOOPMANS, Ruud, DUYVENDAK, Jan Willem, et al. *New Social Movements in Western Europe: A Comparative Analysis*. vol. 5. University of Minnesota Press, 1995; Herbert P. Kitschelt: KITSCHELT, Herbert. "Political opportunity structures and political protest: anti-nuclear movements in four democracies", *British Journal of Political Science*, 1986, n°16: p 57–85; et David S. Meyer : MEYER, David S., MINKOFF, Debra C. Conceptualizing Political Opportunity. *Social Forces*. 1 juin 2004, vol. 82, n° 4, p. 1457-1492.

<sup>635</sup> C'est tout le problème de l'analyse proposée par Fred Réno de la mobilisation de 2009 aux Antilles. S'appuyant sur les travaux issus du courant de la mobilisation des ressources pour analyser le cycle de contestation de 2009, l'auteur avance l'idée selon laquelle le positionnement du LKP en Guadeloupe vis-à-vis de l'État serait sujet à plusieurs ambivalences : l'État français est envisagé à la fois sous l'angle d'une ressource – en tant que fournisseur de prestations sociales et de politiques redistributives dont l'augmentation fait partie des revendications avancées par le LKP – et comme une contrainte, au sens où les acteurs contestataires peinent à s'émanciper de la figure tutélaire d'un État « *démiurge* » dont l'action et l'arbitrage serait « l'alpha et l'oméga » de cette séquence de mobilisation. Voir RENO, Fred. « L'Etatisation du mouvement social », in. WILLIAM, Jean-Claude, RENO, Fred, ALVAREZ, Fabienne, et al. *Mobilisations sociales aux Antilles. Les événements de 2009 dans tous leurs sens*. Karthala, Paris : 2012, p. 341 – 358.

<sup>636</sup> Sur ce point, voir la critique formulée par Lilian Mathieu : « [...] L'analyse de la SOP apparaît par suite confrontée à un choix difficile : soit se limiter à la prise en compte d'un nombre restreint de variables, au risque de les doter d'un poids excessif et de négliger l'influence d'autres éléments tout aussi décisifs, soit tenter d'intégrer l'ensemble des éléments du contexte (stables autant que volatils, politiques autant que culturels), ce qui ne peut qu'aboutir à vider le concept de toute substance, tout en exposant aux risques de l'analyse *a posteriori*. » - MATHIEU, Lilian. 2. Contexte politique et opportunités, in. FILLIEULE, Olivier, et al. *Penser les mouvements sociaux*, Paris : La Découverte, 2010, p. 44.

domination systémique et des antagonismes sociaux qu'elle génère – notamment, ici, du racisme<sup>637</sup>.

Nous l'avons montré, questionner le syndicalisme au sein de la société guadeloupéenne ou de la société martiniquaise invite à confronter différents discours sur l'action collective et à s'exposer à la sélection opérée par les acteurs syndicaux eux-mêmes, suivant des logiques de rationalisation locales. Dans le même temps, la caractérisation du syndicalisme en Guadeloupe et en Martinique se révèle, à plusieurs titres, problématique. Si l'on considère le répertoire syndical comme une mémoire cristallisée des formes d'action collective<sup>638</sup> et même si l'on admet que cette mémoire s'inscrit dans une configuration territoriale et sociohistorique donnée – pour le dire vite, une structure des opportunités particulière, avec ses contraintes et ses ressources —, retracer la genèse des modalités d'accomplissement du syndicalisme dans le cours de la crise politique se révèle être une tâche complexe. Nos entretiens avec les syndicalistes guadeloupéens et martiniquais nous ont d'abord montré que le sens commun convoque bien souvent un argumentaire culturel pour expliquer les différences qui se donnent à voir dans les formes et les temporalités de l'activité protestataire entre la Guadeloupe, la Martinique et la France hexagonale. L'histoire des îles de Guadeloupe et de Martinique et la caractérisation des formes de colonialité du pouvoir sont évoquées de façon récurrente comme des facteurs explicatifs du recours à la protestation sous une forme essentialisée. Cette vision « culturaliste » des mécanismes contestataires et du sens – tant la signification que la direction – des mouvements sociaux se présente sous la forme d'un curieux *continuum* sociohistorique qui s'enracine dans des discours étroitement imbriqués. En premier lieu, le processus de colonisation de la Guadeloupe et de la Martinique aurait engendré de façon mécanique des formes endogènes de résistance possédant leur logique propre<sup>639</sup>. Ensuite, ces discours créent

---

<sup>637</sup> Notre analyse de ces antagonismes qui se manifeste au travers du racisme plaide plutôt pour un geste marxiste « sans garantie » tel que celui envisagé par le sociologue jamaïcain Stuart Hall : il faut d'abord comprendre la société guadeloupéenne et la société martiniquaise comme des formations sociales racialement structurées. Et, parce qu'il n'existe pas encore de théorie adéquate du racisme, c'est-à-dire de théorie capable de rendre compte à la fois des caractéristiques super-structurelles et économiques de ce type de sociétés, il est nécessaire de se pencher sur divers aspects raciaux d'une manière historiquement concrète et sociologiquement spécifique. Voir notamment : HALL Stuart, « The Problem of Ideology – A Marxism without Guarantees », *Journal of Communication Inquiry*, 6 janvier 1986, vol. 10, n° 2, pp. 28-44; et HALL Stuart, *Identités et cultures 2 : Politiques des différences*, Paris, Editions Amsterdam, 2013, 283 p.

<sup>638</sup> Pour parler comme Charles Tilly : TILLY, Charles. Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne. *Vingtième Siècle, revue d'histoire*. 1984, vol. 4, n° 1, p. 89-108.

<sup>639</sup> Ce qui est d'autant plus sujet à caution que comme le soulignent les auteurs qui ont analysé la violence politique dans les sociétés caribéennes « [...] La Caraïbe insulaire ne forme pas un bloc

une sorte de filiation héroïque entre les formes les plus anciennes de résistance à l'exploitation esclavagiste, notamment le marronnage, la trajectoire des mouvements anticolonialistes, et les manifestations contemporaines de la conflictualité sociale aux Antilles<sup>640</sup>.

### ***L'anticolonialisme en partage***

Penser la contestation anticolonialiste demande donc d'abord à décrire les effets d'imitation et d'hybridation – idéologiques, pratiques et discursifs – engendrés par de telles circulations, mais aussi à penser les efforts de traduction déployés par les groupes politiques en Guadeloupe et en Martinique pour arrimer leur projet politique aux spécificités du système qu'ils dénoncent. La trajectoire politique de cette première génération « postcoloniale », essentiellement composée d'individus nés dans le moment même de la départementalisation, est clairement aux prises avec les contradictions que cette période a suscitées. Ce sont des militantes et militants qui se soucient de ce qu'ils appellent « leur peuple » et qui revendiquent une filiation avec le mouvement ouvrier des plantations. Mais ce sont également les enfants terribles d'une méritocratie contrariée, qui dénoncent le caractère arbitraire de l'élitisme scolaire et la persistance des inégalités. En recherche constante d'autonomie politique, leur activité militante emprunte bien souvent le chemin de la distinction – une distinction qu'ils cultivent en important les rivalités du « gauchisme étudiant », en revendiquant le *Black Panthers* états-unien ou la guérilla cubaine.

À l'orée des années 1980, le recul des luttes contraint les militants anticolonialistes à remettre en question leur logiciel politique. L'horizon révolutionnaire et le projet d'émancipation nationale semblent voués à disparaître, à mesure que déclinent les effets d'audience des

---

historique homogène. En effet, les différents Etats qui la composent ont accédé – ou non - à l'indépendance selon des processus différents, aussi bien dans le temps que dans les formes de cette quête. Parallèlement, certaines îles sont restées sous une souveraineté européenne ou américaine. La part des héritages y est donc différente d'un Etat à l'autre. ». - Voir JALABERT, Laurent. Les violences politiques dans les Etats de la Caraïbe insulaire (1945 à nos jours). *Annis. Revue de civilisation contemporaine Europes/Amériques*. 1 septembre 2003, n° 3.

<sup>640</sup> A titre d'exemple, certaines approches anthropologiques du syndicalisme indépendantiste, à l'instar des travaux de Yarimar Bonilla soulignent l'existence de formes de résistance indigènes très anciennes remontant à la période de l'esclavage, et formulant l'hypothèse selon laquelle la cessation d'activité et les autres modalités de l'action collective contemporaine emprunteraient notamment au « maronnage » et aux révoltes d'esclaves. Voir notamment le chapitre qu'elle a consacré à l'anthropologie du syndicalisme indépendantiste dans l'ouvrage *Mobilisations sociales aux Antilles* : BONILLA, Yarimar, 2012. Le syndicalisme comme maronnage : épistémologie du travail et de l'histoire en Guadeloupe, in Reno F. (dir.), et al., *Mobilisations sociales aux Antilles*, ouvrage cité, 77-94 ; et plus largement le travail de thèse de Yarimar Bonilla sur l'UGTG.

groupes d'extrême gauche et des organisations indépendantistes. En outre, les incidences biographiques de l'engagement, sur le plan professionnel et matrimonial en particulier, expliquent la migration des militants depuis les organisations politiques vers un cadre syndical où le militantisme peut se maintenir : les structures de rémanence. Ce redéploiement de l'activisme anticolonialiste a durablement marqué le syndicalisme antillais. D'abord, du fait des positions dirigeantes occupées par les militants au sein des principaux syndicats des deux îles, qui participent à rendre visibles des courants politiques minoritaires à l'échelle des sociétés antillaises ou au sein de la vie politique institutionnelle – tels que l'indépendantisme ou les différentes variantes du trotskisme. Le concept de champ développé par P. Bourdieu est ici utile pour comprendre la prégnance de la matrice anticolonialiste du syndicalisme antillais, au travers d'un jeu relationnel où les rapports de force entre les organisations au sein du champ syndical sont liés au rapport de force entre le champ syndical et le champ politique « élargi » (non seulement les organisations politiques institutionnelles, mais aussi l'État central, les autorités locales ou le grand patronat). L'entrée par le concept de champ permet également de saisir, par comparaison entre les deux îles ou par contraste avec le syndicalisme hexagonal, les enjeux de la reproduction des organisations et les effets de différenciation qui en résultent.

Cette dimension structurelle de la politisation syndicale ne doit pas faire oublier que l'encadrement politique compose aujourd'hui avec la diversité des salariés qui se tournent vers les syndicats (bien souvent, pour des raisons étrangères à l'adhésion idéologique). Là encore, le postcolonial ne se donne pas à voir « en lui-même » mais plutôt « pour lui-même » : la revendication d'un projet anticolonialiste ne doit son existence qu'à des pratiques concrètes d'organisation, de recrutement et de formation. L'étude spécifique de la politique des syndicats, dans une perspective qui emprunte au matérialisme culturel, permet de mieux appréhender cette réalité particulière : les orientations anticolonialistes se maintiennent parce qu'elles permettent de transmettre aux syndicalistes plus récents ou moins politisés des schèmes de pensée et d'action. Ce sont ces schèmes qui permettent en retour au nouveaux entrants de penser la réalité sociale antillaise comme dysfonctionnelle ou conflictuelle, là où les institutions de l'État français concourent à minimiser ou à effacer les hiérarchies sociales et ethno-raciales. Les tentatives visant à actualiser l'héritage anticolonialiste passent, en effet, par une attention particulière portée aux rapports sociaux de domination et par un travail de (re)valorisation d'identités minorisées sur le plan social, politique ou culturel. Là où certaines organisations (telles que l'UGTG guadeloupéenne) mettent davantage l'accent sur la

domination raciale au travers d'un travail d'éducation populaire et de conscientisation mémorielle, d'autres syndicats cherchent à syndiquer les fractions les plus dominées du salariat (comme nous avons pu le voir dans le cas de la CGT auprès des ouvriers agricoles ou de la CDMT auprès des salariées de l'aide à domicile).

### *Quand vient la crise*

Les syndicalistes, pourtant aguerris aux mobilisations et aux mouvements de grève, ont été surpris par l'ampleur et la durée de la grève générale, lorsque les Guadeloupéens et les Martiniquais sont descendus par milliers dans la rue. Sans endosser l'entièreté des positions anticolonialistes et anticapitalistes des organisations syndicales antillaises, une part non négligeable de la population s'est alors tournée vers les coalitions initiées par les syndicalistes, reprenant leurs mots d'ordre, leurs analyses, et participant activement à la protestation en cours. Nous l'avons montré, cette participation massive qui accompagne la montée en puissance du LKP et du K5F tient beaucoup aux logiques de situations, à des alliances circonstancielles et contingentes qui se font et se défont dans le cours de la mobilisation – du côté des protestataires comme du côté des détenteurs du pouvoir. Elle est également tributaire du travail de coalition, du matériel critique accumulé à l'encontre de la *pwofitasyon* et de sa diffusion dans l'espace public : d'abord par le biais des médias, mais également au sein des espaces autonomes de participation qui vont permettre à de nombreux Antillais et Antillaises d'évaluer la validité des solutions revendiqués par le LKP et le K5F.

Un autre angle mort de cette caractérisation « coloniale » ou « postcoloniale » tient probablement à la méconnaissance sociohistorique des appareils répressifs et des stratégies de maintien de l'ordre, c'est-à-dire de l'attitude différenciée de l'État – dans sa dimension coercitive - vis-à-vis de certains territoires, de certaines populations ou catégories de population, et de certaines organisations politiques. Ici, l'analyse en termes de structures des opportunités tend à surestimer à la fois la rationalité de l'État et l'efficacité des systèmes de représentation dans la régulation des conflits. Dans le cas français, le recours à la force dans les anciennes colonies formellement intégrées à l'État contredit sérieusement cette perception harmonieuse de l'État donné d'avance comme démocratique ou traitant la contestation de façon uniforme et égale, si l'on songe aux émeutes de décembre 1959 à la Martinique, en passant par la répression de mai 1967 à Pointe-à-Pitre, ou encore à la répression de la grève du Chalvet en Martinique en février 1974. Il n'est donc pas exclu, y compris dans des systèmes désignés comme démocratiques, que des phénomènes de répression incluant l'usage

de la violence refassent surface lorsque les intérêts de l'Etat se voient menacés, mais également parce que ces contextes différenciés se traduisent par un usage exceptionnel – mais perçu comme « allant de soi » – du recours à la coercition étatique<sup>641</sup>. Au-delà de ces formes différenciées de recours à la coercition dans les territoires ultramarins, qui font aujourd'hui l'objet de quelques travaux historiques et sociologiques remarquables – on peut songer à ceux de Patrick Bruneteaux ou à ceux de Mathieu Rigouste<sup>642</sup> – il faut également se pencher sur la mémoire collective des appareils répressifs dans le camp des contestataires. De ce point de vue, la peur d'une répression brutale, mobilisée depuis l'extérieur par la métropole et son représentant local (le préfet), agit à la fois sur le temps de la mobilisation mais également sur les pratiques et les représentations des acteurs contestataires. Les moments d'escalade conflictuelle et de radicalisation, marqués par des affrontements et des émeutes, constituent des moments d'actualisation mémorielle de la répression, à la fois pour justifier des pratiques protestataires et pour encourager les participants au mouvement à persévérer au sein d'un cycle de contestation<sup>643</sup>.

Pour finir, l'effondrement temporaire des représentations dominantes qui s'est produit au moment de la grève générale de 2009 n'est pas le fruit du hasard. Cet effondrement est aussi le produit de la dénonciation des inégalités entre l'État central et les Antilles, au sein d'une

---

<sup>641</sup> De ce point de vue, les travaux portant sur les forces de l'ordre Olivier Fillieule et Donatella Della Porta : DELLA PORTA, Donatella, FILLIEULE, Olivier *Police et manifestants : Maintien de l'ordre et gestion des conflits*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2006, 362 p. Et notamment le chapitre d'Aysen Uysal, « Maintien de l'ordre et répression policière en Turquie », in. DELLA PORTA, Donatella, FILLIEULE, Olivier. *ouvrage cité*, p. 257-280.

<sup>642</sup> Voir les contributions présentés par ces deux chercheurs au cours de la journée d'études du 25 mai 2017 portant sur les événements de mai 67 en Guadeloupe. Le travail de Patrick Bruneteaux porte sur les variations des stratégies de maintien de l'ordre, son caractère « classique » ou « atypique » dans le cas de la répression en Guadeloupe en mai 1967. Mathieu Rigouste s'est quant à lui penché sur la genèse coloniale de la répression en Guadeloupe à partir de la trajectoire du Pierre Bolotte, spécialiste du renseignement et de la contre-insurrection durant la guerre d'indépendance algérienne, qui sera par la suite nommé préfet de la Guadeloupe et organisera la répression du soulèvement de mai 1967. BRUNETEAUX, Patrick. « Maintien de l'ordre classique, maintien de l'ordre atypique : le cas de la répression en Guadeloupe en mai 1967 » et RIGOUSTE, Mathieu. « Le Préfet Pierre Bolotte et le déploiement de la contre-insurrection (Indochine, Algérie, Guadeloupe, Seine-Saint-Denis) », Journée d'études « Mé 67 », Université Paris 8, 25 mai 2017.

<sup>643</sup> L'exemple des luttes sociales italiennes faisant suite au Mai rampant italien analysé par Sidney Tarrow est un bon exemple de cycle de protestation où les interactions souvent conflictuelles entre la jeunesse étudiante et prolétaire italienne et le PCI et organisations syndicales traditionnelles entretiennent un climat de défiance vis-à-vis du jeu politique institutionnel. Il s'éloigne dans cet article des quatre éléments qui président généralement à l'amplification des mobilisations pour leur substituer une analyse sensiblement plus matérialiste et plus idéologique des mobilisations et des cycles de protestation. - TARROW, Sidney. *Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention*, Source: Social Science History, Vol. 17, No. 2 (Summer, 1993), p. 281-307.

conjoncture où la critique anticolonialiste agit d'autant plus efficacement qu'elle vient contredire les discours et les actes des dominants symboliquement défaits par la mobilisation. Il serait alors possible de concevoir que l'ampleur de la révélation ait été à la mesure de la dénégation ordinaire des élites économiques locales pour les inégalités socioéconomiques, ou de la myopie des représentants de l'Etat français concernant les discriminations ethno-raciales et culturelles. Cette actualisation de la critique anticolonialiste, quand bien même elle ne suscite qu'une adhésion intermittente parmi la population, pose frontalement la question de ce qui demeure « après la colonie » L'un des enjeux de cette thèse a été de souligner le caractère heuristique de cette politique anticolonialiste, de se lier aux militants et de prendre au sérieux leur appareillage théorique, y compris pour remettre en perspective le fait postcolonial tel que celui-ci s'impose progressivement dans le débat scientifique et médiatique : en prenant trop souvent la forme d'une histoire déjà écrite alors qu'elle n'a pas encore commencé.

## ***Epilogue : pour une histoire connectée de la protestation Outre-Mer***

L'étude conjointe des mouvements contestataires et du fait postcolonial dans les territoires ultra-marins français n'en est qu'à ses débuts. Les recherches pionnières de Benoît Trépiéd sur la Nouvelle-Calédonie<sup>644</sup> ou de Stéphanie Guyon sur la Guyane<sup>645</sup> constituent des points d'appui précieux pour penser le politique Outre-Mer à partir des groupes contestataires qui y agissent et de leurs relations avec le champ politique local. On peut, une fois encore, citer le remarquable travail historique de Françoise Vergès concernant les luttes féministes autour des enjeux reproductifs à la Réunion<sup>646</sup>, ou mentionner également la recherche en cours de Myriam Paris sur l'Union des Femmes Réunionnaises<sup>647</sup>. Cependant, de tels travaux ne permettent pas encore de dresser un panorama exhaustif des mouvements contestataires ultra-marins, ni d'inscrire ces études dans des ensembles géographiques plus vastes tels que la Caraïbe, l'océan Indien ou Pacifique, où la comparaison aurait probablement des vertus heuristiques.

D'un point de vue empirique, des séquences protestataires d'ampleur telles que les émeutes contre le prix du carburant et contre la vie chère en 2012 sur l'île de la Réunion n'ont encore fait l'objet d'aucune investigation systématique. Il en va de même concernant les mobilisations « conservatrices » survenues sur l'île de Mayotte en 2015 et 2016 pour s'opposer aux circulations migratoires provenant des Comores voisines, s'en prenant directement aux populations immigrées de l'île et contraignant les autorités locales et nationales à réagir.

En outre, l'histoire et la sociologie des organisations indépendantistes et autonomistes, du Parti Communiste et de l'extrême gauche et des relations que ces organisations entretiennent entre elles – sur les territoires dont elles sont issues et au-delà – reste encore à écrire, et fait cruellement défaut pour produire une histoire politique des Outre-Mer, alors même que ces

---

<sup>644</sup> TREPIED, Benoît. « "La décolonisation sans l'indépendance ? Sortir du colonial en Nouvelle-Calédonie (1946-1975)", *Genèses*, 91 : 7-27 et « Communisme et situation coloniale en Nouvelle-Calédonie (années 1920-années 1940) », in Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), *Les territoires du communisme. Elus locaux, politiques publiques et sociabilité militante (des années 1920 à nos jours)*, Paris, Armand Colin : 111-129.

<sup>645</sup> GUYON, Stéphanie. Trajectoires post-coloniales de l'assimilation. *Politix*. 7 mars 2017, n° 116, p. 9-28.

<sup>646</sup> VERGES, Françoise. *Le ventre des femmes*, ouvrage cité.

<sup>647</sup> PARIS, Myriam. Un féminisme anticolonial : l'Union des femmes de La Réunion (1946-1981). *Mouvements*. 28 août 2017, n° 91, p. 141-149.

courants politiques demeurent prépondérants dans la vie politique et essentiels pour appréhender les mobilisations sociales dans leur diversité.

Enfin, la grève générale qui a secoué la Guyane au cours de l'année de 2017 semble un terrain particulièrement propice pour réinvestir les différentes réflexions présentées au cours de notre travail de thèse. Là encore, si des travaux comme ceux de Stéphanie Guyon ou ceux plus récents de Clémence Léobal<sup>648</sup> proposent d'ores et déjà de robustes analyses concernant l'espace des mobilisations local et ses interactions avec le pouvoir politique, il s'agirait de se pencher spécifiquement sur le fait syndical et sur la dynamique d'une mobilisation pour déterminer si des analogies avec la Guadeloupe et la Martinique peuvent être mises en lumière, au-delà des problématiques sociales communes à ces différents territoires : comment le contexte local (l'histoire des courants politiques anticolonialistes, le rapport à la métropole, la structure des organisations et leurs relations) façonne les mobilisations.

Aux dires de ses animateurs, le *Kolektif Pou Lagwiyann Dékolé*<sup>649</sup> a regroupé près d'une quarantaine d'associations, de syndicats et d'organisations politiques. Ce collectif, par bien des aspects, fait écho à la mobilisation antillaise de 2009 : une stratégie de mobilisation générale avec un blocage complet du territoire, une plateforme de revendications<sup>650</sup> exigeant des dotations supplémentaires concernant la sécurité, les infrastructures, les services publics, les minimas sociaux, davantage de moyen pour lutter contre le chômage etc. À la différence du LKP ou du K5F, il semblerait cependant qu'il ait été animé par une équipe de « *militants peu connus au départ, assez jeunes, et assez indépendants des organisations traditionnelles* » et que « [...] *Les syndiqués ou les militants politiques étaient plutôt là à titre individuel* <sup>651</sup> ». D'ailleurs, ce qui a été désigné comme le point de départ de la mobilisation, le « mouvement des 500 Frères » tranchait significativement avec le profil des mobilisations antillaises de 2009, en insistant particulièrement sur des revendications ayant trait à la sécurité des personnes et des biens tout en exprimant une forte défiance vis-à-vis de l'État français.

---

<sup>648</sup> LEOBAL, Clémence. Des marches pour un logement. *Politix*. 7 mars 2017, n° 116, p. 163-192.

<sup>649</sup> Littéralement : « Collectif pour faire décoller la Guyane », pour son développement.

<sup>650</sup> La plateforme des revendications est disponible ici :

<http://nougonkesa.fr/telechargement/cahier-de-revendications-30-03-17/>

<sup>651</sup> Voir le compte-rendu de la mobilisation par Adrien Guilleau et Vincent Touchaleaume, militants du Nouveau Parti Anticapitaliste et du MDES : GUILLEAU Adrien, TOUCHALEAUME Vincent. « Retour sur une mobilisation victorieuse. », *Imprecor*, mai-juin 2017.

Par la suite, il semble que l'Union des Travailleurs Guyanais (UTG) ait joué un rôle important en appelant à la grève générale, permettant de mobiliser largement la population à partir du 28 mars, puis en tenant plusieurs barrages centraux<sup>652</sup> - et ce même si des observateurs proches des mouvements locaux expliquent que les organisations anticolonialistes ont été affaiblies, évoquant notamment le fait que « *l'indépendance est un mot utilisé comme chiffon rouge pour effrayer les gens* »<sup>653</sup>. La trajectoire de cette organisation, ancienne fédération CGT de la Guyane qui s'est écartée du giron cégétiste en 1967 en prenant position pour l'indépendance - avant d'adopter son nom actuel en 1971 - nous paraît similaire à celle adoptée par de nombreuses organisations antillaises au cours de la même période. Ces considérations nous semblent d'autant plus intéressantes que l'UGT avait essayé (sans succès) d'emboîter le pas du LKP en 2009 comme en témoigne cet extrait d'un entretien réalisé avec Maurice Pindard, ancien secrétaire général du Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES), l'un des principaux partis indépendantistes locaux, très influent auprès du syndicat :

*Lors de la grève générale impulsée par LKP en Guadeloupe, vous avez tenté de créer une structure de ce type pour rentrer en mouvement ?*

Oui, mais le problème est qu'il y a eu deux *Mayouri* (rassemblements) qui se sont créés : le *Mayouri* contre la vie chère, et le MKL (*Mayouri kont l'exploitation*). C'est malheureusement la réalité du mouvement en Guyane, nous on pense qu'il aurait fallu un seul *Mayouri*, parce que connaissant le peuple - on ne connaît pas mieux le peuple qu'un autre - mais selon notre expérience, les remontées que nous avons de la population, on était sûr que ça ne marcherait pas, parce que les gens ne sont pas sourds. Ils regardent, ils voient ce qu'il se passe, et ils veulent quelque chose de clair. Ils réclament une direction unifiée sur tous les mouvements populaires<sup>654</sup>.

Une déclaration qui n'est pas sans rappeler les difficultés qui se posaient au commencement du LKP ou du K5F, alors que les deux collectifs peinaient à mobiliser les Guadeloupéens et les Martiniquais contre la *pwofitasyon*, juste avant que ne débute la grève des 44 jours.

---

<sup>652</sup> Un répertoire d'action qui nous paraît, là encore, assez familier.

<sup>653</sup> GUILLEAU Adrien, TOUCHALEAUME Vincent. « Guyane : retour sur une mobilisation victorieuse. », *Imprecor*, mai-juin 2017.

<sup>654</sup> « Guyane : interview de Maurice Pindard, secrétaire général du MDES ». *NPA*, 16 janvier 2010.

<https://www.npa2009.org/content/guyane-interview-de-maurice-pindard-secr%C3%A9taire-g%C3%A9n%C3%A9ral-du-mdes>



## **Annexes et bibliographie**

## Annexes

### Annexe 1 : Chronologie des entretiens et des observations

Terrain en Guadeloupe n°1 : janvier – mars 2012

Date	Entretien / Observation	Durée
27/01/2012	Réunion publique de Combat Ouvrier à Baie-Mahault	18h - 22h
30/01/2012	Entretien avec Johny Déroche (CFDT), au CFPPA Basse-Terre, Vieux Habitants	50 minutes
30/01/2012	Entretien avec Carlomane Bassette (ex-GONG, Nônm), à la mairie de Capesterre-Belle-Eau	1 heure 30 minutes
02/02/2012	Réunion de permanence de l'UGTG, entretien avec Raymond Gauthiérot (UGTG), au local de l'UGTG, Basse-Terre	18h - 22h Entretien : 1 heure 15 minutes
03/02/2012	Entretien avec Max Céleste (Combat Ouvrier), dans un café à Pointe-à-Pitre	2 heures
06 /02/2012	Entretien avec Raphaëlle (UNSA), CFPPA Basse-Terre, Vieux Habitants	1 heure 30 minutes
14/02/2012	Manifestation de soutien aux salariés de la mairie de Goyave en grève, organisée par l'UGTG à Goyave	9h - 13h
15 /02/2012	Entretien avec Alain Plaisir (CTU), à son domicile à Gourbeyre	1 heure 40 minutes
18/02/2012	Entretien avec Patrice Ganot et Alex Lollia (CTU), au siège local de la CTU à Pointe-à-Pitre	2 heures 40 minutes
24/02/2012	Entretien avec Delphine Prudhomme (FSU), à son domicile à Pointe-à-Pitre	1 heure 45 minutes
28/02/2012	Entretien avec Willy Angèle (Medef), au Centre des Congrès, à Pointe-à-Pitre	45 minutes
28/02/2012	Entretien avec Jocelaine (CGTG), au siège local de la CGTG à Pointe-à-Pitre.	30 minutes
29/02/2012	Entretien avec Elie Domota (UGTG), au siège local de l'UGTG à Pointe-à-Pitre	1 heure 45minutes
01/03/2012	Entretien avec Max Evariste (FO), au siège local de FO à Pointe-à-Pitre	1 heure 15 minutes
02/03/2012	Entretien avec Jean-Michel Palin (CTU) sur son lieu de travail à Petit-Bourg	50 minutes
02/03/2012	Réunion publique avec le groupe Combat Ouvrier avec Pointe-à-Pitre pour les élections présidentielles en soutien à la candidature de Nathalie Arthaud (Lutte Ouvrière)	18h - 22h

05/03/2012	Entretien avec Rosan Mounien, à son domicile, au Raizet.	1 heure
08/03/2012	Entretien avec Jean-Marie Nomertin (CGTG), au siège local de la CGTG à Poite-à-Pitre	40 minutes
08/03/2012	Réunion de permanence UGTG, entretien avec Nadine et Jean-Yves (UGTG), au local de l'UGTG à Basse-Terre	35 minutes et 40 minutes
10/03/2012	Entretien avec Adrienne (CGTG), au local syndical CGTG de l'hôpital de Pointe-à-Pitre	1 heure 10 minutes

### Terrain en Martinique n°1 : juin-juillet 2013

07/06/2013	Entretien avec Marie Fortuné, militante CGTM – Combat Ouvrier à Fort-De-France	1 heure
07/06/2013	Réunion au local du GRS à Fort-De-France	18h – 20h
10/06/2013	Entretien avec Jocelyne Arnoux (ex-CSTM) à son domicile	2 heures
13/06/2013	Entretien avec Louis Maugée, dirigeant CGTM – Combat Ouvrier à la Maison des Syndicats	1 heure 30 minutes
14/06/2013	Entretien avec Edouard De Lépine, ancien membre du GRS à son domicile au Robert	2 heures 30 minutes
17/06/2013	Tractage avec la CGTM.	Matinée
17/06/2013	Entretien avec Violette (CDMT et sympathisante du GRS) à la Maison des Syndicats	1 heure
18/06/2013	Entretien avec Patrick Doré, responsable UGTM	1 heure
18/06/2013	Entretien avec Louis-Eric, CGTM, sympathisant Combat Ouvrier, sur le campus de Schoelcher	1 heure 15 minutes
20/06/2013	Entretien avec George Arnauld (GRS, Union des femmes Martiniquaises) au local du GRS à Fort-De-France	1 heure 30 minutes
21/06/2013	Entretien avec Gabriel Jean-Marie, responsable CGT éducation et membre de Combat Ouvrier à la Maison des Syndicats	1 heure 15 minutes
21/06/2013	Réunion du collectif Solid au local de la CDMT à la Maison des Syndicats	Après-Midi
21/06/2013	Réunion du GRS au local du GRS	Soir
25/06/2013	Entretien avec Rita Bonheur, présidente de l'Union des Femmes Martiniquaises, ex-CGTM et militante GRS au local de l'UFM à Fort-De-France	1 heures 10 minutes
27/06/2013	Entretien avec Marthe Surelly (CGTM – Combat Ouvrier) à la Maison des Syndicats	1 heure 20 minutes
28/06/2013	Entretien avec Ghislaine Joachim Arnaud secrétaire générale de la CGTM et porte-parole de Combat	1 heure 30 minutes

	Ouvrier à la Maison des Syndicats	
01/07/2013	Entretien avec Gilbert Pago (GRS), à Fort-De-France	1 heure 40 minutes
01/07/2013	Entretien avec Michel Monroe (UNSA) à la Maison des Syndicats	1 heure 45 minutes
01/07/2013	Entretien avec Philippe Pierre-Charles, secrétaire général CDMT et dirigeant du GRS, à la maison des Syndicats	1 heure 10 minutes
02/07/2013	Entretien avec Rose Bonheur, membre du secrétariat général de la CDMT, membre de l'UFM, sympathisante GRS, animatrice du collectif Solid, à la Maison des Syndicats	1 heure 25 minutes

### Terrain en Guadeloupe n°2 : avril – juin 2014

07/04/2014	Entretien avec Elie Domota au local de l'UGTG à Pointe-à-Pitre	1 heure 15 minutes
12/04/2014	Entretien avec Marie Agnès Castrot (CGTG – Combat Ouvrier)	1 heure 30 minutes
22/04/2014	Réunion à la permanence UGTG de Basse-Terre	Après-midi
24/04/2014	Tractage avec l'UGTG à Basse-Terre	Matinée
01/05/2014	Premier Mai Unitaire à Fouillole	Matinée
03/05/2014	Fête de Combat Ouvrier au lieu-dit « le Pako » Baie-Mahault	Journée entière
09/05/2014	Introduction des journées de formation, puis tournée syndicale avec Jean-Marie Nomertin, secrétaire général CGTG : Basse-Terre et Capesterre	Journée entière
10/05/2014	Journée de formation syndicale CGTG	Journée entière
16/05/2014	Meeting de Combat Ouvrier aux Abymes en soutien à la candidature de Ghislaine Joachim-Arnaud et Jean-Marie Nomertin aux élections européennes de mai 2014	19h – 22h
15/05/2014	Rassemblement UGTG en soutien à Jocelyn Pinard au siège de Total à Jarry	Matinée
20/05/2014	Entretien avec Lita Dahomay, dirigeante de Combat Ouvrier à la Marina de Pointe-à-Pitre	1 heure 25 minutes
21/05/2014	Entretien avec Amanda (UGTG) à la médiathèque de Port-Louis	1 heure 35 minutes
02/06/2014	Entretien avec Gaby Clavier (UGTG) au local de l'UGTG à Pointe-à-Pitre	1 heure 25 minutes
02/06/2014	Entretien avec Gabriel Bourguignon (UGTG) au local de l'UGTG à Pointe-à-Pitre	2 heures
05/06/2014	Entretien avec Jean-Michel au local de l'UGTG à Pointe-à-Pitre	50 minutes

10/06/2014	Entretien avec Nemo, responsable UGTG du Commerce au local de l'UGTG à Pointe-à-Pitre	1 heure
10/06/2014	Entretien avec Christian Blonbou (UGTG) au local de l'UGTG à Pointe-à-Pitre	1 heure 40 minutes
17/06/2014	Entretien avec Emeline (UGTG) au local de l'UGTG à Pointe-à-Pitre	55 minutes
17/06/2014	Entretien avec Lenny (CGTG) au local de la CGTG de Pointe-à-Pitre	40 minutes
20/06/2014	Second rassemblement UGTG devant Total à Jarry	Matinée
23/06/2014	Entretien avec Inès (CGTG, sympathisante de Combat Ouvrier) au Centre Hospitalier Régional de Pointe-à-Pitre	1 heure 35 minutes
26/06/2014	Entretien avec Bertrand (CGTG) au local de la CGTG de Pointe-à-Pitre	1 heure 50 minutes

### Terrain en Martinique n°2 : avril –juin 2015

16/04/2015	Entretien avec Philippine, secrétaire générale CDMT à la galerie marchande de Fort-De-France	1 heure 20 minutes
18/04/2015	Entretien avec Rémi, secrétaire général CDMT à la Maison Des Syndicats	1 heure 5 minutes
20/04/2015	Entretien avec Jacqueline Tally, secrétaire générale CDMT, à la Maison des Syndicats	1 heure 30 minutes
21/04/2015	Entretien avec Max Dorléans, GRS, ex-CGTM	1 heure 45 minutes
01/05/2015	Rassemblement unitaire du Premier Mai en Guadeloupe, à Sainte-Rose	Matinée
09/05/2015	Entretien avec Robert Saé, CNCP, à son domicile à Schoelcher	2 heures 15 minutes
12/05/2015	Entretien avec Jean Abaul, membre des CNCP – UGTM, à son domicile à Schoelcher	2 heures
19/05/2015	Rassemblement des salariées de Domavi à Dillon, devant le siège de leur entreprise	Après-midi
20/05/2015	Entretien avec Martial, secrétaire général CDMT sur son lieu de travail	1 heure 35 minutes
21/05/2015	Entretien avec Marie-Thérèse (CDMT), sympathisante GRS à la Bibliothèque de Fort-De-France	2 heures
21/05/2015	Entretien avec Edith, CDMT à la Maison des Syndicats	1 heure 15 minutes
22/05/2015	Réunion des salariées Domavi avec le secrétariat général de la CDMT à la Maison des Syndicats	18h - 21h

27/05/2015	Entretien avec Thierry, CGTM-EDF, au local syndical la centrale EDF de Fort-De-France	1 heure 40 minutes
27/05/2015	Entretien avec Jocelyn, CTM-EDF, au local syndical la centrale EDF de Fort-De-France	45 minutes
28/05/2015	Entretien avec Tanya, CGTM-EDF, au local syndical la centrale EDF de Fort-De-France	1 heure 45 minutes
28/05/2015	Entretien avec Valère, au local syndical la centrale EDF de Fort-De-France	1 heure 30 minutes
02/06/2015	Entretien avec Félix Releautte (CDMT-GRS) à la Maison Des Syndicats	1 heure 35 minutes
05/06/2015	Manifestation des salariées CDMT du foyer départemental de l'enfance au conseil général de la Martinique	Matinée

## **Annexe 2 : Index biographique**

*Cet index biographique se propose, à grands traits, de dresser le portrait de nos enquêtés. On y trouvera des indications sur leur activité militante et/ou professionnelle, ainsi sur leur rapport avec le LKP ou le K5F.*

### **Entretiens non-anonymisés.**

**Carlomane Bassette** est historien de la Guadeloupe et du mouvement indépendantiste. Ancien membre du GONG, proche de Raymond Gama et membre actif du mouvement indépendantiste *Nônm*, il œuvre à la mise en valeur du patrimoine historique guadeloupéen et aux diverses activités de commémoration des luttes patriotiques guadeloupéennes.

**Marie-Agnès Castrot**, ancienne cadre de Pôle-Emploi, militante depuis le lycée dans des organisations anticolonialistes, est membre du bureau confédéral de la CGTM et l'une des principales dirigeantes de Combat Ouvrier en Guadeloupe.

**Max Céleste** est l'un des fondateurs du groupe Combat Ouvrier en Guadeloupe, dont il demeure un responsable influent. Véritable boussole idéologique de l'organisation, cet infatigable militant « communiste révolutionnaire » s'emploie sans relâche à la construction de l'organisation depuis 1965. Délégué LKP en 2009 pour le groupe Combat Ouvrier, il conseille Jean-Marie Nomertin et participe activement à l'organisation de la grève.

**Lita Dahomay** est retraitée, ancienne professeure des écoles. Particulièrement active au sein de l'organisation Combat Ouvrier depuis le début des années 1970, dont elle est aujourd'hui l'une des personnalités dirigeantes en Guadeloupe. Déléguée LKP à la négociation des prix.

**Elie Domota** est porte-parole du LKP, et secrétaire générale de l'UGTG. Issu d'une famille modeste de Basse-Terre, il a fait ses premières armes au sein des Jeunesses Ouvrières Chrétiennes et avec l'association culturelle GwaKilti. Après des études supérieures en Métropole, il revient en Guadeloupe pour chercher un emploi, qu'il finit par obtenir au Pôle Emploi des Abymes. Syndiqué à l'UGTG depuis 1991, il en devient le secrétaire général en 2008. Très présent auprès des salariés en lutte, extrêmement populaire en Guadeloupe, il fait aujourd'hui l'unanimité à l'UGTG et s'est imposé comme le leader du LKP.

**Max Evariste** est secrétaire général de Force Ouvrière. Cet ancien éducateur s'est beaucoup investi pour rénover son syndicat sur des bases revendicatives. Proche de la gauche radicale et sympathisant de la cause indépendantiste, il a pesé dans le choix de FO d'intégrer le LKP, et

continue d'entretenir le lien tissé entre son syndicat et les autres organisations ouvrières en Guadeloupe.

**Patrice Ganot** est membre de la CTU, et ami proche d'Alex Lollia. Issu d'une famille communiste (il est le neveu de Max Ganot, militant trotskyste guadeloupéen), ce militant proche du Groupe Révolution Socialiste a été à l'initiative de la fondation d'ATTAC en Guadeloupe. Il a également œuvré à relayer le LKP en métropole par ses interventions auprès du Nouveau Parti Anticapitaliste. Également membre de la Ligue des Droits de l'Homme, il se décrit comme un militant de la cause altermondialiste.

**Raymond Gauthiérot** est l'ancien secrétaire général de l'UGTG (2002-2008). Très attaché aux principes d'action de l'UGTG et fervent partisan de l'indépendance de la Guadeloupe, il conserve une autorité morale et une grande estime auprès des militants de son syndicat. Véritable pilier du syndicat indépendantiste, toujours actif au sein de l'UGTG, il est autant respecté par les partisans du LKP que craint par ses adversaires.

**Alex Lollia** est secrétaire général du syndicat CTU. Professeur de philosophie, ce fils d'ouvriers communistes de la région pontoise a transité par les divers courants d'extrême-gauche avant d'adhérer au Groupe Révolution Socialiste en 1978, et d'adhérer au syndicat ouvrier du commerce, le MASU (Mouvement d'Action Syndicale Unifié) en 1981. Aussi connu pour sa disponibilité et ses qualités d'organisateur que pour son indiscipline, il a été à l'origine des Groupe d'Interventions des Travailleurs en Lutte au moment de la grève organisée par le LKP.

**Rosan Mounien**, ancien secrétaire générale de l'UGTG, figure importantes des luttes pour la réforme foncière menées par le syndicat dans les années 1970 et théoricien du syndicat indépendantiste. Délégué LKP en tant que vice-président d'Agro-Guadeloupe, association qui se bat pour le développement de l'agriculture paysanne.

**Jean-Marie Nomertin** est secrétaire général de la CGTG depuis 2002, et la principale figure de l'organisation trotskyste Combat Ouvrier. Considéré comme le « numéro deux » du LKP, cet ancien travailleur de la banane s'est imposé au sein de son syndicat. Connue pour sa détermination dans les luttes et pour son intransigeance dans les négociations, il a été candidat à diverses élections (législatives, régionales) pour Combat Ouvrier, dont il est aujourd'hui le principal porte-parole en Guadeloupe..

**Alain Plaisir** est l'ancien secrétaire général de la CTU. Retraité des douanes, dont il dirigeait la CFDT, il s'est investi dans le LKP où son expertise sur la question des prix et de l'octroi de

mer s'est révélée précieuse. Il a été, par la suite, responsable du Bureau d'Etudes Ouvrières du LKP chargé de la surveillance de la hausse des prix pour le LKP. Longtemps membre de l'organisation trotskyste Groupe Révolution Socialiste, il est à l'origine du Comité d'Initiative pour un Projet Politique Alternatif, collectif politique d'inspiration autonomiste et altermondialiste.

### **En Martinique**

**Edouard De Lépine** est historien. Ancien dirigeant de la Jeunesse Communiste en Martinique, il en est exclu pour ses prises de positions favorables au castrisme et au guévarisme. Il fait partie des fondateurs de l'organisation Jeunesse d'Avant-Garde en 1970, avant d'être l'un des principaux dirigeants du Groupe Révolution Socialiste jusqu'en 1982 où il rejoint le Parti Progressiste Martiniquais.

**Patrick Doré** est l'un des principaux responsables de l'UGTM, syndicat indépendantiste martiniquais.

**Ghislaine Joachim-Arnaud** est cadre du secteur hospitalier. Après des études effectuées en France hexagonale, elle revient en 1974 en Martinique, où elle adhère à Combat Ouvrier. D'abord militante oppositionnelle au sein de la CGTM, elle devient secrétaire générale du syndicat en 1990 suite à un congrès qui voit le départ des communistes martiniquais mis en minorité par les membres et sympathisants de Combat Ouvrier.

**Louis Maugée** est agent de la sécurité sociale, aujourd'hui membre du bureau confédéral de la CGTM. Ancien membre des Jeunesses Communistes, militant à Combat Ouvrier depuis la création de l'organisation, il est l'un des principaux animateurs de l'organisation.

**Michel Monrose** est retraité membre de l'UNSA. Il a été désigné comme porte-parole de la coalition K5F au moment de la grève générale de 2009.

**Gilbert Pago** est historien. Ancien militant de la Jeunesse Communiste, il participe à la création de Jeunesse Avant-Garde avant de devenir l'un des principaux responsables du Groupe Révolution Socialiste en Martinique, auquel il est resté fidèle jusqu'à aujourd'hui.

**Philippe Pierre-Charles** est professeur d'histoire à la retraite. Ancien membre de Jeunesse d'Avant-Garde, devient par la suite l'un des principaux dirigeants du GRS. Elu conseiller municipal de Fort-De-France en Participe à la fondation du syndicat CDMT en 1980, dont il est membre du secrétariat général depuis lors.

**Félix Releautte** est retraité de l'éducation nationale (ancien enseignant en mathématique). Militant du Parti Communiste martiniquais jusqu'à la fondation du GRS au début des années 1970. Plusieurs fois membres du secrétariat général de la CDMT.

**Robert Saé** est ancien membre des Groupes d'Actions Prolétariens, organisation marxiste-léniniste martiniquaise, dissoute au moment de la formation des Coordination Nationales des Comités Populaires dont il demeure l'un des principaux animateurs. Egalement responsable de publication du journal indépendantiste martiniquais *Asé pléré annou lité*.

**Marthe Surelly** est ouvrière agricole dans le secteur de la banane, membre de la CGT et de Combat Ouvrier depuis le début des années 1980. Aujourd'hui membre du bureau confédéral de la CGTM et régulièrement tête de liste pour Combat Ouvrier en Martinique.

## Annexe 3 : Carte des territoires

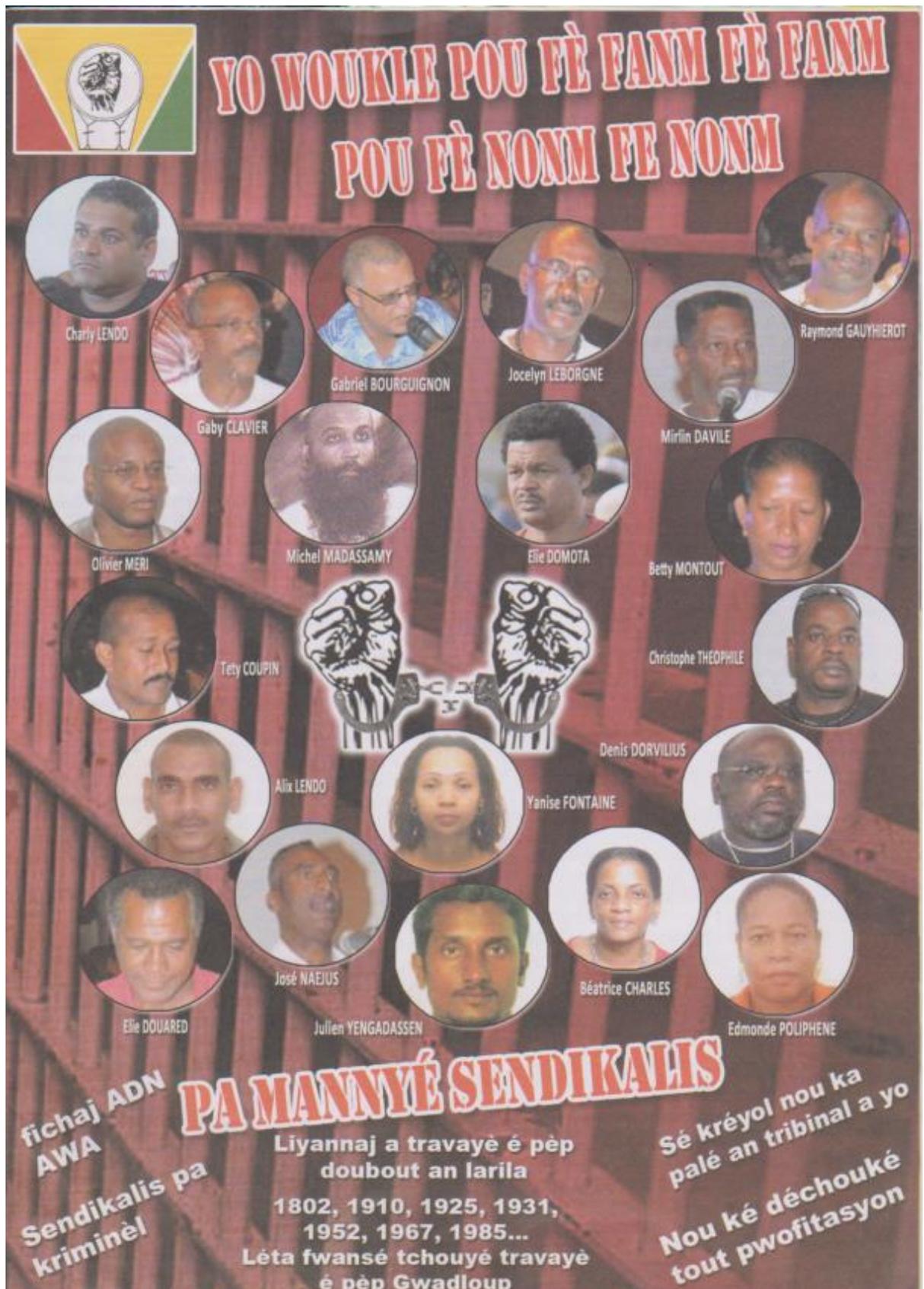
### La Guadeloupe



### La Martinique



**Annexe 4 : Fascicule de l'UGTG contre la répression, 2011.**



## L'ÉTAT COLONIAL FRANÇAIS VEUT SE VENGER APRÈS LA FIÈRE MOBILISATION DU PEUPLE GUADELOUPÉEN AVEC LE LKP EN 2009.

**L**es magistrats français se sont mobilisés le jeudi 10 février 2011 pour défendre l'indépendance de la justice et cela en réponse aux propos de Nicolas Sarkozy mettant en cause la responsabilité des juges et des policiers suite à l'assassinat de la jeune Laëtitia en France.

Cette mobilisation avait pour but de réaffirmer la séparation des pouvoirs d'une part, tout en mettant en exergue le manque de moyens pour rendre la justice « au nom du peuple Français », d'autre part.

Ce mouvement s'est normalement étendu à la Guadeloupe.

### MAIS, LA JUSTICE EST-ELLE RÉELLEMENT INDÉPENDANTE EN GUADELOUPE ?

Avec l'avènement du LKP, les militants UGTG comme l'ensemble des travailleurs de ce pays, ont compris qu'il était vraiment possible de construire une autre société fondée sur la solidarité, l'entraide et la création. Nous avons tous compris que notre pays devait disposer de tous ses atouts pour nourrir, éduquer, soigner et élever tous ses enfants. 2009 a été l'année de la dénonciation du système de *pwofitasyon* et aussi l'année où les luttes des travailleurs et de notre peuple ont émergé à la face du monde. Devant les attaques répétées contre nos victoires, nous n'avons qu'une chose à faire, continuer sans relâche, le travail d'explication, de dénonciation, de mobilisation contre l'exploitation, l'oppression et la *pwofitasyon*.

Cette Guadeloupe nouvelle est aujourd'hui en mouvement. Nous n'avons plus peur de l'autre. Travailleurs et Peuple de Guadeloupe savent dorénavant qu'ils peuvent se lever, dénoncer, réclamer et s'opposer *kont tout pwofitasyon*.

Nous disposons d'une vision plus claire de ce qu'il convient de faire, d'élaborer et de construire pour que nous cessions d'être des colonisés, des assimilés, des domiens, des ultramarins, des ultrapériphériques.

Comme il fallait s'y attendre, à la suite de la formidable mobilisation de Janvier-Février-Mars 2009, l'appareil répressif de l'Etat français a décidé de s'en prendre à toutes celles et ceux qui ont décidé de descendre les rues pour dire NON à la PWOFITASYON.

Nous affirmons haut et fort, comme Henri Lacordaire : « *Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime, et la loi qui affranchit. Le droit est l'épée des grands, le devoir est le bouclier des petits.* »

### DEPUIS, LA MACHINE RÉPRESSIVE FONCTIONNE A PLEIN RÉGIME

Jugez-en vous-mêmes :

Mardi 14 Septembre 2010, l'ensemble de la salle d'audience (y compris la prévenue Régine DELPHIN déléguée syndicale de l'UEC-UGTG (Union des employés du commerce) est évacué à la demande du président du tribunal qui refuse à notre camarade le droit légitime de s'exprimer en créole. Elle n'a pas pu se défendre, car ayant été elle-même trainée hors du tribunal en cours d'audience. Maître René FALLA, son avocat n'a pas non plus pu plaider, ayant été victime d'un malaise suite à l'intervention des gendarmes. Et pourtant, notre déléguée syndicale est condamnée à 1 mois de prison avec sursis et plus de 10 000 euros d'amendes par la Cour d'Appel de Basse-Terre pour des faits liés à la mobilisation des salariés de la société SODIMAT qui exigeaient l'application de l'accord BINO.

Charly LENDO et José NAEJUS (Dirigeant de l'UGTG et l'UTHTR, Union des Travailleurs de l'Hôtellerie et de la Restauration) sont convoqués devant le tribunal de Basse-Terre pour agression et menaces de destruction d'un hôtel suite à une plainte déposée par le directeur Suédois de l'hôtel Fort Royal devant lequel les travailleurs sont mobilisés pour exiger la priorité d'emplois pour les Guadeloupéens dans cet hôtel où la majorité du personnel est d'origine Suédoise. Une trentaine de gendarmes débarque et arrête les deux dirigeants de l'UGTG. A l'audience, le président, visiblement embarrassé, fait remarquer au procureur la faiblesse de l'accusation car aucune menace ni agression n'ont été ni relevée ni prouvée. Et pourtant, nos deux camarades, reconnus innocents dans cette affaire montée de toutes pièces entre la direction de l'hôtel, la gendarmerie et la préfecture, sont condamnés à 1000 euros d'amendes pour avoir refusé de se soumettre à un prélèvement ADN.

Charly LENDO (Secrétaire Général adjoint de l'UGTG et Secrétaire Général de l'UTHTR-UGTG) et Tety COUPIN (Dirigeant de l'UTHTR-UGTG) sont convoqués devant les tribunaux à la demande des patrons de l'hôtellerie qui se plaignent d'avoir été menacés par les deux camarades dans le cadre des réunions NAO. Une simple plainte du patron de GHTHG (Groupement des Hôteliers de Guadeloupe) aura suffi pour faire comparaître nos deux camarades devant les tribunaux. En attente de jugement.

**Bruno TIMA**, délégué du personnel à la Distillerie DAMOISEAU, se présente début février 2011 à la gendarmerie du Moule pour déposer plainte contre Hervé DAMOISEAU, gérant de l'usine, car ce dernier l'aurait menacé de mort en représailles au mouvement de grève en cours. Curieusement, la gendarmerie du Moule refuse d'enregistrer la plainte.

**Christian TABAR**, militant UGTG, est convoqué devant les tribunaux pour avoir participé à la mobilisation des travailleurs de la société de transports TCSV en grève depuis mars 2010 (10 mois de mobilisation) pour l'application du code du travail. En attente de jugement.

**Hilaire COSPOLITE**, dirigeant de l'UEC-UGTG est convoqué devant les tribunaux pour avoir participé à la mobilisation LKP en janvier 2009. En attente de jugement.

**Jean Clair VALLUET**, militant UEC-UGTG, condamné à pour avoir participé à la mobilisation du LKP en janvier 2009.

**Jocelyn LEBORGNE**, Secrétaire Général de l'UEC-UGTG est condamné à 900 euros d'amende. Il est accusé d'avoir apposé des dessins sur un mur. Dans le même temps, il est convoqué pour le prélèvement de son ADN.

**Gaby CLAVIER**, ancien Secrétaire Général de l'UGTG, Secrétaire général de l'UTS-UGTG (Union des Travailleurs de la Santé), membre du Conseil Syndical de l'UGTG est condamné à 1600 euros d'amende pour avoir participé à la mobilisation des travailleurs de DANONE. Il fait également l'objet d'une convocation pour prélèvement ADN.

**Raymond GAUTHIEROT**, ancien Secrétaire Général de l'UGTG, membre du Conseil Syndical de l'UGTG, Dirigeant de l'UNASS-UGTG (Union des Agents de la Sécurité Sociale) a été condamné à 3 mois de prison ferme et 2691 euros d'amendes pour avoir participé à la mobilisation des travailleurs du CFA (Centre de Formation des Apprentis). **Raymond GAUTHIEROT** est également condamné à 2091 euros d'amendes. Il est accusé d'avoir « tracé des inscriptions sur un muret » au bord de la route.

**Mirlin DAVILE**, Dirigeant de l'UGTG, condamné à 8132,86 euros d'amendes pour avoir participé à la mobilisation des salariés de la ferme de Campêche pour la sauvegarde de leur emploi.

**Denis DORVILIUS**, Dirigeant de l'UTAS-UGTG (Union des Travailleurs de l'Action Sociale), membre du Conseil Syndical de l'UGTG, condamné à 1600 euros d'amendes pour sa participation à la mobilisation des salariés de la société DANONE. Condamné également à 1000 euros pour avoir refusé de se soumettre à un prélèvement ADN.

**Patrice BURAT** et **Daniel NOVAR**, Dirigeant et militant de l'UTPP-UGTG (Union des Travailleurs des Produits Pétroliers), le premier condamné à 2300 euros d'amende, le second relaxé dans le cadre de la grève des travailleurs de la station TEXACO du Lamentin, mobilisés pour le respect du code du travail dans le cadre du mouvement LKP.

**Max DELOURNEAU**, militant de l'UTPP-UGTG, condamné pour avoir participé à la mobilisation du LKP en février 2009.



LKP1, LKP2, ..... Jusqu'à LKP 10. Plus d'une cinquantaine de personnes ont été arrêtés par la gendarmerie pour entrave à la circulation au Gosier en février 2009 dans le cadre de la mobilisation LKP. Dix d'entre eux ont fait l'objet de convocation devant les tribunaux sous le nom de LKP1, LKP2, ....., LKP 10 car ayant refusé de décliner leur identité. Ce procès burlesque déboucha sur un non lieu pour absence d'identification des prévenus LKP1, LKP2, ....., LKP10.

Trois autres militants dont Christophe THEOPHILE, Dirigeant de l'UGTG, arrêtés le même jour dans le cadre de la mobilisation du LKP, ont comparu devant le tribunal pour entrave à la circulation et relaxés pour irrégularité de procédure.

Olivier MERI, Valère VINDEK, Jacques OXYBEL, Dirigeant de l'UGTG et militant de l'ULTEA-UGTG (Union Locale des Travailleurs de l'Aéroport) convoqués par la gendarmerie en janvier 2011 suite à la mobilisation des pompiers de l'aéroport durant le mouvement LKP en 2009 et 2010.

Petit-Louis CASIMIR, Bruno BLANCHET, Alain LOSIO convoqués par les services de police à la demande du gérant de l'entreprise BEAUCHET Sécurité (affilié au MEDEF) suite à la mobilisation des salariés pendant 100 jours pour l'application du code du travail.

Aujourd'hui encore, ce ne sont pas moins d'une quinzaine de militants de l'UTHTR-UGTG et de travailleurs dont : Yanise FONTAINE, Béatrice CHARLES, Blaise YENGADESIN, Franck DAMBA, Elie DOARED, Mercédès PLATON, Betty MONTOUT, Pierre RIMBON, Florent LATCHOUMAYA, Alix LENDO, Tété COUPIN, Julio LENDO, Edmonde POLIPHENE qui sont convoqués devant un juge d'instruction pour être mis en examen pour homicide involontaire indirect, blessures indirectes, mise en danger de la vie d'autrui et entrave à la liberté de la circulation. La justice française veut les rendre responsables, et singulièrement Charly LENDO, de la mort accidentelle d'un jeune cyclomotoriste en février 2009 durant le mouvement LKP.

Gabriel BOURGUIGNON, Secrétaire Général de l'UTAS-UGTG, Dirigeant de l'UGTG qui a déjà passé un mois en captivité sans procès en 2004 ; libéré suite au versement d'une caution de 15 000 euros est à nouveau convoqué devant les tribunaux pour cette même affaire où il est accusé d'avoir voulu faire exploser la raffinerie de Guadeloupe.

Michel MADASSAMY, Dirigeant de l'UGTG, lui aussi est à nouveau convoqué devant les tribunaux pour des faits survenus en 2002 dans le cadre de la mobilisation des salariés de la société TEXACO.

Rappelons-nous aussi l'information judiciaire ouverte par le parquet, après la signature de l'accord général du 04 mars, à l'encontre d'Elie DOMOTA, Secrétaire Général de l'UGTG, pour incitation à la haine raciale et à l'extorsion de signature. Cette tentative de déstabilisation faisait suite à

une première tentative d'intimidation du porte parole du LKP pour incitation à la commission de meurtre et tout cela afin, une fois de plus, de jeter le discrédit sur l'UGTG et sur le LKP.

Ce sont aussi, dix jeunes de Petit-Canal emprisonnés pendant un mois sans procès, car soupçonnés, sans aucune preuve, d'être à l'origine d'un incendie durant le mouvement LKP. Ils doivent pointer chaque semaine à la gendarmerie.

Ce sont également plusieurs autres jeunes travailleurs qui ont été convoqués et condamnés pour avoir participé au mouvement LKP en 2009.

Et pendant ce temps, l'enquête sur la mort de Jacques BINO, militant CGTG et membre du *Mouvman Kiltirel AKIYO*, aura été bâclée. Les patrons qui avaient organisé des milices contre les travailleurs en lutte n'ont jamais été entendus.

### SYNDICALISTES, AVOCATS ET JOURNALISTES RÉPRIMÉS

Les avocats qui défendent l'UGTG sont eux aussi menacés. C'est le cas de Maître Sarah ARISTIDE, qui a fait l'objet de menaces, d'intimidations et d'agressions et qui a même été sauvagement molesté par des gendarmes le 22 octobre 2010 alors qu'elle tente de rentrer dans le palais de justice pour assurer la défense de Charly LENDO convoqué pour refus de prélèvement ADN. Cette agression a entraîné une interruption de travail. Une plainte a été déposée par l'avocate, et une motion de solidarité adoptée par le Barreau de l'Ordre des avocats de Guadeloupe qui s'est constitué partie civile.

Sarah ARISTIDE et son confrère Patrice TACITA ont été mis en examen pour diffamation pour avoir porté plainte contre un magistrat et dénoncé les écoutes téléphoniques dont ils étaient victimes.

Ce sont également trois journalistes de la télé publique qui sont mis en examen pour complicité de diffamation pour avoir publié l'affaire dite des écoutes téléphoniques illégales.

Plus encore, la presse est placée sous contrôle. Depuis plusieurs mois, radio privée et publique mais aussi la télé publique et le seul quotidien de Guadeloupe ne diffusent quasiment aucune information en provenance du LKP et ne se présentent guère aux conférences de presse du *Liyannaj Kont Pwofitasyon*.

Par contre, la mise en examen de deux militants de l'UTPP-UGTG dont le Secrétaire Général Jocelyn PINARD pour des faits d'abus de biens sociaux et recel d'abus de biens sociaux qui ne sont ni constitués, ni établis, ni prouvés dans le cadre d'une enquête sur la gestion de la station service dans laquelle ils sont salariés-actionnaires aura engendré une véritable cabale médiatique à l'encontre de l'UTPP-



UGTG et de la Centrale syndicale UGTG par certains journalistes au service du pouvoir colonial. Une caméra de surveillance vidéo et un puissant projecteur ont même été installés à 20 mètres du siège de l'UGTG, en face du palais de la mutualité, siège du LKP.

Ainsi, se succèdent convocations à la police, convocations à la gendarmerie, pressions, licenciements, harcèlements, intimidations, mises en examen, surveillances et filatures, mises sur écoute téléphonique, arrestations arbitraires, menaces, coups, insultes, propos racistes, procès dans des tribunaux encerclés par les gendarmes, fichages ADN, condamnations à des peines de prison et à des peines d'amendes ; tout cela dans le but de réprimer toutes celles et tous ceux qui se sont engagés dans la lutte du LKP et ainsi faire peur à celles et ceux qui refusent de vivre à plat ventre.

Malgré les absences flagrantes de preuve, les irrégularités de procédure, des chefs d'inculpation bénins voire inexistantes, les travailleurs et singulièrement les militants de l'UGTG sont de toute façon condamnés à des peines sauvages, à l'issue de simulacre de procès, précédés de plusieurs dizaines d'arrestations arbitraires, d'insultes, de brutalités, d'agressions voire de passages à tabac.

Diabolisations et criminalisations de l'action syndicale, condamnations, lynchages médiatiques, fichages systématiques et rackets perpétrés par l'état français et sa justice aux ordres, à l'encontre du syndicaliste de Guadeloupe et particulièrement ceux affiliés à l'UGTG : Voilà la réalité, bien loin de la patrie des droits de l'homme et de l'indépendance de la justice.

Il faut terroriser les militants et dirigeants de l'UGTG ; particulièrement ceux de l'hôtellerie, et en premier lieu Charly LENDO pour supprimer notamment la Convention Collective de Guadeloupe, plus avantageuse que celle dite nationale, et permettre ainsi aux escrocs de la défiscalisation de continuer à sévir dans ce secteur.

L'Etat et ses alliés locaux veulent casser l'unité du Peuple, éliminer les syndicalistes qui luttent, museler la presse, domestiquer les avocats. Ils ont une véritable peur politique de l'unité retrouvée des Travailleurs, de leurs Organisations et du Peuple de Guadeloupe.



### TOUS TUÉS PAR LES MILITAIRES DE L'ÉTAT COLONIAL FRANÇAIS

Au nom du peuple Français, l'état colonial français et sa justice veulent humilier, affamer, briser le militant syndicaliste dans son statut d'Homme ou de Femme, de Travailleur, de Père et Mère de famille, et cela afin d'éradiquer toutes velléités de construction sociale dans notre pays, toute émergence d'une société débarrassée de l'exploitation capitaliste et colonialiste.

Ces pratiques nous rappellent aussi le code noir notamment son article 38 qui prévoit que « *L'esclave fugitif qui aura été en fuite pendant un mois, à compter du jour que son maître l'aura dénoncé en justice, aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lis une épaule; s'il récidive un autre mois pareillement du jour de la dénonciation, il aura le jarret coupé, et il sera marqué d'une fleur de lys sur l'autre épaule; et, la troisième fois, il sera puni de mort* ».

Cette parodie de justice nous rappelle les atteintes portées au droit d'expression et à la liberté syndicale en Guadeloupe :

Février 1910 : Grève des ouvriers agricoles et industriels à Saint-François : 3 morts ;  
 Février 1910 : Grève à Capesterre-Belle-Eau : 1 mort ;  
 Février 1925 : Grève à l'Usine de Duval à Petit-Canal : 6 morts ;

Février 1931 : Grève des ouvriers agricoles à Sainte-Rose : 1 mort ;

Février 1952 : Grève des ouvriers agricoles et industriels au Moule : 4 mort (dont une femme enceinte) ;

Mai 1967 : Grève des ouvriers du bâtiment : plus de 100 morts.

18 Novembre 1985 : Charles-Henri SALIN, jeune lycéen Guadeloupéen est abattu d'une rafale de pistolet mitrailleur par le gendarme Michel MAAS. L'enquête fut constamment entravée par les services de l'Etat, le procès délocalisé à Paris, et l'assassin – entre temps promu adjudant – fût acquitté.

Nous l'avons compris, à travers la répression contre les dirigeants et militants de l'UGTG, c'est en fait le LKP qui est visé, ce sont les Travailleurs et le peuple de Guadeloupe qui sont visés. Il s'agit pour l'état colonial Français d'éliminer le LKP, cet extraordinaire outil qui aura unifié les forces sociales, redonné confiance au Peuple de Guadeloupe et créé de nouveaux espoirs, de nouvelles espérances. Il faut détruire le LKP, détruire cette création des Travailleurs et du Peuple de Guadeloupe, fer de lance de la contestation contre toute *pwofitasyon*. Car avec le LKP, la peur a changé de camp et devant l'acharnement des Travailleurs et du Peuple de Guadeloupe à poursuivre la lutte pour exiger le respect et l'application de tous les accords, l'Etat a décidé de réprimer.

A chaque manifestation à l'appel du LKP, ce sont plusieurs centaines de gendarmes qui sont dépêchés en Guadeloupe pour y faire régner l'ordre colonial républicain qui consiste à réprimer toutes celles et tous ceux qui osent dire NON à la *pwofitasyon*, qui osent dénoncer l'exploitation et l'injustice.

Aujourd'hui, la ministre des colonies, Mme PENCHARD, le gouverneur FABRE, Victorin LUREL et Jacques GILLOT (régisseurs-présidents du Conseil Régional et Général) mais également différents services de l'état comme la Direction régionale de la répression des fraudes, l'Université Antilles-Guyane..., ont reçu l'ordre de ne pas recevoir le LKP ni répondre à aucun de ses courriers. Et pourtant, en signant le protocole du 04 mars, l'Etat et les collectivités ont fait du LKP, leur principal interlocuteur.

## LES DÉCISIONS DE JUSTICE SE PRENNENT A LA PRÉFECTURE

En vérité, en pays colonisé, les interventions et les décisions de justice sont prises à la préfecture. Et la Guadeloupe ne déroge pas à la règle. La justice coloniale poursuit sans relâche sa vendetta contre le Mouvement Ouvrier Guadeloupéen et singulièrement contre les militants de notre Centrale syndicale UGTG. La célèbre fable de la Fontaine prend alors tout son sens : « *Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir* ». (Les animaux malades de la peste).

N'est-ce pas Nicolas SARKOZY qui déclarait lors du dîner annuel du CRIF le 9 février 2011 : « *Bien-sûr, il y a les évé-*



*nements de Tunisie et d'Egypte. Ils ont, ces événements, une dimension sans doute historique. Ces peuples, je veux dire le peuple tunisien et le peuple égyptien, avec une audace qui les a surpris eux-mêmes, ont dit avec force qu'ils voulaient vivre autrement. Nul n'a le droit de les condamner pour ce qu'ils ont eu le courage de dire. Ce début d'un printemps des Peuples est positif parce qu'il est authentique* ». Il va même jusqu'à promettre d'accompagner tous les peuples qui aspirent à la liberté dans son discours suite à l'éviction de Michèle ALLIOT-MARIE du gouvernement français.

Et c'est ce même Nicolas SARKOZY qui, le 09 janvier dernier, menaçait une fois de plus, le valeureux Peuple de Guadeloupe qui est descendu dans les rues (100 000 personnes soit près du quart de la population totale) le qualifiant au passage de « *petite minorité* » et de promettre

la répression en guise de réponse aux justes et légitimes revendications portées par le LKP.

### **POUR UNE SOCIÉTÉ DÉBARRASSÉE DE LA PWOFITASYON : GWADLOUPÉEN DOUBOUT**

Nous, Travailleurs et Peuple de Guadeloupe avons définitivement compris qu'il nous était possible de construire un autre pays, une autre société ; qu'il nous était possible de penser à notre développement économique, social et culturel selon nos propres ressources, avec la compétence de nos cadres et le dynamisme de notre jeunesse ; que notre culture constitue un liant fondateur avec lequel l'homme et la femme de Guadeloupe peuvent évoluer sans complexes.

Cette confiance, cette unité, cet amour retrouvé entre Travailleurs, entre Guadeloupéens de différentes origines matérialisé par le LKP, ont mis à nu les dérives, les escro-

queries, les discriminations, le racisme, le mépris, la domination que NOUS Travailleurs et Peuple de Guadeloupe subissons depuis tantôt, mais ont surtout créé un espoir nouveau.

L'UGTG réaffirme que la justice coloniale française en Guadeloupe n'anéantira jamais le droit naturel à la résistance et à l'oppression, qui a habité les combattants de la liberté, hommes et femmes de la période esclavagiste, et qui anime les travailleurs de Guadeloupe, leurs dignes héritiers.

Fidèle à la lutte de classe et la ligne de masse pratiquées depuis sa création en 1973, l'UGTG poursuit le combat pour l'instauration de nouveaux rapports sociaux et l'édification d'une société plus juste et plus équitable débarrassée de la *pwofitasyon*.

L'UGTG dénonce les prélèvements ADN, véritable loi liberticide visant à assimiler militants syndicalistes à des délinquants sexuels dans l'objectif de faire taire le mouvement syndical.



L'UGTG appelle les militants et travailleurs à se mobiliser pour signifier au pouvoir colonial français, leur refus de donner leur empreinte génétique. *Sendikalis pa kriminèl.*

L'UGTG exhorte ses adhérents, les travailleurs et le peuple de Guadeloupe, ainsi que toutes les organisations éprises de justice, à soutenir les luttes menées en Guadeloupe contre la répression, *kont pwofitasyon.*

L'UGTG appelle les travailleurs et leurs organisations à engager sous des formes diverses, une vaste solidarité contre la répression dont sont victimes les syndicalistes et les travailleurs de Guadeloupe notamment ceux affiliés à l'UGTG.

Au nom de la solidarité ouvrière internationale, au nom de la démocratie, au nom du droit des Travailleurs de Guadeloupe et de leurs organisations syndicales luttant pour leurs légitimes revendications, nous faisons appel au soutien et à la solidarité.

L'UGTG réaffirme qu'elle continue le combat pour la pleine et entière application des accords du 26 février 2009 (Accord BINO) et du 04 mars 2009 et notamment pour :

la mise en œuvre d'un véritable plan d'urgence pour la formation et l'insertion des jeunes ;

l'accès des cadres et diplômés Guadeloupéens au poste à responsabilité ;

l'arrêt des poursuites à l'encontre des syndicalistes ;

la défense des terres agricoles et de la production locale ;

la mise en place d'un véritable réseau de transport public au service des Guadeloupéens ;

la condamnation des empoisonneurs de nos terres et de nos êtres à la chlordécone ;

la défense, la sauvegarde de notre culture et la pratique de notre langue, le créole ;

l'arrêt de *tout pwofitasyon* ;

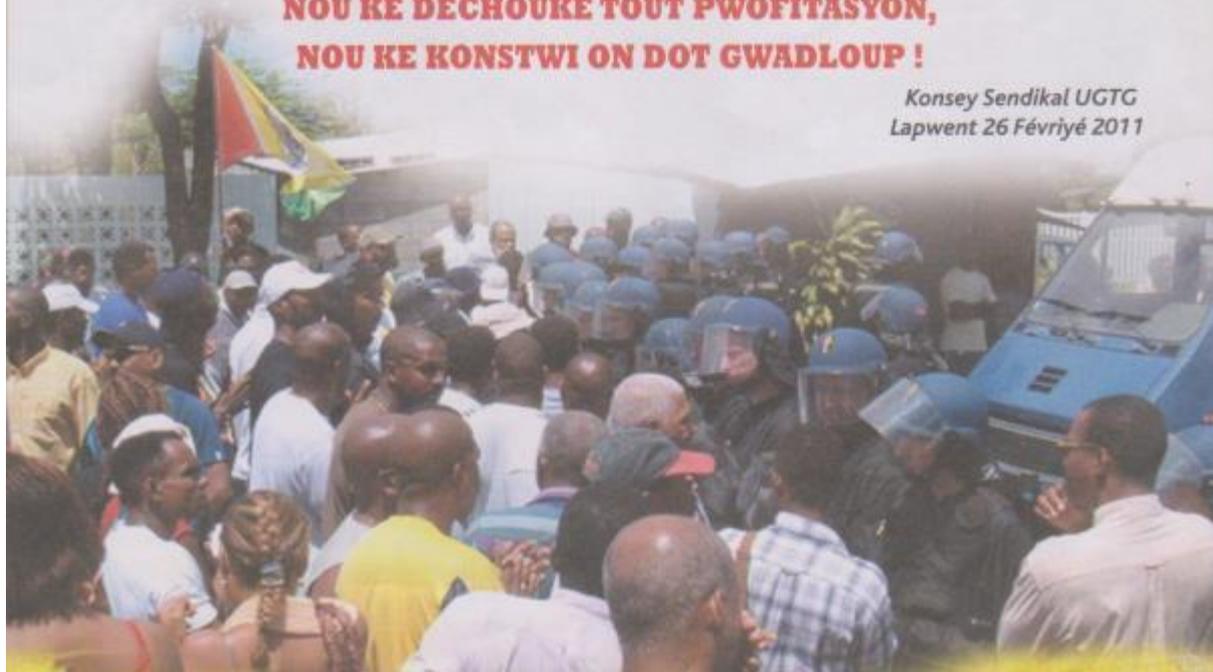
L'UGTG invite les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe à se réunir, à débattre et à discuter pour mettre en œuvre *toupatou an péyi la, sa kifo, lè kifo pou déchouké tout pwofitasyon.*

Dans l'immédiat, refusons de laisser les politiciens « *Bwa Bwa é manti a mantè* » parler et agir en notre nom. Refusons le *véglaïj* de ce nouveau cirque électoral chargé de promesses non tenues, de lâcheté, d'« *aplaventrisme* » et de *lespwa a mal papay* destiné à donner l'illusion au peuple de décider de quelque chose. Comme le disait Sony RUPAIRE dans Somanbil : « *Chimen a élèksyon jan i trasé-la, paka menné nou pon koté. Nou kon kabrit maré adan on pikèt. A chak vòt, nou ka fè on lantou a pikèt-la, kòd la ka rakousi jis lè i bout, é i ké trangle-nou.* »

L'UGTG appelle les Travailleurs, les Jeunes, les Retraités, l'ensemble de Peuple de Guadeloupe, à rejoindre la lutte et à se préparer *a pran larila* pour développer, amplifier et poursuivre sans relâche l'opération *Déchoukaj a pwofitasyon an péyi annou.*

**WOULO POU LIYANNAJ A TRAVAYE E PEP GWADLOUP,  
ANSANM ANSANM, DOUBOUT AN LARILA, AN BALAN, AN KONSYANS,  
NOU KE DECHOUKE TOUT PWOFITASYON,  
NOU KE KONSTWI ON DOT GWADLOUP !**

*Konsej Sendikal UGTG  
Lapwent 26 Févriyé 2011*



**Annexe 5 : Texte d'orientation du 13<sup>e</sup> congrès de la CGTM (2012)**

**13<sup>ème</sup>**

**CGTM**

**CONGRES  
DE LA CGTM**

**23-24 MARS 2012**

Salle Marie-Noire  
à Rivière-Pilote

- Contre la crise du système capitaliste
- Préparons l' offensive du monde du travail !

## **RAPPORT D'ORIENTATIONS**

Notre confédération reste la première confédération de la Martinique. Le baromètre des élections prud'homales, tout limité et imparfait qu'il est, nous place depuis de nombreuses années en tête du scrutin. Le 3 décembre 2008, nous obtenions 15 sièges sur les 31 réservés aux salariés. Nous avons gagné un siège par rapport à 2002.

Certes, c'est une satisfaction que nous ne boudons pas. Mais force est de constater que la participation fut, comme toujours, faible, trop faible : 26,04% de participation à ces élections. Et nous avons encore à nous battre pour accroître la syndicalisation et la participation de plus de travailleurs à ces élections

Ces résultats et les luttes que nous avons menées, en faisant de la CGTM, une nouvelle fois, le principal syndicat de la Martinique nous montrent non seulement que nos luttes et notre activité ont payé, mais ils nous placent aussi devant la responsabilité que nous avons envers la classe des travailleurs de la Martinique. Plus nous sommes forts, plus s'accroissent nos devoirs envers les travailleurs. C'est bien pour cette raison que les congrès ne doivent pas être qu'une manière de se mettre en règle avec les statuts, ne doivent pas être non plus que des congrès de bilans mais à chaque fois des congrès de perspectives, c'est-à-dire, des étapes d'une renaissance, pour être plus forts et pour aller plus loin.

### **LA GREVE GENERALE DE 2009**

Incontestablement, l'événement le plus important en Martinique pour l'ensemble des travailleurs et la CGTM, depuis notre dernier congrès de 2008, fut la grève générale de 38 jours en février-mars 2009.

Cette grève historique a été la plus importante depuis la grève générale de 1974 avec la répression sanglante de Chalvet.

Elle montre la force, la puissance des travailleurs en lutte dans leurs entreprises et dans la rue où des dizaines de milliers de travailleurs ont défilé à de nombreuses reprises.

Et même au plan international, notre grève générale a eu un impact non négligeable.

Un autre enseignement à tirer a été la valeur et l'efficacité de l'unité dans l'action avec tous les autres syndicats au sein du K5F. Cette unité d'action a permis une efficacité redoublée.

Car au-delà des divergences syndicales, les travailleurs ont su s'unir au coude à coude dans la lutte et ont compris que c'était absolument nécessaire.

Cela dit, dans l'unité, nous avons toujours tenu, et tenons encore à préserver notre indépendance organisationnelle et notre ligne syndicale. C'est la condition première de notre participation à l'unité d'action avec les autres forces syndicales.

Nous avons mené à bien avec ces forces la grève générale qui a été un succès.

Au-delà des revendications que nous avons posées, lors de cette grève générale, ce qu'ont ressenti profondément les travailleurs c'est le besoin de se battre contre la vie chère, l'exploitation et les conséquences de la crise générale du capitalisme qui continue de les frapper durement. Cette crise est associée à la crise permanente d'une vieille situation coloniale dont les effets en Martinique se font toujours sentir.

Les événements qui se déroulent depuis dans le monde ont montré que nous avons eu raison de prendre les devants.



## **LA GREVE GENERALE EN GUADELOUPE**

Pour les mêmes raisons nos frères et sœurs de Guadeloupe ont mené 44 jours de grève générale. Le LKP (lyannaj kont pwofitasyon) a rassemblé 48 organisations politiques, syndicales, des associations culturelles, des associations de consommateurs. Le LKP a vite acquis une énorme popularité. La grève, déclenchée le 20 janvier 2009 a eu un impact certain sur la mobilisation en Martinique.

## **UNE SITUATION MONDIALE MARQUEE PAR LES RAVAGES DE LA CRISE DU CAPITALISME**

En effet, la situation mondiale est marquée par les soubresauts de la crise du système capitaliste. La spéculation mondiale reste effrénée, la production stagne, les licenciements ou suppressions d'emploi se poursuivent en masse dans tous les pays.

La crise immobilière partie des USA, en 2008, a fait naître une crise financière mondiale. Elle fut la plus grande crise depuis la crise de 1929 qui a abouti à l'effondrement économique mondial puis, 10 ans après, à la deuxième guerre mondiale.

Et si en 2008, il n'y a pas eu d'effondrement généralisé, c'est parce que les Etats capitalistes ont injecté des milliers de milliards de dollars et d'euros pour sauver le système bancaire et financier. Pourtant, depuis cette crise immobilière et financière, le capitalisme continue de faire courir des risques énormes à toute la planète.

Pour l'instant, la préoccupation principale de ces Etats riches est de savoir comment faire payer leurs dettes publiques, par la population. Alors qu'ils permettent aux banques de se renflouer et de faire des profits fabuleux, ils cherchent à faire payer la crise aux travailleurs et à la population par tous les moyens : augmentation des prix, médicaments de moins en moins remboursés, affaiblissement des infrastructures hospitalières, augmentation des prix des produits pétroliers, des assurances, des produits de première nécessité, fermetures de classes scolaires, suppressions de postes d'enseignant, suppressions de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, recul de l'âge de la retraite, taxes et impôts en augmentation...

## **LES REVOLTES DANS LE MONDE ARABE**

Dans les pays pauvres et singulièrement dans le monde arabe on a vu une contagion généralisée de mobilisations. Partis de Tunisie la révolte s'est étendue à l'Egypte, l'Algérie, au Maroc, à la Lybie, au Yémen, en Syrie, au Bahreïn. Ces révoltes populaires ont eu des degrés divers de montée et de radicalisme, mais, d'une manière générale, elles ont montré la force et la puissance du mécontentement. A tel point que cette contagion gagne aujourd'hui l'Espagne à un moindre niveau.

Cependant, dans ces révoltes des pays arabes les travailleurs ne sont pas apparus comme force dirigeante mais comme force d'appoint. Certes il y a eu des grèves importantes en Tunisie, en Egypte, au Maroc et ailleurs. Mais elles s'intégraient dans un combat d'ensemble d'une population hétéroclite avec beaucoup de jeunes et en réalité, le mouvement était politiquement dirigé par les mouvements d'opposition aux dictatures en place comme celle de Ben Ali ou de Moubarak. Ces oppositions sont tout autant les ennemis des travailleurs, car elles représentent une opposition bourgeoise qui se pose en remplaçante des anciens pouvoirs. D'ailleurs, les grosses sociétés capitalistes occidentales liées à la bourgeoisie arabe continuent de diriger les affaires en maintenant sous le joug, l'immense majorité des travailleurs et de la population.

Le bouillonnement social, les révoltes demeurent encore vives dans le monde arabe. En Egypte il n'y a pas si longtemps des milliers de manifestants se sont retrouvés sur la place Tahrir pour protester contre la lenteur des réformes. En Syrie, la répression tout azimut contre les manifestants se poursuit chaque jour avec son lot de morts et de blessés. Certains opposants n'ont donc pas eu d'autres choix que celui de s'armer et de riposter contre les forces du dictateur Bachir el Assad. Au Maroc, en Algérie, le mécontentement grogne

Oui, camarades nous vivons une période agitée, dans le monde entier.

Et il faut s'attendre à d'autres remous, d'autres révoltes. Car le capitalisme pousse de plus en plus les classes pauvres dans la pauvreté, la misère, la précarité.

## **LES EFFETS ACTUELS DE LA CRISE**

On a vu tout un pays, comme l'Islande ruiné en quelques jours par la tempête financière

Aujourd'hui, la crise de la dette publique de la Grèce, du Portugal provoque de nouveaux emprunts de ces pays. C'est un vrai cercle vicieux. Plus on est endetté et plus on s'endette. Mais surtout les Etats font payer le prix fort aux peuples : suppressions d'emplois dans la fonction publique, gel ou baisse des salaires, augmentation du chômage. D'un côté la dette apparaît comme une aubaine pour les « marchés financiers », les spéculateurs c'est-à-dire, les banques, mais elle devient un cauchemar pour les travailleurs et la population laborieuse.

En France, on n'en est pas là mais la situation pourrait aussi devenir grave à cause de cette dette.

Et pendant qu'on demande aux travailleurs de se serrer la ceinture, les entreprises du CAC 40 font des milliards à ne savoir qu'en faire. Selon le journal économique « les échos » les sociétés du CAC 40 ont accumulé une trésorerie de 170 milliards d'euros. C'est un peu plus que le déficit du budget de l'Etat qui est de 148,8 milliards d'euros. Mais c'est beaucoup plus que le déficit du régime général de la Sécurité Sociale (23 milliards d'euros en 2010). Parmi les groupes qui ont gagné le plus d'argent on retrouve TOTAL avec 15,6 milliards d'euros de bénéfice net, puis GDF-Suez (14,5 milliards d'euros), et EDF (13,4 milliards). Notons qu'il s'agit du même EDF qui augmente pourtant ses tarifs. Il s'agit du

même EDF qui refuse d'appliquer un texte légal donnant droit aux 40% de prime de vie chère aux travailleurs des Antilles-Réunion, Guyane, qui n'en touchent maintenant que 25%. C'est pour cela que les travailleurs de l'EDF dans les trois pays ont fait une longue grève et ont fait face à toutes sortes d'intimidations voire de tabassage en règle par les gendarmes en Guadeloupe.

Tous ces milliards accumulés en période de crise ne viennent pas de la production mais comme le dit un expert cité par «les échos», ils viennent «d'importants efforts sur les coûts durant la crise», autrement dit, ils viennent d'abord de la mise au chômage total ou partiel, de centaines de milliers de travailleurs et de la surexploitation des autres.

Voilà les causes essentielles de la crise mondiale du capitalisme que nous subissons ici aussi de plein fouet avec la dégradation continue de notre niveau de vie et de nos conditions de travail.

En fait, ce sont tous les pays d'Europe et tous les pays industriels qui mènent une politique d'austérité contre leur classe ouvrière et contre leur peuple. Et partout, en Grèce, en Espagne, en Angleterre ont lieu des manifestations de protestation dans les rues.

Et bien évidemment, les pays les plus pauvres du monde, les pays sous domination impérialiste des grandes puissances, en Afrique, dans les Caraïbes, en Amérique du sud et en Asie vivent une situation encore plus dramatique. Nous avons en Haïti un exemple proche.

## **Haïti**

Le séisme a plongé ce pays déjà exsangue dans une situation terrifiante. Les 200.000 morts et les milliers de victimes furent surtout victimes du sous-développement et de la misère. Car si on ne peut pas grand chose contre les catastrophes naturelles, on pourrait en limiter les dégâts avec des infrastructures adéquates.

Des millions de gens vivent aujourd'hui dans des conditions infra humaines. Au séisme s'est ajoutée l'épidémie de choléra. L'aide internationale n'arrive pas jusqu'aux sinistrés ou au compte goutte. Une grande partie est probablement détournée par ceux qui ont en charge de la répartir. Ce pays est encore truffé de macoutes, de profiteurs issus des régimes corrompus qui se sont succédés depuis des décennies. L'élection présidentielle a mis en place le chanteur, Martely qui s'entoure d'anciens caciques et de capitalistes qui ne pensent qu'à profiter de la situation pour s'en mettre plein les poches en illusionnant la population. La responsabilité historique des grandes puissances, en particulier les USA et la France est indéniable en Haïti. Depuis l'indépendance arrachée de haute lutte par les anciens esclaves, ces grandes puissances se sont appuyées sur la bourgeoisie et les féodaux haïtiens pour maintenir la population dans une extrême pauvreté en se partageant les profits tirés de l'exploitation sans bornes des travailleurs haïtiens. Ces derniers peuvent compter sur notre entière solidarité de classe face aux exploiters criminels.

## **LES GUERRES, CONSEQUENCES DE LA CRISE CAPITALISTE**

C'est pour le pétrole, les diamants, le gaz, le contrôle des matières premières que les grandes puissances capitalistes mènent des guerres atroces aux quatre coins du monde: en Afghanistan, en Irak, en Lybie, en Côte d'Ivoire et fomentent des guerres sur le continent africain. Ces états sont en fait les conseils d'administration des grosses sociétés capitalistes mondiales. C'est pour elles et pour leurs milliardaires qu'elles envoient des milliers d'hommes risquer leur vie et pour plusieurs dizaines d'entre eux, la perdre. Soit disant ils y vont pour lutter contre le terrorisme islamique, pour la «liberté», mais en réalité c'est pour faire fructifier les intérêts des capitalistes.

## **LES MESURES ANTI-OUVRIERES :**

### **L'ATTAQUE CONTRE LES RETRAITES**

Depuis 2008, l'essentiel des attaques gouvernementales a été centré sur la «réforme des retraites», répondant ainsi aux vœux du Medef qui réclamait depuis longtemps que l'âge légal du départ en retraite soit repoussé.

Bien évidemment, le but de cette réforme n'est pas de maintenir plus longtemps en activité tous les salariés,

La véritable raison qui a amené le patronat et le gouvernement à vouloir imposer le recul de l'âge du départ en retraite, c'est – en transformant la plupart des travailleurs qui auraient pu prendre leur retraite en chômeurs de longue durée – de réduire une fois de plus le montant des pensions de retraites. Cette volonté est dans la continuité des mesures prises par Balladur en 1993. Celles-ci prolongeaient la durée de cotisation nécessaire pour pouvoir partir à soixante ans avec une retraite à taux plein de 37,5 années à 40. Elles remplaçaient le calcul du montant sur les dix meilleures années par un calcul bien moins favorable aux salariés, portant sur les 25 meilleures années, en indexant celles-ci sur le coût de la vie et non plus sur l'évolution des salaires.

Les difficultés financières de la caisse des retraites ne sont pas telles que l'État ne pourrait pas y remédier. Elles ne représentent qu'une goutte d'eau en comparaison des sommes énormes qu'il a débloquées au profit des banques et de l'industrie automobile. Mais sa préoccupation est justement de faire payer les travailleurs pour mettre tout l'argent dont il peut disposer à la disposition du grand patronat.



## **LES ACQUIS DE LA GREVE GENERALE DE 2009**

Suite à la grève générale on a constaté, au moins jusqu'en juin 2010 que les prix des produits de consommation courante n'avaient pas augmenté. Depuis, la tendance est de nouveau à l'augmentation, ce qui justifie le maintien de notre vigilance et de notre mobilisation. Les Comités de contrôle et de baisse des prix qui se rendent dans les magasins et grandes surfaces sont utiles et devraient se multiplier.

On a observé aussi jusqu'en juin 2010, toujours selon Antiane éco (revue de l'INSEE) une progression du salaire moyen de 8,7%, par rapport à l'année 2008. 55.000 salariés ont pu bénéficier du RSTA (revenu supplémentaire temporaire d'activité)

## **REACTIONS DU PATRONAT ET DE L'ETAT**

Comme toujours après les grands mouvements sociaux, le patronat et l'Etat-patron cherchent à se venger et à récupérer d'une main ce qu'ils ont accordé de l'autre. C'est ainsi que de nombreux CDD, intérimaires, travailleurs précaires ont été licenciés. Dès que possible, les patrons de la grande distribution ont augmenté les prix des marchandises.

## **LE PROCES CONTRE NOTRE SECRETAIRE GENERALE**

Le procès intenté à notre secrétaire générale pour soi-disant incitation à la haine raciale rentre dans le cadre de la vengeance orchestrée par le patronat béké et autre après la grève générale

La CGTM a organisé la mobilisation afin de faire de ce procès le procès des békés et de tous les exploités. Derrière Ghislaine Joachim-Arnaud, ce sont les milliers de travailleurs que le lobby béké et colonial ont cherché à atteindre. Notre camarade a été condamnée à des amendes en première instance. Nous nous y attendions. Mais doré et déjà nous devons préparer le procès en appel le 29 mars 2012 afin d'être encore plus nombreux à manifester devant la Cour d'Appel à Tartenson. Nous irons jusqu'au bout des possibilités juridiques, jusqu'en cassation et jusqu'à la cour européenne des droits de l'homme s'il le faut. Nous n'avons que faire des décisions d'une justice de classe, d'une justice coloniale. Ce qui importe c'est de saisir l'occasion pour dénoncer massivement cette justice anti ouvrière, aux ordres du patronat.

## **EN MARTINIQUE, UNE SITUATION TOUJOURS MARQUEE PAR LES BAS SALAIRES, LA PRECARITE DE L'EMPLOI, LE CHOMAGE, LA PAUVRETE.**

Selon les chiffres de la revue de l'INSEE «antiane éco» de juin 2010, en Martinique, deux jeunes en emploi sur cinq sont en intérim, en apprentissage, en stage, en contrat à durée déterminée, ou en contrat aidé. On compte 61,2% de chômeurs chez les jeunes de 15 à 24 ans en Martinique. Un salarié sur cinq occupe un emploi précaire. 32000 personnes sont bénéficiaires du RMI et du RSA (sur une population de 400.000 habitants.

Selon les normes du BIT (bureau international du travail) il y a déjà Plus de 22% de chômeurs. En réalité il y en a beaucoup plus. Pour ce qui est des salaires, il faut souligner qu'en Martinique, 21,3% des salariés sont payés au SMIC contre 13,9% en France.

## **La CGTM ET LA CONSULTATION SUR LE CHANGEMENT DE STATUT.**

Sur ce sujet notre confédération a émis son point de vue. Lors de la commission exécutive du 17 décembre 2009. Nous disions : « *la CGTM n'a pas vocation à donner des consignes de vote lors des élections et encore moins lors d'une consultation. Cependant, en tant qu'organisation de lutte des travailleurs, elle doit éclairer ceux-ci sur ce qui est en jeu, les aider à déterminer où se trouvent leurs véritables intérêts* »

Nous avons déclaré que la méfiance d'une grande partie de la population envers l'indépendantisme ou toute forme d'évolution du statut était réelle. Nous l'expliquions aussi par l'attitude trompeuse de politiciens qu'ils soient départementalistes, autonomistes ou

indépendantistes. Nous avons appelé les travailleurs surtout à compter sur leurs propres forces agissantes, sur leur capacité à se mobiliser. Aujourd'hui, les notables de tous bords tentent de se positionner au mieux pour un meilleur accès à la mangeoire dans le cadre de la nouvelle collectivité que prépare le gouvernement. Aucun d'eux ne se soucie réellement du sort des travailleurs aux prises avec la crise et un patronat rapace. Raison de plus pour que, nous travailleurs formions une véritable force. Après tout, si une partie du centre des décisions doit exister bientôt en Martinique, nous pourrions d'autant mieux peser sur elle pour faire aboutir nos revendications.

Au sein de la CGTM les opinions sont diverses sur la question institutionnelle. Il y a des camarades favorables au statu quo, c'est-à-dire à la départementalisation, d'autres penchent pour l'autonomie ou l'indépendance. Comme sur d'autres points, il existe une diversité d'opinions à la CGTM. C'est aussi ce qui fait sa force. Mais que l'on soit pour la départementalisation, l'autonomie, l'indépendance ou autre variante, ce que nous voulons dire c'est que de toutes façons, sans une classe ouvrière forte, combative, sans une CGTM puissante, le changement de statut ou le maintien du statut actuel se fera contre nous, travailleurs. Si demain, la pendule de l'opinion populaire devait pencher vers l'indépendance, par exemple ou vers une autonomie plus ou moins large, il faudra, de toutes façons que l'on puisse compter avec les travailleurs. Donc dans tous les cas de figure, il nous faut une classe ouvrière forte, une CGTM puissante afin que, quels que soient les changements futurs, ils ne se fassent pas au détriment des travailleurs.

## **REFUSONS DE PAYER LA CRISE DU CAPITALISME, PREPARONS LES LUTTES DE DEMAIN !**

Depuis notre dernier congrès, si la grève générale a été le point culminant de nos luttes, nos luttes de secteurs ont été nombreuses et variées. C'est de bon augure, car la crise du capitalisme s'aggrave. Les années qui viennent seront déterminantes pour les travailleurs de Martinique comme pour ceux du monde entier. Les capitalistes nous mènent une lutte de classe sans merci. Casse des services publics, casse du système de santé, cadences infernales poussant des travailleurs au suicide, accroissement de la pauvreté. Les multiples plans d'austérité draconiens imposés aux travailleurs et au peuple grecque pour que leur gouvernement puisse rembourser les emprunts de sa dette nous montrent ce qui nous attend. C'est le règne partout dans le monde des marchés financiers, des banquiers qui imposent leur dictature. Jamais depuis les années 30, nous n'avons été aussi proches depuis longtemps d'un cataclysme économique mondial.

Il ressort de tout cela que nous devons nous préparer à des luttes offensives et généralisées, et à tout le moins, déjà à parer les coups et à les rendre. Plus que jamais, il nous incombe la responsabilité de gagner de nouveaux syndiqués, de nous organiser, d'engager des luttes contre le patronat, bref, de forger nos armes pour empêcher les capitalistes, les patrons de nous faire payer leur crise. Et il faudra bien d'autres février 2009 et encore plus, pour cela.



## **Annexe 6 : Une réunion publique de Combat Ouvrier le 27 janvier 2012.**

Le jeudi 27 janvier 2012 à 19h, je suis invité par Max Céleste, dirigeant de Combat Ouvrier, à assister à une réunion publique de l'organisation trotskiste dans la municipalité de Baie-Mahault. Cette réunion a pour thème « la crise et ses conséquences pour les travailleurs guadeloupéens ». J'ai déjà pris connaissance de cette réunion en me procurant un exemplaire du journal Combat Ouvrier. Jean-Marie Nomertin, dirigeant de Combat Ouvrier et secrétaire général de la CGTG sera présent à cette réunion publique en tant qu'intervenant principal. Lorsque j'arrive près du lieu de rendez-vous indiqué par Max Céleste, une voiture noire surmontée d'un double mégaphone arpente les rues de la ville : « *Habitants de Baie Mahault, réunion publique de Combat Ouvrier, en présence de Jean-Marie Nomertin. Nous vous attendons ce soir à 19:00 au réfectoire Belcourt.* » Arrivé sur place à 18:00, je commence à discuter avec les militants rassemblés. Ils se connaissent tous et s'appellent « *camarade* », échangeant principalement en français. Je rencontre René, militant de Combat Ouvrier qui va m'héberger après la réunion. Je me propose pour aider à installer la salle lorsqu'un militant présent m'interpelle : « *Hey camarade blanc de peau ! Comment tu la trouves la banderole ?* ». Au fond de la salle est effectivement accrochée une grande banderole sur laquelle on peut lire la célèbre formule issue du Manifeste du Parti Communiste : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Face à mon expression un peu déconcertée, il s'empresse de préciser, en riant, « *qu'il n'est pas raciste* ». Je ressors un moment de la salle de réunion, et René en profite pour me présenter plusieurs militants du groupe *Rebelle*, une organisation de jeunesse structurée autour d'un journal à destination des lycéens et des étudiants. Plusieurs d'entre eux revendiquent leur sympathie pour Combat Ouvrier.

La réunion commence, à la tribune sont assis Lita Dahomay, une dame âgée qui milite de longue date à Combat Ouvrier (elle est parfois surnommée la « *Arlette Laguiller locale* », en référence à la figure historique de Lutte Ouvrière en France), Max Céleste, et une autre militante de l'organisation Combat Ouvrier. La présentation de Rita Dahomey s'attarde sur la réussite des premières réunions effectuées dans diverses localités : au Moule, à Capesterre et à Pointe-à-Pitre. Puis, elle décline les trois temps de la réunion. En premier lieu, une analyse de la crise par Max Céleste. Ensuite, la situation des travailleurs Guadeloupéens. Et enfin la construction du parti révolutionnaire des travailleurs communistes de la Guadeloupe, par Jean-Marie Nomertin (qui a ce moment-là de la réunion n'est pas encore arrivé).

L'introduction de Max Céleste me paraît très classique pour une organisation de l'extrême gauche. Il évoque la crise du capitalisme mondial, ne se prive pas de citer Lénine et Trotsky pour mieux étayer les considérations avancées quant à la crise et aux mécanismes économiques qui ont conduit à son intensification. Cet exposé lui permet de faire la liste des « *revendications transitoires* » (en référence au *Programme de Transition* rédigé par Trotsky durant son exil) auxquelles souscrit l'organisation Combat Ouvrier : l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous, et une indexation des salaires sur les prix.

La deuxième intervention censée évoquer la situation des travailleurs Guadeloupéens en lutte effectue un retour sur le mouvement du LKP. La revendication concernant les 200 € pour tous les travailleurs ainsi qu'une baisse du prix de l'essence et des produits de première nécessité sont évoqués. Le « *lobby béké* » est également décrié pour « *son arrogance* » et « *son mépris* » des travailleurs. L'intervenante explique qu'au début de la mobilisation, au 20 janvier 2009, les membres de Combat Ouvrier, comme ceux de la CGTG, était loin d'en soupçonner l'ampleur future. Elle insiste aussi sur le rôle joué par le mouvement syndical en Martinique (collectif du 5 février). Les acquis du mouvement sont évoqués, la baisse effective des prix pour les trois années consécutives, le gel de loyer, les 200 € accordés à tous les travailleurs, qui ont permis de soulager les « maux de la population guadeloupéenne ». Au détour d'une phrase, une référence est glissée en hommage à Jacques Bino, militant de la CGTG assassiné durant la mobilisation. Durant cette intervention, de nombreuses expressions rappellent le vocabulaire employé par Lutte Ouvrière en France métropolitaine : « *gain moral pour les travailleurs et la population* », « *guerre de classe capitaliste* », « *guerre sociale* », « *faire payer la dette par les capitalistes et non par les classes populaires* ».

La situation politique française est également évoquée, suite à la venue en Guadeloupe de François Hollande. Ce dernier, est décrié car « *aussi suspect d'accorder des cadeaux au patronat que la droite, et incapable de s'opposer au pouvoir des banquiers* ». Rappelant, au passage, que « *la majorité socialiste de la région et du département, en la personne de Victorin Lurel et Gillot, mènent la même politique d'exonération fiscale, de défiscalisation des plus riches* ». Cette deuxième intervention a pour conclusion une déclaration de soutien de Combat Ouvrier à la candidate de Lutte ouvrière pour l'élection présidentielle. Les militants de Combat Ouvrier reprennent à leur compte l'affirmation de Lutte ouvrière selon laquelle « *il n'y a qu'une seule candidate communiste à cette élection* ». Puis sont évoquées les récentes luttes des employés municipaux à Goyave, qui doivent permettre de faire aboutir les revendications.

La troisième partie consacrée à la construction de la future organisation qui doit succéder à Combat Ouvrier, est prononcée par Jean-Marie Nomertin. De stature imposante, il prononce son discours sans s'appuyer sur des notes. Le silence précède son intervention, une grande partie de l'auditoire semblant littéralement absorbée par ses propositions. Pour créer un « Parti Révolutionnaire des Travailleurs communistes en Guadeloupe », Combat Ouvrier souhaite s'adresser à « *tous les exploités* », appelant tous les travailleurs qui se reconnaissent dans ses propos à « *s'engager aux côtés de Combat Ouvrier* » et à « *choisir leur camp* ». Ce faisant, il fustige Jacky Dahomay (le frère de Rita, présente à la tribune) et Ernest Reuter, deux intellectuels guadeloupéens coupables à ses yeux d'avoir critiqué ouvertement les syndicalistes au début de la grève des 44 jours. Au fil de son discours, Jean-Marie Nomertin fait montre d'un grand charisme : il déploie ses arguments avec véhémence, et affiche une grande maîtrise de l'ensemble des actualités qu'il aborde : notamment lorsqu'il évoque la grève des employés municipaux de Goyave face aux réductions de salaires, ou encore le soutien nécessaire aux travailleurs de la canne à Marie-Galante. Il insiste ensuite sur le rôle essentiel du militant révolutionnaire au sein de son entreprise, qui doit « *permettre la circulation des informations pour s'en prendre au portefeuille du patronat et de la*

*bourgeoisie locale* ». Il évoque « *un choix conscient* » que doivent effectuer les militants révolutionnaires en faveur de la majorité de la population, et la possibilité de « *s'appuyer sur les travailleurs des impôts pour réclamer des comptes aux patrons qui n'augmentent pas les salaires, afin de savoir où sont passées les subventions publiques versées par les instances régionales ou départementales* ».

Jean-Marie Nomertin évoque la situation des travailleurs syndiqués qui luttent à la fois contre le patronat, et contre les bureaucraties dans les délégations au sein des entreprises. A la fin de son intervention, il critique également le rôle joué par Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, pendant le mouvement des retraites. Il oppose à cette inaction le volontarisme et la conscientisation nécessaire des militants révolutionnaires dans le milieu syndical. Il évoque l'assassinat à Paris d'une militante de l'ANC qui militait contre l'apartheid en Afrique du sud, en mettant en avant les risques encourus par tous les militants anticolonialistes.

Une série de questions sont posées par l'assistance – nous en retiendrons deux qu'il nous pourrait important d'évoquer puisqu'elles concernent le LKP-. La première questionne « *le fait que les touristes aient pu désertier l'île après la grève de 2009* ». Dans un mouvement d'humeur, Jean-Marie Nomertin y répond : « *Quoi ? On voudrait nous faire croire que le mouvement de 2009 a fait fuir les touristes ? !! Mais c'est absurde, l'économie guadeloupéenne n'a jamais été aussi riche ! Seulement, tout le monde n'en profite pas ! Les travailleurs n'en profitent pas. Et puis, franchement, regardons autour de nous : y a-t-il aujourd'hui, des touristes en Tunisie ? Y en a-t-il en Egypte ? Non, il n'y en a pas ! Alors c'est que nous avons été gentils, voilà tout !* ».

La seconde question concerne « *la possibilité d'unir les forces progressistes, le LKP, le Parti Communiste, le Parti Socialiste Guadeloupéen pour une politique en faveur des guadeloupéens* ». C'est Rita Dahomay qui y répond, sans détour : « *Notre histoire, c'est celle de la lutte des classes et des communistes guadeloupéens qui ont lutté pour le droit des travailleurs. Nous nous revendiquons aussi de cet héritage, du Parti Communiste Guadeloupéen. Cependant, nous pensons qu'aujourd'hui, il est impossible de se compromettre dans de telles alliances, étant donné que le PCG n'est plus dans la lutte des classes, et que le PS est un parti bourgeois. Cette conciliation de classe n'est pas possible. En plus, il ne faut pas se faire d'illusion sur le LKP, ce n'est pas un parti. Elie Domota lui-même de veut pas en faire un partie. Quelle garantie représente-t-il pour les travailleurs ? A quels intérêts répond-il ? Qui commande ? Ce n'est pas le parti des travailleurs, ce n'est pas l'organisation révolutionnaire dont les travailleurs ont besoin [...]* ». La réunion se termine suite à ces échanges. Max Céleste clôt la séance par quelques rappels concernant les échéances qui se présentent pour l'organisation, notamment les réunions publiques à venir dans le cadre de la campagne présidentielle. Il insiste sur le fait que « *Cé pa lit ka manké* – ce ne sont pas les luttes qui manquent - », quasiment la seule phrase en créole prononcée dans la soirée. Puis, il se lève calmement, et s'adressant à l'assemblée : « *Camarades, comme le veut la tradition de Combat Ouvrier, nous allons chanter le chant des travailleurs, l'Internationale : “ Debout, les damnés de la terre, debout [...]* ». Il est près de 22h lorsque l'assemblée se sépare, après que le dernier refrain ait été entonné.

## Annexe 7 : Tract d'appel à la grève du LKP pour la journée d'action du 16 décembre 2008 (1<sup>er</sup> tract)

**LES ORGANISATIONS SIGNATAIRES APPELLENT LES TRAVAILLEURS, LES CHÔMEURS, LES JEUNES, LES RETRAITÉS, L'ENSEMBLE DU PEUPLE GUADELOUPEEN A SE MOBILISER A PARTIR DU MARDI 16 DECEMBRE POUR EXIGER :**

- La baisse immédiate de 50 cts du prix des carburants ;
- Le reversement des sommes abusivement perçues par la SARA et les collectivités dans un fonds destiné à la formation et à l'emploi des jeunes et à l'organisation d'un véritable service public des transports de passagers ;
- La défense du pouvoir d'achat, l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de vie et de travail au service du plein épanouissement social et culturel des Travailleurs ;
- La création, en remplacement de la SARA, d'un Service Public d'approvisionnement et de distribution des carburants garantissant la transparence, la qualité et l'accès à un carburant au meilleur coût.

Travailleurs, Jeunes, Chômeurs, Retraités, Peuple de Guadeloupe,

**PARTICIPONS MASSIVEMENT AU MEETING D'INFORMATION :**

JEUDI 11 A 19 HEURES	: PLACE DU MARCHE A SAINT-FRANÇOIS
VENDREDI 12 A 19 HEURES	: PLACE TRICOLERE A SAINTE-ROSE
SAMEDI 13 A 19 HEURES	: PLACE DE LA MAIRIE A CAPESTERRE B-EAU
LUNDI 15 A 19 HEURES	: DEVANT LE PALAIS DE LA MUTUALITE

**TOUT MOUN AN LARILA MAWDI 16 DÉSANM 2008**  
**ANNOU SANBLÉ DOUVAN LANMÉRI LAPWENT A 10 Zè**

AFOC - AKIYO - ANG - ANKA - CFDT SYMPA - CGTG - COMBAT OUVRIER - COPAGUA - CSFG - CTU - ESPERANCE ENVIRONNEMENT - FO - KAMODJAKA - MADICE - MOUVMAN NONM - PCG - SPEG - SUD PTT GWA - TRAVAYE é PEYIZAN - UIR CFDT - UGTG - UMPG - UPG - UPLG

## Annexe 8 : Liste des organisations composant le LKP

### ORGANISATIONS COMPOSANT le **LKP**

**ADEIC** - Association de consommateurs  
**ADIM** - Ass de Défense des Intérêts et du patrimoine des Mutualistes de la Guadeloupe  
**AFOC** - Association Force Ouvrière Consommateurs  
**AGPIHM** - Ass. Guadeloupéenne des personnes Invalides et Handicapés Moteurs  
**AKIYO** - Mouvman Kiltirel AKIYO  
**AN BOUT AY** - Mouvan Kiltirel AN BOUT AY  
**ANG** - Alliance Nationale Guadeloupe  
**ANKA**  
**ASSE** - Agriculture Société Santé Environnement  
**Ass ANBT** - Ass. Des Agriculteurs du Nord Basse Terre  
**Ass. Liberté Egalité Justice**  
**CFTC** - Confédération Française des Travailleurs Chrétiens  
**CGTG** - Confédération Générale du Travail de la Guadeloupe  
**CNL** - Confédération Nationale du Logement  
**COMBAT OUVRIER**  
**COMITE de l'EAU**  
**Convention pour une Guadeloupe Nouvelle**  
**COPAGUA** - Comité des Patriotes Guadeloupéens  
**CSFG** - Confédération Syndicale des Familles de la Guadeloupe  
**CTU** - Centrale des Travailleurs Unis  
**Espérance Environnement**  
**FAEN SNCL** - Fédération Autonome de l'Education Nationale - Syndicat National des Collèges et Lycées  
**FO** - Force Ouvrière  
**FSU** - Fédération Syndicale Unitaire  
**GIE SBT** - Groupement d'intérêt économique du Sud Basse Terre  
**KAMODJAKA** - Mouvman kiltirel KAMODJAKA  
**KAP GWADLOUP** - Koudmen pour une Agriculture Paysanne en Guadeloupe  
**LES VERTS**  
**MADICE** - Mouvman Associatif Développement Insertion Culture et Environnement  
**MAS KA KLE** - Mouvan Kiltirel MAS KA KLE  
**MOUVMAN NONM**  
**PCG** - Parti Communiste Guadeloupéen  
**SGEP/SNEC** - Syndicat Guadeloupéen de l'Enseignement Privé/Syndicat National de l'Enseignement Catholique  
**SNUIPP** - Syndicat National unifié des instituteurs et Professeurs des écoles  
**SOS Basse Terre ENVIRONNEMENT**  
**SPEG** - Syndicat des Personnels de l'Education en Guadeloupe  
**SUD PTT GWA**  
**SUNICAG** - Syndicat Unitaire du Crédit Agricole de Guadeloupe  
**SYMPA CFTD** - Syndicat Maritime des Pêcheurs Artisans  
**TRAVAYE E PEYIZAN**  
**UDCLCV** - Union Départementale Consommation Logement et Cadre de vie  
**UIR CFTD** - Union Interprofessionnelle Régionale - Confédération Française Démocratique du Travail  
**UNSA** - Union Nationale des Syndicats Autonomes  
**UGTG** - Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe  
**UPG** - Union des Producteurs Agricoles de Guadeloupe  
**UPLG** - Union pour la Libération de la Guadeloupe  
**UMPG** - Union des Marins Pêcheurs de la Guadeloupe  
**VOUKOUM** - Mouvman kiltirel VOUKOUM

## Annexe 9 : Plateforme de revendication du LKP du 20 janvier 2009

# LIYANNAJ KONT PWOFITASYON

Mi nou ! nou gwadeloupéyen

Nou ansanm ansanm sanblé adan on bel balan a konsyans avè angajman é détevwminasyon pou nou détôtyé Gwadeloup

Mi nou...nou LIYANNAJ KONT PWOFITASYON, liyannaj a owganizasyon, liyannaj a jenn, liyannaj a fanm, nonm, avoté kon matrité..., moun wodibou ansanm avè moun badibou an chimen é kapab konstwi on sosyété nèf ki dwet kapab prévwa manjé, édikasyon, konésans, santé, kaz, travay é respé pou tout pitit ay avè mès é labitid ay .

Mi nou...nou avè détwá lidé nou ka kwè ki bon pou nou, ki ka ba Gwadeloup sans...tout sans ay davwa sé pawol senk é kat, sé pawol nèf, sé pawol a soufwans, sé pawol an-nou.

Nou ja gannyé davwa nou sanblé pou alé pli lwen

## KA NOU VLE...

### 1- NIVEAU ET CONDITIONS DE VIE

- Un relèvement immédiat et conséquent d'au moins 200 €, des bas salaires, des retraites et des minima sociaux afin de relancer le pouvoir d'achat, de soutenir la consommation des produits guadeloupéens et plus généralement la demande.
- Le relèvement immédiat du SMIC, des salaires du secteur privé, des traitements de la fonction publique, du minimum vieillesse, des minima sociaux.
- Un salaire minimum guadeloupéen calculé sur le coût réel de la vie en Guadeloupe.
- Création d'un bureau d'études ouvrières, chargé de calculer l'évolution des prix des produits réellement consommés par les travailleurs.
- Réductions d'impôts fondées sur la justice fiscale.
- Baisse significative de toutes les taxes et marges sur les produits de première nécessité et sur les transports.
- Baisse des taux de la taxe sur les carburants.
- Suppression de la taxation des produits locaux

### Logements

- Gel des loyers pour une période indéterminée et pour l'année 2009 l'annulation de l'augmentation de 2,98%
- L'arrêt des saisies immobilières des propriétés des guadeloupéens et restitution des biens
- Un plan quinquennal pour résorber l'habitat insalubre
- Un vaste programme de construction de logements sociaux et intermédiaires.

### Environnement

Contamination des terres par la chlordécone :

- Définition de mesures sanitaires pour protéger les populations des zones contaminées
- Indemnisation des victimes professionnelles et civiles

### Transports

- Mise en place d'un véritable service de transport des usagers.
- Engagement d'un audit indépendant sur les modalités de constitution des Groupements et d'attribution des marchés ;
- Révision des conditions d'exécution des marchés envers les usagers (abris bus, arrêts matérialisés, gares routières, poteaux d'indications des horaires de passage des bus)
- Réhabilitation et indemnisation des Transporteurs déclarés "clandestins"
- Révision des conditions d'exécution des marchés par les groupements vis-à-vis des transporteurs (mise en fonction de la billetterie, fixation du prix à verser par chaque sous-traitant en fin de mois)

### 2-EDUCATION

- Mise en place dans l'immédiat d'un moratoire de 4 ans en ce qui concerne la réforme du recrutement des enseignants, le temps de permettre la mise en place par l'U.A.G. des masters de professionnalisation et les sorties des premières promotions.
- Acter dans ce cadre un plan de titularisation des contractuels pour palier les besoins de recrutement.
- Maîtrise de la gestion des postes et des personnels en Guadeloupe pour mettre en place une politique de l'emploi et de la formation conforme à nos besoins.
- Disposer d'un pouvoir décisionnel en matière de programmes, d'orientation, d'éducation de gestion des ressources, de la mise en place d'un plan de titularisation des personnels contractuels et des contrats aidés.

### 3-FORMATION PROFESSIONNELLE

- Création d'une structure assurant un véritable service public de la formation professionnelle : le CRFP ne constituant pas une réponse à la hauteur des enjeux.
- Augmentation des fonds alloués à la formation professionnelle - Minimum 100 millions d'euros.
- Création de filières de formation professionnelle liées à tous les secteurs stratégiques pour le développement de la Guadeloupe et adaptées à nos réalités avec production de référentiels spécifiques (Agriculture, Environnement, Energies renouvelables,...)
- Plan de formation obligatoire dans toutes les entreprises et particulièrement dans les entreprises de moins de 10 salariés.
- Mise en place d'un dispositif d'accompagnement et de formation pour un chômeur ou un travailleur dans le cadre de la création d'activité.
- Création d'un Fonds d'urgence pour la formation professionnelle alimenté par les remboursements des trop perçus de la SARA.

### 4-EMPLOI

- Priorité d'embauche pour les Guadeloupéens.
- Embauche obligatoire de Guadeloupéens dans toutes les entreprises qui bénéficient d'aide publique.
- Mise en place d'un avenant régional à la prochaine convention Unedic en vue d'améliorer et d'élargir les conditions d'indemnisation du chômage en Guadeloupe : revalorisation des allocations de chômage en montant et en durée (moins du ¼ des chômeurs de Guadeloupe ont droit à ce jour à l'ARE).
- Respect de l'obligation de recrutement des Travailleurs Handicapés
- Arrêt de la déprogrammation des fonds de la formation professionnelle
- Ouverture des financements de la formation professionnelle à tous les chômeurs et non plus uniquement aux seuls indemnisés au titre de l'ARE & instauration d'un crédit annuel de formation pour chaque chômeur.
- **REHABILITATION DU FONDS SOCIAL** de l'ex ASSEDIC pour les situations individuelles.
- Limitation du CDD à 6 mois renouvelable une fois, à l'issue du renouvellement, embauche du salarié.
- Limitation du recours aux sociétés d'intérim à 5% des contrats du secteur marchand
- Embauche prioritaire à l'issue d'un contrat en alternance
- Obligation d'embauche des travailleurs handicapés au lieu du paiement de la pénalité prévue par la loi.

### Contre les LICENCIEMENTS

- Participation des représentants des salariés dans les instances dirigeantes de l'entreprise avec voix délibératives.
- Plan social, reclassement et formation obligatoire quel que soit le nombre de licenciés et l'effectif salarié de l'entreprise,

- Réintégration de droit des licenciés pour faute, suite à la décision de justice ne confirmant pas la faute et systématisation du droit à la réparation.
- Remboursement par l'entreprise des aides publiques perçues en cas de licenciement économique,

### 5-DROITS SYNDICAUX ET LIBERTES SYNDICALES

- Obligation d'un Accord de Branche ou d'Entreprise avant toute autorisation de travail le dimanche
- Mise à disposition d'une Maison des Syndicats à Jarry
- Négociation d'un Accord de Branche et Interprofessionnel sur l'exercice du droit syndical, la représentativité, la représentation de Branche, l'emploi
- Régularisation des travailleurs en situation irrégulière.
- Négociation de Convention Collective dans tous les secteurs.
- Renforcement de moyens des Inspecteurs et Contrôleurs du travail.
- Mise en place et respect du comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail dans toutes les entreprises.
- Mise en place de délégué du personnel dans toutes les entreprises d'au moins 5 salariés.
- **Représentation des syndicats de Guadeloupe dans les entreprises et les organismes paritaires, (ASSEDIC-Sécurité Sociale-CAF-AGEFOS-PME-FONGECIF...)**
- Liberté de participation de syndicalistes extérieurs au Comité d'Entreprise et aux Négociations Annuelles Obligatoires
- Extension systématique des Accords Collectifs de Guadeloupe à l'ensemble de l'archipel.
- **Reconnaissance du 27 Mé, jour férié, chômé et payé.**
- Droit à l'organisation de formation syndicale ouverte à toutes les organisations syndicales de Guadeloupe.
- Budget formation alloué aux syndicats dans le cadre de la formation syndicale
- Annulation et Arrêt des poursuites pénales en matière d'action syndicale.

### 6-SERVICES PUBLICS

Création et préservation de véritables services publics dans les secteurs stratégiques (eau, transport, énergie électrique et fossiles, traitement des déchets, prévention et sécurité civile, crédit...) au service de la population et des besoins économiques du pays, comprenant au sein des instances dirigeantes des représentants des usagers et des travailleurs.

- **TRANSPARENCE sur la fixation des prix de l'eau, des transports, des carburants, des loyers, du gaz, de l'électricité, des nouvelles technologies de l'information et de communication**

- Baisse immédiate de 50 centimes du prix des carburants
- Baisse du prix de l'eau, du prix de transport de passagers, du prix des communications

#### EAU

- Distribution de l'eau en qualité et en quantité sur l'ensemble du territoire
- Fixation d'un prix unique sur l'ensemble du territoire
- Facturation en fonction de la quantité réellement consommée.
- Remplacement du réseau vétuste (plus de 50 ans)
- Révision du mode de calcul de l'assainissement des eaux usées.
- Suppression de la majoration de 12 € pour retard de paiement

#### SANTE

- Ouverture des négociations portant sur l'équilibre de l'offre de soins entre le Public et le Privé, entre Etablissements Privés et sur l'ensemble du territoire ;
- Résorption des déficits structurels des Hôpitaux ;
- Engagement des procédures pour la reconstruction du CHU ;
- Révision du système d'évaluation des budgets dans le public et le privé

### 7-PRODUCTION

#### Volet Agricole

- Maintien et aménagement du foncier agricole (eau d'irrigation, voiries, téléphone, électricité) afin de créer des entités de production viables et en constante recherche d'autonomie.
- Finalisation de la mise à disposition des 32 hectares de terre pour la réalisation du projet porté par « Kè a Kanpech ».
- Maintien du traitement des dossiers collectifs par les SICA et Groupements de producteurs.
- Exonération de la taxe foncière au profit des exploitants agricoles sur l'ensemble du territoire.
- Suppression des taxes sur les engrais, désherbants, semences, aliments de bétail et gasoil etc., destinés à la production agricole.
- Paiement des aides aux agriculteurs.
- Prise en compte de la valorisation de tous les co-produits issus de l'agriculture comme partie intégrante de la richesse produite par l'exploitation agricole (ex : bagasse pour l'énergie etc.).
- Mise en place de mécanismes fiscaux et douaniers pour développer la préférence guadeloupéenne.

#### Volet Pêche

- Suppression immédiate de toutes les taxes perçues sur les matériels, révision du coût des intrants.
- Révision immédiate du texte concernant les exonérations au titre de l'URSSAF pour les marins pêcheurs embarqués seuls.
- Mise en place d'un plan de formation des professionnels et des jeunes aux différentes activités de la pêche, aux acquisitions des techniques de capture nouvelles, aux utilisations de matériel électronique embarqué, aux techniques de conservation et de vente.
- Traiter les problématiques, conditions de vente en gros et au détail réalisé par les marins pêcheurs, produits d'importation, groupements d'intérêt économique, organisation des producteurs.
- Traiter les problématiques d'aménagement portuaire, points d'avitaillement, zone d'entretien des navires, zone de stockage des matériels.
- Mise en place d'une plate-forme de rencontres et d'échange avec les professionnels de la Caraïbe.

### 8-AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET INFRASTRUCTURES

#### La maîtrise foncière

- Fixer à 50 000 ha la surface agricole incompressible sous forme de ZAP (Zone Agricole Protégée) et mise en place d'une commission d'évaluation et de contrôle annuel.
- Favoriser l'installation des jeunes diplômés sur des exploitations viabilisées (350 dossiers en attente).
- Protection du patrimoine écologique de la Guadeloupe (forêt, mangrove,...)
- Arrêt de toutes spéculations immobilières et de la discrimination privant les Guadeloupéens du droit à l'accession à la propriété dans leur pays.
- Arrêt d'implantation de nouvelles stations services
- Arrêt de l'implantation et de l'extension des grandes surfaces
- Arrêt définitif du projet d'implantation d'un circuit automobile « Vigie Gate » à Anse Bertrand.
- Publication de tous les baux passés par les collectivités locales avec des particuliers et/ou des structures privées, à propos de la mise à disposition des terres achetées par ces dites collectivités

#### Un développement équilibré du territoire

- Rééquilibrage des territoires pour harmoniser l'organisation, la complémentarité et la répartition des activités sur l'ensemble du pays.
- Renforcement de pôles secondaires complémentaires aux pôles principaux (Région Pointoise et Basse Terre)
- Redynamisation des bassins de vie par le développement économique d'activités de terroir (exemples : agro-transformation, pêche...)
- Dynamiser et valoriser les îles en s'appuyant sur leur identité culturelle.
- Redynamiser les quartiers et les bourgs susceptibles de développer l'emploi de proximité.

### Les infrastructures

- Dynamiser l'habitat social au travers d'un recensement des besoins égalitaire et concerté (Région – Etat- Mairie).
- Réaliser un recensement des besoins en logements, établissements scolaires, crèches, équipements sportifs, maisons de quartier afin d'y pourvoir par-delà toute prétention politicienne et électoraliste.
- La création d'une pépinière artisanale et agricole qui serait la vitrine de nos produits du terroir
- Le développement urgent de réseaux de transport secondaires : maritime, inter-îles, intercôtiers..
- Mise aux normes parasismiques de tous les établissements et infrastructures publics (écoles, hôpitaux, ponts...)
- Arrêt du projet d'implantation du port en eaux profondes.

### 9-KILTI

- Prise en compte dans la programmation des medias de la langue et de la culture guadeloupéenne par la présence de représentants des associations culturelles dans les conseils d'administration.
- Favoriser le développement d'entreprises et associations d'insertion culturelle.
- Réhabilitation des lieux de mémoire populaire par l'adressage (*non a lanf*).
- Création d'un institut culturel « Papa Yaya » à Capesterre Belle Eau.

### 10-ARETE PWOFITASYON

- Rachat par les Collectivités du patrimoine foncier de Kalenda en vue de la création d'une unité hôtelière de luxe et du reclassement des salariés licenciés d'Anchorage et Kalenda.
- Restitution du patrimoine (financier, mobilier et immobilier) des mutuelles liquidées en Guadeloupe.
- Dessaisissement de l'administrateur provisoire (M.BORGAT) du dossier des mutuelles.
- Domiciliation des paiements de France Télécom, EDF..., dans les banques installées en Guadeloupe.
- Poursuites pénales pour les infractions relevant d'abus de position dominante, d'entente illicite et de publicité mensongère.
- Poursuite contre les Responsables des massacres de mai 67 à Pointe à Pitre et réparation des préjudices aux victimes et ayant-droits.
- Transparence et baisse des coûts des services et des taux pratiqués par les banques et par les établissements de crédit.
- Priorité et facilité d'accès au marché et aux aides publiques pour les entreprises Guadeloupéennes.
- Arrêt des abominations à l'encontre des travailleurs étrangers.
- Résolution de tous les conflits en cours.
- Arrêt de toute violence faite aux Femmes.

## **POU BOUT.....**

Peuple de Guadeloupe, ouvriers, paysans, artisans, retraités, chômeurs, entrepreneurs, jeunes, LIYANNAJ KONT PWOFITASYON est notre construction, notre idée, notre outil, notre conscience.

**Liyannaj kont pwofitasyon c'est nous !!!  
An nou bay lanmen pou ba'y sans é pouvwa...**

**Ansanm ansanm nou ké gannyé tout rêvandikasyon nou dépozé an kabech a lé pwofitan.**

Que partout dans les bourgs, les villes, les campagnes, le peuple envahisse les rues !!

Nou péké konstwi on sosyété nèf si nou rété anba dominasyon é pwofitasyon kapitalis é kolonyalis.

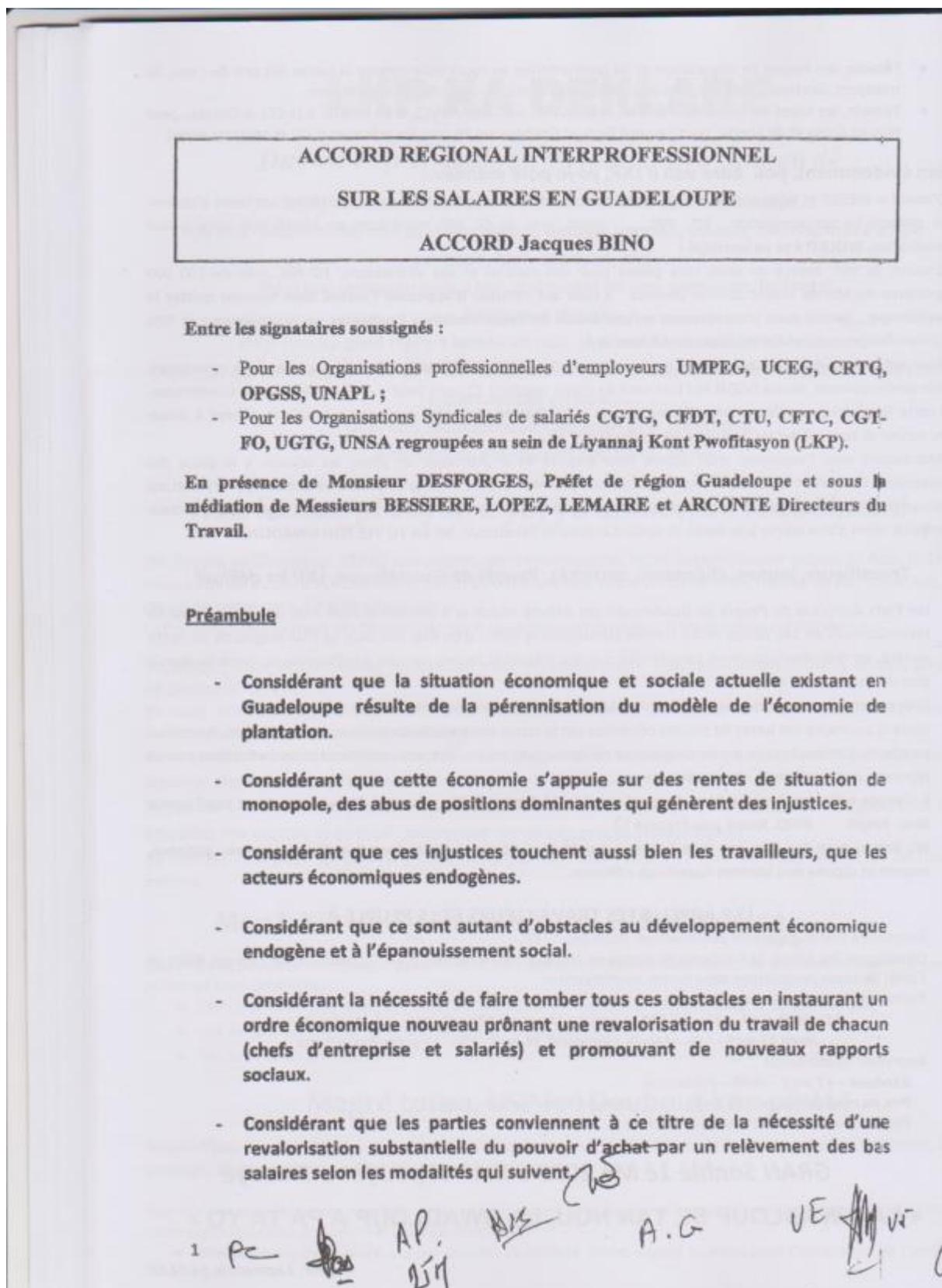
**& La Gwadeloup sé tan nou, La Gwadeloup a pa ta yo, &  
& yo péké fè sa yo vlé an péyi an-nou &**

ADIM - AFOC - AGPIHM - AKIYO - AN BOUT'AY - ANG - ANKA - ASSE - ASS.AGRICULTEURS DU NORD  
BASSE-TERRE - ASS.LIBERTE EGALITE JUSTICE - CFTC - CGTG - CNL - COMBAT OUVRIER - COMITE  
DE L'EAU - CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE - COPAGUA - CSFG - CTU - ESPERANCE  
ENVIRONNEMENT - FAEN SNCL - FO - FSU - GIE SBT - KAMODJAKA - KAP Gwadeloup - LES VERTS -  
MADICE - MAS KA KLE - MOUVMAN NONM - PCG - SGEF/SNEC/CFTC - SNUIPP - SOS B/Terre  
ENVIRONNEMENT - SPEG - SUD PTT GWA - SUSICAG - SYMPA CFTD - TRAVAYE é PEYIZAN - UDCLCV -  
UIR CFTD - UNSA - UGTG - UPG - UPLG - UMPG - VOUKOUM

4

Lapwent, 20.01.09

## Annexe 10 : Les accords Jacques Bino du 26 février 2009



Les organisations signataires conviennent :

**Article I : Objet du présent accord.**

En réponse aux revendications posées par les Organisations Syndicales de salariés CGTG, CFDT, CTU, CFTC, FO, UGTG, UNSA regroupées au sein de Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP), les parties signataires du présent accord interprofessionnel conviennent du dispositif suivant relatif aux salaires.

**Article II : Conditions d'attribution.**

- Tous les salariés dont le salaire horaire de base (hors prime et accessoires de salaire) est égal au SMIC et jusqu'à 1,4 SMIC inclus voient leur revenu mensuel augmenter de 200 euros nets. (cf tableau prévu à l'article 3).
- Les rémunérations des salariés percevant un salaire supérieur à 1,4 SMIC et inférieur à 1,6 SMIC seront fixées dans le cadre de négociations de branche ou d'entreprise qui s'ouvriront sur la base d'une augmentation minimale de 6% et cela dans un délai de trente jours à compter de la signature du présent accord.
- Les rémunérations des salariés percevant un salaire supérieur à 1,6 SMIC seront fixées dans le cadre de négociations de branche ou d'entreprise qui s'ouvriront sur la base d'une augmentation minimale de 3% et cela dans un délai de trente jours à compter de la signature du présent accord.
- Les salariés à temps partiel bénéficieront d'une augmentation de leur revenu calculé au prorata du temps de travail.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sur l'ensemble du territoire de la Région Guadeloupe pour toutes les entreprises et établissements du secteur privé employant des salariés sous contrat de droit privé.

Pour l'application des dispositions arrêtées ci-dessus, les entreprises adhérentes aux Organisations Patronales signataires du présent accord et leurs salariés bénéficieront de la contribution de l'Etat et des Collectivités locales (Région et Département) conformément à leur engagement respectif attesté par les documents joints en annexe.

*Handwritten signature*

*Handwritten signature*

AP

HIA

A.G

VE

*Handwritten signature*

UC

**Article III : Financement du dispositif.**

Effectif au 31 /12/08	Part employeur	Part Etat (RTSA)	Part Collectivités	Total
Moins de 20 salariés et associations secteur non marchand quelque soit l'effectif	50 €	100 €	50 €	200 €
De 20 à 100 salariés	50 €	100 €	50 €	200 €
Plus de 100 salariés	100 €	100 €	00 €	200 €

Il est entendu que l'effectif à prendre en compte pour déterminer la tranche à laquelle appartient l'entreprise concerne la totalité des salariés titulaires d'un contrat de travail (temps plein ou temps partiel : un salarié à temps partiel = un salarié).

Tout ou partie de la progression des salaires prévue dans le présent accord au titre des années 2009, 2010 et 2011 sera versée sous forme de bonus exceptionnel d'un montant maximum de 1500 euros par an.

Sous réserve d'une mesure législative que les Signataires sollicitent auprès du Gouvernement et des Parlementaires, le montant de ce bonus exceptionnel sera exonéré de toute contribution ou cotisations d'origine légale ou conventionnelle rendue obligatoire par la loi, à l'exception de la CSG et de la CRDS.

Ce bonus ne peut se substituer à des augmentations de rémunérations et à des primes conventionnelles prévues par la convention ou l'accord de branche, un accord salarial antérieur ou le contrat de travail.

**Article IV : Modalités de versement.**

La part employeur est versée directement par l'employeur et est exonérée des charges patronales et salariales à l'exception de la CSG et de la CRDS.

La part de l'Etat (Revenu Supplémentaire Temporaire d'Activité) et des Collectivités (Région et Département) est versée directement aux salariés suivant le dispositif joint en annexe.

3

PC

*[Signature]*

AP

*[Signature]*  
MIS  
LIT

A.G

VE *[Signature]*

#### **Article V : Clause de convertibilité.**

Au terme du délai des aides de l'Etat (36 mois) et des Collectivités (12 mois), l'augmentation de salaire de 200 euros nets est intégrée dans la rémunération des salariés à la charge de l'employeur sans préjudice d'éventuelles exonérations.

#### **Article VI : Durée de l'accord.**

L'accord est conclu pour une durée indéterminée.

#### **Article VII : Adhésion.**

Toute Organisation Syndicale représentative de salariés ainsi que toute Organisation Patronale ou Associations d'employeurs ou des employeurs pris individuellement peuvent adhérer au présent accord dans les conditions prévues par l'article L 2261-3 du code du travail.

#### **Article VIII : Commission paritaire de suivi et d'interprétation.**

Les difficultés d'application du présent accord seront soumises à une commission paritaire de suivi et d'interprétation composée de 10 représentants des Organisations Syndicales de salariés regroupées au sein de LKP et de 10 représentants des Organisations d'Employeurs et présidée alternativement par chacune des parties selon une périodicité semestrielle.

Afin de faciliter la participation des salariés aux négociations et aux réunions des instances paritaires, ils bénéficient :

- Du droit de s'absenter de leur travail,
- De la compensation ou maintien de leur rémunération,
- De l'indemnisation de leurs frais de déplacement.

#### **Article IX : Demande d'extension.**

Conformément aux dispositions des articles L2261-15 et suivants du code du travail, les parties conviennent de demander l'extension du présent accord. La procédure sera engagée par l'Organisation signataire la plus diligente.

#### **Article X : Droit d'opposition.**

La validité de cet accord est subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité des Organisations Syndicales de salariés représentatives dans son champ d'application. Ce droit est exprimé dans les conditions prévues à l'article L 2231-8 du code du travail.

#### **Article XI : Dispositions diverses**

Par la conclusion de cet accord interprofessionnel sur les salaires « Accord Jacques BINO », les Organisations signataires entendent agir pour développer la négociation collective tant au niveau des branches que des entreprises.

Dans l'immédiat, dans les branches dépourvues d'accord collectif, la négociation d'un accord spécifique sur les salaires devra s'engager dans les 30 jours suivant la signature du présent

accord et dans les 60 jours sur les autres thèmes (Emploi, Formation, Durée de travail, Qualification, ...).

Les Organisations Syndicales Ouvrières et Patronales liées par des accords ou convention de branche devront se conformer aux obligations des articles 2241-1 et suivants du code du travail.

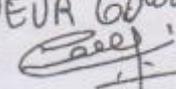
**Article XII : Dépôt de l'accord.**

Après l'expiration du délai d'opposition visé ci-dessus, le présent accord est déposé auprès des services centraux du Ministère du Travail à Paris.

**Article XIII : Date d'application.**

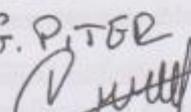
Le présent accord est applicable à compter du 1<sup>er</sup> Mars 2009.

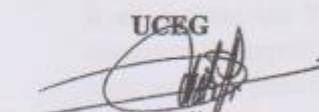
**Les signataires**

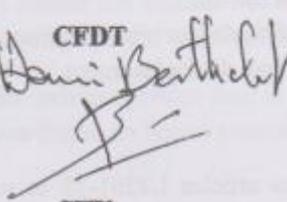
JAINGUEVA Edouard  
UMPEG 

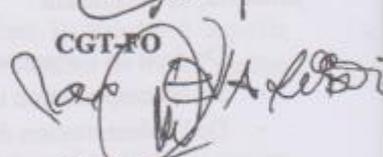
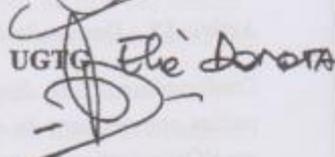
CGTG  
Jean-Louis HOMERIN 

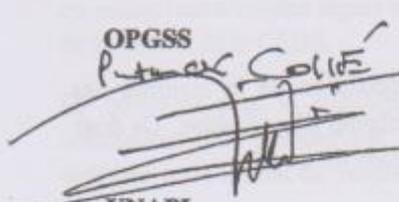
CFTC

G. PITER 

UCEG  
  
JH PITER

CFDT  
Dani Berthelot   
CTU

CGT-FO  
  
UGTG Elie Donora 

OPGSS  
Patrice COLIÉ   
A. P. Aissir 

UNSA  
  
G. ALIDOR

UNAPL

  
Alexis MONVERRE

Fait à Pointe-à-Pitre, le 26 Février 2009

## Annexe 11 : Exemple d'engagement pour la baisse des prix sur les produits de première nécessité dans la grande distribution (1<sup>er</sup> avril 2009)

**ENGAGEMENT DE BAISSÉ DE PRIX**

**Relevé de conclusions des rencontres entre le LKP et les représentants de l'enseigne LEADER PRICE GUADELOUPE, en présence de l'Etat du 1<sup>er</sup> avril 2009 en Sous-préfecture de Pointe-à-Pitre**

Le président de séance présente les excuses du représentant de la Région qui, pris par des engagements auxquels il ne peut se soustraire, est empêché.

Les représentants de LEADER PRICE GUADELOUPE ont présenté leur liste mise à jour le 31 mars comprenant au final 119 produits.

La discussion s'est engagée produit par produit sur chaque proposition de baisse de prix.

Les parties sont parvenues à un accord de baisse de prix sur l'ensemble des 119 produits, dont la liste est jointe en annexe.

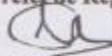
En application du Protocole d'accord du 4 mars 2009, points 13, 14 et 15, LEADER PRICE GUADELOUPE prend l'engagement de tenir les nouveaux prix en baisse jusqu'au 31 décembre 2009.

Cet engagement est pris sous la réserve légale du respect du seuil de revente à perte et de l'évolution exceptionnelle des prix de matières premières. Par ailleurs, en application du point 14 du Protocole d'accord, l'engagement porte également sur la répercussion à venir des baisses de 28 % à 100 % de l'octroi de mer afférent aux produits de la liste. Une colonne spécifique sera d'ailleurs insérée au tableau évoqué plus haut faisant apparaître le prix final négocié tenant compte de la baisse de l'octroi de mer.

La publicité sur cet engagement sera effectuée, à partir du mardi 7 avril 2009 notamment à l'entrée du magasin par voie d'affiche mentionnant par produit, l'ancien prix au 1<sup>er</sup> février 2009 et le nouveau prix en baisse. Les produits seront également facilement repérables en rayon par les consommateurs.

A Pointe-à-Pitre, le 1<sup>er</sup> avril 2009

Pour le Préfet de Région, le DDCCRF

  
Jean-Jacques AMBROISE

Le représentant du LKP *HUY PHAS de Elago Kyouan FAVORINUS chouloué*

*Alain PLAISIR*  
Alain PLAISIR

*Camille CESAR-AUGUSTE*  
Camille CESAR-AUGUSTE

*Jacqueline FAVORINUS*  
Jacqueline FAVORINUS

*Daniel LAURENT*  
Daniel LAURENT

Les représentants de LEADER PRICE GUADELOUPE

*Jean-François LE METAYER*  
Jean-François LE METAYER

*Norbert TRINCOT*  
Norbert TRINCOT

## Annexe 12 : GRS

# libération

antilles-guyane



# rouge

hebdomadaire d'action communiste

PREX - UN FRANC - EN SOLIDARITE AVEC LES VICTIMES DE LA REPRESSION

## VOTRE COMBAT EST LE NOTRE!

Renor ILLMANY, 7 enfants, ouvrier agricole, tué par balles. Georges MARIE-LOUISE, 19 ans, habitant du Marigot, battu à mort, brûlures sur les avant-bras, traces de liens sur les poignets, coups sur tout le corps, langue coupée, testicules énormes.

C'était le 14 février dans le Nord de la Martinique, tous deux participaient à une marche d'ouvriers prévoctés de la banane : sans sommation, les gendarmes mobiles ont tiré, chargé, raïonné et froidement assassiné.

ILLMANY et MARIE-LOUISE, deux noms à rajouter à la liste des martyrs de la classe ouvrière martiniquaise. Deux noms qui resteront gravés aux côtés de celui d'ALIKER, dirigeant du PC martiniquais, assassiné par les hommes de main des colons en 1934. Deux noms qui résument de toute la colère d'un peuple, comme ceux des dizaines de morts de décembre 1959 en Martinique, comme ceux des dizaines de morts de mai 1967 en Guadeloupe.

Ils sont morts parce que depuis trois siècles les Antilles sont colonies françaises. Ils sont morts parce que depuis trois siècles quelques centaines de colons et les quelques impérialistes français oppriment tout un peuple, s'enrichissent de ce travail, le placent dans la misère. Ils sont morts parce que depuis trois siècles ils n'ont aucun droit si ce n'est celui de se faire tondre la peau ou de glisser un bulletin dans une urne électorale truquée.

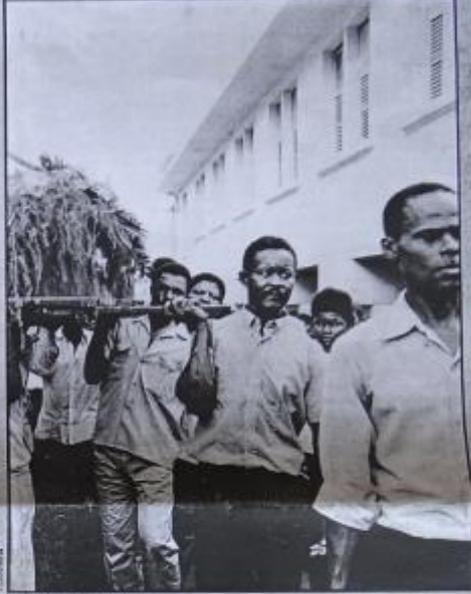
Descendants d'esclaves, esclaves du capital eux-mêmes, ils faisaient grève tout simplement pour continuer à vivre. Car aujourd'hui en Martinique, 60 % de la population active est au chômage partiel ou total. Car dans ces derniers lambeaux de l'Empire colonial, en 3 mois le prix du riz a augmenté de 125 %, la vie est 30 % plus chère qu'en France, un ouvrier agricole gagne moins de 450 F par mois et un ouvrier de la banane à peine 28 F par jour, les jours où il y a du travail.

Ils ne sont pas morts lors d'un affrontement obscur, provoqué par des « groupes incontrôlés ». Leur assassinat est au contraire la réponse sans ambiguïté du gouvernement du Régime à votre mouvement de grève qui anime l'ensemble de la classe ouvrière martiniquaise. La grève, générale dans l'île le 12 février, à l'appel des centrales syndicales, est totale après la répression de jeudi dernier. Le pouvoir colonial refuse toujours toute négociation globale sur les revendications élémentaires des travailleurs martiniquais.

Sa seule réponse, pour l'instant, promettre quelques mièges, brandir l'épouvantail du « complot » et menacer les éléments les plus combattifs. Au centre de ces menaces, nos camarades du GRS (section antillaise de la IVème Internationale), dénoçés en raison de leur rôle actif, parfois dérangés, dans les luttes actuelles, mais surtout à cause de leur volonté de rendre victorieuse cette première offensive pour continuer ensuite la bataille qui libérera du joug colonial les colonies américaines de la France.

Ici, au cœur de la métropole impérialiste, nos responsabilités sont écumantes. La France, derrière le Portugal fasciste, arrive en second sur le podium impérialiste de la domination coloniale. Elle impose encore le drapeau tricolore et la colonisation directe à 1 milliard 500 000 hommes de par le monde. L'armée qui garantit ces possessions a les moyens de liquider, à tout instant, dans un flot de sang, les mouvements populaires. Il revient aux militants anti-impérialistes en France d'arrêter la main criminelle de l'impérialisme, d'imposer au pouvoir colonial la négociation sur les revendications des travailleurs antillais. Il nous revient aussi, contre le chauvinisme forgé par le réformisme, d'affirmer le droit à l'auto-détermination des populations antillaises et de soutenir le mot d'ordre d'indépendance et de socialisme avancé par les marxistes-révolutionnaires antillais.

Dans le passé, quand dans le silence des djebels il torturait les révolutionnaires algériens, le colonialisme français comptait sur le silence de la jeunesse et de la classe ouvrière française. Aujourd'hui il n'en sera plus de même ! Dans ce combat pour l'indépendance et le socialisme, nous sommes aux côtés des travailleurs antillais et de nos camarades du GRS jusqu'à la victoire finale !



L'ORGANISME DE LUTTE  
**COMMUNIQUE DU GROUPE REVOLUTION SOCIALISTE**  
section antillaise de la IVème Internationale

A la suite des événements survenus le 14 février en Martinique, une violente campagne s'est déclenchée visant à présenter le Groupe Révolution Socialiste (section antillaise de la IVème Internationale) comme étant l'instigateur ou tout au moins le principal responsable des heurts entre forces de l'ordre et grévistes.

Cette vision péjorative de la situation, selon laquelle quelques tribuns auraient provoqué les gendarmes mobiles, a pour but en réalité de cacher la cause de la grève aux Antilles : la domination coloniale française et ses conséquences, le chômage endémique, les bas salaires, la vie chère, l'émigration forcée vers la métropole. Par cette campagne le pouvoir colonial entend justifier préventivement la répression qui s'ensuit.

Ces « explications » mettent entre parenthèses les grèves et les puissantes manifestations qui se déroulent depuis plus de 3 mois aux Antilles. C'est dans le cadre de cette mobilisation grandissante des travailleurs martiniquais que le GRS prend ses responsabilités. Notre camp est celui du prolétariat contre l'ennemi de classe : la bourgeoisie coloniale. Nous ne sommes pas des « incontrôlés », mais des militants révolutionnaires au service des travailleurs antillais, luttant pour l'indépendance et le socialisme, pour libérer définitivement notre pays du joug impérialiste. La classe ouvrière antillaise le sait : la réaction d'un candidat du GRS, Edouard Jean-Elie, à la mairie d'Aloups Bouillon, dans le Nord de la Martinique, le 17 janvier en est une preuve récente.

En tant que composante du mouvement ouvrier, nous avons été partie prenante de toutes les luttes, et en particulier de la riposte massive à l'assassinat de deux ouvriers agricoles au Lorrain. Nous sommes également agitateurs en Martinique d'une motion antirece contre la répression avec toutes les organisations de gauche.

Contre toutes les allégations mensongères, le GRS élève une vive protestation. Avec toutes les organisations anti-colonialistes françaises et antillaises, il mettra tout en œuvre afin que les masses laborieuses en France soient clairement informées des exactions du système colonial.

18.2.74  
GRS  
section antillaise de  
la IVème Internationale

## aidez le g.r.s

Souscrivez :  
Philippe PIERRE-CHARLES  
BP 1031  
972 - FORT DE FRANCE

Christian COURBAIN  
CCP 33 904-15  
La Source

496 Pierre ODIN – « Les travailleurs sont dans la rue » – thèse IEP de Paris, 2017

## Bibliographie thématique

---

### Sociologie et science politique : généralités

BOLTANSKI, Luc. *De la critique: Précis de sociologie de l'émancipation*. Paris : Gallimard, 2009, 312 p.

BOURDIEU, Pierre. *Raisons pratiques*. Paris : Seuil, 1994, 251 p.

--. *Langage et pouvoir symbolique*. Paris : Seuil, 2001, 423 p.

--. La représentation politique, *Actes de la recherche en sciences sociales*. 1981, vol. 36-37, p. 3-24.

--. *Sur l'Etat*. Paris : Seuil – Raisons d'Agir, 2011, 702 p.

GOFFMAN, Erving. *Stigmate : Les usages sociaux des handicaps*. Paris : Minuit, 1975 [1963], 180 p.

GUSFIELD, Joseph. *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris : Economica, 2009 [1981], 354 p.

MICHELS, Roberto, ANGAUT, Jean-Christophe (trad.). *Sociologie du parti dans la démocratie moderne: Enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes*. Paris : Folio, 2015 [1914], 848 p.

MUXEL, Anne. *La politique au fil de l'âge*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2011, 309 p.

OFFENSTADT, Nicolas, BOLTANSKI, Luc, CLAVERIE, Elisabeth, et al. *Affaires, scandales et grandes causes : De Socrate à Pinochet*. Paris : Stock, 2007, 462 p.

PALHETA, Ugo. *La domination scolaire*. Paris : PUF, 2012, 354 p.

PASSERON, Jean-Claude, BOURDIEU, Pierre. *Les héritiers : Les étudiants et la culture*. Paris : Minuit, 198 [1964], 192 p.

SMITH, Andy, SORBETS, Claude (dir.). *Le leadership politique et le territoire : Les cadres d'analyse en débat*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2015, 296 p.

THOMPSON, Edward P. *La formation de la classe ouvrière anglaise*. Paris : Points, 2012 [1963], 1164 p.

--. *Misère de la théorie : Contre Althusser et le marxisme anti-humaniste*. Paris : Editions L'échappée, 2015 [1978], 385 p.

WEBER, Max. *Economie et société, tome 1 : Les Catégories de la sociologie*. Paris : Pocket, 1995 [1922], 410 p.

WHYTE, William, Foote. *Street Corner Society*. Paris : La Découverte, 2007, 406 p.

WILLIS, Paul. *L'école des ouvriers*, Marseille : Agone, 2011, 456p.

## Sociologie générale de l'action collective

### Sociologie des mouvements sociaux

AÏT-AOUDIA, Myriam, ROGER, Antoine, COLLECTIF, et al. *La logique du désordre : Relire la sociologie de Michel Dobry*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2015, 360 p.

AUYERO, Javier, et.al. Contestation et patronage : Intersections et interaction au microscope. *Revue internationale de politique comparée*, 2010, vol.17, n°2, p.71-10.

BARKER Colin, COX, Laurence et al. (dir.), *Marxism and Social Movements*, Chicago, IL : Brill, Historical Materialism, 2014, 482p.

BENNANI-CHRAÏBI, Mounia, FILLIEULE Olivier. Pour une sociologie des situations révolutionnaires, *Revue française de science politique*, 2012, vol. 62, n° 5, p. 767-796.

BLACKLEDGE, Paul, Thinking About (New) Social Movements: Some Insights from the British Marxist Historians, in : BARKER Colin, et al. (dir.), *Marxism and Social Movements*, Chicago, IL, Historical Materialism, 2014, p. 259-276.

BRUNETEAUX, Patrick. *Maintenir l'ordre*. Paris : Presses de Sciences Po, 1996, 345 p.

CEFAÏ, Daniel. *Pourquoi se mobilise-t-on ? : Les théories de l'action collective*. Paris : La Découverte, 2007, 727 p.

DELLA PORTA, Donatella, FILLIEULE, Olivier *Police et manifestants : Maintien de l'ordre et gestion des conflits*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2006, 362 p.

DOBRY, Michel. *Sociologie des crises politiques*. 3e édition revue et corrigée. Paris : Les Presses de Sciences Po, [1986] 2009, 383 p.

---. Ce dont sont faites les logiques de situation. *Recherches/Territoires du politique*. 2007, p. 119-148.

---. Le jeu du consensus, *Pouvoirs*, n° 38, 1996, p. 47-66.

FAVRE, Pierre. *La Manifestation*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 1990, 351 p.

FILLIEULE, Olivier, AGRIKOLIANSKY, Eric, SOMMIER, Isabelle, et al. *Penser les mouvements sociaux : Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris : La Découverte, 2010, 327 p.

FILLIEULE, Olivier, MATHIEU, Lilian, PECHU, Cécile. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Les Presses de Sciences Po, Paris : 2009, 651 p.

FILLIEULE, Olivier, PECHU, Cécile. *Lutter ensemble : les théories de l'action collective*. Paris : L'Harmattan, 2000, 222 p.

GANZ, Marshall. Resources and Resourcefulness: Strategic Capacity in the Unionization of California Agriculture, 1959-1966. *American Journal of Sociology*, 2000, vol. 105, n°4, p. 1003-1062.

GOURGUES, Guillaume. Occuper son usine et produire : stratégie de lutte ou de survie ? La fragile politisation des occupations de l'usine Lip (1973-1977), *Politix*, 2017, vol. 117, n°1, p. 117-143.

HOCQUELET, Mathieu. Mobiliser les employés de Walmart malgré les discours et pratiques du géant de la distribution : UFCW et Our Walmart face à 50 ans d'anti-syndicalisme. *La Revue de l'Ires*. 16 août 2016, n° 88, p. 129-156.

LEFRANC, Sandrine, MATHIEU, Lilian, SIMEANT, Johanna. Les victimes écrivent leur Histoire. *Raisons politiques*, 2008, n° 30, p. 5-19.

MATHIEU, Lilian. *L'espace des mouvements sociaux*. Bellecombe-en-Bauges : Editions du Croquant, 2012, 285 p.

---. *Comment lutter ? : Sociologie et mouvements sociaux*. Paris : Textuel, 2004, 206 p.

---. Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. *Revue française de science politique*, 2009, vol. 59, n°1, p. 77-96.

---. L'espace des mouvements sociaux. *Politix*. 2007, vol.77, n° 77, p. 131-151.

---. Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspective, *Revue française de sciences politiques*, 2004 Vol. 45, n° 3, p. 561-580.

---. Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux, *Revue française de science politique*. 2002, vol. 52, n°1, p. 75-100.

---. Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises. *Revue française de sociologie*, 1999, vol. 40, n° 3, p. 475-499.

MCCARTHY, John D. Political opportunities: conceptual origins, current problems, future directions, in *Comparative Perspectives on Social Movements: Constraints and opportunities in adopting, adapting, and inventing*, Cambridge : Cambridge University Press, 1996, pp. 23-40.

MCCARTHY, John D., ZALD, Mayer N. Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory. *American Journal of Sociology*. 1977, vol. 82, n° 6, p. 1212-1241.

---. *Social Movements in an Organizational Society*, Oxford : Transaction Books, 1987, 435 p.

MEYER, David S. Protest and Political Opportunities . *Annual Review of Sociology*. 2004, vol. 30, n° 1, p. 125-145.

NEVEU, Erik. Médias et protestation collective, in AGRIKOLANSKY, Éric, *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, Paris : 2010 p. 245-264.

---. *Sociologie des mouvements sociaux*. 4e édition. La Découverte, Paris : 2005, 126 p.

OFFERLE, Michel. Retour critique sur les répertoires de l'action collective ( XVIIIe - XXIe siècles). *Politix*. 1 mars 2008, n° 81, n° 1, p. 181-202.

RUCHT, Dieter. Movement allies, adversaires, and third parties dans SNOW David A., SOULE Sarah A. et KRRIESI Hanspeter, *The Blackwell Companion to Social Movements*, 1<sup>re</sup> éd., Wiley-Blackwell, 2008, 776 p.

SNOW, David, BENFORD, Robert D. Framing processes and social movements : an overview and assessment. *Annual Review of Sociology*, 2000, vol. 26, p. 611-639.

SNOW, David, BENFORD, et. al., Micromobilization, and Movement Participation. *American Sociological Review*, 1986, vol. 51, p. 464-481.

SOMMIER, Isabelle. Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT. *Cultures & Conflits*. 2006, n° 09-10, p. 341-366.

STTAGENBORG, Suzanne. Coalition Work in the Pro-Choice Movement: Organizational and Environmental Opportunities and Obstacles, *Social Problems*, 1986, Vol. 33, n° 5, p. 374-390.

TALPIN, Julien. La représentation comme performance. *Revue française de science politique*. 22 février 2016, vol. 66, n° 1, p. 91-115.

TARROW, Sidney, TILLY, Charles. *Politique(s) du conflit : De la grève à la révolution*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2008, 396 p.

TARROW, Sidney. Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention. *Social Science History*. 1993, vol. 17, n° 2, p. 281-307.

--. Mentalities, political cultures, and collective action frame: constructing meaning through action, in MORRIS, Aldon D., MUELLER, Carol M. *Frontiers in social movement theory*, New Haven : Yale University Press, 1992, p. 174-202.

TILLY, Charles. Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. 1984, vol. 4, n° 1, p. 89-108.

### **Sociologie du syndicalisme**

BEROUD, Sophie. Sur la pertinence heuristique du champ syndical, in. QUIJOUX, Maxime (dir.), *Bourdieu et le travail*, Paris : Presses Universitaires de Rennes, 2015, p. 323-340.

--. Violence et radicalité dans les conflits du travail, quelques pistes d'analyse. In Abou Ndiaye & Dan Ferrand-Bechmann, dir, *Violences et société. Regards sociologiques*, Desclée de Brouwer, Paris : 2010, p. 147-163.

--. Organiser les inorganisés. *Politix*. 2009, vol.85, n° 1, p. 127-146.

--. Un renouveau de la critique syndicale ? *Mouvements*. 2002, vol. 24, n° 5, p. 39-45.

BEROUD, Sophie, DENIS, Jean-Michel, DESAGE, Guillaume, et al. *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*. Editions du Croquant, Bellecombe-en Bauges : 2008, 159 p.

BEROUD, Sophie, YON, Karel. Face à la crise, que fait le mouvement syndical ? Quelques éléments de réflexion sur l'évitement relatif d'une stratégie de confrontation. *Contretemps*, n° 3, 2009, p. 15-25.

BOIVIN, Louise. Réorganisation des services d'aide à domicile au Québec et droits syndicaux : de la qualification à la disponibilité permanente juste-à-temps. *Nouvelles Questions Féministes*. 2014, vol. 32, n° 2, p. 44-56.

CHAMBARLHAC, Vincent, UBBIALI, Georges, COLLECTIF. *Epistémologie du syndicalisme : Construction disciplinaire de l'objet syndical*. Paris : Editions L'Harmattan, 2005, 200 p.

COLLOVALD, Annie, MATHIEU, Lilian. Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical. *Politix*. 2009, vol. 86, n°1, p. 119-143.

DENIS, Jean-Michel, dir. *Le conflit en grèves*, Tendances et perspectives de la conflictualité contemporaine, La Dispute, Paris : 2005, 358p.

--. *Le groupe des dix, un modèle syndical alternatif?* Paris : La Documentation Française, 2001, 244 p.

ETHUIN, Nathalie, YON, Karel. *La fabrique du sens syndical*, Paris : Editions du Croquant, 2014, 407p.

GEAY, Bertrand, WILLEMEZ, Laurent, et al. *Pour une gauche de gauche*. Editions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges : 2008, 316 p.

GIRAUD, Baptiste, Derrière la vitrine du dialogue social : Les techniques managériales de domestication des conflits au travail, *Agone*, n° 50, 2013, p. 54.

--. dir. *Les métamorphoses de la grève*. La Documentation française, Paris : 2010, 120 p.

--. Des conflits du travail à la sociologie des mobilisations : les apports d'un décloisonnement empirique et théorique. *Politix*. 2009, vol. 86, n°1, p. 13-29.

--. L'affrontement politique transfiguré par les logiques de l'action syndicale, in. GEAY, Bertrand ; WILLEMEZ Laurent. *Pour une gauche de gauche*. Bellecombe en Bauge : Ed. du Croquant, 2008 : p. 37-56.

--. Au-delà du déclin. Difficultés, rationalisation et réinvention du recours à la grève dans les stratégies confédérales des syndicats, *Revue française de science politique*, 2006, vol. 56, n° 6, p. 943-968.

HIBBS, Douglas A. Industrial Conflict in Advanced Industrial Societies. *American Political Science Review*. 1976, vol. 70, n° 4, p. 1033-1058.

HYMAN, Richard. *Industrial Relations: A Marxist Introduction*. London : Palgrave Macmillan, 1975, 230 p.

--. *Strikes*. 4th edition. Basingstoke : Palgrave Macmillan, 1989, 257 p.

LABBE, Dominique. *La fin des syndicats ?* Paris : L'Harmattan, 2000, 236 p.

MISCHI, Julian. *Le bourg et l'atelier : sociologie du combat syndical*, Marseille : Agone, 2016, 400 p.

NIZZOLI, Cristina. *C'est du propre ! Syndicalisme et travailleurs du « bas de l'échelle »*. Paris : Presses Universitaires de France, 2015, 200 p.

PERNOT, Jean-Marie. *Syndicats : lendemains de crise ?* Édition revue et augmentée. Paris : Gallimard, 2010, 430 p.

PIOTET, Françoise. La CGT, une anarchie (plus ou moins) organisée ? *Politix*. 2009, vol.85 n° 1, p. 9-30.

RENOU, Gildas. L'institution à l'état vif. Sociabilités et structuration des groupes dans un syndicat de salariés. *Politix*. 2003, vol. 16, n° 63, p. 53–77.

SAINSAULIEU, Ivan. La Fédération Solidaires unitaires démocratiques des PTT (SUD-PTT) : creuset d'une contestation pragmatique. *Revue française de science politique*. 1998, vol. 48, n° 1, p. 121-141.

SIBLOT, Yasmine. « De la “classe ouvrière” au “saliariat éclaté” : l'évolution discrète des représentations du monde social à la CGT », in. ETHUIN, Nathalie, YON, Karel. *La fabrique du sens syndical*, Bellecombe en Bauge : Ed. du Croquant, 2014 : p 235 -261.

WILLEMEZ Laurent. Quand les syndicats se saisissent du droit. Invention et redéfinition d'un rôle. *Sociétés contemporaines*, 2003, vol. 4, n° 52, p. 17-38.

YON, Karel. Offre, la démocratie dialogique et la lutte des classes : une critique participationniste du mouvement ouvrier. *Participations*. 2014, vol. 8, n° 1, p. 127-146.

--. Quand le syndicalisme s'éprouve hors du lieu de travail *Politix*. 2009, vol. 85, n° 1, p. 57-79.

### **Sociologie de l'engagement**

CODACCIONI, Vanessa. Expériences répressives et (dé)radicalisation militante. *Cultures & Conflits*. 2013, n° 89, p. 29-52.

COLLOVALD, Annie. Pour une sociologie des carrières morales et des dévouements militants, in. *L'humanitaire ou le management des dévouements: Enquête sur un militantisme de «solidarité internationale» en faveur du Tiers-Monde*. Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 177-229.

CONTAMIN, Jean-Gabriel, DELACROIX, Roland. Les transformations des formes d'engagement au prisme du local. *Politix*. 2009, vol. 85, n° 1, p. 81-104.

FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*. Paris : Belin, 2005, 319 p.

--. Post scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. *Revue française de science politique*. 2001, vol. 51, n°1, p. 199-215.

FILLIEULE, Olivier, BLANCHARD, Philippe, AGRİKOLIANSKY, Eric, et al. L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: les participants du contre-sommet du G8 d'Evian. *Politix*. 2004, vol. 17, n° 68, p. 13-48.

FILLIEULE, Olivier, ROUX, Patricia (dir.). *Le sexe du militantisme*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2009, 361 p.

GAXIE, Daniel. Économie des partis et rétributions du militantisme. *Revue française de*

*science politique*. 1977, vol. 27, n° 1, p. 123-154.

--. Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales. *Revue française de science politique*. 2002, vol. 52, n° 2, p. 145-178.

GROJEAN, Olivier. (In)disciplines partisans et légitimation. Retour sur les relations entre individus et institutions, in. ALLAL, Amin, BUE, Nicolas. *(In)disciplines partisans : Comment les partis politiques tiennent leurs militants*. Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion, 2016, 11p.

HAMIDI, Camille. Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. *Revue française de science politique*. 2006, vol. 56, n° 1, p. 5-25.

ION, Jacques. *La fin des militants ?* Paris : Editions de l'Atelier, 1997, 124 p.

JOHSUA, Florence. *Anticapitalistes*. Paris : La Découverte, 2015, 281 p.

--. Les conditions de (re)production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes, in HAEGEL, Florence (dir.), *Partis politiques et systèmes partisans en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 25-68.

LECLERCQ, Catherine et PAGIS Julie. Les incidences biographiques de l'engagement, *Sociétés contemporaines*, 2011, vol. 84, n° 4, p. 5-23.

LEFEBVRE, Rémi. Maintien de l'engagement et pluralisation des identités militantes au Parti Socialiste, communication au colloque du CRAPUL, Université de Lausanne, 1er décembre 2006.

MATONTI, Frédérique, POUPEAU, Franck. Le capital militant. Essai de définition. *Actes de la recherche en sciences sociales*. 2004, vol. 155, n° 5, p. 4-11.

MCADAM, Doug. *Freedom Summer: Mississippi 1964*. New York : Oxford University Press, 1988, 333p.

PAGIS, Julie. La politisation d'engagements religieux, *Revue française de science politique*, 2010, vol. 60, n° 1, p. 61-89.

SAWICKI, Frédéric ; SIMEANT, Johanna., Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. *Sociologie du travail*, Paris 2009, vol. 51, n° 1, 97-125

YON, Karel. Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bande à l'AJS-OCI. *Politix*, 2005, vol. 70, n° 2, p. 137-175.

## **Mouvements et mobilisations spécifiques**

### **Mai 68**

ARTIÈRES Philippe et ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68, une histoire collective : 1962-1981*, Paris, La Découverte, 2008, 848p.

COLLOVALD, Annie, NEVEU, Erik. Le « néo-polar ». Du gauchisme politique au gauchisme littéraire. *Sociétés & Représentations*. n° 11, p. 77-93.

GOBILLE, Boris. L'événement Mai 68, pour une sociohistoire du temps court. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 2008, vol. 63, n° 2, p. 321-349.

MATHIEU, Lilian. *Les années 70, un âge d'or des luttes ?* Paris : Textuel, 2010, 141 p.

MAUGER, Gérard. Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme. Pour une histoire de la génération de mai 68, in CURAPP, *L'identité politique*, Paris : PUF, 1994, p. 206-226.

PAGIS Julie, *Mai 68, un pavé dans leur histoire : Événements et socialisation politique*, Paris : Les Presses de Sciences Po, 2014, 339 p.

PENISSAT, Étienne. Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : Processus sociohistoriques de « réinvention » d'un mode d'action. *Genèses*. 2005, n° 59, n° 2, p. 71-93.

PITTI, Laure. Une matrice algérienne ? Trajectoires et recompositions militantes en terrain ouvrier, de la cause de l'indépendance aux grèves d'OS des années 1968-1975, *Politix*, 2006, vol. 4, n° 76, p. 143-166.

ROSS, Kristin. *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Marseille : Agone, 2010, 320p.

VIGNA Xavier. *L'insubordination ouvrière dans les années 68 : essai d'histoire politique des usines*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008, 384p.

VIGNA, Xavier, ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. Les rencontres improbables dans « les années 68 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. 2008, n° 101, p. 163-177.

### **Tiers-mondisme**

BERGER, Mark T. After the Third World ? History, Destiny and the Fate of Third Worldism, *Third World Quarterly*, 2004, vol. 25, n° 1, p. 9-39.

CHERKI, Alice. *Frantz Fanon, portrait*. Paris : Points, 2016, 402 p.

COLLOVALD, Annie, LECHIEN, Marie-Hélène, ROZIER, Sabine, et al. *L'humanitaire ou le management des dévouements*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2002, 233 p.

FANON, Franz. *Les Damnés de la Terre*. Paris : Maspéro, 1961.

GOEBEL, Michael. *Paris, capitale du tiers monde*. Paris : La Découverte, 2017, 450 p.

KALTER, Christoph. Tiers monde et gauche radicale, *Histoire des mouvements sociaux en France*, Paris : La Découverte, 2014, p. 378-389.

SZCZEPANSKI-HUILLERY Maxime. « L'idéologie tiers-mondiste ». Constructions et usages d'une catégorie intellectuelle en « crise », *Raisons politiques*, 2005, vol. 18, n° 2, p. 27-48.

### **Mouvement Communiste et Extrême-Gauche**

BENSAÏD, Daniel. *Les Trotskysmes*. Paris : Presses Universitaires de France, 2002, 127 p.

BOULLAND, Paul, ETHUIN, Nathalie, MISCHI, Julian. Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF. *Savoir/Agir*. n° 6, p. 29-39.

BRODIEZ, Axelle. *Le Secours populaire français 1945-2000 : Du communisme à l'humanitaire*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2006, 365 p.

COSSERON, Serge. *Dictionnaire de l'extrême gauche*. Paris : Larousse, 2007, 286 p.

MATONTI, Frédérique. *Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique*. Paris : La Découverte, 2005, 420p.

MISCHI, Julian. *Servir la classe ouvrière : Sociabilités militantes au PCF*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2010, 341 p.

--. *Le communisme désarmé : Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*. Marseille : Agone, 2014, 336 p.

MONETA, Jacob. *La politique du parti communiste français dans la question coloniale, 1920-1963*. Paris : Maspero, 1971.

PIALOUX, Michel, COROUGE, Christian. *Résister à la chaîne : Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*. Marseille : Agone, 2011, 460 p.

PIOT, Olivier. *L'extrême-gauche*. Paris : Le Cavalier Bleu, 2008, 191 p.

PUDAL, Bernard. *Prendre parti. : Pour une sociologie historique du PCF*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 1989, 329 p.

SALLES, Jean Paul. *La Ligue Communiste Révolutionnaire, instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2005, 840 p.

VIGREUX, Jean, WOLIKOW, Serge. *Cultures communistes au XXe siècle : Entre guerre et modernité*, Paris : La Dispute, 2003, 320p.

YON, Karel. Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militier en bandes à l'AJS-COI. *Politix*. 2005, vol. 70, n° 2, p. 137-167.

### **Mouvement ouvrier antillais**

ADELAÏDE-MERLANDE, Jacques. *Les Origines du mouvement ouvrier en Martinique : 1870-1900*. Paris : Karthala, 2000, 240 p.

ALLIOT, David. *Le communisme est à l'ordre du jour : Aimé Césaire et le PCF, de l'engagement à la rupture*. Paris : Pierre-Guillaume de Roux Editions, 2013, 382 p.

BANGOU, Henri. *Le Parti Socialiste Français Face à la Décolonisation*. Paris : L'Harmattan, 2004, 287 p.

BONNOT, Xavier-Marie, GUILLERM, François-Xavier. *Le sang des nègres : Mai 1967 à la Guadeloupe, le dernier massacre de la Ve République*. Paris : Editions Galaade, 2015, 160 p.

BOSPHORE-PEROU, Rolande. *Militants et militantisme communiste à la Martinique, 1920-1970 : identification, formes et implication*, Thèse d'Histoire Contemporaine, Ecole pluridisciplinaire de l'Université des Antilles, 2014, 580p.

DAILY, Andrew. *Maoism in the French Caribbean: the 1968 GONG Trial*, Panel: Transnational Activism in the Long 1960s : A Global Perspective, Chicago American Historical Association, 2012

--. *Race, Citizenship, and Antillean Student Activism in Postwar France, 1946–1968*, *French Historical Studies*, 2014, Vol.37, n° 2, p. 331-335.

DE LEPINE, Édouard. *Chalvet, Février 1974*, suivi de : *102 documents pour servir à l'histoire des luttes ouvrières de janvier-février 1974 à la Martinique*, Fort-de-France : K-Libris, 2014, 528 p.

--. *La Crise de Février 1935 à la Martinique: Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier en Martinique*. Paris : L'Harmattan, 2004, 256 p.

GAMA, Raymond, SAINTON, Jean-Pierre. *Mé 67 : Mémoire d'un événement*. Pointe-à-Pitre : Société guadeloupéenne d'édition et de diffusion, 1985, 263 p.

GUILLERM, François-Xavier. *(In)dépendance créole: brève histoire récente du nationalisme antillais*. Pointe-à-Pitre : Editions Jasor, 2007, 188 p.

MENCE, Gesner. *L'affaire de l'O.J.A.M. (Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste de la Martinique) ou « le complot du Mardi-gras »*, Désormeaux, 2001, 256 p.

PLACIDE, Louis-Georges. *Les émeutes de décembre 1959 en Martinique: Un repère historique*. Paris : L'Harmattan, 2009, 256 p.

SANTON, Jean-Pierre. *Rosan Girard : Chronique d'une vie politique en Guadeloupe*. Pointe-à-Pitre/Paris : Karthala, 1993, 456 p.

TOMICHE, Paul. *Luttes syndicales et politiques en Guadeloupe : Tome 2, Mai 67, La Répression*. Paris : L'Harmattan, 2008, 280 p.

### **LKP et du K5F**

BONILLA, Yarimar. *Non-Sovereign Futures: French Caribbean Politics in the Wake of Disenchantment by Yarimar Bonilla*. Chicago : University Of Chicago Press, 2015, 228p.

COLLECTIF. *Guadeloupe Martinique, Janvier – Mars 2009 : la révolte méprisée. Les Temps Modernes*, n°662 ? Paris : Editions Gallimard, 2015, 416 p.

COLMAR, Mylène, KAULANJAN-DIAMANT, Axelle. *Abécédaire LKP : Clés analytiques et critiques du mouvement*. Matoury, Guyane : Ibis Rouge, 2012, 295 p.

GIRCOUR, Frédéric, REY, Nicolas. *LKP Guadeloupe : le mouvement des 44 jours*. Paris : Editions Syllepse, 2010, 187 p.

GRS, collectif. *Cette heure de nous-mêmes, manifeste du GRS pour la nouvelle période*, 2010.

LKP, Collectif. *Guadeloupe et Martinique en grève générale contre la vie chère et*

*l'exploitation outrancière : Liyannaj kont pwofitasyon : les 120 propositions du collectif.* Poite-à-Pitre : Desnel, 2009, 81 p.

MONZA, Rosan. Géopolitique de la crise guadeloupéenne : crise sociale et/ou postcoloniale ? *Hérodote*. 2009, vol. 135, p. 170-197.

OBERTAN, Paméla. Le LKP de la Guadeloupe, un mouvement social instructif? *La chronique de Amériques, cahiers de l'observatoire des Amériques*. 2010, n° 8.

PIERRE-CHARLES, Philippe (entretien). La dynamique de la lutte sociale aux Antilles. *Actuel Marx*. 2010, vol. 47, p. 54-62.

VERDOL, Philippe. *LKP, Ce que nous sommes !* Menaibuc Editions, Pointe-à-Pitre : 2010, 270p.

WALLERSTEIN, IMMANUEL. Commentary No. 252 "Guadeloupe: Obscure Key to World Crisis"| Fernand Braudel Center, Binghamton University. Mar. 1, 2009.

WILLIAM, Jean-Claude, RENO, Fred, ALVAREZ, Fabienne. *Mobilisations sociales aux Antilles. Les événements de 2009 dans tous leurs sens*. Paris : Karthala, 2012, 364 p.

## **Antilles françaises**

### **Colonialisme, Post-colonialisme**

BAYART, Jean-François, BERTRAND, Romain. De quel « legs colonial » parle-t-on ? *Esprit*, 1 août 2012, Décembre, n° 12, p. 134-160.

BRUNETEAUX, Patrick. *Le colonialisme oublié : De la zone grise plantationnaire aux élites mulâtres à la Martinique*. Bellecombe-en-Bauges : Editions du Croquant, 2013, 315 p.

COHEN, Jim, DORLIN, Elsa, NICOLAÏDIS, Dimitri, et al. « Le tournant postcolonial à la française ». *Mouvements*. 10 septembre 2007, n° 51, p. 7-12.

CHIBBER, Vivek. *Postcolonial Theory and the Specter of Capital*. Édition : 1. London : Verso, 2013, 256 p.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine. *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*. Marseille : Agone, 2009, p. 69-70.

HAJJAT, Abdellali. *Les frontières de l'identité nationale : L'injonction à l'assimilation en France métropolitaine et coloniale*. Paris : La Découverte, 2012, 344 p.

JAMES, Cyril Lionel Robert. *Beyond A Boundary*. Reprint. London : Yellow Jersey, 2005 [1963], 368 p.

LAZARUS, Neil. *The Postcolonial Unconscious*. Cambridge/New York : Cambridge University Press, 2011, 310 p.

RENAULT, Matthieu. *Frantz Fanon : De l'anticolonialisme à la critique postcoloniale*. Paris : Editions Amsterdam, 2011, 224 p.

--. C. L. R. James. *La vie révolutionnaire d'un Platon noir*. Paris : La Découverte, 2016, 232 p. ISBN 978-2-7071-8191-6.

### **Racisme, rapports sociaux de race**

AMAOUCHE, Malika, KATEB, Yasmine, NICOLAS-TEBOUL, Léa. Pour une approche matérialiste de la question raciale. *Vacarme*. 2015, n° 72, p. 170-197.

CERVULLE, Maxime. *Dans le blanc des yeux : Diversité, racisme et médias*. Paris : Editions Amsterdam, 2013, 192 p.

CERVULLE, Maxime, VÖRÖS, Florian, QUEMENER, Nelly. *Matérialismes, culture et communication - Tome 2: Cultural Studies, théories féministes et décoloniales*. Paris : Presses des mines, 2016, 350 p.

CHAUVIN, Sébastien, JAUNAIT, Alexandre. L'intersectionnalité contre l'intersection. *Raisons politiques*. 2015, n° 58, p. 55-74.

--. Représenter l'intersection,. *Revue française de science politique*. 5 avril 2012, vol. 62, n° 1, p. 5-20.

CRENSHAW, Kimberlé W. « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », dans *University of Chicago Legal Forum*, 1989, p. 139-167.

DORLIN, Elsa. « Dark Care : de la servitude à la sollicitude », in PAPERMAN Patricia, LAUGIER, Sandra (dir.). *Le Souci des autres. Ethique et politique du care*, Paris, coll. « Raisons pratiques », Éditions de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2006 : p. 87-97.

--. *La matrice de la race*. Paris : La Découverte, 2009, 308 p.

--. *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*. Paris : Presses Universitaires de France - PUF, 2009, 320 p.

FANON, Frantz. *Peau noire, masques blancs*. Paris : Points, 2015 [1952], 240 p.

GUILLAUMIN, Colette. *L'Idéologie raciste*. Paris : Gallimard, 2002 [1972], 378 p.

HALL, Stuart. *Identités et cultures 1 : politiques des cultural studies*. Seconde édition, Revue et augmentée. Paris : Editions Amsterdam, 2008, 411 p.

--. *Identités et cultures 2 : Politiques des différences*. Paris : Editions Amsterdam, 2013, 283 p.

JAMES, C. L. R. *Sur la question noire : La question noire aux Etats-Unis 1935-1967*. Paris : Editions Syllepse, 2012 [1937 ;1969], 170 p.

LINDNER, Kolja. Idéologie, racisme, intersectionnalité. Une invitation à lire Stuart Hall. *Raisons politiques*. 2012, n° 48, p. 119-129.

PALOMARES, Élise, TESTENOIRE, Armelle. Indissociables et irréductibles : les rapports sociaux de genre, ethniques et de classe. *L'Homme et la société*. 29 mars 2011, n° 176-177, p. 15-26.

RIDGEWAY, Cecilia L., KRICHELI-KATZ, Tamar. Intersecting Cultural Beliefs in Social Relations. *Gender & Society*. 1 juin 2013, vol. 27, n° 3, p. 294-318.

VERGES, Françoise. *Le ventre des femmes : Capitalisme, racialisation, féminisme*. Paris : Albin Michel, 2017, 230 p

WALLERSTEIN, Immanuel, BALIBAR, Étienne. *Race, nation, classe*. Paris : La découverte, 2007, 307 p.

### **Histoire et société : Guadeloupe, Martinique, Antilles**

ATTIAS-DONFUT, Claudine. *La famille providence: Trois générations en Guadeloupe*. Paris : La Documentation Française, 1997, 163 p.

AUVERGNON, Philippe, LE MOAL Patrick. Conflictualité et dialogue social à la Martinique : paroles d'acteurs, *Rapport de l'INTEFP*, 2015 : 71p.

BANGOU, Henri. *Aliénation et désaliénation dans les sociétés post-esclavagistes: Le cas de la Guadeloupe*. Paris : L'Harmattan, 2000, 170 p.

BEBEL-GISLER, Dany. *Cultures et pouvoir dans la Caraïbe: Langue créole, vaudou, sectes religieuses en Guadeloupe et en Haïti*. 3e éd. Paris : Editions L'Harmattan, 2000, 140 p.

BRAFLAN-TROBO, Patricia. *Conflits sociaux en Guadeloupe : Histoire, identité et culture dans les grèves en Guadeloupe*. Paris : L'Harmattan, 2007, 182 p.

---. *Société post-esclavagiste et management endogène : Le cas de la Guadeloupe*. Paris : L'Harmattan, 2009, 188 p.

CELESTINE, Audrey. *Mobilisations collectives et construction identitaire. Le cas des Antillais en France et des Portoricains aux Etats-Unis*. Thèse de science politique soutenue le 27 novembre 2009 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

CRUSE, Romain. *Une géographie populaire de la Caraïbe*. Paris : Mémoire d'Encrier, 2014, 400 p.

DANIEL, Justin. L'espace politique aux Antilles françaises. *Ethnologie française*, 2007, vol. 32, n° 4, p. 589-600.

DE LEPINE, Édouard. *Questions sur l'histoire antillaise. Trois essais sur l'abolition, l'assimilation, l'autonomie*. Paris : Editions Désormeaux, 1978, 282 p.

GANEM, Valérie. *La désobéissance à l'autorité : L'énigme de la Guadeloupe*. Paris : PUF, 2011, 160 p.

JAMES, C. L. R. *Les Jacobins noirs : Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue*. Paris : Editions Amsterdam, 2008 [1949], 401 p.

- LARA, Oruno D. *Guadeloupe : faire face à l'histoire*. Paris : L'Harmattan, 2009, 74 p.
- LARCHER, Silyane. *L'autre citoyen : l'idéal républicain et les Antilles après l'esclavage*, Paris : Armand Colin, 2014, 384p.
- MAURIN Alain. Visages de la production locale : entre physionomie de la tradition et images de la modernité, *Cahier du Port Autonome de Jarry*, 117 p.
- LOUDIN-BASTIDE, Caroline. *Travail, capitalisme et société esclavagiste : Guadeloupe, Martinique*. Paris : Editions La Découverte, 2005, 344 p.
- PATTIEU, Sylvain. Un traitement spécifique des migrations d'outre-mer : le BUMIDOM (1963-1982) et ses ambiguïtés, *Politix*, 2016, vol. 4, n° 116, p. 81-113.
- PERINA, Mickaëlla. *Citoyenneté et sujétion aux Antilles francophones: Post-esclavage et aspiration démocratique*. Paris : L'Harmattan, 2000, 208 p.
- PLAISIR, Alain. *La conquête du marché intérieur Conquête du marché intérieur*. Pointe-à-Pitre : Editions Nestor, 2008.
- WILLIAMS, Eric. *Capitalisme et Esclavage*. Paris : Editions Présence Africaine, 2000, 352 p.
- . *Histoire des Caraïbes*. Paris : Editions Présence Africaine, 2000, 605 p.

## Table des matières

Sommaire.....	7
<b>Glossaire des organisations .....</b>	<b>10</b>
<b><i>Introduction</i>.....</b>	<b>13</b>
Prologue.....	14
« Se défaire de l'extraordinaire » .....	16
Des syndicats au centre des coalitions protestataires .....	16
Itinéraire de la problématique.....	18
Histoire du mouvement ouvrier aux Antilles .....	21
Terrains et sources.....	26
Le corpus documentaire et les archives.....	27
Cheminement du travail de thèse .....	28
Pratiques de l'enquête .....	32
L'usage de l'entretien.....	33
Enquêter sur le syndicalisme aux Antilles : de l'observation participante à l'observation « embarquée » .....	36
Prendre part aux activités : une tentative de réflexivité interactionniste .....	37
Méfiance(s) syndicale(s) .....	37
Être un « blanc » parmi les syndicalistes indépendantistes .....	39
« Tenir le rond-point » avec l'UGTG.....	41
La labilité des assignations en situation d'interaction : marqueurs intersectionnels ? .....	42
Être un « entrant » chez les « entristes » : accéder aux militants trotskistes antillais .....	44
Le cas de Combat Ouvrier.....	46
Anatomie ethnographique du révolutionnaire professionnel.....	47
Annonce du plan.....	50
<b><i>Première partie. Genèse du syndicalisme contemporain aux Antilles</i>.....</b>	<b>53</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>54</b>
Questionner l'herméticité historiographique des mouvements contestataires .....	55
<b>Chapitre I. Un Mai 68 antillais ? .....</b>	<b>59</b>
Introduction .....	59
A - Un espace de l'anticolonialisme ?.....	60
1) De « L'affaire de l'OJAM » au « Mé 67 ».....	62
2) Origine sociale et circulation des militants antillais .....	70
a) Les lycées antillais, des « lieux sous tension ».....	70
b) Les cercles d'étudiants caribéens (AGEC, AGEM, AGEG).....	72
B - Le « moment 68 » : une influence organisationnelle de l'extrême gauche hexagonale ?.....	73

1) L'entrée en lice de l'extrême gauche .....	74
a) Un militantisme de substitution ? .....	75
2) Le développement de logiques concurrentielles .....	78
3) L'exploration de nouveaux horizons sociaux et culturels.....	79
4) Une politique volontariste de retour aux Antilles .....	83
C - Le retour au pays des enfants terribles .....	84
1) L'agitation comme mot d'ordre .....	84
2) Heurs et malheurs de l'insubordination .....	87
3) « Celles et ceux qui restent » .....	89
a) Les lycées professionnels : cible privilégiée de l'agitation anticolonialiste.....	90
b) La transmission d'une vision critique de la société.....	93
Conclusion.....	98
<b>Chapitre II. De la lutte politique à la lutte syndicale : topographie d'une reconversion</b> .....	<b>101</b>
Introduction .....	101
A - Le tournant des années 1973 - 1974.....	104
1) Guadeloupe : des grèves marquées par l'indépendantisme .....	105
a) L'essor du syndicalisme indépendantiste .....	105
b) Des rapports conflictuels entre militants indépendantistes et trotskistes .....	113
2) La grève du Chalvet en Martinique (février 1974) .....	118
a) Le Groupe Révolution Socialiste aux avant-postes.....	121
b) Le « train de retard » de Combat Ouvrier .....	126
c) Une réévaluation des possibilités syndicales.....	128
B - Reflux militant et migration vers les organisations syndicales : la formation d'un syndicalisme de lutte .....	130
1) Face aux « staliniens » : la stratégie d'implantation de Combat Ouvrier dans les CGT antillaises .....	131
a) La « CGT Joachim » .....	132
b) Créer des « cadres de masse ».....	134
2) Un syndicalisme « post-soixante-huitard » : la progressive reconversion syndicale des militants du Groupe Révolution Socialiste .....	137
a) « Trotskistes, mais Martiniquais » : l'entrée des militants du GRS à la CDMT .....	138
b) « Pour la révolution sociale et la libération nationale en Guadeloupe » : du GRS à la Centrale des Travailleurs Unis .....	141
2) Les hésitations du syndicalisme indépendantiste en Guadeloupe : de la lutte armée aux réseaux associatifs .....	143
Conclusion.....	146
<b>Conclusion de la partie .....</b>	<b>149</b>
<b><i>Deuxième partie. La politique des syndicats antillais .....</i></b>	<b><i>153</i></b>
<b>    Introduction .....</b>	<b>154</b>

La question politique dans les syndicats de travailleurs aux Antilles : une politisation « intempestive ? » .....	155
Une analyse des cultures syndicales en Guadeloupe et en Martinique .....	157
Cultures syndicales, cultures politiques .....	160
<b>Chapitre III. Les logiques syndicales de la « marche vers l'indépendance » : l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe.....</b>	<b>163</b>
Introduction .....	163
A - « Ka yo vlé ka yo vlé pa, travayè en laria ! » : une manifestation avec l'UGTG à Goyave le 14.02.2012.....	167
B - « (Ré)Inventer le peuple guadeloupéen ».....	173
1) De la discipline en milieu indépendantiste .....	174
2) Le « style et la méthode » de l'UGTG .....	176
a) Un recrutement prolétarien ?.....	178
3) « <i>Nou pèp Gwadeloup</i> » : la promotion de la culture guadeloupéenne .....	179
a) « <i>Fey mémwa maché pou fèy consyans vansé</i> » : entre éducation historique et construction mémorielle.....	179
4) L'encadrement indépendantiste à l'épreuve du terrain .....	183
a) Se défaire du stigmaté .....	183
b) Du bon usage de la violence.....	186
C - Une réception différenciée de la culture UGTG .....	188
1) Les ressorts de l'adhésion au discours indépendantiste .....	188
a) Grandir dans un milieu indépendantiste.....	188
b) «Respecter les Guadeloupéens, combattre les <i>pwofitan</i> » - un entretien avec Nemo .....	192
2) Persistance du stigmaté indépendantiste et résistances à l'acculturation.....	196
a) Une syndicaliste UNSA tentée par l'UGTG - Raphaëlle .....	197
b) La délicate question de l'indépendance : perspective éloignée ou perspective à éloigner ? .....	199
D - La politique de l'UGTG en actes : entre politisation antiraciste et « patriotisme pragmatique » .....	203
1) Des assignations particulièrement labiles .....	203
2) L'affaire Pinard ou l'éternel dilemme de l'UGTG .....	206
a) Un conflit symbolique et stratégique.....	209
b) Le spectre de la répression .....	210
Conclusion.....	212
<b>Chapitre IV. « Se syndiquer pour la lutte des classes » : la CGT Guadeloupe et la CGT Martinique.....</b>	<b>213</b>
Introduction .....	213
A - Diriger un syndicat « en révolutionnaire » ? .....	216
1) Un entrisme « à drapeau déployé » ? .....	217
a) Une organisation symétrique en Guadeloupe et en Martinique .....	219

b) Pour une analyse des affinités trotskistes en milieu syndical.....	221
2 ) Le terrain de la banane : comprendre la symbolique du référentiel ouvrier dans la CGT contemporaine aux Antilles.....	225
a) Une tournée de syndicalisation avec Jean-Marie Nomertin .....	226
b) Marie-Hélène Surelly, une « cheville ouvrière » .....	229
<b>B - La formation à la CGT : la fabrique d'un syndicat « lutte de classes » ?.....</b>	<b>233</b>
1) Du management au combat syndical : itinéraire d'un cadre-formateur à la CGTG .....	234
a) La formation en situation .....	237
2) Un ouvriérisme « restrictif » ? .....	239
a) Des syndicalistes « hors-la-loi » ? .....	240
<b>C - Les ambivalences du rapport au communisme révolutionnaire au sein des syndicats CGT.....</b>	<b>242</b>
1) Inès, une conversion de l'anti-syndicalisme au « vrai communisme ».....	242
a) La syndicalisation d'Inès.....	242
b) L'influence d'une formation anticapitaliste .....	245
2) Valère : entre fidélité « idéale » et critique de la participation syndicale .....	248
a) Une trajectoire socio-professionnelle ascendante .....	249
b) Des évolutions nécessaires .....	251
<b>D - La CGTG et la grève du port : entre défection tactique et rappel des frontières .....</b>	<b>254</b>
1) Une action sur le port autonome .....	254
2) Un débriefing sous-tension .....	256
Conclusion.....	260
<b>Chapitre V. « Un syndicat en mouvement (s) » ? La Confédération Démocratique Martiniquaise des Travailleurs .....</b>	<b>263</b>
Introduction .....	263
1) Rompre avec le consensus cédétiste .....	265
2) Les liens avec l'Union Syndicale Solidaires.....	267
a) Une journée avec le collectif Solid.....	267
<b>A - L'influence organisationnelle du GRS : rémanences et réminiscences .....</b>	<b>271</b>
1) Trotskisme familial, trotskisme familial ? .....	274
a) À l'écart de sa génération.....	275
b) Une intégration « différée » dans le militantisme syndical .....	276
c) Une fidélité aux principes .....	278
2) Circulations et réminiscences : le cas de Marie-Thérèse .....	279
a) L'importance du militantisme chrétien .....	280
b) Des débuts syndicaux « à l'extérieur du syndicalisme ».....	282
c) Un syndicalisme « davantage politique » ? La rencontre avec l'extrême gauche.....	283
d) Le retour en Martinique .....	285

B - Les « marges majoritaires » de la CDMT, ou la fabrique d'un consensus organisationnel .....	287
1) « Tout ça c'est une question de personnes » : entretien avec un cadre hospitalier	287
a) Rechercher le consensus.....	288
b) Une mise à distance de la politique.....	290
2) « Se syndiquer c'est des valeurs, un état d'esprit » : entretien avec une syndicaliste du commerce .....	292
a) « Une certaine vision de l'entraide ».....	293
b) « Pas de politique, bien au contraire ! ».....	295
C - La lutte des Domavi .....	298
1) Une réunion à la Maison des Syndicats .....	298
a) La prise en charge syndicale du travail du « care » .....	301
b) Une mobilisation médiatisée.....	304
2) Un leadership « sur mesure » : entretien avec Edith.....	305
b) « Je viens d'un pays révolutionnaire ».....	305
c) L'entrée dans la carrière syndicale .....	307
3) D' « improbables retrouvailles » ? Une réunion de débriefing.....	308
Conclusion Domavi.....	312
Conclusion.....	314
<b>Conclusion de la partie .....</b>	<b>317</b>
« Chacun cherche son champ » ? .....	321
<b><i>Troisième partie. La grève générale de 2009 aux Antilles : sociologie comparée d'un conflit généralisé .....</i></b>	<b>325</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>327</b>
<b>Chapitre VI. Lutter contre la <i>pwofitasyon</i> : la construction d'une radicalité unitaire .....</b>	<b>331</b>
Introduction .....	331
A- La lutte contre la <i>pwofitasyon</i> : la construction d'un cadre de mobilisation .....	334
1) La portée politique de la <i>pwofitasyon</i> .....	335
a) Dépendance(s) et dominations .....	336
b) Peser dans le diagnostic, accuser la dépendance.....	338
2) La genèse de la « vie chère » .....	339
a) Les écarts de prix dans la consommation courante .....	340
b) Définir la situation sociale comme inacceptable.....	342
3) Différentes stratégies pour interpellier les pouvoirs publics.....	344
a) Une tentative avortée de collaboration avec les élus martiniquais.....	344
b) Le Bureau d'Etudes Ouvrières guadeloupéen.....	345
B- Une analyse comparée des organisations syndicales dans les coalitions protestataires.....	348

1) « Dépasser l'intersyndicale » : produire de l'interdépendance au sein du LKP guadeloupéen.....	350
a) L'appel du Liyannaj guadeloupéen.....	350
b) Les antécédents syndicaux du <i>Liyannaj</i> .....	353
c) Les élections prudhommales et l'initiative de l'UGTG.....	355
2) Les préparatifs laborieux du <i>Kolectif 5 Févrié</i> .....	356
a) La réaction martiniquaise à la mobilisation guadeloupéenne.....	357
b) Les débuts chaotiques de la mobilisation en Martinique.....	360
C- Une division spécifique du travail contestataire dictée par les principales organisations syndicales.....	363
1) Une régulation des asymétries entre les organisations guadeloupéenne.....	363
a) Entre interdépendance et surveillance mutuelle.....	365
2) La structuration incertaine du collectif martiniquais.....	368
a) Une plateforme confuse.....	369
b) Des divergences tactiques entre les principaux syndicats.....	370
3) Les leaderships à l'épreuve du travail de coalition.....	372
a) Le rôle-clé d'Elie Domota au sein du LKP.....	373
b) Le dilemme de l'UGTG : ne pas abuser d'une position dominante.....	377
c) Le cas « Michel Monroe » : un leadership consensuel pour le K5F ?.....	380
Conclusion.....	382
<b>Chapitre VII. La généralisation de la contestation.....</b>	<b>385</b>
Introduction.....	385
A - La montée en puissance de la mobilisation.....	387
1) Le « coup de semonce » du 5 février en Martinique.....	389
a) Les derniers Maîtres de la Martinique.....	390
b) Les Martiniquais dans la rue.....	392
B - Pour une approche compréhensive des négociations dans la politique du conflit ..	395
a) Problème public, moment critique.....	397
b) Quand les logiques de situation transfigurent les acteurs syndicaux.....	399
1) La maîtrise symbolique du recours à l'expertise comme condition de la critique.	402
a) Des dominants pris à leur propre jeu.....	404
2) Mise en échec des adversaires du LKP.....	406
a) Des négociations au point mort.....	406
3) La division des élites guadeloupéennes.....	408
C - La radicalisation du conflit, ou les effets d'escalade de l'interaction conflictuelle.	410
1) L'installation des barrages.....	412
a) Regain de tension sur les barrages guadeloupéens.....	415
b) Maintenir la pression ou calmer le jeu ?.....	417

2) Des tensions en Martinique.....	419
a) L'encerclement de Fort-De-France .....	420
b) Des gaz à la Maison des Syndicats .....	422
3) L'intensification de la concurrence organisationnelle .....	424
a) Les effets inattendus de la compétition .....	427
b) Le délitement des coalitions.....	428
<b>Conclusion de la partie .....</b>	<b>433</b>
<b><i>Conclusion générale. « Après la colonie », de l'anticolonialisme au postcolonial ?</i></b>	<b>437</b>
L'anticolonialisme en partage .....	442
Quand vient la crise.....	444
Epilogue : pour une histoire connectée de la protestation Outre-Mer.....	447
<b><i>Annexes et bibliographie .....</i></b>	<b>451</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>452</b>
Annexe 1 : Chronologie des entretiens et des observations .....	452
Annexe 2 : Index biographique .....	457
Annexe 3 : Carte des territoires .....	461
Annexe 4 : Fascicule de l'UGTG contre la répression, 2011.....	462
Annexe 5 : Texte d'orientation du 13 <sup>e</sup> congrès de la CGTM (2012) .....	470
Annexe 6 : Une réunion publique de Combat Ouvrier le 27 janvier 2012.....	481
Annexe 7 : Tract d'appel à la grève du LKP pour la journée d'action du 16 décembre 2008 (1 <sup>er</sup> tract) .....	484
Annexe 8 : Liste des organisations composant le LKP .....	485
Annexe 9 : Plateforme de revendication du LKP du 20 janvier 2009.....	486
Annexe 10 : Les accords Jacques Bino du 26 février 2009.....	490
Annexe 11 : Exemple d'engagement pour la baisse des prix sur les produits de première nécessité dans la grande distribution (1 <sup>er</sup> avril 2009).....	495
Annexe 12 : GRS.....	496
<b>Bibliographie thématique .....</b>	<b>497</b>
Sociologie et science politique : généralités.....	497
Sociologie générale de l'action collective.....	498
Sociologie des mouvements sociaux .....	498
Sociologie du syndicalisme .....	500
Sociologie de l'engagement .....	502
Mouvements et mobilisations spécifiques.....	503
Mai 68 .....	503
Tiers-mondisme.....	504
Mouvement Communiste et Extrême-Gauche .....	504
Mouvement ouvrier antillais .....	505
LKP et du K5F .....	506

Antilles françaises .....	507
Colonialisme, Post-colonialisme .....	507
Racisme, rapports sociaux de race.....	508
Histoire et société : Guadeloupe, Martinique, Antilles .....	509
Table des matières .....	511